
JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

VOL. I.

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC

DEPUIS LE 27 DÉCEMBRE 1867 JUSQU'AU 24 FÉVRIER 1868

LES DEUX JOURS INCLUSIVEMENT

DANS LA TRENTE-ET-UNIÈME ANNÉE DU RÉGNE DE NOTRE SOUVERAINE DAME
LA REINE VICTORIA

ÉTANT LA 1^{re} SESSION DE LA LÉGISLATURE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

SESSION 1867-68



QUÉBEC

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE PAR AUGUSTIN COTÉ

1868



PROCLAMATIONS.

CANADA,
Province de Québec. }

N. F. BELLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront—SALUT :

ATTENDU que c'est notre désir et détermination de rencontrer, aussitôt que faire se pourra, notre peuple de notre province de Québec, et d'avoir son avis en Parlement ; Nous FAISONS CONNAÎTRE par les présentes notre volonté et plaisir royal de convoquer une Législature ou Parlement, et nous déclarons de plus que, de l'avis de notre Conseil Exécutif de Québec, Nous AVONS, CE JOUR, donné des ordres pour l'émanation de nos writs en due forme pour convoquer une Législature ou Parlement dans notre dite province, lesquels writs seront en date du HUITIÈME jour d'AOUT courant, et retournables le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à l'exception cependant des writs pour la division électorale de Gaspé, et pour la division électorale de Chicoutimi et de Saguenay, lesquels writs seront retournables le VINGT-QUATRIÈME jour d'OCTOBRE prochain.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes lettres-patentes, et à icelles fait apposer le grand sceau de Québec : TÉMOIN, notre fidèle et bien-aimé NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de notre province de Québec.

A notre Hôtel du Gouvernement, en notre CITÉ DE QUÉBEC, dans notre dite province, ce HUITIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-et-sept, et de notre règne la trente-et-unième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

CANADA,
Province de Québec. }

N. F. BELLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront—SALUT :

SACHEZ que, désirant et ayant résolu, aussitôt que faire se pourra, de rencontrer notre peuple de notre province de Québec, et d'avoir son avis en Parlement, nous, par et de l'avis de notre Conseil Exécutif de Québec, par ces présentes convoquons l'Assemblée Législative de Québec et la sommons de se réunir en notre cité de QUÉBEC, en notre dite province, MARDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, pour là et alors conférer et traiter avec les grands hommes et le Conseil Législatif de notre dite province.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes lettres-patentes, et à icelles fait apposer le grand sceau de Québec : TÉMOIN, notre fidèle et bien-aimé NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de notre province de Québec.

A notre Hôtel du Gouvernement, en notre cité de QUÉBEC, dans notre dite province, ce HUITIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-sept, et de notre règne la trente-et-unième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

CANADA,
Province de Québec. }

N. F. BELLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la province de Québec, et à nos membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de notre dite province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature ou Parlement de notre dite province, qui devait se tenir et avoir lieu en notre cité de Québec, le vingt-quatrième jour de septembre dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent soixante-et-sept, et à chacun de vous—SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature ou Parlement de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de SEPTEMBRE mil huit cent soixante-et-sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec.

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de nos bien-aimés sujets, NOUS AVONS CRU CONVENABLE, par et de l'avis de notre Conseil Exécutif de la province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature ou Parlement de notre dite province, en notre cité de QUÉBEC, LUNDI, le QUATRIÈME

jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes lettres-patentes, et à icelles fait apposer le grand sceau de notre dite province de Québec : TÉMOIN, notre fidèle et bien-aimé l'honorable SIR NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

A notre Hôtel du Gouvernement, en notre CITÉ DE QUÉBEC, dans notre dite province, ce DIX-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-et-sept, et de notre règne la trente-et-unième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

CANADA,

Province de Québec. }

N. F. BELLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la province de Québec, et à nos membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de notre dite province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature ou Parlement de notre dite province, qui devait se tenir et avoir lieu en notre cité de Québec, le quatrième jour de novembre, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-sept et à chacun de vous—SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature ou Parlement de la province de Québec, se trouve convoquée pour le QUATRIÈME jour du mois de NOVEMBRE mil huit cent soixante-et-sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec,

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de nos bien-aimés sujets, Nous AVONS CRU CONVENABLE, par et de l'avis de notre Conseil Exécutif de la province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature ou Parlement de notre dite province, en notre CITÉ DE QUÉBEC, VENDREDI, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes lettres-patentes, et à icelles fait apposer le grand sceau de notre dite province de Québec : TÉMOIN, notre fidèle et bien-aimé l'honorable SIR NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

A notre Hôtel du Gouvernement, en notre CITÉ DE QUÉBEC, dans notre dite province, ce VINGT-DEUXIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-et-sept, et de notre règne la trente-et-unième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

CANADA, }
 Province de Québec. } N. F. BELLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la province de Québec, et aux membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de notre dite province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature ou Parlement de notre dite province, qui devait se tenir et avoir lieu en notre cité de Québec, le vingt-neuvième jour du mois de novembre courant—SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature ou Parlement de la province de Québec, se trouve prorogée au VINGT-NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE courant, NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, NOUS AVONS JUGÉ À PROPOS de la proroger de nouveau à VENDREDI, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en notre dite cité de Québec, le dit VINGT-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE courant, et NOUS VOULONS EN CONSÉQUENCE que vous et chacun de vous, et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en notre dite cité de Québec, VENDREDI, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en notre Législature ou Parlement de la province de Québec, pourront, par le conseil commun de notre dite province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes lettres-patentes, et à icelles fait apposer le grand sceau de notre dite province de Québec :
 TÉMOIN, notre fidèle et bien-aimé l'honorable SIR NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

A notre Hôtel du Gouvernement, en notre CITÉ DE QUÉBEC, dans notre dite province, ce ONZIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-et-sept, et de notre règne la trente-et-unième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

RAPPORT des noms des Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, conformément aux Writs émis par Son Excellence l'honorable Sir Narcisse-Fortunat Belleau, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, etc., etc., portant date le huitième jour d'Août mil huit cent soixante-et-sept.

Comtés.	Officiers-Rapporteurs.	Date de l'élection des membres.	Réception des rapports.	Membres élus.	Remarques.
Argenteuil	Thomas Barron, registra- teur, Laehite.....	27 août 1867.	13 septembre 1867	Sydney Bellingham, écuyer.	Par acclamation
Bagot	Joseph C. Bachand, registra- teur, St. Liboire.....	6 septembre "	20 "	Pierre Samuel Gendron, "	"
Beauce	J. Ephrem Proulx, registra- teur, St. François.....	16 "	24 "	Christian Henry Pozer, "	"
Beauharnois	T. A. L. de Martigny, registra- teur, Beauharnois.....	3 "	18 "	Célestin Bergevin, "	"
Bellechasse.....	P. Forques, registrauteur, St. Michel.....	3 "	9 "	Onésime Pelletier, "	"
Berthier.....	J. O. Chalut, registrauteur, Berthier.....	10 "	24 "	Louis Joseph Moll, "	"
Bonaventure.....	F. D. Gauvreau, éc., New- Carliste.....	5 "	24 "	Clarence Hamilton, "	"
Brome.....	H. S. Foster, registrauteur, Knowlton.....	3 "	10 "	Hon. Christopher Dunkin, Par acclamation	"
Chambly.....	N. Mignault, registrauteur, Longueuil.....	3 "	10 "	Jean Bapt. Jodoin, écuyer.	John Jones Ross (ayant été nommé depuis Conseiller Législatif pour la province de Qué- bec, un nouveau Writ a été émis.)
Champlain.....	E. Rinfret, registrauteur, Ste. Genevieve de Batiscan...	3 "	10 "	John Jones Ross, "	"
Charlevoix.....	C. Duberger, registrauteur, Mal- bate.....	13 "	25 "	Léon Charles Clément, "	"
Châteauguay.....	A. M. Gagnier, registrauteur, Ste. Martine.....	3 "	9 "	Edouard Laberge, "	"
Compton	W. Ritchie, registrauteur, Sher- brooke.....	8 "	7 "	James Ross, "	"

RAPPORT des noms des membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, etc.—(Suite.)

RAPPORTS.

Comtés.	Officiers-Rapporteurs.	Date de l'élection des membres.	Réception des rapports.	Membres élus.	Remarques.
Chicoutimi et Saguenay	O. Bossé, Shérif, Chicoutimi.	17 septembre 1887	21 septembre 1887	Pierre A. Tremblay, écuyer.	Par acclamation
Deux-Montagnes	D. Duprat, registraire, Ste. Scholastique.....	22 août	3	Hon. Gédéon Ouimet.	Par acclamation
Dorchester	A. Godbout, registraire, Ste. Hénédine.....	30	10	Hon. Hector L. Langevin.	
Drummond et Arthabaska	E. Cox, registraire, Kingsley.	10 septembre	10 octobre	Edward J. Hemming, écér.	Par acclamation
Gaspé	P. Vibert, shérif, Percé.....	23	30 septembre	Pierre Fortin,	
Hochelaga	J. B. Marin, écuyer, Longue-Pointe.....	10	8 octobre	Louis J. B. Beaubien,	
Huntingdon	A. Somerville, registraire, Huntingdon.....	29 août	4 septembre	Julius Scriber,	
Iberville.....	D. Tassé, registraire, Iberville.....	3 septembre	20	Louis Molléur,	
Jacques-Cartier.....	J. Filiatrault, notaire, Ste. Geneviève.....	31 août	18	Narcisse M. Lecavalier,	
Joliette	C. G. Beaudoin, registraire, Joliette	3 septembre	25	Vincent Paul Lavallée,	
Kamouraska.....	H. Garon, registraire, Kamouraska.....		24	.....	Par d'écution, rapport spécial, dont une copie est annexée, A.
Laprairie	T. Sauvageau, registraire, Laprairie	3	20	Césaire Thérien,	
L'Assomption.....	M. Poirier, registraire, L'Assomption.....	24	29	Etienne Mathieu,	Par acclamation
Laval.....	F. X. Léonard, registraire, Ste. Rose	23 août	30 août	Jos. Hyacinthe Bellerose,	Par acclamation

Lévis.....	F. M. Guay, registra-teur, St. Joseph.....	4 septembre "	11 septembre "	Joseph G. Blanchette, "	
L'Islet.....	L. Z. Duval, notaire, St. Jean Port Joly.....	11 " "	21 " "	Pamphile G. Verreault, "	
Lotbinière.....	J. Filteau, registra-teur, Ste. Croix.....	2 " "	5 " "	Henry Gustave Joly, "	Par acclamation
Maskinongé.....	J. E. Pichet, registra-teur, Rivière-du-Loup.....	4 " "	19 " "	Alexis L. Désaulniers, "	
Mégantic.....	W. H. Lambly, registra-teur, Inverness.....	3 " "	7 " "	Hon. George Irvine. "	
Missisquoi.....	R. Dickson, registra-teur, Fré-lighsburg.....	3 " "	7 " "	Sandford Brigham, "	
Montcalm.....	J. E. Beaupré, registra-teur, Ste. Julienne.....	10 " "	19 " "	Firmin Dugas, "	
Montmagny.....	J. D. Lépine, registra-teur, St. Thomas.....	4 " "	6 " "	Louis Henri Blais, "	Par acclamation
Montmorency.....	P. Gosselin, registra-teur, St. Laurent (Ile d'Orléans).....	26 août "	30 août "	Hon. Joseph Cauchon. "	Par acclamation
Montréal Centre.....	T. Bouthillier, shérif, Montréal.....	29 août "	3 septembre "	Edward Carter, "	Par acclamation
" Est.....	J. L. Beaudry, écuyer, Montréal.....	6 septembre "	19 " "	Hon. Geo. Étienne Cartier. "	
" Ouest.....	G. H. Ryland, registra-teur, Montréal.....	29 août "	4 " "	Alexander W. Ogilvie, éc. "	Par acclamation
Napierville.....	E. Bouchard, registra-teur, St. Cyprien.....	19 septembre "	25 " "	Pierre Benoit, "	
Nicolet.....	E. Landry, médecin, Bécancour.....	5 " "	18 " "	Joseph Gaudet, "	
Ottawa (Comté).....	C. Symmes, écuyer, Aylmer.....	6 " "	23 " "	Levi Ruggles Church, "	
Pontiac.....	J. A. Judgerson, registra-teur, Portage-du-Fort.....	5 " "	12 " "	John Poupore, "	
Portneuf.....	F. X. Mayrand, médecin, Deschambault.....	6 " "	21 " "	Praxède Larue, "	

RAPPORT des noms des membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, etc.—(Suite).

Comtés.	Officiers-Rapporteurs.	Date de l'élection des membres.	Réception des rapports.	Membres élus.	Remarques.
Québec (Centre).....	C. E. Lemieux, médecin, Qué- bec.....	3 septembre 1867	12 septembre 1867	George Honoré Simard, éc.	
" (Est)	C. N. Montisambert, registra- teur, Québec.....	24 août	" 26 août	J. Philippe Rhéaume, "	Par acclamation
" (Ouest)	Hon. C. Alley, shérif, Qué- bec	24 "	" 25 "	John Hoarn, "	Par acclamation
" (Comté).....	J. Laurin, notaire, Ancienne Lorette.....	26 "	" 27 "	Hon. P. J. O. Chauveau.	Par acclamation
Richelieu	M. Mathieu, shérif, Sorol.....	3 septembre	" 24 septembre	Joseph Boudreau, écuyer.	
Richmond et Wolfe.	C. P. Cleveland, registra- teur, Richmond.....	10 "	" 17 "	Jacques Picard, "	
Rimouski	A. E. Gauvreau, registra- teur, Rimouski.....	10 "	" 25 "	Joseph Garon, "	
Rouville	L. E. F. Laberge, registra- teur, Ste. Marie de Monnoir.....	18 "	" 4 octobre	Victor Robert, "	
St. Hyacinthe.....	H. St. Germain, registra- teur, St. Hyacinthe.....	6 "	" 23 septembre	Pierre Bachand, "	
St. Jean.....	W. A. Marchand, registra- teur, St. Jean.....	20 "	" 10 octobre	Félix Gabriel Marchand, "	
St. Maurice.....	L. G. Duval, registra- teur, Trois-Rivières.....	3 "	" 10 septembre	Ab. Lesieur Désaulniers, "	
Shefford	J. B. Edgerton, registra- teur, Waterloo.....	3 "	" 25 "	Michel Adrien Bossette, "	
Shorthrooke	G. F. Bowen, shérif, Sher- brooke.....	31 août	" 4 "	Joseph Gibb Robertson, "	
Soulanges	G. H. Dumesnil, registra- teur, Côteau Landing.....	31 "	" 7 "	Dominique Amable Coultée, écuyer.	

Stanstead.....	C. A. Richardson, registra- teur, Stanstead Plains.....	6 septembre "	12 "	Thomas Locke, écu- yer.
Témiscouata.....	J. Heath, registra- teur, Isle Verte.....	2 "	5 "	Elio Mailloux, écu- yer.
Terrebonne.....	J. A. Hervieux, registra- teur, St. Jérôme.....	3 "	6 "	Joseph Adolphe Chap- leau, écu- yer.
Trois-Rivières	E. M. Hart, avocat, Trois-Ri- vières.....	31 août "	7 "	Charles Boucher de Niver- ville, écu- yer.
Vaudreuil.....	F. de S. Bastien, registra- teur, Vaudreuil.....	27 "	30 août "	A. C. de Lotbinière Har- wood, écu- yer.
Verchères	J. N. A. Archambault, nota- ire, Verchères.....	3 septembre "	9 septembre "	A. Boniface Craig, écu- yer.
Yamaska.....	J. M. Côté, registra- teur, St. François du Lac.....	10 "	25 "	Louis Adélaïde Sénécal, "

Certifié,

GEORGE MANLY MUIR, Ecr.,

Greffier de l'Assemblée Législative
de la province de Québec.BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE,
Québec, 14 décembre 1867.

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

RAPPORT Supplémentaire du Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Comité.	Officier-Rapporteur.	Date de l'élection du membre.	Réception du rapport.	Membre élu.	Remarques.
Champlain.....	Elie Rinfret, écuyer, régis- trateur, Ste Geneviève de Batiscan.....	16 décembre 1867.	20 décembre 1867.	L'hon. Jean C. Chapais.	L'honorable John Jones Ross ayant été appelé au Conseil Législatif, un Writ a été émané le 3 décembre courant.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE,
Québec, 27 décembre 1867.

Certifié,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

G. MANLY MUIR, Ecr.,

Greffier de l'Assemblée Législative, Québec.

A

CANADA.

PROVINCE DE QUÉBEC.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A l'Officier-Rapporteur pour la division électorale de Kamouraska, dans la province de Québec—SALUT :

Attendu que, par l'avis de notre Conseil Exécutif de Québec, pour des affaires grandes et importantes, concernant nous et notre dite province, nous avons ordonné que notre Assemblée Législative de Québec, s'assemblât dans notre cité de Québec, mardi, le vingt-quatrième jour de septembre prochain.

En conséquence nous vous commandons, vous enjoignant fortement, qu'ayant d'abord émané une proclamation dans la division électorale de Kamouraska, dans notre dite province, après la réception de notre présent writ, et indiqué par icelle un jour et un lieu pour élire un membre pour représenter la dite division électorale de Kamouraska, dans notre Assemblée Législative de Québec, vous fassiez en sorte, qu'aux dits jour et lieu, un membre ou représentant le plus apte et le plus circonspect, soit librement et indifféremment choisi pour représenter la dite division électorale de Kamouraska dans notre Assemblée Législative de Québec, par ceux qui seront présents au jour de l'élection qui devra être fixé par telle proclamation comme susdit, et que la dite personne ainsi choisie comme susdit puisse venir à la dite Assemblée Législative, de telle sorte que le dit membre ou représentant ait pleine et suffisante autorité pour eux et pour la population de la dite division électorale de Kamouraska, et respectivement en leur nom, de faire et consentir toutes choses qui par la faveur céleste, il y aura, là et alors, lieu d'être ordonnées par le conseil commun de notre dite province, sur telles affaires, de manière qu'à défaut de tels pouvoirs ou par suite de l'élection inconsiderée de tel membre ou représentant les dites affaires ne demeurent pas inachevées en aucune manière.

Et nous voulons qu'après avoir fait le choix en question, vous fassiez et transmettiez, avec toute la diligence possible et en conformité de la loi réglant ce point, votre retour à notre Greffier de la Couronne en Chancellerie pour Québec, avec notre présent writ.

En foi de quoi Nous avons fait rendre nos présentes lettres-patentes, et à icelles apposer le grand sceau de Québec : Témoin, notre Fidèle et bien-aimé l'honorable Sir Narcisse Fortunat Belleau, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

A notre Hôtel du Gouvernement, en notre cité de Québec, dans notre dite province, le huitième jour d'aout, en l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-et-sept, et en la trente-et-unième année de notre règne.
Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

Vraie copie,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

CANADA.

PROVINCE DE QUÉBEC.

N. F. BELLEAU,
L. S.

Par Son Excellence l'honorable Sir NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

A HENRI GARON, registrateur du comté de Kamouraska, Ecuyer, et à tous ceux que les présentes concerneront—SALUT:

Attendu que par un acte du Parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé en la trentième année du règne de notre Souveraine Dame VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, intitulé: "Acte concernant l'Union et le Gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il y est entre autres choses, effectivement arrêté que le Lieutenant-Gouverneur de Québec fera émettre les brefs pour la première élection des membres de l'Assemblée Législative de cette province selon telle forme et adressés à tels officiers-rapporteurs que le Gouverneur-Général du Canada désignera. Et attendu que le Gouverneur-Général du Canada vous a ainsi désigné pour être tel officier-rapporteur.

En conséquence, sachez maintenant, qu'en conformité de cette instruction et ayant confiance dans la loyauté, l'intégrité et l'habileté de vous, le dit HENRI GARON, moi, Narcisse Fortunat Belleau, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Québec, en vertu de telle instruction, ai nommé et constitué, et par ces présentes, nomme et constitue, vous, le dit Henri Garon, officier-rapporteur pour la division électorale de Kamouraska, dans la province de Québec.

Pour tenir, remplir et exécuter les dites place, charge et emploi de dit officier-rapporteur, avec tous les droits, pouvoirs, privilèges, autorités et émoluments qui, de droit, appartiennent et sont inhérents et doivent appartenir et être inhérents au dit emploi.

Donné sous mon seing et le sceau de mes Armes, en la cité de Québec, en notre dite province, le huitième jour d'août, en l'année de Notre Seigneur, mil huit cent soixante-et-sept, et en la trente-et-unième année du règne de Sa Majesté.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

Vraie copie,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

BUREAU D'ENRÉGISTREMENT,

Kamouraska, 14 Août, 1867.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous accuser réception, par la malle de ce jour, de vos instructions relatives à l'élection d'un membre pour représenter le district électoral de Kamouraska, dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, avec tous les documents les accompagnant et ayant rapport à la dite élection.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

(Signé.)

H. GARON,

Régistrateur.

L. H. HUOT, Ecuyer,

G. C. C. P. Q., Québec.

Vraie copie,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

Je, soussigné, Henri Garon, officier-rapporteur pour le district électoral de Kamouraska, jure solennellement que je suis qualifié suivant la loi pour agir en la qualité d'officier-rapporteur pour le district électoral de Kamouraska, à l'élection d'un membre pour l'Assemblée Législative de Québec, et que j'agirai en cette qualité fidèlement, sans partialité, crainte, faveur ou affection. Ainsi Dieu me soit en aide.

(Signé,) H. GARON.

Vraie copie,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

Je, soussigné certifie par les présentes, que le vingt-quatrième jour du mois d'août, en l'année mil huit cent soixante-et-sept, Henri Garon, officier-rapporteur pour le district électoral de Kamouraska, à l'élection d'un membre pour l'Assemblée Législative de Québec, a prêté et signé devant moi le serment d'office requis, en pareil cas, d'un officier-rapporteur par la trente-deuxième section du sixième chapitre des Statuts Refondus du Canada.

En foi de quoi, je lui ai délivré sous mon seing le présent certificat.

(Signé,) A. GAGNÉ,
J. P.

Vraie copie,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

A JOSEPH CHARLES LINDSAY, Ecuyer, Notaire.

Kamouraska

Sachez qu'en ma qualité d'officier-rapporteur pour le district électoral de Kamouraska, à l'élection d'un membre pour l'Assemblée Législative de Québec, je vous ai nommé et vous nomme par les présentes mon clerc d'élection pour agir en cette qualité suivant la loi à la prochaine élection du dit district électoral pour un membre de l'Assemblée Législative de Québec; laquelle élection sera par moi ouverte le trente-unième jour du mois d'août courant.

Donné sous mon seing, à Kamouraska, ce vingt-quatrième jour du mois d'août en l'année mil huit cent soixante-et-sept.

(Signé,) H. GARON,
Officier-rapporteur.

Vraie copie,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

Je, soussigné, Joseph Charles Lindsay, nommé clerc d'élection pour le district électoral de Kamouraska, à l'élection d'un membre de l'Assemblée Législative de Québec, jure solennellement, que j'agirai en la qualité de clerc d'élection, et aussi en la qualité d'officier-rapporteur, si le cas y échet, fidèlement, sans partialité, crainte, faveur ou affection. Ainsi Dieu me soit en aide.

(Signé,) J. C. LINDSAY,
Clerc d'élection.

Vraie copie,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

Je, soussigné certifie par les présentes que le vingt-quatrième jour du mois d'août en l'année mil huit cent soixante-sept, Joseph Charles Lindsay, clerc d'élection pour le district électoral de Kamouraska, à l'élection d'un membre de l'Assemblée Législative de Québec, a prêté et signé devant moi le serment d'office requis en pareil cas, d'un clerc d'élection, par la trente-troisième section du sixième chapitre des Statuts Refondus du Canada.

En foi de quoi, je lui ai délivré sous mon seing le présent certificat.

(Signé,)

H. GARON,
Officier-rapporteur.

Vraie copie,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

PROCLAMATION.

DISTRICT ÉLECTORAL DE KAMOURASKA.

Dans la Province de Québec,—

SAVOIR:

Avis public est par le présent donné aux électeurs du district électoral de Kamouraska, qu'en obéissance au writ de Sa Majesté, à moi adressé en date du huitième jour du mois d'août courant, je requiers la présence des dits électeurs au village de Kamouraska, près de l'église, dans la paroisse de St. Louis de Kamouraska, le trente-unième jour du dit mois d'août, à onze heures de l'avant-midi, aux fins d'élire une personne pour les représenter dans l'Assemblée Législative de Québec, et que en cas de demande et d'ocroi d'un poll en la manière voulue par la loi, tell poll sera ouvert le neuvième et le dixième jour du mois de septembre prochain, dans les paroisses Ste. Anne, St. Onésime, Rivière Ouelle, ~~St. Pascale, St. Denis, Mont Carmel, St. Louis de Kamouraska; dans la municipalité de la paroisse de St. Paschal le township Woodbridge compris; dans la municipalité de la paroisse St. André, avec cette partie de la paroisse de Notre Dame du Portage, située dans le comté de Kamouraska; dans les paroisses Ste. Hélène et St. Alexandre.~~

Et du contenu de la présente proclamation, toute personne est requise de prendre connaissance et de se gouverner en conséquence.

Donné sous mon seing à St. Louis de Kamouraska, ce dix-neuf août, mil huit cent soixante-et-sept.

(Quarante-un mots rayés nuls.)

(Signé,)

H. GARON,
Officier-rapporteur.

Vraie copie,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

(N° 1199.)

Aujourd'hui le dix-neuvième jour d'août mil huit cent soixante-et-sept, Nous, Notaire Public soussigné, à la requête de Joseph Hudon, Pierre Pelletier, de la paroisse de St. Paschal, dans le comté de Kamouraska, écuyers, marchands, Ivanhoé Taché, Pierre Dessaint, Louis Miller, François Bossé de la paroisse de St. Louis de Kamouraska, Jean Baptiste Martin, Notaire, et Théodore Lévêque de la paroisse de St. Pascale, Jean Marie Castonguay et Hyacinthe Michaud, de Ste. Hélène, dans le dit comté, électeurs dûment qualifiés à voter aux élections parlementaires dans le dit comté, nous sommes transporté au bureau de Henri Garon, écuyer, régistrateur du dit comté et officier-rapporteur nommé pour faire les élections parlementaires pour la province de Québec, et pour la Puissance du Canada, pour le dit comté, où étant et parlant à lui-même nous lui avons dit et déclaré au nom des requérants :—

1° Qu'il apparaîtrait par sa proclamation, affichée ce jour, pour faire les dites

élections, que les polls des paroisses de St. Paschal, St. Pacôme et Notre Dame du Portage auraient été biffés et supprimés, privant, par là, les électeurs des dites paroisses d'exercer leurs droits, privilèges et franchises dans les dites élections.

2° Que les listes électorales contenant les noms des électeurs des dites paroisses existent suivant la loi et ont été déposées dans son bureau.

3° Que les dites listes ont déjà été fournies par lui et ont servi dans trois élections parlementaires du dit comté.

4° Que si depuis que les dites listes ont ainsi servi pour chacune des dites paroisses, il n'a pas été filé à son bureau d'autres listes pouvant servir dans les présentes élections, il est pourvu par la loi que les anciennes listes serviront dans les dites élections.

5° Que si aucune informalité existe au sujet des dites listes qui ont déjà servi, il n'appartient pas à l'officier-rapporteur de décider de cette validité, mais que ce droit appartient exclusivement aux Chambres Législatives qui seules ont droit de les maintenir ou de les invalider.

6° Que s'il existe aucun doute dans l'esprit de l'officier-rapporteur, il doit l'interpréter en faveur des électeurs qui ne doivent pas être privés légèrement de leur droit de franchise et qu'en supprimant ces polls l'officier-rapporteur s'expose à commettre une injustice et un mal irrémédiable, tandis qu'en ouvrant ces polls pour faire servir les listes qui ont déjà ainsi servi, les électeurs des dites trois paroisses ne sont pas exposés à être privés de leurs droits.

7° Que la suppression des dits polls, dans l'opinion générale du comté est considérée comme un déni manifeste de justice et n'est propre qu'à produire un mécontentement et des excitations regrettables.

Qu'en conséquence les dits requérants, tant en leurs noms qu'au nom de la majorité des électeurs du dit comté, qu'ils sont certains de représenter dans ce moment, exposent au dit Henri Garon, officier-rapporteur susdit, l'opportunité qu'il y a pour lui de corriger la dite proclamation pour y faire inscrire et insérer les noms des dites paroisses de St. Paschal, St. Pacôme et Notre Dame du Portage.

Qu'à défaut par le dit Henri Garon de corriger ainsi ces dites proclamations, eux les dits requérants protesteront comme par le présent ils protestent contre la conduite du dit officier-rapporteur qu'ils considéreront comme entaché d'une partialité qui l'expose à toutes les conséquences de droit.

Et afin que le dit Henri Garon n'en puisse prétendre cause d'ignorance, nous lui avons laissé une vraie copie dûment certifiée des présentes et lui avons demandé au nom des dits requérants de nous informer s'il se rendrait à la demande d'ouvrir les trois polls susdits, à quoi il nous a répondu :

"Je considère mes procédés consciencieusement légaux et j'entends les maintenir et les justifier devant le tribunal compétent."

Dont acte, fait et signifié au dit lieu de St. Louis, sous le numéro onze cent quatre-vingt-dix-neuf, les jour et an susdits.

Signé par les dits comparants et Notaire après lecture faite.

(Signé,) Joseph Hudon,

Pierre Pelletier,
Ivanhoé Taché,

Pierre Dessaint,

L. Miller,

François x Bossé,
marque.

Théodore Lévesque,

J. B. Martin Junr.,

Jean Castonguay,

Hyacinthe Michaud,

ainsi qu'appert à la minute des présentes demeurée en mon étude.

(Signé,) Ths. LeBel, N. P.

Vraie copie.

(Signé.)

H. GARON,
Officier-rapporteur.

Vraie copie,

L. H. Huvor,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

A une assemblée des électeurs du comté de Kamouraska tenue au cheflieu le vingt-six août courant, convoquée à la réquisition des électeurs par Pierre Dessaint, écuyer, Préfet du dit comté.

Pierre Dessaint, écuyer, fut proposé et choisi unanimement pour présider la dite assemblée, et Thomas LeBel, écuyer, N. P., fut unanimement choisi comme secrétaire de la dite assemblée.

Après que le président eut expliqué le but pour lequel cette assemblée avait lieu, savoir: de prendre en considération la suppression des polls de St. Paschal, St. Pacôme et Notre Dame du Portage dans la présente élection parlementaire, et que la lecture fut donnée d'un protêt fait au nom de Joseph Hudon, écuyer, marchand de la paroisse de St. Paschal et autres, agissant tant en leurs noms qu'au nom des électeurs de son comté contre la conduite de Henri Garon, officier-rapporteur, supprimant les dits polls, et à lui signifié par Mtre Ths. LeBel, notaire à St. Louis, le dix-neuf du courant, il fut proposé et résolu unanimement :

1° Que dans l'opinion de cette assemblée le dit protêt est la juste expression des sentiments du comté et que la suppression des dits polls est aussi injuste que vexatoire et ne peut être considérée que comme une violation des droits et franchises des électeurs de ce comté, et que la réponse faite par le dit officier-rapporteur au protêt est considérée, par cette assemblée, comme un déni de justice.

2° Que, dans l'opinion de cette assemblée, le dit officier-rapporteur eut pu, et pourrait faire disparaître ce déni de justice en mettant à effet les conseils et les avis des intéressés qu'il a été puiser au siège du gouvernement et qu'il a fait connaître publiquement, à son retour vendredi dernier, être disposé à mettre à exécution; et que c'est avec un profond mécontentement que les électeurs de ce comté ont appris depuis hier que le dit officier-rapporteur cédant à une pression indue, inspirée par le partisanisme politique aurait de nouveau décidé de ne pas accorder les dits polls, privant par là plus d'un tiers des électeurs du comté du libre exercice de leurs droits.

3° Que dans le but d'obtenir la justice qui leur est due, les électeurs du dit comté ont chargé MM. Edouard Onellet, cultivateur, Thomas LeBel, N. P., secrétaire de cette assemblée, tous deux de St. Louis, Hubert Pelletier, Charles Blondeau et Cyprien Onellet de la paroisse de St. Paschal, Honoré Lagacé de Ste. Hélène, et Thomas Lévesque de St. Pacôme, d'aller rencontrer le dit officier-rapporteur pour lui réitérer la demande de l'ouverture des dits polls et pour le requérir d'indiquer par écrit quand et comment il leur octroyera la faculté d'exercer ces droits, et qu'au cas d'absence du dit officier-rapporteur de son bureau ce jour, une copie des dites résolutions soit laissée au dit officier-rapporteur qui est prié de donner une réponse au président de la dite assemblée sous le plus court délai.

4° Que le refus de l'officier-rapporteur d'ouvrir les dits polls aujourd'hui, qu'il sait lui-même que légalement il est obligé de les accorder, serait une violation trop flagrante des droits du comté de Kamouraska qui ne souffrira pas que l'on abuse impunément de ses franchises et de ses libertés.

5° Que des remerciements sont dus à Monsieur le Président et à Monsieur le Secrétaire pour la manière efficace avec laquelle ils ont conduit les délibérations de cette assemblée.

(Signé,)

P. DESSAINT,
Président.
THS. LEBEL,
Secrétaire.

Vraie copie,

(Signé,)

THS. LEBEL,
Secrétaire.

Vraie copie,

(Signé,)

H. GARON,
Officier-rapporteur.

Vraie copie,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

PROCLAMATION.

DISTRICT ÉLECTORAL DE KAMOURASKA.

Province de Québec,—

SAVOIR :

Avis public est par le présent donné aux électeurs du district électoral de Kamouraska, qu'en obéissance au writ de Sa Majesté, à moi adressé, en date du huitième jour du mois d'août courant, je requiers la présence des dits électeurs au village de Kamouraska, près de l'église, dans la paroisse de St. Louis de Kamouraska, le trente-unième jour du mois d'août, à onze heures de l'avant-midi, aux fins d'élire une personne pour les représenter dans l'Assemblée Législative de Québec; et qu'en cas de demande et d'octroi d'un poll, en la manière voulue par la loi, tell poll sera ouvert le neuvième et le dixième jour du mois de septembre prochain, dans les paroisses Ste. Anne, St. Onésime, Rivière-Ornelle, ~~St. Basile~~, St. Denis, Mont-Carmel, St. Louis de Kamouraska, dans la municipalité de la paroisse de St. Paschal, le township Woodbridge compris; dans la municipalité de la paroisse St. André, avec cette partie de la paroisse de Notre Dame du Portage située dans le comté de Kamouraska; dans les paroisses Ste. Hélène et St. Alexandre, et ce, nonobstant ma proclamation du dix-neuf du dit mois d'août courant, qui rayait par erreur le poll pour la municipalité de St. Paschal, le township de Woodbridge compris, et excluait du poll de St. André la partie de Notre Dame du Portage située dans le comté de Kamouraska.

Et du contenu de la présente proclamation, toute personne est requise de prendre connaissance et de se gouverner en conséquence.

Donné sous mon seing, à Saint-Louis de Kamouraska, ce vingt-neuf août, mil huit cent soixante-et-sept.

(Deux mots rayés nuls.)

(Signé,)

H. GABON,
Officier-rapporteur.

Vraie copie,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

HENRI GABON, écuyer,

Officier-rapporteur pour le comté de Kamouraska.

. MONSIEUR,—Nous soussignés, électeurs dûment qualifiés à voter pour l'élection d'un membre pour l'Assemblée Législative de la province de Québec, demandons la nomination de Charles Alphonse Pantaléon Pelletier, écuyer, avocat, comme candidat à la dite élection pour le comté de Kamouraska, et que des polls soient accordés pour la dite élection.

Kamouraska, 31 août 1867.

(Signé,)

Pierre Dessaint,
L. Miller,
P. Pelletier,
C. Deguise, M.D.,
Ivanhoé Taché,
M. Lebel,

Vraie copie,

(Signé,)

H. GABON,
Officier-rapporteur.

Vraie copie,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

KAMOURASKA, 9 septembre 1867.

MONSIEUR,—Je crois de mon devoir de vous informer, quoique les journaux vous l'aient déjà appris, que je n'ai point pu faire l'élection pour le district électoral de Kamouraska.

Cet accident regrettable est dû à des causes que je n'ai pu contrôler et qui feront la matière de mon rapport spécial sur le sujet.

Ce rapport se fera peut-être un peu attendre, vu l'état précaire de ma santé.

Cependant je vous prie de croire que j'y apporterai toute la diligence possible et que je suis au travail.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre très-humble et obéissant serviteur,

(Signé),

H. GARON.

L. H. HUOT, écuyer,

G. C. C. P. Q., Québec.

Vraie copie,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

KAMOURASKA, 19 septembre 1867.

L. H. HUOT, écuyer,

G. C. C. P. Q., Québec.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer qu'en obéissance au bref de Sa Majesté, à moi adressé pour l'élection d'un membre pour représenter le district électoral de Kamouraska dans l'Assemblée Législative de Québec, daté de la cité de Québec, le huitième jour du mois d'août dernier, et reçu le quatorzième jour du même mois, ainsi qu'il appert par l'endossement d'icelui, et que je vous transmets avec le présent, j'ai affiché, suivant la loi, le vingtième et le vingt-et-unième jour du dit mois d'août, ma proclamation dont copie est ci-jointe, dans les paroisses et places extra-paroissiales du dit district électoral de Kamouraska; et j'ai aussi affiché, le trentième jour du mois d'août, ma proclamation en amendement, dont copie est ci-jointe, dans la paroisse de St. Paschal, le township de Woodbridge et dans la partie de la paroisse de Notre Dame du Portage, située dans le dit district électoral de Kamouraska, et voici la raison d'être de ces deux proclamations.

Par ma dite première proclamation je n'avais point fixé de poll pour la paroisse de St. Pacôme, pour la municipalité de la paroisse de St. Paschal et le township de Woodbridge compris, et j'avais exclu de la votation au poll de la paroisse de St. André la partie de la paroisse de Notre Dame du Portage, située en le dit district électoral de Kamouraska, croyant qu'il était strictement de mon devoir d'en agir ainsi pour me conformer à la loi des élections telle qu'amendée par l'acte de la vingt-septième Victoria, chap. 8.

Certains électeurs des localités ainsi défranchisées, m'ayant protesté, ainsi qu'il appert par la copie du protêt ci-jointe, j'ai cru plus prudent de consulter sur le sujet, et ayant acquis la conviction qu'il y avait doute sur la légalité de mes procédés, quant à la paroisse de St. Paschal, le township de Woodbridge compris, et à la partie de la paroisse de Notre Dame du Portage, située dans le dit district électoral de Kamouraska, je décidai d'en accorder le bénéfice aux électeurs, et j'allais afficher une nouvelle proclamation en conséquence, quand je m'aperçus que le délai pour le faire était expiré.

Alors j'ai dû me consulter de nouveau afin de régulariser mes procédés, s'il était possible, et pour me conformer à l'avis que je reçus, j'ai affiché ma seconde proclamation en amendement à ma première, le trentième jour du dit mois d'août dernier, et je devais, le lendemain, jour de la nomination, conformément à la loi et à l'avis reçu sus-mentionné, accorder et fixer un poll pour la paroisse de St. Paschal y com-

pris le township de Woodbridge y annexé, et admettre à voter au poll de la paroisse de St. André les électeurs de la susdite partie de la paroisse de Notre Dame du Portage, après avoir expliqué aux électeurs l'erreur (si erreur il y avait) commise dans ma première proclamation.

En mon absence, les résolutions, dont copie sont ci-jointes, furent déposées à mon bureau, et à mon retour de Québec, le vingt-neuf du dit mois d'août, Pierre Dessaint, écuyer, l'un des signataires des dites résolutions, se rendit à mon bureau, accompagné de MM. Hubert Pelletier, Edouard Onellet, Antoine Roy dit Desjardins, Ivanhoé Taché, et de plusieurs autres, pour avoir ma réponse relativement à la votation de St. Pacôme, St. Paschal et Woodbridge, et à la dite partie de la paroisse de Notre Dame du Portage; et après quelques explications de ma part sur les motifs qui m'avaient engagé à agir tel que l'indiquait ma première proclamation et qui m'engageaient à l'amender, je leur répondis que j'accordais un poll pour St. Paschal et Woodbridge, et que les électeurs de la dite partie de Notre Dame du Portage voteraient au poll de St. André, et que j'afficherais en conséquence dans ces localités dès le lendemain ma proclamation en amendement; mais qu'il m'était impossible de justifier l'octroi d'un poll pour St. Pacôme, et que je n'en accordais point, vu qu'aucun double de la liste électorale de cette dernière localité, dûment certifiée et attestée suivant la loi n'avait jamais été déposée dans mon bureau de registrateur par le secrétaire-trésorier de la municipalité de la dite paroisse. A la demande qui me fut alors faite, savoir sur quelle liste voteraient les électeurs de St. Paschal et Woodbridge, je répondis qu'ils voteraient sur celle de 1859, la seule dont un double existait et avait été trouvé parmi les papiers qui m'avaient été remis par les représentants de feu J. G. Taché, écuyer, en son vivant registrateur.

Ce qui précède est l'exposé exact de mes procédés préliminaires et des motifs qui m'ont fait agir.

Suit la narration des scènes de violence qui ont empêché l'appel nominal d'avoir lieu.

Au jour fixé par ma dite proclamation pour l'appel nominal, vers les neuf heures du matin, une réquisition dont copie est aussi ci-jointe, signée par quelques électeurs, me fut remise, m'enjoignant de porter M. Charles-Alphonse-Pantaléon Pelletier, comme candidat à l'Assemblée Législative de Québec, ce qui me fit croire que M. C. A. P. Pelletier n'assisterait point à l'appel nominal.

Peu d'instants après, je fus informé que certains partisans de M. C. A. P. Pelletier démolissaient le hustings que j'avais fait ériger sur la galerie de la sacristie.

Vers dix heures, une foule compacte des partisans de M. C. A. P. Pelletier, au milieu desquels se distinguait, entre autres, le nommé Pierre Lafrance, hurlant et vociférant, se groupa près de ma maison et prit bientôt un aspect si menaçant que plusieurs personnes vinrent m'avertir que ma vie était en danger, si je sortais pour me rendre au hustings, et m'engagèrent fortement à m'en abstenir.

Lorsque l'heure fixée par ma proclamation, onze heures, A. M., fut arrivée, je me transportai, accompagné de mon clerc d'élection, Joseph Charles Lindsay, écuyer, sur la galerie de la sacristie, le lieu du hustings qui venait d'être démoli.

La foule menaçante me suivit et, arrivé près de la sacristie, j'entendis quelqu'un crier qu'en arrière on jetait des pierres dans ma direction. Alors je me hâtai de tourner la sacristie et je montai sur la galerie, où montèrent aussi les nommés Michel LeBel, Thomas LeBel et le dit Pierre Lafrance. J'allais adresser la parole aux électeurs pour leur expliquer ma conduite, lorsque le dit Michel LeBel prit la parole et dit aux électeurs: "MM. les électeurs, si l'officier-rapporteur ne donne point de poll partout, il n'y en aura point du tout, il n'y aura point d'élection." Ensuite, le dit Pierre Lafrance m'arracha des mains la loi électorale et s'élança au bas de la galerie, et aussitôt après le dit Thomas LeBel me prit par les jambes et le dit Michel LeBel son frère, se rua sur moi en me poussant pour me précipiter en bas de la galerie, ce que voyant je saisis le dit Michel LeBel par son habit et je me trouvai debout au bas de la galerie avec lui.

Je fus alors poussé et entraîné à travers la foule, qui criait et vociférait, par le dit Michel LeBel et le nommé Joseph Michaud, et grâce à la protection de ce dernier, j'ai pu me rendre chez moi.

L'honorable M. Chapais et quelques uns de ses amis, qui s'étaient trouvés au hustings avec moi, arrivèrent à ma demeure à peu près en même temps que moi, et me demandèrent où étaient mes papiers; mon clerc d'élection, auquel je les avais remis et fait cacher parceque j'avais été prévenu qu'on voulait me les enlever, me les rapporta un instant après, et je le fis rester chez moi afin de retourner au hustings si l'on pouvait nous protéger.

L'honorable M. Chapais resta sur ma galerie avec quelques amis et il parla pendant quelque temps à un groupe d'électeurs qui s'en étaient approchés. Mais les émeutiers ne furent pas longtemps sans se réunir encore en face de mon bureau et l'honorable M. Chapais fut bientôt entraîné par ses amis qui s'enfuirent devant une grêle de pierres lancées contre lui. Des pierres ont aussi été lancées dans les châssis de ma demeure, quatre vitres de trois pieds ont été cassées dans les vitreaux de mon bureau, et dans mes mansardes quatre vitres et un châssis ont été brisés.

Les émeutiers me parurent alors absolument maîtres de la place publique, il me fut dès lors impossible de sortir. Je vis un peu plus tard certains groupes assez nombreux des partisans de M. C. A. P. Pelletier se former et se diriger à deux ou trois reprises avec un air hostile et menaçant vers ma demeure; mais à chaque fois ils m'en parurent détournés par quelqu'un. Jusque là j'avais toujours pu conserver intact les writs d'élections, mais entre les trois et quatre heures après midi, une députation, composée de MM. Joseph Anctil, cultivateur de Ste. Anne, et Louis Alphonse Miller, de Kamouraska, avocat, se présenta chez moi. Ces messieurs me dirent qu'ils regretteraient que ma maison fut démolie, mais qu'ils ne pourraient pas empêcher la chose, si je ne leur livrais les writs d'élection. Alors j'ai cru de mon devoir, pour éviter à plusieurs le regret de nouveaux excès, d'exposer sur ma table ces documents rendus inutiles, en protestant que je ne cédaï qu'à la force. M. L. A. Miller s'empara alors des writs d'élection, me promettant de me les remettre le soir même ou le lendemain matin, et tous deux partirent et se rendirent sur le devant de l'église où ils furent entourés par la foule des partisans de M. C. A. P. Pelletier. Et le dit L. A. Miller ne m'a fait remise des dits writs d'élection que le neuf du présent mois.

Pour ces causes, je déclare n'avoir pu mettre à exécution le bref de Sa Majesté à moi transmis pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de Kamouraska dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, et n'avoir pu, par violence et force majeure, continuer et terminer mes procédés commencés.

Le tout humblement soumis.

(Signé,)

H. GABON.

Officier-rapporteur.

Vraie copie,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC.

SESSION 1867-68.

Vendredi, 27 Décembre 1867.

A la première session de la Législature de la province de *Québec*, commencée et tenue en la cité de *Québec*, le vingt-septième jour de décembre, dans la trente-unième année du règne de Notre Souveraine Dame *Victoria*, Reine du Royaume-Uni de la *Grande-Bretagne* et d'*Irlande*, défenseur de la foi, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-sept,—

Lequel jour, étant le premier de la réunion de cette Législature pour la dépêche des affaires, en conformité d'une proclamation (ci-annexée) de Son Excellence l'honorable Sir *Narcisse Fortunat Belleau*, Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec*, *George-Manly Muir* et *Thomas McCord*, écuyers, commissaires nommés, en vertu d'un *Dedimus Potestatem*, pour administrer le serment aux membres de l'Assemblée Législative, se sont rendus, à midi, dans la salle destinée aux séances de l'Assemblée, où *George-Manly Muir*, écuyer, Greffier de l'Assemblée Législative, s'est trouvé, conformément à son devoir, et *Louis-Honoré Huot*, écuyer, Greffier de la Couronne en Chancellerie, ayant remis au dit M. *Muir* un rôle, accompagné d'un certificat, contenant une liste des noms des membres, dont il a été fait rapport comme devant servir dans cette Législature Provinciale, les commissaires ont administré le serment aux membres qui se sont présentés, ce qui étant fait, et les membres ayant signé le rôle contenant le serment, ils ont pris leurs sièges dans l'Assemblée.

Un message est apporté par *Samuel Staunton Hatt*, écuyer, Gentilhomme Huissier de la Verge Noire.

Messieurs,

Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate des membres de cette honorable Chambre, dans la salle des séances du Conseil Législatif,

En conséquence les membres se sont rendus auprès de Son Excellence, dans la salle des séances du Conseil Législatif, où étant,

L'honorable Orateur du Conseil Législatif a dit :

Honorables Messieurs, et Messieurs de l'Assemblée Législative,

Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la présente Législature Provinciale, avant qu'un Orateur de l'Assemblée Législative ait été choisi suivant la loi ; mais, demain, à trois heures de l'après-midi, Son Excellence expliquera les motifs qui lui ont fait convoquer la présente Législature.

Et les députés étant de retour,

L'honorable P. J. O. Chauveau, député du comté de Québec, secondé par l'honorable Christopher Dunkin, député du comté de Brome, s'adressant au Greffier, (qui, étant debout, s'est tourné de son côté, et ensuite s'est assis), propose à la Chambre, pour son Orateur, Joseph-Godéric Blanchet, écuyer.

La Chambre ayant alors demandé que la question, « Que Joseph-Godéric Blanchet, écuyer, prenne le fauteuil de cette Chambre comme Orateur, » soit mise aux voix ; elle est en conséquence mise aux voix par le Greffier et il est

Résolu, *namine contradicente*

Que Joseph-Godéric Blanchet, écuyer, prenne le fauteuil de cette Chambre comme Orateur.

Et le Greffier ayant déclaré Joseph-Godéric Blanchet, écuyer, dûment élu, il est conduit au fauteuil par l'honorable M. Chauveau et par l'honorable M. Dunkin, et étant sur le premier degré du marche-pied du fauteuil, il fait ses humbles remerciements à la Chambre pour l'honneur insigne qu'elle a bien voulu lui conférer, en le choisissant pour son Orateur.

Alors il s'assied dans le fauteuil, et la masse (qui auparavant était sous la table) est placée sur la table.

Alors l'honorable M. Chauveau, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, propose que cette Chambre s'ajourne maintenant jusqu'à demain à trois heures, P. M.

Et la Chambre s'ajourne, en conséquence, jusqu'à demain, à trois heures P. M.

Samedi, 28 Décembre 1868.

La Chambre étant assemblée, et l'Orateur élu ayant pris le fauteuil,

Jean-Baptiste Jodoin, écuyer, député du comté de Chambly, — Charles Boucher de Niverville, écuyer, député de la cité des Trois-Rivières, — Alexis L. Désaulniers, écuyer, député du comté de Maskinongé, — Césaire Thérien, écuyer, député du comté de Laprairie, — Firmin Dugas, écuyer, député du comté de Montcalm, — Louis-Joseph Moll, écuyer, député du comté de Berthier, — Etienne Mathieu, écuyer, député du comté de l'Assomption, — A Boniface Craig, écuyer, député du comté de Verchères, — Narcisse M. Lecavalier, écuyer, député du comté de Jacques-Cartier, — Alexandre W. Ogilvie, écuyer, député de la division électorale de Montréal Ouest, — Joseph Gaudet, écuyer, député du comté de Nicolet, — Abraham Lesieur Désaulniers, écuyer, député du comté de St. Maurice, — Joseph Beaudreau, écuyer, député du comté de Richelieu, — Edouard Laberge, écuyer, député du comté de Châteauguay, — Edgard Carter, écuyer, député de la division électorale de Montréal Centre, — Levi Ruggles Church, écuyer, député du comté d'Ottawa, — Pierre Benoit, écuyer, député du comté de Napierville, — J. Sandford Brigham, écuyer, député du comté de Missisquoi, — John Poupore, écuyer, député du comté de Pontiac, — Pierre Fortin, écuyer, député du comté de Gaspé, — Louis Adélaïde Sénécal, écuyer, député du comté d'Yamaska, — l'honorable George Etienne Cartier, député de la division électorale de Montréal Est, et A. C. de Lotbinière Harwood, écuyer, député du comté de Vaudreuil, ayant préalablement prêté serment, conformément à la loi et souscrit devant les commissaires le rôle qui le contient, ont pris leurs sièges dans la Chambre.

Un message est apporté par *Samuel Staunton Hatt*, écuyer, Gentilhomme Huissier de la Verge Noire.

M. l'Orateur,

Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence l'Orateur élu s'est rendu avec la Chambre dans la salle des séances du Conseil Législatif.

Et là M. l'Orateur a parlé comme suit, savoir :

QU'IL PLAISE A VOTRE EXCELLENCE,

L'Assemblée Législative m'a élu comme son Orateur, bien que je ne sois que peu capable de remplir les devoirs importants qui me sont ainsi assignés.

Si, dans l'exécution de ces devoirs, il m'arrive en aucun temps de tomber en erreur, je demande que la faute me soit imputée et non à l'Assemblée, dont je suis le serviteur, et qui, par mon ministère, réclame, pour être en état de mieux remplir ses devoirs envers Sa Souveraine, et son pays, tous ses droits et privilèges incontestables, spécialement ceux de la liberté de la parole dans ses débats, le libre accès auprès de la personne de Votre Excellence en tout temps convenable, et de la part de Votre Excellence, l'interprétation la plus favorable de ses délibérations.

Alors, l'honorable Orateur du Conseil Législatif a dit :

M. l'Orateur,

J'ai ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de vous déclarer qu'elle se confie pleinement dans le devoir et l'attachement de l'Assemblée Législative envers la personne et le gouvernement de Sa Majesté, et ne doutant point que ses délibérations soient conduites avec sagesse, modération et prudence, elle accorde, et en toutes les occasions, elle reconnaîtra et permettra l'exercice de ses privilèges constitutionnels.

J'ai aussi ordre de vous assurer que l'Assemblée aura un prompt accès auprès de Son Excellence en toutes les occasions convenables et qu'elle interprétera toujours de la manière la plus favorable ses délibérations, ainsi que vos paroles et vos actions.

La Chambre étant de retour,

M. l'Orateur fait rapport que la Chambre s'est rendue dans la salle des séances du Conseil Législatif, et qu'il a informé Son Excellence que le choix de l'Orateur était tombé sur lui ; et aussi qu'il a, au nom de la Chambre et pour elle, réclamé, par une humble demande à Son Excellence, tous ses droits et privilèges, qu'elle puisse jouir de la liberté de la parole dans ses débats, et avoir accès auprès de la personne de Son Excellence, lorsque l'occasion le requerra, et que toutes ses délibérations puissent recevoir de Son Excellence l'interprétation la plus favorable ; et que sur ce, Son Excellence a bien voulu dire que, sans hésiter et avec plaisir, elle lui allouait et accordait tous ses privilèges constitutionnels, ainsi qu'un prompt accès auprès de Son Excellence en toutes les occasions convenables, et qu'elle interprétera toujours de la manière la plus favorable ses délibérations ainsi que ses paroles et ses actions.

Ordonné, Que l'honorable M. *Chauveau* ait la permission d'introduire un bill concernant l'administration des serments d'office.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi, le dixième jour de janvier prochain.

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, dans la salle des séances du Conseil Législatif, il a plu à Son Excellence de s'adresser par un discours aux deux

Chambres de la Législature Provinciale ; et que, pour prévenir toute erreur, il en a eu une copie qu'il a lue à la Chambre, et elle est comme suit :—

Honorables Messieurs du Conseil Législatif.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

C'est avec bonheur que je vous souhaite la bienvenue dans cette ancienne cité de *Québec*, à l'occasion de l'ouverture de cette première session de notre Législature Provinciale.

La session du Parlement fédéral, qui vient de s'ajourner, est l'heureuse inauguration de la nouvelle constitution du *Canada*, et je ne crois pas me tromper en exprimant l'espoir que les sentiments de fidélité à Notre Gracieuse Souveraine, d'attachement aux institutions de l'Empire Britannique et de dévouement aux intérêts de la nouvelle confédération, qui se sont manifestés dans le Parlement, distingueront également cette première session de notre Législature.

La constitution vous a confié de grands intérêts et imposé de graves devoirs relativement à l'administration de la justice, à l'instruction publique, à l'organisation civile et municipale, à la bienfaisance publique, au patronage des sciences, des lettres et des arts, à l'exploitation du domaine public, comprenant celle de nos vastes forêts et de nos mines si importantes, au développement de nos ressources sociales, à l'immigration, à la colonisation, à la police, et en général aux lois civiles et au droit de propriété.

Elle a en même temps pourvu à ce que tous ces intérêts fussent placés sous la sauvegarde des principes de la constitution britannique, et immédiatement après avoir accepté la tâche de présider au gouvernement de cette province, j'ai dû m'entourer de conseillers responsables au peuple, et partager entre eux la direction des divers départements de l'administration.

L'organisation de ces départements s'est opérée assez promptement pour épargner aux intérêts confiés à leurs soins les inconvénients d'un interrègne trop prolongé, mais en même temps avec économie, tant sous le rapport du nombre des fonctionnaires que sous celui des traitements qui leur ont été provisoirement accordés.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Quoique certains revenus soient affectés au trésor de cette province par la constitution, le montant annuel dont vous pourrez disposer sans recourir à de nouveaux impôts ne sera clairement établi qu'après l'arbitrage voulu par le cent quarante-deuxième article de la constitution, en ce qui concerne les finances des ci-devant provinces du *Haut* et du *Bas-Canada*.

Dans ces circonstances, il ne serait point prudent de soumettre à la Législature aucune mesure importante et entraînant des dépenses considérables ; mais comme d'un autre côté, le peuple de cette province ne saurait se résigner à voir languir même temporairement les intérêts de l'instruction publique, de la colonisation et de la bienfaisance publique, le budget, pour ces divers services, ainsi que pour le service civil, vous sera soumis, en même temps qu'un état des dépenses encourues jusqu'ici pour l'installation, l'organisation et le fonctionnement du Gouvernement.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Des mesures vous seront soumises pour l'organisation des départements de l'administration, pour l'interprétation des statuts, et pour le contrôle des dépenses du gouvernement.

Votre attention sera aussi appelée sur les moyens les plus propres à développer la colonisation et à stimuler le zèle des municipalités et des associations particulières, en faveur de cette œuvre nationale si importante au point de vue des intérêts de cette province dans la confédération et du *Canada* lui-même sur ce continent. Vous jugerez sans doute aussi qu'un des moyens d'augmenter notre population, c'est

d'attirer et de retenir parmi nous l'émigration des Iles Britanniques et du continent de l'Europe, en même temps que nous rendons plus facile l'établissement des enfants du sol sur les terres publiques.

Le perfectionnement de notre agriculture, une exploitation régulière et prudente de nos forêts et de nos mines, sont encore des sujets dignes d'occuper le gouvernement et la Législature.

Les progrès de l'instruction publique, la culture des sciences, des lettres et des arts, sont à notre époque non-seulement des moyens de développement et de prospérité pour un peuple, mais, après l'élément religieux, constituent le signe le plus évident auquel se reconnaissent les nations vraiment civilisées.

Déjà l'ancienne province du *Bas-Canada* a fait dans cette direction des efforts récompensés par des succès remarquables, et, justement jaloux de ne nous laisser rien à envier aux autres pays, le gouvernement précédent a fait étudier en Europe les divers systèmes d'éducation qui y sont suivis, ainsi que les institutions littéraires et scientifiques de l'ancien monde, dans le but d'ajouter aux nôtres ce qui peut encore leur manquer. Ce grave sujet devra attirer prochainement toute l'attention de mon gouvernement.

Occupant une position géographique importante dans la confédération, renfermant les deux villes les plus anciennes et les plus peuplées de l'Amérique Britannique, peuplée par les descendants des deux plus célèbres nations de l'Europe, ayant dans les nobles sacrifices consommés autrefois sur cette terre pour l'établissement de la foi chrétienne et de la civilisation, et même dans les luttes de nos ancêtres français et anglais, le passé le plus glorieux, cette province ne peut que jouir d'un avenir de bonheur, si ses habitants continuent de développer en paix et en harmonie les germes de prospérité qui leur sont échus. Je ne doute pas que votre sagesse et l'amour que vous portez à notre commune patrie ne vous en suggèrent les moyens.

Né au milieu de vous, ayant pris part aux délibérations et aux travaux des Législatures et des Gouvernements précédents, j'ai à peine besoin de vous dire combien la haute mission qui vous a été confiée possède mon respect et mes sympathies. J'implore la divine Providence pour qu'elle daigne bénir vos travaux, et vous combler vous et vos familles de tous ses bienfaits pendant la nouvelle année qui va commencer et durant laquelle nous sommes appelés à poser les bases de la grandeur et de la prospérité de notre province de Québec, si chère à nous tous.

Sur motion de l'honorable M. Chauveau, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet,

Ordonné, Que le discours de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, aux deux Chambres de la Législature Provinciale, soit pris en considération lundi prochain.

Ordonné, Que les votes et délibérations de cette Chambre soient imprimés, après avoir été examinés par M. l'Orateur, et qu'il en ordonne l'impression; et que nul autre que celui qu'il désignera ne se permette de les imprimer.

Résolu, Que s'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un député, ce dernier devra se retirer pendant les débats qui s'en suivront; et si deux députés sont élus pour le même collège électoral, ils devront s'absenter jusqu'à ce que l'élection soit décidée.

Résolu, Que s'il appert qu'une personne a été élue membre de cette Chambre, ou a cherché à l'être par corruption, et au moyen d'intrigues ou de menées, la Chambre procédera avec la plus grande sévérité contre toutes personnes qui auront pris une part volontaire à cette corruption et à ces menées ou intrigues.

Résolu, Que l'offre d'argent, ou de tout autre avantage, à un membre de l'Assemblée Législative, dans le but de favoriser la passation d'une mesure quelconque qui dépend de l'Assemblée Législative de la province de Québec, ou qui y doit être décidée, est un grand crime et un délit, et tend au renversement de la constitution.

Résolu, Qu'il soit nommé des comités spéciaux permanents de cette Chambre, pour la présente session, pour les objets suivants : 1° les privilèges et élections; 2° les ordres permanents; 3° les chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et les compagnies de mines ou manufacturières; 4° les divers bills privés; 5° les lois

expirantes ; 6° les dépenses contingentes ; 7° les impressions ; 8° les comptes publics ; 9° l'agriculture, l'immigration et la colonisation ; lesquels dits comités auront, respectivement, pouvoir de s'enquérir de tous les sujets et choses qui leur seront renvoyés par la Chambre ; et de faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions, sur iceux, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Résolu, Que jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les règles, règlements et les ordres permanents de la Chambre des Communes du Canada soient ceux de cette Chambre, et que, dans tous les cas imprévus, les règles et règlements de la Chambre des Communes du Parlement Britannique seront applicables.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial, composé de l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. Langevin, l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, M. Carter, M. Joly et M. Simard, pour aider M. l'Orateur à préparer les règles, règlements et les ordres permanents pour la régie de cette Chambre, de faire rapport de temps à autre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Ordonné, Que les règles, règlements et ordres permanents de la Chambre des Communes du Canada soient renvoyés au dit comité pour sa gouverne.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence possible, les listes des membres qui devront composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre.

Ordonné, Que l'honorable M. Cartier, l'honorable M. Chapais, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Dunkin, M. Bachand, M. Chapleau, M. Clément, M. Coutlée, M. Hemming, M. Lavallée et M. Robertson composent le dit comité.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a nommé Etienne Simard, écuyer, greffier assistant de cette Chambre, et qu'il a autorisé le Greffier à le nommer son député.

Sur motion de l'honorable M. Chauveau, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet,

La Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 30 Décembre 1867.

Louis J. B. Beaubien, écuyer, député du comté de Hochelaga, et Sydney Bellingham, écuyer, député du comté d'Argenteuil, ayant préalablement prêté serment, conformément à la loi, et souscrit devant les commissaires le rôle qui le contient, prennent leurs sièges dans la Chambre.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :—

Par l'honorable M. Chauveau,—la pétition du Révérend N. Audet et autres, du comté de Bonaventure.

Par M. Carter,—la pétition de l'Asile des Orphelins Protestants de Montréal.

Par l'honorable M. le Solliciteur-Général Irvine,—la pétition du Révérend Henry Roe et autres, Titulaire et Syndics de la Chapelle St. Mathieu, Québec ; la pétition du Révérend P. de Villers et autres ; et la pétition de William F. Coffin et autres.

Par l'honorable M. Cartier,—la pétition de la Salle d'Asile Nazareth de Montréal ; la pétition de la Salle d'Asile, rue Bonaventure, Montréal ; deux pétitions des Sœurs de l'Asile de la Providence de Montréal, et la pétition de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains de Montréal.

Par M. Fortin,—la pétition de Richard Francis et autres, de la Malbaie ; la pétition du Révérend F. A. Blouin et autres, de la Grande Rivière, comté de Gaspé ; la pétition du Révérend F. X. Bossé et autres, de la Rivière aux Renards, comté de Gaspé ; et la pétition du Révérend J. V. Drapeau et autres.

Par M. Garon,—la pétition du Révérend M. Duguay et autres, de la paroisse de *Ste. Flavie*, comté de *Rimouski*; la pétition du Révérendissime Evêque de *St. Germain de Rimouski* et autres; et la pétition du Révérend G. Nadeau et autres, de la paroisse de *Ste. Luce*, comté de *Rimouski*.

Sur motion de l'honorable M. Dunkin, secondée par l'honorable M. Chauveau,

Résolu, Que, jusqu'à nouvel ordre, les règles Nos. 19 et 56, adoptées provisoirement par cette Chambre le 28 du présent mois, soient amendées de manière à assigner aux bills privés la première heure après sept heures et demie P. M., les mardis et jeudis, comme cela a lieu les mercredis et vendredis; et aussi la règle No. 58, de manière à n'exiger le dépôt dans le bureau des bills privés, que de 100 exemplaires en anglais et 250 en français.

L'honorable M. Chauveau, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les comités spéciaux permanents, ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le comité a préparé des listes de membres, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit;

1. Privilèges et Elections :—L'honorable M. Cartier, l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, et MM. Bachand, Carter, Chapleau, Coutlée, Craig, de Niverville, Joly, Poupore et Simard.

2. Ordres Permanents :—L'honorable M. Langevin, l'honorable M. le Solliciteur-Général Irvine et MM. Bellingham, Benoit, Desaulniers (Maskinongé), Gaudet, Gendron, Harwood, Locke, Marchand, Pelletier et Thérien.

3. Chemins de fer, Canaux, Lignes de Télégraphes, Mines, Compagnies de Mines et Manufacturières :—L'honorable M. Cartier, l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Chauveau et l'honorable M. le Solliciteur-Général Irvine, et MM. Bachand, Beaubien, de Niverville, Gaudet, Fortin, Hemming, Lavallée, Molleur, Pelletier, Ogilvie, Ross, Sénécal, Tremblay et Verreault.

4. Divers Bills Privés :—L'honorable M. Langevin, l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, et MM. Bellingham, Blais, Carter, Chapleau, Church, Desaulniers (Saint-Maurice), Locke, Marchand, Rhéaume et Robertson.

5. Lois Expirantes :—L'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, et MM. Beaudreau, Bessette, Craig, Hamilton, Harwood, Hearn, Laberge, LaRue, Lecavalier, Pozer et Robert.

6. Dépenses Contingentes :—L'honorable M. Chapais et l'honorable M. Chauveau, et MM. Bellerose, Blais, Brigham, Carter, Clément, Jodoin, Moll, Picard, Robertson et Scriver.

7. Impressions :—L'honorable M. Dunkin et l'honorable M. Langevin, et MM. Coutlée, Gendron, Hemming et Joly.

8. Comptes Publics :—L'honorable M. Cartier, l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, et MM. Bellerose, Bergevin, Lecavalier, Mathieu, Poupore, Pozer, Scriver, Simard et Verreault.

9. Agriculture, Immigration et Colonisation :—L'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Chapais, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. le Solliciteur-Général Irvine, et MM. Bessette, Church, Clément, Dugas, Fortin, Garon, Hamilton, Hearn, Larue, Lavallée, Mailloux, Picard, Ross et Tremblay.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

L'ordre du jour, pour prendre en considération le discours de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature Provinciale, étant lu, La Chambre, en conséquence, procède à prendre le dit discours en considération.

M. Chapleau, secondé par M. Hamilton, propose de résoudre,

1. Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur pour remercier Son Excellence de son gracieux discours, à l'ouverture de la Législature Provinciale, et, de plus, pour assurer Son Excellence :—

2. Que nous recevons avec la plus grande satisfaction l'expression du plaisir avec lequel Son Excellence nous souhaite la bienvenue dans cette ancienne cité de

Québec, à l'occasion de l'ouverture de cette première session de notre Législature provinciale.

3. Que d'accord avec Son Excellence, nous sentons que la session du Parlement fédéral, qui vient de s'ajourner, a été l'heureuse inauguration de la nouvelle constitution du Canada, et que nous sommes bien convaincus que les sentiments de fidélité à notre Gracieuse Souveraine, d'attachement aux institutions de l'Empire Britannique, et de dévouement aux intérêts de la nouvelle confédération, qui se sont manifestés dans le Parlement, distingueront également cette première session de notre Législature.

4. Que nous admettons, également avec Son Excellence, le fait que la constitution nous a confié de grands intérêts et imposé de graves devoirs, relativement à l'administration de la justice, à l'instruction publique, à l'organisation civile et municipale, à la bienfaisance publique, au patronage des sciences, des lettres et des arts, à l'exploitation du domaine public, comprenant celle de nos vastes forêts et de nos mines si importantes, au développement de nos ressources sociales, à l'immigration, à la colonisation, à la police, et en général aux lois civiles et au droit de propriété.

5. Que nous reconnaissons aussi avec Son Excellence que la constitution a, en même temps, pourvu à ce que tous ces intérêts fussent placés sous la sauvegarde des principes de la constitution britannique ; et que pour cette raison nous apprenons avec satisfaction, qu'après avoir accepté la tâche de présider au gouvernement de cette province, Son Excellence s'est empressée de s'entourer de conseillers responsables au peuple, et de partager entre eux la direction des divers départements de l'administration.

6. Que nous recevons avec plaisir l'assurance que l'organisation de ces départements s'est opérée assez promptement, pour épargner aux intérêts confiés à leurs soins, les inconvénients d'un interrègne trop prolongé, mais en même temps avec économie, tant sous le rapport du nombre des fonctionnaires que sous celui des traitements qui leur ont été provisoirement accordés.

7. Que nous reconnaissons avec Son Excellence le fait que, bien que certains revenus soient affectés au trésor de cette province par la constitution, le montant annuel dont nous pouvons disposer, sans recourir à de nouveaux impôts, ne sera clairement établi qu'après l'arbitrage voulu par le cent quarante-deuxième article de la constitution, en ce qui concerne les finances des ci-devant provinces du *Haut* et du *Bas-Canada*.

8. Que nous admettons avec Son Excellence que, dans ces circonstances, il ne serait point prudent de soumettre à la Législature aucune mesure importante et entraînant des dépenses considérables ; mais que, d'un autre côté, le peuple de cette province ne pouvant se résigner à voir languir, même temporairement, les intérêts de l'instruction publique, de la colonisation et de la bienfaisance publique, nous ne manquerons pas d'apporter toute notre attention aux votes que nous serons appelés à donner pour ces services, ainsi que pour le service civil, et pour les dépenses encourues jusqu'ici pour l'installation, l'organisation et le fonctionnement du gouvernement.

9. Que nous étudierons attentivement les mesures qui nous seront soumises pour l'organisation des départements de l'administration, pour l'interprétation des statuts, et pour le contrôle des dépenses du gouvernement.

10. Que nous apporterons toute notre attention sur les moyens les plus propres à développer la colonisation et à stimuler le zèle des municipalités et des associations particulières, en faveur de cette œuvre nationale si importante au point de vue des intérêts de cette province dans la confédération, et du *Canada* lui-même sur ce continent ; et que nous sentons qu'un des moyens d'augmenter notre population, c'est d'attirer et de retenir parmi nous l'émigration des *Iles Britanniques* et du continent de l'*Europe*, en même temps que nous rendons plus facile l'établissement des enfants du sol sur les terres publiques.

11. Que nous sommes aussi d'avis que le perfectionnement de notre agriculture, une exploitation régulière et prudente de nos forêts et de nos mines, sont encore des sujets dignes d'occuper le gouvernement et la Législature.

12. Que nous considérons que les progrès de l'instruction publique, la culture des sciences, des lettres et des arts, sont, à notre époque, non-seulement des moyens de développement et de prospérité pour un peuple, mais, après l'élément religieux, constituent le signe le plus évident auquel se reconnaissent les nations vraiment civilisées.

13. Qu'il nous est agréable de nous rappeler que déjà l'ancienne province du *Bas-Canada* a fait dans cette direction des efforts récompensés par des succès remarquables, et d'apprendre que, justement jaloux de ne nous laisser rien à envier aux autres pays, le gouvernement précédent a fait étudier en *Europe* les divers systèmes d'éducation qui y sont suivis, ainsi que les institutions littéraires et scientifiques de l'ancien monde, dans le but d'ajouter aux nôtres ce qui peut encore leur manquer, et d'être assurés que ce grave sujet recevra prochainement toute l'attention du gouvernement.

14. Que nous reconnaissons avec Son Excellence, qu'occupant une position géographique importante dans la confédération, renfermant les deux villes les plus anciennes et les plus peuplées de l'*Amérique Britannique*, peuplée par les descendants des deux plus célèbres nations de l'*Europe*, ayant dans les nobles sacrifices consommés autrefois sur cette terre pour l'établissement de la foi chrétienne et de la civilisation, et même dans les luttes de nos ancêtres français et anglais, le passé le plus glorieux, cette province ne peut que jouir d'un avenir de bonheur, si ses habitants continuent de développer, en paix et en harmonie, les germes de prospérité qui leur sont échus; et que Son Excellence peut être convaincue que l'amour que nous portons à notre commune patrie nous en inspirera les moyens,

15. Et que nous demandons qu'il soit permis d'assurer à Son Excellence que, née au milieu de nous, ayant pris part aux délibérations et aux travaux des législatures et des gouvernements précédents, elle possède à tous les titres notre respectueux dévouement et nos vives sympathies; et que nous supplions la divine Providence qu'elle daigne bénir nos travaux et répandre sur Son Excellence, ainsi que sur nous, ses précieuses faveurs pendant la nouvelle année qui va commencer et durant laquelle nous sommes appelés à poser les bases de la grandeur et de la prospérité de notre province de *Québec* si chère à nous tous.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée,

Résolu, Que la dite résolution soit renvoyée à un comité spécial, composé de l'honorable M. *Chauveau*, l'honorable M. *Cartier*, l'honorable M. *Dupkin*, M. *Chapleau*, M. *Hamilton*, M. *Joly*, et M. *Marchand*, pour préparer et rapporter le projet d'une adresse en réponse au discours de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature, en conformité de la dite résolution.

L'honorable M. *Chauveau*, du comité spécial nommé pour préparer une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, fait rapport que le comité a préparé une adresse en conséquence, laquelle est lue comme suit:

A Son Excellence, l'honorable SIR NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec*,

Qu'il plaise à Votre Excellence,

Nous, les loyaux et fidèles sujets de Sa Majesté, l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, assemblés en Législature Provinciale, remercions humblement Votre Excellence de son gracieux discours du Trône à l'ouverture de la présente session.

Nous recevons avec la plus grande satisfaction l'expression du plaisir avec lequel Votre Excellence nous souhaite la bienvenue dans cette ancienne cité de *Québec*, à l'occasion de l'ouverture de cette première session de notre Législature Provinciale.

D'accord avec Votre Excellence, nous sentons que la session du Parlement Fédéral, qui vient de s'ajourner, a été l'heureuse inauguration de la nouvelle constitution du *Canada*, et nous sommes bien convaincus que les sentiments de fidélité à notre Gracieuse Souveraine, d'attachement aux institutions de l'Empire Britannique, et de dévouement aux intérêts de la nouvelle confédération, qui se sont manifestés dans le Parlement, distingueront également cette première session de notre Législature.

Nous admettons, également avec Votre Excellence, le fait que la constitution nous a confié de grands intérêts et imposé de graves devoirs, relativement à l'administration de la justice, à l'instruction publique, à l'organisation civile et municipale, à la bienfaisance publique, au patronage des sciences, des lettres et des arts, à l'exploitation du domaine public, comprenant celle de nos vastes forêts et de nos mines si importantes, au développement de nos ressources sociales, à l'immigration, à la colonisation, à la police, et en général aux lois civiles et au droit de propriété.

Nous reconnaissons aussi avec Votre Excellence que la constitution a en même temps pourvu à ce que tous ces intérêts fussent placés sous la sauvegarde des principes de la constitution britannique; et, pour cette raison, nous apprenons avec satisfaction, qu'après avoir accepté la tâche de présider au gouvernement de cette province, Votre Excellence s'est empressée de s'entourer de conseillers responsables au peuple, et de partager entre eux la direction des divers départements de l'administration.

Nous recevons avec plaisir l'assurance que l'organisation de ces départements s'est opérée assez promptement pour épargner aux intérêts confiés à leurs soins les inconvénients d'un interrègne trop prolongé, mais en même temps avec économie, tant sous le rapport du nombre des fonctionnaires que sous celui des traitements qui leur ont été provisoirement accordés.

Nous reconnaissons avec Votre Excellence le fait que, bien que certains revenus soient affectés au trésor de cette province par la constitution, le montant annuel, dont nous pouvons disposer sans recourir à de nouveaux impôts, ne sera clairement établi qu'après l'arbitrage voulu par le cent quarante-deuxième article de la constitution, en ce qui concerne les finances des ci-devant provinces du *Haut* et du *Bas-Canada*.

Nous admettons avec Votre Excellence que, dans ces circonstances, il ne serait point prudent de soumettre à la Législature aucune mesure importante et entraînant des dépenses considérables; mais, d'un autre côté, le peuple de cette province ne pouvant se résigner à voir languir, même temporairement, les intérêts de l'instruction publique, de la colonisation et de la bienfaisance publique, nous ne manquerons pas d'apporter toute notre attention aux votes que nous serons appelés à donner pour ces services, ainsi que pour le service civil, et pour les dépenses encourues jusqu'ici pour l'installation, l'organisation et le fonctionnement du gouvernement.

Nous étudierons attentivement les mesures qui nous seront soumises pour l'organisation des départements de l'administration, pour l'interprétation des statuts, et pour le contrôle des dépenses du gouvernement.

Nous apporterons toute notre attention sur les moyens les plus propres à développer la colonisation et à stimuler le zèle des municipalités et des associations particulières, en faveur de cette œuvre nationale si importante au point de vue des intérêts de cette province dans la confédération et du *Canada* lui-même sur ce continent; et nous sentons qu'un des moyens d'augmenter notre population, c'est d'attirer et de retenir parmi nous l'émigration des Îles Britanniques et du continent de l'*Europe*, en même temps que nous rendons plus facile l'établissement des enfants du sol sur les terres publiques.

Nous sommes aussi d'avis que le perfectionnement de notre agriculture, une exploitation régulière et prudente de nos forêts et de nos mines, sont encore des sujets dignes d'occuper le gouvernement et la Législature.

Nous considérons que les progrès de l'instruction publique, la culture des sciences, des lettres et des arts, sont, à notre époque, non-seulement des moyens de développement et de prospérité pour un peuple, mais, après l'élément religieux,

constituent le signe le plus évident auquel se reconnaissent les nations vraiment civilisées.

Il nous est agréable de nous rappeler que déjà l'ancienne province du *Bas-Canada* a fait dans cette direction des efforts récompensés par des succès remarquables, et d'apprendre que, justement jaloux de ne nous laisser rien à envier aux autres pays, le gouvernement précèdent a fait étudier en *Europe* les divers systèmes d'éducation qui y sont suivis, ainsi que les institutions littéraires et scientifiques de l'ancien monde, dans le but d'ajouter aux nôtres ce qui peut encore leur manquer et d'être assurés que ce grave sujet recevra prochainement toute l'attention du gouvernement.

Nous reconnaissons avec Votre Excellence, qu'occupant une position géographique importante dans la confédération, renfermant les deux villes les plus anciennes et les plus peuplées de l'*Amérique Britannique*, peuplée par les descendants des deux plus célèbres nations de l'*Europe*, ayant dans les nobles sacrifices consommés autrefois sur cette terre pour l'établissement de la foi chrétienne et de la civilisation, et même dans les luttes de nos ancêtres français et anglais, le passé le plus glorieux, cette province ne peut que jouir d'un avenir de bonheur, si ses habitants continuent de développer en paix et en harmonie les germes de prospérité qui leur sont échus ; et Votre Excellence peut être convaincue que l'amour que nous portons à notre commune patrie nous en inspirera les moyens.

Et nous demandons qu'il nous soit permis d'assurer à Votre Excellence que, née au milieu de nous, ayant pris part aux délibérations et aux travaux des Législatures et des gouvernements précédents, elle possède à tous les titres notre respectueux dévouement et nos vives sympathies ; et nous supplions la divine Providence qu'elle daigne bénir nos travaux et répandre sur Votre Excellence, ainsi que sur nous, ses précieuses faveurs pendant la nouvelle année qui va commencer et durant laquelle nous sommes appelés à poser les bases de la grandeur et de la prospérité de notre province de *Québec* si chère à nous tous.

La dite adresse étant lue une seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que la dite adresse soit grossyée.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par tels membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil Législatif, pour prier leurs Honneurs de vouloir bien se joindre à cette Chambre dans la formation d'un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, et pour informer leurs Honneurs que les membres du comité permanent des impressions, savoir : l'honorable M. *Dunkin*, l'honorable M. *Langevin*, M. *Coutlée*, M. *Gendron*, M. *Hemming* et M. *Joly*, agiront comme membres du dit comité conjoint des impressions.

Ordonné, Que l'honorable M. *Chauveau* porte le dit message au Conseil Législatif.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial, composé de l'honorable M. *Chauveau*, l'honorable M. *Chapais*, l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, M. *Beaubien*, M. *Hemming*, M. *Joly* et M. *Marchand*, pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres sur la bibliothèque.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil Législatif, communiquant à leurs Honneurs la résolution précédente.

Ordonné, Que l'honorable M. *Chauveau* porte le dit message au Conseil Législatif.

Sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à mercredi, le huitième jour de janvier prochain.

Alors, sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Dunkin*,

La Chambre s'ajourne jusqu'à mercredi, le huitième jour de janvier prochain.

Mercredi, 8 Janvier 1868.

Joseph Hyacinthe Bellerose, écuyer, député du comté de *Laval*, *Pierre Samuel Gendron*, écuyer, député du comté de *Bagot*, et *Julius Sriver*, écuyer, député du comté de *Huntingdon*, ayant préalablement prêté serment, conformément à la loi, et souscrit devant les commissaires le rôle qui le contient, prennent leurs sièges dans la Chambre.

M. l'Orateur communique à la Chambre un rapport du bibliothécaire de l'Assemblée Législative sur l'état de la bibliothèque de la Législature, lequel est lu comme suit :

A l'Assemblée Législative de la Province de Québec.

Le rapport du bibliothécaire sur l'état de la bibliothèque du Parlement représente respectueusement :

Qu'à proprement parler, la bibliothèque n'existe pas encore ; que les quelques centaines de volumes égarés sur les rayons sont loin de suffire aux besoins des hommes avides d'apprendre ;

Qu'on y chercherait en vain une foule de livres utiles sur le droit constitutionnel ;

Que la plupart des livres de cette bibliothèque sont partie cependant de la précieuse collection d'ouvrages sur la loi française, dont se sont servis les commissaires chargés de codifier les lois du *Bas-Canada*, et qui est restée entre les mains des commissaires lors de la translation du siège du gouvernement à *Ottawa* ;

Que la partie anglaise renferme surtout l'histoire des débats parlementaires d'*Angleterre*, l'*Annual Register*, et quelques histoires d'*Angleterre* ;

Qu'il ne s'y trouve pas un seul livre de littérature, et que la poésie en paraît exclue ;

Votre bibliothécaire prépare en ce moment un index complet des livres de la bibliothèque ; cet index sera distribué aux membres du Parlement dans peu de jours ;

Votre bibliothécaire vous informe aussi que le directeur de la "*Revue Agricole*" lui a transmis, pour la bibliothèque, cinq volumes de "*Agricultural Review*" et cinq de la "*Revue Agricole*" et qu'il demande \$1.50 pour chaque volume.

PAMPHILE LEMAY,
Bibliothécaire, Ass. Lég.

Bibliothèque du Parlement,
de la province de Québec,
8 janvier 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. *Langevin*,—la pétition de *P. Cassidy* et autres, du township de *Cranbourne*, comté de *Dorchester*.

Par M. *Fortin*,—la pétition du Révérend M. *Bilodeau* et autres, de la paroisse de *Ste. Anne des Monts*.

Par M. de *Niverville*,—la pétition de la compagnie du chemin de fer de la Rive Nord et de la navigation du *St. Maurice*.

Par M. *Hamilton*,—la pétition du Révérend A. *Audet* et autres, de la paroisse de *Ste. Brigitte de Maria* ; et la pétition du Révérend P. J. *Saucier* et autres, de la paroisse de *Ste. Anne de Ristigouche* et de *Matapédia*.

Par M. *Beaubien*,—la pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Montréal*.

Par M. *Bachand*,—la pétition des Sœurs de l'Hôtel-Dieu de *St. Hyacinthe*.

Par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,—la pétition de *Jane Mary Slocombe* et autres, Sœurs de Charité en charge de l'Hôpital-Général de la cité de *Montréal* ; et la pétition de la Société Bienveillante des Dames de *Montréal*.

Par M. *Mailloux*,—la pétition du Révérend O. *Hébert* et autres, de la paroisse de *St. Arsène*.

Par M. *Church*,—la pétition de *John McLaren* et autres, du township de *Wakefield*, et autres lieux adjoignant le comté d'*Ottawa*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend *Henry Roe* et autres, titulaire et syndics de la chapelle *St. Mathieu, Québec* ; demandant des amendements à l'acte 23 Vic., chap. 70, intitulé : " Acte pour limiter les enterrements dans un certain cimetière dans la cité de *Québec*."

De l'Asile des Orphelins Protestants de *Montréal*,—et des Dames de l'Asile des Orphelins Catholiques, de *Montréal* ; demandant respectivement de l'aide.

Du Révérend Messire *V. Rousselot*, de la cité de *Montréal* ; demandant de l'aide pour la salle d'Asile *Nazareth*, et pour une institution pour les aveugles, dans la dite cité.

Du Révérend Messire *V. Rousselot*, de la cité de *Montréal* ; demandant de l'aide pour la salle d'Asile, rue *Bonaventure, Montréal*.

Des Sœurs de l'Asile de la Providence, de la cité de *Montréal* ; demandant de l'aide pour la salle d'Asile de *St. Vincent de Paul*, dans la dite cité.

Des Sœurs de l'Asile de la Providence, de la cité de *Montréal* ; demandant que leur allocation annuelle soit augmentée.

Du Révérend *P. de Villers* et autres, de *St. Ferdinand d'Halifax* ; demandant la passation d'un acte les autorisant à vendre toutes les propriétés immobilières de la succession de feu *P. C. Pelletier*.

De *William F. Coffin* et autres ; demandant la passation d'un acte pour faciliter le partage des biens de la succession de feu *John Coffin*.

Du Révérend *N. Audet* et autres, du comté de *Bonaventure*,—de *Richard Francis* et autres, de la *Malbaie*,—du Révérend *F. A. Blouin* et autres, de la *Grande-Rivière*, comté de *Gaspé*,—du Révérend *F. H. Bossé* et autres, de la *Rivière-aux-Renards*, comté de *Gaspé*,—du Révérend *J. V. Drapeau* et autres,—du Révérend *M. Duguay* et autres, de la paroisse de *Ste. Flavie*, comté de *Rimouski*,—du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *St. Germain de Rimouski* et autres,—et du Révérend *G. Nadeau* et autres, de la paroisse de *Ste. Luce*, comté de *Rimouski* ; demandant respectivement que le tracé *Robinson* soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

L'honorable M. *Chauveau* remet à M. l'Orateur la réponse de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, à l'adresse de cette Chambre en réponse au discours de Son Excellence aux deux Chambres de la Législature, à l'ouverture de la présente session, laquelle est lue comme suit :

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Recevez mes remerciements pour l'adresse que vous venez de présenter, et soyez assurés que je me repose entièrement sur votre loyauté envers Sa Majesté la Reine, et sur votre détermination de promouvoir les intérêts de la province de *Québec*.

HOTEL DU GOUVERNEMENT,

2 janvier 1868.

Alors, sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,

La Chambre s'ajourne.

Jeudi, 9 Janvier 1868.

M. l'Orateur met devant la Chambre les rapports municipaux de la province de Québec, pour l'année 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Church,—la pétition du ministre et des membres de l'Eglise Catholique Apostolique, dans le township de Hull, comté d'Ottawa.

Par M. Lavallée,—la pétition de Pierre Coutu et autres, de St. Félix de Valois, comté de Berthier, et la pétition de George Rondeau et autres, du township de Brandon, comté de Berthier.

Par M. Picard,—la pétition de John McDonald et autres, du township de Weedon, comté de Richmond.

Par l'honorable M. le Solliciteur-Général Irvine,—la pétition de Pemberton Paterson et autres, de la cité de Québec.

Par M. Simard,—la pétition de la Société Historique et Littéraire de la cité de Québec ; et la pétition de l'honorable Jean-Baptiste Guévremont, de la paroisse de St. Pierre de Sorel, dans la division ou le district électoral de Richelieu, comprenant le comté de Richelieu, dans la province de Québec, dans la Puissance (Dominion) du Canada, cultivateur, et sénateur du Canada pour la division électoral de Sorel, dans la dite Puissance (Dominion).

Par l'honorable M. Cartier,—la pétition de Alfred M. Farley et autres.

M. Bellerose, du comité permanent des dépenses contingentes, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que le quorum du dit comité soit réduit à cinq membres, et de plus que le nombre des employés de cette Chambre, dont une liste a été transmise par l'honorable Orateur de cette Chambre à ce comité, savoir : vingt-neuf officiers permanents, dix écrivains surnuméraires, six messagers permanents, vingt-cinq messagers temporaires et quatre pages, est amplement suffisant pour le besoin de cette Chambre, et que le comité recommande instamment qu'il n'y soit fait aucune addition.

Résolu, Que la Chambre concourt dans le premier rapport du comité permanent des dépenses contingentes.

M. Simard, du comité spécial permanent des comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit : Votre comité recommande que le quorum du dit comité soit réduit à cinq membres, et que tous états ayant rapport aux comptes publics produits devant cette Chambre soient renvoyés à ce comité.

Résolu, Que la Chambre concourt dans le premier rapport du comité permanent des comptes publics.

L'honorable M. Chauveau, du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité demande la permission de recommander que le quorum du dit comité soit réduit à sept membres.

Ordonné, que le quorum du dit comité soit réduit à sept membres.

Sur motion de l'honorable M. Chauveau, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet,

Ordonné, Que le Greffier de la Couronne en Chancellerie paraisse à la table de cette Chambre, demain, avec le writ, rapport et autres papiers et documents concernant l'élection du comté de Kamouraska.

Alors, sur motion de l'honorable M. Chauveau, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet,

La chambre s'ajourne.

Vendredi, 10 Janvier 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. *Cauchon*,—la pétition de la Corporation des Pilotes pour le havre de Québec et au-dessous.

Par M. *Bachand*,—la pétition de *Joseph Lesitge Lafontaine*, notaire, du township de *Roxton*, résidant dans le comté de *Shefford*, dans la province de Québec.

Par M. *La Rue*,—la pétition d'*Alfred Milville de Chêne*, dans la paroisse de *St. Roch des Aulneta*, dans le comté de l'*Islet*, dans la province de Québec, commerçant.

Par M. *Carter*,—la pétition de Madame *Mary Fulford* et autres, de la cité de *Montréal*; et la pétition de la Société d'Histoire Naturelle de *Montréal*.

Par l'honorable M. *Cartier*,—la pétition d'*Arthur Harvey*, de la cité d'*Ottawa*.

Par M. *Simard*,—la pétition d'*Olivier Robitaille*, écuyer, M. D., de la cité de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend M. *Bilodeau* et autres, de la paroisse de *Ste. Anne des Monts*; du Révérend A. *Audet* et autres, de la paroisse de *Ste. Brigitte de Maria*; du Révérend P. J. *Saucier* et autres, de la paroisse de *Ste. Anne de Ristigouche* et de *Matapédia*; et du Révérend O. *Hébert* et autres, de la paroisse de *St. Arsène*; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Inter-colonial.

De la compagnie du chemin de fer de la Rive Nord et de la navigation du *St. Maurice*; et de la Sœur *Jane Mary Slocombe* et autres, Sœurs de la Charité en charge de l'Hôpital-Général de la cité de *Montréal*; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

Des Sœurs de l'Hôtel-Dieu de *St. Hyacinthe*, et de la Société Bienveillante des Dames de *Montréal*; demandant respectivement de l'aide.

De P. *Cassidy* et autres, du township de *Cranbourne*, comté de *Dorchester*; demandant de l'aide pour des chemins dans le dit township.

De John *MacLaren* et autres, du township de *Wakefield*, et autres lieux adjoignant le comté d'*Ottawa*; demandant de l'aide pour construire un pont sur la rivière *Gatineau*.

M. *Bellerose*, du comité permanent des dépenses contingentes, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu, (appendice No. 1.)

L'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, compagnies de mines et manufacturières, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité recommande que son *quorum* soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que l'honorable M. *Chauveau* ait la permission d'introduire un bill concernant les statuts de cette province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, que l'honorable M. *Chauveau* ait la permission d'introduire un bill concernant la charge d'Orateur de l'Assemblée Législative.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, que l'honorable M. *Dunkin* ait la permission d'introduire un bill concernant le département du trésor, et les revenus, dépenses et comptes publics.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet* ait la permission d'introduire un bill concernant l'interprétation des statuts de cette province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Le Greffier de la Couronne en Chancellerie se présente, conformément à l'ordre de la Chambre, et met devant la Chambre, le bref, rapport, et tous les papiers et documents concernant la dernière élection pour le comté de *Kamouraska*.

Ordonné, Que ces documents soient imprimés dans chacune des langues française et anglaise pour l'usage des membres de cette Chambre.

Sur motion de M. *Bellerose*, secondé par M. de *Niverville*,

Ordonné, Que le Greffier de cette Chambre se procure, des parties qu'il convient, un état détaillé du coût des chemins à barrières de la compagnie des chemins de péage de l'*Isle Jésus*, dans le comté de *Laval*; le montant total des sommes dépensées, le montant du capital social; combien il en a été versé; le montant total du capital dépensé sur les chemins; le montant reçu durant l'année 1867 pour péages et provenant de toutes autres sources, en indiquant chaque source séparément, le montant des dividendes payés et le montant dépensé pour réparations, et le montant des dettes de la compagnie avec indication de l'objet pour lequel ces dettes ont été respectivement contractées, le tout en conformité de la clause vingt-neuvième de la vingt-cinquième *Victoria*, chapitre soixante-et-dix-sept.

Alors, sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,

La Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 13 Janvier 1868.

M. l'Orateur informe la Chambre que son warrant pour la nomination des membres pour servir dans le comité général des élections est sur la table, et le dit warrant est lu comme suit :

Conformément à la trente-et-unième section du chapitre sept des statuts refondus de la ci-devant province du *Canada*, intitulé : " Acte concernant les élections parlementaires contestées, " je nomme *Henri Gustave Joly*, écuyer, député du district électoral de *Lothinière*, *Joseph Hyacinthe Bellerose* écuyer, député du district électoral de *Laval*, *Antoine Chartier de Lotbinière* *Harwood*, écuyer, député du district électoral de *Vaudreuil*, *Eduard Carter*, écuyer, député du district électoral de *Montréal Centre*, *Pierre Bachand*, écuyer, député du district électoral de *St. Hyacinthe*, et *Eduard John Hemming*, écuyer, député du district électoral de *Drummond* et *Arthabaska*, pour être membres du comité général des élections, pour la présente session.

Donné sous mon seing, ce treizième jour de janvier 1868.

J. G. BLANCHET,
Orateur, Assemblée Législative.

Conformément à la 46e section, chapitre 7, de l'acte concernant les élections parlementaires contestées, le Greffier lit une liste alphabétique des noms des membres de la Chambre.

James Ross, écuyer, député du district électoral de *Compton*, ayant préalablement prêté serment, conformément à la loi, et souscrit devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège dans la Chambre.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*,—la pétition de la Compagnie du Gaz de *Québec*.

Par M. *Carter*,—la pétition du Synode et de la Société de l'Eglise du diocèse de *Montréal*; et la pétition de la compagnie du chemin à lisses des passagers de la cité de *Montréal*.

Par l'honorable M. Langevin,—la pétition de *Pierre Michaud* et autres, de la ville de *Lévis*, et de la paroisse de *St. Joseph de Lévis*.

Par M. Hemming,—la pétition de l'honorable *Asa B. Foster* et autres, de la cité de *Montréal*; et la pétition de la compagnie des mines d'ardoises de *Rockland*.

Par M. Tremblay,—la pétition de la municipalité du township de *Laterrière*.

Par M. Robertson,—la pétition de la municipalité du township d'*Ascot*, la pétition du conseil-de-ville de la ville de *Sherbrooke*; et la pétition de la compagnie du chemin de fer de la vallée de *Massawippi*.

Par l'honorable M. Chauveau,—la pétition de *Ferdinand L'Heureux* et autres, de *St. Ambroise de la Jeune Lorette*, comté de *Québec*.

Par l'honorable M. Cartier,—la pétition du Révérend *J. B. Doucet*, religieux de l'Ordre de *Ste. Croix*, et autres, de la paroisse de *St. Aimé*, comté de *Richelieu*; la pétition du maire, des conseillers et citoyens de la cité de *Montréal*; et la pétition de *Théodore Doucet*, écuyer, notaire public de la cité de *Montréal*.

Par M. Garon,—la pétition du Révérend *D. Vézina* et autres, de la paroisse de *Matane*; et la pétition du Révérend *J. O. Perron* et autres, de la paroisse de *Ste. Félicité*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du ministre et des membres de l'Eglise Catholique Apostolique, dans le township de *Hull*, comté d'*Ottawa*; demandant que les dispositions de l'acte cap. 20 des statuts refondus du *Bas-Canada*, concernant les registres de baptêmes, mariages et sépultures, soient étendues aux ministres de la dite Eglise, dans la province de *Québec*.

De *Pierre Coutu* et autres, de *St. Félix de Valois*, comté de *Berthier*;—de *George Rondeau* et autres, du township de *Brandon*, comté de *Berthier*; demandant respectivement à être annexés au comté de *Joliette*.

De *John McDonald* et autres, du township de *Weedon*, comté de *Richmond*; demandant de l'aide pour un chemin dans le dit township.

De *Pemberton Paterson* et autres, de la cité de *Québec*; demandant à être incorporés sous le nom de "*Quebec Curling Club*."

De la Société Littéraire et Historique de la cité de *Québec*; demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

De *Alfred M. Farley* et autres; demandant à être incorporés sous le nom de "*Montreal Manufacturing Company*."

De la Corporation des Pilotes, pour le hâvre de *Québec* et au-dessous; demandant des amendements à leur acte d'incorporation.

De Madame *Mary Fulford* et autres, de la cité de *Montréal*; demandant de l'aide pour la maison de refuge de la dite cité.

De la Société d'Histoire Naturelle, de la cité de *Montréal*; demandant de l'aide.

D'*Arthur Harvey*, de la cité d'*Ottawa*; demandant que la Chambre achète des exemplaires d'une brochure qu'il a publiée sur la *Colombie Britannique*.

D'*Olivier Robitaille*, écuyer, M. D., de la cité de *Québec*; demandant à être autorisé à vendre les propriétés immobilières de feu *Angus Macdonald*.

De l'honorable *J. B. Guèvremont*, de la paroisse de *St. Pierre de Sorel*, dans la division ou le district électoral de *Richelieu*, comprenant le comté de *Richelieu*, dans la province de *Québec*, dans la Puissance (Dominion) du *Canada*, cultivateur, et sénateur du *Canada* pour la division électoral de *Sorel*, dans la dite Puissance (Dominion), exposant :

Que lui, le dit pétitionnaire, était candidat à la dernière élection d'un membre de l'Assemblée Législative de la dite province de *Québec*, pour représenter la dite division ou le dit district électoral de *Richelieu*, et pour servir comme tel dans la Législature de la dite province, et que le dit pétitionnaire a été dûment mis en nomination comme candidat à la dite élection;

Que lui, le dit pétitionnaire, avait aussi le droit de voter à la dite élection d'un membre de la dite Assemblée Législative pour représenter la dite division ou le dit

district électoral de *Richelieu* et pour servir comme tel dans la Législature de la dite province ;

Que *Joseph Beaudreau*, de la paroisse de *St. Aimé*, dans la dite division ou le dit district électoral de *Richelieu*, cultivateur, était aussi candidat à la dite dernière élection d'un membre de la dite Assemblée Législative pour représenter la dite division ou le dit district électoral de *Richelieu*, et pour servir comme tel dans la Législature de la dite province ;

Que le dit *Joseph Beaudreau*, avant et pendant la dite élection, a traité les électeurs, voteurs ou personnes ayant droit de voter à la dite élection en leur fournissant, donnant, ou faisant donner et fournir des boissons enivrantes, et ce, à plusieurs reprises, les engageant ainsi à travailler, parler et voter pour lui, le dit *Joseph Beaudreau*, à la dite élection, et obtenant ainsi, illégalement, frauduleusement et par le moyen de la corruption, des votes qui n'étaient plus libres et désintéressés, et s'assurant, par ces moyens illégaux, frauduleux et corrompus, une majorité apparente, contrairement à la loi, et au grand détriment de votre pétitionnaire, qui, sans cela, aurait obtenu la majorité apparente et légale des votes, et aurait dû être déclaré, proclamé et rapporté élu et avoir droit de voter dans la dite Assemblée Législative de la province de *Québec* ;

Qu'avant la dite élection, lors de la dite élection, et depuis la dite élection, le dit *Joseph Beaudreau* n'était pas qualifié sous le rapport de la propriété foncière, et ne possédait pas à son usage, profit et avantage des propriétés foncières ou biens-fonds au montant voulu par la loi, et par conséquent ne pouvait être élu, ni rapporté, ni déclaré élu membre de la dite Assemblée Législative pour représenter la dite division ou le dit district électoral de *Richelieu* dans la dite Législature, et n'a pas le droit d'y siéger, ni voter comme tel ;

Que les listes de voteurs qui ont servi et ont été mises entre les mains des députés officiers-rapporteurs pour les paroisses de *St. Aimé*, *St. Roch* et *St. Ours*, et pour la ville de *St. Ours*, dans la dite division ou le dit district électoral de *Richelieu*, et en vertu desquelles les votes ont été reçus, enregistrés et inscrits sur les livres de poll des dites paroisses de *St. Aimé*, *St. Roch*, et *St. Ours*, et de la dite ville de *St. Ours*, lors de et durant la dite dernière élection d'un membre de la dite Assemblée Législative, étaient des listes illégales et qui ne pouvaient et ne devaient servir à la dite élection, attendu qu'elles n'étaient pas les listes voulues et prescrites par la loi, et, qu'en conséquence, tous les votes reçus, enregistrés et inscrits sur les dits livres de poll des dites paroisses de *St. Aimé*, *St. Roch* et *St. Ours*, et de la dite ville de *St. Ours*, lors et pendant la dite dernière élection, sont faux, illégaux et nuls de toute manière, doivent conséquemment être mis de côté et n'auraient pas dû être ainsi reçus, enregistrés ou inscrits et n'auraient pas dû être comptés, ni considérés pour ou contre votre pétitionnaire, mais doivent être au contraire mis de côté et retranchés comme nuls et non venus ;

Pourquoi, votre pétitionnaire supplie respectueusement votre honorable Chambre de prendre en considération la présente pétition, et déclarer que le dit *Joseph Beaudreau* n'a pas été élu régulièrement et légalement à la dite dernière élection d'un membre de l'Assemblée Législative de la dite province de *Québec*, pour représenter la dite division ou le dit district électoral de *Richelieu*, et pour servir comme tel dans la Législature de la dite province ; mais que votre pétitionnaire a reçu la majorité des votes légaux à la dite élection et a été élu membre de la dite Assemblée Législative pour y représenter la dite division ou le dit district électoral de *Richelieu* et y servir comme tel, le tout avec dépens contre le dit *Joseph Beaudreau*.

Et votre pétitionnaire ne cessera de prier.

Saint-Pierre de Sorel, ce trentième jour de décembre, en l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-et-sept.

M. Carter, secondé par M. Laberge, propose :

Que la pétition de *Joseph Lesige Lafontaine*, se plaignant de l'illégalité de l'élection de *Michel A. Bessette*, écuyer, pour la division électoral de *Shefford*, ne soit pas maintenant reçue, en autant que cette pétition n'a pas été présentée à cette

Chambre dans les premiers quatorze jours de la présente session, suivant immédiatement le rapport du bref en vertu duquel cette élection a eu lieu.

Et des débats s'en suivant,

Ordonné, Que ces débats soient ajournés à demain.

M. Carter, secondé par M. Laberge, propose que la pétition d'Alfred Miville de Chêne, de la paroisse de St. Roch des Aulnets, comté de l'Islet, se plaignant de l'illégalité de l'élection de Pamphile G. Verreault, écuyer, pour la division électorale de l'Islet, ne soit pas maintenant reçue, en autant que cette pétition n'a pas été présentée à cette Chambre dans les premiers quatorze jours de la présente session, suivant immédiatement le jour du rapport du bref en vertu duquel cette élection a eu lieu.

Et des débats s'en suivant,

Ordonné, Que ces débats soient ajournés à demain.

M. Harwood, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, et il est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition du Révérend Henry Roe et autres, demandant des amendements à l'acte 23 Vict., chapitre 70, intitulé : "Acte pour restreindre les enterrements dans un certain cimetière dans la cité de Québec," et a trouvé qu'un avis suffisant n'a pas été donné, mais comme il est convaincu qu'aucun intérêt privé ne sera affecté par cette mesure, votre comité recommande en ce cas la suspension de la 51e règle de cette honorable Chambre.

M. Carter, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, et il est lu comme suit :

Votre comité recommande respectueusement que son *quorum* soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que M. Bellerose ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte concernant les abus préjudiciables à l'agriculture, chap. 26 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Sur motion de M. Simard, secondé par M. Bellerose,

Ordonné, Que le Greffier de la Couronne en Chancellerie prépare un rapport indiquant le nombre de votes enregistrés en faveur de chaque candidat lors de la dernière élection pour la province de Québec, dans chaque division électorale, township, cité, ville, paroisse, où un poll a été tenu, le nombre total des votes enregistrés dans chaque division, et le nombre d'électeurs inscrits sur les listes électorales, et la population de chaque division électorale conformément au dernier recensement.

Ordonné, Que M. Bellerose et M. Hemming soient ajoutés au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que M. Joly et M. Beaubien soient ajoutés au comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation.

Ordonné, Que M. Bellingham soit ajouté au comité permanent des dépenses contingentes.

Alors, sur motion de l'honorable M. Chauveau, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet,

La Chambre s'ajourne.

Mardi, 14 Janvier 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Garon*,—la pétition du Révérend J. O. *Perron* et autres, de la paroisse de *Ste. Félicité*.

Par M. *Joly*,—la pétition de l'Asile des Dames Protestantes de *Québec*.

Par M. *Bessette*,—la pétition de la municipalité du township d'*Ely*, comté de *Shefford*.

Par M. *Robert*,—la pétition du Révérend *Edouard Crevier*, de la paroisse de *Ste. Marie de Monnoir*, comté de *Rouville*.

Par M. *Bergevin*,—la pétition de *Charles M. Lebrun*, président du Bureau des Notaires pour le district de *Beauharnois*.

Par M. *Rhéaume*,—la pétition de *P. G. Huot* et autres, de la cité de *Québec*.

Par M. *Beaubien*,—la pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Montréal* et autres.

Par M. *Carter*,—la pétition de la Société de Construction Canadienne de *Montréal*; et la pétition de *John Platt*, écuyer, avocat, de la cité de *Montréal*.

Par l'honorable M. *Chauveau*,—la pétition du Révérend *François Boucher* et autres, de *St. Ambroise*, comté de *Québec*.

Par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*,—la pétition de l'Asile des Orphelins de *Québec*; et la pétition de l'Asile des Orphelines Protestantes de *Québec*.

M. *Harwood*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, et il est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de la compagnie du chemin de fer de la Rive Nord et de la navigation du *St. Maurice*, et a trouvé suffisants les avis qui en ont été donnés.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la Sœur *Jane Mary Stocombe* et autres, Sœurs de la Charité en charge de l'Hôpital-Général de *Montréal*, demandant des amendements à leur acte d'incorporation; et a trouvé que cette pétition est de nature à ne pas exiger d'avis.

Mais votre comité désire attirer l'attention de votre honorable Chambre sur deux principes que devra renfermer le bill qui sera basé sur cette pétition, savoir : 1° le droit d'acquérir des biens-fonds plus considérables que ceux qu'elles possèdent déjà; et 2° le droit de vendre ces mêmes biens qu'elles ont maintenant, ainsi que ceux qu'elles pourront acquérir par la suite, nonobstant les lois de main-morte en force dans cette province.

Ordonné, Que M. de *Niverville* ait la permission d'introduire un bill pour amender les actes incorporant la compagnie du chemin de fer de la Rive Nord et de la navigation et des terres du *St. Maurice*, et les actes qui les amendent.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

L'honorable M. *Dunkin*, secondé par l'honorable M. *Chauveau*, propose que cette Chambre se forme de suite en comité, pour considérer certaines résolutions concernant l'indemnité des membres et le salaire de l'Orateur de l'Assemblée Législative.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de cette province, informe alors la Chambre, que Son Excellence, ayant été informée du sujet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Les résolutions suivantes sont adoptées :

Qu'à chaque session de la Législature, il sera alloué à chaque membre du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative présent à telle session, six piastres

pour chaque jour qu'il sera présent, si la session ne s'étend pas au-delà de trente jours, et si la session s'étend au-delà de trente jours, alors il sera payé à chaque membre du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative, présent à telle session, une indemnité de quatre cent cinquante piastres par session, mais pas plus.

Qu'une déduction à raison de cinq piastres par jour sera faite sur cette indemnité pour chaque jour qu'un membre n'assistera pas à la séance de la Chambre à laquelle il appartient, ou à la séance de quelqu'un de ses comités ; mais chaque jour, pendant la session, qu'il n'y aura point de séance de la Chambre, ou que le membre se trouvera empêché, pour cause de maladie, d'assister à la séance comme susdit, mais qu'il sera, dans l'un et l'autre cas, au lieu où la session se tiendra, sera compté comme un jour pendant lequel il aura été présent à telle session.

Que la dite indemnité pourra être payée de temps à autre, selon que le membre y aura droit jusqu'à concurrence de quatre piastres pour chaque jour qu'il aura été présent comme susdit ; mais le reste sera retenu par le Greffier de la Chambre qu'il appartient jusqu'à la fin de la session, alors que le paiement final en sera effectué.

Que si une personne, pour une raison ou pour une autre, n'est membre de l'une ou l'autre Chambre que pendant seulement une partie de la session, dans ce cas, pourvu qu'elle ait été membre pendant plus de trente jours durant cette session, elle aura droit à l'indemnité sessionnelle en dernier lieu mentionnée, sujette à la déduction susdite pour n'avoir pas été présente comme membre, et en outre à une déduction de six piastres pour chaque jour de telle session qui sera écoulé avant qu'elle soit devenue membre ou après qu'elle aura cessé de l'être ; mais si elle n'est membre que pendant seulement trente jours, ou moins, alors elle n'aura droit qu'à six piastres pour chaque jour qu'elle sera présente à telle session, quelle que soit sa longueur.

Qu'il sera alloué à chaque membre du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative dix centins pour chaque mille de distance entre le lieu de sa résidence et celui où se tiendra la session, la distance étant calculée pour l'aller et le retour en prenant pour base la route postale la plus courte, laquelle distance sera décidée et certifiée par l'Orateur du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative, suivant le cas.

Que la somme due à chaque membre à la fin d'une session lui sera payée par le Greffier de la Chambre à laquelle il appartient, en, par lui, faisant et signant, devant le Greffier ou le Comptable de la Chambre, une déclaration solennelle, qui sera conservée par le Greffier, indiquant le nombre de jours pendant lesquels le membre a été présent, et le nombre de milles de distance calculés, en prenant pour base la route postale la plus courte, telle que décidée et certifiée par l'Orateur, qui lui donnent droit à la dite indemnité, et le montant de cette indemnité, déduction faite du nombre de jours (s'il y en a) qui doivent être déduits,—et cette déclaration pourra être d'après une formule qui sera annexée au présent et aura le même effet qu'un affidavit dans la même forme.

Que la somme de deux mille quatre cents piastres par année soit payée à l'Orateur de l'Assemblée Législative comme salaire, pour cette année.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Simard* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu vendredi prochain.

Sur motion de l'honorable M. *Dunkin*, secondé par l'honorable M. *Chawveau*,

La Chambre prend en considération le discours de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, adressé aux deux Chambres de la Législature à l'ouverture de la présente session.

Et motion étant faite,

Que des subsides soient accordés à Sa Majesté,

Résolu, Que vendredi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre cette motion en considération.

Ordonné, Que cette partie du discours de Son Excellence, qui a rapport aux subsides, soit renvoyée au dit comité.

L'ordre du jour suivant est lu :

Reprise des débats ajournés sur la motion proposée hier, que la pétition de *Joseph Lesige Lafontaine*, se plaignant de l'illégalité de l'élection de *Michel A. Bessette*, écuyer, pour la division électorale de *Shefford*, ne soit pas maintenant reçue, en autant que la dite pétition n'a pas été présentée à cette Chambre dans les premiers quatorze jours de la présente session, suivant immédiatement le jour du rapport du bref en vertu duquel telle élection a été faite.

La Chambre reprend les dits débats ajournés ;

Et la question étant mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

L'ordre du jour suivant est lu :

Reprise des débats ajournés sur la motion proposée hier, que la pétition d'*Alfred Miville de Chêne*, se plaignant de l'illégalité de l'élection de *Pamphile G. Verreault*, écuyer, pour la division électorale de l'*Islet*, ne soit pas maintenant reçue, en autant que cette pétition n'a pas été présentée à cette Chambre dans les premiers quatorze jours de la présente session, suivant immédiatement le jour du rapport du bref en vertu duquel cette élection a eu lieu.

La Chambre reprend les dits débats ajournés,

Et la question étant mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

Alors, sur motion de l'honorable M. *Cauchon*, secondé par l'honorable M. *Chauveau*,

La Chambre s'ajourne.

Mercredi, 15 Janvier 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Mailloux*,—la pétition du Révérend *Joseph Lagueux* et autres, du village de *Fraserville*, et de la paroisse de la *Rivière-du-Loup*.

Par M. *Gaudet*,—la pétition du conseil municipal du comté de *Nicolet*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De la compagnie du Gaz de *Québec* ; de la compagnie du chemin de fer de la vallée de *Massawippi* ; et de la compagnie des chemins à lisses des passagers de la cité de *Montréal* ; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De la municipalité du township d'*Ascot* ; et du conseil-de-ville de la ville de *Sherbrooke* ; demandant respectivement des amendements à l'acte municipal de 1860.

Du Synode et de la Société de l'Eglise du diocèse de *Montréal* ; demandant que leur acte d'incorporation soit amendé de manière à réunir la dite société de l'Eglise au Synode.

De *Pierre Michaud* et autres, de la ville de *Lévis* et de la paroisse de *St. Joseph de Lévis* ; demandant un octroi gratuit de terre et de passer une loi pour protéger le patrimoine du colon.

De l'honorable *Asa B. Foster* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant la passation d'un acte leur donnant le droit d'établir un pouvoir d'eau par le moyen d'écluses et autres ouvrages, sur et vis-à-vis l'île *Héron*, près de la cité de *Montréal*.

De la compagnie des mines d'ardoises de *Rockland*; demandant la passation d'un acte pour légaliser l'émission d'un certain montant du capital de la dite compagnie.

De la municipalité du township de *Laterrière*; demandant de l'aide pour parachever un pont sur la rivière *Chicoutimi*.

Du Révérend *J. B. Doucet*, religieux de l'Ordre de *Ste. Croix*, et autres, de la paroisse de *St. Aimé*, comté de *Richelieu*; demandant de l'aide pour l'Académie de *St. Aimé*.

Du maire, des échevins et des citoyens de la cité de *Montréal*; demandant de l'aide pour l'érection d'une maison de correction dans la dite cité.

De *Ferdinand L'Heureux* et autres, de *St. Ambroise de la Jeune Lorette*, comté de *Québec*; demandant l'annexion de certains lots de terre de la Seigneurie *Bélair* à la municipalité de la paroisse *St. Ambroise de la Jeune Lorette*.

De *Théodore Doucet*, écuyer, N. P., de la cité de *Montréal*; demandant la passation d'un acte l'autorisant à conserver les minutes de son père et à en donner des copies authentiques.

Du Révérend *D. Vézina* et autres, de la paroisse de *Matane*; du Révérend *J. O. Perron* et autres, de la paroisse de *Ste. Félicité*; demandant respectivement que le tracé *Robinson* soit choisi pour y faire passer le chemin de fer *Intercolonial*.

M. Harwood, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé suffisants les avis qui en ont été donnés, savoir :

De *William F. Coffin* et autres; demandant un acte pour faciliter le partage des biens de la succession de feu *John Coffin*;

Du ministre et autres membres de l'Eglise Catholique Apostolique, dans le township de *Hull*; demandant que les dispositions de l'acte chap. 20, des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, concernant les registres de baptêmes, mariages et sépultures, soient étendues aux ministres de la dite Eglise;

De la Corporation des Pilotes, pour le hâvre de *Québec* et au-dessous; demandant des amendements à leur acte d'incorporation;

D'*Olivier Robitaille*, écuyer, de *Québec*; demandant à être autorisé à vendre les propriétés immobilières de feu *Angus MacDonald*.

Votre comité recommande la suspension de la 51^e règle, quant à la pétition de *Pemberton Paterson* et autres, demandant à être incorporés sous le nom de *Quebec Curling Club*, attendu que les intérêts de personne n'en seront affectés; et quant à la pétition de *Alfred M. Farley* et autres, de *Montréal*, demandant à être incorporés sous le nom de *Montreal Manufacturing Company*, votre comité trouve que les avis n'ont été publiés que pendant un mois; cependant, il recommande la suspension de la 51^e règle, vu que cette demande n'est pas de nature à nuire aux droits des particuliers.

Ordonné, Que *M. Benoit* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'agriculture, chapitre vingt-six des statuts refondus pour le *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la deuxième lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Alors, sur motion de l'honorable *M. Chauveau*, secondé par l'honorable *M. le Procureur-Général Ouimet*,

La Chambre s'ajourne.

Jeudi, 16 Janvier 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Coutlée*,—la pétition du Révérend *F. Cholet* et autres, de la paroisse de *St. Polycarpe*, comté de *Soulanges*.

Par M. *Bessette*,—la pétition de *Norbert D. D. Bessette*, du village de *Richelieu*, comté de *Rouville*.

Par l'honorable M. *Langevin*,—la pétition de la municipalité du township de *Frampton*.

Par M. *Chapleau*,—la pétition du Révérend *J. B. Primeau* et autres, directeurs du collège *Masson*, *Terrebonne*.

Par l'honorable M. *Cartier*,—la pétition de la compagnie des chemins à barrières de *l'Isle Jésus*.

Par M. *Fortin*,—la pétition du Révérend *D. Roussel* et autres, de la paroisse de *Saint-Marine de Mont Louis*.

Par M. *Garon*,—la pétition de *Joseph Garon*, junior, et autres, de la paroisse de *St. Jérôme de Matane*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend *J. O. Perron* et autres, de la paroisse de *Ste. Felicité* ; de la municipalité du township d'*Ely*, comté de *Shefford* ; demandant respectivement de l'aide pour un chemin.

De l'Asile des Dames Protestantes de la cité de *Québec*, de l'Asile des Orphelins de la cité de *Québec*, de l'Asile des Orphelines Protestantes de la cité de *Québec* ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Du Révérend *Edouard Crevier*, de la paroisse de *Ste. Marie de Monnoir*, comté de *Rouville* ; demandant une allocation annuelle en faveur de l'Hospice de *Ste. Croix*.

De *P. G. Huot* et autres, de la cité de *Québec*, du Révérend *Frs. Boucher* et autres, de *St. Ambroise*, comté de *Québec* ; demandant respectivement de l'aide pour le chemin de *Stoneham*, et de faire diviser les terres le long du dit chemin.

Du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Montréal* et autres ; demandant de l'aide pour l'Institution des Sourds-Muets de la dite cité de *Montréal*.

De *Chs. M. Lebrun*, président de la Chambre des Notaires du district de *Beauharnois* ; demandant la passation d'un acte légalisant les procédés de la dite chambre depuis sa formation.

De la Société de Construction Canadienne de la cité de *Montréal* ; demandant la passation d'un acte d'incorporation comme société permanente de construction.

De *John Platt*, de la cité de *Montréal*, écuyer, avocat ; demandant la passation d'un acte confirmant un certain jugement de la Cour du Banc de la Reine.

M. *Harwood*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition du Révérend *P. de Villers* et autres, de *St. Ferdinand d'Halifax*, demandant la passation d'un acte les autorisant à vendre les propriétés de feu *P. C. Pelletier*, et trouve les avis suffisants ;

Quant à la pétition de *Théodore Doucet*, écuyer, de *Montréal*, demandant la passation d'un acte l'autorisant à conserver les minutes de son père et à en donner des copies authentiques, votre comité trouve que les avis, qui y ont rapport, n'ont commencé à être publiés que depuis quelques jours ; cependant, il recommande la suspension de la 51^e règle, convaincu que toutes les parties intéressées sont informées de la demande.

L'honorable M. *Chauveau*, du comité permanent des dépenses contingentes, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande respectueusement que le nombre des écrivains surnuméraires soit de nouveau fixé au chiffre originaire de neuf, ce chiffre ayant été par erreur limité à huit par votre comité.

Que, vu que les noms de cinq journaliers chauffeurs se trouvent inscrits sur la liste des messagers surnuméraires, en conséquence le nombre des dits messagers surnuméraires soit réduit à vingt.

Qu'un montant limité de papeterie soit fourni à chacun des membres, à leurs résidences privées.

Que différents articles de papeterie, au montant d'un louis dix chelins et deux deniers, soient envoyés à chacun des membres, à leurs résidences.

Qu'une seule boîte pour papeterie et journaux soit fournie à chacun des membres.

Ordonné, Que la 51^e règle de la Chambre soit suspendue à l'égard de la pétition de *Théodore Doucet*, écuyer, de *Montréal*.

Ordonné, Que la 51^e règle de la Chambre soit suspendue, à l'égard de la pétition de la Compagnie Manufacturière de *Montréal*, qui demande un acte d'incorporation.

Ordonné, Que le retour, bref et tous les papiers et documents, concernant la dernière élection pour le comté de *Kamouraska*, qui ont été mis devant la Chambre, vendredi, le 10^e jour de janvier dernier, soient renvoyés au comité permanent des privilèges et élections, avec instruction de les examiner et de faire rapport sur ceux.

Ordonné, Que l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine* ait la permission d'introduire un bill pour faciliter le partage de la succession de feu *John Coffin*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Message du Conseil Législatif par *Boucher de Boucherville*, écuyer, l'un des maîtres en chancellerie.

M. l'Orateur,

Le Conseil Législatif informe cette Chambre, qu'il a nommé un comité composé des honorables messieurs *Archambault*, *Dionne*, *Hale*, *LeMaire*, de *Léry*, *Rodier* et *Ross*, pour aider Son Honneur l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts du Conseil Législatif s'y trouvent concernés, et pour agir, au nom de leur chambre, comme membres d'un comité collectif des deux chambres au sujet de la bibliothèque.

Le Conseil Législatif informe de plus cette Chambre qu'il a nommé les honorables messieurs *Beaubien*, *Beaudry*, *Fraser*, *Ferrier*, *Hale* et *Thibaudeau*, pour agir au nom du Conseil Législatif, avec le comité de l'Assemblée Législative, comme membres d'un comité collectif des deux Chambres, au sujet des impressions, tel que demandé par l'Assemblée dans son message d'hier.

Et ensuite il s'est retiré.

Sur motion de M. *Bellerose*, secondé par l'honorable M. *Chauveau*,

Ordonné, Que les deuxième et troisième rapports du comité permanent des dépenses contingentes soient immédiatement renvoyés à un comité de toute la Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que cette Chambre concourt dans les deuxième et troisième rapports du comité permanent des dépenses contingentes.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Harwood* fait rapport que le comité a adopté une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Harwood* rapporte, en conséquence, la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que cette Chambre concourt dans les deuxième et troisième rapports du comité permanent des dépenses contingentes.

Cette résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Sur motion de M. *Mailloux*, secondé par M. *Picard*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état détaillé indiquant le nombre d'agents des bois et forêts dans la province de Québec, leurs résidences, leurs salaires respectifs, les dépenses de voyage et de bureaux, et le nombre des licences émises depuis 1860, l'étendue des limites accordées et les revenus perçus par ces divers agents ; et copie des règlements et instructions donnés aux agents des terres de la couronne relativement à la vente des limites et à la coupe des bois.

Ordonné, Que cette adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par tels membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Alors, sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,
La Chambre s'ajourne.

Vendredi, 17 Janvier 1868.

A. C. de *Lotbinière Harwood*, écuyer, *Henri-Gustave Joly*, écuyer, *Joseph-Hyacinthe Bellerose*, écuyer, *Pierre Bachand*, écuyer, *Edouard Carter*, écuyer, et *Edouard J. Hemming*, écuyer, étant les six membres nommés par M. l'Orateur pour servir dans le comité général des élections, et auxquels la Chambre n'a pas objecté, ont séparément prêté le serment qui suit :

" Je jure que je remplirai bien et fidèlement les devoirs qui sont dévolus à un membre du comité général des élections et au meilleur de mon jugement et capacité, sans crainte, ni faveur. Ainsi que Dieu me soit en aide."

M. l'Orateur fixe à demain, à onze heures de l'avant-midi, dans la Chambre du comité des élections contestées, la première réunion du comité général des élections.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Beaudreau*,—la pétition du Révérend *Hilaire Millier*, de la paroisse de *St. Pierre de Sorel*.

Par M. *Carter*,—la pétition de l'Asile *Finlay*, de la cité de *Québec*, et la pétition de la Maison de Refuge et d'Ecole d'Industrie, de la cité de *Montréal*.

Par M. *Chapleau*,—la pétition du conseil-de-ville de la ville de *Lévis*, et la pétition de la municipalité de la paroisse de *Ste. Agathe des Monts*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend *Joseph Laqueux* et autres, du village de *Fraserville*, et de la paroisse de la *Rivière-du-Loup* ; demandant que le chef-lieu du district de *Kamouraska* soit transféré au village de *Fraserville*, dans le comté de *Témiscouata*.

Du conseil municipal du comté de *Nicolet* ; demandant des amendements aux lois d'enregistrement, et pour d'autres fins.

M. *Harwood*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve qu'elles sont de nature à ne pas exiger d'avis :

1. Du Synode et de la Société de l'Eglise du diocèse de *Montréal* ; demandant un amendement à leur acte d'incorporation.

2. De la compagnie des chemins à lisses des passagers de la cité de *Montréal* ; demandant des amendements à leur acte d'incorporation.

Quant à la pétition de la compagnie du chemin de fer de la vallée de *Massawippi*, demandant aussi des amendements à son acte d'incorporation, votre comité trouve suffisants les avis qui en ont été donnés.

Ordonné, Que M. *Chapleau* ait la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 26 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, intitulé : "Acte concernant les abus préjudiciables à l'agriculture."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Robertson* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de la vallée de *Massawippi*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Ordonné, Que l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet* ait la permission d'introduire un bill concernant la nomination des juges de paix.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

M. *Simard*, du comité de toute la Chambre pour considérer certaines résolutions proposées concernant l'indemnité des membres et le salaire de l'Orateur de l'Assemblée Législative, fait rapport de diverses résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Qu'à chaque session de la Législature, il sera alloué à chaque membre du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative présent à telle session, six piastres pour chaque jour qu'il sera présent, si la session ne s'étend pas au-delà de trente jours, et si la session s'étend au-delà de trente jours, alors il sera payé à chaque membre du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative, présent à telle session, une indemnité de quatre cent cinquante piastres par session, mais pas plus.

Qu'une déduction à raison de cinq piastres par jour sera faite sur cette indemnité pour chaque jour qu'un membre n'assistera pas à la séance de la Chambre à laquelle il appartient, ou à la séance de quelqu'un de ses comités ; mais chaque jour, pendant la session qu'il n'y aura point de séance de la Chambre ou que le membre se trouvera empêché, pour cause de maladie, d'assister à la séance comme susdit, mais qu'il sera, dans l'un et l'autre cas, au lieu où la session se tiendra, sera compté comme un jour pendant lequel il aura été présent à telle session.

Que la dite indemnité pourra être payée de temps à autre, selon que le membre y aura droit, jusqu'à concurrence de quatre piastres pour chaque jour qu'il aura été présent comme susdit ; mais le reste sera retenu par le Greffier de la Chambre qu'il appartient jusqu'à la fin de la session, alors que le paiement final en sera effectué.

Que si une personne, pour une raison ou pour une autre, n'est membre de l'une ou l'autre Chambre que pendant seulement une partie de la session, dans ce cas, pourvu qu'elle ait été membre pendant plus de trente jours durant cette session, elle aura droit à l'indemnité sessionnelle en dernier lieu mentionnée, sujette à la déduction susdite pour n'avoir pas été présente comme membre, et en outre à une déduction de six piastres pour chaque jour de telle session qui sera écoulé avant qu'elle soit devenue membre ou après qu'elle aura cessé de l'être ; mais si elle n'est membre que pendant seulement trente jours, ou moins, alors elle n'aura droit qu'à six piastres pour chaque jour qu'elle sera présente à telle session, quelle que soit sa longueur.

Qu'il sera alloué à chaque membre du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative dix centins pour chaque mille de distance entre le lieu de sa résidence et celui où se tiendra la session, la distance étant calculée pour l'aller et le retour en prenant pour base la route postale la plus courte, laquelle distance sera décidée et certifiée par l'Orateur du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative, suivant le cas.

Que la somme due à chaque membre à la fin d'une session lui sera payée par le Greffier de la Chambre à laquelle il appartient, en par lui faisant et signant, devant le Greffier ou le Comptable de la Chambre, une déclaration solennelle qui sera conservée par le Greffier, indiquant le nombre de jours pendant lesquels le membre a été présent, et le nombre de milles de distance calculés en prenant pour base la route postale la plus courte, telle que décidée et certifiée par l'Orateur, qui lui donnent droit à la dite indemnité, et le montant de cette indemnité, déduction faite du nombre de jours (s'il y en a) qui doivent être déduits,—et cette déclaration pourra être d'après une formule qui sera annexée au présent et aura le même effet qu'un affidavit dans la même forme.

Que la somme de deux mille quatre cents piastres par année soit payée à l'Orateur de l'Assemblée Législative comme salaire, pour cette année.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. *Dunkin* ait la permission d'introduire un bill concernant l'indemnité des membres de la Législature et le salaire de l'Orateur de l'Assemblée Législative.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

L'ordre du jour étant lu, pour que la Chambre se forme en comité pour considérer la motion qui a été faite mardi dernier, que des subsides soient accordés à Sa Majesté.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Le discours de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur est lu.

Résolu, Que des subsides soient accordés à Sa Majesté.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Simard* fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu mardi prochain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill concernant les statuts de cette province, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour mardi prochain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill concernant la charge d'Orateur de l'Assemblée Législative, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois.

Ordonné, Que ce bill soit lu pour la troisième fois mardi prochain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender les actes incorporant la compagnie du chemin de fer de la Rive Nord et de la navigation et des terres du *St. Maurice*, et les actes qui les amendent, étant lu,

Ordonné, Que cet ordre soit déchargé.

Ordonné, Que ce bill soit retiré.

Alors, sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,

La Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 20 Janvier 1868.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier a reçu un état des affaires de la compagnie des chemins à barrières de l'*Isle Jésus*, dans le comté de *Laval*, en obéissance à l'ordre de la Chambre du 10 courant. (Appendice N° 2.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table.

Par M. *Simard*,—la pétition de l'Asile du Bon Pasteur de *Québec*.

Par M. *Rhéaume*,—la pétition de *François Keroack* et autres, de la cité de *Québec*.

Par M. *Joly*,—la pétition de *Pierre Duclos* et autres, du village de *Bienville*, comté de *Lévis*; la pétition d'*Edouard Lefèvre* et autres, de la paroisse de *St. Bernard*, comté de *Dorchester*; et la pétition du Révérend *F. Oliva* et autres, des paroisses de *St. Etienne* et *St. Lambert de Lauzon*, comté de *Lévis*.

Par M. *Clément*,—la pétition du Révérend *J. N. Gingras* et autres, de la paroisse de la *Baie St. Paul*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend *F. Cholet* et autres, de la paroisse de *St. Polycarpe*, comté de *Soulanges*; demandant de l'aide pour bâtir un couvent.

De *Norbert D. D. Bessette*, du village de *Richelieu*, comté de *Rouville*; demandant que toutes les chambres de notaires soient autorisées à l'admettre, après examen, à la pratique du notariat.

De la municipalité du township de *Frampton*; demandant de l'aide pour un chemin.

Du Révérend *J. B. Primeau* et autres, directeurs de la corporation du collège *Mason*, de *Terrebonne*; demandant de l'aide.

De la compagnie des chemins à barrières de l'*Isle Jésus*, comté de *Laval*; demandant des amendements à leur acte d'incorporation.

Du Révérend *D. Roussel* et autres, de la paroisse de *St. Maxime de Mont-Louis*; demandant que le gouvernement fasse ouvrir un chemin depuis la paroisse de *Ste. Anne-des-Monts* à celle de la *Petite-Rivière-aux-Renards*.

Du Révérend *Hilaire Millier*, de la paroisse de *St. Pierre de Sorel*; demandant de l'aide pour l'Hôpital-Général du district de *Richelieu*.

De l'Asile *Finlay*, de la cité de *Québec*; et de la Maison de Refuge et d'Ecole d'Industrie, de la cité de *Montréal*; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Du conseil-de-ville de la ville de *Lévis*; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite ville de *Lévis*.

De la municipalité de la paroisse de *Ste. Agathe des Monts*; demandant de l'aide pour des ponts.

De *Jos. Garon, jr.*, et autres, de la paroisse de *St. Jérôme de Matane*; demandant que le tracé *Robinson* soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

M. *Bellerose*, du comité permanent des dépenses contingentes, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de soumettre à cette Chambre, qu'à l'ouverture de la session; par anticipation, pour les besoins de cette Chambre, une somme de dix mille piastres, (\$10,000,) a été provisoirement mise à la disposition du Greffier de la Chambre.

Qu'il appert, par la lettre du Greffier, en date de ce jour, adressée à votre comité, et accompagnée d'un état des dépenses contingentes de cette Chambre, depuis le 30ème jour de décembre dernier jusqu'à ce jour, marqué A., qu'il reste, comme non appropriée, une balance de trois mille sept piastres et soixante centins (\$3007.60.)

Et le Greffier fait aussi rapport qu'une nouvelle somme de cinq mille piastres, (\$5,000), est nécessaire.

Votre comité, partageant cette manière de voir, recommande, en conséquence, à votre honorable Chambre d'adopter la résolution suivante :

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien émettre son warrant ou ses warrants, en faveur de *George Manly Muir*, écuyer, le Greffier de cette Chambre, pour la somme de quinze mille piastres, pour défrayer les dépenses contingentes de cette Chambre, et assurant Son Excellence que la Chambre en tiendra compte.

L'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le sixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de la Société de Construction Canadienne de *Montréal*, et trouve suffisants les avis qui en ont été donnés ;

Quant aux pétitions de *George Rondeau* et autres, du townspip de *Brandon*, et de *Pierre Coutu* et autres, du comté de *Berthier*, demandant à être annexés au comté de *Joliette*, pour les fins religieuses, scolaires, municipales, électorales et autres, votre comité trouve que les objets de ces pétitions tombent sous la catégorie de ceux qui s'effectuent par des bills publics, et que par conséquent nul avis n'est requis.

M. *Joly*, du comité général des élections, fait rapport, en conformité de la 48e section de l'acte relatif aux élections parlementaires contestées, que le comité a choisi, sur la liste alphabétique des membres qui lui a été renvoyée, les quatre membres suivants pour composer la liste des présidents qui devront servir comme "Présidents des Comités d'Elections," pour la présente session :

Sydney Bellingham, écuyer, *Joseph Adolphe Chapleau*, écuyer, *Pierre Gabriel Marchand*, écuyer, et *Jacques Philippe Rhéaume*, écuyer.

Ordonné, Que le rapport reste sur la table.

M. *Joly*, du comité général des élections, fait aussi rapport, en conformité de la 49e section de l'acte relatif aux élections parlementaires contestées, que le comité a partagé les membres, restant sur la liste alphabétique, en trois listes marquées respectivement A. B. C., chacune contenant aussi exactement que possible un égal nombre de noms.

Sur ce, le Greffier a tiré au sort, à la table, l'ordre des dites listes, et a désigné chacune par un numéro indiquant l'ordre dans lequel elles ont été tirées respectivement comme suit :

Liste C, N° 1 ;—Liste A, N° 2 ;—Liste B, N° 3.

Ordonné, Que les dites listes soient imprimées.

Ordonné, Que M. *Carter* ait la permission d'introduire un bill, concernant les minutes de feu *Théod Doucet*, en son vivant de la cité de *Montréal*, notaire public.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que M. *Simard* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser *Olivier Robitaille* à aliéner certains biens mobiliers et immobiliers appartenant, comme usufruitière, à *Marie Eléonore Isabella Macdonald*, sa pupille.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que l'honorable M. *Cauchon* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 23 Victoria, chap. 123, incorporant les pilotes pour le havre de *Québec* et au-dessous.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que M. *Rhéaume* ait la permission d'introduire un bill pour amender la section 36 de l'acte 29 et 30 Victoria, chapitre 57, incorporant la cité de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Sur motion de M. Bessette, secondé par M. Brigham,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état des différentes sommes d'argent qui ont été octroyées au township de *Stukely*, comté de *Shefford*, sur le fonds de colonisation, depuis l'année 1860 ; à qui ces différentes sommes d'argent ont été payées ; si elles ont été toutes employées dans le but pour lequel elles ont été octroyées ; et aussi copies de toutes les correspondances qu'il peut y avoir eu relativement à l'emploi des dites sommes d'argent.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par tels membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Ordonné, Que M. *Robertson* soit ajouté au comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation.

Alors, sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Dunkin*,

La Chambre s'ajourne.

Mardi, 21 Janvier 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Pelletier*,—la pétition du Révérend *E. Dufour* et autres, du township de *Bour*, comté de *Bellechasse*.

Par M. *Marchand*,—la pétition des Dames de la Société de St. Vincent de Paul, de la ville de *St. Jean*.

Par M. *Hearn*,—la pétition de l'association de l'Asile de Ste. Brigitte de *Québec*.

Par M. *Carter*,—la pétition de l'école de médecine et de chirurgie de la cité de *Montréal*.

Par M. *Verreault*,—la pétition du Révérend *L. Parent* et autres, de *St. Jean Port-Joly*.

M. *Harwood*, du comité permanent des ordres permanents, présente le septième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition du conseil-de-ville de la ville de *Lévis*, demandant des amendements à son acte d'incorporation, et il trouve que les avis n'ont pas été donnés dans la *Gazette du Canada* ; cependant, votre comité recommande la suspension de la 51ème règle, convaincu qu'il est, que toutes les parties intéressées sont bien informées de la demande.

Sur motion de M. *Bellerose*, secondé par l'honorable M. *Chauveau*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien émettre son warrant, en faveur de *George Manly Muir*, écuyer, le Greffier de cette Chambre, pour la somme de quinze mille piastres, pour faire face aux dépenses contingentes de cette Chambre, et assurant Son Excellence que cette Chambre en tiendra compte.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par tels membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Ordonné, Que l'honorable M. *Dunkin* ait la permission d'introduire un bill intitulé : " Acte des clauses générales des compagnies à fonds social."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. *Dunkin* ait la permission d'introduire un bill concernant l'incorporation des compagnies à fonds social, autrement que par acte de la Législature.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que M. *Chapleau* ait la permission d'introduire un bill pour amender les divers actes incorporant la ville de *Levis*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que M. *de Niverville*, M. *Beaubien* et M. *Gaudet* soient ajoutés au comité permanent des divers bills privés.

L'honorable M. *Dunkin*, secondé par l'honorable M. *Chauveau*, propose que la Chambre se forme maintenant en comité pour considérer certaines résolutions proposées relativement au fonds des revenus consolidés de cette province.

L'honorable M. *Chauveau*, un des membres de l'honorable Conseil Exécutif, annonce alors à la Chambre, que Son Excellence a été informée du sujet de cette motion, et qu'elle la recommande à la considération de la Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Les résolutions suivantes sont adoptées :

1. Que tous revenus et sommes de deniers quelconques, de quelque source qu'ils proviennent ou soient reçus, et sur lesquels la Législature de cette province a droit d'appropriation, formeront un fonds consolidé du revenu, qui sera approprié au service public de la province.

2. Que le dit fonds consolidé du revenu sera permanentement chargé de tous les frais, charges et dépenses occasionnées pour la collection, régie et perception d'icelui; tels frais, charges et dépenses devant être néanmoins sujets à audition, et à l'examen et au vote de la Législature.

3. Que l'Assemblée Législative n'acceptera ni ne passera aucun vote, résolution, adresse ou bill, pour l'appropriation de quelque partie de tel fonds consolidé du revenu ou de toutes taxes ou impôts pour des objets qui n'ont pas été d'abord recommandés à la dite Assemblée Législative, par un message du Lieutenant-Gouverneur, durant la session où tels vote, résolution, adresse ou bill ont été proposés.

4. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pourra de temps à autre, s'il est à propos d'en agir ainsi, donner instruction au trésorier de placer toute partie de tel fonds consolidé du revenu, qui n'est pas dans le moment requise pour faire face aux dépenses, en bons publics de la puissance du Canada; et pourra ultérieurement, chaque fois que le besoin s'en fera sentir pour rencontrer les dépenses, lui donner instruction d'en faire, pour cette fin, la vente ou réalisation, en telle forme, et à telles conditions et pour tel montant qui seront considérés être les plus avantageux pour le public.

5. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra aussi, de temps en temps, dans le cas de besoin provenant d'insuffisance du revenu produite par des causes imprévues, donner instruction au trésorier d'effectuer tous emprunts temporaires requis, au débit du dit fonds consolidé du revenu de telle manière et en telle forme et pour tel montant, remboursables à telles périodes de temps et portant tels taux d'intérêt que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra autoriser; mais tels emprunts n'excéderont pas le montant du déficit du fonds consolidé du revenu pour rencontrer les charges dont il est grevé par la loi.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Joly* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Joly fait rapport des résolutions en conséquence, lesquelles sont lues comme suit:

1. Que tous revenus et sommes de deniers quelconques, de quelque source qu'ils proviennent ou soient reçus, et sur lesquels la Législature de cette province a droit d'appropriation, formeront un fonds consolidé du revenu, qui sera approprié au service public de la province.

2. Que le dit fonds consolidé du revenu sera permanentement chargé de tous les frais, charges et dépenses occasionnés pour la collection, régie et perception d'icelui; tels frais, charges et dépenses devant être néanmoins sujets à audition, et à l'examen et au vote de la Législature.

3. Que l'Assemblée Législative n'acceptera ni ne passera aucun vote, résolution, adresse ou bill, pour l'appropriation de quelque partie de tel fonds consolidé du revenu ou de toutes taxes ou impôts pour des objets qui n'ont pas été d'abord recommandés à la dite Assemblée Législative, par un message du Lieutenant-Gouverneur, durant la session ou tels vote, résolution, adresse ou bill ont été proposés.

4. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, de temps à autre, s'il est à propos d'en agir ainsi, donner instruction au trésorier de placer toute partie de tel fonds consolidé du revenu, qui n'est pas dans le moment requise pour faire face aux dépenses, en bons publics de la puissance du Canada; et pourra ultérieurement, chaque fois que le besoin s'en fera sentir pour rencontrer les dépenses, lui donner instruction d'en faire, pour cette fin, la vente ou réalisation, en telle forme, et à telles conditions et pour tel montant qui seront considérés être les plus avantageux pour le public.

5. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra aussi, de temps en temps, dans le cas de besoin provenant d'insuffisance du revenu, produite par des causes imprévues, donner instruction au trésorier d'effectuer tous emprunts temporaires requis, au débit du dit fonds consolidé du revenu de telle manière et en telle forme et pour tel montant, remboursables à telles périodes de temps et portant tels taux d'intérêt que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra autoriser; mais tels emprunts n'excéderont pas le montant du déficit du fonds consolidé du revenu pour rencontrer les charges dont il est gravé par la loi.

Ces résolutions sont lues une seconde fois, et adoptées.

Un bill concernant la charge d'Orateur de l'Assemblée Législative est, en conformité de l'ordre du jour, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte ce bill au Conseil Législatif et demande son concours.

M. Simard, du comité auquel a été renvoyé la motion: "Que des subsides soient accordés à Sa Majesté," fait rapport d'une résolution, laquelle est lue comme suit:

Résolu, Que des subsides soient accordés à Sa Majesté.

La dite résolution est lue une seconde fois, et il est

Résolu, Que cette Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution, que des subsides soient accordés à Sa Majesté.

Résolu, Que vendredi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité sur le bill concernant les statuts de cette province, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bellerose fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans aucun amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois vendredi prochain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill concernant l'interprétation des statuts de cette province, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour vendredi prochain.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial, composé de M. Coutlée, de l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, de M. Beaubien, M. Bellerose, M. Blais, M. Clément, M. Desautniers (Maskinongy), M. Fortin, M. Gaudet, M. Gendron, M. Hemming, M. Larue, M. Lecavalier, M. Locke, M. Mailloux, M. Marchand, M. Pelletier, M. Poupore, M. Robertson, M. Ross, M. Scriver, M. Robert et M. Bergerin, pour s'enquérir du fonctionnement de l'acte municipal du Bas-Canada, de l'acte concernant les abus préjudiciables à l'agriculture et des autres actes qui y ont rapport ; et de quelle impraticabilité, si aucune il y a, ces actes peuvent être dans leur mise à effet, dans chacun des districts du Bas-Canada, et de tous amendements, si aucuns sont requis, qu'il importe de faire à ces actes, pour les rendre plus efficaces, dans tous ou certains districts, et pour suggérer tels amendements qui paraîtront nécessaires, et d'en faire rapport de temps à autre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records, et que la 79e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au nombre des membres du dit comité.

Alors, sur motion de l'honorable M. Chauveau, secondé par M. Marchand, La Chambre s'ajourne.

Mercredi, 22 Janvier 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Bellerose,—la pétition du Révérend Joseph Perrault et autres, de la paroisse de *Ste Rose*, comté de *Laval*.

Par M. Mailloux,—la pétition du Révérend P. N. Thivierge et autres, des townships de *Whitworth* et *Viger*, comté de *Temiscouata*.

Par M. Robert,—la pétition de la corporation du collège de *Monnoir*.

Par M. Simard,—la pétition de *Augustin Laperrière*, de la cité d'*Outaouais* ; la pétition de *Mad. Eliza M. Massue* et autres dames, directrices de l'association charitable des dames catholiques de *Québec* ; la pétition du Révérend *E. W. Sexell* et autres, syndics pour les malades indigents, dans le district de *Québec* ; et la pétition de l'Hospice de *St. Joseph* de la Maternité de *Québec*.

Par M. Rhéaume,—la pétition de *John Lemesurier* et autres ; et la pétition de *J. B. R. Dufresne* et autres, de la paroisse de *St. Roch* de *Québec-Sud*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De l'Asile du Bon Pasteur de la cité de *Québec* ; demandant de l'aide.

De *Frs. Kéroack* et autres, de la cité de *Québec* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'Union *St. Joseph* de *St. Sauveur* de *Québec*.

De *Pierre Duclos* et autres, du village *Bienville*, comté de *Lévis* ; demandant à être incorporés sous le nom de l'Union de *St. Pierre Bienville* de *Lévis*.

De *Edouard Lefevre* et autres, de la paroisse *St. Bernard*, comté de *Dorchester* ; du Révérend *F. Oliva* et autres, des paroisses *St. Etienne* et *St. Lambert* de *Lauzon*, comté de *Lévis* ; demandant respectivement de l'aide pour un pont sur la rivière des *Longues Pointes*, ainsi que pour un chemin pour s'y rendre.

De Révérend *J. N. Gingras* et autres de la paroisse de la baie *St. Paul* ; demandant que le tracé *Robinson* soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

M. Harwood, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le huitième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de *Norbert D. D. Bessette*, du village de *Richelieu* ; demandant à être admis à la pratique du notariat, et il trouve qu'il n'a pas été donné d'avis ; cependant, votre comité recommande la suspension de la 51e règle de la Chambre, vu que les intérêts des particuliers ne peuvent être affectés dans ce cas.

M. Carter, du comité permanent des différents bills privés, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de recommander,

Que la 49^e règle de votre Honorable Chambre soit suspendue de manière à ce que les pétitions pour bills privés puissent être présentées sous douze jours de cette date, qu'un délai de quinze jours, à compter de cette date, soit accordé pour la présentation des bills privés, et qu'un délai de vingt-neuf jours, aussi à compter de cette date, soit accordé pour la présentation des rapports de tout comité permanent ou spécial sur tous tels bills privés.

L'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de recommander que la 49^e règle de la Chambre soit suspendue, de manière à ce que les pétitions pour bills privés puissent être présentées sous onze jours de cette date ; qu'un délai de quatorze jours de cette date soit accordé pour la présentation des bills privés ; et qu'un délai de vingt-huit jours soit aussi accordé pour la présentation des rapports de tout comité permanent ou spécial sur tels bills privés.

Ordonné, Que M. *Mailloux* ait la permission d'introduire un bill pour changer le chef-lieu de *Kamouraska*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Lavallée* ait la permission d'introduire un bill pour changer les bornes des comtés de *Berthier* et de *Joliette*, pour les fins judiciaires, électorales et autres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que le temps pour recevoir des pétitions pour des bills privés soit prolongé jusqu'au deux février prochain ; pour recevoir des bills privés jusqu'au cinq février prochain, et pour recevoir des rapports sur bills privés jusqu'au dix-neuf février prochain.

Ordonné, Que M. *Carter* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer les membres du Synode du diocèse de *Montréal*, et pour amalgamer la Société de l'Eglise du diocèse de *Montréal* avec le dit Synode.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que M. *Carter* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie de Manufacture de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Ordonné, Que l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser les Sœurs de la Charité de l'Hôpital-Général de *Montréal* à acquérir des propriétés jusqu'à concurrence d'une certaine valeur, et à en disposer.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial, composé de M. *Joly*, de l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, de M. *Tremblay*, M. *Beaubien*, M. *Bellingham*, M. de *Niverville*, M. *Hamilton*, M. *Scriver*, M. *Blais*, M. *Poupore*, M. *Larue*, M. *Lavallée* et M. *Mailloux*, pour prendre en considération, dans tous ses détails, la question de la coupe des bois sur les terres publiques, et en faire rapport de temps à autre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Alors, sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Cauchon*,

La Chambre s'ajourne.

Jeudi, 23 Janvier 1868.

M. l'Orateur met devant la Chambre un état des affaires de la corporation de l'Union St. Joseph de la ville de *Lévis*, jusqu'au premier jour de janvier 1868. (Appendice N° 3.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Molleur*,—la pétition de la municipalité de la paroisse de *St. Alexandre*, comté d'*Iberville*.

Par M. *Hearn*,—la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Québec*.

Par M. *Carter*,—la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Montréal*.

Par M. *Picard*,—la pétition de *George Goodenough* et autres, du township de *Ham-Sud*, comté de *Wolfe*, et la pétition de *J. Z. C. Miquelon* et autres, du township de *St. Camille*, comté de *Wolfe*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend *E. Dufour* et autres, du township de *Roux*, comté de *Bellechasse* ; demandant de l'aide pour bâtir un moulin à farine dans le dit township.

Des Dames de la Société de *St. Vincent de Paul*, de la ville de *St. Jean* ; demandant de l'aide pour leur hôpital.

De l'association de l'Asile *Sto. Brigitte*, de la cité de *Québec* ; et de l'école de médecine et de chirurgie, de la cité de *Montréal* ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Du Révérend *L. Parent* et autres, de *St. Jean Port-Joly* ; demandant que le tracé *Robinson* soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

L'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, du comité spécial nommé pour s'enquérir du fonctionnement de l'acte municipal du *Bas-Canada*, de l'acte concernant les abus préjudiciables à l'agriculture et des autres actes qui y ont rapport ; et de quelle impraticabilité, si aucune il y a, ces actes peuvent être dans leur mise à effet, dans chacun des districts du *Bas-Canada*, et de tous amendements, si aucuns sont requis, qu'il importe de faire à ces actes, pour les rendre plus efficaces dans tous ou certains districts, et pour suggérer tels amendements qui paraîtront nécessaires, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande respectueusement que son *quorum* soit réduit à sept membres.

M. *Harwood*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le neuvième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de *Chs. M. Lebrun*, président de la chambre des notaires du district de *Beauharnois*, demandant la passation d'un acte pour légaliser certains procédés de cette chambre des notaires, et il trouve qu'il n'a pas été donné d'avis ; cependant, il recommande la suspension de la 51^e règle de cette Chambre, vu que toutes les parties intéressées sont suffisamment informées de la demande ;

Votre comité a aussi examiné la pétition de l'honorable *Asa B. Foster* et autres, de la cité de *Montréal*, demandant le droit d'établir un pouvoir d'eau, vis-à-vis *l'Isle Héron*, près de *Montréal*, et il trouve que les avis requis ont été donnés, excepté dans la *Gazette du Canada*, où l'avis n'a été donné qu'en anglais par une erreur de l'imprimeur ; votre comité recommande toutefois la suspension de la 51^e règle ;

Quant à la pétition de *John Platt*, de la cité de *Montréal*, demandant la passation d'un acte confirmant un certain jugement de la Cour du Banc de la Reine, votre comité trouve que les avis nécessaires ont été donnés ;

Et quant à la pétition de *Frs. Kéroack* et autres, de *Québec*, demandant à être incorporés sous le nom de l'Union St. Joseph de St. Sauveur de *Québec*, et à celle de *Pierre Ducloux* et autres, du village de *Bienville*, comté de *Lévis*, demandant à être incorporés sous le nom de l'Union de St. Pierre Bienville de *Lévis*, votre comité trouve qu'elles ne sont pas de nature à exiger la publication d'aucun avis.

Ordonné, Que M. *Verreault* soit ajouté au comité spécial nommé pour prendre en considération, dans tous ses détails, la question de la coupe des bois sur les terres publiques.

Ordonné, Que M. *Marchand* ait la permission d'introduire un bill pour établir des dispositions spéciales concernant l'Assemblée Législative de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que M. *Chapleau* ait la permission d'introduire un bill pour mieux définir les pouvoirs des shérifs en matières civiles.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Sur motion de M. le Procureur-Général *Quimet*, secondé par l'honorable M. *Chauveau*,

Ordonné, Que le *quorum* du comité spécial nommé pour s'enquérir du fonctionnement de l'acte municipal du *Bas-Canada*, et des actes concernant les abus préjudiciables à l'agriculture, soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que M. *Carter* ait la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 63 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, en autant qu'il a rapport au mesurage et au déchargement du charbon.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que toutes pétitions ayant rapport à l'acte municipal, présentées, ou qui seront présentées, durant la présente session, soient renvoyées au comité spécial nommé pour s'enquérir du fonctionnement de l'acte municipal du *Bas-Canada*, et des actes concernant les abus préjudiciables à l'agriculture.

Alors, sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par M. *Bellerose*,
La Chambre s'ajourne.

Vendredi, 24 Janvier 1868.

M. l'Orateur met devant la Chambre un rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, préparé d'après les records des élections qui ont eu lieu pour la présente Assemblée Législative, indiquant le nombre de votes donnés en faveur de chaque candidat, dans la dernière élection pour la province de *Québec*, dans chaque division électorale, township, cité, ville, paroisse, où il y a eu votation, le nombre total des votes donnés dans chaque division, et le nombre d'électeurs inscrits sur les listes électorales, ainsi que la population de chaque division électorale d'après le dernier recensement. (Appendice N° 4.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. *Dugas*,—deux pétitions du Révérend A. H. *Contu* et autres, du township de *Chertsey*, comté de *Montcalm*.

Par M. *Hemming*,—la pétition de *Norbert D. D. Bessette* et autres.

Par M. *Mailoux*,—la pétition du Révérend *Octave Hébert* et autres, de la paroisse de *St. Arsène*, comté de *Témiscouata*, et la pétition de *Louis Bertrand* et autres, de la paroisse de l'*Isle Verte*.

Par M. *Pelletier*,—la pétition de *Gilbert McNeil* et autres, de la paroisse de *St. Vallier*; la pétition du Révérend *J. Mailley* et autres, de la paroisse de *St. Raphaël*; la pétition de *A. N. Martineau* et autres, de la paroisse de *Beaumont*; et la pétition

du Très-Révérénd *Al. Mailloux* et autres, de la paroisse de *St. Charles*, tous du comté de *Bellechasse*.

Par *M. Marchand*,—la pétition de l'Union *St. Joseph* de *St. Jean d'Iberville*.

Par *M. Molleur*,—la pétition de la municipalité de la paroisse de *St. Sébastien* ; et la pétition de la municipalité de la paroisse de *St. George de Henriville*.

Par *M. Simard*,—la pétition de *J. P. Proulx* et autres, de la paroisse de *St. François*, comté de *Beauce*.

Par *M. Picard*,—la pétition du Révérénd *H. C. Hamelin* et autres, du township de *Wotton*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du Révérénd *Jos. Perreault* et autres, de la paroisse *Ste. Rose*, comté de *Laval* ; demandant que les conclusions de la requête de la compagnie des chemins à barrières de l'*Isle Jésus* ne soient pas accordées.

Du Révérénd *P. N. Thivierge* et autres, des townships *Whitworth* et *Viger*, comté de *Témiscouata* ; demandant un octroi pour faire ouvrir le chemin Taché, en arrière des dits townships.

De la corporation du collège de *Monnoir* ; demandant une allocation annuelle.

De *Augustin Laperrière*, de la cité d'*Outaouais*, demandant que la Chambre souscrive à un certain nombre d'exemplaires d'un livre intitulé : "Précédents Parlementaires Canadiens."

De dame *Elisa M. Massue* et autres dames, directrices de l'Association Charitable des dames catholiques de *Québec* ; demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

Du Révérénd *E. W. Smeell* et autres, syndics pour les malades indigents dans le district de *Québec* ; et de l'Hospice *St. Joseph* de la *Maternité* de *Québec* ; demandant respectivement de l'aide.

De *John Lemesurier* et autres,—et de *J. B. R. Dufresne* et autres, de la paroisse *St. Roch* de *Québec-Sud* ; demandant respectivement que le tracé *Robinson* soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

Ordonné, Que *M. Bessette* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser les Chambres des Notaires à admettre, après examen, *Norbert Damase Daniel Bessette*, comme notaire.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que *M. Carter* ait la permission d'introduire un bill pour permettre à la Société de Construction Canadienne de *Montréal*, de devenir une société de construction permanente et pour lui octroyer une charte d'incorporation.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que l'honorable *M. Chauveau* ait la permission d'introduire un bill concernant la charge de Secrétaire et de Régistrare, et pour d'autres objets y mentionnés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que l'honorable *M. Chauveau* ait la permission d'introduire un bill concernant la charge d'imprimeur de la Reine et la publication de la gazette officielle de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que l'honorable *M. Chauveau* ait la permission d'introduire un bill concernant la charge de Ministre de l'Instruction Publique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que l'honorable *M. Chauveau* ait la permission d'introduire un bill concernant l'organisation du Service Civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que la pétition d'*Augustin Laperrière*, un des employés de la bibliothèque de la Chambre des Communes, soit renvoyée au comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membres d'un comité conjoint des deux chambres au sujet de la bibliothèque.

Ordonné, Que l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 23 Vict., chap. 70, concernant les inhumations dans un certain cimetière de la cité de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer le *Quebec Curling Club*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que le rapport du bibliothécaire de l'Assemblée Législative de la province de *Québec* soit renvoyé au comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membres d'un comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Ordonné, Que le rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, mis devant la Chambre aujourd'hui, soit renvoyé au comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, avec instruction au dit comité de prendre en considération la nécessité d'en imprimer 150 copies pour l'usage des membres.

Ordonné, Que M. de *Niverville* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 20 Vict., chap. 149, intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer et de la navigation du *St. Maurice*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

M. *Bellerose*, du comité permanent des dépenses contingentes, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre les résolutions suivantes, et de demander qu'elles soient adoptées :

Résolu, Que le sergent-d'armes ne puisse faire aucune dépense ayant rapport aux dépenses contingentes de la Chambre, sans l'approbation et l'ordre par écrit du président du comité des dépenses contingentes, non-seulement durant la vacance, mais encore lorsque la Chambre tiendra ses séances.

Résolu, Que le rapport du sous-comité, dont copie est ci-annexée, marquée A, auquel a été référée la question de souscrire aux journaux de la province et de l'étranger pour l'usage de la Chambre, soit adopté avec cet amendement : qu'on souscrive à deux copies de l'*Ottawa Times*, au lieu d'une, durant la vacance.

A

RAPPORT DU SOUS-COMITÉ DES DÉPENSES CONTINGENTES.

Que le sous-comité des dépenses contingentes, auquel a été référé la question de souscription aux journaux de la province et de l'étranger pour l'usage de la Chambre, ayant pris communication de la liste des journaux maintenant reçus, demande respectueusement la permission de recommander, par un vote unanime, que dans toute circonstance où il a été souscrit à quatre copies d'aucun journal, à l'avenir qu'il soit souscrit à trois copies seulement pour le temps que la Chambre tiendra ses séances, et que, pendant la vacance de la Législature, il ne soit souscrit qu'à une copie de chaque journal, à l'exception de la *Gazette Officielle*.

Ordonné, Que l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 27 et 28 Vict., chap. 41, concernant le choix et l'assignation des jurés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine* ait la permission d'introduire un bill pour pourvoir à la remise, dans certains cas, des deniers reçus par les shérifs, protonotaires et greffiers des cours de circuit.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Un bill, concernant les statuts de cette province, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Dunkin*, l'amendement suivant est fait à ce bill :

Clause VI, ligne 35, ôtez le mot " blanc."

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant l'interprétation des statuts de cette province; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellerose* fait rapport que le comité a examiné le bill et qu'il y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Bellerose* fait rapport du bill en conséquence; et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois mardi prochain.

Ordonné, Que le bill, tel qu'amendé, soit ré-imprimé.

L'ordre du jour pour la seconde lecture, du bill concernant la nomination des juges de paix, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et la troisième lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill concernant l'indemnité des membres de la Législature et le salaire de l'Orateur de l'Assemblée Législative, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et la troisième lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Sur motion de M. *Bellerose*, secondé par M. *Picard*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état détaillé du revenu annuel des chemins à barrières de l'île de *Montréal*, sous le contrôle des commissaires nommés par le gouvernement; aussi un état indiquant les différents objets auxquels ces revenus ont été appliqués par ces commissaires en 1867.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par tels membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Ordonné, Que M. *Pozar* et M. *Clément* soient ajoutés au comité permanent des chemins de fers, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

M. *Marchand*, secondé par M. *Carter*, propose qu'il soit donné instruction au comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et la colonisation, de prendre en considération l'émigration désastreuse qui se fait maintenant des habitants de ce pays vers les *Etats-Unis*, et de rechercher les meilleurs moyens d'arrêter ce mal avant qu'il ne prenne de trop grands développements.

Et des débats s'en suivant.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions du chapitre quatre des statuts refondus du *Canada*, appelle M. *Simard*, député de la division électorale de *Québec-Centre*, à le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Simard*, en conséquence, prend le fauteuil.

Et après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Dunkin*,
Les débats sont ajournés.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill concernant le département du Trésor, les revenus, dépenses et comptes publics, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu pour la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la chambre pour mardi prochain.

Alors, sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,

La Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 27 Janvier 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,—la pétition de G. *Béliveau* et autres, de la cité de *Montréal* ; la pétition des Dames Religieuses de Notre Dame de Charité du Bon Pasteur, de *Montréal* ; et des Sœurs de la Miséricorde pour la régie de l'Hôpital de la Maternité de *Montréal*.

Par M. *Pozzer*,—la pétition du conseil municipal du comté de *Beauce*.

Par M. *Verreault*,—la pétition du Révérend F. X. *Delage* et autres, de la paroisse de l'*Islet*; comté de l'*Islet*.

Par M. *Mailoux*,—la pétition de Jules *Dumais* et autres, de la paroisse de *Trois-Pistoles*, comté de *Témiscouata*.

Par M. *Garon*,—la pétition du Révérend D. *Vézina* et autres, de la paroisse de *Matane* ; et la pétition du Révérend G. S. *Marceau* et autres, de la paroisse de *St. Simon*, comté de *Rimouski*.

Par M. *Marchand*,—la pétition de Charles *Langelier* et autres, de la ville de *St. Jean*.

Par M. *Ogilvie*,—la pétition de la Faculté Médicale du collège *McGill*.

Par M. *Dugas*,—la pétition du Révérend A. H. *Coutu* et autres, du comté de *Montcalm*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De la municipalité de la paroisse *St. Alexandre* ; de la municipalité de la paroisse *St. Sébastien* ; de la municipalité de la paroisse *St. George* de *Henriville*, toutes du comté d'*Iberville* ; demandant respectivement des amendements à l'acte municipal et à la loi d'agriculture.

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Québec* ; du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Montréal* ; de l'Union St. Joseph de *St. Jean d'Iberville* ; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De George *Goodenough* et autres, du township de *Ham-Sud*, comté de *Wolfe* ; demandant de l'aide pour parachever un chemin entre le dit township et celui de *Weedon*, dans le dit comté.

De J. Z. C. *Miquelon* et autres, du township de *St. Camille*, comté de *Wolfe* ; demandant un octroi pour parachever un chemin depuis le centre du dit township jusqu'au chemin *Gosford*, dans le township de *Dudswell*.

De Norbert D. D. *Bessette* et autres, demandant à être incorporés sous le nom de "La compagnie hydraulique et manufacturière de *Chambly*."

Du Révérend *A. H. Coutu* et autres, du township de *Chertsey*, comté de *Montcalm*; demandant de l'aide pour divers chemins dans le dit township.

Du Révérend *A. H. Coutu* et autres, du township de *Chertsey*, comté de *Montcalm*; demandant de l'aide pour faire leurs semences le printemps prochain, et pour diverses autres fins.

De *J. P. Proulx* et autres, de la paroisse *St. François*, comté de *Beauce*; demandant de laisser le chef-lieu du comté de *Beauce* en la dite paroisse *St. François*.

Du Révérend *H. C. Hamelin* et autres, du township de *Wotton*; demandant un octroi pour parachever le chemin de *Wotton* à *Wolfstown*.

Du Révérend *Oct. Hébert* et autres, de la paroisse *St. Arsène*, comté de *Témiscouata*; de *Louis Bertrand* et autres, de la paroisse de l'*Isle Verte*; de *Gilbert McNeil* et autres, de la paroisse *St. Valer*; du Révérend *J. Mailley* et autres, de la paroisse *St. Raphaël*; de *A. N. Martineau, J. P.*, et autres, de la paroisse de *Beaumont*; et du Très-Révérend *Al. Mailloux* et autres, de la paroisse de *St. Charles*, ces quatre dernières paroisses du comté de *Bellechasse*; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

M. Joly, du comité spécial nommé pour prendre en considération, dans tous ses détails, la question de la coupe des bois sur les terres publiques, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre les résolutions ci-jointes, et d'en demander l'adoption :

Résolu, Que ce comité est d'opinion qu'il serait utile et avantageux d'augmenter ses pouvoirs de manière à l'autoriser à s'occuper des effets du présent système de licences pour la coupe des bois, et des meilleurs moyens de conserver et protéger les forêts de l'état.

Résolu, Que le *quorum* de ce comité soit fixé à cinq membres.

Ordonné, Que *M. Ogilvie* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Ordonné, Que *M. Gendron* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte concernant la division du *Bas-Canada* en comtés, et les bornes de certaines cités et villes pour les fins de la représentation dans la Législature, par rapport aux comtés de *St. Hyacinthe* et *Bagot*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que *M. Bessette* ait la permission d'introduire un bill pour ériger la paroisse de *Ste. Cécile*, dans le comté de *Shefford*, et district de *Bedford*, en une municipalité.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que *M. Bessette* ait la permission d'introduire un bill pour annexer le cinquième rang du township de *Stukely* à la municipalité de *Stukely-Nord*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que la pétition du maire, des échevins et des citoyens de la cité de *Montréal*; demandant de l'aide pour ériger une maison de correction, dans la dite cité, soit imprimée pour l'usage des membres de cette Chambre.

Le Greffier du Conseil Législatif remet, à la barre de la Chambre, le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Un acte concernant la charge d'Orateur de l'Assemblée Législative " sans aucun amendement.

Et ensuite il s'est retiré.

Sur motion de M. Tremblay, secondé par M. Pozer,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant :

1. Le nombre des élèves (garçons et filles) admis dans les écoles normales, depuis leur établissement jusqu'à ce jour.
2. Le nombre de bourses et demi-bourses accordées aux dits élèves.
3. La somme payée, et par qui, pour l'instruction des dits élèves, pendant la dite période.
4. Le nombre d'élèves de chaque sexe auxquels ont été conférés des diplômes, leur donnant le grade d'instituteur ou institutrice.
5. Combien des dits élèves de chaque sexe, ainsi porteurs de diplômes, ont fait l'école, et pendant combien de temps.
6. Combien des dits élèves, ainsi munis de diplômes et n'ayant jamais fait l'école, ont remboursé le coût de leur instruction dans les dites écoles.

M. Bellerose, secondé par M. Sriver, propose,

Que cette Chambre concourt dans le cinquième rapport du comité permanent des dépenses contingentes.

Et des débats s'en suivant.

Sur motion de l'honorable M. Chauveau, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet,

Les débats sont ajournés.

L'ordre du jour étant lu, pour reprendre les débats ajournés sur la question proposée hier : qu'instruction soit donnée au comité permanent de l'agriculture, l'immigration, et la colonisation, de prendre en considération l'émigration désastreuse qui se fait maintenant des habitants de ce pays vers les *Etats-Unis*, et de rechercher les meilleurs moyens d'arrêter ce mal avant qu'il ne prenne de trop grands développements.

Le Chambre reprend les dits débats ajournés.

Et des débats ultérieurs s'en suivant.

Et la Chambre ayant continuée de siéger jusqu'après minuit, mardi matin.

Mardi, 28 Janvier 1868.

Et la question étant de nouveau proposée :

Elle est résolue dans l'affirmative.

Alors, sur motion de M. Pelletier, secondé par M. Laberge,

La Chambre s'ajourne.

Mardi, 28 Janvier 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Laberge, — la pétition de Charles Laberge et autres, de la paroisse de St. Joachim ; et la pétition de Joseph Amiot et autres, de la paroisse de Ste. Philomène ; toutes deux du comté de Châteauguay.

M. Harwood, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le dixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de la compagnie du Gaz de la cité de Québec, demandant des amendements à son acte d'incorporation, ainsi que la pétition de la

compagnie des mines d'ardoise de *Rockland*, demandant la passation d'un acte pour légaliser l'émission d'un certain montant du capital de cette compagnie, et trouve que dans les deux cas les avis nécessaires n'ont pas été donnés pendant tout le temps requis par les règles de cette Chambre; mais votre comité est convaincu que les parties intéressées ont été suffisamment informées de la demande par les avis qui ont été donnés, et il recommande en conséquence la suspension de la 51^e règle de cette Chambre.

Votre comité a aussi examiné la pétition de *Norbert D. D. Bessette* et autres, de *Chambly*, demandant à être incorporés sous le nom de compagnie hydraulique et manufacturière de *Chambly*, et trouve qu'aucun avis n'en a été donné; cependant votre comité, d'après les explications qui lui ont été fournies, est assuré qu'une mesure de cette nature ne préjudiciera en rien aux intérêts des particuliers, et il recommande que la 51^e règle soit suspendue.

Quant à la pétition de l'Union St. Joseph de *St. Jean d'Iberville*, demandant des amendements à son acte d'incorporation, votre comité trouve qu'elle est de la nature de celles qui n'exigent pas d'avis préalables.

Ordonné, Que M. Joly ait la permission d'introduire un bill pour incorporer l'association appelée Union St. Pierre du village *Bienville de Lévis*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que M. Ogilvie ait la permission d'introduire un bill pour déclarer *John Platt* propriétaire absolu de certains biens qu'il possède en vertu du testament de feu *John Platt*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 12 Victoria, chap. 282, et pour pourvoir à une nouvelle augmentation du fonds capital de la compagnie du Gaz de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, présente la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 20 de janvier 1868, pour un état des différentes sommes d'argent qui ont été octroyées au township de *Stukely*, dans le comté de *Shefford*, à même le fonds de colonisation, depuis l'année 1860; les personnes auxquelles ces différentes sommes ont été payées; et si elles ont été toutes employées pour les objets pour lesquels elles ont été octroyées; et aussi copies de toutes correspondances qui peut avoir eu lieu relativement à l'emploi de ces sommes d'argent.

Aussi, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 16 de janvier 1868, pour un état détaillé indiquant le nombre d'agents des bois et forêts dans la province de *Québec*, leur résidence, leur salaire respectif, leurs dépenses de voyage et de bureau, et le nombre de licences émises depuis 1860, l'étendue des limites accordées et les revenus perçus par ces agents; et copie des règlements et instructions donnés aux agents des terres de la couronne relativement à la vente des limites et à la coupe des bois. (Appendice N° 5.)

Ordonné, Que cette dernière réponse soit renvoyée au comité spécial nommé pour prendre en considération, dans tous ses détails, la question de la coupe des bois sur les terres publiques.

Ordonné, Que la réponse à une adresse du 20 janvier 1868, pour un état des sommes accordées au township de *Stukely*, à même le fonds de colonisation, depuis 1860, etc., soit renvoyée au comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation.

Ordonné, Que M. *Mathieu* et M. *Jodoin* soient ajoutés au comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de son Excellence.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membre de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

N. F. BELLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur recommande à la considération de l'Assemblée Législative l'octroi d'une somme de quatre mille piastres (\$4,000) pour aider à soulager la misère qui règne actuellement parmi les pêcheurs et leurs familles dans notre sœur province de la *Nouvelle-Ecosse*.

HOTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 27 janvier 1868.

Ordonné, Que ce message soit de suite renvoyé à un comité de toute la Chambre. La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu,—Qu'une somme de quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour mettre Sa Majesté en état de pouvoir faire parvenir une semblable somme à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de notre sœur province de la *Nouvelle-Ecosse*, pour venir en aide et pour être distribuée, en la manière qu'il jugera convenable, aux pêcheurs en détresse et à leurs familles dans la dite province.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Joly fait rapport d'une résolution adoptée par le comité.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Joly fait rapport de la résolution, en conséquence, laquelle est lue une seconde fois et adoptée.

Sur motion de l'honorable M. Chauveau, secondé par l'honorable M. Dunkin,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, le remerciant de son gracieux message ayant pour objet de secourir les pêcheurs en détresse de la *Nouvelle-Ecosse*, et l'informant que la Chambre a unanimement et avec joie concouru dans la recommandation de Son Excellence.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par tels membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'honorable M. le Solliciteur-Général Irvine, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de la vallée de *Massawippi*, et y a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Un bill concernant l'interprétation des statuts de cette province est, en conformité de l'ordre, lu une troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Un bill concernant la nomination des juges de paix est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Un bill concernant l'indemnité des membres de la Législature, et le salaire de l'Orateur de l'Assemblée Législative est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Ordonné, Que les résolutions passées en comité de toute la Chambre, mardi, le 21 du courant, concernant le fonds des revenus consolidés de la province, soient renvoyés au comité de toute la Chambre sur le bill concernant le département du trésor, les revenus, dépenses et comptes publics.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill intitulé : " Acte concernant le département du trésor, les revenus, dépenses et comptes publics ; " et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Simard fait rapport que le comité a examiné le bill et qu'il y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Simard fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois vendredi prochain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte concernant les abus préjudiciables à l'agriculture, chap. 26 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour s'enquérir du fonctionnement de l'acte municipal du *Bas-Canada*, et des actes concernant les abus préjudiciables à l'agriculture.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte d'agriculture, chap. 26 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour s'enquérir du fonctionnement de l'acte municipal du *Bas-Canada*, et des actes concernant les abus préjudiciables à l'agriculture.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender le chap. 26 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, intitulé : " Acte concernant les abus préjudiciables à l'agriculture, " étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour s'enquérir du fonctionnement de l'acte municipal du *Bas-Canada*, et des actes concernant les abus préjudiciables à l'agriculture.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour modifier les délimitations des comtés de *Berthier* et *Joliette*, pour les fins judiciaires, électorales et autres, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité spécial, composé de M. *Lavallée*, M. *Moll*, M. *Craig*, l'honorable M. le Procureur-Général *Quimet* et M. *Chapleau*, pour en faire rapport avec toute la diligence possible, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Alors, sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Quimet*,
La Chambre s'ajourne.

Mercredi, 29 Janvier 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Pelletier*,—la pétition du Révérend G. F. E. *Drolet* et autres, de la paroisse de *St. Michel*, comté de *Bellechasse*.

Par M. *Pozzer*,—la pétition de *David Cathcart* et autres, du township de *Jersey*, comté de *Beauce*.

Par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,—la pétition du Révérend *Marime Tassé* et autres, de la paroisse de *St. Benoît*, comté des *Deux-Montagnes*.

Par M. *Maulbour*,—la pétition de *Raphaël Michaud* et autres, de la paroisse de *St. Eloi*, comté de *Témiscouata*.

Par M. *Rhéaume*,—la pétition de la municipalité de la paroisse de *St. Roch* de *Québec-Sud*; et la pétition de *J. O. Côté*, de la cité d'*Outaouais*.

Par M. *Carter*,—la pétition du bureau protestant des commissaires d'école de la cité de *Montréal*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De G. *Béliveau* et autres, de la cité de *Montréal*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Société des Commis-Marchands de *Montréal*."

De Chs. *Langelier* et autres, de la ville de *St. Jean*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Société St. Jean-Baptiste de la ville de *St. Jean*."

Des Dames Religieuses de Notre Dame de Charité du Bon Pasteur, de *Montréal*; des Sœurs de la Miséricorde pour la régie de l'Hôpital de la Maternité de *Montréal*; de la Faculté Médicale du collège *McGill*; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Du conseil municipal du comté de *Beauce*; demandant que le chef-lieu ainsi que le bureau d'enregistrement du dit comté soient transférés en la paroisse de *St. Joseph*, comté et district de *Beauce*.

Du Révérend A. H. *Coutu* et autres, du comté de *Montcalm*; demandant de l'aide pour un chemin près de la rivière *Lacouareau*.

Du Révérend F. X. *Delâge* et autres, de la paroisse de l'*Islet*, comté de l'*Islet*; de *Jules Dumais* et autres, de la paroisse de *Trois-Pistoles*, comté de *Témiscouata*; du Révérend D. *Vézina* et autres, de la paroisse de *Matane*; et du Révérend G. *Sim. Marceau* et autres, de la paroisse *St. Simon*, comté de *Rimouski*; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

M. *Carter*, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour faciliter le partage de la succession de feu *John Coffin*, et est convenu d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que M. *Ogilvie* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 27 et 28 Victoria, chap. 56, concernant l'emmagasinage de la poudre dans les cités de *Montréal* et de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que M. *Ross* ait la permission d'introduire un bill pour amender un acte, intitulé: "Acte concernant le bureau d'agriculture et les sociétés d'agriculture."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que M. *Marchand* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de l'Union St. Joseph de *St. Jean d'Iberville*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Sur motion de M. *Larue*, secondé par M. *Simard*,

Resolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre les retours d'inspections faits depuis douze mois par M. le Dr. *Bardy*, en sa qualité d'inspecteur des écoles dans sa division, aussi bien que copie de toutes les plaintes faites au bureau de l'éducation contre le dit Dr. *Bardy*, comme tel inspecteur.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par tels membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de *M. Scriver*, secondé par *M. Marchand*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre la correspondance qui a eu lieu entre *Henry Howard*, écuyer, M. D., et le gouvernement, relativement à la proposition de *M. Howard* de bâtir un asile d'aliénés dans la cité de *Montréal*, ou dans ses environs.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par tels membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Ordonné, Que l'ordre de renvoi au comité spécial nommé pour prendre en considération, dans tous ses détails, la question de la coupe des bois sur les terres publiques, soit amendé en y ajoutant après les mots " les terres publiques " les mots suivants : " ainsi que les effets du présent système d'octroi de licences pour la coupe des bois et les meilleurs moyens de conserver et protéger les forêts publiques."

Sur motion de *M. Mailloux*, secondé par *M. Gendron*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, le priant de faire mettre devant cette Chambre une liste des juges de paix, dans et pour le district judiciaire de *Kamouraska*, résidants dans le comté de *Témiscouata*, mentionnant ceux qui ont prêté serment et se sont qualifiés pour siéger.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par tels membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte incorporant la compagnie du chemin de fer de la vallée de *Massawippi*, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Alors, sur motion de l'honorable *M. Chauveau*, secondé par l'honorable *M. Dunkin*,

La Chambre s'ajourne.

Jeudi, 30 Janvier 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par *M. Gaudet*,—la pétition du Révérend *L. S. Malo* et autres, de la paroisse de *Bécancour*.

Par *M. Ross*,—la pétition du conseil municipal du comté de *Compton*.

Par *M. Poyer*,—la pétition de *Joseph Denys* et autres, de la paroisse de *St. François*; et la pétition de *Pierre Paquet* et autres, de la paroisse de *St. George*, toutes deux du comté de *Beauce*.

Par *M. Mailloux*,—la pétition de *George LaRue*, M. D., et autres, de la paroisse de *St. George de Kakouna*, comté de *Témiscouata*.

Par *M. LaRue*,—la pétition d'*Eugène LaRue* et autres, de la paroisse de la *Pointe-aux-Trembles*, comté de *Portneuf*.

Par *M. Clément*,—la pétition du Révérend *Clovis Gagnon* et autres, de la paroisse des *Eboulements*, comté de *Charlevoix*.

Par l'honorable *M. le Procureur-Général Ouimet*,—la pétition du bureau catholique des commissaires d'école de la cité de *Montréal*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Charles Laberge* et autres, de la paroisse de *St. Joachim*; et de *Joseph Amiot* et autres, de la paroisse de *Ste. Philomène*, toutes deux du comté de *Châteauguay*; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

Ordonné, Que la pétition de *Alexandre Molson*, de la cité de *Montréal*, présentée à la Chambre ce jour, soit maintenant reçue et lue; et la dite pétition demandant que le dit bill pour déclarer *John Platt* propriétaire absolu de certains biens qu'il possède en vertu du testament de feu *John Platt*, ne devienne pas loi, est reçue et lue.

M. Harwood, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le onzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition du maire, des échevins et des citoyens de la cité de *Québec*; demandant des amendements à leur acte d'incorporation, et trouve que les avis requis par les règles de cette Chambre ont été donnés.

Quant à la pétition de *Charles Langelier* et autres; demandant à être incorporés sous le nom de "La Société St. Jean-Baptiste de la ville de *St. Jean*," votre comité est d'opinion qu'aucun avis n'est nécessaire dans ce cas.

Ordonné, Que *M. Lecavalier* et *M. LaRue* soient ajoutés au comité permanent des dépenses contingentes.

Ordonné, Que *M. Bessette* ait la permission d'introduire un bill pour amender les articles 1054 et 1105 du code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Hemming* ait la permission d'introduire un bill concernant la compagnie d'ardoise de *Rockland*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que *M. Marchand* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer "La Société St. Jean-Baptiste de la ville de *St. Jean*,"

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

L'honorable *M. Dunkin*, du comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu. (Appendice N° 6.)

L'ordre du jour étant lu, pour la reprise des débats ajournés sur la question qui a été proposée lundi dernier :

Que le cinquième rapport du comité permanent des dépenses contingentes soit maintenant adopté.

La Chambre, en conséquence, reprend ces débats ajournés.

Et la question étant proposée,

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le cinquième rapport du comité des dépenses contingentes, en y faisant l'amendement suivant :

Retranchez "avec l'approbation et l'ordre par écrit du président du comité des dépenses contingentes, tant dans la vacance que pendant la session de la Chambre," et insérez à la place ces mots "sans l'ordre par écrit du Greffier de la Chambre, approuvé (si c'est pendant la session) par le président du comité des dépenses contingentes, ou, (si c'est pendant la vacance) par *M. l'Orateur*."

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender le chapitre 63 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, en autant qu'il se rapporte au mesurage et au déchargement du charbon, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité spécial, composé de *M. Ogilvie*, *M. Carter*, *M. Ross*, *M. LaRue*, *M. Lecavalier*, *M. Marchand*, *M. Poupore*, *M. Bellingham*, *M. Robertson*, *M. Brigham*, *M. Simard*, *M. Chapleau*, *M.*

Joly, et *M. Hamilton*, devant en faire rapport avec toute la diligence possible, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour annexer le cinquième rang du township de *Stukely* à la municipalité de *Stukely-Nord*, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour s'enquérir du fonctionnement de l'acte municipal du *Bas-Canada*, et des actes concernant les abus préjudiciables à l'agriculture.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de la vallée de *Massawippi*; et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le fauteuil, et *M. Simard* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour faciliter le partage de la succession de feu *John Coffin*, étant lu.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Alors, sur motion de l'honorable *M. Chauveau*, secondé par l'honorable *M. le Procureur-Général Ouimet*,

La Chambre s'ajourne.

Vendredi, 31 Janvier 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable *M. le Procureur-Général Ouimet*,—la pétition du Révérend *D. Charland*, de la paroisse de *Beauharnois*, comté de *Beauharnois*.

Par *M. Beaubien*,—la pétition du Révérend *J. B. Langlois*, de la cité de *Montréal*.

Par *M. Hamilton*,—la pétition de *John Albert Verge* et autres, du township de *Mann*; la pétition de la municipalité du township de *Matapédia*, toutes deux du comté de *Bonaventure*; et la pétition de la municipalité du township de *Ristigouche*.

Par *M. Molleur*,—la pétition de *John M. Park* et autres, du comté de *Shefford*.

Par *M. Marchand*,—la pétition de la municipalité de la paroisse de *St. Valentin*; la pétition de la municipalité de la paroisse de *Ste. Marguerite de Blairfindie*; et la pétition de la municipalité de la paroisse de *St. Luc*, toutes du comté de *St. Jean*.

Par *M. Rhéaume*,—la pétition de *J. B. Hamel* et autres, des paroisses de *St. Roch* et *St. Sauveur*, de la cité de *Québec*.

Par *M. Simard*,—la pétition du Révérend *A. J. Légaré* et autres, porteurs de bons de la compagnie des chemins à barrières de *Québec*; et la pétition de *James G. Ross* et autres, de la cité de *Québec*.

Par *M. Bessette*,—la pétition de *J. G. Cassidy* et autres, du township de *Stukely*.

Par *M. Scriver*,—la pétition de la municipalité du township d'*Elgin*, comté de *Huntingdon*.

Par *M. Carter*,—la pétition de *William Workman* et autres, de la cité de *Montréal*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend *G. F. E. Drolet* et autres, de la paroisse de *St. Michel*, comté de *Bellechasse*,—de *Raphaël Michaud* et autres, de la paroisse de *St. Eloi*, comté de *Témiscouata*; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

De *David Cathcart* et autres, du township de *Jersey*, comté de *Beauce*; demandant de l'aide pour construire un pont sur la rivière du *Loup*.

Du Révérend *Maxime Tassé* et autres, de la paroisse de *St. Benoit*, comté des *Deux-Montagnes*; demandant de l'aide pour un hospice dans la dite paroisse.

De la municipalité de la paroisse de *St. Roch* de *Québec-Sud* ; demandant des amendements à l'acte 25 Victoria, chap. 47, intitulé : " Acte pour ériger la partie de la paroisse *St. Roch* de *Québec*, située sur la Rive Nord de la rivière *St. Charles*, en une municipalité séparée. "

De *J. O. Côté*, de la cité d'*Outaouais*, demandant que la Chambre achète un certain nombre d'exemplaires d'un ouvrage qu'il a publié, intitulé : " *Political Appointments and Elections of Canada from 1841 to 1865.* "

Du bureau protestant des commissaires d'école de la cité de *Montréal* ; demandant des amendements aux sections 131, 132 et 133 du chapitre 15 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*.

M. Harwood, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le douzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition du maire, des échevins et des citoyens de la cité de *Montréal*, demandant des amendements à leur acte d'incorporation, et trouve que les avis requis ont été donnés.

M. Carter, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement :

Bill pour amender l'acte d'incorporation des pilotes pour le havre de *Québec*, et au-dessous.

Bill pour incorporer les membres du Synode du diocèse de *Montréal*, et pour amalgamer la Société de l'Eglise du diocèse de *Montréal* avec le dit Synode.

Bill pour incorporer la société appelée " l'Union St. Pierre du village *Bienville* de *Lévis*. "

Bill pour amender l'acte incorporant " l'Union St. Joseph de *St. Jean d'Iberville*. "

Votre comité a de plus examiné les deux bills suivants, et il a l'honneur d'en faire rapport avec des amendements :

Bill pour autoriser les Sœurs de la Charité de l'Hôpital-Général de *Montréal* à acquérir des propriétés jusqu'à un certain montant, et à en disposer.

Page 1, ligne 13, retranchez depuis le mot " jouissance " jusqu'au mot " selon " dans la ligne suivante.

Ligne 24, page 1, retranchez depuis le mot " institution " jusqu'à la 3e clause.

Bill pour incorporer la " Société St. Jean-Baptiste de la ville de *St. Jean*. "

Page 1, ligne 21, après le mot " Corporation " insérez " n'excédant pas une valeur de \$2,000.00. "

Page 1, ligne 39, retranchez " d'emplacements " et insérez " immeubles. "

Et votre comité a de plus pris en considération l'opportunité d'acheter une certaine quantité d'exemplaires du manuel pratique de *Todd* sur les bills privés, pour l'usage des membres de cette honorable Chambre, — cet ouvrage fut publié en l'année 1862 sur la recommandation du comité des bills privés de l'Assemblée Législative du *Canada* d'alors, qui, après examen du manuscrit, ordonna l'achat de 160 exemplaires pour emploi immédiat ; et que les formes de cet ouvrage fussent gardées debout, de manière que les changements dans les règlements des bills privés qui pourraient être faits durant la session pussent y être insérés ; et que 300 exemplaires de l'ouvrage complet fussent alors achetés ; l'édition révisée est maintenant complètement épuisée, et comme les règlements de la Chambre des Communes, adoptés récemment, peuvent amener quelques changements dans le système des bills privés, il a été jugé à propos qu'une nouvelle édition fut préparée, expliquant la manière de procéder d'après les modifications contenues dans les nouveaux règlements. — *M. Todd* a entrepris cet ouvrage, et la Chambre des Communes a donné ordre d'acheter 300 exemplaires en anglais et 150 exemplaires en français pour l'usage des membres de

cette Chambre et qu'une somme de \$60 soit payée pour défrayer les frais de traduction, etc.

Votre comité a appris que M. *Todd* est disposé à faire tirer de nouveau un certain nombre d'exemplaires, qui seront enrichis de notes indiquant les changements qui seraient considérés nécessaires pour les adapter aux nouveaux règlements, d'après le système suivi actuellement dans les deux Chambres de cette province, et votre comité demande la permission de recommander que M. l'Orateur soit autorisé à acheter 200 exemplaires en français et 100 exemplaires en anglais de ce tirage pour l'usage de la Législature et de ses membres, à un prix n'excédant pas une piastre par exemplaire, demie reliure en veau, du même genre que la première édition.

Ordonné, Que l'honorable M. *Chauveau* ait la permission d'introduire un bill pour annexer une partie de la seigneurie de *Bélair* à la paroisse de *St. Ambroise*, et une autre partie d'icelle à la paroisse de *Ste. Catherine*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que M. *Rhéalme* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la société appelée "l'Union St. Joseph de St. Sauveur de Québec."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que la pétition de *J. O. Côté*, de la cité d'*Outaouais*; demandant que cette Chambre achète un certain nombre d'exemplaires d'un ouvrage par lui publié, intitulé : "*Political Appointments and Elections of Canada from 1841 to 1865*," soit renvoyée au comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque.

Ordonné, Que M. *Carter* ait la permission d'introduire un bill pour pourvoir à la nomination d'un prévôt des incendies pour la cité de *Montréal* et pour définir ses pouvoirs et ses devoirs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Un bill concernant le département du trésor, les revenus, dépenses et comptes publics est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Sur motion de l'honorable M. *Dunkin*, secondé par l'honorable M. *Chauveau*, le bill est amendé en effaçant la 14^e section.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : "Acte concernant le département du trésor et les revenus, dépenses et comptes publics."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Un bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de la vallée de *Massachusetts* est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour faciliter le partage de la succession de feu *John Coffin*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Carter* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Carter* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois lundi prochain.

Alors, sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Dunkin*,
La Chambre s'ajourne.

Lundi, 3 Février 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Beaudreau*,—la pétition d'*Ambroise Bérard* et autres, de la paroisse de *St. Hugues*, comté de *Bagot*.

Par M. *Garon*,—la pétition de *David Fergusson* et autres, de la seigneurie de *Métis* ; la pétition de *François Corriveau* et autres, de la paroisse *Ste. Angèle* ; la pétition du Révérend M. *Duguay* et autres, de la paroisse de *Ste. Flavie* ; la pétition du Révérend A. *Ladrière* et autres, de la paroisse de *St. Fabien* ; la pétition du Révérend L. *Desjardins* et autres, de *Ste. Cécile du Bic* ; la pétition du Révérend A. *Chouinard* et autres, de la paroisse de *St. Mathieu* ; la pétition de *Philippe Verreault* et autres, des *Méchins* ; et la pétition du Révérend *Joseph Dumas* et autres, du township de *Macnider*, toutes du comté de *Rimouski*.

Par M. *Laberge*,—la pétition du Révérend L. C. *Lussier* et autres, de la paroisse de *St. Joachim de Châteauguay*, comté de *Beauharnois*.

Par M. *Fortin*,—la pétition de la municipalité du township de *Percé* ; la pétition du Révérend D. *Roussel* et autres, de *Mont-Louis* ; la pétition de la municipalité du township de la *Grande-Rivière*, toutes du comté de *Gaspé* ; et la pétition de *Joseph Bégin* et autres, du village de *Bienville*, comté de *Lévis*.

Par M. *Tremblay*,—la pétition de la municipalité du township de *Roberval* ; la pétition du Révérend N. J. *Gauvin* et autres, de la paroisse de *St. Alphonse* ; et la pétition du Révérend A. *Pelletier* et autres, de la paroisse de *St. Alexis de la Grande-Baie*, toutes du comté de *Chicoutimi*.

Par M. *Pozzer*,—la pétition du Révérend L. B. *Hallé* et autres, de la paroisse de *St. Vital de Lambton* ; et la pétition d'*Olivier Rodrigue* et autres, de la paroisse de *St. Ephrem de Tring*, toutes deux du comté de *Beauce*.

Par M. *Dugas*,—la pétition de J. *Dufresne* et autres, de la paroisse de *Ste. Julienne*, comté de *Montcalm*.

Par M. *Ross*,—la pétition du Révérend F. X. *Vanasse*, du township de *Winslow*, comté de *Compton*.

Par M. *Church*,—la pétition de D. *Dumontier* et autres, de *Notre-Dame de Hull*.

Par l'honorable M. *Langevin*,—la pétition du Révérend F. X. *Méthot* et autres, des townships de *Langevin* et de *Ware*, comté de *Dorchester*.

Par M. *Clement*,—la pétition du Révérend L. A. *Martel* et autres, de la paroisse de *St. Irénée*, comté de *Charlevoix*.

Par M. *Lavallée*,—la pétition de *John Shields* et autres, de la paroisse de *St. Alphonse*.

Par M. *Chapleau*,—la pétition du Révérend A. *Giguère* et autres, des townships d'*Abercrombie*, *Morin*, *Béresford* et *Wexford*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend L. S. *Malo* et autres, de la paroisse de *Béancour* ; de *Joseph Denis* et autres, de la paroisse de *St. François*, comté de *Beauce* ; de *Pierre Paquet* et autres, de la paroisse de *St. George*, comté de *Beauce* ; de *George LaRue*, M. D., et autres, de la paroisse de *St. George de Kakouna*, comté de *Temiscouata* ; de *Eugène LaRue* et autres, de la paroisse de la *Pointe-aux-Trembles*, comté de *Portneuf* ; du Révérend *Clovis Gagnon* et autres, de la paroisse des *Eboulements*, comté de *Charlevoix* ; de *John Albert Verge* et autres, du township de *Mann*, comté de *Bonaventure* ; de la municipalité du township de *Matapédiac*, comté de *Bonaventure* ; de la municipalité du township de *Ristigouche*, et de la municipalité du township d'*Elgin*, comté de *Huntingdon* ; demandant respectivement que le tracé *Robinson* soit choisi pour y faire passer le chemin de fer *Intercolonial*.

Du conseil municipal du comté de *Compton* ; demandant des amendements à l'acte municipal.

Du bureau catholique des commissaires d'école de la cité de *Montréal* ; demandant des amendements aux sections 131, 132 et 133 du chapitre 15 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*.

Du Révérend *D. Charland*, de la paroisse de *Beauharnois*, comté de *Beauharnois* ; demandant une allocation annuelle pour un hospice dans la dite paroisse.

Du Révérend *J. B. Langlois*, de la cité de *Montréal* ; demandant une rémunération comme chapelain catholique de la prison de *Montréal*.

De *John M. Park* et autres, du comté de *Shefford* ; de la municipalité de la paroisse de *St. Valentin* ; de la municipalité de la paroisse de *Ste. Marguerite de Blairfindie* ; de la municipalité de la paroisse de *St. Luc*, ces trois dernières paroisses toutes du comté de *St. Jean* ; demandant respectivement des amendements à l'acte municipal et à la loi d'agriculture.

De *J. B. Hamel*, N. P., et autres, des paroisses de *St. Roch* et *St. Sauveur*, de la cité de *Québec* ; demandant un emprunt de la somme de \$400,000 pour rebâtir leurs maisons détruites par le grand incendie de 1866.

Du Révérend *A. J. Légaré* et autres, porteurs de débentures des syndics des chemins à barrières de la Rive Nord ; demandant que le gouvernement vienne en aide à la commission des chemins à barrières de la Rive Nord.

De *Jas. G. Ross* et autres, de la cité de *Québec* ; demandant que la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Québec*, demandant des amendements à leur acte d'incorporation, soit rejetée, et que cette corporation élective soit remplacée par des commissaires qui devront être nommés par la Couronne.

De *J. G. Cassidy* et autres, du township de *Stukely* ; demandant de l'aide pour un chemin.

De *William Workman* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation.

M. Harwood, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le treizième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de *G. Béliveau* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant à être incorporés sous le nom de "La Société des Commis-Marchands de *Montréal*," et trouve que les avis requis dans ce cas ont été donnés.

M. Carter, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour autoriser *Olivier Robitaille* à aliéner certains biens mobiliers et immobiliers appartenant à sa pupille, demoiselle *Marie E. J. Macdonald*, et trouve que le préambule n'a pas été prouvé, vu que le pétitionnaire peut, en s'adressant à une cour de justice, obtenir ce qu'il demande à cette Législature par son bill.

Et comme le pétitionnaire ne s'est décidé à faire cette demande qu'après avoir pris conseil de ses aviseurs légaux, votre comité, pour cette raison, désire recommander à votre honorable Chambre que l'honoraire de cent piastres qu'il a payé entre les mains du greffier en chef de ce comité, lui soit remboursé.

Votre comité a, de plus, examiné le bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de *Lévis*, et y a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Ordonné, Que *M. Molleur* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'agriculture, chapitre 26 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Un bill pour faciliter le partage de la succession de feu *John Coffin* est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour autoriser les Sœurs de la Charité de l'Hôpital-Général de *Montréal* à acquérir des propriétés jusqu'à concurrence d'une certaine valeur, et à en disposer, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour incorporer les membres du Synode du diocèse de *Montréal*, et pour amalgamer la Société de l'Eglise du diocèse de *Montréal* avec le dit Synode, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour incorporer l'association appelée "Union St. Pierre du village Bienville de *Lévis*," étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour incorporer la Société St. Jean-Baptiste de la ville de *St. Jean*, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de l'Union St. Joseph de *St. Jean d'Iberville*, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Ordonné, Que M. Chapleau soit ajouté au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, et compagnies de mines et manufacturières.

Sur motion de M. *Bellingham*, secondé par M. *Joly*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant le nombre de patients dans les asiles d'aliénés de *Beauport* et de *St. Jean* respectivement, distinguant ceux qui sont susceptibles de guérison d'avec ceux qui ne le sont pas; aussi, ce que coûte annuellement à cette province le maintien de chaque patient, et une copie du contrat fait entre le gouvernement et les propriétaires de l'asile de *Beauport*; le nombre de patients dans chacun des dits asiles durant l'année dernière, aux frais du public, soit en tout ou en partie; et ce que coûte à la province le maintien de chaque classe.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par tels membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif.

Sur motion de M. *Carter*, secondé par M. *Beaubien*,

Résolu, Que cette Chambre concourt dans cette partie du quatrième rapport du comité permanent des divers bills privés, dans lequel il est recommandé que 200 copies françaises et 100 copies anglaises, du manuel de *Todd* sur les bills privés, soient achetées pour l'usage des membres de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité pour prendre en considération le premier rapport du comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellingham* fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender la trente-sixième section de l'acte 29 et 30 Victoria, chapitre 57, incorporant la cité de *Québec*, étant lu, M. *Rhétarme*, secondé par M. *Verreault*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Et objection étant faite, que ce bill est un bill privé et qu'il aurait dû être présenté à la suite d'une pétition, M. l'Orateur décide que c'est en effet un bill privé.

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le dit bill soit retiré.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour changer le chef-lieu du district judiciaire de *Kamouraska*, étant lu,

Ordonné, Que ce bill soit lu la seconde fois mercredi prochain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour ériger la paroisse de *Ste. Cécile*, dans la comté de *Shefford*, district de *Bedford*, en une municipalité, étant lu, M. *Bessette*, secondé par M. *Verreault*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Et objection étant faite, que ce bill est un bill privé et qu'il aurait dû être présenté à la suite d'une pétition, M. l'Orateur décide que c'est en effet un bill privé.

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le dit bill soit retiré.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte 27 et 28 Vic., chap. 56, concernant l'emmagasinage de la poudre dans les cités de *Québec* et de *Montréal*, étant lu,

Ordonné, Que le bill soit lu la seconde fois jeudi prochain.

Le Greffier du Conseil Législatif a remis, à la barre de la Chambre, le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé :

" Acte concernant l'indemnité des membres de la Législature et le salaire de l'Orateur de l'Assemblée Législative, " sans amendement.

Et ensuite il s'est retiré.

Alors, sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Dunkin*, La Chambre s'ajourne.

Mardi, 4 Février 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Marchand*,—la pétition du conseil-de-ville de la ville de *St. Jean*.

Par M. *Thérien*,—la pétition de la municipalité de la paroisse de *St. Philippe*.

Par M. *Fortin*,—la pétition d'*Amable Guay* et autres, de la paroisse de *St. Joseph de Lévis*.

Par l'honorable M. *Dunkin*,—la pétition du Révérend A. *Desnoyers* et autres, du township de *Bolton*, comté de *Brome*.

M. *Carter*, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le sixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait des amendements qu'il soumet à votre considération :

Bill pour permettre à la Société de Construction Canadienne de *Montréal* de devenir une société permanente de construction.

Bill pour autoriser les chambres des notaires à admettre, après examen, *Norbert D. D. Bessette* comme notaire.

Dans ce dernier cas, votre comité desire recommander à votre honorable Chambre qu'une remise de \$60.00 soit faite au pétitionnaire sur les honoraires de \$100.00 qu'il a payés entre les mains du Greffier en chef de ce comité, vu la situation peu fortunée dans laquelle il se trouve.

Votre comité a aussi examiné le bill pour incorporer le *Quebec Curling Club*, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

M. *Lavallée*, du comité spécial sur le bill pour modifier les délimitations des comtés de *Berthier* et de *Joliette*, fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

M. *Harwood*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le quatorzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de *William Workman* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant d'être incorporés comme société de bâtisse dans la province de *Québec*, pour les objets y mentionnés, et trouve que les avis n'ont pas été donnés ; mais votre comité recommande la suspension de la 51e règle, voyant que les intérêts des particuliers ne peuvent être affectés par une demande de cette nature.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill intitulé : " Acte des clauses générales des compagnies à fonds social," étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour vendredi prochain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour annexer une partie de la seigneurie de *Bélair* à la paroisse de *St. Ambroise*, et une autre partie d'icelle à la paroisse de *Ste. Catherine*, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour vendredi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le premier rapport du comité conjoint des deux Chambres, au sujet des impressions de la Législature ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Joly fait rapport que le comité a examiné le rapport et y a fait plusieurs amendements.

Ordonné, Que ce rapport soit maintenant reçu.

M. Joly fait rapport du rapport, en conséquence, lequel, tel qu'amendé, est lu comme suit :

PREMIER RAPPORT DU COMITÉ COLLECTIF DES IMPRESSIONS.

Le comité collectif des deux Chambres, au sujet des impressions de la Législature, fait rapport qu'il a préparé le tableau ci-annexé des impressions et de la distribution des documents imprimés, qu'il soumet respectueusement.

DISTRIBUTION SESSIONNELLE DES PAPIERS IMPRIMÉS.

<i>Procès-verbaux du Conseil.</i>	Fr.	An.	<i>Rapports des Départements.</i>	Fr.	An.
Conseil—24 membres.....	40	32	Conseil—24 membres.....	40	32
Départements, bureaux, etc.....	100	70	Le reste.....	50	30
Assemblée—65 membres.....	65	65	Assemblée—65 membres.....	115	80
Le reste (à l'Assemblée).....	45	33	Le reste.....	295	158
Total.....	250	200	Total.....	500	300
<i>Votes de l'Assemblée Législative.</i>			<i>Bills Privés.</i>		
Conseil—24 membres.....	24	24	Conseil—24 membres.....	24	24
Le reste (au Conseil).....	26	26	Le reste.....	31	21
Assemblée—65 membres.....	115	80	Assemblée—65 membres.....	65	65
Départements, bureaux, journaux.....	335	195	Le reste.....	80	40
Total.....	500	325	Le reste { Ce reste est pour la Chambre dans laquelle le bill est introduit (selon le cas.).....	125	100
<i>Bills Publics et Documents.</i>			Total.....	325	250
Conseil—24 membres.....	40	32	<i>Troisième lecture des Bills (Conseil.)</i>		
Le reste.....	40	30	Conseil—Pour liasses.....	50	25
Assemblée—65 membres.....	115	80	Assemblée—65 membres.....	65	65
Le reste.....	305	158	Le reste.....	85	60
Total.....	500	300	Total.....	200	150
<i>Ordres du jour.</i>			<i>Troisième lecture des Bills (Assemblée.)</i>		
Conseil—24 membres.....	16	8	Conseil—24 membres.....	24	24
Le reste.....	26	26	Le reste.....	41	20
Assemblée—65 membres.....	40	16	Assemblée—Pour liasse.....	186	156
Bureaux, départements et journaux.....	159	150	Total.....	250	200
Total.....	250	200			

DISTRIBUTION DES JOURNAUX ET PAPIERS SESSIONNELS.—VOLUMES RELIÉS.

<i>Journaux du Conseil Législatif.</i>		Fr.	An.			Fr.	An.
				Assemblée—Distribution du dehors.....		113	100
Conseil—24 membres.....	32	16		• Echanges avec les biblio-			
• Réserve.....	30	20		thèques.....		40	40
Assemblée—Distribution du dehors, soit	80	40		• Réserve.....		59	49
• 65 membres.....	49	16		Total		350	250
• Echanges avec les biblio-							
thèques.....	20	20					
• Réserve.....	39	38					
				<i>Papiers sessionnels.</i>			
Total	250	150		Conseil—24 membres.....		32	16
				• Réserve.....		25	25
<i>Journaux de l'Assemblée.</i>				Assemblée—65 membres.....		98	32
Conseil—24 membres.....	15	9		• Distribution du dehors.....		159	150
• Réserve.....	25	20		• Echanges avec les biblio-			
Assemblée—65 membres.....	98	32		thèques.....		50	50
				• Réserve.....		86	77
				Total		450	350

Les départements de l'exécutif à *Ottawa, Toronto et Québec*, et les départements des Terres de la Couronne, du Secrétaire Provincial, des Travaux Publics et des Mines dans la *Nouvelle-Ecosse* et le *Nouveau-Brunswick*, les Juges des Cours Supérieures dans la Puissance, les Collèges, les Universités, etc., dans la Puissance et certaines bibliothèques dans la Puissance, en *Angleterre*, aux *Etats-Unis*, et autres contrées avec lesquelles les échanges sont ordinairement faites, une copie de chaque volume relié des journaux et des papiers sessionnels.

Le dit rapport, étant lu une seconde fois, est adopté.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser les Sœurs de l'Hôpital-Général de *Montréal* à acquérir des propriétés jusqu'à concurrence d'une certaine valeur, et à en disposer; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Chapleau* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Chapleau* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer les membres du Synode du diocèse de *Montréal*, et pour amalgamer la Société de l'Eglise du diocèse de *Montréal* avec le dit Synode; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Fortin* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer l'association appelée "Union St. Pierre du village Bienville de *Lévis*;" et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Hemming* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Hemming* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la Société St. Jean-Baptiste de la ville de *St. Jean*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bachand* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Bachand* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte d'incorporation de l'Union St. Joseph de St. Jean d'Iberville; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Simard fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Simard fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements en sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte 23 Vic., chap. 123, incorporant les pilotes pour le havre de Québec et au-dessous, étant lu,

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit retiré.

Sur motion de l'honorable M. Cauchon, secondé par M. Chapleau,

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le bill pour amender l'acte 23 Vict., chap. 123, incorporant les pilotes pour le havre de Québec et au-dessous, soit remboursé.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender les divers actes incorporant la ville de Lévis, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le Greffier du Conseil Législatif a remis, à la barre de la Chambre, le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte concernant les statuts de cette province. "

Bill intitulé : " Acte concernant la nomination des juges de paix. "

Et ensuite, il s'est retiré.

Alors, sur motion de l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, secondé par l'honorable M. Dunkin,

La Chambre s'ajourne.

Mercredi, 5 Février 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Hemming,—la pétition de Hugh Allan et autres, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Langevin,—la pétition de Louis Carrier et autres, de la ville de Lévis.

Par M. Jodoin,—la pétition du Révérend A. Thibeault et autres, du village du bassin de Chambly.

Par M. Poupore,—la pétition de Terrence Duff et autres, du township de l'Isle des Allumettes et autres lieux.

Par M. Desautniers (Maskinongé),—la pétition du conseil municipal du comté de Maskinongé.

Par M. Ogilvie,—la pétition du dispensaire de Montréal.

Par M. LaRue,—la pétition d'Antoine Blondeau et autres, de la paroisse de Ste. Catherine.

Par M. Laberge,—la pétition de la municipalité de la paroisse de Ste. Martins, comté de Châteauguay.

Par M. Picard,—la pétition de Louis Lemire et autres, du township de Tingwick, comté d'Arthabaska.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Ambroise Bérard* et autres, de la paroisse *St. Hugues*, comté de *Bagot* ; demandant à être annexés à la paroisse *St. Marcel*, dans le comté de *Richelieu*.

De *David Fergusson* et autres, de la seigneurie de *Métis* ; demandant la construction d'un quai à *Métis*.

Du Révérend *L. C. Lussier* et autres, de la paroisse de *St. Joachim de Châteauguay*, comté de *Beauharnois* ; demandant de l'aide pour un pont sur la rivière *Châteauguay*.

De la municipalité du township de *Percé*, comté de *Gaspé* ; demandant que le dit township soit divisé en deux municipalités séparées.

Du Révérend *D. Roussel* et autres, de *Mont-Louis*, comté de *Gaspé* ; demandant de l'aide.

De la municipalité du township de la *Grande-Rivière*, comté de *Gaspé* ; demandant que le dit township soit divisé en deux municipalités séparées.

De la municipalité du township de *Roberval* ; demandant de l'aide pour terminer la 3e section du chemin *Kénogami*.

De *J. Dufresne*, *M. P.*, et autres, de la paroisse *Ste. Julienne*, et autres paroisses du comté de *Montcalm* ; demandant des amendements à l'acte 20 Vict., chap. 44, intitulé : "Acte concernant la cour de circuit."

Du Révérend *F. X. Vanasse*, du township de *Winslow*, comté de *Compton* ; demandant de l'aide pour un chemin dans les townships de *North Winslow* et *North Whitton*.

De *D. Dumontier* et autres, de *Notre-Dame de Hull*, comté d'*Ottawa* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'Union *St. Joseph* de *Notre-Dame de Hull*, dans le comté d'*Ottawa*.

Du Révérend *F. X. Mithot* et autres, des townships de *Langevin* et *Ware*, comté de *Dorchester* ; demandant de l'aide pour un chemin dans le township de *Ware*.

De *John Shields* et autres, de la paroisse *St. Alphonse* ; demandant de l'aide pour un chemin dans la dite paroisse.

Du Révérend *A. Giguère* et autres, des townships de *Abercrombie*, *Morin*, *Beresford* et *Wexford* ; demandant du délai pour le paiement de leurs arrérages au gouvernement.

De *François Corriveau* et autres, de la paroisse de *Ste. Angèle* ; du Révérend *M. Duguay* et autres, de la paroisse de *Ste. Flavie* ; du Révérend *A. Ladrière* et autres, de la paroisse de *St. Fabien* ; du Révérend *La. Desjardins* et autres, de *Ste. Cécile du Bic* ; du Révérend *Ant. Chouinard* et autres, de la paroisse de *St. Mathieu* ; de *Philippe Verreault* et autres, des *Méchins* ; du Révérend *Joseph Dumas* et autres, du township de *Macnider*, toutes du comté de *Rimouski* ; du Révérend *N. J. Gauvin* et autres, de la paroisse *St. Alphonse* ; du Révérend *A. Pelletier* et autres, de la paroisse de la *Grande Baie*, ces deux pétitions du comté de *Chicoutimi* ; du Révérend *La. B. Hallé* et autres, de la paroisse de *St. Vital de Lambton* ; d'*Olivier Rodrigue* et autres, de la paroisse de *St. Ephrem de Tring*, ces deux pétitions du comté de *Beauce* ; et du Révérend *La. A. Martel* et autres, de la paroisse de *St. Irénée*, comté de *Charlevoix* ; demandant respectivement que le tracé *Robinson* soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

De *Joseph Bégin* et autres, du village de *Bienville*, comté de *Lévis* ; demandant que le tracé *Robinson* soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial, et que le terminus du dit chemin de fer soit fixé à *Lévis*, vis-à-vis *Québec*.

M. Carter, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le septième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait des amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill concernant les minutes de feu *Théod. Doucet*, en son vivant de la cité de *Montréal*, notaire.

Bill pour incorporer la compagnie de manufacture de *Montréal*.

Ordonné, Que l'honorable *M. Cartier* ait la permission d'introduire un bill pour amender les actes relatifs à la corporation de la cité de *Montréal*, et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

L'honorable M. *Chauveau*, un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence ;

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

N. F. BELLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec* transmet, pour l'information de l'Assemblée Législative, une copie d'une dépêche du Très-Honorable Secrétaire d'Etat pour les Colonies, ainsi que des pièces incluses dans cette dépêche adressée au Gouverneur-Général de la puissance du *Canada*, dont copies lui ont été transmises, et faisant connaître les conditions de la création d'une bourse de cent louis par année et valable pour trois ans, qui pourra être accordée à tout candidat résidant dans la puissance du *Canada*, lequel deviendra éligible au concours, et qui désirera continuer ensuite un cours d'études académiques dans la *Grande-Bretagne*.

Cette bourse est créée par l'institution d'éducation de *Gilchrist*.

Le candidat heureux pourra opter pour son cours d'étude entre " l'Université d'Edimburg " et " University College " de *Londres*.

Les candidats approuvés par les autorités locales devront se présenter à l'examen d'immatriculation de l'Université de *Londres*, qui a lieu au milieu de l'été, et qui aura lieu, en même temps à *Québec*, *Montréal*, *Kingston*, *Toronto*, *Ottawa*, *Halifax*, et dans une ville du *Nouveau-Brunswick* qui sera ultérieurement désignée, et commençant le dernier lundi de juin, sous la direction de sous-examineurs nommés par le Gouverneur de la puissance du *Canada*.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 4 février 1868.

DOWNING STREET,
23 août 1867.

Canada.—N° 75.

MILORD,—J'ai l'honneur de transmettre à votre seigneurie la copie ci-jointe d'une lettre du secrétaire aux administrateurs d'une institution appelée : " l'Institution d'Education de *Gilchrist*." ("*The Gilchrist Educational Trust*.") J'inclus aussi un document imprimé contenant les conditions émises depuis par les administrateurs.

Ce document donne les noms des villes dans lesquelles les candidats approuvés par les autorités locales pour concourir pour la bourse proposée pourront se présenter eux-mêmes pour subir un examen.

Mais le nom de la ville qui doit être choisie dans le Nouveau-Brunswick est omis, dans le doute de la préférence qui doit être donnée à *Frédéricton* ou à *St. Jean*.

Je vous prie d'avoir la complaisance de me faire connaître laquelle des deux villes il serait plus convenable de choisir pour l'accommodation du public.

J'ai l'honneur, etc.,

(Signé,)

BUCKINGHAM ET CHANDOS.

Au Gouverneur le Très-Honorable
Vicomte MONCK, etc., etc., etc.

INSTITUTION D'ÉDUCATION DE GILCHRIST.

(Gilchrist Educational Trust.)

ADMINISTRATEURS.

CHARLES HOLLAND, *écr., M. D. F. R. S.* (Membre de la S. Royale.)
 SIR JOHN BOWRING, *L. L. D., (Docteur en loi,) F. R. S.* (M. de la S. Royale.)
 ROBERT VERITY, *écr., M. D.,*
 WILLIAM BURNLEY HUME, *écr.,*
 GEORGE GROTE, *écr., D. C. L., (Docteur en loi,) F. R. S.* (M. de la S. Royale.)

SECRÉTAIRE.

W. B. CARPENTER, *écr., M. D., F. R. S.* (M. de la S. Royale.)

CONSEIL PERMANENT.

J. H. BOWRING, *écr.*

AVOCATS ET PROCUREURS.

Messieurs F. H. & G. J. BRAIKENRIDGE.

UNIVERSITÉ DE LONDRES, (Ouest.)

9 Avril 1867.

MONSIEUR,—En vertu d'instructions reçues des administrateurs de l'Institution d'Éducation de Gilchrist, j'ai l'honneur de vous faire l'exposé suivant, et de vous prier de faire en sorte que le Secrétaire d'Etat pour les Colonies le prenne sous sa considération.

L'institution ci-haut mentionnée a été créée en vertu du testament de feu le Docteur Gilchrist "pour l'avantage, l'avancement et le développement de l'éducation et de la science dans toutes les parties du monde, en autant que les circonstances pourraient le permettre;" et les administrateurs ayant d'abord fait des dispositions, calquées sur le projet qui accompagne les présentes, pour la fondation de bourses dans le but d'encourager l'éducation parmi les natifs de l'Inde, dans ce pays, (avec lequel le Dr. Gilchrist a été tout particulièrement en relation,) ils sont maintenant en mesure d'offrir les mêmes avantages aux colonies de l'Australie et du Canada.

À cette fin, les administrateurs ont l'intention de fonder une bourse, de la valeur de £100 par année, laquelle serait accordée annuellement à chacune des colonies déjà nommées. Cette bourse sera valable pour trois ans. Leur intention est que le boursier suive un cours d'études dans une des quatre facultés de l'Université de Londres, c'est-à-savoir: Arts, Sciences, Loi ou Médecine; mais ils le laisseront probablement libre de résider et d'étudier soit à Londres, soit à Edimbourg. C'est le désir des administrateurs que la nomination à ces bourses soit faite au concours, et que l'examen soit le même que l'examen d'immatriculation de l'Université de Londres, conduit selon le plan qui a si bien réussi lorsqu'il s'est agi du Collège Royal de l'Île Maurice, les papiers étant envoyés par la voie du bureau colonial à des sous-examineurs nommés par les autorités locales, et les réponses des candidats étant expédiées par la même voie pour être revues dans ce pays. Et c'est l'espoir des administrateurs que, dans le but d'encourager un projet qui (on peut le présumer) sera très-avantageux aux colonies auxquelles ils désirent en procurer les avantages, le gouvernement de Sa Majesté voudra bien co-opérer avec eux, en engageant le conseil de l'Université de Londres à étendre son système d'examen aux capitales des colonies de l'Australie et du Canada; et en assurant toutes les facilités requises, j'ai raison de croire que d'autres candidats, à part ceux qui concourront à cette bourse, seront heureux de se prévaloir de cette occasion de se faire immatriculer et de devenir membres de l'Université de Londres.

J'ai l'honneur, etc.,

(Signé,)

W. B. CARPENTER.

SIR F. ROGERS, Baronet,
 etc. etc., etc.

(Copies.)

INSTITUTION D'ÉDUCATION DE GILCHRIST.

(Gilchrist Educational Trust.)

ADMINISTRATEURS.

SIR JOHN BOWRING, L. L. D. (Docteur en loi.) F. R. S. (Membre de la S. Royale).
 ROBERT VERITY, écrivain, M. D.
 WILLIAM BURNLEY HUME, écrivain.
 GEORGE GROTE, écrivain, D. C. L. (Docteur en loi.) F. R. S. (M. de la S. Royale).
 RICHARD LEIGH HOLLAND, écrivain.

SECRÉTAIRE.

WILLIAM B. CARPENTER, écrivain, M. D., F. R. S. (M. de la S. R.)

(Toutes communications devront être envoyées à l'adresse du secrétaire de l'Institution d'Éducation de Gilchrist, Université de Londres, Londres Ouest.)

CONDITIONS DES BOURSES FONDÉES PAR L'INSTITUTION D'ÉDUCATION DE GILCHRIST POUR L'AVANTAGE DES JEUNES GENS RÉSIDANT DANS LA PUISSANCE DU CANADA :

"Une bourse, de la valeur de £100 par an, et valable pour trois ans, sera annuellement accordée à tout candidat résident de la Puissance du Canada, lequel deviendra éligible au concours, et désirera continuer ensuite un cours d'études académiques dans la Grande-Bretagne, moyennant les conditions suivantes :

"1. Chaque candidat devra, ou être natif du Canada, ou y résider depuis les cinq années précédant immédiatement l'examen."

"2. Chaque candidat devra fournir aux autorités locales la preuve satisfaisante qu'il est âgé de 16 ans au moins, et de 22 ans au plus.

"Chaque candidat devra aussi prouver d'une manière satisfaisante aux autorités locales que sa moralité lui donne droit à être admis à concourir pour une bourse.

"4. Les candidats approuvés par les autorités locales se présenteront, à l'époque de l'examen d'immatriculation de la St. Jean de l'Université de Londres, lequel aura lieu simultanément à Québec, Montréal, Kingston, Toronto, Ottawa, Halifax, et dans une ville à nommer subséquemment dans le Nouveau-Brunswick, commençant le dernier lundi de juin, sous la direction des sous-examineurs nommés par le Gouverneur de la Puissance du Canada.

"5. Les réponses des candidats, approuvées comme susdit, seront expédiées par la voie du bureau colonial, au régistrateur de l'Université, qui les fera revoir par les examinateurs, et rédigera un rapport des résultats de l'examen ; et la bourse sera accordée au candidat qui aura gagné les meilleures notes à cet examen, pourvu que ce soit "les honneurs," ou qu'il soit admis à faire partie de la 1^{ère} division.

"6. La décision des examinateurs sera immédiatement transmise par le secrétaire de l'Institution de Gilchrist, voie du bureau colonial, aux autorités locales des capitales des colonies, pour être par icelles annoncée aux candidats.

"7. Le candidat heureux devra arriver à Londres et se présenter au secrétaire de l'Institution de Gilchrist, au plus tard dans la première semaine d'octobre qui suivra sa nomination.

"8. Chaque boursier aura à opter pour son cours d'étude entre l'Université d'Edimbourg et le "University College" de Londres ; mais on attendra de lui qu'il poursuive ses études, en vue de prendre ses degrés dans une des quatre facultés de l'Université de Londres.

"9. Chaque bourse sera considérée comme commençant à partir du 1^{er} juillet qui suivra la décision des examinateurs, et sera payée trimestriellement les premiers jours d'octobre, janvier, avril et juillet.

"10. Chaque boursier suivra dans chaque session au moins trois cours de lectures à l'Institution dans laquelle il étudiera et transmettra au secrétaire de l'Institution de Gilchrist, à la fin de chaque session, un certificat de chacun des professeurs dont il aura suivi les cours, constatant que sa diligence et sa conduite ont

été satisfaisantes. S'il ne peut produire tel certificat, ou s'il est prouvé qu'il s'est mal conduit ailleurs, il sera considéré comme ayant perdu tout droit aux paiements restants de sa bourse.

" 11. Chaque boursier devra se présenter lors du premier examen, dans une des quatre Facultés de Londres : Arts, Science, Droit ou Médecine, avant l'expiration de la seconde année (académique), (*) à dater du jour où il aura obtenu sa bourse ; à moins qu'il n'en soit excusé par les administrateurs, et s'il ne se présente pas (à moins d'une permission des administrateurs), ou s'il manque de passer, il sera considéré comme ayant perdu ses droits restants de sa bourse.

Après avoir passé son premier examen, il devra poursuivre ses études, en vue de se présenter au second examen, dans l'espace de deux années académiques.

" 12. Le projet ci-dessus sera sujet à révision de temps en temps, les administrateurs se réservant le pouvoir de modifier les conditions de la bourse, ou de les retirer entièrement, s'ils jugent à propos de faire l'un ou l'autre. Mais il ne sera fait aucun changement de nature à affecter les intérêts des candidats déjà pourvus de bourses, ni dans aucun cas, sans un avis préalable de douze mois."

(*) Ainsi un candidat dont la bourse commence au 1er juillet 1868 serait considéré comme ayant rempli cette condition s'il passe le premier examen de *L. L. B. (Legum Baccalaureus)* en janvier 1870 ; ou le premier examen de *A. B. (Bachelier ès Arts)*, le premier *B. Sc. (Bachelier ès Sciences)* ou l'examen préliminaire scientifique de *M. B. (Bachelier en Médecine)* en juillet 1870.

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR,
Québec, 6 Septembre 1867.

MONSIEUR,—J'ai reçu instruction du Gouverneur-Général de vous transmettre sous ce pli une copie d'une dépêche du Secrétaire d'Etat pour les colonies renfermant une copie d'une lettre du Secrétaire aux administrateurs d'une Institution appelée : " l'Institution d'Education de Gilchrist " (*The Gilchrist Educational Trust.*) Je dois vous prier de vouloir bien me faire savoir, pour l'information du Gouverneur-Général, aussitôt que possible, laquelle des deux villes, de Fredericton ou St. Jean, devrait être choisie dans le Nouveau-Brunswick, pour y fixer le siège où devra se faire l'examen des candidats.

Je dois aussi vous représenter que la dépêche du Duc de Buckingham ainsi que les pièces y incluses devraient être rendues publiques par l'intermédiaire de la *Gazette Officielle* et de la presse locale ; et que les candidats pour l'année prochaine devraient être requis de vous transmettre leurs noms, pas plus tard que le 1er Mai 1868.

J'ai l'honneur, etc.,

(Signé)

DENIS GODLEY,
Secrétaire du Gouverneur.

A l'honorable Secrétaire d'Etat }
pour la Puissance.

PROVINCES,
Ottawa, 8 Octobre 1867.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous transmettre la copie ci-jointe d'une lettre du Secrétaire de Son Excellence le Gouverneur-Général, ainsi qu'une copie d'une dépêche, à laquelle cette lettre fait allusion, du très-honorable Secrétaire d'Etat pour les colonies, et des pièces incluses dans cette dépêche.

La dépêche du Secrétaire d'Etat avec les pièces qui l'accompagnent s'expliquent suffisamment par elle-mêmes, et la lettre du Secrétaire du Gouverneur-Général indique la direction qui, suivant l'opinion de Son Excellence, devrait être dès l'abord donnée à cette affaire.

sept. 1867.
Vo. 75, 23 août
1867.
lettre à Sir F.
Jagers des ad-
mini trateurs
de l'Institution
de l'Education de
Gilchrist, 9
avril 1867.
Conditions pour
obtenir une
bourse (imprimé.)

Puis-je vous prier de vouloir bien soumettre ces documents à la considération immédiate de votre gouvernement, et de m'informer des démarches qu'il pourra se décider à faire relativement à cette question.

Je n'ai pu m'occuper plus tôt de cette affaire, par suite de mon absence forcée du siège du gouvernement, jusqu'à ces derniers jours.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre très-obéissant serviteur,

ADAMS G. ARCHIBALD,

Secrétaire d'Etat pour les Provinces.

A Son Excellence

SIR NARCISSE F. BELLEAU,

Chevalier,

Lieutenant-Gouverneur, Québec.

Ordonné, Que l'honorable payé sur le bill pour autoriser *Olivier Robitaille* à aliéner certaines propriétés mobilières et immobilières, appartenant à *Marie Eltonore Isabella Macdonald*, sa pupille, comme usufruitière, soit remboursé.

Ordonné, Que l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la Société des Commis-Marchands de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. *Beaubien*, secondé par M. *Joly*, propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, représentant à Son Excellence que, dans le but de favoriser l'instruction agricole dans cette province, cette Chambre est d'avis qu'il est convenable d'accorder un octroi de terres publiques à tout élève qui aura, ou à certains élèves qui auront, suivi un cours de deux ans dans une école d'agriculture de cette province, approuvée par le ministre d'agriculture, et priant Son Excellence de recommander un octroi de ce genre à la Législature provinciale.

L'honorable M. *Chauveau* propose, sous forme d'amendement, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots: "il soit donné instruction au comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation de prendre en considération si, en vue de promouvoir l'instruction agricole de cette province, il est convenable d'accorder un octroi de terres publiques à tout élève qui aura, ou à tous élèves qui auront, suivi un cours de deux ans dans une école d'agriculture de cette province, approuvée par le ministre d'agriculture" soient mis à la place. Et la question étant mise aux voix sur l'amendement, elle est résolue affirmativement.

Alors, la question principale, telle qu'amendée, étant mise aux voix,

Ordonné, Qu'il soit donné instruction au dit comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation tel qu'exprimé ci-dessus.

Ordonné, Que M. *Bessette*, M. *Brigham*, M. *Dugas* et M. *Chapleau* soient ajoutés au comité spécial nommé pour s'enquérir du fonctionnement de l'acte municipal du *Bas-Canada* et des actes concernant les abus préjudiciables à l'agriculture.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour modifier les délimitations des comtés de *Berthier* et de *Joliette*, pour les fins électorales, judiciaires et autres; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Marchand* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender les articles 1054 et 1105 du code de procédure civile, étant lu,

M. *Bessette*, secondé par M. *Picard*, propose que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

M. Carter propose, sous forme d'amendement à la question, secondé par M. Bachand, que le mot " maintenant " soit retranché, et qu'il soit remplacé par les suivants : " de ce jour en six mois."

Et des débats s'en suivant.

Le dit amendement est, avec la permission de la Chambre, retiré.

Ordonné, Que le dit ordre du jour soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit retiré.

Un bill pour autoriser les Sœurs de la Charité de l'Hôpital-Général de *Montréal* à acquérir des propriétés jusqu'à concurrence d'une certaine valeur, et à en disposer, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Un bill pour incorporer les membres du Synode du diocèse de *Montréal*, et pour amalgamer la Société de l'Eglise du diocèse de *Montréal* avec le dit Synode, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte pour incorporer le "Synode du diocèse de *Montréal*," et pour amalgamer la " Société de l'Eglise du diocèse de *Montréal*" avec le dit Synode."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Un bill pour incorporer la société appelée " l'Union St. Pierre du village Bien-ville de *Lévis* " est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Un bill pour incorporer la Société St. Jean-Baptiste de la ville de *St. Jean* est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Un bill pour amender l'acte d'incorporation de l'Union St. Joseph de *St. Jean d'Iberville* est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender les divers actes d'incorporation de la ville de *Lévis* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Simard fait rapport que le comité a examiné le bill et qu'il lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour permettre à la " Société de Construction Canadienne de *Montréal* " de devenir une société permanente de construction et pour lui octroyer une charte d'incorporation, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour autoriser les Chambres des Notaires à admettre, après examen, Norbert Damase Daniel Bessette comme notaire, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour incorporer le " *Quebec Curling Club*," étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Résolu, Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil Législatif, pour communiquer à leurs Honneurs la cédule de la distribution des documents imprimés pour l'usage de la Législature, adoptée hier par cette Chambre, telle qu'amendée d'après celle recommandée par le comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, et pour demander son concours.

Ordonné, Que l'honorable M. *Dunkin* porte le dit message au Conseil Législatif.

Alors, sur motion de l'honorable M. le Procureur-Général *Quimet*, secondé par l'honorable M. *Dunkin*,

La Chambre s'ajourne.

Jeudi, 6 Février 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Simard*,—la pétition de la municipalité du township de *Forsyth*, comté de *Beauce*.

Par M. *Jodoin*,—la pétition de *Pierre Bétournay* et autres, de la paroisse de *Longueuil*.

Par M. *Hemming*,—la pétition de *F. Prétontaine* et autres, du township de *Durham-Sud*, comté de *Drummond*.

Par M. *Molleur*,—la pétition de *L. Roy* et autres, de la paroisse de *St. George de Henriville*, comté d'*Iberville*.

Par M. *Pozér*,—la pétition du Révérend *F. E. Moore* et autres, de la paroisse de *St. Frédéric*, comté de *Beauce*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du conseil-de-ville de la ville de *St. Jean* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Du Révérend *A. Desnoyers* et autres, du township de *Bolton*, comté de *Brome* ; demandant de l'aide pour un chemin dans le dit township.

De la municipalité de la paroisse de *St. Philippe* ; demandant que le tracé *Robinson* soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

De *Amable Guay* et autres, de la paroisse de *St. Joseph de Lévis* ; demandant que le tracé *Robinson* soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial, et que le terminus du dit chemin de fer soit fixé à *Lévis*, vis-à-vis *Québec*.

M. *Harwood*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le quinzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de la municipalité du township de *Percé*, demandant que le dit township soit divisé en deux municipalités séparées ; et celle de la municipalité du township de la *Grande-Rivière*, comté de *Gaspé*, demandant que le dit township soit aussi divisé en deux municipalités séparées, et trouve que dans les deux cas tous les avis nécessaires n'ont pas été donnés, mais que, par les informations qui ont été données à votre comité, il a acquis la conviction que tous les intéressés sont suffisamment informés de ces demandes, et il recommande en conséquence la suspension de la 51^e règle de cette Chambre, et que des bills basés sur ces deux pétitions soient reçus, quoique le délai pour recevoir les bills privés soit expiré.

Votre comité a aussi examiné la pétition de *D. Dumontier* et autres, demandant à être incorporés sous le nom de "l'Union St. Joseph de Notre-Dame de *Hull*," et trouve que dans ce cas nul avis n'est requis.

M. *Carter*, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le huitième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte 23 Vict., chap. 70, concernant les inhumations dans un certain cimetière en la cité de *Québec*, et à l'honneur de le rapporter sans amendement.

Votre comité a aussi l'honneur de recommander à votre honorable Chambre, que l'avis de dix jours, requis par la 60e règle de cette Chambre, soit limité à deux jours seulement, à compter de la date de l'ordre de référence de tous bills privés pour la prise en considération de ces bills par ce comité, pour le reste de la session ; et que la dite 60e règle soit suspendue de manière à permettre à votre comité de prendre en considération tous tels bills, deux jours après celui de l'affichage.

L'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de recommander à votre honorable Chambre l'adoption de la résolution suivante :

Résolu, Que durant le reste de la présente session, les dix jours d'avis requis par la 60e règle de la Chambre soient limités à deux jours, telle période devant être comptée depuis la date de l'ordre renvoyant un bill à la considération de votre comité ; et que la dite 60e règle soit suspendue en conséquence de cette résolution de manière à permettre à votre comité de prendre tel bill en considération après deux jours que telle notice aura été affichée.

Ordonné, Que pour le reste de la session, les dix jours d'avis, requis par la 60e règle de la Chambre, soient limités à deux jours, ce temps devant compter de la date de l'ordre de renvoi de tout bill soumis à la considération du comité, et que la dite 60e règle soit en conséquence suspendue.

Ordonné, Que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au bill pour diviser la municipalité de la seigneurie et du township de la *Grande-Rivière*, dans le comté de *Gaspé*, en deux municipalités séparées.

Ordonné, Que M. *Fortin* ait la permission d'introduire un bill pour diviser la municipalité de la seigneurie et du township de la *Grande-Rivière*, dans le comté de *Gaspé*, en deux municipalités séparées.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au bill pour diviser la municipalité du township de *Percé*, dans le comté de *Gaspé*, en deux municipalités séparées.

Ordonné, Que M. *Fortin* ait la permission d'introduire un bill pour diviser la municipalité du township de *Percé*, dans le comté de *Gaspé*, en deux municipalités séparées.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Sur motion de M. *Carter*, secondé par l'honorable M. *Chapais*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant :

1. Le nombre, le sexe et l'âge de tous les prisonniers détenus dans la prison commune du district de *Montréal*, depuis le 1er janvier 1866 au 1er janvier 1867.

2. La cause de leur détention, la durée de leur emprisonnement, combien de fois ils ont été remis en prison durant la même période, et pour quelle offense.

3. Combien furent ainsi incarcérés sous sentence aux travaux forcés, et de quelle manière ces sentences ont été exécutées.

4. S'il y a, et quelle classification est faite entre ceux qui sont incarcérés pour offense avant leur procès, et ceux qui sont détenus pour dissolution, vagabondage et ivrognerie ; aussi, quelle distinction y est faite entre les jeunes délinquants et les femmes détenues pour la première fois, et spécialement quelles dispositions existent dans cette prison pour y faire une telle classification.

5. Combien d'hommes et de femmes, durant la même période, ont été sous les soins d'un médecin, la nature de leur maladie, et s'ils ont été séparés des autres prisonniers, et s'il en est ainsi, quelles dispositions y a-t-il eu pour cela.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par tels membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial, composé de M. *Hamilton*, de l'honorable M. *Chauveau*, de l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, M. *Ogilvie*, M. *Joly*, M. *Pozar*, M. *Brigham* et M. *Fortin*, pour s'enquérir si la compagnie des mines de charbon et des pêcheries de *Gaspé* a rempli toutes les conditions de sa charte, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

M. *Joly*, secondé par M. *Bellingham*, propose :

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état montrant les sommes reçues et dépensées au sujet des mines d'or dans la province de *Québec*, depuis le 31 décembre 1866 ; et aussi, copie des instructions données à l'inspecteur des mines pour la division de la *Chaudière*, et de toute correspondance entre le gouvernement et cet officier, par rapport à ces instructions ou aux pouvoirs additionnels qu'il est désirable de lui conférer.

Et des débats s'en suivant.

Ordonné, Que ces débats soient ajournés jusqu'à aujourd'hui.

Un bill pour amender les divers actes incorporant la ville de *Lévis* est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour permettre à la " Société de Construction Canadienne de *Montréal* " de devenir une société permanente de construction, et pour lui octroyer une charte d'incorporation ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Robertson* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser les chambres des notaires à admettre, après examen, *Norbert Damase Daniel Bessette* comme notaire ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Tremblay* fait rapport que le comité a examiné le bill, et qu'il y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Tremblay* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer le " *Quebec Curling Club* ; " et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Rhéaume* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill concernant les minutes de feu *Théod Doucet*, en son vivant de la cité de *Montréal*, étant lu,

L'honorable M. *Cartier*, secondé par l'honorable M. *Langevin*, propose que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et des débats s'en suivant.

Ordonné, Que ces débats soient ajournés.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question proposée ce jour, qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état montrant les sommes reçues et dépensées au sujet des mines d'or dans la province de *Québec*, depuis le 31 décembre 1866 ; et aussi, copie des instructions données à l'inspecteur des mines pour la division de la *Chaudière*, et de toute correspondance entre le gouvernement et cet officier par rapport à ces instructions, ou aux pouvoirs additionnels qu'il est désirable de lui conférer.

Et la question étant mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par tels membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Un bill pour modifier les délimitations des comtés de *Berthier* et de *Joliette*, pour les fins judiciaires, électorales et autres, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Sur motion de M. *Chapleau*, secondé par M. *Larallé*, les amendements suivants sont faits au bill :

Page 1, ligne 13, effacez "telles que canoniquement érigées."

Page 1, lignes 14 et 15, effacez "toutes fins civiles et politiques quelconques" et mettez à la place "les fins y mentionnées, et pour toutes autres fins."

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour pourvoir à la nomination d'un prévôt des incendies pour la cité de *Montréal*, et pour définir ses pouvoirs et ses devoirs, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité spécial, composé de M. *Carter*, l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, M. *Joly*, M. *Simard*, M. *Hearn*, M. *Bellingham*, M. *Church*, M. *Beaubien*, M. *Ogilvie*, M. *Chapleau*, et M. *Bachand*, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte 27^e et 28^e Vict., chap. 56, concernant l'emmagasiner de la poudre dans les cités de *Québec* et de *Montréal*, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité spécial, composé de M. *Beaubien*, de l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, de l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, M. *Simard*, M. *Joly*, M. *Ogilvie*, M. *Chapleau*, et M. *Verreault*, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Alors, sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,

La Chambre s'ajourne.

Vendredi, 7 Février 1868.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Moll*,—la pétition d'*Elzéar Cantin* et autres, de la paroisse de *St. Gabriel de Brandon*, comté de *Berthier*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Hugh Allan* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie d'Assurance Maritime du Canada."

De *Terrence Duff* et autres, du township de *l'Isle des Allumettes* ; demandant de l'aide pour un pont.

Du conseil municipal du comté de *Maskinongé* ; demandant des amendements à l'acte municipal.

Du dispensaire de la cité de *Montréal* ; demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

De *Antoine Blondeau* et autres, de la paroisse de *Ste. Catherine* ; demandant de l'aide pour le chemin de *Belair*.

De *Louis Lemire* et autres, du township de *Tingwick*, comté d'*Arthabaska* ; demandant à être annexés au township de *Wotton*.

De la municipalité de la paroisse de *Ste. Martine*, comté de *Châteauguay* ; du Révérend A. *Thibault*, du village du *Bassin de Chambly* ; demandant respectivement que le tracé *Robinson* soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

De *Louis Carrier* et autres, de la ville de *Lévis* ; demandant que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial, et que le terminus du dit chemin de fer soit fixé à *Lévis*, vis-à-vis *Québec*.

M. Harwood, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le seizième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition du conseil-de-ville de la ville de *St. Jean*, demandant des amendements à son acte d'incorporation, et trouve que les avis qui ont été donnés sont suffisants.

L'honorable *M. le Solliciteur-Général Irvine*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, et compagnies de mines et manufacturières, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a pris en considération le bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*, et y a fait divers amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Ordonné, Que l'honorable *M. Chauveau* ait la permission d'introduire un bill concernant les inspecteurs de prisons, hôpitaux et autres institutions.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à un bill pour amender l'acte 22 Vict., chap. 106, qui incorpore la ville de *St. Jean*.

Ordonné, Que *M. Marchand* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 22 Vict., chap. 106, qui incorpore la ville de *St. Jean*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que l'honorable *M. le Procureur-Général Ouimet* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte chap. 18 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, concernant l'érection et la division des paroisses.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

M. Bellerose, du comité permanent des dépenses contingentes, présente à la Chambre le sixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité prend la liberté de soumettre à votre honorable Chambre les estimés ci-joints, qui ont été préparés par le comptable, du montant qui sera probablement requis pour les dépenses contingentes de l'Assemblée Législative pour l'année courante, y compris l'indemnité des membres.

Selon cet estimé, le montant requis sera de \$88,950.00.

Votre comité demande, en outre, la permission de soumettre que, bien qu'il ne soit pas disposé à désapprouver aucun des items du dit estimé, cependant, il est unanimement d'opinion qu'à l'avenir on devra adopter les mesures d'économie les plus rigoureuses.

Votre comité demande encore la permission de soumettre qu'il a reçu aujourd'hui une lettre du Greffier de la Chambre, priant votre comité de solliciter de cette honorable Chambre un octroi actuel de trente-cinq mille piastres (\$35,000.00) qui sont maintenant requises pour le service de la Chambre.

Votre comité, concourant dans cette demande, recommande en conséquence à votre honorable Chambre d'adopter la résolution suivante :

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, le priant d'émettre son mandat en faveur de *George Manly Muir*, écuyer, le Greffier de cette Chambre, pour la somme de trente-cinq mille piastres (\$35,000.00) pour défrayer les dépenses contingentes de cette Chambre, et assurant Son Excellence que cette Chambre en fera bon.

Votre comité sollicite de plus la permission de recommander qu'à l'avenir le département des travaux publics ait la surintendance des bâtisses du parlement, leur chauffage, éclairage, etc., et le contrôle des gardes de nuit.

ESTIMÉS DES DÉBOURSÉS de l'Assemblée Législative, et sommes nécessaires pour couvrir les dits déboursés durant la session et durant la vacance.

Salaire, etc., calculés depuis le 27 Décembre 1867, la fin de la Session étant supposée être le 25 Février 1868.	Estimé jusqu'au 30 Juin 1868.	Estimé jusqu'au 31 Déc. 1868.	Estimé Total jusqu'au 31 Déc. 1868.
<i>Indemnité des Membres.</i>	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Allowance sessionnelle à 65 membres, à \$450.....	\$29250.00		
Transport	2250.00	31500 00	31500 00
<i>Salaires.</i>			
J. G. Blanchet, Orateur, \$2400 par année.....	\$1233.33		
G. M. Muir, Greffier, 1800 "	925.00		
Et. Simard, Asst. Greffier, 1400 "	719.44		
Thos. M' Cord, Greffier en loi, 1800 "	925.00		
C. A. Parizeau, Asst. do 800 "	411.11		
L. P. Lemay, Bibliothécaire, 1000 "	513.89		
Total	\$6800		
Montant des salaires votés par l'Assemblée Législative, \$30,100.00 pour l'année.....			
Balance des salaires depuis le 27 Dec., \$23,300.....	\$11,976.62	16704 39	16250 00
<i>Service Extra.</i>			
9 copistes à \$2.50 par jour \$22 50 pour 61 jours	\$1372.50		
25 messagers à \$1.50 " 37.50 " " 2287.50			
4 pages à \$1.00 " 4.00 " " 244.00			
19 femmes de journée à 40 cts. par jour	760 " " 463.60	4367 60	4367 60
3 femmes de journée permanentes à 40 cts. par jour, \$1.20, depuis le 2 Novembre 1867—242 jours...		290 40	220 80
			511 20
<i>Luminaire.</i>			
Gaz, etc.	700 00	150 00	850 00
<i>Fret.</i>			
Sur livres pour la bibliothèque et l'usage de l'Assemblée Législative	230 00	20 00	250 00
<i>Ameublement de Bureau.</i>			
Divers articles nécessaires pour compléter ce qui doit être fourni à l'Assemblée Législative.....	275 00	25 00	300 00
<i>Lavage.</i>			
Serviettes, etc., pour l'Assemblée Législative.....	90 00	60 00	150 00
<i>Divers.</i>			
Pour couvrir divers items trop longs à énumérer.....	1000 00	250 00	1250 00
	55157 39	16975 80	72133 19
Impressions			12500 00
Papeterie.....			2400 00
Journaux et annonces			896 00
Frais de poste.....			1020 81
			\$68950 00

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill intitulé : " Acte des clauses générales des compagnies à fonds social ; " et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Simard* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau mardi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour annexer une partie de la seigneurie de *Bélair* à la paroisse de *St. Ambroise*, et une autre partie d'icelle à la paroisse de *St. Catherine* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Carter* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois lundi prochain.

Ordonné, Que le message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, transmis à cette Chambre, mercredi, le 5 du courant, concernant le don d'une bourse fait par l'institution d'éducation de *Gilchrist*, soit pris maintenant en considération.

La Chambre, en conséquence, prend le dit message en considération, et le message étant lu,

Sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Cartier*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, pour le remercier de son message et pour l'informer que cette Chambre a appris avec plaisir et reconnaissance la libéralité offerte par l'établissement d'éducation de *Gilchrist* aux jeunes étudiants du *Canada*, en accordant une bourse annuelle de cent louis sterling pour trois ans, à la compétition, avec la facilité offerte au candidat heureux de suivre les cours d'études soit dans l'Université d'*Edimbourg* ou de *Londres*, et priant respectueusement Son Excellence de vouloir bien communiquer aux autorités qu'il appartient les sentiments exprimés par cette Chambre.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par tels membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Le Greffier du Conseil Législatif remet, à la barre de la Chambre, le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte concernant le département du trésor, les revenus, dépenses et comptes publics, " sans amendement.

Et de plus, le Conseil Législatif a passé un bill, intitulé : " Acte pour remplacer l'Orateur du Conseil Législatif dans certains cas, " auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et ensuite il s'est retiré.

Sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Dunkin*,

Ordonné, Que le bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour remplacer l'Orateur du Conseil Législatif dans certains cas, " soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour l'incorporation des compagnies à fonds social autrement que par acte de la Législature, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour mardi prochain.

Un bill pour permettre à la " Société de Construction Canadienne de *Montréal* " de devenir une société permanente de construction, et pour lui octroyer une charte d'incorporation, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que ce bill passe, et que le titre soit : " Acte pour incorporer la Société de Construction Canadienne de *Montréal*, comme société de construction permanente."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Un bill pour autoriser les Chambres des Notaires à admettre, après examen, *Norbert Damase Daniel Bessette* comme notaire, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Un bill pour incorporer le "*Quebec Curling Club*" est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question qui fut proposée hier : Que le bill concernant les minutes de feu *Théod Doucet*, en son vivant de la cité de *Montréal*, notaire, soit maintenant lu la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour incorporer la compagnie de manufacture de *Montréal*, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 70, concernant les inhumations dans un certain cimetière de la cité de *Québec*, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

Alors, sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Dunkin*, La Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 10 Février 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Bessette*,—la pétition de *A. B. Parmelee* et autres, du comté de *Shefford*.

Par M. *Dugas*,—la pétition du Révérend *D. Laporte* et autres, de la paroisse de *Ste. Julienne*, comté de *Montcalm*.

Par M. *Tremblay*,—la pétition du Révérend *J. B. Villeneuve* et autres, de la paroisse de *Notre-Dame de Hébertville*, comté de *Chicoutimi*.

Par M. *Fortin*,—la pétition du Révérend *J. O. Drapeau* et autres, de la paroisse de *Ste. Anne des Monts*, comté de *Gaspé*.

Par M. *Verreault*,—la pétition du Révérend *F. N. Oliva* et autres, de la paroisse de *St. Lambert* ; la pétition de *F. G. Verreault* et autres, du village de *Lauzon* ; et la pétition de *Pierre Lagueur* et autres, de la paroisse de *St. Romuald*, toutes du comté de *Lévis*.

Par M. *Hemming*,—la pétition de *Henry Keyes* et autres ; la pétition de *George Stephen* et autres, actionnaires de la compagnie de navigation du *Lac Memphrémagog* ; la pétition de *Charles Dunlop* et *Alexandre F. Dunlop* ; la pétition de *Mulholland* et *Baker* et autres ; et la pétition de *H. Stephen* et autres, toutes de la cité de *Montréal*.

Par M. *Hamilton*,—la pétition de la municipalité du township de *Carleton* ; et la pétition du Révérend *F. M. Fournier* et autres, de la paroisse de *New-Richmond*, comté de *Bonaventure*.

Par M. Bergevin—la pétition de *Moïse Vieau* et autres, de la paroisse de *St. Louis de Gonzague*; et la pétition du Révérend *J. O. Archambault* et autres, de la paroisse de *St. Thimothée*, toutes du comté de *Beauharnois*.

Par M. Bellerose,—la pétition du conseil municipal du comté de *Terrebonne*.

Par M. Lavallée,—la pétition du Révérend *P. Beaudry* et autres, du township de *Kildare* et autres lieux.

Par M. Beaubien,—la pétition de *Pierre Claude* et autres, de la paroisse de la *Côte-des-Neiges*, comté de *Hochelaga*; et la pétition du Révérend Père *Firmin Vignon*, recteur et supérieur du collège *Sto. Marie*, de la cité de *Montréal*.

Par M. Garon,—la pétition de *R. S. Noël* et autres, de la *Rivière-Blanche*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De la municipalité du township de *Forsyth*, comté de *Beauce*; de *F. Préfontaine* et autres, du township de *Durham-Sud*, comté de *Drummond*; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

De *Elstar Cantin* et autres, du township de *Brandon*, dans la paroisse de *St. Gabriel de Brandon*, comté de *Berthier*; demandant du délai pour le paiement des arriérages qu'ils doivent au gouvernement.

De *Pierre Bétournay* et autres, de la paroisse de *Longueuil*; du Révérend *Frs. E. Moore* et autres, de la paroisse de *St. Frédéric*, comté de *Beauce*; de *L. Roy* et autres, de la paroisse de *St. George de Henriville*, comté de *Iberville*; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

L'honorable M. Langevin, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le neuvième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait des amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill pour amender l'acte 22 Victoria, chapitre 106, incorporant la ville de *St. Jean*.

Bill pour diviser la municipalité du township de *Perce*, dans le comté de *Gaspé*, en deux municipalités séparées.

Votre comité a aussi examiné le bill pour diviser la municipalité de la seigneurie et du township de la *Grande-Rivière*, dans le comté de *Gaspé*, en deux municipalités séparées, et trouve que le préambule n'est pas prouvé, vu que la pétition ne renferme aucune raison satisfaisante de l'expédience d'une semblable mesure.

Ordonné, Que M. Molleur ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte concernant les voitures pour les chemins d'hiver, chapitre 31 des statuts réfundus pour le *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que M. Bergevin ait la permission d'introduire un bill pour légaliser, sous certains rapports, les procédés de certaines Chambres de Notaires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant les minutes de feu *Théod. Doucet*, en son vivant de la cité de *Montréal*, notaire public; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chapleau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 70, concernant les inhumations dans un certain cimetière de la cité de *Québec*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bachand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

Sur motion de M. Bessette, secondé par M. Picard,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un rapport montrant le nombre de protonaires et d'employés dans leurs bureaux, leurs noms, leurs salaires et la nature de leur emploi, — aussi, les noms des greffiers de la cour de circuit, des greffiers de la paix, et des employés dans leurs bureaux, leurs noms, leurs salaires et la nature de leur emploi, dans les districts de *Montréal, Québec, Trois-Rivières* et *Aylmer*; et de plus, le montant des dépenses contingentes des dits bureaux pendant l'année 1867, avec un état de leurs revenus durant la dite année 1867.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par tels membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Ordonné, Qu'il soit donné instruction au comité permanent sur l'agriculture, l'immigration et la colonisation, de prier le gouvernement de prendre en considération la convenance d'exiger de toutes les institutions d'éducation, recevant de l'aide de la caisse publique au montant de \$300 annuellement et au-delà, d'introduire dans ces institutions un cours d'études sur la chimie agricole sous des maîtres compétents dans cette partie importante des sciences.

Sur motion de M. Mailloux, secondé par M. Joly,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous les rapports des inspecteurs de prisons qui concernent la prison du district judiciaire de *Kamouraska*, depuis le rapport de 1863, et les rapports (*presentments*) des grands jurés, depuis cette date, sur l'état de la cour et de la prison du dit district judiciaire.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par tels membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le sixième rapport du comité permanent des dépenses contingentes.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien émettre son mandat en faveur de *George Manly Muir*, écuyer, Greffier de cette Chambre, pour la somme de trente-cinq mille piastres, pour faire face aux dépenses contingentes de cette Chambre, et assurer Son Excellence que la Chambre en tiendra compte.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par tels membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial, composé de M. *Marchand*, l'honorable M. *Chauveau*, l'honorable M. *Cartier*, M. *Clément*, M. *Benoit*, M. *Carter*, M. *Gendron*, M. *Hemming*, M. *Mailloux*, M. *Molleur*, M. *Scriver*, M. *Lecavalier*, M. *Tremblay*, M. *Verreault* et M. *Robertson*, pour suggérer les changements qu'il jugera nécessaires de faire aux lois qui concernent la profession de notaire, de manière à donner une garantie suffisante au public; pour faire rapport avec toute la diligence possible, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Un bill pour annexer une partie de la seigneurie de *Bélair* à la paroisse de *St. Ambroise*, et une autre partie d'icelle à la paroisse de *St. Catherine*, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Alors, sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,
La Chambre s'ajourne.

Mardi, 11 Février 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Pozar*,—deux pétitions du Réverend *James Nelligan* et autres, de la paroisse de *St. Joseph*, comté de *Beauce*.

Par M. *Mailloux*,—la pétition du Réverend *P. N. Thivierge* et autres, de la paroisse de *St. Epiphane*, comté de *Témiscouata* ; et la pétition de *Pierre Belisle* et autres, du township de *Hocquart*.

Par M. *Ogilvie*,—la pétition de l'Asile des Orphelins de *St. Patrice*, de *Montréal*.

Par M. *Simard*,—la pétition du Bureau de Commerce de *Québec*.

Par M. *Pelletier*,—la pétition de *J. B. Fortier* et autres, du comté de *Dorchester*.

L'honorable M. *Langevin*, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le dixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour incorporer l'association connue sous le nom de "La Société des Commis-Marchands de *Montréal* ;" et y a fait un amendement, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. *Bellerose*, du comité permanent des dépenses contingentes, présente à la Chambre le septième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité sollicite la permission de recommander à votre honorable Chambre, que le président de ce comité soit autorisé à communiquer, de temps à autre, avec le comité de l'honorable Conseil Législatif sur les dépenses contingentes, dans le but de voir si la dépense de la Législature ne pourrait pas être diminuée.

Résolu, Que le comité permanent des dépenses contingentes soit autorisé à communiquer, de temps à autre, avec le comité des dépenses contingentes du Conseil Législatif, dans le but d'examiner si les dépenses de la Législature ne pourraient pas être diminuées.

Résolu, Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil Législatif pour communiquer la dite résolution à leurs Honneurs.

Ordonné, Que M. *Bellerose* porte le dit message au Conseil Législatif.

M. *Harwood*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le dix-septième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de *Hugh Allan* et autres, demandant à être incorporés sous le nom de la "Compagnie d'Assurance Maritime du *Canada*," et trouve que les avis nécessaires ont été publiés pendant près de deux mois, mais vu les objets que cette compagnie a en contemplation, votre comité considère que ces avis sont suffisants, et recommande en conséquence la suspension de la 51^e règle.

M. l'Orateur, du comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts de cette Chambre y sont concernés, et pour agir de la part de cette Chambre dans le comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la bibliothèque, et il recommande le paiement de la somme de \$3,512, dont \$2,912 étant le montant de la dépense encourue pour l'achat de livres fait à *Londres* par M. *Allen*, et \$600, ou environ, pour l'achat de livres fait à *New-York*.

Votre comité doit signaler l'important service que M. *Todd*, bibliothécaire du parlement du *Canada*, a rendu à cette province en se chargeant, à la demande du gouvernement, de faire le choix de ces livres, et lui en exprimer toute sa reconnaissance.

Il doit également exprimer sa satisfaction de la diligence et du soin avec lesquels M. *Allen* a exécuté la commande qui lui avait été faite ; sans le secours de cette précieuse collection, les deux Chambres de la Législature se seraient trouvées dans la position la plus difficile, et il est heureux qu'elle ait pu être réunie à temps pour l'ouverture de la Législature, ce qui est d'autant plus remarquable qu'une très grande

partie des livres qui la composent ne se trouvent point dans le commerce, et n'ont pu être trouvés que grâce à l'activité déployée par M. Todd et par M. Allen.

Votre comité croit devoir recommander qu'une somme de \$5000 soit mise à sa disposition et qu'elle soit employée :

1° A l'achat de livres de droit et d'histoire constitutionnels et parlementaires, et surtout, à ce qui concerne la Législature et l'histoire constitutionnelles de notre pays, de manière à compléter autant que possible la collection qui a été si bien commencée.

2° A l'achat de livres traitant de législation, de jurisprudence et d'économie politique.

3° A l'achat de livres traitant d'histoire, de géographie et de statistique en général, et particulièrement de l'histoire, de la géographie et de la statistique du Canada, de la Grande-Bretagne, de la France et des États-Unis.

4° A l'achat de livres traitant de sciences physiques, de leur application aux arts et à l'industrie, d'agriculture et d'histoire naturelle.

Votre comité recommande aussi de faire assurer la bibliothèque.

Votre comité recommande de plus que les honorables Messieurs *Chauveau* et *de Léry*, et M. *Joly*, soient priés d'aider, pendant la vacance, Messieurs les Orateurs à faire le choix et l'achat de ces livres.

Sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Cartier*,

Résolu, Que pour le reste de la session, la Chambre siège les samedis, depuis onze heures A. M., jusqu'à cinq heures P. M.

Résolu, Que, pendant la semaine prochaine, les mesures du gouvernement aient la préséance sur toutes autres mesures.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill intitulé : "Acte des clauses générales des compagnies à fonds social ;" et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Simard* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour l'incorporation des compagnies à fonds social autrement que par acte de la Législature ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Benoit* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill concernant la charge de secrétaire et de registraire, et pour d'autres objets y mentionnés, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour vendredi prochain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill concernant la charge d'imprimeur de la Reine, et la publication de la *Gazette Officielle de Québec*, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour vendredi prochain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill concernant les inspecteurs des prisons, hôpitaux et autres institutions, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour vendredi prochain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte, chap. 18, des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant l'érection et la division des paroisses, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour vendredi prochain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour remplacer l'Orateur du Conseil Législatif dans certains cas," étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour vendredi prochain.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial, composé de M. Fortin, l'honorable M. le Procureur-Général Ouellet, M. Hamilton, M. Bachand, M. Ross et M. Joly, pour s'enquérir du système de la tenue des terres aux *Iles de la Madeleine*, dans le comté de *Gaspé*, et de plus pour s'enquérir des meilleurs moyens à adopter pour améliorer la condition des habitants de ces îles.

M. Rhéaume, secondé par M. Simard, propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, représentant qu'il se fait actuellement une grande destruction de nos bois par des industriels qui n'ont pour but que d'enlever les écorces pour en faire une essence destinée aux tanneries étrangères; que si cet abus est toléré plus longtemps, certaines espèces de nos bois vont disparaître entièrement et que l'industrie du tanneur en ce pays sera ruinée, et priant Son Excellence de vouloir bien recommander à cette Chambre certaines mesures destinées à protéger les forêts de la province.

L'honorable M. Chauveau, secondé par l'honorable M. Dunkin, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la proposition, soient retranchés, et que les mots "il soit donné instruction au comité spécial nommé pour examiner, dans tous ses détails, la question de la coupe des bois sur les terres publiques, de s'enquérir s'il se fait une grande destruction de nos bois par des industriels qui n'ont pour but que d'enlever les écorces pour en faire une essence destinée aux tanneries étrangères; que, si cet abus est toléré plus longtemps, si certaines espèces de nos bois vont disparaître entièrement et si l'industrie du tanneur en ce pays sera ruinée" soient mis à la place.

Et la question étant mise aux voix sur le dit amendement, il est résolu dans l'affirmative.

Alors, la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,

Ordonné, Qu'il soit donné instruction au dit comité spécial tel que dit ci-dessus.

Un bill concernant les minutes de feu *Théod Doucet*, en son vivant de la cité de *Montréal*, notaire public, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Un bill pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 70, concernant les inhumations dans un certain cimetière dans la cité de *Québec*, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : "Acte pour amender l'acte du Parlement du Canada, vingt-trois Victoria, chapitre soixante-et-dix, concernant les inhumations dans un certain cimetière dans la cité de *Québec*."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la compagnie de manufacture de *Montréal*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Robertson fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Robertson fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Résolu, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour jeudi prochain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte 22 Vic., chap. 106, incorporant la ville de *St. Jean*, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour diviser la municipalité du township de *Percé*, dans le comté de *Gaspé*, en deux municipalités séparées, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Alors, sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Dunkin*,
La Chambre s'ajourne.

Mercredi, 12 Février 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Gaudet*,—la pétition du Révérend C. Z. *Garceau* et autres, de la paroisse de *St. Pierre les Becquets* ; et la pétition du Révérend P. de *Villers* et autres, de la paroisse de *Ste. Gertrude*, toutes du comté de *Nicolet*.

Par M. *Mathieu*,—la pétition de la municipalité du village de l'*Assomption*, comté de l'*Assomption* ; la pétition de J. *Marion* et autres, de la paroisse de *St. Paul l'Hermite* ; la pétition de la municipalité de la paroisse de l'*Epiphanie*, comté de l'*Assomption* ; la pétition de la municipalité de la paroisse de *St. Sulpice* ; et la pétition de E. S. *Mathieu* et autres, de *St. Charles, Lachenaie*.

Par M. *Hemming*,—la pétition de la municipalité du village de *Princeville*, comté d'*Arthabaska*.

Par M. *Scriver*,—la pétition de *Francis Anthony* et autres, du township de *Franklin*.

Par M. *Clément*,—la pétition du Révérend N. *Doucet* et autres, de la paroisse de *St. Etienne de la Malbaie* ; et la pétition du Révérend J. A. *Bureau* et autres, de la paroisse de *Ste. Agnès*, comté de *Charlevoix*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues ;

De A. B. *Parmelee* et autres, du comté de *Shefford* ; demandant que le bill pour amender les articles 1054 et 1105 du code de procédure civile devienne loi.

Du Révérend J. B. *Villeneuve* et autres, de la paroisse de *Notre-Dame de Hébertville*, comté de *Chicoutimi* ; demandant de l'aide pour les chemins *Kénogani* et *Alma*, et la nomination d'un agent des terres de la couronne à *Hébertville*.

De *Henry Keyes* et autres, et de *Geo. Stephens* et autres, tous de la cité de *Montréal* ; demandant respectivement la passation d'un acte pour rendre valides certains règlements passés par la compagnie de la navigation du lac *Memphrémagog*.

De *Charles Dunlop* et *Alexandre F. Dunlop* et autres, et de *Mulholland* et *Baker* et autres, tous de la cité de *Montréal* ; demandant respectivement que le bill pour amender l'acte 27 et 28 Vic., chap. 56, concernant l'emmagasiner de la poudre dans les villes de *Montréal* et de *Québec*, ne devienne pas loi.

De H. *Stephen* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant des amendements aux sections 11 et 12 du chap. 60, de l'acte 29 et 30 Viet., intitulé : " Acte pour amender les actes relatifs à la corporation de la cité de *Montréal*," et pour d'autres fins.

De la municipalité du township de *Carleton*, comté de *Bonaventure* ; demandant de l'aide pour un chemin dans le dit township.

Du conseil municipal du comté de *Terrebonne* ; demandant que les conclusions de la requête de la compagnie des chemins à barrières de l'*Ile Jésus* ne soient pas accordées telles que formulées dans la dite requête.

Du Révérend P. *Beaudry* et autres, du township de *Kildare*, et autres lieux ; demandant qu'il soit sursis à la vente des lots des dits townships, annoncée pour le 28 de février courant, et qu'il leur soit accordé du délai pour le paiement des dits lots.

Du Révérend Père *Firmin Vignon*, recteur et supérieur du collège *Ste. Marie, Montréal*; demandant de l'aide pour l'école de droit du dit collège.

Du Révérend *D. Laporte* et autres, de la paroisse de *Ste. Julienne*, comté de *Montcalm*; du Révérend *Jos. Oct. Drapeau* et autres, de la paroisse de *Ste. Anne des Monts*, comté de *Gaspé*; du Révérend *F. M. Fournier* et autres, de la paroisse de *New-Richmond*, comté de *Bonaventure*; de *Moïse Vieau* et autres, de la paroisse de *St. Louis de Gonzague*, comté de *Beauharnois*; du Révérend *J. O. Archambault* et autres, de la paroisse de *St. Timothée*, comté de *Beauharnois*; de *Pierre Claude* et autres, de la paroisse de la *Côte-des-Neiges*, comté de *Hochelaga*, et de *R. S. Noël* et autres, de la *Rivière-Blanche*; demandant respectivement que le tracé *Robinson* soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

Du Révérend *F. A. Oliva* et autres, de la paroisse de *St. Lambert*; de *Frs. E. Verrault* et autres, du village *Lauzon*; de *Pierre Laqueux* et autres, de la paroisse *St. Romuald*, tous du comté de *Lévis*; demandant respectivement que le tracé *Robinson* soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial, et que le terminus du dit chemin de fer soit fixé à *Lévis*, vis-à-vis *Québec*.

L'honorable *M. Langevin*, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le onzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a examiné le bill concernant la compagnie d'ardoise de *Rockland*, et il est convenu d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que *M. Picard* ait la permission d'introduire un bill pour annexer une partie du township de *Tingwick* au township de *Wotton*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que la pétition de *Charles Dunlop* et *Alexander F. Dunlop*, et la pétition de *Mulholland* et *Baker*, et autres, tous de la cité de *Montréal*, demandant respectivement que le bill pour amender l'acte 27 et 28 Vict., chap. 56, concernant l'emmagasinage de la poudre dans les cités de *Montréal* et de *Québec*, ne devienne pas loi, soient renvoyées au comité spécial chargé d'examiner le bill pour amender l'acte 27 et 28 Vict., chap. 56, concernant l'emmagasinage de la poudre dans les cités de *Montréal* et *Québec*.

Ordonné, Que *M. Clément* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte concernant les municipalités et les chemins dans le *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que *M. Bellingham* ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau la loi de la chasse dans le *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill intitulé: "Acte des clauses générales des compagnies à fonds social;" et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le fauteuil, et *M. Simard* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Simard fait rapport du dit bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour l'incorporation des compagnies à fonds social, autrement que par acte de la Législature; et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le fauteuil, et *M. Carter* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Carter fait rapport du dit bill, en conséquence, et les amendements en sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour établir des dispositions spéciales concernant l'Assemblée Législative de la province de Québec, étant lu,

M. Marchand, secondé par M. Ogilvie, propose que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

L'honorable M. Chauveau, secondé par l'honorable M. Dunkin, propose, sous forme d'amendement à la question principale, que le mot "maintenant" soit retranché, et que les mots "de ce jour en six mois" soient ajoutés à la fin de la question.

Et la question étant mise aux voix sur l'amendement, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Chauveau,</i>	<i>Gaudet,</i>	<i>Mailoux,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Clément,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Mathieu,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Coutlée,</i>	<i>Hamilton,</i>	<i>Onimet, Proc. Gén.,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Craig,</i>	<i>Harwood,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blais,</i>	<i>De Niverville,</i>	<i>Hemming,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Carter,</i>	<i>Desaulniers (Maskinongé),</i>	<i>Irvine, Soll. Gén.,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Desaulniers (St. Maurice),</i>	<i>Jodoin,</i>	<i>Simard,</i>
<i>Cauchon,</i>	<i>Dugas,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Thérien et</i>
<i>Chapais,</i>	<i>Dunkin,</i>	<i>Langevin,</i>	<i>Verreault,—39.</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Lecavalier,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Benoit,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Ogilvie,</i>	<i>Ross,</i>
<i>Bessette,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Scriber,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Locke,</i>	<i>Pozzer,</i>	<i>Sénécal et</i>
<i>Garon,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robert,</i>	<i>Tremblay,—21.</i>
<i>Hearn,</i>			

Ainsi la question a été résolue affirmativement.

Alors, la question principale, telle qu'amendée, étant mise aux voix,

Ordonné, Que le bill soit lu la seconde fois de ce jour en six mois.

Un bill pour incorporer la compagnie de manufacture de Montréal est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Ordonné, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte 22 Vict., chap. 106, pour incorporer la ville de St. Jean ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. LaRue fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour diviser la municipalité du township de Percé, dans le comté de Gaspé, en deux municipalités séparées ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pelletier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour incorporer l'association appelée "La Société des Commis-Marchands de *Montréal*," étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Alors, sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,
La Chambre s'ajourne.

Jeudi, 13 Février 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Blais*,—la pétition du conseil municipal du comté de *Kamowaska*.

Par M. *Scriven*,—la pétition de *John Hodgson* et autres, du township de *Hemmingford*.

Par M. *Carter*,—la pétition de *Charles de Salaberry*, de la cité de *Québec*.

Par M. *Garon*,—la pétition du Révérend J. O. *Perron* et autres, de la paroisse de *Ste. Felicité*, comté de *Rimouski*.

Par M. *LaRue*,—la pétition du Révérend P. G. *Clarke* et autres, de la paroisse de *St. Basile*, comté de *Portneuf*.

Par M. *Beaubien*,—la pétition de *Basile Piché* et autres, de la paroisse du *Sault-au-Recollet*, comté de *Hochelaga*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend J. *Nelligan* et autres, de la paroisse de *St. Joseph*, dans le comté de *Beauce*, et de *Pierre Belisle* et autres, du township de *Hocquart* ; demandant respectivement un chemin dans le dit township.

De l'Asile des Orphelins de *St. Patrice*, de la cité de *Montréal* ; demandant une allocation plus considérable.

De la Chambre de Commerce de la cité de *Québec* ; demandant que les amendements à l'acte d'incorporation de la cité de *Québec*, demandés dans la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité, ne soient pas accordés.

De J. B. *Fortier* et autres, du comté de *Dorchester* ; demandant le tracé d'un chemin dans le township *Langevin*.

Du Révérend J. *Nelligan* et autres, de la paroisse de *St. Joseph*, dans le comté de *Beauce* ; du Révérend P. N. *Thivierge* et autres, de la paroisse de *St. Epiphane*, dans le comté de *Temiscouata* ; demandant respectivement que le tracé *Robinson* soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

M. *Harwood*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le dix-huitième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de la municipalité de la paroisse de *St. Roch de Québec-Sud* ; demandant des amendements à l'acte 25 Vict., chap. 47, intitulé : "Acte pour ériger la partie de la paroisse de *St. Roch de Québec*, située sur la rive nord de la *Rivière St. Charles*, en une municipalité séparée," et trouve que les avis n'ont pas été donnés, mais votre comité recommande à votre honorable Chambre la suspension de la 51^e règle de cette Chambre, étant convaincu que toutes les parties intéressées ont été suffisamment informées de l'objet de la pétition.

M. *Carter*, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le deuxième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte 12 Vict., chap. 282, et pour pourvoir à une nouvelle augmentation du fonds capital de la compagnie du Gaz de *Québec*, et il est convenu d'en faire rapport sans amendement.

M. *Bellerose*, du comité permanent des dépenses contingentes, présente à la Chambre le huitième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité demande la permission de recommander à cette honorable Chambre l'adoption des résolutions suivantes :

Résolu, Que le nombre des messagers extra soit réduit du chiffre vingt au chiffre dix, et que les dits messagers, qui doivent être renvoyés, soient notifiés le jour de la prorogation de cette Chambre, que leurs services ne seront plus requis à l'avenir.

Les messagers extra restant ne devant être payés que durant les sessions.

Résolu, Que le nombre des femmes de ménage permanentes soit fixé à deux, et que les autres soient informées de suite que leurs services ne seront plus requis après le terme de leur présent engagement ; de plus, que le nombre de celles qui ne sont employées que temporairement soit fixé à huit, et que les autres soient notifiées, lors de la clôture de cette session, que leurs services ne seront plus requis à l'avenir.

Les femmes de ménage temporaires restant ne devant être payées que durant la session.

Résolu, Que les deux messagers employés à la Chambre pour la distribution de la papeterie et pour afficher les documents, ainsi que le gardien de la chambre de toilette, soient employés durant les séances de la Chambre comme gardiens dans les tribunes, ou employés utilement ailleurs, et qu'un seul messager se tienne dans la salle de lecture et la bibliothèque respectivement.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

Ordonné, Que M. *Rhéaume* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte passé dans la 28^e année du règne de Sa Majesté, chap. 28, intitulé : " Acte pour étendre les pouvoirs de la municipalité de la paroisse de *St. Roch de Québec-Sud*, et pour changer le nom d'incorporation de la dite municipalité en celui de " La corporation de la paroisse de *St. Sauveur*," et pour d'autres fins y mentionnées.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour a première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que la 49^e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport à un bill pour incorporer la compagnie d'assurance maritime du *Canada*.

Ordonné, que M. *Hemming* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie d'assurance maritime du *Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que la 49^e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport à un bill pour incorporer la compagnie manufacturière et hydraulique de *Chambly*.

Ordonné, Que M. *Hemming* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie manufacturière et hydraulique de *Chambly*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Ordonné, Que la 49^e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport à un bill pour incorporer la compagnie hydraulique de *St. Louis*.

Ordonné, Que M. *Hemming* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie hydraulique de *St. Louis*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Ordonné, Que la 49^e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport à un bill pour incorporer la société de bâtisse de *Montréal*.

Ordonné, Que M. *Carter* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la société de bâtisse de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que M. Church et M. Sénécal soient ajoutés au comité spécial nommé pour prendre en considération, dans tous ses détails, la question de la coupe des bois sur les terres publiques.

Un bill intitulé : " Acte des clauses générales des compagnies à fonds social " est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Un bill concernant l'incorporation des compagnies à fonds social autrement que par acte de la Législature est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte concernant l'incorporation des compagnies à fonds social."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour légaliser, à certains égards, les procédés de certaines Chambres de Notaires, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité spécial, composé de M. Bergevin, l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, M. Benoit, M. Gendron, M. Mailloux, M. Sriver, M. Lecavalier, M. Coutlée et M. Robert, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Un bill pour amender l'acte 22 Vict., chap. 106, incorporant la ville de St. Jean, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Un bill pour diviser la municipalité du township de Percé, dans le comté de Gaspé, en deux municipalités séparées, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer l'association connue sous le nom de " La Société des Commis-Marchands de Montréal ; " et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Sriver fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Beaubien fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Beaubien fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill concernant la compagnie d'ardoise de Rockland, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Alors, sur motion de l'honorable M. Chuvéau, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet,

La Chambre s'ajourne.

Vendredi, 14 Février 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Joly,—la pétition du Révérend B. Robin et autres, de la paroisse de *St. Antoine de Tilly*, et la pétition de A. Grenier et autres, de la paroisse de *St. Croix*, toutes deux du comté de *Lotbinière*.

Par M. Jodoin,—la pétition du Révérend G. Hubertdeau et autres, de la paroisse de *St. Hubert*.

Par M. Simard,—la pétition de J. B. R. Dufresne et autres, de la paroisse de *St. Roch de Québec-Sud*.

Par M. Beaubien,—la pétition de J. O. Villeneuve et autres, du village de *St. Jean-Baptiste*, comté d'*Hochelaga*, et la pétition de William Parkyn et autres, de la paroisse de *Montréal*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De la municipalité du village de *Princeville*, comté d'*Arthabaska*; demandant de l'aide pour un collège dans le dit village.

Du Révérend Chs. Z. Garceau et autres, de la paroisse de *St. Pierre les Becquets*, comté de *Nicolet*; du Révérend P. De Villers et autres, de la paroisse *Ste. Gertrude*; de la municipalité du village de l'*Assomption*, comté de l'*Assomption*; de J. Marion et autres, de la paroisse de *St. Paul l'Hermitte*; de la municipalité de la paroisse de l'*Epiphanie*, comté de l'*Assomption*; de la municipalité de la paroisse de *St. Sulpice*; de E. S. Mathieu et autres, de *St. Charles Lachenaie*; de Francis Anthony et autres, du township de *Franklin*; du Révérend N. Doucet et autres, de la paroisse de *St. Etienne de la Malbaie*; du Révérend J. A. Bureau et autres, de la paroisse *Ste. Agnès*, comté de *Charlevoix*; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

Ordonné, Que l'honorable M. Chausseau ait la permission d'introduire un bill concernant la preuve des lois passées par les Législatures des autres provinces de la Puissance.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que M. Church ait la permission d'introduire un bill pour autoriser les ministres de l'église connue sous le nom de "l'Eglise Catholique Apostolique dans la province de Québec," de célébrer des mariages, et de tenir des registres de baptêmes, de mariages et sépultures.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet ait la permission d'introduire un bill pour continuer, pendant un temps limité, les divers actes y mentionnés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Verreault ait la permission d'introduire un bill pour refondre les différents actes concernant la profession de notaire.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. Carter, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour amender les actes concernant la corporation de la cité de *Montréal*, et pour d'autres fins, et y a fait des amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité pour prendre en considération une certaine résolution proposée relativement aux écoles dans les cités de *Québec* et *Montréal*.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'il est expédient d'amender la cent trente-et-unième clause du chapitre quinze des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, de manière à faire prélever, pour l'entretien des écoles dans les cités de *Québec* et de *Montréal* respectivement, une somme triple de celle que ces cités auraient droit de recevoir du bureau de l'éducation d'après leur population, si la cent trente-troisième clause du chapitre quinze des statuts refondus était rappelée.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Carter* fait rapport que le comité a adopté une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant la charge de secrétaire et registraire, et pour d'autres sujets y mentionnés; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellerose* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Bellerose* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant la charge d'imprimeur de la Reine et la publication de la *Gazette Officielle de Québec*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Chapleau* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Chapleau* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendement sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant les inspecteurs de prisons, hôpitaux et autres institutions; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellingham* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte, chap. 18, des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, concernant l'érection et la division des paroisses; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gendron* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Gendron* fait rapport du bill, en conséquence, et cet amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill du Conseil Législatif, pour remplacer l'Orateur du Conseil Législatif, en certains cas; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bessette* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour pourvoir, en certains cas, à la remise des deniers reçus par les shérifs, protonotaires et greffiers des cours de circuit, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour mardi prochain.

Sur motion de M. *Bellingham*, secondé par M. *Joly*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien mettre devant cette Chambre un état du nombre des aliénés admis à l'asile de *Beauport*, aux frais du public, et le nombre de ceux qui ont été admis au même asile aux frais des particuliers, chaque année ; aussi, le nombre de décès chaque année dans chaque classe ; et le nombre de ceux qui, dans chaque classe, ont été guéris et ont quitté l'asile chaque année, le dit état devant comprendre la période écoulée depuis 1858 à 1868.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par tels membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Un bill pour incorporer l'association connue sous le nom de la "Société des Commis-Marchands de *Montréal*" est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour constituer en corporation l'association connue sous le nom de la "Société des Commis-Marchands de *Montréal*."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Un bill pour amender l'acte incorporant la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*, est lu la troisième fois.

M. *Carter*, secondé par M. *Rhéaume*, propose que le bill soit amendé, en retranchant la 7^e clause, telle qu'adoptée par le comité général, et en lui substituant la suivante :

"Toutes personnes réclamant aucune perte ou des dommages de la compagnie, seront tenues de donner avis par écrit à la compagnie de telle réclamation, en le remettant en mains du secrétaire de la compagnie, à son bureau principal dans la cité de *Montréal*, sous un mois à compter du jour de l'accident donnant lieu à telle réclamation, accompagné d'un état détaillé de telles pertes ou dommages, et des circonstances particulières qui s'y rattachent ; et aucune poursuite ne pourra être intentée à moins que tel avis et état détaillé n'aient été délivrés comme susdit, et pas avant l'expiration d'un mois à dater de la remise de tel avis, pourvu toujours que, dans les cas de préjudices personnels, l'avis et l'état détaillé soient remis dans un temps raisonnable, selon les circonstances de l'événement.

Et des débats s'en suivant.

Ordonné, Que ces débats soient ajournés.

L'honorable M. *Chauveau*, un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

N. F. BELLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative un estimé des sommes requises pour la province pour les dix-huit mois devant finir le trente-un décembre 1868 ; et, en conformité des dispositions de la 54^e section de l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord* de 1867, il recommande ces estimés à l'Assemblée Législative.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 14 février 1868.

(Appendice N^o 7.)

Ordonné, Que le dit message, ainsi que les estimés qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité des subsides.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité des subsides, étant lu, la Chambre se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille quatre-vingt-huit piastres et soixante quatre centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du bureau du Lieutenant-Gouverneur pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Simard fait rapport que le comité a adopté une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. Simard, de plus, informe la Chambre que le comité lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que demain cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Alors, sur motion de l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, secondé par l'honorable M. Dunkin,

La Chambre s'ajourne jusqu'à demain, à 11h. A. M.

Samedi, 15 Février 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Picard,—la pétition de Thomas Mackee et autres, du township de Melbourne ; et la pétition de B. Miquelon et autres, de la paroisse de St. Camille, comté de Wolfe.

Par M. Carter,—la pétition du club de Montréal pour la protection de la pêche et de la chasse ; et la pétition de A. Ogilvie et autres, de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du conseil municipal du comté de Kamouraska ; demandant de laisser le chef-lieu du district de Kamouraska en la paroisse de Kamouraska.

De Charles de Salaberry, de la cité de Québec ; demandant un octroi de terre en considération des services rendus par son père feu le lieutenant-colonel Chas. de Salaberry, pendant la guerre de 1812.

De John Hodgson et autres, du township de Hemmingford ; du Révérend Jos. Oct. Perron et autres, de la paroisse de Ste. Félicité, comté de Rimouski ; du Révérend P. G. Clarke et autres, de la paroisse St. Basile, comté de Port-Neuf ; et de Basile Piché et autres, de la paroisse du Sault-au-Récollet, comté d'Hochelaga ; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

M. Bellerose, du comité permanent des dépenses contingentes, présente à la Chambre le neuvième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité demande la permission de recommander à votre honorable Chambre l'adoption des résolutions suivantes :

Résolu, Que tous clercs, messagers ou autres employés temporaires, surnuméraires ou extra de cette Chambre, qui ne sont pas permanents, ne soient payés seulement que durant et pour le temps de la session du Parlement.

Résolu, Que dans toutes sessions futures du Parlement, le comité des dépenses contingentes devra, avant toute autre affaire, procéder à auditer et apurer les comptes de l'année précédente.

Résolu, Qu'à l'avenir, le comptable ne devra payer aucune somme, ou sommes de deniers, qu'elles quelles soient, excepté sur une autorisation préalable de la loi, ou d'après un vote de la Chambre ou lorsque les dépenses seront approuvées par

écrit soit par quelqu'officier ou par quelque comité autorisé à faire ou à approuver telles dépenses.

Résolu, Qu'à l'avenir, chaque fois qu'il se déclarera une vacance dans le corps des officiers ou autres employés de la Chambre, soit par résignation, décès ou autrement, elle ne soit remplie qu'après que et lorsque l'affaire aura été soumise à ce comité.

Résolu, Que tous les employés de la Chambre devront remplir tous les devoirs et faire tous les ouvrages qui leur seront assignés et donnés par le Greffier de la Chambre, ou par aucune autre personne autorisée ou qualifiée, sans exiger de paie ou émoluments extra quelconques en sus du montant fixe de leurs salaires.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

M. Harwood, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le dix-neuvième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de *George Stephens* et autres ; demandant la passation d'un acte pour rendre valide certain règlement passé par la compagnie de la navigation du *Lac Memphrémagog*, et trouve qu'il n'y a pas eu d'avis de donnés, mais comme il a été démontré que tous les actionnaires avaient été informés de l'objet de la pétition, votre comité recommande à votre honorable Chambre la suspension de la 51ème règle de votre Chambre.

M. Carter, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le quatorzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour déclarer *John Platt* propriétaire absolu de certains biens qu'il possède en vertu du testament de feu *John Platt*, et trouve que le préambule du bill, tel que formulé, n'a pas été prouvé.

M. Bergevin, du comité spécial nommé pour prendre en considération le bill pour légaliser, à certains égards, les procédés de certaines Chambres de Notaires, fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Dunkin ait la permission d'introduire un bill pour amender certains actes y mentionnés, et pour créer de nouvelles dispositions relativement aux timbres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Chauveau ait la permission d'introduire un bill concernant les chemins de colonisation.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Chauveau ait la permission d'introduire un bill pour l'encouragement des colons sur les terres de la couronne.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Un bill concernant la charge de secrétaire et registraire, et pour d'autres objets y mentionnés, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte concernant le département du secrétaire et du registraire de cette province. "

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Un bill concernant la charge d'imprimeur de la Reine et la publication de la *Gazette Officielle de Québec*, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte concernant la charge d'imprimeur de la Reine pour cette province et la publication de la *Gazette Officielle de Québec*. "

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Un bill concernant les inspecteurs de prisons, hôpitaux et autres institutions, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Un bill pour amender l'acte chap. 18 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, concernant l'érection et la division des paroisses est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : "Acte pour amender le chapitre dix-huit des statuts refondus pour le *Bas-Canada*."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Un bill du Conseil Législatif pour remplacer l'Orateur du Conseil Législatif en certains cas, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

M. Carter, du comité de toute la Chambre pour prendre en considération une résolution proposée relativement aux écoles dans les cités de *Québec* et de *Montréal*, fait rapport d'une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'il est expédient d'amender la cent trente-et-unième clause du chapitre quinze des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, de manière à faire prélever pour l'entretien des écoles dans les cités de *Québec* et de *Montréal* respectivement, une somme triple de celle que ces cités auraient droit de recevoir du bureau de l'éducation d'après leur population, si la cent trente-troisième clause du chapitre quinze des statuts refondus était appelée.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que l'honorable M. Chauveau ait la permission d'introduire un bill pour pourvoir d'une manière plus efficace au soutien des écoles en certains cas, et pour d'autres objets y mentionnés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

M. Simard, du comité des subsides, fait rapport d'une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'exécédant pas quatre mille quatre-vingt-huit piastres et soixante-et-quatre centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du bureau du Lieutenant-Gouverneur, pour les dix-huit mois finissant le 31 Décembre 1868.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Sur motion de l'honorable M. Dunkin, secondé par l'honorable M. Chauveau,

Résolu, Que, lundi prochain, cette chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides accordés à Sa Majesté.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte 27 et 28 Vict., chap. 40, concernant le choix et l'assignation des jurés, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

L'ordre du jour, pour la reprise des débats ajournés sur la question proposée hier : Que le bill pour amender l'acte incorporant la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal* soit amendé en retranchant la 7ème clause, telle qu'adoptée en comité de toute la Chambre, et en lui substituant la suivante : "Toutes personnes réclamant aucune perte ou des dommages de la compagnie, seront tenues

de donner avis par écrit à la compagnie de telle réclamation, en le remettant en mains du secrétaire de la compagnie, à son bureau principal dans la cité de *Montréal*, sous un mois à compter du jour de l'accident donnant lieu à telle réclamation, accompagné d'un état détaillé de telles pertes ou dommages, et des circonstances particulières qui s'y rattachent ; et aucune poursuite ne pourra être intentée à moins que tel avis et état détaillé n'aient été délivrés comme susdit, et pas avant l'expiration d'un mois à dater de la remise de tel avis ; pourvu toujours que, dans les cas de préjudices personnels, l'avis et l'état détaillé soient remis dans un temps raisonnable, selon les circonstances de l'événement, " étant lu,

La Chambre reprend ces débats ajournés.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bachand,
Brigham,
Carter,
Cartier,*

*Chapais,
Church,
Dunkin,
Hamilton,*

*Hemming,
Locke,
Ogilvie,
Pozer,*

*Rhéaume,
Robertson,
Ross et
Scriver.—16.*

CONTRE :

Messieurs

*Beaudreau,
Bellerose,
Benoit,
Bessette,
Blais,
Chauveau,
Clément,
Coutlée,*

*Craig,
Desaulniers (Maskinongé),
Desaulniers (St. Maurice),
Dugas,
Gaudet,
Hearn,
Jodoin,*

*Laberge,
Langevin,
Lavallée,
Lecavalier,
Mailloux,
Mathieu,
Ouimet (Pro-Gén), Verreault.—29.*

*Pelletier,
Picard,
Robert,
Simard,
Thérien,
Tremblay et*

Ainsi la question est résolue négativement.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant la compagnie d'ardoise de *Rockland* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Desaulniers* (de *St. Maurice*), fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois lundi prochain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte 12^e Vict., chap. 282, et pour pourvoir à une nouvelle augmentation du fonds capital de la compagnie du gaz de *Québec*, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender les actes concernant la corporation de la cité de *Montréal*, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

Le Greffier du Conseil Législatif remet, à la barre de la Chambre, le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour incorporer la société appelée " l'Union St. Pierre du village Bienville de *Lévis*," sans amendement.

Et ensuite il s'est retiré.

Alors, sur motion de l'honorable M. *Chaureau*, secondé par l'honorable M. *Dunkin*,

La Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 17 Février 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Joly*,—la pétition du Révérend *F. Paradis* et autres, de la paroisse de *Ste. Agathe*; la pétition de *Narcisse Dionne* et autres, de la paroisse de *St. Giles*; et la pétition de la Banque de *Québec*.

Par M. *Simard*,—la pétition de *Pierre Bouchard* et autres, de la cité de *Québec*.

Par M. *Benoit*,—la pétition du conseil municipal du comté de *Napierville*; et la pétition de *Sixte Coupal* et autres, de la paroisse de *St. Cyprien*, comté de *Napierville*.

Par M. *Molleur*,—la pétition de *A. L. Demers* et autres, de la paroisse de *St. George de Henriville*.

Par M. *Carter*,—la pétition de *D. Torrance* et autres, de la cité de *Montréal*.

Par M. *Bellingham*,—la pétition de *A. B. Fillion*, du township d'*Arundel*, comté d'*Argenteuil*.

Par M. *Garon*,—la pétition du Révérend *D. Vézina* et autres, de la paroisse de *St. Jérôme de Matane*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *J. B. R. Dufresne* et autres, de la paroisse de *St. Roch de Québec-Sud*; demandant que si des débentures sont accordées aux incendiés de la dite paroisse de *St. Roch de Québec-Sud*, cet argent ne soit pas avancé à la municipalité de la dite paroisse.

Du club de *Montréal* pour la protection de la pêche et de la chasse; demandant la passation d'un bill pour mieux protéger la pêche et la chasse.

Du Révérend *B. Robin* et autres, de la paroisse de *St. Antoine de Tilly*; de *A. Grenier* et autres, de la paroisse de *Ste. Croix*, ces deux paroisses du comté de *Lotbinière*; du Révérend *G. Huberdeau* et autres, de la paroisse de *St. Hubert*, district de *Montréal*; de *J. O. Villeneuve* et autres, du village de *St. Jean-Baptiste*, comté d'*Hochelaga*; de *William Parkyn* et autres, de la paroisse de *Montréal*; de *Thos. MacKee* et autres, du township de *Melbourne*, et de *B. Miquelon* et autres, de la paroisse de *St. Camille*, comté de *Wolfe*; demandant respectivement que le tracé *Robinson* soit choisi pour y faire passer le chemin de fer *Intercolonial*.

De *A. Ogilvie* et autres, de la cité de *Montréal*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Caledonia Curling Club*."

M. Bellerose, du comité permanent des dépenses contingentes, présente à la Chambre le dixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de recommander à votre honorable Chambre l'adoption de la résolution suivante :

Résolu, Que dans toutes les sessions futures les objets de papeterie suivants soient distribués à chaque membre de cette Chambre et leur soient envoyés dans une boîte à leur résidence, savoir : une demi-main de papier buvard rouge ordinaire, trois feuilles de papier buvard appelé "*Treasury*," un quart de rame de papier *foolscap*, non réglé, un quart de rame de papier *foolscap* réglé, une rame N° 1 papier octavo, un quart de rame de papier octavo N° 2, neuf pièces de gallon rouge, deux boîtes de plumes d'acier, un morceau de caoutchouc pour effacer l'encre et le crayon, un crayon de mine rouge et bleue, trois crayons de mine noire, 100 enveloppes pour le papier *foolscap*, 200 enveloppes du format N° 6, 50 enveloppes du format N° 4 et 50 enveloppes du format N° 2½, une bouteille d'encre, un étui de pointes de mine, un canif, un peçpoir, un coupe-papier et un porte-crayon.

Votre comité, avant de clore ce rapport, demande respectueusement la per-

mission d'attirer l'attention de cette honorable Chambre, sur le fait que, bien que ses officiers et clercs soient généralement bien occupés, cependant il en est parmi eux qui auront très-peu à faire durant la vacance, et il est à désirer que, dans le but d'économiser les ressources de la province, leurs services durant ce temps soient mis à la disposition des autres départements du service civil, chaque fois qu'aucun de ces départements pourra avoir besoin d'assistants surnuméraires.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

M. Carter, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le quizième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a été fait des amendements, que votre comité soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill pour incorporer la compagnie d'assurance maritime du *Canada*.

Bill pour autoriser les ministres de l'église s'appelant "l'Eglise Catholique Apostolique" en la province de *Québec*, à célébrer des mariages et à tenir des registres de mariages, baptêmes et sépultures.

Bill pour incorporer la société de l'Union St. Joseph, à *St. Sauveur de Québec*.

L'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières, présente à la Chambre le sixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité demande à cette honorable Chambre de faire rapport en ce qui concerne le bill pour amender la 20e Vict., chap. 149, intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie de navigation et de chemin de fer du *St. Maurice*," qui a été renvoyé à votre comité, que ce jourd'hui M. de *Nirerville*, le promoteur du dit bill, a comparu devant ce comité et a demandé la permission de retirer le dit bill, ce qui lui a été octroyé.

Votre comité demande, de plus, la permission de recommander à votre honorable Chambre que l'honoraire de cent piastres, que l'honorable membre pour *Trois-Rivières* a déposé entre les mains du greffier des bill privés, à raison de ce bill, lui soit remboursé, et de plus qu'il lui soit fait remboursement des frais d'impression.

Sur motion de l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,

Ordonné, Que l'honoraire et les frais d'impression payés sur le bill pour amender l'acte 20 Vict., chap. 149, intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer et de la navigation du *St. Maurice*," soient remboursés, conformément aux recommandations du dit comité.

Ordonné, Que M. *Lecavalier* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte municipal du *Bas-Canada* de 1860.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que M. *Mailoux* ait la permission d'introduire un bill pour légaliser certains registres de l'état civil de cette province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet* ait la permission d'introduire un bill concernant la nomination d'un assistant aux officiers en loi de la couronne.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte 27 et 28 Vict., chap. 40, concernant le choix et l'assignation des jurés ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Laberge* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille deux cents piastres et quatre-vingt-six centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Département du Secrétaire Provincial, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille quatre cent vingt-neuf piastres et quatre-vingt-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Département du Régistrare Provincial, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille cinquante et une piastres et soixante-et-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Département des Officiers en loi de la Couronne, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille neuf cent onze piastres et trente-sept centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Département du Trésor, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-huit mille neuf cent soixante piastres et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Département des Terres de la Couronne, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille cent trente-neuf piastres et soixante-et-deux centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Département des Travaux Publics et de l'Agriculture, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille neuf cent trente-trois piastres et quatre-vingt-dix centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Département du Conseil Exécutif, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-sept mille cinq cent quatre-vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes des Départements Publics, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille six cent soixante-et-six piastres et soixante-et-sept centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer le salaire de l'Orateur du Conseil Législatif, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix mille trois cent trente-neuf piastres et trente-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et les dépenses contingentes de l'Administration de la Justice, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, étant le montant requis pour rencontrer les dépenses de la Police, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'entretien de la Maison de Réforme de St. Vincent-de-Paul, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Inspecteurs des Prisons, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'indemnité et allouance pour voyage aux membres du Conseil Législatif, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille huit cent soixante-et-trois piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes du Conseil Législatif, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-et-un mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'indemnité et allouance pour voyages aux membres de l'Assemblée Législative, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante-sept mille quatre cent vingt-sept piastres et quarante-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille neuf cent soixante-et-quinze piastres et vingt-huit centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élections (Officiers-Rapporteurs), pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'impression et reliure des lois, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la distribution des lois, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour octroi à la Bibliothèque du Parlement, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent soixante-et-dix-sept piastres et dix-sept centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du salaire du Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes du Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'Education Supérieure, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-et-quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles Communes, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-deux mille cinq cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles Normales, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des cours d'agriculture attachés aux Ecoles Normales, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires des Inspecteurs d'Ecoles, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipalités pauvres, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des journaux de l'Instruction Publique, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la Bibliothèque du Département de l'Education pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires du Département de l'Education, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes du Département de l'Education, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du fonds destiné aux instituteurs en retraite, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté Médicale, collège *McGill*, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de Médecine, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique et Littéraire, *Québec*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Histoire Naturelle, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hopital-Général, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas, trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile des Sourds-Muets, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St. Patrice, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de St. Vincent de Paul, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de Refuge, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins de St. Patrice, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine (Bon Pasteur), *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Protestants, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth, pour les enfants aveugles et pauvres, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Bienfaisance des Dames pour les veuves et les orphelins, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile et Maison d'Industrie, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'institution pour le traitement des maladies d'yeux et d'oreilles, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Québec*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société des Dames Charitables de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Québec*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, *Québec*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*, pour les onze mois finissant le 31 décembre 1868.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Protestantes, *Québec*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste. Brigitte, *Québec*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Militaire du Canada, *Québec*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, district de *Richelieu*, *Sorel*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de St. Hyacinthe, *St. Hyacinthe*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général Catholique, *St. Hyacinthe*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des Marins et Emigrés, *Québec*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le soutien de l'Asile de Beauport, *Québec*, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le soutien de l'Asile des Aliénés, *St. Jean*, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Bureau des Arts et Manufactures, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille cinquante-huit piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à diverses sociétés d'agriculture, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole d'Agriculture de *Ste. Anne*, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole d'Agriculture de l'*Assomption*, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté en faveur de l'immigration, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille cinq cent soixante-et-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour aider à l'achèvement de la Maison de Réforme de *St. Vincent de Paul*, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des explorations et inspections des travaux et édifices publics, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille cinq cent soixante-et-seize piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de déménagement pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'achèvement de la nouvelle prison, *Québec*, (un

mur d'enceinte, altérations et réparations), imputé au fonds de construction et jury pour le district de *Québec*, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant, quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'achèvement de la prison de *Sherbrooke*, imputé au fonds de construction et jury du district de *St. François*, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt cinq mille trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers, primes d'assurances et réparations, etc., d'édifices publics, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent dix-sept mille trois cent douze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes du Surintendant du Bureau des Mesureurs, *Québec* et *Montréal*, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux pêcheurs en détresse de la *Nouvelle-Ecosse*, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quinze piastres et quatre-vingt-treize centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux habitants indigènes de la côte du *Labrador*, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses dépenses pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille cent quarante-trois piastres et quatre-vingt-onze centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de services ou frais des bureaux d'enregistrement, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille quatre cent quarante-quatre piastres et onze centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'exploration et tracé de territoires, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent huit mille trente-six piastres et neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les autres dépenses territoriales par le Département des Terres de la Couronne, y compris les biens des Jésuites, le domaine de la Couronne, la seigneurie de *Lauzon*, bois et forêts, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses charges sur les timbres du revenu, pour les dix-huit mois finissant le 31 Décembre 1868.

Résolutions à rapporter

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Simard* fait rapport que le comité a adopté diverses résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. *Simard* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se forme de nouveau en le dit comité.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour continuer, pendant un temps limité, les divers actes y mentionnés, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des lois expirantes.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender certains actes y mentionnés, et pour créer de nouvelles dispositions relativement aux timbres, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Un bill, concernant la compagnie d'ardoise de *Rockland*, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte 12e Vic., chap. 282, et pour pourvoir à une nouvelle augmentation du fonds capital de la compagnie du Gaz de *Québec*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Molleur* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité sur le bill pour amender les actes concernant la corporation de la cité de *Montréal*, étant lu,

L'honorable M. *Langevin*, secondé par l'honorable M. *Chapais*, propose que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil :

M. *Carter*, secondé par M. *Desautniers* (de *St. Maurice*), propose, sous forme d'amendement, que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la motion : " Et qu'instruction soit donnée au dit comité d'établir une disposition explicative des clauses onze et douze de l'acte passé dans les vingt-neuvième et trentième années du règne de Sa Majesté, chapitre cinquante-six, dans le but suivant : Les onzième et douzième sections de l'acte passé dans les 29e et 30e années du règne de Sa Majesté, intitulé : " Acte pour amender les dispositions de plusieurs actes ayant rapport à la cité de *Montréal* et pour d'autres fins, " sont par le présent expliquées et modifiées de la manière et jusqu'au degré d'extension suivante seulement : Les dits commissaires, avant de procéder à l'évaluation requise par les dites sections, commenceront à déterminer quelles sont les parties qui y sont intéressées et qui doivent être spécialement cotisées pour les fins de l'amélioration proposée, et à en faire rapport et à en donner avis public en faisant publier un avis à cet effet durant dix jours dans deux journaux quotidiens français et anglais publiés dans la cité de *Montréal*, et les dites parties ainsi notifiées qui désirent s'opposer aux dites améliorations proposées seront tenues à filer leur opposition entre les mains des dits commissaires dans le délai de trois jours à dater de la dernière insertion du dit avis ; les dits commissaires, lors de la réception des dites oppositions, procéderont tel qu'il est mentionné dans les dites sections. "

Et remarque étant faite qu'avis par écrit n'a pas été donné, et que la mesure n'est pas fondée sur le rapport du comité de toute la Chambre, conformément aux règlements de cette Chambre,

M. l'Orateur décide que la motion n'est pas dans l'ordre.

Et la question étant de nouveau proposée, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

Et des débats s'en suivant.

Ordonné, Que ces débats soient ajournés jusqu'à demain.

Ordonné, Que le Greffier de cette Chambre soit autorisé à payer à *Henri Garon*, pour avoir comparu comme témoin devant le comité permanent des privilèges et élections, telles sommes que M. l'Orateur jugera suffisantes pour l'indemniser d'être ainsi comparu comme témoin, et pour ses dépenses de voyage.

Le Greffier du Conseil Législatif remet, à la barre de la Chambre, le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour faciliter le partage de la succession de feu *John Coffin*. "

Bill intitulé : " Acte pour autoriser les Sœurs de la Charité de l'Hôpital-Général de *Montréal* à acquérir des propriétés jusqu'à concurrence d'une certaine valeur, et à en disposer. "

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Société St. Jean-Baptiste de la ville de *St. Jean*. "

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte incorporant " l'Union St. Joseph de *St. Jean d'Iberville*. "

Bill intitulé : " Acte pour annexer une partie de la seigneurie de *Bélair* à la paroisse de *St. Ambroise*, et une autre partie d'icelle à la paroisse de *Ste. Catherine*. "

Et ensuite il s'est retiré.

Sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. le Procureur Général *Ouimet*,

Ordonné, Que la 58e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport à l'impression des bills, et que, pour le reste de la session, les bills ne soient imprimés que dans une langue seulement, jusqu'à leur troisième lecture.

Alors, sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,

La Chambre s'ajourne.

Mardi, 18 Février 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Picard*,—la pétition de *Pierre Mason* et autres, du township de *Ham Nord*, comté de *Wolfe* ; et la pétition du Révérend *George Vaillancourt* et autres, de la paroisse de *St. Hippolyte*.

Par M. *Fortin*,—la pétition de *Thomas C. Remon* et autres.

Par l'honorable M. *Chauveau*,—la pétition du conseil municipal du comté de *Québec*.

Ordonné, Que la 31e et la 60e règles de cette Chambre soient suspendues, en autant qu'elles ont rapport au bill pour amender de nouveau les actes d'incorporation de la cité de *Québec*.

Ordonné, Que M. *Simard* ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau les actes d'incorporation de la cité de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que la 31e et la 60e règles de cette Chambre soient suspendues, en autant qu'elles ont rapport au bill pour incorporer le "*Caledonia Curling Club*" de *Montréal*.

Ordonné, Que M. *Carter* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer le "*Caledonia Curling Club*" de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que M. *Coutlée* ait la permission de s'absenter pour l'espace de huit jours.

M. *Carter*, du comité spécial sur le bill pour pourvoir à la nomination d'un prévôt des incendies pour la cité de *Montréal*, et pour définir ses pouvoirs et ses devoirs, fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

M. Simard, du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille deux cents piastres et quatre-vingt-six centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Département du Secrétaire Provincial, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille quatre cent vingt-neuf piastres et quatre-vingt-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Département du Régistrare Provincial, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille cinquante et une piastres et soixante-et-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Département des Officiers en loi de la Couronne, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille neuf cent onze piastres et trente-sept centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Département du Trésor, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-huit mille neuf cent soixante piastres et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Département des Terres de la Couronne, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille cent trente-neuf piastres et soixante-et-deux centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Département des Travaux Publics et de l'Agriculture, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille neuf cent trente-trois piastres et quatre-vingt-dix centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Département du Conseil Exécutif, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-sept mille cinq cent quatre-vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes des Départements Publics, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille six cent soixante-et-six piastres et soixante-et-sept centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer le salaire de l'Orateur du Conseil Législatif, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix mille trois cent trente-neuf piastres et trente-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et les dépenses contingentes de l'Administration de la Justice, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, étant le montant requis pour rencontrer les dépenses de la Police, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'entretien de la Maison de Réforme de St. Vincent-de-Paul, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Inspections des Prisons, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'indemnité et allowance pour voyage aux membres du Conseil Législatif, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille huit cent soixante-et-trois piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes du Conseil Législatif, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-et-un mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'indemnité et allouance pour voyages aux membres de l'Assemblée Législative, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante-sept mille quatre cent vingt-sept piastres et quarante-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille neuf cent soixante-et-quinze piastres et vingt-huit centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élections (Officiers-Rapporteurs), pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'impression et reliure des lois, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la distribution des lois, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour octroi à la Bibliothèque du Parlement, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent soixante-et-dix-sept piastres et dix-sept centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du salaire du Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes du Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'Education Supérieure, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-et-quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles Communes, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-deux mille cinq cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles Normales, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des cours d'agriculture attachés aux Ecoles Normales, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires des Inspecteurs d'Ecoles, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipalités pauvres, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des journaux de l'Instruction Publique, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la Bibliothèque du Département de l'Education pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires du Département de l'Education, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes du Département de l'Education, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du fonds destiné aux instituteurs en retraite, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté Médicale, collège *McGill*, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de Médecine, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique et Littéraire, *Québec*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Histoire Naturelle, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hopital-Général, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas, trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile des Sourds-Muets, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St. Patrice, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de St. Vincent de Paul, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de Refuge, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins de St. Patrice, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine (Bon Pasteur), *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Protestants, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth, pour les enfants aveugles et pauvres, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Bienfaisance des Dames pour les veuves et les orphelins, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile et Maison d'Industrie, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'institution pour le traitement des maladies d'yeux et d'oreilles, *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Québec*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société des Dames Charitables de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Québec*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, *Québec*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*, pour les onze mois finissant le 31 décembre 1868.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste. Brigitte, *Québec*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Militaire du Canada, *Québec*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, district de *Richelieu*, *Sorel*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de St. Hyacinthe, *St. Hyacinthe*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général Catholique, *St. Hyacinthe*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des Marins et Emigrés, *Québec*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le soutien de l'Asile de Beauport, *Québec*, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le soutien de l'Asile des Aliénés, *St. Jean*, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Bureau des Arts et Manufactures, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille cinquante-huit piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à diverses sociétés d'agriculture, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole d'Agriculture de *Ste. Anne*, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole d'Agriculture de *l'Assomption*, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté en faveur de l'immigration, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille cinq cent soixante-et-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour aider à l'achèvement de la Maison de Réforme de *St. Vincent de Paul*, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des explorations et inspections des travaux et édifices publics, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille cinq cent soixante-et-seize piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de déménagement pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'achèvement de la nouvelle prison, *Québec*, (un

mur d'enceinte, altérations et réparations), imputé au fonds de construction et jury pour le district de *Québec*, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant, quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'achèvement de la prison de *Sherbrooke*, imputé au fonds de construction et jury du district de *St. François*, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt cinq mille trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers, primes d'assurances et réparations, etc., d'édifices publics, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent dix-sept mille trois cent douze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes du Surintendant du Bureau des Mesureurs, *Québec* et *Montréal*, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux pêcheurs en détresse de la *Nouvelle-Ecosse*, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quinze piastres et quatre-vingt-treize centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux habitants indigents de la côte du *Labrador*, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses dépenses pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille cent quarante-trois piastres et quatre-vingt-onze centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de services ou frais des bureaux d'enregistrement, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille quatre cent quarante-quatre piastres et onze centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'exploration et tracé de territoires, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent huit mille trente-six piastres et neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les autres dépenses territoriales par le Département des Terres de la Couronne, y compris les biens des Jésuites, le domaine de la Couronne, la seigneurie de *Lauzon*, bois et forêts, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses charges sur les timbres du revenu, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Ordonné, Que ces résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

Et la première résolution, et les suivantes jusqu'à la soixante-et-seizième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Et la soixante-et-dix-septième jusqu'à la quatre-vingtième résolution inclusive, étant lues une seconde fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise.

La quatre-vingt-unième résolution, et les suivantes jusqu'à la quatre-vingt-seizième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour pourvoir à la remise, en certains cas, des deniers reçus par les shérifs, protonotaires

et greffiers des cours de circuit; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lecavalier fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Lecavalier fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'il est expédient de pourvoir par la loi à ce que :

1° Au-dessus et en sus de toutes sommes de deniers quelconques maintenant exigibles sur icelles, par le moyen de l'imposition de droits ou autrement, il soit payé par chaque personne qui prend une licence, au nombre des différentes licences ci-après mentionnées, les nouveaux droits suivants :

1. Pour chaque licence de prêteur sur gages, émise en vertu du chapitre soixante-et-un des statuts refondus du *Canada*,—un nouveau droit de quinze piastres ;

2. Pour chaque licence d'encanteur, émise en vertu du chapitre cinq des statuts refondus pour le *Bas-Canada*,—un nouveau droit de cinq piastres ;

3. Pour toute licence pour tenir un hôtel, taverne, ou autre maison ou lieu d'entretien public, et pour détailler du whiskey ou autres liqueurs spiritueuses, du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, émise en vertu du chapitre six des statuts refondus pour le *Bas-Canada*,—un nouveau droit de cinq piastres ;

4. Pour toute licence pour tenir un hôtel, taverne, ou autre maison ou lieu d'entretien public, et pour détailler du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, mais non de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey, ou autres liqueurs spiritueuses, émise en vertu du chapitre six des statuts refondus pour le *Bas-Canada*,—un nouveau droit de deux piastres et cinquante centins ;

5. Pour toute licence pour vendre ou détailler dans aucune boutique, ou magasin, de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey, ou autres liqueurs spiritueuses, et du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre, ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, en quantités de pas moins de trois demiards à la fois, émise en vertu du chapitre six des statuts refondus pour le *Bas-Canada*,—un nouveau droit de trois piastres ;

6. Pour toute licence pour détailler à bord d'un bateau-à-vapeur, ou autre bâtiment, de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey, ou autres liqueurs spiritueuses, du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre, ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, émise en vertu du chapitre six des statuts refondus pour le *Bas-Canada*,—un nouveau droit de cinq piastres.

7. Pour toute licence pour détailler à bord d'un bateau-à-vapeur, ou autre bâtiment, du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre, ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, mais non de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey, ou autres liqueurs spiritueuses, émise en vertu du chapitre six des statuts refondus pour le *Bas-Canada*,—un nouveau droit de deux piastres et cinquante centins ;

8. Pour toute licence de colporteur et porte-cassettes, émise en vertu du chapitre sept des statuts refondus pour le *Bas-Canada*,—un nouveau droit de deux piastres.

9. Pour toute table de billard licenciée en vertu du chapitre huit des statuts refondus pour le *Bas-Canada*,—un nouveau droit de douze piastres et cinquante centins.

2° Qu'il est de plus expédient de pourvoir par la loi à ce que tels droits nouveaux soient payés au Trésorier pour les usages publics de la province seulement ; et toute partie ou tout montant d'iceux, que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra de temps à autre permettre ou ordonner, pourra être employé, d'après les instructions du Trésorier, à faire face aux dépenses qui seront encourues

à raison de la mise en force des dits actes, et à toutes poursuites pour contravention à iceux.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellingham* fait rapport que le comité a passé diverses résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Bellingham* fait rapport des résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, Qu'il est expédient de pourvoir par la loi à ce que :

1° Au-dessus et en sus de toutes sommes de deniers quelconques maintenant exigibles sur icelles par le moyen de l'imposition de droits ou autrement, il soit payé par chaque personne qui prend une licence, au nombre des différentes licences ci-après mentionnées, les nouveaux droits suivants :

1. Pour chaque licence de prêteur sur gages, émise en vertu du chapitre soixante-et-un des statuts refondus du *Canada*,—un nouveau droit de quinze piastres ;

2. Pour chaque licence d'encanteur, émise en vertu du chapitre cinq des statuts refondus pour le *Bas-Canada*,—un nouveau droit de cinq piastres ;

3. Pour toute licence pour tenir un hôtel, taverne, ou autre maison ou lieu d'entretien public, et pour détailler du whiskey ou autres liqueurs spiritueuses, du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, émise en vertu du chapitre six des statuts refondus pour le *Bas-Canada*,—un nouveau droit de cinq piastres ;

4. Pour toute licence pour tenir un hôtel, taverne, ou autre maison ou lieu d'entretien public, et pour détailler du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, mais non de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey, ou autres liqueurs spiritueuses, émise en vertu du chapitre six des statuts refondus pour le *Bas-Canada*,—un nouveau droit de deux piastres et cinquante centins ;

5. Pour toute licence pour vendre ou détailler dans aucune boutique, ou magasin, de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey, ou autres liqueurs spiritueuses, et du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre, ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, en quantités de pas moins de trois demiards à la fois, émise en vertu du chapitre six des statuts refondus pour le *Bas-Canada*,—un nouveau droit de trois piastres ;

6. Pour toute licence pour détailler à bord d'un bateau-à-vapeur, ou autre bâtiment, de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey, ou autres liqueurs spiritueuses, du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre, ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, émise en vertu du chapitre six des statuts refondus pour le *Bas-Canada*,—un nouveau droit de cinq piastres ;

7. Pour toute licence pour détailler à bord d'un bateau-à-vapeur, ou autre bâtiment, du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre, ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, mais non de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey, ou autres liqueurs spiritueuses, émise en vertu du chapitre six des statuts refondus pour le *Bas-Canada*,—un nouveau droit de deux piastres et cinquante centins ;

8. Pour toute licence de colporteur et porte-cassettes, émise en vertu du chapitre sept des statuts refondus pour le *Bas-Canada*,—un nouveau droit de deux piastres ;

9. Pour toute table de billard licenciée en vertu du chapitre huit des statuts refondus pour le *Bas-Canada*,—un nouveau droit de douze piastres et cinquante centins.

2° Qu'il est de plus expédient de pourvoir par la loi à ce que tels droits nouveaux soient payés au Trésorier pour les usages publics de la province seulement ; et toute partie ou tout montant d'iceux, que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra de temps à autre permettre ou ordonner, pourra être employé, d'après les instructions du Trésorier, à faire face aux dépenses qui seront encourues à raison de la mise en force des dits actes, et à toutes poursuites pour contravention à iceux.

Ordonné, Que ces résolutions soient maintenant lues une seconde fois.
Ces résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois, et adoptées.
Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

Ordonné, Que l'honorable M. *Dunkin* ait la permission d'introduire un bill concernant certains droits sur les licences.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill concernant la preuve des lois passées par les Législatures des autres provinces de la Puissance, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill concernant les chemins de colonisation, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour pourvoir d'une manière plus efficace au soutien des écoles, en certains cas, et pour d'autres objets y mentionnés, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour légaliser à certains égards, les procédés de certaines Chambres des Notaires; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Verreault* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte intitulé : "Acte concernant le Bureau d'Agriculture et les Sociétés d'Agriculture," étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité spécial, composé de M. *Ross*, M. *Beaubien*, M. *Joly*, M. *Marchand*, M. *Mailoux* et M. *Robertson*, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Le Greffier du Conseil Législatif remet, à la barre de la Chambre, le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour incorporer le " *Quebec Curling Club*," sans amendement.

De plus, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte concernant l'interprétation des statuts de cette province" avec un amendement, auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et de plus, le Conseil Législatif informe cette Chambre, qu'il ne croit pas devoir concourir dans les propositions énoncées dans le message de l'Assemblée Législative, du onze février mil huit cent soixante-et-huit, au sujet des dépenses contingentes de la Législature.

Et ensuite il s'est retiré.

La Chambre a procédé à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte concernant l'interprétation des statuts de cette province," et cet amendement est lu comme suit :

Retranchez la 30e sous-section de la section deux.

Ordonné, Que le dit amendement soit lu une seconde fois demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte concernant les voitures pour les chemins d'hiver, chapitre 31 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, étant lu,

M. *Molleur*, secondé par M. *Hemming*, propose que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

M. Chapleau, secondé par M. Desaulniers (de Maskinongé), propose, sous forme d'amendement, que le mot " maintenant " soit retranché, et que les mots " de ce jour en six mois " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et des débats s'en suivant.

Le dit amendement est, avec la permission de la Chambre, retiré.

Ordonné, Que le dit ordre du jour soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit retiré.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte d'agriculture, chap. 26 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, étant lu.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour annexer une partie du township de *Tingwick* au township de *Wotton*, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité spécial, composé de M. Picard, l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. le Solliciteur-Général Irvine, M. Robertson, M. Ross, M. Poupore, M. Church, M. Scriver, M. Locke, M. Besette, M. Brigham, M. Hemming et M. Bellingham, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte concernant les municipalités et les chemins dans le *Bas-Canada*, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité spécial chargé de s'enquérir du fonctionnement de l'acte municipal du *Bas-Canada*, et des actes concernant les abus préjudiciables à l'agriculture.

Sur motion de M. Lecavalier, secondé par M. Picard,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre une liste des juges de paix, dans et pour le comté de *Jacques-Cartier*, indiquant ceux qui ont prêté serment et qui se sont qualifiés pour siéger.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par tels membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Un bill pour amender l'acte 12 Vict., chap. 282, et pour pourvoir à une augmentation du fonds capital de la compagnie du Gaz de *Québec*, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour autoriser les ministres de l'église connue sous le nom de l'Eglise Catholique Apostolique, dans la province de *Québec*, à célébrer des mariages et à tenir des registres de baptêmes, mariages et sépultures, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour incorporer la Société de l'Union St. Joseph à *St. Sauveur de Québec*, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Alors, sur motion de l'honorable M. le Solliciteur-Général Irvine, secondé par M. Rhéaume,

La Chambre s'ajourne.

Mercredi, 19 Février 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Bellerose*,—la pétition de *Michel Guay* et autres, de la paroisse de *Notre-Dame de la Victoire*, comté de *Lévis*.

Par M. *Picard*,—la pétition de *John Hetherington* et autres, du township de *Melbourne*.

Par M. *Scriver*,—la pétition d'*Augustin Dupuis* et autres, de la paroisse *St. Anicet*.

Par M. *Tremblay*,—la pétition d'*Ignace Royer* et autres, du township d'*Aylmer*, comté de *Beauce*.

Par M. *Hamilton*,—la pétition de *P. Winter* et autres, du township de *Cox*, comté de *Bonaventure* ; la pétition de *B. McGie* et autres, du township de *Hope*, comté de *Bonaventure* ; la pétition de *George Faller* et autres, des townships de *Shoolbred* et *Nouvelle*, comté de *Bonaventure* ; et la pétition de la municipalité du township de *Port Daniel*.

Par M. *Pelletier*,—la pétition de *Pierre Langlois* et autres, de la paroisse de *St. Anaclet*, comté de *Rimouski*.

Par M. *Joly*,—la pétition du Révérend *L. Roy* et autres, de la paroisse de *St. Louis de Lotbinière*.

Par M. *Craig*,—la pétition de *M. E. Ducharme* et autres, de la paroisse de *St. Marc*, comté de *Verchères* ;—et la pétition de *R. Marchesseau* et autres, de la paroisse de *St. Antoine*.

Par M. *Gaudet*,—la pétition de *J. F. Régis Vanasse* et autres, de la paroisse de *St. Michel d'Yamaska*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De la Banque de *Québec*, et de *Pierre Bouchard* et autres, de la cité de *Québec* ; demandant respectivement que les conclusions de la pétition du maire, et des échevins et des citoyens de la dite cité de *Québec*, ne soient pas accordées.

Du conseil municipal du comté de *Napierville* ; demandant que les frais d'enregistrement ne soient pas augmentés pour payer des visiteurs de bureau d'enregistrement et pour autres fins.

De *Sixte Coupal* et autres, de la paroisse de *St. Cyprien*, comté de *Napierville* ; et de *A. L. Demers* et autres, de la paroisse *St. George de Henriville*, comté d'*Iberville* ; demandant respectivement des amendements à l'acte concernant les voitures, pour chemins d'hiver, chap. 31 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*.

De *D. Torrance* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant que le bill No. 57, intitulé : " Acte pour pourvoir à la nomination d'un surintendant du département du feu, pour la cité de *Montréal*, et pour définir ses pouvoirs et ses devoirs, " soit adopté.

De *A. B. Filion*, du township d'*Arundel*, comté d'*Argenteuil* ; demandant de l'aide pour les chemins dans le dit township.

Du Révérend *D. Vézina* et autres, de la paroisse de *St. Jérôme de Matane* ; demandant une nouvelle division d'enregistrement pour le comté de *Rimouski*, et dont le bureau serait à *St. Jérôme de Matane*.

Du Révérend *F. Paradis* et autres, de la paroisse de *Ste. Agathe*, et de *Narcisse Dionne* et autres, de la paroisse de *St. Giles*, comté de *Lotbinière* ; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

M. *Bellerose*, du comité permanent des dépenses contingentes, présente à la Chambre le onzième rapport du dit comité. (Appendice No. 8.)

M. *Harwood*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le vingtième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de *A. Ogilvie* et autres, demandant à être incorporés sous le nom de "*Caledonia Curling Club*," et trouve qu'il n'a pas été

donné d'avis, mais vu que les intérêts des particuliers ne peuvent être affectés dans ce cas, votre comité recommande la suspension de la 51^e règle de cette Chambre.

M. Carter, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le seizième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill "Acte pour incorporer la Société de Construction de *Montréal*," et y a fait des amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

L'honorable M. le Solliciteur-Général Irvine, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières, présente à la Chambre le septième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a pris en considération le bill pour incorporer la compagnie hydraulique de *St. Louis*.

Et le bill pour incorporer la compagnie manufacturière et hydraulique de *Chambly*, et est convenu d'en faire rapport avec divers amendements.

L'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, du comité permanent des lois expirantes, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour continuer, pendant un temps limité, les divers actes y mentionnés, et il est convenu d'en faire rapport sans amendement.

Un bill pour pourvoir à la remise, en certains cas, des deniers reçus par les shérifs, protonotaires et les greffiers des cours de circuit, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. Beaudien, du comité spécial sur le bill pour amender l'acte 27 et 28 Victoria, chap. 58, concernant l'emmagasiner de la poudre dans les cités de *Montréal* et *Québec*, fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Il fait aussi rapport que le comité désire attirer l'attention de cette Chambre sur le fait que ce bill, quoiqu'il soit absolument nécessaire dans l'intérêt public, est préjudiciable aux droits acquis par certains individus, qu'il serait juste d'indemniser.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender certains actes y mentionnés, et pour créer des dispositions ultérieures relativement aux timbres; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Robertson fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Robertson fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant la preuve des lois passées par les Législatures des autres provinces de la Puissance; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Church fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant les chemins de colonisation; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hamilton fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture de l'amendement fait par le Conseil

Législatif au bill intitulé : " Acte concernant l'interprétation des statuts de cette province," étant lu,

Le dit amendement est, en conséquence, lu la seconde fois, et adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill concernant la charge de Ministre de l'Instruction Publique, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill concernant certains droits sur les licences, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

M. Carter, secondé par M. Church, propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre une copie du cautionnement ou de la garantie donnée par le registrateur de *Montréal*, s'il en est quel'un qui soit en force, et copie de la correspondance qui peut avoir eu lieu entre le gouvernement et cet officier au sujet du dit cautionnement.

Et des débats s'en suivant ;

La dite motion est, avec la permission de la Chambre, retirée.

Un bill pour légaliser, à certains égards, les procédés de certaines Chambres de Notaires, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte pour légaliser, à certains égards, les procédés des Chambres de Notaires."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour pourvoir à la nomination d'un prévôt des incendies pour la cité de *Montréal*, et pour définir ses pouvoirs et ses devoirs ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Moll fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois vendredi prochain.

L'ordre du jour, pour la reprise des débats ajournés sur la question qui a été, lundi dernier, proposée que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil, " pour que la Chambre se forme en comité sur le bill pour amender les actes concernant la corporation de la cité de *Montréal*, et pour d'autres fins," étant lu,

La Chambre reprend les dits débats ajournés.

Et la question étant de nouveau proposée,

M. Carter, secondé par M. Desaulniers (de *St. Maurice*), propose, sous forme d'amendement, que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la question principale : " Et qu'il soit donné instruction au comité de toute la Chambre d'établir une disposition explicative des clauses onze et douze de l'acte passé dans les vingt-neuvième et trentième années du règne de Sa Majesté, chapitre cinquante-six, dans le but suivant : les onzième et douzième sections de l'acte passé dans les 29^e et 30^e années du règne de Sa Majesté, intitulé : " Acte pour amender les dispositions de différents actes ayant rapport à la cité de *Montréal* et pour d'autres fins," sont par le présent expliquées et modifiées en la manière et jusqu'au degré d'extension suivante seulement :

Les dits commissaires, avant de procéder à l'évaluation requise par les dites sections, commenceront par déterminer quelles sont les parties intéressées et qui devront être spécialement cotisées pour la fin de l'amélioration proposée, et à en faire rapport, et à en donner avis public en faisant insérer un avis à cet effet durant dix jours dans deux journaux quotidiens français et anglais, publiés dans la cité de *Montréal*, et les dites parties ainsi notifiées qui désirent s'opposer à l'amélioration propo-

sée, seront tenues de filer leur opposition entre les mains des dits commissaires dans le délai de trois jours à dater de la dernière insertion du dit avis ; les dits commissaires, en recevant les dites oppositions, procéderont en la manière mentionnée dans les dites sections.

Et de nouveaux débats s'en suivent ;

M. Joly, secondé par M. Church, propose, que les débats soient ajournés ; ce qui est résolu dans la négative.

Et l'amendement étant de nouveau proposé,

Et objection étant faite que la question n'est pas dans l'ordre, et qu'elle est contraire à la 51^e règle de cette Chambre,

M. l'Orateur décide qu'elle est dans l'ordre, en autant que l'amendement qui fait le sujet de cette motion n'affecte pas les droits d'aucun individu, ni d'aucune classe de la société, et que la 51^e règle de cette Chambre ne peut s'y appliquer.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beaudreau,</i>	<i>Desaulniers (Maskinongé),</i>	<i>Joly,</i>	<i>Quimet, Proc. Gén.,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desaulniers (St. Maurice),</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Dugas,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Scriven,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Gaudet,</i>	<i>Mailloux,</i>	<i>Simard,</i>
<i>Bessette,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Thérien,</i>
<i>Carter,</i>	<i>Harwood,</i>	<i>Moll,</i>	<i>Tremblay et</i>
<i>Cauchon,</i>	<i>Irvine, Soll. Gén.,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Verreault,—29.</i>
<i>Clément,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Chapleau,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poupore,</i>	<i>Robertson et</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Rhéaume,</i>	<i>Ross,—9.</i>
<i>Church,</i>			

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, telle qu'amendée, étant mise aux voix,

Ordonné, Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en " comité sur le bill pour amender les actes concernant la corporation de la cité de *Montréal*, et pour d'autres fins " et qu'instruction soit donnée au dit comité d'établir une disposition explicative des clauses onze et douze de l'acte passé dans les vingt-neuvième et trentième années du règne de Sa Majesté, chapitre cinquante-six, dans le but suivant ; les onzième et douzième sections de l'acte passé dans les 29^e et 30^e années du règne de Sa Majesté, intitulé : " Acte pour amender les dispositions de différents actes ayant rapport à la cité de *Montréal* et pour d'autres fins, " sont par le présent expliquées et modifiées en la manière et jusqu'au degré d'extension suivante seulement :

Les dits commissaires, avant de procéder à l'évaluation requise par les dites sections, commenceront par déterminer quelles sont les parties intéressées et qui devront être spécialement cotisées pour la fin de l'amélioration proposée, et à en faire rapport, et à en donner avis public en faisant insérer un avis à cet effet durant dix jours dans deux journaux quotidiens français et anglais publiés dans la cité de *Montréal*, et les dites parties ainsi notifiées qui désirent s'opposer à l'amélioration proposée, seront tenues de filer leur opposition entre les mains des dits commissaires dans le délai de trois jours à dater de la dernière insertion du dit avis ; les dits commissaires, en recevant les dites oppositions, procéderont en la manière mentionnée dans les dites sections.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Dugas* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Dugas* fait rapport de bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser les ministres de l'église connue sous le nom de "l'Eglise Catholique Apostolique" dans la province de *Québec*, à célébrer des mariages et à tenir des registres de mariages, baptêmes et sépultures; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bessette* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la Société de l'Union St. Joseph à *St. Sauveur de Québec*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Pelletier* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour incorporer la compagnie d'assurance maritime du *Canada*, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender de nouveau les lois de la chasse dans le *Bas-Canada*, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité spécial, composé de M. *Bellingham*, l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, M. *Hamilton*, M. *Tremblay*, M. *Fortin* et M. *Verrault*, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Alors, sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,

La Chambre s'ajourne.

Jeudi, 20 Février 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *La Rue*,—le pétition de *C. L. J. Fitzgerald* et autres, du township de *Gasford*, comté de *Portneuf*.

Par M. *Picard*,—le pétition du Révérend *L. N. Francoeur* et autres, du township de *Wolfstown*; et la pétition du Révérend *L. N. Vanasse*, de *St. Gabriel de Stratford*, comté de *Wolfe*.

Par M. *Bellerose*,—la pétition des municipalités du village et de la paroisse de *Ste. Rose*, comté de *Laval*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Pierre Mason* et autres, du township de *Ham-Nord*, comté de *Wolfe*; demandant l'abolition des conseils locaux.

Du conseil municipal du comté de *Québec*; demandant que la compagnie des chemins à barrières de la rive nord soit libérée de la dette contractée pour la construction de chemins sur la rive sud.

De *Thos. C. Remon* et autres, de *Pabos* et *Newport*, comté de *Gaspé*; et du

Révérénd *Geo. Faillancourt*, de la paroisse *St. Hippolyte* ; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

M. Joly, du comité spécial nommé pour prendre en considération, dans tous ses détails, la question de la coupe des bois sur les terres publiques, présente à la Chambre le second rapport du dit comité. (Appendice N^o 9.)

M. Hamilton, du comité spécial nommé pour s'enquérir si la compagnie des mines de charbon et pêcheries de *Gaspé* a rempli toutes les conditions de sa charte, présente à la Chambre le rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de recommander à votre honorable Chambre l'adoption des résolutions suivantes :

Résolu, Que la dite compagnie n'a pas rempli toutes les conditions de sa charte, et en particulier celles qui lui sont imposées par les clauses 23^e et 24^e de la 7^e Victoria, chapitre 45, qui incorpore la dite compagnie.

Résolu, Que l'honorable Procureur-Général soit prié d'adopter les procédures nécessaires pour annuler la charte de la dite compagnie.

Ordonné, Que la 49^e règle de cette Chambre soit suspendue, en tant qu'elle a rapport à un bill pour autoriser les directeurs de la compagnie de navigation du lac *Memphrémagog* à passer un certain règlement, et pour d'autres fins.

Ordonné, Que *M. Hemming* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser les directeurs de la compagnie de navigation du lac *Memphrémagog* à passer un certain règlement, et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que *M. Desautniers* (de *St. Maurice*), ait la permission de s'absenter pendant l'espace de huit jours.

L'honorable *M. Chauveau*, l'un des membres du Conseil Exécutif de cette province, présente la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 24 janvier 1868, pour un état détaillé du revenu annuel des chemins à barrières de l'*Ile de Montréal*, sous le contrôle des commissaires nommés par le gouvernement ; aussi, un état indiquant les différents objets auxquels ces revenus ont été appliqués par les dits commissaires, en 1867.

M. Bellingham, du comité spécial sur le bill pour amender de nouveau les lois de la chasse dans le *Bas-Canada*, fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Un bill pour amender certains actes y mentionnés, et pour créer des dispositions ultérieures relativement aux timbres, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Un bill concernant la preuve des lois passées par les Législatures des autres provinces de la Puissance est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte concernant la preuve des lois et publications officielles des autres provinces de la Puissance."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Un bill concernant les chemins de colonisation est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte 27 et 28 Vict., chap. 40, concernant le choix et l'assignation des

jurés ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Moll fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Moll fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant la charge de Ministre de l'Instruction Publique ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Picard fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Picard fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour pourvoir plus efficacement au soutien des écoles, en certains cas, et pour d'autres objets y mentionnés ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Brigham fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Brigham fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

Le Greffier du Conseil Législatif remet, à la barre de la Chambre, le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour amender " l'acte du Parlement du Canada, 23 Vict., chap. 70, concernant les inhumations dans un certain cimetière en la cité de Québec."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la société canadienne de construction de Montréal, en une société de construction permanente. "

Bill intitulé : " Acte concernant les minutes de feu Théod Doucet, en son vivant de la cité de Montréal, notaire public. "

Bill intitulé : " Acte pour amender divers actes incorporant la ville de Lévis. "

Et de plus, le Conseil Législatif a passé les bills suivants, avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour amender " l'acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de la vallée de *Massawippi*. "

Bill intitulé : " Acte pour autoriser les Chambres des Notaires à admettre, après examen, *Norbert Damase Daniel Bessette* à pratiquer comme notaire. "

Et ensuite il s'est retiré.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender " l'acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de la vallée de *Massawippi*, " lesquels sont lus comme suit :

Page 1, ligne 13, retranchez depuis le mot " et " inclusivement, jusqu'à " jour " aussi inclusivement, dans la 19^e ligne.

Page 3, après la clause 9, insérez la suivante comme clause 10 :

Clause 10. " Le capital de la dite compagnie du chemin de fer de la vallée de *Massawippi* sera, et est, par le présent acte, élevé à la somme de huit cent mille piastres courant. "

Ordonné, Que les dits amendements soient lus une seconde fois demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill pour autoriser les Chambres des Notaires à admettre, après

examen, *Norbert Damase Daniel Bessette* à pratiquer comme notaire, lesquels sont lus comme suit :

Page 1, ligne 17, retranchez "Toute" et insérez "La".
" " retranchez "compétente de" et insérez "des."

" " retranchez "Dans la province de."
Page 1, ligne 18, retranchez "Québec dans" et insérez "pour."
" " retranchez "ou dans le district de St."

Page 1, ligne 19, retranchez "Hyacinthe."

Dans le titre, après "autoriser" retranchez "les Chambres de" et insérez "la Chambre des" et après "Notaires" insérez "de Montréal."

Ordonné, Que ces amendements soient lus une seconde fois demain.

Résolu, Que cette Chambre s'ajourne aujourd'hui de 6 heures à 7 30 heures P. M., et que, durant le reste de la session, il y ait chaque jour, les samedis exceptés, deux séances distinctes, la première commençant à 3 heures P. M., et finissant à 6 heures P. M., la seconde commençant à 7 1/2 heures P. M., et se continuant jusqu'à l'ajournement; que les samedis il n'y ait qu'une séance, commençant à 11 heures A. M. et se continuant jusqu'à l'ajournement.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de Québec, remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

N. F. BELLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur transmet à l'Assemblée Législative les estimés supplémentaires des sommes requises pour le service des dix-huit mois expirant le 31 décembre prochain, et en conformité des dispositions de la 34e section de l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, 1867, il recommande ces estimés supplémentaires à l'Assemblée Législative. (Appendice No. 7.)

HOTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, 20 février 1868.

Ordonné, Que le dit message, ainsi que les estimés supplémentaires, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868, qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité des subsides.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant certains droits sur les licences; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Simard* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour continuer, pendant un temps limité, les divers actes y mentionnés; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rhéaume* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill concernant l'organisation du service civil, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour sa prochaine séance, aujourd'hui.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill concernant la nomination d'un assistant aux officiers en loi de la couronne, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour sa prochaine séance, aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, montant requis, en sus de celui demandé, pour défrayer les dépenses de la police, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Société Historique de *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le Bureau des Arts et Manufactures (pour six mois), en sus de celui demandé, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille neuf cent quarante-et-une piastres et quarante centins soit accordée à Sa Majesté, montant requis pour couvrir (pour deux ans) les octrois faits aux Sociétés d'Agriculture, en vertu du chapitre 32 des statuts refondus du *Canada*, tel qu'amendé depuis.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Bureau d'Agriculture, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'achèvement de la prison de *Sherbrooke*, en sus de la somme demandée, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Simard* fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. *Simard* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que cette Chambre se forme de nouveau en le dit comité aujourd'hui.

M. *Carter*, secondé par M. *Harwood*, propose :

Qu'il soit nommé un comité spécial, composé de M. *Carter*, M. *Joly*, M. *Hamilton*, M. *Fortin*, M. *Marchand*, M. *Hemming* et M. *Harwood*, pour prendre en considération la pétition de *Charles de Salaberry*, de la cité de *Québec*, et en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Et des débats s'en suivant.

Ordonné, Que les débats soient ajournés jusqu'à la prochaine séance de la Chambre.

Alors, sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Dunkin*,

La Chambre s'ajourne jusqu'à sept heures et demie, P. M.

Sept heures et demie, P. M.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Gaudet*,—la pétition de *E. Roy* et autres, de la paroisse de *Nicolet*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *J. F. Régis Vanasse* et autres, de la paroisse de *St. Michel d'Yamaska* ; demandant des amendements au chap. 77, de l'acte 24 Vict., intitulé : " Acte pour amender les actes régularisant la commune de la seigneurie d'Yamaska, et pour autoriser la division de la dite commune. "

De *John Hetherington* et autres, du township de *Melbourne* ; de *Augustin Dupuis* et autres, de la paroisse *St. Anicet*, comté de *Huntingdon* ; de *Ignace Royer* et autres, du township d'*Aylmer*, comté de *Beauce* ; de *P. Winter* et autres, du township de *Cox* ; de *B. McGie* et autres, du township de *Hope* ; de *George Faller* et autres, des townships *Shoolbred* et *Nouvelle* ; de la municipalité du township de *Port Daniel*, ces derniers du comté de *Bonaventure* ; de *Pierre Langlois* et autres, de la paroisse *St. Anaclet*, comté de *Rimouski* ; du Révérend *L. Roy* et autres, de la paroisse de *St. Louis de Lotbinière* ; de *Marc E. Ducharme* et autres, de la paroisse de *St. Marc*, comté de *Verchères* ; de *R. Marchesseau* et autres, de la paroisse de *St. Antoine* ; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

De *Michel Guay* et autres, de la paroisse de *Notre-Dame de la Victoire*, comté de *Lévis* ; demandant que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial, et que le terminus du dit chemin soit fixé à *Lévis*, vis-à-vis *Québec*.

Un bill pour amender l'acte 27 et 28 Vict., chap. 40, concernant le choix et l'assignation des jurés, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte pour diminuer les dépenses de l'assignation des jurés dans les affaires criminelles, et pour d'autres fins. "

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Un bill pour pourvoir d'une manière plus efficace au soutien des écoles, en certains cas, et pour d'autres objets y mentionnés, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Un bill concernant la charge de Ministre de l'Instruction Publique est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant l'organisation du service civil ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bachand* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Bachand* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. *Simard*, du comité des subsides, fait rapport de diverses résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, montant requis en sus de celui demandé pour défrayer les dépenses de la police, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa

Majesté, comme une aide pour la Société Historique de *Montréal*, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le Bureau des Arts et Manufactures (pour six mois) en sus de celui demandé, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille neuf cent quarante-et-une piastres et quarante centins soit accordée à Sa Majesté, montant requis pour couvrir (pour deux ans) les octrois faits aux sociétés d'agriculture, en vertu du chapitre 32 des statuts refondus du *Canada*, tel qu'amendé depuis.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Bureau d'Agriculture, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'achèvement de la prison de *Sherbrooke*, en sus de la somme demandée, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La Chambre procède à prendre de nouveau en considération certaines résolutions rapportées du comité des subsides, mardi, le 18ème jour de février courant, et dont la considération a été alors remise.

Et la soixante-et-dix-septième résolution et les suivantes, jusqu'à la quatre-vingtième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant la nomination d'un assistant aux officiers en loi de la couronne; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Robert* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la reprise des débats ajournés sur la question qui a été proposée ce jour,

Qu'il soit nommé un comité spécial, composé de M. *Carter*, M. *Joly*, M. *Hamilton*, M. *Fortin*, M. *Marchand*, M. *Hemming* et M. *Harwood*, pour prendre en considération la pétition de *Charles de Salaberry*, et en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records, étant lu,

La Chambre reprend les dits débats ajournés.

Et la question étant de nouveau proposée, et de nouveaux débats s'en suivant,

La dite motion est, avec la permission de la Chambre, retirée.

Un bill pour pourvoir à la nomination d'un prévôt des incendies pour la cité de *Montréal*, et pour définir ses pouvoirs et ses devoirs, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : "Acte pour pourvoir à la nomination d'un prévôt des incendies pour les cités de *Montréal* et de *Québec*, et pour définir ses pouvoirs et ses devoirs."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte 27 et 28 Vict., chap. 56, concernant l'emmagasinage de la poudre dans les cités de *Montréal* et *Québec*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Fortin* rapporte le bill à la Chambre pour qu'elle agisse, selon les termes du rapport du comité spécial nommé sur le dit bill, de la manière qu'elle jugera convenable.

Ordonné, Que le bill soit de nouveau renvoyé au comité spécial sur le bill pour amender la 27 et 28 Vict., chap. 56, concernant l'emmagasinage de la poudre dans les cités de *Montréal* et *Québec*, avec instruction de reconsidérer son rapport.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender de nouveau la loi de la chasse dans le *Bas-Canada*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Moll fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

Un bill pour amender les actes concernant la corporation de la cité de *Montréal*, et pour d'autres fins, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Un bill pour autoriser les ministres de l'église connue sous le nom de "l'Eglise Catholique Apostolique," dans la province de *Québec*, à célébrer des mariages et à tenir des registres de baptêmes, mariages et sépultures est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Un bill pour incorporer la société de l'Union St. Joseph à *St. Sauveur de Québec* est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : Acte pour incorporer la société appelée "l'Union St. Joseph à *St. Sauveur de Québec*."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la compagnie d'assurances maritime du *Canada*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Rhéaume fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour incorporer la Société de Construction de *Montréal*, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Craig fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. Beaubien, du comité spécial sur le bill pour amender l'acte 27 et 28 Victoria, chapitre 56, concernant l'emmagasinage de la poudre dans les cités de *Montréal* et de *Québec*, fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Sur motion de M. Beaubien, secondé par M. Carter,

Résolu, Que cette Chambre se forme maintenant en comité sur le bill pour amender l'acte 27 et 28, chapitre 56, concernant l'emmagasinage de la poudre dans les cités de *Montréal* et de *Québec*, et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport à ce bill.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après y avoir siégé

quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gaudet fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender l'acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de la vallée de *Massawippi*," étant lu,

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois, et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour autoriser les Chambres de Notaires à admettre, après examen, *Norbert Damase Daniel Bessette* à pratiquer comme notaire," étant lu,

Les amendements sont, en conséquence, lus une seconde fois, et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour incorporer la compagnie hydraulique de *St. Louis*, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Molleur* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Molleur* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus, et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour incorporer la compagnie hydraulique et manufacturière de *Chambly*, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bergevin* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Bergevin* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus, et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

Le Greffier du Conseil Législatif remet, à la barre de la Chambre, le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 22 Viet., chap. 106, pour incorporer la ville de *St. Jean*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie de manufacture de *Montréal*. Et ensuite il s'est retiré.

Alors, sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par M. le Procureur Général *Ouimet*,

La Chambre s'ajourne.

Vendredi, 21 Février 1868

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Robert,—la pétition de *Pierre Desautels* et autres, de la paroisse de *St. Jean-Baptiste*, comté de *Rouville*.

Par l'honorable M. Chauveau,—la pétition de la municipalité de la paroisse de *l'Ancienne Lorette*.

Par M. Mailloux,—la pétition de *Benoit Déchène* et autres, des seigneuries de la *Rivière-du-Loup* et de *Terrebois*.

Par M. Picard,—la pétition de *Michel Blais* et autres, du township de *Ham-Nord*.

M. Carter, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le dix-septième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour incorporer le "*Caledonia Curling Club*" de *Montréal*, et est convenu d'en faire rapport sans amendement.

L'honorable M. Chauveau, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, présente la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 3 février 1868, pour un rapport du nombre de patients admis dans les asiles d'aliénés de *Beauport* et de *St. Jean* respectivement ; distinguant ceux qui sont susceptibles de guérison d'avec ceux qui ne le sont pas ; aussi, ce que coûte annuellement à cette province le maintien de chaque patient, et une copie du contrat fait entre le gouvernement et les propriétaires de l'asile de *Beauport* ; le nombre de patients admis dans chacun des dits asiles durant l'année dernière, aux frais du public, soit en tout ou en partie ; et ce que coûte à la province le maintien de chaque classe.

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 6 février 1868, pour un état montrant les sommes reçues et dépensées au sujet des mines d'or dans la province de *Québec*, depuis le 31 décembre 1866 ; aussi, copie des instructions données à l'inspecteur des mines pour la division de la *Chaudière*, et de toute correspondance entre le gouvernement et cet officier par rapport à ces instructions, ou aux pouvoirs additionnels qu'il est désirable de lui conférer.

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 6 février 1868, pour un rapport montrant :

1. Le nombre, le sexe et l'âge de tous les prisonniers détenus dans la prison commune du district de *Montréal* depuis le 1er janvier 1866 au 1er janvier 1867.

2. La cause de leur détention, la durée de leur emprisonnement, et combien de fois ils ont été remis en prison durant la même période, et pour quelle offense.

3. Combien furent ainsi incarcérés sous sentence aux travaux forcés, et de quelle manière ces sentences ont été exécutées.

4. S'il y a quelque classification, et laquelle, entre ceux qui sont incarcérés pour offense avant leur procès, ceux qui sont sous sentence et ceux qui sont détenus pour dissolution, vagabondage et ivrognerie ; aussi, quelle distinction y est faite entre les jeunes délinquants et les femmes détenues pour la première fois, et spécialement quelles dispositions existent dans cette prison pour y faire une telle classification.

5. Combien d'hommes et de femmes, durant la même période, ont été sous les soins d'un médecin, la nature de leur maladie, et s'ils ont été séparés des autres prisonniers, et s'il en est ainsi, quelles dispositions y a-t-il pour cela. (Appendice N° 10.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 10 février 1868, pour un rapport montrant le nombre de protonotaires et d'employés dans leurs bureaux, leurs noms, leurs salaires et la nature de leur emploi,—aussi, les noms des greffiers des cours de circuits, des greffiers de la paix, et des employés dans leurs dits bureaux, leurs noms, leurs salaires et la nature de leur emploi, dans les districts de *Montréal*, *Québec*, *Trois-Rivières* et *Aylmer* ; et de plus, le montant des dépenses con-

tingentes des dits bureaux pendant l'année 1867, avec un état de leurs revenus durant la dite année 1867. (Appendice N° 11.)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que pour faire face aux subsides octroyés à Sa Majesté, la somme de deux millions, cent onze mille cinq cent quarante-deux piastres et quinze centins, soit accordée à même le fonds des revenus consolidés de cette province.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellingham* fait rapport que le comité a adopté une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la prochaine séance de la Chambre.

M. *Bellingham* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que cette Chambre se forme de nouveau aujourd'hui en le dit comité.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour l'encouragement des colons sur les terres de la couronne, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la prochaine séance de la Chambre aujourd'hui.

Un bill pour amender de nouveau la loi de la chasse dans le *Bas-Canada* est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte pour amender les lois de la chasse en cette province."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le onzième rapport du comité permanent des dépenses contingentes.

Un bill pour incorporer la compagnie d'assurance maritime du *Canada* est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Un bill pour incorporer la compagnie manufacturière et hydraulique de *Chambly* est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. *Bellingham*, du comité des voies et moyens, fait rapport d'une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que, pour faire face aux subsides octroyés à Sa Majesté, la somme de deux millions, cent onze mille cinq cent quarante-deux piastres et quinze centins soit accordée à même le fonds des revenus consolidés de cette province.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que l'honorable M. *Dunkin* ait la permission d'introduire un bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent requises pour faire face à certaines dépenses du gouvernement civil, pour les dix-huit mois finissant le 31e jour de décembre mil huit cent soixante-et-huit, et pour d'autres fins se rattachant au service public.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre aujourd'hui.

L'honorable M. *Chauveau*, du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation, présente à la Chambre le second rapport du dit comité. (Appendice N° 12.)

Alors, sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,

La Chambre s'ajourne jusqu'à 7½ heures P. M.

Sept heures et demie, P. M.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *LaRue*,—la pétition de la municipalité de la paroisse de *St. Raymond*.

Par M. *Gaudet*,—la pétition de la municipalité de la paroisse de *St. Grégoire*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De C. L. J. *Fitzgerald* et autres, du township *Gosford*, comté de *Portneuf* ; du Révérend L. N. *Franceur* et autres, du township de *Wolfstown* ; du Révérend F. N. *Vanasse* et autres, de la paroisse *St. Gabriel de Stratford*, comté de *Wolfe* ; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Des municipalités du village et de la paroisse de *Ste. Rose*, demandant que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

M. *Carter*, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le dix-huitième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour amender de nouveau les actes d'incorporation de la cité de *Québec*, et est convenu de plusieurs amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour l'encouragement des colons sur les terres de la couronne ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellerose* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Bellerose* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Greffier du Conseil Législatif remet, à la barre de la Chambre, le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé un bill intitulé : " Acte pour amender l'acte des Mines d'Or et l'acte amendant l'acte des Mines d'Or de 1865, " auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et ensuite il s'est retiré.

Sur motion de l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, secondé par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*,

Ordonné, Que le bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender l'acte des Mines d'Or et l'acte amendant l'acte des Mines d'Or de 1865, " soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent requises pour faire face à certaines dépenses du gouvernement civil, pour les dix-huit mois finissant le trente-et-unième jour de décembre mil

huit cent soixante-et-huit, et pour d'autres fins se rattachant au service public, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Simard* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Simard* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte passé en la 28e année du règne de Sa Majesté, chapitre 28, intitulé : " Acte pour étendre les pouvoirs de la municipalité de la paroisse de *St. Roch de Québec-Sud*, et pour changer le nom d'incorporation de la dite municipalité en celui de " La corporation de la paroisse de *Saint-Sauveur*, et pour d'autres fins y mentionnées," étant lu,

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Un bill pour incorporer la compagnie hydraulique de *St. Louis* est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour incorporer le "*Caledonia Curling Club*" de *Montréal*, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Ordonné, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Pelletier* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Alors, sur motion de l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, secondé par M. *Bellerose*,

La Chambre s'ajourne.

Samedi, 22 Février 1868.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De la municipalité de la paroisse de *l'Ancienne-Lorette* ; demandant que la compagnie des chemins à barrières de la rive nord soit libérée de la dette contractée pour la construction de chemins sur la rive sud.

De *Benoit Déchène* et autres, des seigneuries de la *Rivière-du-Loup* et *Terrebois* ; demandant de n'être plus obligés de passer des titres nouveaux comme censitaires, et pour autres fins.

De *Michel Blais* et autres, du township de *Ham-Nord* ; demandant de l'aide pour quatre ponts dans le dit township.

De *Pierre Desautels* et autres, de la paroisse de *St. Jean-Baptiste*, comté de *Rouville* ; et de *E. Roy* et autres, de la paroisse de *Nicolet* ; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Inter-colonial.

L'honorable *M. Dunkin*, du comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Que l'impression du rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, tiré des archives des élections de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, ayant été ordonné de bonne foi par cet officier, votre comité croit devoir demander respectueusement à votre honorable Chambre d'en ordonner paiement.

Votre comité a pris aussi en considération le mode à observer pour faire payer les comptes des imprimeurs et recommande le suivant, savoir :

Que les comptes soient certifiés, en premier lieu par le greffier de ce comité, et ensuite par le président du comité, pendant les sessions, et par les Greffiers des deux Chambres pendant la vacance, avant d'être payés par le comptable.

Qu'il soit tenu des livres séparés pour les impressions des deux Chambres, qui paieront leurs montants respectifs, et que rapport en soit fait au comité conjoint des impressions au commencement de chaque session.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

• *M. l'Orateur* met devant la Chambre le premier rapport du comité nommé pour aider *M. l'Orateur* à rédiger un projet des règles, règlements et ordres permanents pour le gouvernement de cette Chambre, lequel est lu comme suit :

Ayant été autorisé par une résolution de la Chambre, datée le 28 décembre dernier, à rédiger un projet de règles, règlements et ordres permanents pour le gouvernement de cette Chambre, et ayant reçu l'aide des membres nommés pour composer un comité pour m'aider dans l'exécution de ce devoir, je demande la permission de soumettre à la Chambre un code de règles, comme résultat de nos délibérations collectives.

J'ai révisé avec soin la série des règles de la Chambre des Communes du *Canada*, et j'y ai fait des changements dans le but de faciliter la dépêche des affaires de cette Chambre, lesquels changements ont reçu l'approbation du comité et sont maintenant soumis à l'approbation de la Chambre.

Sur motion de l'honorable *M. Dunkin*, secondé par l'honorable *M. Chauveau*,

Résolu, Que les règles, règlements et ordres permanents, soumis à l'approbation de cette Chambre par *M. l'Orateur*, soient adoptés pour le gouvernement de cette Chambre, ainsi que de ses bureaux et départements, à compter de la fin de la présente session.

Ces règles, règlements et ordres permanents sont comme suit :

RÈGLES ET RÈGLEMENTS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE QUÉBEC.

I. GOUVERNEMENT DE LA CHAMBRE.

1. L'heure de la réunion ordinaire de la Chambre est trois heures de l'après-midi de chaque jour de séance ; et si, à cette heure, il n'y a pas quorum, *M. l'Orateur* peut prendre le fauteuil et ajourner. Lorsque la Chambre s'ajourne le vendredi, elle reste ajournée jusqu'au lundi suivant, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné.

2. Si, à six heures p. m., les affaires du jour ne sont pas terminées, *M. l'Orateur* quitte le fauteuil jusqu'à sept heures et demie.

3. Lorsque la Chambre s'ajourne, les membres gardent leurs sièges jusqu'à ce que l'Orateur ait quitté le fauteuil.

[Par les 48^e et 87^e clauses de l'acte impérial 30 Victoria, chapitre 3, "L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867," il est statué que la présence d'au moins

vingt membres de la Chambre, y compris l'Orateur, est nécessaire pour continuer une réunion de la dite Chambre pour l'exercice de ses pouvoirs.]

4. Lorsque l'Orateur ajourne la Chambre faute de quorum, l'heure de l'ajournement et les noms des membres alors présents sont inscrits sur le journal.

5. Tout étranger, admis dans quelque partie de la Chambre ou des galeries, qui trouble l'ordre, ou qui ne se retire pas lorsqu'il est ordonné aux étrangers de vider la salle, pendant que la Chambre ou un comité général est en séance, sera mis sous la garde du sergent-d'armes,—et nulle personne ainsi arrêtée ne sera libérée sans un ordre spécial de la Chambre.

6. Tout membre peut exiger que les étrangers se retirent de la Chambre, et l'Orateur enjoint immédiatement au sergent-d'armes d'exécuter cet ordre sans débat.

7. Lorsque le sergent-d'armes annonce que l'huissier de la verge noire se présente à la porte, l'Orateur prend le fauteuil, qu'il y ait quorum présent ou non.

8. L'Orateur maintient l'ordre et le decorum, et décide les questions d'ordre, sauf appel à la Chambre. En expliquant une question d'ordre ou de pratique, il doit indiquer la règle ou l'autorité qui s'applique au point en question.

9. L'Orateur ne prend part à aucun débat de la Chambre. Dans le cas d'égalité de voix, M. l'Orateur donne sa voix prépondérante, et les raisons qu'il offre sont inscrites sur le journal. (Voir acte impérial 30 Victoria, chapitre 3, clauses 49 et 87.)

II. DÉBATS.

10. Tout membre désirant prendre la parole doit le faire de son siège et s'adresser, découvert, à M. l'Orateur.

11. Lorsque deux membres ou plus se lèvent pour prendre la parole, l'Orateur l'accorde à celui qui s'est levé le premier à son siège; mais motion peut être faite à l'effet qu'un membre qui s'est levé "soit maintenant entendu," ou "qu'il ait maintenant la parole."

12. Un membre appelé à l'ordre doit s'asseoir, mais peut ensuite s'expliquer. La Chambre, s'il en est appelé à sa décision, règle la question, mais sans débat. S'il n'y a pas appel, la décision de l'Orateur est définitive.

13. Nul membre ne doit parler d'une manière irrévérente de Sa Majesté, ni d'aucun membre de la famille royale, ni du Gouverneur ou de la personne administrant les affaires du Canada; ni du Lieutenant-Gouverneur ou de la personne administrant les affaires de la province de Québec; il ne doit faire usage d'aucune parole offensante envers l'une ou l'autre des deux Chambres, ni envers aucun de leurs membres; et il doit s'en tenir à la question débattue. Nul membre ne peut commenter un vote de la Chambre, si ce n'est dans le but de le faire rescinder.

14. Tout membre peut exiger que la question débattue lui soit lue en tout temps pendant le débat, mais non de manière à interrompre celui qui a la parole.

15. Nul membre ne peut parler deux fois sur la même question, à moins que ce ne soit pour expliquer une partie essentielle de son discours, dans laquelle ses paroles ont pu être mal interprétées, mais alors il ne doit soulever aucune question nouvelle. Une réplique est permise à un membre qui a fait une motion de fond (*substantive*) à la Chambre, mais non à un membre qui a proposé un ordre du jour, un amendement, la question préalable, ou une instruction à un comité.

III. CONDUITE DES MEMBRES.

16. Nul membre n'a le droit de voter sur une question dans laquelle il a un intérêt pécuniaire direct, et le vote de tout membre ainsi intéressé sera désavoué.

17. Lorsque l'Orateur met une question aux voix, aucun membre ne doit sortir, ni traverser la Chambre, ni faire de bruit, ni rien qui puisse troubler l'ordre; et lorsqu'un membre parle, nul autre ne doit l'interrompre, si ce n'est pour le ramener à l'ordre, ni passer entre lui et le fauteuil; et aucun membre ne doit passer entre le

fautail et la table, ni entre le fauteuil et la masse, lorsque la masse a été enlevée de la table par le sergent-d'armes.

18. Chaque membre est obligé d'assister aux séances de la Chambre, à moins qu'un permis d'absence ne lui soit accordé par la Chambre.

IV. AFFAIRES DE LA CHAMBRE.

Affaires de Routine.

19. Les affaires de routine journalières de la Chambre sont prises dans l'ordre suivant :

Présentation des pétitions.

Lecture et réception des pétitions.

Présentation de rapports par les comités permanents et spéciaux.

Motions.

L'ordre dans lequel la Chambre procède, jour par jour, à la prise en considération des affaires, après les affaires de routine ci-dessus mentionnées, est comme suit :

LUNDI.

Bills privés.

Interpellations au ministère.

Avis de motions.

Bills publics et ordres d'un intérêt public.

MARDI ET VENDREDI.

Avis de motions du gouvernement.

Mesures du gouvernement.

Bills publics et ordres d'un intérêt public.

Interpellations au ministère.

Autres avis de motions.

(Pendant la première heure, après 7½ heures p. m.)

Bills privés.

MERCREDI ET JEUDI.

(Jusqu'à 6 heures, p. m.)

Interpellations au ministère.

Avis de motions.

Bills publics et ordres d'un intérêt public.

(Depuis 7½ heures p. m.)

Pendant la première heure, bills privés.

Bills publics et ordres d'un intérêt public.

20. Les ordres du jour pour la troisième lecture des bills ont la priorité sur tous autres ordres pour le même jour, excepté les ordres auxquels la Chambre a antérieurement accordé la priorité.

21. Les bills rapportés des comités généraux, avec amendements, sont placés sur les ordres du jour pour que la Chambre les prenne en considération, immédiatement après les troisième lectures.

22. Les bills rapportés après deuxième lecture de quelque comité permanent ou spécial sont placés sur les ordres du jour du lendemain de la réception du rapport, pour être renvoyés à un comité général dans l'ordre qu'ils se présentent, après les bills rapportés des comités généraux.

23. Les amendements faits par le Conseil Législatif aux bills présentés dans cette Chambre sont placés sur les ordres du jour immédiatement après les bills rapportés des comités spéciaux.

24. Tous les items placés sur les ordres du jour sont pris en considération dans l'ordre de priorité assigné à chacun sur le cahier des ordres, en réservant à l'administration le droit de placer les mesures du gouvernement à la tête de la liste, dans l'ordre de rotation suivant lequel elles doivent être prises en considération les jours où les bills du gouvernement ont la priorité.

25. Les items qui ne sont pas pris en considération lorsqu'ils sont appelés, sont ajournés. Les items ajournés sont inscrits sur le cahier des ordres, après les ordres du jour de la séance suivante.

26. Tous les ordres qui n'ont pas été pris en considération, lors de l'ajournement de la Chambre, sont remis à la séance suivante, sans qu'il soit nécessaire de faire motion à cet effet.

27. Si, à six heures p. m., un mercredi ou jeudi, ou lorsque la Chambre s'ajourne, une motion placée sur la liste des avis est sous considération, cette question est le premier ordre du jour de la séance suivante, immédiatement après les items auxquels la Chambre a, par une règle ou un ordre, accordé spécialement la priorité.

28. Une motion pour faire lire les ordres du jour a priorité sur toute motion devant la Chambre.

Interpellations au Ministère.

29. Il peut être fait des interpellations aux ministres de la couronne touchant toute affaire publique, et à d'autres membres touchant tout bill, motion, ou autre matière publique se rattachant aux affaires de la Chambre, dans laquelle tels membres peuvent être intéressés; mais en faisant une interpellation, aucun argument ou opinion ne doit être présenté, ni aucun fait énoncé, excepté lorsqu'il est nécessaire d'expliquer la question. Et en répondant à toute interpellation de cette nature, un membre n'en doit pas discuter le mérite.

Motions et Questions.

30. Une motion d'ajournement est toujours d'ordre; mais aucune motion n'est faite ensuite pour le même objet, qu'après la considération de quelque motion ou mesure intermédiaire.

31. Il sera donné deux jours d'avis d'une motion à l'effet d'obtenir permission de présenter un bill, une résolution ou une adresse,—pour la nomination d'un comité,—ou pour faire une interpellation; mais cette règle ne s'applique pas aux bills après leur présentation, ni aux bills privés, ni aux heures de réunion ou d'ajournement de la Chambre. Cet avis doit être déposé sur la table avant cinq heures P. M., et imprimé dans le procès-verbal des votes et délibérations de ce jour.

32. Une motion peut être faite, du consentement unanime de la Chambre, sans avis préalable.

33. Toutes les motions seront par écrit, et secondées avant d'être discutées ou mises aux voix par le président. Lorsqu'une motion est secondée, elle est lue en anglais et en français par l'Orateur, si l'usage des deux langues lui est familier; sinon, l'Orateur lit la motion dans une langue et la fait lire dans l'autre par le Greffier avant qu'elle ne soit discutée.

34. Un membre qui a fait une motion peut la retirer avec la permission de la Chambre; cette permission n'est accordée qu'à l'unanimité.

35. La question préalable, tant qu'elle n'est pas décidée, exclut tout amendement à la question principale et doit être conçue de la manière suivante: "Que cette question soit maintenant mise aux voix." Si la question préalable est résolue affirmativement, la question principale est aussitôt mise aux voix sans débat ni amendement.

36. Une motion pour renvoyer un bill ou une question devant un comité général exclut tout amendement à la question principale, jusqu'à ce qu'elle soit décidée.

37. Chaque fois que l'Orateur est d'opinion qu'une motion présentée à la Chambre est contraire aux règles et aux privilèges du Parlement, il en informe la Chambre immédiatement avant de poser la question, et cite la règle ou l'autorité applicable au cas.

Privileges.

38. Chaque fois qu'il s'élève une question de privilège, elle est immédiatement prise en considération.

Délibérations sur les bills.

39. Tout bill est présenté sur motion pour permission à cet effet, spécifiant le titre du bill ; ou sur motion pour nommer un comité pour le préparer et le présenter.

40. Aucun bill n'est présenté en blanc ou incomplet.

41. Quand un bill est présenté par un membre, en conformité d'un ordre de la Chambre, ou est apporté du Conseil Législatif, la question : " Que ce bill soit *main-tenant* lu une première fois, " est décidée sans amendement ni discussion.

42. Chaque bill subit trois lectures, à des jours différents, avant sa passation.

43. Mais, dans les circonstances extraordinaires ou urgentes, un bill peut en un seul jour subir deux ou trois lectures, ou avancer de deux phases ou plus, le même jour.

44. Lorsqu'un bill est lu dans la Chambre, le Greffier certifie sur l'endos les lectures et leurs dates respectives. Lorsqu'il est passé, il en certifie la passation, ainsi que la date, au bas du bill.

45. Chaque bill public est lu deux fois dans la Chambre avant son renvoi devant un comité ou avant qu'il ne soit amendé.

46. Dans les délibérations en comité général sur les bills, le préambule est d'abord ajourné, puis chaque clause est examinée par le comité dans l'ordre qu'elle se présente ; le préambule et le titre ne sont examinés qu'en dernier lieu.

47. Tous amendements faits en comité sont par le président rapportés à la Chambre qui les reçoit immédiatement. Le rapport fait, le bill peut être discuté et amendé avant que la troisième lecture en soit fixée. Cependant, quand il est fait rapport d'un bill sans amendement, sa troisième lecture est aussitôt fixée à telle époque que désigne la Chambre.

48. Il est du devoir du Greffier en Loi de cette Chambre de réviser tous les bills publics après leur première lecture, et de certifier sur l'endos qu'ils sont corrects ; et dans chaque phase subséquente de ces bills, le Greffier en Loi est responsable des corrections, s'ils sont amendés. Il prépare aussi un sommaire (*breviat*) de chaque bill public, avant sa seconde lecture.

Bills Privés.

49. Nulle pétition pour bill privé n'est reçue par la Chambre après les trois premières semaines d'une session : et nul bill privé n'est présenté à la Chambre après les quatre premières semaines de la session, et aucun rapport de comité permanent ou spécial sur un bill privé n'est reçu après les six premières semaines de la session. Et nulle motion pour la suspension ou modification générale de cette règle ne sera reçue par la Chambre, si, à une séance précédente, elle n'a pas été renvoyée aux divers comités permanents des bills privés, ou s'il n'est présenté de rapport à son sujet par deux ou plus de deux de ces comités.

50. Le Greffier de la Chambre devra, durant chaque vacance du parlement, publier en substance, une fois par semaine, dans la *Gazette Officielle*, les règles suivantes touchant les avis de demandes de bills privés, et dans d'autres journaux anglais et français ; et, immédiatement après l'émission de la proclamation convoquant le Parlement pour l'expédition des affaires, il fera publier dans la *Gazette Officielle* et dans d'autres journaux de la province, jusqu'à l'ouverture du Parlement, le jour auquel expirera le temps fixé pour la réception des bills privés, conformément à la règle précédente ; et le Greffier devra aussi annoncer, par avis affiché dans les

chambres de comités et les couloirs de cette Chambre, le premier jour de chaque session, les époques fixées pour recevoir les pétitions pour bills privés, les bills privés, et les rapports sur ces bills.

51. Toute demande de bills privés tombant sous la législation de la Législature de Québec, d'après "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867," soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage (*traverse*), l'incorporation de professions ou métiers ou de compagnies à fonds social ; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, le prélèvement d'aucune cotisation locale, la division d'aucun comté pour des fins, autres que celles de la représentation dans la Législature, ou d'aucun township ou autre municipalité locale, le changement du chef-lieu d'un comté ou le transfert d'aucuns bureaux locaux, la réglementation d'aucune branche de commerce, soit pour le ré-arpentage d'aucun township, ligne ou concession ; ou pour concéder à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou pour la permission de faire quoi que ce soit, qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une et l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ; ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins deux mois, durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

52. Avant d'adresser à la Chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, dans le même temps et de la même manière, donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-levis ou non, et les dimensions de ce pont-levis.

53. Lorsque les pétitions pour bills privés sont reçues par la Chambre, elles sont prises en considération (sans renvoi spécial) par le comité des ordres permanents, lequel fait rapport dans chaque cas si les règles touchant l'avis ont été observées ; et chaque fois que l'avis sera trouvé insuffisant, quant à l'ensemble de la pétition, ou à quelques-unes de ses allégations, qui auraient dû être spécialement mentionnées dans l'avis, le comité recommandera à la Chambre la détermination qu'elle devra prendre en conséquence de cette insuffisance d'avis.

54. Tout bill privé venant du Conseil Législatif (n'étant pas basé sur une pétition dont il a déjà été fait rapport par le comité) sera d'abord pris en considération, et il en sera fait rapport par le comité de la même manière, après sa première lecture et avant sa prise en délibéré par un autre comité permanent.

55. Nulle motion pour suspendre les règles à l'égard d'une pétition pour bill privé, n'est prise en considération, à moins qu'il n'ait été fait rapport de cette pétition par le comité des ordres permanents.

56. Tout bill privé est introduit sur pétition et peut être présenté à la Chambre sur motion à cet effet faite immédiatement après l'appel de l'ordre du jour des bills privés, et après qu'il a été fait un rapport favorable sur la pétition par le comité des ordres permanents.

57. Quand un bill pour confirmer des lettres-patentes ou contrat est présenté à la Chambre, une vraie copie de ces lettres-patentes ou contrat doit y être annexée.

58. Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment, les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de cent piastres, immédiatement après leur première lecture. Et tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en anglais et 325 exemplaires en français de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et la distribution doit en être faite avant leur première lecture ; et aucun de ces bills ne doit être lu pour la troisième fois avant que le Greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait paiement du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement. L'honoraire payable lors de la première lecture d'un bill privé n'est payé qu'à celle des Chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque Chambre.

59. Tout bill privé, la première fois, est renvoyé au comité des bills privés, si tel comité a été nommé, ou à quelque autre comité permanent de même nature, et toutes pétitions devant la Chambre pour ou contre le bill sont considérées comme renvoyées à ce comité.

60. Aucun bill privé introduit en cette Chambre, et dont il est exigé avis, n'est pris en considération par un comité avant qu'un avis de dix jours francs de la réunion de ce comité n'ait été affiché dans le couloir ; non plus que dans le cas où un bill serait introduit dans le Conseil Législatif, avant qu'un semblable avis de deux jours n'ait été affiché. Et nulle motion pour la suspension ou la modification générale de cette règle ne sera reçue par la Chambre, si, à une séance précédente, elle n'a pas été renvoyée aux divers comités permanents des bills privés, ou s'il n'est présenté de rapport à son sujet par deux ou plus de ces comités.

2. Le jour de l'affichage d'un bill en vertu de cette règle, le greffier-en-chef du bureau des bills privés annexera aux exemplaires du procès-verbal des votes et délibérations du jour l'avis de tel affichage ; et il annexera aussi au procès-verbal de chaque jour un avis des réunions de quelqu'un des comités permanents chargés de prendre en considération des bills privés ou des pétitions qui y ont rapport, qui pourront avoir été convoquées pour le lendemain.

61. Un exemplaire du bill, contenant les amendements à soumettre au comité permanent, est déposé au bureau des bills privés, un jour franc avant que le comité ne se réunisse pour les prendre en considération.

62. Toutes personnes dont les intérêts ou la propriété peuvent être compromis par un bill privé, doivent, lorsqu'elles en sont requises, comparaître devant le comité permanent au sujet de leur adhésion, ou envoyer par écrit cette adhésion, dont le comité peut exiger la preuve. Et dans tous les cas, le comité auquel est renvoyé un bill pour constituer une compagnie en corporation, doit exiger la preuve que les personnes, dont les noms figurent dans le bill comme composant la compagnie, ont l'âge de majorité, sont en mesure d'effectuer les objets projetés, et qu'elles ont consenti à être constituées en corporation.

63. Toutes les questions devant les comités auxquels sont renvoyés des bills privés sont décidées à la majorité des voix, celle du président comprise ; et dans le cas d'égalité de voix, le président a une deuxième voix ou voix prépondérante.

64. Il est du devoir du comité spécial auquel un bill privé peut être renvoyé par la Chambre, d'attirer l'attention spéciale de la Chambre sur toute disposition insérée dans ce bill que ne paraissait pas comporter l'avis donné à l'égard de ce bill, tel qu'il en a été fait rapport par le comité des ordres permanents.

65. Le comité auquel est renvoyé un bill privé doit, dans tous les cas, en faire rapport à la Chambre, et lorsqu'une modification importante est faite au préambule du bill, la modification et les raisons de cette modification sont mentionnées dans le rapport.

66. Lorsque le comité auquel a été renvoyé un bill privé fait rapport à la Chambre que le préambule de ce bill n'est pas prouvé à sa satisfaction, il doit aussi exposer les raisons sur lesquelles il s'appuie pour en venir à cette décision, et nul bill, dont il est ainsi fait rapport, ne doit être porté sur les ordres du jour, à moins d'un ordre spécial de la Chambre ;

2. Tout bill privé, autrement rapporté à la Chambre par tel comité, sera placé pour sa deuxième lecture sur l'ordre du jour suivant la réception du rapport, dans l'ordre de présentation, c'est-à-dire après les bills renvoyés à un comité général.

67. Le président du comité signe en toutes lettres un exemplaire imprimé du bill sur lequel les amendements sont lisiblement écrits, et il signe aussi de ses initiales les différents amendements faits et les clauses ajoutées en comité ; et un autre exemplaire du bill, avec les amendements écrits en leur lieu, doit être préparé par le Greffier du comité et déposé au bureau des bills privés ou annexé au rapport.

68. Nul amendement important ne peut être proposé à un bill privé, dans un comité général, ou à la troisième lecture du bill, à moins qu'il n'en ait été donné un jour d'avis préalable.

69. Quand un bill privé est rapporté du Conseil Législatif avec des amendements qui ne sont pas simplement de rédaction ou sans importance, ces amendements, avant la seconde lecture, sont renvoyés à un comité général, ou au comité permanent auquel ce bill avait été renvoyé.

70. Excepté dans les cas de nécessité urgente et absolue, aucune motion ne peut être faite pour suspendre l'effet d'un ordre permanent quant à des bills privés, sans qu'il en soit donné avis.

71. Un livre appelé le " registre des bills privés, " est tenu dans une chambre dénommée le " bureau des bills privés, " et dans ce livre sont inscrits par le greffier chargé des affaires de ce bureau, le nom, la qualité et le domicile des personnes qui demandent la passation d'un bill, ou de leur agent, et toutes les délibérations sur ce bill, depuis la pétition jusqu'à sa passation. Cette inscription doit spécifier brièvement chaque procédure de la Chambre ou du comité auquel le bill ou la pétition a été renvoyée, et le jour fixé pour la séance du comité. Le public peut chaque jour avoir accès à ce livre pendant les heures de bureau.

72. Le greffier en chef du bureau des bills privés prépare chaque jour des listes de tous bills privés et de toutes pétitions pour tels bills, qui doivent être prises en considération par des comités, avec indication de l'heure de la réunion et de la chambre où tels comités doivent siéger, et ces listes doivent être suspendues dans le couloir.

73. Tout agent parlementaire dirigeant des procédures devant l'Assemblée Législative, est personnellement responsable envers la Chambre et envers l'Orateur de sa soumission aux règles, ordres et usages du Parlement, et aux règles prescrites par l'Orateur, et aussi du paiement de tous honoraires et frais ; et il ne peut agir ainsi comme agent parlementaire qu'avec l'assentiment et l'autorisation expresse et préalable de l'Orateur.

74. Tout agent qui viole sciemment les règles et usages de la Législature ou les règles qui sont établies par l'Orateur, ou qui manque, de propos délibéré, à son devoir en dirigeant des procédures devant la Législature, s'expose à perdre, soit temporairement ou d'une manière absolue, à la volonté de l'Orateur, la faculté d'exercer comme agent parlementaire ; mais sur la demande de l'agent, l'Orateur donne par écrit les raisons qu'il a d'en agir ainsi.

Comités.

75. Le Greffier de la Chambre fait afficher, en un lieu apparent de la Chambre, une liste des différents comités permanents et spéciaux nommés durant la session.

76. Lorsque la Chambre doit se former en comité général, l'Orateur, avant de quitter le fauteuil, nomme un président, qui maintient l'ordre dans le comité ; et les règles de la Chambre sont observées en comité général autant que possible, à l'exception de celle qui limite le nombre de fois qu'il est permis de parler.

77. Les questions d'ordre qui s'élèvent en comité général sont décidées par le président, sauf appel à la Chambre ; mais le désordre dans un comité ne peut être censuré que par la Chambre lors de la réception du rapport de ce comité.

78. Une motion à l'effet que le président quitte le fauteuil est toujours d'ordre, et elle a priorité sur toute autre motion.

79. Un comité spécial ne peut, sans permis de la Chambre, se composer de plus de quinze membres, et l'auteur de la motion peut soumettre les noms de ceux qui doivent former ce comité, à moins que cinq membres ne s'y opposent. S'il y a opposition, la Chambre peut nommer le comité comme suit :—chaque membre en nomme un, et ceux qui ont le plus de voix composent le comité avec l'auteur de la motion ; mais nul membre, qui se déclare ou se prononce contre le principe ou la substance d'un bill, d'une résolution ou de matières qui doivent être renvoyées à un comité, ne peut faire partie de ce comité.

80. La majorité des membres composant un comité en forme le quorum, à moins que la Chambre n'en décide autrement.

81. Les membres peuvent faire, de leur place en Chambre, les rapports des comités permanents et spéciaux, sans se rendre à la barre de la Chambre.

Témoins.

82. Le Greffier de la Chambre est autorisé à payer, à même les fonds contingents, aux témoins assignés à comparaître devant tout comité spécial de la Chambre, une somme raisonnable par jour, laquelle sera fixée par l'Orateur, pour le temps de leur comparution, et de plus une gratification raisonnable pour les dépenses de voyage, sur tout certificat ou ordre du président du comité devant lequel les témoins ont été assignés à comparaître ; mais nul témoin ne sera ainsi payé à moins qu'un certificat n'ait été au préalable mis entre les mains du président de tel comité, par un de ses membres, constatant que le témoignage du témoin est, selon lui, important et essentiel ; et nul paiement ne sera fait dans aucun cas sans l'autorisation du comité permanent des dépenses contingentes, et cette autorisation sera signifiée par la signature du président, sur le dos du dit certificat ; et lorsqu'un témoin a été présent pendant trois jours, si sa présence est encore nécessaire, il faudra avoir de nouveau recours au comité des dépenses contingentes, et ainsi de suite tous les trois jours ; et nul témoin résidant au siège du gouvernement ne sera payé pour sa comparution.

Division.

83. Lorsque l'appel des membres est fait préalablement à une division, les débats doivent cesser.

84. Lors d'une division, les noms de ceux qui votent pour et contre la question ne sont pas inscrits aux minutes, à moins que la demande n'en soit faite par cinq membres.

Pétitions.

85. Les pétitions à la Chambre sont présentées par un membre, de sa place, et il est responsable à la Chambre de tout ce qu'elles peuvent contenir d'inconvenant ou d'impropre.

86. Tout membre qui présente une pétition à la Chambre l'endosse, et se borne à mentionner les personnes au nom desquelles il la présente, le nombre de signatures y apposées et les choses spéciales qui y sont alléguées. Les pétitions peuvent être écrites ou imprimées, à la condition toutefois que la page qui contient les conclusions soit revêtue des signatures d'au moins trois pétitionnaires.

87. Toute pétition dont le contenu n'est pas contraire aux privilèges de la Chambre, et qui, d'après les règles et la pratique de la Chambre, peut être reçue, est apportée à la table sur ordre de l'Orateur, qui ne peut permettre aucune discussion ou commentaire sur la pétition ; mais elle peut être lue par le Greffier, à la table, s'il en est requis ; ou bien, si elle contient une plainte de grief personnel et immédiat, la matière qui en fait le sujet peut sans délai être soumise à discussion.

Aides et Subsidés.

[Par les 54^{me} et 90^{me} sections de l'acte impérial, 30 Vict., chap. 3 (l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867), il est prescrit que la Chambre ne pourra introduire ni passer un vote, une résolution, une adresse ou un bill ayant pour but d'affecter aucune partie du revenu public, ou de toute autre taxe ou impôt, à aucun objet qui n'a pas été d'abord recommandé par un message du Lieutenant-Gouverneur pendant la session où ce vote, cette adresse, résolution ou bill est passé.]

88. Si une motion est faite dans la Chambre pour une aide publique, ou charge sur le public, la prise en considération et la discussion de cette motion peuvent ne pas avoir lieu de suite, mais être ajournées à tel jour subséquent que la Chambre juge à propos de fixer; et alors la motion est renvoyée à un comité général de la Chambre avant qu'une résolution ou un vote ne soit adopté sur la motion en question.

89. L'Assemblée Législative a seule l'initiative des aides et subsidés accordés à Sa Majesté par la Législature de Québec, et tous bills, pour accorder ces aides et subsidés, doivent prendre naissance dans la Chambre, — considérant que c'est le droit incontestable de la Chambre de diriger, limiter et fixer dans tous ces bills les fins, objets, considérations, conditions, limitations et qualifications de tels octrois, lesquels ne peuvent être modifiés par le Conseil Législatif.

90. Afin d'accélérer les travaux de la Législature, la Chambre ne doit pas insister sur le privilège qu'elle réclame et qu'elle exerce, de rejeter les bills venant du Conseil Législatif, par la raison qu'ils imposent des amendes pécuniaires; ou de rejeter des amendements faits par le Conseil Législatif, parce qu'ils introduisent ou modifient des amendes pécuniaires établies par les bills qui lui sont transmis par la Chambre, pourvu que toutes les amendes par là imposées n'aient pour but de punir ou de prévenir des crimes ou des offenses, et qu'elles n'aient pas pour objet d'imposer des fardeaux au sujet, sous forme d'aide ou de subsidés à Sa Majesté, ou pour des fins générales ou spéciales, au moyen de taxes, péages, cotisations, ou autrement.

Journal.

91. Une copie du journal de cette Chambre, certifiée par le Greffier, doit être transmise, chaque jour, à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur.

92. Cette Chambre consent à ce que le Conseil Législatif puisse faire des recherches dans ses propres journaux, de la même manière que cette Chambre peut, suivant l'usage parlementaire, consulter les journaux du Conseil Législatif.

Impressions.

93. Tous les bills sont imprimés, avant leur seconde lecture, dans les deux langues, à moins que la Chambre n'ordonne ou ne permette spécialement le contraire; — ou des bills qui ne sont présentés que dans le but de continuer des actes, — ou des bills peu longs, d'une importance secondaire, l'Orateur ou la Chambre peuvent ordonner que l'impression ne s'en fasse pas.

94. Toute motion à l'effet de faire imprimer un document, est au préalable soumise au comité permanent des impressions, qui en fait rapport, avant que la question ne soit mise aux voix.

V. RELATIONS ENTRE LES DEUX CHAMBRES.

95. Un maître en chancellerie attaché au service du Conseil Législatif est reçu en qualité de messenger du Conseil à la table du Greffier, où il remet le message dont il est chargé.

96. Les messages de cette Chambre au Conseil Législatif peuvent être portés par un membre de cette Chambre choisi par l'Orateur.

97. Un des greffiers de l'une ou de l'autre Chambre peut aussi être le porteur de messages de l'une à l'autre; et les messages ainsi transmis sont reçus à la barre par l'un des Greffiers de la Chambre à laquelle ils sont transmis, en tout temps pendant qu'elle est en séance ou en comité, sans en interrompre les délibérations.

98. Les messages du Conseil Législatif sont reçus aussitôt qu'annoncés par le sergent-d'armes.

99. Lorsque cette Chambre juge nécessaire de demander une conférence au Conseil Législatif, les raisons qu'elle se propose d'offrir lors de la conférence sont par elle préparées et adoptées avant de les confier à un messager.

100. Les Conseillers Législatifs qui désirent entendre les débats de cette Chambre peuvent avoir des sièges en dehors de la barre, dans un endroit destiné à cette fin, ayant soin de se retirer quand il est donné ordre de vider la Chambre.

VI. OFFICIERS ET SERVITEURS DE LA CHAMBRE.

101. Les heures du bureau des officiers respectifs de cette Chambre, et des surnuméraires employés durant la session, sont fixés de temps à autre par M. l'Orateur.

102. Avant qu'une vacance survienne dans le service de la Chambre ne soit remplie par l'Orateur, il est fait une investigation sur la nécessité de maintenir cette charge; et le montant du traitement qui doit y être attaché est fixé par l'Orateur, sujet à l'approbation de la Chambre.

103. Il est du devoir des officiers de cette Chambre (y compris le Greffier et le sous-Greffier) d'achever et compléter les travaux qui restent à faire à la fin de chaque session.

104. Le Greffier de la Chambre est responsable de la garde de tous les papiers et archives de la Chambre, et a la direction et le contrôle de tous les officiers et employés des bureaux, sujet aux ordres qu'il peut recevoir de temps à autre de M. l'Orateur ou de la Chambre.

105. Le Greffier de la Chambre place sur la table de l'Orateur, chaque matin, avant la réunion de la Chambre, l'ordre des délibérations du jour.

106. Il est du devoir du Greffier de dresser, faire imprimer, et distribuer à chaque membre, au commencement de chaque session du Parlement, une liste des rapports ou autres comptes-rendus périodiques que les officiers ou les départements du gouvernement, ou les banques ou les autres corporations sont tenus de présenter à la Cuambre,—ayant soin de renvoyer à l'acte ou à la résolution, et à la page du volume des lois ou des journaux où tels rapports sont ordonnés, et de placer sous le nom de chaque officier ou corporation une liste des rapports ou comptes-rendus qu'il ou qu'elle doit faire, et l'époque où le rapport ou compte-rendu doit être transmis.

107. Le sergent-d'armes de cette Chambre est responsable de la garde de la masse, de l'ameublement et des garnitures de la Chambre, ainsi que de la conduite des huissiers (*messengers*) et serviteurs subalternes de la Chambre.

108. Nul étranger qui, par ordre de la Chambre, est placé sous la garde du sergent-d'armes, n'est élargi avant qu'il n'ait payé un honoraire de quatre piastres à cet officier.

109. Il ne sera à l'avenir accordé d'indemnité à aucun employé de cette Chambre qui ne réside pas au siège du gouvernement, pour frais de voyage encourus pour se rendre à son poste.

110. Le Greffier emploie, dès le commencement d'une session, avec l'approbation de l'Orateur, le nombre nécessaire d'écrivains surnuméraires, et en engage d'autres à mesure que les affaires publiques peuvent le nécessiter.

VII. BIBLIOTHÈQUE.

111. Un catalogue des livres de la bibliothèque, convenablement fait, est tenu par le bibliothécaire qui en a la garde et la responsabilité; et il doit faire rapport à la Chambre, par l'entremise de M. l'Orateur, à l'ouverture de chaque session, de l'état dans lequel se trouve la bibliothèque.

112. Aucune personne ne peut avoir accès à la bibliothèque, pendant les sessions de la Législature, si ce n'est le Lieutenant-Gouverneur, les membres du Conseil

Exécutif et des deux Chambres de la Législature et les officiers des deux Chambres, et toute autre personne qui obtient un billet d'admission de l'Orateur de l'une ou de l'autre Chambre ; les membres peuvent, en personne, introduire des étrangers dans la bibliothèque, pendant le jour, mais non après sept heures, p. m.

113. Pendant les sessions de la Législature, aucun livre de la bibliothèque ne peut être emporté de l'édifice, excepté sur autorisation de l'Orateur, ou lorsqu'un membre de l'une ou de l'autre Chambre en donne un reçu.

114. Pendant la vacance de la Législature, la bibliothèque et la chambre de lecture sont ouvertes tous les jours de chaque semaine, excepté les dimanches et jours de fête, depuis dix heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi ; et la bibliothèque est ouverte aux personnes introduites par un membre de l'une ou l'autre Chambre, ou admises à la discrétion du Greffier, ou du bibliothécaire, sujettes aux règles qui sont jugées nécessaires pour la sûreté et la conservation des livres ; mais il n'est permis à qui que ce soit, si ce n'est aux membres de l'une ou l'autre Chambre, et aux autres personnes ayant l'autorisation de l'Orateur de l'une ou l'autre Chambre, d'emporter un livre hors de la bibliothèque.

115. Le Greffier de cette Chambre est autorisé à s'abonner aux journaux publiés en cette province et aux autres papiers, anglais et étrangers, qui sont désignés de temps en temps par l'Orateur, et à faire venir chaque année la suite des ouvrages périodiques que possède la bibliothèque.

CAS IMPRÉVUS.

116. Dans tous les cas imprévus, les règles, usages et formalités de la Chambre des Communes du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, doivent être suivis.

ORDRES POUR LA SESSION.

Résolu, Que lorsqu'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un membre, ce dernier doit se retirer pendant les débats qui s'en suivent ; et, si deux membres sont élus pour le même collège électoral, ils doivent s'absenter jusqu'à ce que l'élection soit décidée.

Résolu, Que s'il appert qu'une personne a été élue membre de cette Chambre, ou a cherché à l'être, par corruption, et au moyen d'intrigue ou de menée, la Chambre procède avec la plus grande sévérité contre toutes personnes qui ont pris une part volontaire à cette corruption ou à ces menées ou intrigues.

Résolu, Que l'offre d'argent ou de tout autre avantage à un membre de l'une ou l'autre Chambre, dans le but de faciliter la passation d'une mesure quelconque qui dépend du Parlement ou qui doit y être décidée, est un grand crime et un délit, et tend au renversement de la constitution.

Sur motion de l'honorable M. Dunkin, secondé par l'honorable M. Chauveau,

Ordonné, Que 500 copies des règles de cette Chambre et de l'acte constitutionnel, soient imprimées dans les deux langues, avec les deux textes en regard.

L'honorable M. le Procureur-Général Oulmet, du comité spécial nommé pour s'enquérir du fonctionnement de l'acte municipal du Bas-Canada, et des actes concernant les abus préjudiciables à l'agriculture, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Qu'avec le concours de plusieurs sous-comités, les travaux suivants ont été préparés :

1. Les lois municipales ont été refondues, de manière à montrer la loi telle qu'elle existe maintenant.

2. Les lois concernant les abus préjudiciables à l'agriculture ont aussi été refondues.

3. Divers amendements à ces lois, ainsi que des suggestions concernant le même sujet, ont été préparés.

4. Les chartes de onze villes et cités de la province de *Québec* (sans comprendre celles de *Montréal* et *Québec*) ont été confrontées et arrangées de manière à n'en faire qu'une seule.

Votre comité recommande que ces refontes des lois municipales, avec les amendements et les suggestions proposées, soient imprimées, et qu'une copie en soit adressée à chaque conseil municipal, ce qui, pendant la vacance, permettra au peuple de cette province d'exprimer son opinion sur cette partie importante de la législation.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

Ordonné, Que l'honoraire payé sur le bill pour autoriser les Chambres des Notaires à admettre, après examen, *Norbert Damase Daniel Bessette* à pratiquer comme notaire, soit remboursé.

L'honorable M. *Dunkin*, du comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Le comité collectif des impressions demande la permission de soumettre ce qui suit comme son troisième rapport.

Qu'aussitôt que la chose lui a été possible, en raison de l'examen attentif qu'il a été nécessaire de faire, des questions préliminaires impliquées dans les conditions du contrat, votre comité a sollicité des soumissions au moyen d'annonces publiques pour les impressions, l'approvisionnement du papier, et la reliure pour l'Assemblée Législative, pour une période de cinq années à commencer du premier juillet prochain.

Qu'il a reçu des soumissions pour les impressions de l'Assemblée Législative de six personnes, toutes de *Québec*, parmi lesquelles (d'après les calculs faits avec beaucoup de soin par le greffier du comité, qui les croit exacts) M. G. T. *Cary* est celui qui a envoyé la soumission la moins élevée.

Qu'il a reçu des soumissions pour l'approvisionnement du papier, de quelques personnes seulement, aussi toutes de *Québec*, dont la moins élevée est celle de M. A. *Côté* ; mais votre comité comprend que cette soumission n'est faite qu'à la condition seulement d'être acceptée conjointement avec sa soumission pour les impressions, et il est en outre d'opinion que toutes les soumissions pour l'approvisionnement du papier sont plus élevées que celles qui devraient être acceptées comme base du contrat.

Que quand à la reliure, six personnes, toutes de *Québec*, ont envoyé des soumissions, dont la moins élevée vient de la société *Lafrance* et *Lemieux*. Votre comité ne croit pas du tout probable qu'on puisse obtenir aucune soumission plus avantageuse pour ce service.

Qu'en ce qui concerne les impressions, votre comité croit de son devoir d'attirer l'attention des deux Chambres sur le fait que même la soumission la moins élevée, dont il a été question plus haut, tout en étant, selon les calculs de M. *Langlois* qu'une bagatelle au-dessous de ce qui est reconnu être le prix du contrat à *Ottawa*, semble être matériellement plus élevée que le prix du contrat à temps limité obtenu pour la Législature d'*Ontario*.

Qu'en vue de ce fait, et vu l'impossibilité (à laquelle il est fait allusion) qu'il y a, de faire en sorte que le contrat couvre les dépenses de l'approvisionnement du papier selon ce qui est fait à *Ottawa* et à *Ontario*, il hésite à prendre le parti de lier de suite la Législature par un contrat de cinq années pour les impressions seulement et aux prix ci-dessus demandés.

Que si la Législature décidait de ne pas attacher d'importance à ces considérations, il ne resterait plus à votre comité qu'à soumettre la soumission de M. *Cary* comme étant la moins élevée.

Qu'il n'a aucune remarque à faire sur les cautionnements qui ont été offerts par aucune des personnes soumissionnaires, vu qu'il considère comme accepté, non seulement que leur validité sera dûment discutée par les officiers chargés d'y voir, avant qu'aucun contrat ne soit fait, mais aussi que, dans le cas où des difficultés

surgiraient à ce sujet, il sera donné aux parties intéressées l'opportunité de s'en décharger.

L'honorable M. *Dunkin*, du comité permanent des privilèges et élections, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité. (Appendice N° 13.)

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres du l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, présente la réponse à une adresse, datée le 18 février 1868, pour une liste des juges de paix dans et pour le comté de *Jacques-Cartier*, indiquant ceux qui ont prêté serment, et qui se sont qualifiés pour siéger.

De plus, réponse à une adresse, datée le 27 janvier 1868, pour un rapport indiquant :

1. Le nombre des élèves (garçons et filles) admis dans les écoles normales, depuis leur établissement jusqu'à ce jour.

2. Le nombre de bourses et demi-bourses accordées aux dits élèves.

3. La somme payée et par qui, pour l'instruction des dits élèves, pendant la dite période.

4. Le nombre d'élèves de chaque sexe auxquels ont été conférés des diplômes leur donnant le grade d'instituteur ou institutrice.

5. Combien des dits élèves de chaque sexe, ainsi porteurs de diplômes, ont fait l'école, et pendant combien de temps.

6. Combien des dits élèves, ainsi munis de diplômes et n'ayant jamais fait l'école, ont remboursé le coût de leur instruction dans les dites écoles.

De plus, réponse à une adresse, datée le 29 janvier 1868, demandant les rapports d'inspection faits par le *Dr. Bardy*, durant l'année dernière, en sa qualité d'inspecteur d'écoles dans sa division, aussi bien que copie de toutes les plaintes faites au bureau de l'éducation contre le dit *Dr. Bardy*, en sa dite qualité d'inspecteur.

Sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Dunkin*,

Ordonné, Que 750 copies en français et 500 copies en anglais du second rapport du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation, soient imprimées pour l'usage des membres de cette Chambre.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu,

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens, étant lu,

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender l'acte concernant les Mines d'Or et l'acte des Mines d'Or de 1865, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que la Chambre a passé ce bill sans amendement.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte municipal du *Bas-Canada*, étant lu,

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit retiré.

M. *Hamilton*, secondé par M. *Fortin* propose :

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien ordonner que l'honorable M. le Procureur-Général reçoive instruction de prendre les mesures nécessaires pour annuler la charte de la compagnie des mines de charbon et des pêcheries de *Gaspé*.

Et des débats s'en suivant ;

La dite motion est, avec la permission de la Chambre, retirée.

M. *Marchand*, secondé par M. *Benoit*, propose que M. l'Orateur adresse son warrant au Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour préparer un nouveau bref pour l'élection d'un membre devant servir, durant le présent Parlement, pour le comté de *Kamouraska*, n'y ayant pas eu de rapport, à cette Chambre, de l'élection d'un membre pour le dit comté, lors de la dernière élection générale.

Et des débats s'en suivant ;

Et la dite motion étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Pozer,</i>	<i>Sénécal,</i>
<i>Beaudreau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robert,</i>	<i>Thérien et</i>
<i>Benoit,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Scriver,</i>	<i>Tremblay,—13.</i>
<i>Joly,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Church,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Ouimet, Proc. Gén.,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Clément,</i>	<i>Hamilton,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Craig,</i>	<i>Hemming,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bessette,</i>	<i>De Niverville,</i>	<i>Irvine, Soll. Gén.,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Desaulniers (Maskinongé),</i>	<i>Jodoin,</i>	<i>Ross,</i>
<i>Carter,</i>	<i>Dunkin,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Simard et</i>
<i>Cauchon,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Lecavalier,</i>	<i>Verreault,—31.</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Gaudet,</i>	<i>Mailoux,</i>	

Ainsi, la question a été résolue négativement.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender de nouveau les actes d'incorporation de la cité de *Québec*, étant lu,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Carter* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Carter* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte pour amender de nouveau l'acte pour amender et refondre les dispositions contenues dans les actes et ordonnances concernant l'incorporation de la cité de *Québec* et l'aqueduc de la dite cité, et pour amender l'acte 29 et 30 *Victoria*, chap 57, amendant le susdit acte."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, secondé par l'honorable M. *Dunkin*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera à sa prochaine séance aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à lundi prochain à 10 h. a. m.

Résolu, Que cette Chambre s'ajourne jusqu'à 9 heures p. m, aujourd'hui.

9 heures, P. M.

Le Greffier du Conseil Législatif remet, à la barre de la Chambre, le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour amender les lois de la chasse en cette province," avec un amendement, auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et ensuite il s'est retiré.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender les lois de la chasse en cette province," lequel est comme suit :

" Retranchez la clause 3. "

Le dit amendement étant lu une seconde fois, et la question étant mise aux voix, savoir : " Que cette Chambre concourt avec le Conseil Législatif dans le dit amendement. "

La Chambre se divise, et la question est résolue négativement.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial, composé de M. *Bellingham*, l'honorable M. *Dunkin* et M. *Fortin*, pour préparer les raisons à offrir au Conseil Législatif à une conférence, pour lesquelles cette Chambre ne concourt pas dans le dit amendement.

M. *Bellingham*, du comité spécial nommé pour préparer les raisons à être offertes au Conseil Législatif, à une conférence, pour lesquelles cette Chambre ne concourt pas dans l'amendement fait par leurs Honneurs au bill intitulé : " Acte pour amender les lois de la chasse en cette province," fait rapport que le comité a préparé les raisons en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

Parce qu'en rescindant la troisième section du bill sans y substituer la quatrième section du vingt-neuvième chapitre des statuts refondus, on rendrait le dit bill inefficace.

La dite raison étant lue une seconde fois, est adoptée.

Résolu, Qu'une conférence avec le Conseil Législatif est désirable, afin de lui communiquer la raison qui a induit cette Chambre à ne pas concourir dans l'amendement fait par leurs Honneurs au bill intitulé : " Acte pour amender les lois de la chasse en cette province."

Ordonné, Que M. *Bellingham*, l'honorable M. *Dunkin* et M. *Fortin* se rendent au Conseil Législatif, et demandent la dite conférence.

Message du Conseil Législatif, par *Boucher de Boucherville*, écuyer, l'un des Maîtres en Chancellerie.

M. l'Orateur,

Le Conseil Législatif consent à la conférence demandée au sujet de l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill qui y a été envoyé par l'Assemblée Législative, intitulé : " Acte pour amender les lois de la chasse en cette province," et qu'il enverra des membres de cette Chambre pour rencontrer les délégués de l'Assemblée Législative, ce soir, à dix heures, dans la chambre de conférence du Conseil Législatif.

Et ensuite il s'est retiré.

A l'heure fixée, les membres choisis par cette Chambre pour rencontrer les délégués du Conseil Législatif à une conférence au sujet de l'amendement fait par leurs Honneurs au bill intitulé : " Acte pour amender les lois de la chasse en cette province," se sont rendus à la conférence.

Et étant de retour,

M. *Bellingham* fait rapport qu'ils ont assisté à la conférence, et qu'ils ont remis aux délégués du Conseil Législatif la raison pour laquelle cette Chambre n'a pas concouru dans le dit amendement.

Message du Conseil Législatif, par *Boucher de Boucherville*, écuyer, l'un des Maîtres en Chancellerie.

M. l'Orateur,

Le Conseil Législatif n'insiste pas sur son amendement fait au bill envoyé par l'Assemblée Législative, intitulé : "Acte pour amender les lois de la chasse en cette province."

Et ensuite il s'est retiré.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif.

Le Greffier du Conseil Législatif remet, à la barre de la Chambre, le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour pourvoir d'une manière plus efficace au soutien des écoles en certains cas, et pour d'autres objets y mentionnés."

Bill intitulé : "Acte pour pourvoir à la nomination d'un prévôt des incendies, pour les cités de *Montréal* et *Québec*, et pour définir ses pouvoirs et ses devoirs."

Bill intitulé : "Acte pour autoriser les ministres de l'Eglise s'appelant "l'Eglise Catholique Apostolique" en la province de *Québec*, à célébrer des mariages et à tenir des registres de baptêmes, mariages et sépultures."

Bill intitulé : "Acte concernant l'incorporation des compagnies à fonds social."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la société appelée, "l'Union St. Joseph à *St. Sauveur de Québec*."

Bill intitulé : "Acte des clauses générales des compagnies à fonds social."

Bill intitulé : "Acte pour amender certains actes y mentionnés et pour créer des dispositions ultérieures au sujet des timbres."

Bill intitulé : "Acte pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre mil huit cent soixante-et-huit, et pour d'autres objets se rattachant au service public."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 12 Viet., chap. 282, et pour pourvoir à une nouvelle augmentation du fonds capital de la compagnie du Gaz de *Québec*."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte incorporant la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer le "*Caledonia Curling Club* de *Montréal*."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie hydraulique de *Saint-Louis*."

Bill intitulé : "Acte pour continuer, pour un temps limité, les différents actes y mentionnés."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie d'assurance maritime du *Canada*."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie manufacturière et hydraulique de *Chambly*."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer les membres du "Synode du diocèse de *Montréal*" et pour amalgamer "La Société de l'Eglise du diocèse de *Montréal*" avec le dit Synode."

Bill intitulé : "Acte concernant la compagnie d'ardoise de *Rockland*."

Bill intitulé : Acte pour diviser la municipalité du township de *Percé*, dans le comté de *Gaspé*, en deux municipalités séparées."

Bill intitulé : "Acte pour constituer en corporation l'association connue sous le nom de "La Société des Commis-Marchands de *Montréal*."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Société de Construction de *Montréal*."

Bill intitulé : "Acte concernant l'organisation du service civil."

Bill intitulé : "Acte pour pourvoir à la remise, en certains cas, des deniers reçus par les shérifs, les protonotaires et les greffiers de la cour de circuit."

Bill intitulé : " Acte pour amender le chapitre dix-huit des statuts refondus du Bas-Canada. "

Bill intitulé : " Acte pour légaliser, à certains égards, les procédés des Chambres des Notaires. "

Bill intitulé : " Acte concernant le département du secrétaire et du registraire de cette province. "

Bill intitulé : " Acte concernant la preuve des lois et des publications officielles des autres provinces de la Puissance. "

Bill intitulé : " Acte concernant la nomination d'un assistant des officiers en loi de la couronne. "

Et aussi, le Conseil Législatif a passé le bill pour amender les lois de la chasse en cette province, avec un amendement, auquel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender les lois de la chasse en cette province, " lequel est lu comme suit :

Page 1, ligne 11. Retranchez " premier " là où il se rencontre pour la seconde fois, et insérez " vingtième. "

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Alors, sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Dunkin*,

La Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain, à 10 heures A. M.

Lundi, 24 Février 1868.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. *Dunkin*,—la pétition de *Frédéric B. Matthews*, de la cité de *Montréal*.

Par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,—la pétition d'*Alfred L. Williams* et autres, de la paroisse de *Longueuil*.

Par M. *Carter*,—la pétition de la société de tempérance de *Montréal*; la pétition de la Loge St. Laurent N° 1 de l'ordre des Bons Templiers de l'*Amérique Britannique*; et la pétition du "*Mount Royal Temple*" N° 1, de l'ordre indépendant des Bons Templiers.

Par M. *Clément*,—la pétition du Révérend *N. Doucet* et autres, du comté de *Charlevoix*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De la municipalité de la paroisse de *St. Raymond*, et de la municipalité de la paroisse de *St. Grégoire*; et du Révérend *L. A. Dostie* et autres; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

M. l'Orateur donne communication de la lettre suivante à la Chambre :

HOTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 22 février 1868.

MONSIEUR,

J'ai reçu ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, de vous informer que c'est son intention, si l'état des affaires publiques le permet, de protéger la

présente session de la Législature lundi, le 24^e jour de février courant, à deux heures P. M.

J'ai l'honneur d'être,

Votre très-obéissant serviteur,

G. VAN FELSON.

Secrétaire du Lieutenant-Gouverneur.

A l'honorable Orateur

de l'Assemblée Législative,

etc., etc., etc.

Le Greffier du Conseil Législatif remet, à la barre de la Chambre, le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte concernant la charge d'Imprimeur de la Reine pour cette province, et la publication de la *Gazette Officielle de Québec*."

Bill intitulé : " Acte concernant certains droits sur les licences."

Bill intitulé : " Acte concernant les inspecteurs des prisons, hôpitaux et autres institutions."

Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau l'acte pour amender et refondre les dispositions contenues dans les actes et ordonnances concernant l'incorporation de la cité de *Québec*, et l'aqueduc de la dite cité, et pour amender l'acte 29 et 30 *Victoria*, chapitre 57, amendant le susdit acte."

Bill intitulé : " Acte concernant les chemins de colonisation."

Bill intitulé : " Acte pour amender les actes relatifs à la corporation de la cité de *Montréal*, et pour d'autres fins."

Bill intitulé : " Acte pour diminuer les dépenses de l'assignation des jurés dans les affaires criminelles, et pour d'autres fins."

Bill intitulé : " Acte concernant la charge de ministre de l'instruction publique."

Bill intitulé : " Acte pour l'encouragement des colons sur les terres de la couronne."

Aussi, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour amender l'acte passé dans les 27^e et 28^e *Vict.*, chap. 56, concernant l'emmagasiner de la poudre dans les cités de *Montréal* et de *Québec*, avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et ensuite il s'est retiré.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 27 et 28 *Vict.*, chap. 56, concernant l'emmagasiner de la poudre dans les cités de *Montréal* et de *Québec*," lesquels sont lus comme suit :

Page 1, clause 3, après " Lieutenant-Gouverneur," insérez " en Conseil. "

Page 2, clause 13, retranchez " six " et insérez " douze. "

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que la Chambre a adopté leurs amendements.

Un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par *Samuel Staunton Hatt*, écuyer, Gentilhomme Huissier de la Verge Noire.

M. l'Orateur,

Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette Honorable Chambre, que c'est le plaisir de Son Excellence que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès d'elle dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus auprès de Son

Excellence, qui a donné, au nom de Sa Majesté, sa sanction royale aux bills publics et privés qui suivent :

- 1^{er} Acte concernant la charge d'Orateur de l'Assemblée Législative.
- 2^e Acte concernant les statuts de cette province.
- 3^e Acte concernant l'interprétation des statuts de cette province.
- 4^e Acte concernant la nomination des juges de paix.
- 5^e Acte concernant l'indemnité des membres de la Législature, et le salaire de l'Orateur de l'Assemblée Législative.
- 6^e Acte concernant le département du trésor, et les revenus, dépenses et comptes publics.
- 7^e Acte pour amender l'acte incorporant la compagnie du chemin de fer de la vallée de *Massawippi*.
- 8^e Acte pour faciliter le partage des biens de la succession de feu *John Coffin*.
- 9^e Acte pour autoriser les Sœurs de la Charité de l'Hôpital-Général de *Montréal* à acquérir des propriétés jusqu'à concurrence d'une certaine valeur et à en disposer.
- 10^e Acte pour incorporer la société appelée l'Union St. Pierre du village *Bienville* de *Lévis*.
- 11^e Acte pour incorporer la société St. Jean-Baptiste de la ville de *St. Jean*.
- 12^e Acte pour amender l'acte incorporant l'Union St. Joseph de *St. Jean d'Iberville*.
- 13^e Acte pour amender les divers actes incorporant la ville de *Lévis*.
- 14^e Acte pour incorporer "Le *Quebec Curling Club*."
- 15^e Acte pour incorporer la Société de Construction Canadienne de *Montréal* comme société de construction permanente.
- 16^e Acte pour autoriser la Chambre des Notaires de *Montréal* à admettre, après examen, *N. D. D. Bessette* comme notaire.
- 17^e Acte pour annexer une partie de la seigneurie de *Bélair* à la paroisse de *St. Ambroise*, et une autre partie d'icelle à la paroisse de *Ste. Catherine*.
- 18^e Acte concernant les minutes de feu *Théod. Doucet*, en son vivant de la ville de *Montréal*, notaire public.
- 19^e Acte pour amender l'acte du parlement du *Canada*, 23 Vict. ch. 70, concernant les inhumations dans un certain cimetière en la cité de *Québec*.
- 20^e Acte pour incorporer la compagnie de manufacture de *Montréal*.
- 21^e Acte des clauses générales des compagnies à fonds social.
- 22^e Acte concernant l'incorporation des compagnies à fonds social.
- 23^e Acte pour diviser la municipalité du township de *Percé*, dans le comté de *Gaspé*, en deux municipalités séparées.
- 24^e Acte pour amender l'acte 22 Vict., ch. 106, incorporant la ville de *St. Jean*.
- 25^e Acte pour constituer en corporation l'association connue sous le nom de "La Société des Commis-Marchands de *Montréal*."
- 26^e Acte pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*.
- 27^e Acte concernant le département du secrétaire et du registraire de cette province.
- 28^e Acte concernant la charge d'imprimeur de la Reine pour cette province, et la publication de la *Gazette Officielle de Québec*.
- 29^e Acte concernant les inspecteurs de prisons, hôpitaux et autres institutions.
- 30^e Acte pour amender le ch. 18 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*.
- 31^e Acte concernant la compagnie d'ardoise de *Rockland*.
- 32^e Acte pour amender l'acte 12 Vict., ch. 282, et pour pourvoir à une nouvelle augmentation du fonds capital de la compagnie du Gaz de *Québec*.
- 33^e Acte pour pourvoir à la remise, en certains cas, des deniers reçus par les shérifs, les protonotaires et les greffiers de la cour de circuit.
- 34^e Acte pour légaliser, à certains égards, les procédés des Chambres de Notaires.
- 35^e Acte concernant la preuve des lois et publications officielles des autres provinces de la Puissance.
- 36^e Acte pour amender certains actes y mentionnés et pour créer des dispositions ultérieures au sujet des timbres.

- Acte concernant les chemins de colonisation.
- Acte pour continuer, pendant un temps limité, les divers actes y mentionnés.
- Acte concernant certains droits sur les licences.
- Acte pour autoriser les ministres de l'Eglise s'appelant "l'Eglise Catholique Apostolique" en la province de *Québec*, à célébrer des mariages et à tenir des registres de baptêmes, mariages et sépultures.
- Acte pour incorporer la société de "l'Union St. Joseph à St. Sauveur de *Québec*."
- Acte pour pourvoir à la nomination d'un prévôt des incendies, pour les cités de *Montréal* et *Québec*, et pour définir ses pouvoirs et ses devoirs.
- Acte pour amender les actes relatifs à la corporation de la cité de *Montréal* et pour d'autres fins.
- Acte concernant la charge de ministre de l'instruction publique.
- Acte pour diminuer les dépenses de l'assignation des jurés dans les affaires criminelles, et pour d'autres fins.
- Acte pour pourvoir plus efficacement au soutien des écoles, dans certains cas, et autres fins y mentionnées.
- Acte concernant l'organisation du service civil.
- Acte concernant la nomination d'un assistant des officiers en loi de la couronne.
- Acte pour amender l'acte 27 et 28 Viet., chap. 56, concernant l'emmagasinage de la poudre, dans les cités de *Québec* et de *Montréal*.
- Acte pour incorporer la Société de Construction de *Montréal*.
- Acte pour incorporer la compagnie d'assurance maritime du *Canada*.
- Acte pour amender les lois de la chasse en cette province.
- Acte pour incorporer les membres du "Synode du diocèse de *Montréal*," et pour amalgamer "la Société de l'Eglise du diocèse de *Montréal*" avec le dit Synode.
- Acte pour incorporer la compagnie hydraulique et manufacturière de *Chambly*.
- Acte pour incorporer le "*Calceonia Curling Club* de *Montréal*."
- Acte pour encourager la colonisation.
- Acte pour amender l'acte des Mines d'Or, et l'acte amendant l'acte des Mines d'Or de 1865.
- Acte pour amender de nouveau l'acte pour refondre les dispositions contenues dans les actes et ordonnances concernant l'incorporation de la cité de *Québec* et l'aqueduc de la dite cité, et pour amender l'acte 29 et 30 Viet., ch. 57, amendant le susdit acte.

Le titre du bill suivant est alors lu,

Acte pour incorporer la compagnie hydraulique de *St. Louis*.

Sur quoi, il a plu à Son Excellence de dire qu'il réservait le bill pour la signification du bon plaisir de Sa Majesté sur icelui.

Alors, l'honorable Orateur de l'Assemblée Législative s'est adressé à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, comme suit :

PLAISE A VOTRE EXCELLENCE :

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, approchons Votre Excellence pour lui présenter notre bill des subsides.

Nous sommes heureux de pouvoir féliciter Votre Excellence sur sa nomination permanente à la dignité de Lieutenant-Gouverneur de cette province, en vertu des 58ème et 59ème sections de l'Acte de l'*Amérique Britannique du Nord*.

Déjà la nomination temporaire d'un Lieutenant-Gouverneur, né au milieu de nous et possédant l'estime et la confiance de tous les sujets de Sa Majesté dans cette province, a été justement considérée comme une preuve de la bienveillance et des gracieuses intentions de Sa Majesté, et du gouvernement de la Puissance à notre égard. La confirmation de cette nomination ne peut que réjouir tous ceux qui savent apprécier l'impartialité et l'habileté avec lesquelles Votre Excellence a rempli les hautes fonctions qui lui sont confiées.

Nous avons été heureux de voter les subsides requis pour le service civil, pour les institutions de bienfaisance et d'éducation, et pour les autres besoins de la province. Tout en admettant que les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons placés exigent la plus grande prudence, nous avons été d'avis qu'il n'y aurait aucune économie véritable à refuser ce qui est nécessaire pour l'efficacité du service public et la juste rémunération des employés.

Nous avons été heureux de pouvoir contribuer à soulager les souffrances d'une partie de la population de notre Sœur Province la *Nouvelle-Ecosse*, et nous avons aussi voté avec plaisir les sommes que le gouvernement avait cru devoir avancer pour le soulagement de la misère qui régnait sur la côte du *Labrador* et dans le district de *Gaspé*.

Nous avons donné la plus grande attention aux sujets indiqués dans le discours de Votre Excellence, et les comités qui ont été nommés sur l'agriculture, la colonisation, la coupe des bois, l'immigration, les lois municipales, se sont enquis avec soin et diligence de toutes ces matières.

Par l'initiative du gouvernement, des mesures concernant la colonisation, la protection des colons, l'instruction agricole, l'entretien des écoles dans les cités de *Québec* et de *Montréal*, la construction de maisons d'école, la loi des jurés, des devoirs des shérifs, la nomination des juges de paix, l'interprétation des statuts, l'organisation du Département du Trésor, la perception des droits de timbres et celle des licences, l'organisation du Département du Secrétaire et Régistrare de la province, celle du Ministre de l'Instruction Publique, l'inspection des prisons et hôpitaux, la publication et la distribution des statuts, la publication de la *Gazette Officielle* et la création de compagnies industrielles et commerciales ont été discutées, adoptées et sont maintenant soumises à la sanction de Votre Excellence.

Indépendamment de ces mesures importantes, un grand nombre d'autres bills publics et de mesures d'une nature locale ont occupé notre attention.

Nous avons le plaisir d'assurer Votre Excellence que dans la discussion de tous ces graves intérêts la plus grande harmonie et la plus grande cordialité n'ont cessé de régner entre nous, et nous ne doutons pas que l'exemple qui a été donné par cette Législature ne contribue à augmenter les sentiments d'affection mutuelle entre les sujets de Sa Majesté sans distinction de religion ou d'origine, de fidélité et de dévouement à Sa Majesté et à notre constitution, qui sont si propres à assurer la paix et la prospérité de cette grande et importante province.

L'honorable Orateur de l'Assemblée Législative présente alors le bill des subsides qui suit :

57 " Acte pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour les dix-huit mois finissant le trente-et-un décembre mil huit cent soixante-et-huit, et pour d'autres objets ayant rapport au service public."

A ce bill la sanction royale est donnée dans les termes suivants :

Au nom de Sa Majesté, Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance, et sanctionne ce bill.

Après quoi, il a plu à Son Excellence de prononcer aux deux Chambres le discours suivant :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,
Messieurs de l'Assemblée Législative,

A la fin de cette première session du premier Parlement de la province de *Québec*, je suis heureux de vous féliciter, au nom de Notre Gracieuse Souveraine, sur l'assiduité et la diligence avec lesquelles vous vous êtes occupés des sujets qui ont été soumis à votre considération, sur l'harmonie qui a constamment présidé à vos délibérations et sur le grand nombre de mesures importantes qui ont été étudiées et mûries dans un si court espace de temps.

Il appartenait à cette province, la plus ancienne de la confédération, de donner l'exemple de la modération et de la tolérance mutuelles entre des hommes de

religions, de races et d'opinions politiques diverses ; de la sagesse et de la dignité dans les délibérations publiques ; de la fidélité et du dévouement à Notre Gracieuse Souveraine et à notre nouvelle constitution.

Je ne crois pas me tromper, en vous assurant que votre conduite, sous tous ces rapports, contribuera puissamment à assurer le succès du nouvel ordre de choses inauguré dans cette partie du domaine de Sa Majesté.

L'attention que vous avez accordée aux grands sujets de la colonisation, de l'agriculture et de l'instruction publique, a produit des résultats plus prompts et plus considérables que je n'aurais osé l'espérer, et n'eussent-ils pour effet que de reténir sur le sol de la patrie quelques-uns de ceux qui se disposaient à l'abandonner que vous seriez déjà récompensés de vos efforts.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je vous remercie de la libéralité avec laquelle vous avez voté les subsides et surtout de la générosité avec laquelle vous êtes venus au secours d'une grande infortune dans notre Sœur Province de la *Nouvelle-Ecosse*. J'ai transmis de suite au Lieutenant-Gouverneur de cette province, la somme que vous avez bien voulu mettre à ma disposition, et j'ai reçu de lui l'assurance que le peuple de la *Nouvelle-Ecosse* appréciait parfaitement cette preuve de notre bon vouloir et de notre sympathie.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je vous remercie des gracieuses paroles par lesquelles vous avez bien voulu accueillir la nouvelle de ma nomination permanente à la charge que j'occupe.

Votre bienveillance augmente s'il est possible le sentiment de la grande responsabilité qui m'est échue en partage, et le désir que j'éprouve de ne rien négliger dans l'accomplissement des devoirs qui me sont imposés.

Au moment de retourner dans vos foyers, acceptez les vœux sincères que je forme pour votre bonheur et celui de vos familles.

Alors, l'honorable Orateur du Conseil Législatif a dit :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif, et

Messieurs de l'Assemblée Législative,

C'est la volonté et le plaisir de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur que la Législature Provinciale soit prorogée jusqu'à jeudi, le deuxième jour d'avril prochain, pour être alors tenue ici ; et cette Législature Provinciale est, en conséquence, prorogée jusqu'à jeudi, le deuxième jour d'avril prochain.

LISTE DES APPENDICES.

- N^o 1.—DÉPENSES CONTINGENTES.—Second rapport du comité permanent des.
- N^o 2.—ISLE-JÉSUS.—Etat des affaires de la compagnie des chemins de péage de l'—, comté de Laval.
- N^o 3.—UNION ST. JOSEPH DE LA VILLE DE LÉVIS.—Etat d'affaires.
- N^o 4.—GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.—Rapport indiquant le nombre de votes donnés en faveur de chaque candidat, dans la dernière élection pour la province de Québec, dans chaque division électorale, etc., etc.
- N^o 5.—BOIS ET FORETS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC.—Réponse à une adresse demandant le nombre d'agents des—, leurs résidences, salaires respectifs, dépenses de voyages, ainsi que le nombre de licences émanées depuis 1860, etc., etc.
- N^o 6.—IMPRESSIONS.—Premier rapport du comité conjoint des—.
- N^o 7.—ESTIMÉS.
- N^o 8.—DÉPENSES CONTINGENTES.—Onzième rapport du comité permanent des—.
- N^o 9.—COUPE DES BOIS SUR LES TERRES PUBLIQUES.—Second rapport du comité spécial nommé pour s'enquérir, dans tous ces détails, de—.
- N^o 10.—PRISON DE MONTRÉAL.—Réponse à une adresse demandant un rapport montrant le nombre, le sexe et l'âge des prisonniers détenus dans la—, depuis le 1er janvier 1866 au 1er janvier 1867.
- N^o 11.—PROTONOTAIRES ET EMPLOYÉS DANS LEURS BUREAUX.—Leurs noms, salaires, la nature de leur emploi; noms des greffiers des cours de circuit et des greffiers de la paix dans les districts de Montréal, Québec, Trois-Rivières et Aymer, etc., etc.—Réponse à une adresse.
- N^o 12.—AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION.—Second rapport du comité permanent nommé au sujet de l'—.
- N^o 13.—PRIVILÈGES ET ELECTIONS.—Premier rapport du comité permanent des—.

SECOND RAPPORT

DU

COMITÉ PERMANENT DES DÉPENSES CONTINGENTES.

Votre comité a l'honneur de soumettre à la Chambre les résolutions ci-jointes et de lui demander son concours :

Résolu, Que le rapport soumis par le Greffier du département des finances de l'Assemblée Législative, et marqué A, soit adopté.

Résolu, Que le projet de règlement concernant la régie intérieure des bureaux de l'Assemblée Législative de la province de Québec, durant la session de la Législature, soumis par M. le Greffier de la Chambre, soit approuvé, en ajoutant au dernier article de ce règlement ce qui suit :

" Pourvu que le sergent-d'armes ne fasse aucune dépense excédant vingt piastres sans un ordre par écrit du président de ce comité, et qu'il fasse rapport en détail chaque semaine au dit président de toutes dépenses au-dessus de cette somme."

Résolu, Que les salaires des officiers et messagers permanents de cette Chambre soient limités à ceux fixés temporairement par l'honorable Orateur de cette Chambre et mentionnés en détail dans l'état comparatif marqué B, soumis par M. le Greffier, et que le dit état comparatif soit adopté.

Résolu, Que le salaire des copistes surnuméraires soit de deux piastres et cinquante centins par jour, celui des messagers surnuméraires de une piastre et cinquante centins par jour, et celui des pages de une piastre par jour.

Résolu, Que monsieur Edouard Demers, secrétaire privé de l'honorable Orateur de cette Chambre, soit nommé officier permanent en qualité d'assistant-greffier des comités et copiste permanent avec un salaire de sept cents piastres par année.

Résolu, Que le nombre des copistes surnuméraires soit limité à huit.

Résolu, Que la liste des employés temporaires de cette Chambre, soumise par M. le Greffier, et marqué C, soit adoptée.

Le tout humblement soumis.

(Signé,)

JOS. H. BELLEROSE,
Président.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,
Chambre de Comité N° 21,
Québec, 10 Janvier 1868.

A.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,
Bureau du Greffier,
Québec, 8 Janvier 1868.

A Monsieur le Président du comité permanent des dépenses contingentes :

MONSIEUR, — J'ai l'honneur de vous soumettre le présent rapport pour l'information du comité permanent des dépenses contingentes.

Le 28 de décembre dernier, j'ai été informé que l'honorable Trésorier de la province avait déposé, à la Banque de Montréal, au compte de l'Assemblée Législative, une lettre de crédit au montant de dix mille piastres, à être retirées *par chèques* sous ma signature, contresignées par un autre officier de la Chambre.

J'ai alors autorisé M. Langlois, greffier en chef des bureaux, à contresigner mes *chèques*, et j'ai transmis sa signature, ainsi que la mienne, à la Banque de Montréal.

J'ai depuis tiré sur cette banque les sommes qu'il a été nécessaire de déboursier en diverses fois pour le service de la Chambre.

Dans le but de mettre le bureau du comptable sur un pied d'efficacité et de régularité, et pour lui permettre de fournir, dans le plus court délai possible, les renseignements qui peuvent lui être demandés, j'ai donné instruction à cet officier de tenir les livres suivants :

1° Livre de Caisse (Cash Book)	A	} Comptes Généraux.
2° Journal	A	
3° Grand Livre (Ledger)	A	
4° Livre de Caisse (Cash Book)	B	} Comptes détaillés.
5° Journal	B	
6° Grand Livre (Ledger)	B	
7° Brouillard (Cash Blotter)	B	
8° Livre de Mémoires.		

Et de plus, afin de simplifier le mode des paiements et en assurer l'exactitude, c'est mon intention de faire, autant que possible, tous paiements au-dessus de vingt piastres par le moyen de *chèques*, tirés comme ci-dessus dit.

Et pour la révision des livres du comptable, et la stricte vérification de leurs entrées, ainsi que de la caisse et des documents qui se trouvent entre ses mains, j'ai nommé un bureau d'auditeurs, composé de M. Simard, assistant-greffier, de M. Smith, greffier du journal anglais, et de M. Lindsay, greffier en chef des comités et élections, dont les attributions sont d'examiner mensuellement les *opérations* du bureau du comptable, et de m'en soumettre un rapport.

Les officiers et messagers permanents sont payés mensuellement d'avance, d'après le système adopté dans les départements de l'Exécutif. Les journaliers et les femmes de journée, dont les ressources sont limitées, reçoivent leur salaire toutes les semaines.

(Signé,)

G. M. MUIR,
G. A. L.

B.

ETAT COMPARATIF des Employés de l'Assemblée Législative lors de la dernière Session de la Province du Canada-Uni en 1866 et de la première Session de la Province de Québec en 1867 et 1868.

PROVINCE DU CANADA.			PROVINCE DE QUÉBEC.		
Noms.	Charge.	Salaira.	Noms.	Charge.	Salaira.
<i>Département en Chef.</i>		\$			\$
W. B. Lindsay	Greffier de la Chambre...	3400	George Manly Muir	Greffier de la Chambre.....	1800
G. M. Muir	Assistant do	2200	Etienne Simard.....	Assistant do	1400
Alfred Patrick	do do	2200			
<i>Département en Loi.</i>					
G. W. Wlekstead	Greffier en loi	3400	Thomas McCord.....	Greffier en loi.....	1800
F. Badgley.....	Assistant greffier en loi et chef des traducteurs anglais.....	1800	C. A. Pariseau.....	Clerc do	800
E. P. Dorion	do français.....	1800			
<i>Département des Comptables.</i>					
Thomas Vaux.....	Comptable	2000	J.-Bts. Fréchette.....	Comptable, etc.....	1000
Joshua Stanzfeld	Assistant comptable et teneur de livres.....	1200	Alfred Langevin.....	Assistant do	600
<i>Département des Ar- chives.</i>					
William Spink	Greffier des archives.....	1800			
F. McGillivray	Assistant do	800			
<i>Département général.</i>					
H. Hartney	Greffier en chef de bureau et greffier du comité col- lectif des impressions des deux chambres.....	2000	Chs. F. Langlois.....	Greffier en chef, gardien et distributeur de la pape- terie et surveillant des employés surnuméraires	1000
H. B. Stuart	Copiste anglais	1200			
Ed. Dénéchaud.....	do français	1200			
A. G. D. Taylor	do anglais	1000			
T. H. Blais	Copiste	700	Chs. James Ardouin	Copiste.....	500
H. R. Smith	do	600	Alexr. Boulanger...	do	500
O. C. de la Chevrotière	do	800	Cyrille Pétigrew....	do	500
Henry Lindsay	do	600	Charles Pageau.....	do	500
J. P. Sienne	do	800	Thos. Prendergast..	do	500
P. E. Smith	do	1000			
John Notman	do	800			
F. N. Balcourt.....	do	600			
C. Panet.....	do	600			
<i>Département des Co- mités.</i>					
J. P. Laprohon	Premier greffier de co- mité	1500	Charles P. Lindsay.	Greffier de comité et des élections	1200
F. X. Blanchet.....	Second do	1200			
<i>Département des Bills Privés.</i>					
Alfred Todd	Premier greffier des bills privés.....	2000	Edouard Lemoine...	Greffier du comité des bills privés.....	1200
T. Patrick	Second greffier et gref- fier du comité des che- mins de fer, etc	1500	Edouard Belleau...	1er assistant do ..	800
H. Poetter	Greffier des votes et dé- libérations.....	1400	Joseph Whyddan...	2me do do ..	600

ETAT COMPARATIF des Employés de l'Assemblée Législative, etc.,—(Continuation.)

PROVINCE DU CANADA.			PROVINCE DE QUÉBEC.		
Noms.	Charge.	Salaire.	Noms.	Charge.	Salaire.
<i>Département des Traducteurs Français.</i>					
H. P. Dorion	Chef des traducteurs français	1800	Edouard Moreau	Chef des traducteurs français	1200
W. Fanning	Traducteur des votes et délibérations et du journal	1800	Benoît Marquette	1er assistant do	800
T. G. Coursolles	Assistant traducteur français	1600	Buteau Turcotte	2me do do	600
J. F. Gingras	do do	1400			
E. Blain	do do	1200			
C. A. Gagnon	do général, et correcteur d'épreuves	1000			
<i>Département des Traducteurs Anglais.</i>					
F. Badgley	Chef des traducteurs anglais	1800	William Cook	Chef des traducteurs anglais	1200
W. Wilson	Assistant do	1600	J. Byrne Duggan	Assistant do	800
F. Hayes	do do	1600			
W. Wilson, Jr.	do do	1200			
G. H. Macaulay	do do	1200			
(et \$5 additionnelles par jour durant la session, comme secrétaire de M. l'Orateur.)			Ed. Demers	Secrétaire de l'Orateur, assistant greffier des comités et copiste permanent	700
<i>Département du Journal.</i>					
W. B. Ross	Greffier journal anglais	1600	Paul Ernest Smith	Greffier du journal anglais	1200
W. H. Lemoine	do do français	1600	O. C. de la Chavroitière	do do français	1200
P. Rivet	Assistant greffier du journal français	1200	Louis Fortier	1er assistant do	600
H. J. McCarthy	do do anglais	1200	Laurent Simonsau	2me do do	500
<i>Département de la Bibliothèque.</i>			Wm. Thos. McGrath	1er do do	600
Alpheus Todd	Bibliothécaire	2400	James Moloney	2me do do	500
A. G. Lajoie	Assistant do	1600			
A. Laperrrière	Attaché à la bibliothèque	1400	Léon P. Lemay	Bibliothécaire	1000
<i>Département du Bureau de Poste.</i>					
R. Deffries	Maître de poste	850	Pierre Chenest	Maître de Poste	600
Jos. Blais	Assistant maître de poste	850	C. Dion	Assistant do et messenger permanent	600
Ed. Pelletier	Messenger du bureau de poste	850			
<i>Département du Sergent d'Armes.</i>					
D. W. MacDonell	Sergent d'armes	1000	Charles Garneau	Sergent d'armes	800
A. L. Cardinal	Chef des messagers	1180	Olivier Robitaille	Chef des messagers	600
M. McCarthy	Assistant messenger	900			
D. Vincent	do de la bibliothèque	850			
J. O'Connor	Portier	850			
Jos. Lemonde	Messenger de l'Orateur	850	Alfred Pelletier	Messenger de l'Orateur	400
Wm. Graham	do do	850			
James Hoy	do de la bibliothèque	850			
Ed. Stoney	do do	850			
Jos. Asselin	do do	850			
R. Bailie	Assistant portier	600			
Ed. Storr	do do	600			
Etienne Roy	Messenger	600	Martial Roy	Messenger	400
P. Buckley	do	600	Edward Littlejohn	do	400
Joseph Brown	do	600	Joseph Trudel	do	400
D. Roberge	do	600	Siméon Gagné	do	400
		\$84,060			\$30,100

C.

LISTE des Employés et Serviteurs de l'Assemblée Législative pour la Session de 1866 de la ci-devant Province du Canada-Uni, et de la première Session de la Province de Québec, en 1867 et 1868.

PROVINCE DU CANADA.			PROVINCE DE QUÉBEC.		
Noms.	Charge.	Salaire.	Noms.	Charge.	Salaire.
<i>Service de la Session.</i>					
J. E. Dorion.....	Assistant Traducteur.	\$4 pr jr.			
L. P. Lemay.....	do do	"			
W. C. Bowles.....	Aujourd'hui permanent à \$600 par année comme successeur de la Chevrotière.	de O. G.	Adjutor Demers.....	Copiste extra.	\$2.50 par jour.
G. B. Rolleston.....	Copiste extra.		William P. Anderson.....	"	
D. Lanigan.....	"		Ernest Taschereau.....	"	
H. Simard.....	"		Ivan T. Wotherpoon.....	"	
L. J. Pitau.....	"		Charles Higgins.....	"	\$2.50 par jour.
C. Garneau.....	"		Joseph Bolduc.....	"	
F. Bédard.....	"		Louis Turcotte.....	"	
J. W. McEdward.....	"		Alfred Evanturel.....	"	
P. Fréchette.....	"			Total 8.	
F. Talbot.....	"				
N. P. Hubertus.....	"				
A. H. Stuart.....	"				
H. Hemming.....	"				
C. J. Higgins.....	"				
W. L. Gane.....	"				
L. H. Huot.....	"				
G. W. Lester.....	"	\$4 par jour.			
J. A. Genand.....	"				
J. Harris.....	"				
D. McDonald.....	"				
F. Colquhoun.....	"				
V. Clarke.....	"				
W. Duggan.....	"				
H. Langrue.....	"				
R. A. Kent.....	"				
C. Lindsay.....	"				
P. A. Stuart.....	"				
T. McCord.....	"				
L. N. Voyer.....	"				
Geo. Patrick.....	"				
M. Pains.....	"				
J. B. Lajoie.....	Messager de la Session.				
Pierre Bousquet.....	"				
John Hurley.....	"				
M. Laframme.....	"				
Joseph Nadeau.....	"				
Edward Botterel.....	"				
John Huskley.....	"				
Pierre Labelle.....	"				
Thomas Garlie.....	"				
J. Rivet.....	"				
W. Atley.....	"	\$300 par Session.			
C. Bragueau.....	"				
James Sinclair.....	"				
R. C. Boudreau.....	"				
Marcel Turgeon.....	"				
James Darcy.....	"				
O. Robitaille.....	"				
James Leonard.....	"				
Yanigan Brice.....	"				
J. G. Jones.....	"				
J. B. Asselin.....	Total 21				

ETAT COMPARATIF des Employés de l'Assemblée Législative, etc.,—(Continuation.)

PROVINCE DU CANADA.			PROVINCE DE QUEBEC.		
Noms.	Charge.	Salaires.	Noms.	Charge.	Salaires.
<i>Services de la Session:</i>					
D. McMullan.....	Principal page.	\$300 par Session.	Victor Angers.....	Page.	\$1.00 par jour.
George Curran.....	Page.	\$250 par Session.	Wilfred Blouin.....	"	
T. Falardeau.....	"		Edward Workman.....	"	
Joseph McGuire.....	"		— Dubois.....	"	
William McGuire.....	"				
John O'Connell.....	"		Joseph Pichette.....	Messenger extra.	
Geo. Fletcher.....	"		Zéphirin Plante.....	"	
Alex Lortie.....	Messenger Extra.		Benjamin Lambert...	"	
Etienne Desrochers...	"		Etienne Gauvreau...	"	
Sylvester Smith.....	"		Augustin Vallière...	"	
John Hays.....	"		Joseph Turgeon.....	"	
L. Lafranchise.....	"		Jacques Morin.....	"	
D. Beauchamp.....	"		E. X. Gagnon.....	"	
L. Bureau.....	"		J. B. Parent.....	"	
L. Maranda.....	"		P. Bonneau.....	"	
D. O. Connell.....	"	\$1.25 par jour.	Rémi Quirouet.....	"	\$1.50 par jour.
W. O'Keefe.....	"		L. Paquet.....	"	
F. Biala.....	"		L. Boulé.....	"	
J. Dase.....	"		Johnston.....	"	
J. Stephens.....	"		Joseph Laverdière...	"	
A. Reddick.....	"		G. Dion.....	"	
John Robertson.....	"		Philippe Masse.....	"	
Joseph Clancy.....	"		Vital Roy.....	"	
A. Jeallat.....	"		Noël Petit.....	"	
O. J. McLennan.....	"		François Langlois...	"	
M. Dufresne.....	"		Honoré Lépine.....	"	
John Martel.....	"		Pierre Poirier.....	"	
Paul Pichette.....	"	\$1.50 par jour.	David Raitt.....	"	
			George Noreau.....	"	
			Elie Guimet.....	Total 25.	

RAPPORT

Soumis par la compagnie du chemin de péage de l'Ile-Jésus, dans le comté de Laval, à l'Assemblée Législative de la province de Québec, en conformité de la 29e clause de son acte d'incorporation.

Le montant du capital social de la dite compagnie souscrit, est de.....	\$30,000.00
Le montant du capital social, versé, est de.....	30,000.00
Le montant dépensé sur le chemin est de.....	30,000.00
Le montant reçu pour péages sur les chemins, durant l'année 1867, est de..	5,333.00
(La somme de cinq mille trois cent trente-trois piastres.)	
Nulles sommes reçues excepté celles pour péages sur les chemins.	
Le montant dépensé sur les dits chemins pour réparations et administration, etc., pour l'année 1867, est de.....	2,054.50
(La somme de deux mille et cinquante-quatre piastres et cinquante centins.)	
Le montant des dividendes payés, durant l'année 1867, est de.....	3,279.00
(Trois mille deux cent soixante-et-dix-neuf piastres.)	
La compagnie du chemin de péage de l'Ile-Jésus n'a contracté aucune espèce de dettes.	

Assermenté devant moi, à Montréal,

ce 18e jour de Janvier 1868.

(Signé,) J. S. MORLEY, J. P.,

(Signé,)

C. F. VINET,

Secrétaire-Trésorier.

RAPPORT

DE

L'UNION ST. JOSEPH DE LA VILLE DE LÉVIS.

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC. }

A L'HONORABLE ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

La Société de l'Union St. Joseph de la ville de Lévis a l'honneur de présenter le rapport suivant de ses affaires, tel qu'exigé en vertu de l'acte incorporant la dite société de l'Union St. Joseph de la ville de Lévis, sanctionné le dix-huit de mars, mil huit cent soixante-et-cinq.

Etat des affaires de la corporation de l'Union St. Joseph de la ville de Lévis.

Nombre des membres.....	596
Montant accordé pour secours, depuis le premier juin 1866 au premier janvier 1868	\$ 711.21
Argent en mains, déposé à la caisse d'Economie de Québec, prêté, et entre les mains du Trésorier, au premier janvier 1868.....	2510.36
Lévis, 18 Janvier 1868.	

(Signé,)

BENJAMIN HUOT DIT ST. LAURENT,

Président.

(Signé,)

FLAVIEN ROY,

Secrétaire.

RAPPORT

Du Greffier de la Couronne en Chancellerie, tiré des archives des élections de la présente Assemblée Législative, indiquant le nombre total des votes donnés pour chaque candidat, dans chaque comté, township, cité, ville, paroisse ou division où il y a eu votation, le nombre total des votes donnés dans chaque division, et le nombre des électeurs inscrits sur les listes d'électeurs de chaque telle division respectivement; et faisant voir en regard le nombre de votes donnés à chacune des dites places de poll lors des élections générales de 1864, 1868, 1871 et 1873, et la population de chaque division électorale lors du dernier recensement.

Les rapports des élections non contestées sont compris.

RAPPORT du Greffier de la Couronne en Chancellerie, tiré des

Comtés.	Subdivisions.	CANDIDATS.			
ARGENTEUIL.....		SIDNEY BELLINGHAM, Ecuyer			
BAGOT	St. Hugues	GENDRON.	PILON.		
	St. Hélène	249	52		
	St. Théodore d'Acton.....	84	40		
	St. André d'Acton et Village	68	52		
	d'Acton.....	96	100		
	St. Ephrem d'Upton.....	53	87		
	St. Liboire.....	58	81		
	St. Dominique.....	99	133		
	St. Pie.....	159	233		
	Sts. Rosalie.....	162	51		
	St. Simon.....	108	50		
Majorité pour M. GENDRON	257	1136	879		
BEAUCE	St. François.....	POZER.	TASCHEREAU.		
	St. Frédéric.....	227	91		
	St. Joseph.....	69	34		
	Sts. Marie.....	187	77		
	Forsyth.....	149	202		
	Lambton.....	67	25		
	Tring.....	89	71		
	Aylmer.....	125	36		
	Aubert Gallion.....	56	52		
	St. Elzéar.....	141	13		
	Linière	69	25		
Majorité pour M. POZER... ..	550	1179	629		
BEAUHARNOIS ...	St. Clément.....	BERGEVIN.	BROSSE.		
	St. Timothé.....	148	89		
	St. Louis.....	232	0		
	Sts. Cécile.....	155	148		
	St. Stanislas.....	169	63		
	Beauharnois.....	41	77		
	St. Etienne.....	59	96		
		64	62		
Majorité pour M. BERGEVIN.....	324	868	544		

archives des élections de l'Assemblée Législative de Québec.

Nombre total de votes donnés dans chaque division.	Nombre d'électeurs inscrits sur la liste des électeurs dans chaque division.	Nombre de votes donnés à l'élection de				Population de chaque division d'après le recensement de 1861.	OBSERVATIONS.
		1854.	1858.	1861.	1863.		
Acclamation		1437	2000	Acclamation.	Acclamation.	12897	
301	433	Acclamation.	358	221	61	2568	
124	288		160	86	79	906	
120	187		189	103	109	.....
196	377		.....	215	.....	2703	
140	200		94	110	239	931.	
139	225		99	95	74	960	
232	288		354	193	88	2393	
392	475		688	410	191	4254	
213	280		286	151	84	2064	
158	262		239	171	116	2062	
2015	3015	.....	2467	1755	1041	18841	
318	439	267	383	154	214	3302	
103	145	100	113	80	88	1051	
264	366	25	315	194	226	3079	
351	452	452	429	358	328	3393	
95	123	55	86	52	87	677	
160	183	159	324	71	75	880	
161	224	124	251	.....	141	2077	
108	183	74	311	.....	105	865	
154	180	.....	244	.....	.....	2305	
.....	.....	264	.....	.....	.....	.....
94	106	63	73	.....	.....	394	
1808	2401	1583	2520	909	1264	18025	
237	315	458	517	437	365	15742	
241	327	373	343	233	201		
303	384	364	504	384	305		
232	413	.....	248	207	188		
118	215	.....	145	143	133		
155	222	.....	.....	.....	.....
126	177	.....	.....	.....	.....
1412	2053	1195	1757	1404	1492		

RAPPORT du Greffier de la Couronne en Chancellerie, tiré des

Comtés.	Subdivisions.	CANDIDATS.			
BELLECHASSE.....	St. Valier.....	PELLETIER.	CHAROT.		
	Beaumont.....	101	30		
	Armagh.....	112	9		
	St. Lazare.....	56	67		
	St. Michel.....	106	87		
	St. Raphaël.....	86	148		
	St. Charles.....	117	95		
	St. Gervais.....	164	51		
	Buckland.....	35	195		
		80	98		
Majorité pour M. PELLETIER		77	857	780	
BERTHIER	Berthier	CUTHBERT.	MOLL.		
	Isle du Pads.....	317	95		
	Lanoraie.....	25	54		
	Lavaltrie.....	152	60		
	St. Norbert.....	143	89		
	St. Gabriel.....	46	116		
	St. Cuthbert.....	175	259		
	St. Barthélemi.....	118	313		
Majorité pour M. MOLL.....		23	1095	1118	
BONAVENTURE ..	Matapédia	HAMILTON.	MEAGER.		
	Ristigouche	37	26		
	Mann	51	19		
	Nouvelle	14	12		
	Carleton	28	166		
	Marie	3	115		
	New-Richmond	41	162		
	Hamilton	161	45		
	Cox	136	8		
	Hope	216	6		
Majorité pour M. HAMILTON.....		316	881	565	
BROME		Hon. C. DUNKIN.....			

archives des élections de l'Assemblée Législative de Québec.—*Suite.*

Nombre total de votes donnés dans chaque division.	Nombre d'électeurs inscrits sur la liste des électeurs dans chaque division.	Nombre de votes donnés à l'élection de				Population de chaque division d'après le recensement de 1861.	OBSERVATIONS.
		1854.	1858.	1861.	1863.		
131	163	Acclamation.	89	124	115	1409	
121	140		102	89	83	1229	
123	160		23	84	61	648	
193	214		319	149	132	2083	
234	283		232	190	154	2369	
212	278		221	164	215	2631	
215	264		183	212	209	2176	
230	322		309	261	275	2717	
178	220		.....	114	.....	800	
1637	2044	.....	1478	1387	1244	16062	
412	522	357	455	365	365	19608	
79	92	101	83	87	113		
212	315	119	213	229	184		
232	258	110	167	136	162		
162	192	152	180	88	150		
434	504	274	426	415	337		
431	585	253	369	247	380		
251	354	260	210	242	247		
2213	2622	1626	2103	1809	1938		
63	69	29	Acclamation.	24	33	310	
70	86	59		62	71	521	
26	44	36		23	26	792	
194	124	143		84	135	1561	
118	146	85		93	98	958	
203	254	174		175	156	1823	
206	252	178		172	197	1510	
144	161	87		113	130	1309	
222	332	71		107	149	2161	
119	148	54		74	91	992	
81	105	86		77	77	1155	
1446	1721	1004	.....	1004	1163	13092	
Acclamation .....	.....	1483	1618	Acclamation.	12732		

RAPPORT du Greffier de la Couronne en Chancellerie, tiré des

Comtés.	Subdivisions.	CANDIDATS.			
CHAMBLY	Boucherville.....	JODOIN.	DAVID.		
	Longueuil	128	110		
	St. Bruno.....	205	94		
	Chambly.....	108	91		
	St. Hubert.....	125	189		
	St. Lambert.....	68	40		
		44	6		
Majorité pour M. JODOIN.....		146	676	530	
CHAMPLAIN	St. Stanislas.....	ROSS.	NORMAND.		
	Champlain	135	35		
	Fermant (village).....	47	91		
	St. Tit.....	0	21		
	St. Maurice	44	4		
	Mont Carmel.....	63	210		
	Ste. Anne la Pêrade.....	34	61		
	Ste. Geneviève de Batiscan...	310	4		
	St. Prosper.....	179	26		
	Cap de la Magdeleine.....	118	0		
	Ste. Luce.....	10	99		
	Ste. Flore.....	55	15		
	St. Narcisse.....	11	62		
	Batiscan	95	21		
		67	7		
Majorité pour M. Ross.....		512	1168	656	
CHARLEVOIX.....	Ste. Agnès	CLÉMENT.	BOUCHARD.		
	St. Urbain.....	170	47		
	Malbaie.....	4	12		
	Baie St. Paul.....	258	124		
	St. Hilarion.....	48	381		
	Les Eboulements.....	52	60		
	Ile aux Coudres.....	303	4		
	St. Irénée.....	9	91		
	St. Fidèle.....	53	37		
	Petite Rivière.....	82	41		
	St. Placide.....	24	43		
		25	42		
Majorité pour M. CLÉMENT.....		146	1028	882	

archives des élections de l'Assemblée Législative de Québec.—*Suite.*

Nombre total de votes donnés dans chaque division.	Nombre d'électeurs inscrits sur la liste des électeurs dans chaque division.	Nombre de votes donnés à l'élection de				Population de chaque division. d'après le recensement de 1861,	OBSERVATIONS.
		1854.	1858.	1861.	1863.		
236 299 189 314 108 50	339 474 310 427 125 80	227 254 127 225	1504	Acclamation.	210 317 164 231 93	13132	
1206	1755	833			1015		
170 138 21 48 273 95 314 205 118 109 70 73 116 74	234 199 44 49 372 142 393 252 180 127 96 103 206 123			Acclamation.			
1824	2520	286	2060	1634		20008	
217 16 382 329 112 207 100 90 123 87 87	314 146 536 510 190 402 113 162 203 54 116					15323	
1710	2746		2505	1654	1676	15323	

RAPPORT du Greffier de la Couronne en Chancellerie, tiré des

Comtés.	Subdivisions.	CANDIDATS.		
CHATEAUGUAY	St. Jean Chrysostôme, No. 1..	LABERGE.	TAILLEFER.	.....
	" " " No 2..	210	87	.....
	St. Antoine	44	63	.....
	St. Malachie	40	47	.....
	St. Martine	270	58	.....
	St. Joachim	114	140	.....
	St. Philomène	106	87	.....
	St. Urbain	97	51	.....
		125	67	.....
	Majorité pour M. LABERGE	426		
		1006	580	
COMPTON	Compton	KENDRICK.	Ross.	.....
	Eaton	297	35	.....
	Clifton	173	191	.....
	Bury	104	21	.....
	Westbury	16	156	.....
	Lingwick	24	36	.....
	South Winslow	3	99	.....
	North "	9	139	.....
	Whitton & Hampden	6	73	.....
	Hereford	2	98	.....
	Newport, Ditton, Chesham, Clinton & Auckland	36	29	.....
		63	50	.....
	Majorité pour M. Ross	194		
		733	927	
CHICOUTIMI & SAGUENAY		P. A. TREMBLAY, Ecuyer		
DEUX-MONTAGNES		L'honorable G. OUMET		

archives des élections de l'Assemblée Législative de Québec.—*Suite.*

Nombre total de votes donnés dans chaque division.	Nombre d'électeurs inscrits sur la liste des électeurs dans chaque division.	Nombre de votes donnés à l'élection de				Population de chaque division. d'après le recensement de 1861	OBSERVATIONS.
		1854.	1858.	1861.	1863.		
277 107 87 328 254 193 148 192	706 181 403 342 220 191 261	.....	.....	Acclamation.	367 85 309 293 257 180 195	.....
1586	2284	1761	2133	.....	1686	17837	
332 364 123 172 60 102 148 79 109 65 113	426 477 173 213 83 119 121 88 137 136 240	.....	.....	Acclamation.	Acclamation.	.....
1660	2213	137	910	.....	.....	10210	
Acclamation .....	.....	.....	708	Acclamation.	Acclamation.	10210	
Acclamation .....	.....	Acclamation.	Acclamation.	1360	Acclamation.	18408	

RAPPORT du Greffier de la Couronne en Chancellerie, tiré des

Comtés.	Subdivisions.	CANDIDATS.			
		LANGEVIN.	LAROCHELLE.		
DORCHESTER.....	St. Malachie.....	163	97		
	St. Bernard.....	75	159		
	St. Isidore.....	165	114		
	Sts. Hénédine.....	81	44		
	Sts. Claire.....	233	46		
	St. Anselme.....	90	154		
	Sts. Marguerite.....	88	90		
	Cranbourne.....	51	40		
Majorité pour l'honorable H. L. LANGEVIN.....		946	744		
DRUMMOND.....	Grantham.....	DORION.	HEMMING.	HERBERT.	
	St. Germain.....	27	67	1	
	Upton (St. Bonaventure).....	132	41	16	
	Wickham.....	56	3	38	
	West Wickham.....	22	24	1	
	Durham.....	6	10	2	
	South Durham.....	3	101	0	
	L'Avenir.....	21	97	2	
	Kingsley.....	105	90	23	
	Wendover & Simpson.....	18	123	2	
		12	35	20	
	Total.....	402	591	103	
ARTHABASKA.....	Warwick.....	19	76	7	
	Tingwick.....	24	60	0	
	St. Christophe.....	51	62	7	
	Arthabaskaville.....	6	32	3	
	Sts. Victoire.....	61	10	0	
	St. Norbert.....	55	26	6	
	Chester, Ouest.....	36	28	6	
	" Est.....	84	27	18	
	Bulstrode.....	12	80	3	
	Horton.....	2	30	0	
	Princeville.....	12	33	1	
	Blandford & Madington.....	47	15	0	
	Stanford.....	127	48	3	
	St. Albert de Warwick.....	18	9	18	
	Village de.....	1	3	0	
	Chénier.....	27	35	4	
Majorité pour M. HEMMING.....		582	574	76	

archives des élections de l'Assemblée Législative de Québec.—*Suite.*

Nombre total de votes donnés dans chaque division.	Nombre d'électeurs inscrits sur la liste des électeurs dans chaque division.	Nombre de votes donnés à l'élection de				Population de chaque division d'après le recensement de 1861.	OBSERVATIONS.
		1854.	1858.	1861.	1863.		
260 234 279 125 279 244 178 91	337 277 340 152 346 315 212 129	Acclamation.	..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... .....	Acclamation.	257 177 229 122 227 273		
1890	2108	.....	1834	.....	1285	16195	
95 189 95 47 18 104 120 218 143 67	273 231 471 103 270 345 278	..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... .....	170 401 102 380 341	114 261 78 353 197	120 118 260 20 232 63 86		
1096	1971	.....	1394	1105	889		
102 84 120 41 71 87 70 129 95 32 48 62 178 45 4 66	242 256 217 92 138 137 157 188 167 84 50 276 ..... ..... .....	..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... .....	668 205 236 166 150 81 114 243 263	105 125 151 50 95 73 122 44 136 35 41 50	128 64 112 45 73 67 63 75 49 44 41 137	25790	
1232	1984	.....	2126	1027	888		

RAPPORT du Greffier de la Couronne en Chancellerie, tiré des

Comtés.	Subdivisions.	CANDIDATS.			
GASPÉ		PIERRE FORTIN, Ecuyer			
HOCHELAGA	Sault-au-Récollet	BEAUBIEN.	DAVID.		
	Pointe-aux-Trembles	163	122		
	Longue Pointe	113	19		
	Rivière des Prairies	72	26		
	Village St. Jean-Baptiste	102	24		
	" St. Henri	227	243		
	Côte St. Louis	154	333		
	Hochelaga	156	129		
	Rivière St. Pierre	47	43		
	Côteau St. Pierre	193	84		
		193	118		
Majorité pour M. BEAUBIEN	279	1420	1141		
HUNTINGDON	Dundas	SCRIBER.	BOYD.		
	Elgin	88	49		
	Franklin	88	33		
	Godmanchester	114	19		
	Havelock	75	148		
	Hemmingford	117	21		
	Hinchinbrook	297	6		
	Huntingdon	139	153		
	St. Anicet	29	26		
		205	142		
Majorité pour M. SCRIBER	555	1152	597		
IBERVILLE	Iberville	DUPRESNE.	MOLLEUR.		
	St. Athanase	164	20		
	St. Brigitte	108	142		
	St. Alexandre	40	102		
	St. George	41	195		
	St. Grégoire	45	206		
	St. Sébastien	72	162		
		27	210		
Majorité pour M. MOLLEUR	540	497	1037		

archives des élections de l'Assemblée Législative de Québec.—*Suite.*

Nombre total de votes donnés dans chaque division.	Nombre d'électeurs inscrits sur la liste des électeurs dans chaque division.	Nombre de votes donnés à l'élection de				Population de chaque division d'après le recensement de 1861.	OBSERVATIONS.
		1854.	1858.	1861.	1863.		
Acclamation.....		1076	Acclamation.	Acclamation.	974	14077	
285	366	.....	289	234	270	2601	
132	165	.....	163	149	135	1362	
98	132	.....	140	101	122	1055	
126	144	.....	150	123	116	1056	
470	555	.....	817	670	805	6385	
487	595	.....	.....	.....	.....	1746	
285	345	.....	.....	.....	.....	2269	
90	170	.....	.....	.....	.....	.....
277	356	.....	.....	.....	.....	.....
311	415	.....	.....	.....	.....	.....
2561	3243	.....	1559	1277	1448	16474	
137	185	114	1791	Acclamation.	103	17491	
121	165	116			125		
133	163	.....			134		
223	331	218			198		
138	210	.....			137		
303	402	411			290		
292	391	311			293		
55	110	58			65		
347	404	239			242		
1749	2361	1467	.....	.....	1587	.....
184	314	Acclamation.	.....	.....	.....	1590	
250	402		511	492	310	2602	
142	353		218	189	115	1839	
236	376		262	265	198	2890	
251	278		567	566	175	5389	
234	324		270	259	203	2581	
237	276		.....	.....	.....	.....
1534	2323	.....	1828	1771	1001	16891	

RAPPORT du Greffier de la Couronne en Chancellerie, tiré des

Comtés.	Subdivisions.	CANDIDATS.		
JACQUES-CAR-TIER.....	St. Laurent.....	LECAVALIER. 377	ROBELLAND. 4	.....
	St. Anne.....	7	107	.....
	Lachine.....	99	150	.....
	St. Raphaël.....	52	27	.....
	St. Geneviève.....	106	102	.....
	Pointe Claire.....	33	144	.....
	Majorité pour M. LECAVALIER.....	674	534	.....
JOLIETTE.	St. Charles.....	LAVALLÉE. 88	CORNELLIER. 185	.....
	St. Paul.....	185	30	.....
	St. Thomas.....	73	84	.....
	St. Elizabeth.....	169	172	.....
	St. Félix.....	189	42	.....
	St. Melanie.....	41	82	.....
	St. Ambroise.....	68	92	.....
	St. Alphonse.....	53	96	.....
	St. Jean de Matha.....	51	43	.....
	St. Béatrix.....	13	31	.....
	Majorité pour M. LAVALLÉE.....	930	857	.....
KAMOURASKA.....	.....	Pas d'élection.....		
LAPRAIRIE.....	St. Isidore.....	THÉRIEN. 160	LEWIS. 23	.....
	St. Constant.....	74	123	.....
	St. Philippe.....	119	54	.....
	St. Jacques.....	121	39	.....
	Laprairie.....	279	48	.....
	Majorité pour M. THÉRIEN.....	753	287	.....

archives des élections de l'Assemblée Législative de Québec.—*Suite.*

Nombre total de votes donnés dans chaque division.	Nombre d'électeurs inscrits sur la liste des électeurs dans chaque division.	Nombre de votes donnés à l'élection de				Population de chaque division d'après le recensement de 1861.	OBSERVATIONS.
		1854.	1858.	1861.	1863.		
381 114 249 79 208 177	453 164 440 97 282 235	..... ..... ..... ..... ..... .....	1091	Acclamation.	342 132 204 101 203 188	11218	
1208	1671	.....	.....	.....	1170	.....
273 215 157 341 231 123 160 149 94 44	222 279 217 443 248 154 199 173 106 55	..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... .....				
1787	2596	.....	2269	1275	1708	21198	
Rapport spécial							
183 197 173 160 327	232 317 278 321 315	180 228 178 207 324	247 357 288 320 439	177 254 187 249 304	236 315 273 244 417	1992 2388 2344 2330 2334 1864 1523	Sault St. Louis. Village de Laprairie.
1040	1463	1117	1651	1171	1485	14575	

RAPPORT du Greffier de la Couronne en Chancellerie, tiré des

Comtés.	Subdivisions.	CANDIDATS.			
LAVAL .....	.....	J. H. BELLEROSE, Ecuyer			
L'ASSOMPTION ..	.....	ETIENNE MATEAU, Ecuyer			
LÉVIS	St. Etienne..... St. Joseph de Lévis... Notre-Dame de la Victoire... St. Romuald..... St. Lambert..... St. Nicolas..... St. Jean Chrysostôme..... St. Henri..... Bienville..... Quartier Lauzon..... " St. Laurent..... " Notre-Dame.....	BLANCHET. 41 293 111 104 33 102 27 55 120 111 285 340	MARCEAU. 25 91 26 83 109 103 155 218 1 8 4 10		
Majorité pour M. BLANCHET.....	664	1429	765		
L'ISLET.....	St. Jean Port-Joli..... St. Aubert..... Chemin Elgin et Taché..... Ste. Louise.....	VERRAULT. 234 139 67 41	DECHESNE. 0 0 0 39		
Majorité pour M. VERRAULT.....	442	481	39		
LOTBINIÈRE.....	.....	HENRI GUSTAVE JOLY.....			

archives des élections de l'Assemblée Législative de Québec.—*Suite.*

Nombre total de votes donnés dans chaque division.	Nombre d'électeurs inscrits sur la liste des électeurs dans chaque division.	Nombre de votes donnés à l'élection de				Population de chaque division d'après le recensement de 1861	OBSERVATIONS.
		1854.	1858.	1861.	1863.		
Acclamation		1064	1053	1177	1172	10507	
Acclamation		1800	2492	1525	1789	17355	
22 167 137 187 142 205 182 273 121 119 289 350	97 591 222 271 250 226 228 358 165 170 535 556	..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... .....	..... 439 811 187 209 321 217 356	..... 315 578 167 182 249 147 259	..... 74 377 134 174 220 219 276 91 69 204 185	762 3014 8694 2600 1846 2319 2500 2656	} Notre-Dame de la Victoire.
2194	3667	.....	2540	1897	2201	22091	
234 139 67 80	327 366 99 106	965	2981	1157	1125	12300	
520	898	965	2981	1157	1125	12300	
Acclamation .....		.....	.....	.....	.....	.....

RAPPORT du Greffier de la Couronne en Chancellerie, tiré des

Comtés.	Subdivisions.	CANDIDATS.			
MASKINONGÉ.....	Maskinongé	DESAULNIERS.	CARON.	MAIGRET.	HOUDÉ.
	Rivière-du-Loup	87	97	2	0
	St. Léon	116	157	0	0
	St. Justin	147	61	0	0
	St. Ursule	56	76	0	0
	St. Paulin	122	115	0	1
	St. Didace	54	22	0	0
	Hunterstown	48	43	0	0
		44	8	0	2
	Majorité pour M. DESAULNIERS	674	566	2	3
MÉGANTIC	Somerset Nord	IRVINE.	REED.		
	Inverness	25	129		
	Ireland & Coleraine	207	116		
	Somerset Sud	113	3		
	Leeds & Thetford	24	135		
	Halifax Sud	407	7		
	Nelson	109	193		
	Plessisville	78	86		
		34	43		
	Majorité pour l'honorable M. IRVINE	997	712		
MISSISQUOI	Stanbridge Ouest	BRIGHAM.	WESTOVER.		
	" Est	246	22		
	St. Amand Est	114	57		
	" Ouest	75	29		
	Freightburg	126	11		
	Philipsburg	7	5		
	Township de Dunham	32	0		
	Village de "	161	177		
	Notre-Dame des Anges	20	21		
	Clarenceville	34	7		
	St. Thomas	120	14		
	Partie de Farnham Ouest	101	9		
	Village de Farnham Ouest	88	44		
		65	25		
	Majorité pour M. BRIGHAM	1190	461		

archives des élections de l'Assemblée Législative de Québec.—*Suite.*

Nombre total de votes donnés dans chaque division.	Nombre d'électeurs inscrits sur la liste des électeurs dans chaque division.	Nombre de votes donnés à l'élection de				Population de chaque division d'après le recensement de 1861.	OBSERVATIONS.
		1854.	1858.	1861.	1863.		
183 273 208 132 238 76 91 54	282 334 295 171 310 111 93 77	193 258 227 157 228 81 263 25	1481	1242	953	2325 2980 2218 1646 2191 1085 1654 711	
1255	1673	1432	1481	1242	953	14790	
154 323 116 159 414 302 164 77	199 400 167 211 572 358 215 98	..... 217 178 56 41	2808	1158	1575	1398 2481 990 2598 282 2550 2470 1078	
1709	2218	492	2808	1158	1575	13807	
268 171 144 137 12 32 238 41 41 134 110 132 90	548 393 258 240 20 160 656 56 65 237 185 239 125	Acclamation.	2430	1953	Acclamation.	18608	
1651	3182	.....	2430	1953	.....	18608	

RAPPORT du Greffier de la Couronne en Chancellerie, tiré des

Comtés.		Subdivisions.		CANDIDATS.	
MONTCALM		Ste. Julienne.....	LESAGE.	DUGAS.	
		St. Esprit.....	34	38	
		St. Alexis.....	17	122	
		St. Jacques.....	108	52	
		St. Liguori.....	82	192	
		Rawdon.....	18	133	
		Chertsey.....	43	75	
		Kilkenny.....	47	90	
		Wexford.....	97	45	
			41	33	
Majorité pour M. DUGAS.....		295	485	780	
MONTMAGNY		Ls. H. BLAIS, Ecuyer.....			
MONTMORENCY		L'hon. J. CAUCHON			
MONTREAL— OUEST.....		A. W. OGILVIE, Ecuyer.....			
MONTREAL— CENTRE.....		EDWARD CARTER, Ecuyer.....			
MONTREAL—EST..		Quartier Ste. Marie N° 1.....	CARTIER.	LABELLÉ.	
		, , N° 2.....	170	337	
		, , N° 3.....	287	177	
		Quartier St. Jacques N° 1.....	232	107	
		, , N° 2.....	582	135	
		, , N° 3.....	248	249	
		Quartier St. Louis N° 1.....	106	403	
		, , N° 2.....	233	163	
		, , N° 3.....	94	348	
			454	134	
Majorité pour l'honorable G. E. CARTER.....		353	2406	2053	

archives des élections de l'Assemblée Législative de Québec.—*Suite.*

Nombre total de votes donnés dans chaque division.	Nombre d'électeurs inscrits sur la liste des électeurs dans chaque division.	Nombre de votes donnés à l'élection de				Population de chaque division d'après le recensement de 1861.	OBSERVATIONS.
		1854.	1858.	1861.	1863.		
72 139 158 274 151 118 137 142 74	134 190 190 318 248 147 198 307 106	Acclamation.	1514	1617	Acclamation.	14758	
1265	1838	.....	1514	1617	.....	14758	
Acclamation.....		1320	1710	553	1174	13386	
Acclamation.....		1412	1264	Accla- mation.	893	11136	
Acclamation.....	divisée.	ditto.	Accla- mation.	3418	.....	
Acclamation.....	n'est pas divisée.	ditto.	1084	1390	.....	
507 464 339 717 497 509 396 442 588	1684 2249 1512	La ville	Ditto.	383 244 156 383 418 383 407 250 405	388 241 210 325 393 459 369 309 389	10196 12667 13104	
4459	.....	.....	.....	.....	.....	.....

RAPPORT du Greffier de la Couronne en Chancellerie, tiré des

Comtés.	Subdivisions.	CANDIDATS.			
NAPIERVILLE	St. Cyprien	BENOIT.	BRISSET.		
	St. Patrice	282	17		
	St. Edouard	102	120		
	St. Michel	119	62		
	St. Rémi	147	33		
	St. Rémi	275	35		
Majorité pour M. BENOIT		925	267		
NICOLET	St. Pierre	GAUDET.	MAILHOT.		
	Gentilly	35	124		
	Sts. Gertrude	206	53		
	La Rochelle	107	19		
	St. Grégoire	3	19		
	St. Célestin	110	157		
	St. Vencellas	85	85		
	St. Eulalie	36	44		
	Nicolet	18	18		
	Nicolet	129	52		
	Bécancour	183	91		
Majorité pour M. GAUDET		912	662		
Comté d'OTTAWA.	Templeton	CHURCH.	McGREZVY.		
	Eardly	118	85		
	Sts. Angélique	125	0		
	Lochaber & Gore	144	52		
	Hull	184	15		
	Wakefield	180	45		
	Low	76	28		
	Ripon & Hartwell	29	98		
	St. André Avelin	16	197		
	Notre-Dame de Bonsecours	110	90		
	Buckingham	63	73		
	Portland	184	185		
	Marham	7	4		
	Aylwin	193	14		
	Wright	54	12		
	Aylmer	49	23		
	Cameron	149	8		
	Chelsea	6	56		
	Hincks	131	133		
	Northfield	23	21		
	St. Malachie	36	27		
Majorité pour M. CHURCH		1881	1215		

archives des élections de l'Assemblée Législative de Québec.—*Suite.*

Nombre total de votes donnés dans chaque division.	Nombre d'électeurs inscrits sur la liste des électeurs dans chaque division.	Nombre de votes donnés à l'élection de				Population de chaque division d'après le recensement de 1861.	OBSERVATIONS.
		1854.	1858.	1861.	1863.		
299	435	408	Acclamation.	Acclamation.	505	14513	
222	394	159			239		
181	327	207			234		
180	321	201			296		
330	552	319			447		
1212	2019	1294	1721	14513	
159	374	363	2653	Acclamation.	Acclamation.	21563	
259	322						
128	174						
22	26						
267	329						
170	234						
80	181						
36	83						
181	248						
274	335						
1574	2306	363	2653	21563	
203	305	1083	2062	1639	2639	27757	
125	158						
196	288						
199	220						
225	846						
104	138						
127	171						
213	297						
200	338						
136	165						
389	523						
11	41						
207	242						
66	94						
72	112						
157	250						
62	71						
264	.....					
44	55						
63	84						
53	68						
3096	4486	1083	2062	1639	2639	27757	

archives des élections de l'Assemblée Législative de Québec.—*Suite.*

Nombre total de votes donnés dans chaque division.	Nombre d'électeurs inscrits sur la liste des électeurs dans chaque division.	Nombre de votes donnés à l'élection de				Population de chaque division d'après le recensement de 1861.	OBSERVATIONS.
		1854.	1858.	1861.	1863.		
153	217	318	322	121	76	21291	
181	262	156	186	189	106		
127	163	.....	.....	110	63
215	304	81	181	100	63		
142	194	173	252	189	140		
227	268	105	144	80	76		
249	267	77	175	180	136		
180	254	146	127	146	63		
133	213	130	109	196	89		
162	233	195	218	113	83		
176	2375	1381	1804	1424	895	21291	
Acclamation		Acclamation.	1427	1362	Acclamation.	14125	
Acclamation		en 1854	La ville de Québec fut déclarée	1340	Acclamation.	16770	
Acclamation		divisée	La ville de Québec fut déclarée	Acclamation.	1258	8403	
25	La ville n'était pas	L'élection de 1858 pour la	1173	1522	23936	
12	.....					
18	.....					
56	.....					
177	.....					
308	.....					
126	.....					
19	.....					
129	.....					
291	.....					
134	.....					
1295	1173	1522	23936	

RAPPORT du Greffier de la Couronne en Chancellerie, tiré des

Comtés.	Subdivisions.	CANDIDATS.			
Comté de QUÉBEC.		L'hon. P. J. O. CHAUVEAU.			
RICHMOND ET WOLFE.	Village de Richmond.....	JONES,	PICARD,		
	Wolfestown	58	21		
	Windsor	171	34		
	Stoke	61	23		
	Stoke	15	21		
	Weedon	21	115		
	Cleveland	153	28		
	Melbourne & Brompton Gore..	109	115		
	St. Camille	0	69		
	Dudswell	113	13		
	Ham Sud.....	17	8		
	Ham Nord.....	56	40		
	St. George de Windsor.....	25	95		
	Brompton	44	16		
	Wotton	6	161		
	Danville	14	32		
	Shipton	114	112		
	Garthby et Stratford.....	1	113		
	Melbourne, (Village).....	31	8		
Majorité pour M. PICARD.....15		1009	1024		
RICHELIEU	St. Pierre	GUÉVREMONT.	BEAUBREAU.		
	St. Ours, (Ville).....	229	47		
	St. Ours, (Paroisse).....	0	62		
	St. Roch	21	181		
	St. Roch	25	81		
	St. Victoire.....	64	105		
	St. Robert.....	34	149		
	St. Aimé	17	249		
	St. Marcel.....	52	64		
	Ville de Sorel, 1er Poll.....	207	84		
	Ville de Sorel, 2e Poll.....	125	42		
Majorité pour M. BEAUBREAU.....290		774	1064		

archives des élections de l'Assemblée Législative de Québec.—*Suite.*

Nombre total de votes donnés dans chaque division.	Nombre d'électeurs inscrits sur la liste des électeurs dans chaque division.	Nombre de votes donnés à l'élection de				Population de chaque division d'après le recensement de 1861	OBSERVATIONS.
		1854.	1858.	1861.	1863.		
Acclamation		Acclamation.	3745	1721	1194	27893	
79	59	1938	1402	1916	15432	
205	327	.....				
84	144	.....				
36	76	.....				
138	197	.....				
181	257	.....				
224	321	.....				
69	116	.....				
126	167	.....				
25	47	.....				
96	140	.....				
120	179	.....				
60	91	.....				
167	228	.....				
46	76	.....				
228	378	.....				
114	158	.....				
39		.....				
2033	2961	1938	1402	1916	15432	
276	420	1348	994	553	623	19070	
.....	96		}	726	242		269
202	313			74		95
106	152		202	124	151		
169	304		227	114	171		
183	260		400	276	256		
266	367		152	78	120		
116	202						
291	} 806						
167							
1838	2920	1348	2701	1461	1685	19070	

RAPPORT du Greffier de la Couronne en Chancellerie, tiré des

Comtés.	Subdivisions.	CANDIDATS.		
RIMOUSKI	St. Simon	GARON.	BÉGIN.	
	St. Mathieu	77	36	
	St. Fabien	41	16	
	Ste. Cécile du Bic	80	77	
	St. Anaclet	171	13	
	St. Luc	94	10	
	St. Donat	139	10	
	St. Flavie	18	11	
	St. Angèle	161	19	
	Métis	61	12	
	St. Octave de Métis	28	2	
	L'Assomption	79	3	
	St. Ulric	149	9	
	Matane	39	5	
	St. Félicité	79	44	
	Cherbourg	26	32	
	Méchins	31	1	
	Rimouski	18	2	
	Capucins	104	119	
Majorité pour M. GARON.....988		1409	421	
ROUVILLE	St. Césaire	BRILLON.	ROBERT.	
	St. Paul	80	376	
	L'Ange-Gardien	62	159	
	St. Hilaire	82	185	
	St. Jean-Baptiste	61	113	
	St. Marie	98	143	
	St. Mathias	209	61	
	St. Angèle	140	109	
Majorité pour M. ROBERT.....430		72	88	
ST. HYACINTHE...	St. Hyacinthe	BACHAND.	LANGTÔT.	
	St. Jules	189	85	
	St. Hyacinthe le Confesseur	177	99	
	St. Denis	238	59	
	La Présentation	28	232	
	St. Charles	88	114	
	St. Damase	118	54	
	St. Barnabé	172	220	
Majorité pour M. BACHAND.....203		106	50	
		1116	913	

archives des élections de l'Assemblée Législative de Québec.—*Suite.*

Nombre total de votes donnés dans chaque division.	Nombre d'électeurs inscrits sur la liste des électeurs dans chaque division.	Nombre de votes donnés à l'élection de				Population de chaque division d'après le recensement de 1861.	OBSERVATIONS.
		1854.	1858.	1861.	1863.		
113 57 157 184 104 149 29 180 73 30 82 158 44 123 58 32 20 223 14	139 76 224 292 142 274 271 128 210 211 222 75 170 94 81 81 349	1470	2232	1674	Acclamation.	20854	
1830	3039						
456	666						
221	228						
267	445						
174	269						
241	358						
270	450						
249	320						
160	245						
2038	2981						
274	503						
276	415						
297	452						
260	323						
202	203						
172	250						
392	550						
156	213						
2029	2999						
				1601		18877	

RAPPORT du Greffier de la Couronne en Chancellerie, tiré des

Comtés.	Subdivisions.	CANDIDATS.	
ST. JEAN.....	Lacolle	MARCHAND.	BISSONNETTE.
	St. Valentin	198	123
	St. Marguerite.....	84	138
	St. Luc.....	50	134
	St. Jean, (Paroisse).....	54	51
	St. Jean, (Ville).....	24	103
	Majorité pour M. MARCHAND.....	274	20
		684	569
ST. MAURICE.....	St. Boniface.....	DÉSAULNIERS.	FONTAINE.
	St. Etienne.....	120	21
	St. Barnabé.....	108	28
	Carton	52	46
	Yamachiche.....	80	58
	St. Séver.....	169	71
	Pointe du Lac.....	42	72
		107	38
	Majorité pour M. DÉSAULNIERS.....	678	334
SHEFFORD	Shefford, Est.....	LAFONTAINE.	BESSETTE.
	Shefford, Ouest.....	219	129
	Township de Granby.....	103	115
	Village de Granby.....	146	107
	Village de Roxton Falls.....	29	39
	Township de Roxton Falls...	36	38
	Township de Ely.....	131	151
	Ely Nord	85	59
	Stukely Nord.....	67	45
	Stukely Sud.....	52	237
	St. Cécile de Milton.....	51	39
	St. Valérien de Milton.....	118	102
		82	118
	Majorité pour M. BESSETTE.	1119	1179
SHERBROOKE	Sherbrooke.....	HENEKER.	ROBERTSON.
	Township d'Ascot.....	146	203
	Township d'Orford.....	172	207
	Majorité pour M. ROBERTSON...	60	74
		378	484

archives des élections de l'Assemblée Législative de Québec.—*Suite.*

Nombre total de votes donnés dans chaque division.	Nombre d'électeurs inscrits sur la liste des électeurs dans chaque division.	Nombre de votes donnés à l'élection de				Population de chaque division d'après le recensement de 1861.	OBSERVATIONS.
		1854.	1858.	1861.	1863.		
321 222 181 105 127 294	365 273 259 189 152 459	998	Acclamation.	650	Acclamation.	14853	
1253	1697	998	.....	650	.....	14853	
141 136 98 138 240 114 145	226 235 330 339 145 383	946	1049	718	1218	11100	
1012	1658	946	1049	718	1218	11100	
348 218 253 68 74 282 144 112 289 80 220 200	453 334 391 114 115 509 215 163 163 142 340 270	Acclamation.	Acclamation.	2344	2301	17779	
2298	3249	.....	.....	2344	2301	17779	
249 379 134	530 529 179	Acclamation.	Acclamation.	715	Acclamation.	5899	
762	1238	.....	.....	715	.....	5899	

RAPPORT du Greffier de la Couronne en Chancellerie, tiré des

Comtés.	Subdivisions.	CANDIDATS.		
SOULANGES	St. Polycarpe	COUILLÉE.	CHOLETTE.	
	St. Zotique	32	394	
	Coteau du Lac	240	17	
	St. Joseph de Soulanges	118	53	
	St. Clot	222	18	
		81	46	
Majorité pour M. COUILLÉE.....165		693	528	
STANSTEAD	Barford	GILBERT.	LOCKE.	
	Barnston	3	125	
	Coaticook	62	266	
	Hatley	10	99	
	Magog	179	108	
	Stanstead Est	74	33	
	Stanstead Ouest	135	66	
	Stanstead Plains	178	26	
		52	12	
Majorité pour M. LOCKE.....42		693	735	
TROIS-RIVIÈRES..	Quartier St. Louis	DE NIVERVILLE.	DEMOULIN.	
	St. Philippe	91	82	
	St. Ursule	89	57	
	Notre-Dame	25	25	
		28	28	
Majorité pour M. DE NIVERVILLE.....43		233	190	
TÉMISCOUATA.....		ELIE MAILLOUX, Ecuyer		
TERREBONNE		J. A. CHAPLEAU Ecuyer.....		

archives des élections de l'Assemblée Législative de Québec.—*Suite.*

Nombre total de votes donnés dans chaque division.	Nombre d'électeurs inscrits sur la liste des électeurs dans chaque division.	Nombre de votes donnés à l'élection de				Population de chaque division d'après le recensement de 1861.	OBSERVATIONS.
		1854.	1858.	1861.	1863.		
426 257 171 240 127	591 367 303 342 153	879	602 264 243 175 586	424 243 202 116 224	442 246 209 118 238	12221	
1221	1756	879	1870	1209	1253	12221	
128 328 109 287 107 201 204 64	194 463 160 393 149 299 302 118	303	1642	1223	Acclamation.	12258	
1428	2078	303	1642	1223	.....	12258	
173 146 50 54	216 199 78 74	261	667	235	368	6058	
423	567	261	667	235	368	6058	
Acclamation		1548	2301	1685	Acclamation.	18561	
Acclamation		1897	Acclamation.	1709	2151	19460	

RAPPORT du Greffier de la Couronne en Chancellerie, tiré des

Comtés.	Subdivisions.	CANDIDATS.			
VAUDREUIL .....	.....	A. C. DE LOTBINIERE HARWOOD, Ecuyer.....			
VERCHÈRES	Verchères.....	CRAIG.	MALO.		
	Varennas	34	65		
	Ste. Julie	188	151		
	Belcell	107	80		
	St. Marc.....	116	74		
	St. Antoine.....	74	65		
	Contrecoeur	136	52		
		88	85		
Majorité pour M. CRAIG.....	169	743	574		
YAMASKA.....	St. David.....	SÉNÉGAL.	LEMAITRE.		
	St. Michel.....	239	59		
	St. François.....	212	6		
	St. Thomas de Pierreville.....	50	173		
	La Baie du Febvre	37	179		
	St. Zéphirin.....	76	168		
	St. Pie	59	147		
		106	29		
Majorité pour M. SÉNÉGAL	18	779	761		

Bureau du Greffier de la
Couronne en Chancellerie,
Québec, 27 Décembre 1867,

archives des élections de l'Assemblée Législative de Québec.—*Suite.*

Nombre total de votes donnés dans chaque division.	Nombre d'électeurs inscrits sur la liste des électeurs dans chaque division.	Nombre de votes donnés à l'élection de				Population de chaque division d'après le recensement de 1861.	OBSERVATIONS.
		1854.	1868.	1861.	1863.		
Acclamation.....		810	1603	1313	1268	12282	
99	433	260	340	304	367	15455	
339	329	229	377	373	368		
187	220	292	376	175	159		
190	219	235	319	245	188		
139	179	117	155	137	78		
188	241	140	332	232	229		
175	219	255	297	250	193		
1317	1840	1528	2196	1716	1582	15485	
298	443	Acclamation.	536	421	360	16045	
218	276		281	181	212		
223	297		446	216	206		
216	316		384	234	193		
244	273		415	182	233		
206	351		207	255	137		
135	203		.....	.....	.....
1540	2159	2269	1489	1341	16045	

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

RÉPONSE

A une adresse de l'Assemblée Législative de la province de Québec, à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, datée le 16 janvier courant, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état détaillé indiquant le nombre d'agents des bois et forêts dans la province de Québec, leur résidence, leurs salaires respectifs, les dépenses de voyage et les dépenses de bureaux, et le nombre des licences émanées depuis 1860, l'étendue des limites accordées et les revenus perçus par ces divers agents ; et copie du règlement et des instructions donnés aux agents des Terres de la Couronne relativement à la vente des limites et à la coupe des bois.

Par Ordre,

P. J. O. CHAUVEAU,

Secrétaire.

Secrétariat Provincial,
Québec, 28 janvier 1868.

ÉTAT

Détaillé indiquant le nombre d'agents des bois et forêts dans la province de Québec, leurs résidences, leurs salaires respectifs, les dépenses de voyage et les dépenses de bureaux, le nombre de licences émanées, l'étendue des limites accordées, et les revenus perçus par ces divers agents durant les années 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865, 1866 et 1867 ; ainsi que copie des règlements du 13 juin 1866, concernant la coupe des bois.

(Signé,) G. A. BOURGEOIS,
Assistant Commissaire.

(Signé,) L. A. ROBITAILLE,

Surintendant des Bois et Forêts, *pro tem.*

Département des Terres de la Couronne,
Bois et Forêts.

Québec, 29 janvier 1868.

1860.

NOM DES AGENTS.	RÉSIDENCE.	Salaires par année.	Dépenses de voyage.	Dépenses de bureaux.	Nombre de licences émises.	Etendue des limites sous licence, en milles.	Revenus perçus.	REMARQUES.
A. Dubord, ...	Trois-Rivières	\$ 1200 00	\$ 10 00	\$ 186 00	136	4133	\$ 30387 84	* Salaire à raison de \$1000 jusqu'au 1 juillet 1860, et à raison de \$1200 pour le reste de l'année.
G. J. Nagle,	St. Hyacinthe	1200 00	10 00	819 14	42	1613½	10932 95	
Geo. Dubergé, ...	Chicoctimi	1200 00	63 00	98 45	75	1018½	9774 47	
Chas. Dawson, ...	Rivière-du-Loup	1000 00	319 45	136 71	71	1847½	4747 41	
C. T. Dubé,	Trois-Pistoles	700 00	122 50	38 13	27	374½	3842 77	
Jon. N. Verge, ...	Ouelston, B. C.	600 00	111 32	72 69	20	195½	1797 60	
Agents des Bois de la Couronne, dont le territoire couvre une partie de la Province d'Ontario - aussi bien qu'une partie de la Province de Québec.								
A. J. Russell,	Ottawa	1840 00	114 00	4840 42	510	13779½	177640 60	Ces sommes sont pour les provinces d'Ontario et Québec réunies.
C. E. Belle,	Montréal	1200 00	115 50	1314 14	113	2988½	31906 19	

1861.

NOM DES AGENTS.	RÉSIDENCE.	Salaires par année.		Dépenses de voyage.		Dépenses de bureaux.		Nombre de lieues écartées.	Étendue des limites sous lieues, en milles.	Revenus perçus.	REMARQUES.
		\$		\$		\$					
A. Dabord	Trois-Rivières	1200	00	43	70	639	03	61	3652	13295	52
G. J. Négle	St. Hyacinthe	1200	00	23	58	861	48	97	1270	7373	40
G. Dabeger	Chicoutimi	1200	00	76	00	242	87	37	888	4698	16
Chs. Dawson	Rivière-du-Loup	1000	00	106	85	53	15	57	2574	12337	68
C. T. Dabé	Trois-Pistoles	700	00	128	60	26	06	21	290	1695	91
Jos. N. Verge	Carleton, B. C.	600	00	99	34	96	86	14	157	1532	95
Agents des Bois de la Couronne, dont le territoire couvre une partie de la province d'Ontario aussi bien qu'une partie de la province de Québec.											Ces sommes sont pour les provinces d'Ontario et Québec réunies.
A. J. Russell	Ottawa	1840	00	48	55	4524	18	473	13280	174825	58
C. E. Bell	Montréal	1200	00	101	91	1091	41	515	2671	10502	51

1862.

NOM DES AGENTS.	RÉSIDENCE.	Salaires par année.	Depenses de voyage.	Depenses de bureaux.	Nombre de licences émandées.	Rendues des licences sous licence, en miles.	Revenus purs.	REMARQUES.
A. Dubord	Trois-Rivières.....	1200 00	23 53	1129 33	82	3266	20919 42	
G. J. Nagle.....	St. Hyacinthe	1200 00	42 00	838 19	85	1166	11777 22	
Geo. Duberger ..	Châteaufort	1200 00	8 00	188 49	84	1357	7032 59	
Chs. Dawson.....	Rivière-du-Loup ..	1000 00	35 94	125 96	157	1394	2599 96	
C. T. DuM.....	Trois-Pistoles	700 00	108 00	26 78	22	319	3914 16	
Jos. N. Verge	Gasqueton, R. C.....	600 00	83 91	50 56	12	110	595 22	
<p>Agents des Bois de la Couronne, dont le territoire couvre une partie de la province d'Ontario aussi bien qu'une partie de la province de Québec.</p>								
A. J. Russell . . .	Ottawa	1840 00	6 00	4699 36	492	13388	145315 64	Ces sommes sont pour les provinces d'Ontario et Québec réunies.
C. E. Balla.....	Montréal.....	1200 00	83 41	1345 28	146	2848	42276 61	

1868.

NOM DES AGENTS.	RÉSIDENTIEL.	Salaires par année.	Depenses de voyage.	Depenses de bureaux.	Nombre de personnes employées.	Étendue des limites sous inspection, en milles.	Revenus perçus.	REMARQUES.
A. Dubord, ...	Trois-Rivières	1260 00	\$ 3 50	\$ 716 68	57	4780	\$ 20541 26	
G. J. Nagle,	St. Hyacinthe	1260 00	53 66	669 34	96	3319	10971 13	
Geo. Dumberger, ...	Ohéouémi	1260 00	41 40	241 67	183	1210	10971 31	
Chas. Dawson, ...	Rivière-du-Loup	1000 00	135 97	569 01	56	2131	841 70	
C. T. Dubé,	Trois-Rivières	750 00	117 69	25 93	35	310	3766 95	
Jos. N. Verge, ...	Carleton, E. C.	600 00	43 00	2 55	5	60	394 81	
Agents des Bois de la Couronne, dont le territoire couvre une partie de la province d'Ontario aussi bien qu'une partie de la province de Québec.								
A. J. Russell,	Ottawa,	1840 00	31 00	4446 65	499	14396	23295 30	Ces sommes sont pour les provinces d'Ontario et Québec réunies.
C. E. Boile,	Montréal,	1290 00	94 91	1200 40	134	3933	8794 43	

1864.

NOM DES AGENTS.	RÉSIDENTIEL.	Salaires par année.	Dépenses de voyage.	Dépenses de bureaux.	Nombre de licences émises.	Etendue des limites sous licence, en milles.	Revenus perçus.	REMARQUES.
A. Dubord.....	Trois-Rivières.....	\$ 1200 00	\$ 6 00	\$ 814 08	253	6108	\$ 31064 07	
G. J. Nag's.....	St. Hyacinthe.....	1200 00	62 54	981 36	98	1283	12861 46	
Geo. Duboulet ..	Châteaufort.....	1200 00	70 00	140 23	83	1360	4831 60	
Chas. Dawson ..	Rivière-du-Loup ..	1000 00	122 54	288 03	55	1553	1774 81	
C. T. Dabé.....	Trois-Pistoles.....	700 00	141 00	36 92	25	368	4837 88	
Jos. N. Verge	Oriston, B. C.....	600 00	44 00	52 90	13	120	1782 18	
Agents des Rois de la Couronne, dont le territoire couvre une partie de la province d'Ontario aussi bien qu'une partie de la province de Québec.								
A. J. Russell.....	Ottawa.....	1840 00	43 60	5445 53	487	76499	138332 41	Ces sommes sont pour les provinces d'Ontario et Québec réunies.
C. E. Bellé.....	Montréal.....	1200 00	61 42	1179 64	146	3144	23057 11	

1865.

NOM DES AGENTS.	RÉSIDENCE.	Salaires par année.				Dépenses de voyage.		Dépenses de bureaux.		Nombre de licences émises.		Montants des licences sous licence, en milles.		Revenus perçus.		REMARQUES.
		\$...	\$...	\$...	\$...					\$		
A. Dubord	Trois-Rivières	1200	00	...	...	...	...	800	41	142		6485		25688	82	
G. J. Nagle	St. Hyacinthe	1200	00	21	65	417	89	417	89	89		1194		4695	76	
Geo. Duberger ..	Chicoutimi	1200	00	188	81	40	90	40	90	74		1096		1892	69	
Chas. Dawson	Rivière-de-Loup	1000	00	42	73	411	10	411	10	116		1251		8241	89	
C. T. Dubé	Trois-Pistoles	700	00	144	00	22	00	22	00	23		364		4601	34	
Jos. N. Vergé	Carleton, B. C.	600	00	47	80	42	40	42	40	9		89		997	18	
Agents des Bois de la Couronne, dont le territoire couvre une partie de la province d'Ontario aussi bien qu'une partie de la province de Québec.																
A. J. Russell	Ottawa	1840	00	140	56	6051	59	391		15356		115103		30		Ces sommes sont pour les provinces d'Ontario et Québec réunies.
C. E. Bello	Montréal	1200	00	114	15	1353	68	138		2999		21713		90		

1888.

NOM DES AGENTS.	RÉSIDENCE.	Salaires par année.	Dépenses de voyage.	Dépenses de bureaux.	Nombre de licences émanées.	Montée des lices sous licence, en milles.	Revenus perçus.	REMARQUES.
A. Dubond.....	Trois-Rivières.....	1200 00	.....	892 67	153	6135	22168 66	
G. J. Nagle.....	St. Hyacinthe.....	1200 00	.....	706 21	95	1209	7036 27	
Geo. Dubergue ..	Châteauguay.....	1200 00	253 40	182 37	46	1060	5414 26	
Chs. Dawson.....	Rivière-du-Loup ..	1000 00	61 69	496 29	26	1043	4332 61	
C. T. Dubé.....	Trois-Pistoles.....	700 00	163 00	25 00	32	415	2475 10	
Jos. N. Vergé ..	Carleton, E. O.....	600 00	54 25	58 52	6	109	1129 34	
Agents des Bois de la Couronne, dont le territoire couvre une partie de la province d'Ontario aussi bien qu'une partie de la province de Québec.								
A. J. Russell.....	Ottawa.....	1846 00	26 88	6163 46	697	18688	189858 73	Ces sommes sont pour les provinces d'Ontario et Québec réunies.
C. E. Belle.....	Montréal.....	1280 00	47 12	1174 60	142	3002	25730 20	

1867.

NOM DES AGENTS.	RÉSIDENCE.	Salaires par année.	Dépenses de voyage.	Dépenses de bureaux.	Nombre de licences émises.	Etendue des limites sous licences, en milles.	Revenus perçus.	REMARQUES.
A. Dubond.....	Trois-Rivières.....	\$ 1200 00	.....	\$ 1086 00	84	6919	\$ 25478 22	
G. J. Nagle	St. Hyacinthe.....	1200 00	20 00	927 78	80	806½	6917 73	
Geo. Pu Berger.....	Chicoctimi.....	1200 00	9 23	285 54	82	980½	5441 27	
Chas. Dawson.....	Rivière-du-Loup	1000 00	40 00	606 69	61	977½	1573 75	
C. T. Dubé.....	Trois-Pistoles.....	700 00	168 00	21 75	26	446	5931 72	
Jon. N. Verge.....	Carleton, E. C.....	600 00	30 00	53 97	31	43	1153 46	
Agents des Bois de la Couronne, dont le territoire couvre une partie de la province d'Ontario aussi bien qu'une partie de la province de Québec.								
A. J. Russell.....	Ottawa.....	1640 00	11 40	3526 83	381	11544	59172 66	
C. E. Belle.....	Montréal.....	1200 00	53 80	1121 22	177	1703½	33754 37	

Les deux derniers montants ci-dessus comprennent les collections pour les provinces d'Ontario et de Québec réunies, depuis le 1^{er} janvier jusqu'en 30 juin 1867, par A. J. Russell \$56,020.87. Par C. E. Belle \$6,632.89. Et depuis le 1^{er} juillet jusqu'au 31 décembre 1867, pour la province de Québec seulement par A. J. Russell \$39,142.76, et par C. E. Belle \$26,101.48.

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE.

(Ottawa, 13 juin 1866.)

RÈGLEMENTS CONCERNANT LES BOIS DE LA COURONNE.

Avis est par le présent donné que les règlements du 8 août 1851, pour l'octroi des licences pour couper du bois sur les terres publiques, sont abrogés ; et qu'à compter de, et après la date du présent, les licences pour couper du bois et les renouvellements d'icelles seront accordés conformément aux conditions prescrites dans les règlements suivants, sanctionnés par SON EXCELLENCE LE GOUVERNEUR-GÉNÉRAL par ordre en Conseil, du 12 du courant ; en addition aux dispositions des statuts refondus du Canada, chap. 23.

1. Des licences pour telles locations vacantes que le Commissaire des Terres de la Couronne jugera à propos d'offrir en vente, ainsi que toutes les locations devenues vacantes par forfaiture seront mises à l'encan public deux fois par année dans chaque agence le 10 de juillet et le dix de janvier, (ou à toute autre date que le Commissaire des Terres de la Couronne fixera par avis public) ; le prix de départ sera de quatre piastres par mille carré ou de toute autre somme qu'il établira dans l'avis qu'il donnera à cet effet. Les licences ainsi mises en vente seront adjugées au plus haut enchérisseur qui paiera immédiatement au temps de la vente ; et si elles ne sont pas alors vendues, elles seront accordées à la première personne qui en fera ensuite la demande par écrit et qui paiera immédiatement le prix de départ et la rente foncière. Dans le cas où deux ou plusieurs demandes seraient reçues en même temps pour telles licences elles seront immédiatement mises de nouveau à l'encan. Les licences déjà octroyées mais qui n'ont pas encore été émanées, et telles autres qui pourraient être octroyées par le Commissaire des Terres de la Couronne, en vertu de demandes accordables en conformité des règlements du 8 août 1851, seront octroyées aux conditions d'après lesquelles elles auront été ou seront ainsi accordées. Dans les intervalles entre les ventes, des licences pour des nouvelles locations pour lesquelles il sera fait des demandes au Commissaire des Terres de la Couronne ou à l'agent local pour le territoire dans lequel elles se trouvent, pourront être accordées aux premiers demandants qui, en faisant leurs demandes, paieront le prix de départ et la rente foncière mentionnés plus haut. Il ne sera pas accordé plus qu'une allocation à chaque demandant. Le bonus sera remboursé si, dans l'espace de six mois, la location est abandonnée comme n'étant d'aucune valeur et s'il n'a pas été coupé de bois dessus.

2. Les demandes devront être faites par écrit, et les locations demandées devront être décrites distinctement et référer à des points déjà établis par arpentage ou par des bornes connues. Dans les townships arpentés les lots et les rangs devront être mentionnés.

3. Aucune licence sur les terres non arpentées ne sera accordée pour un espace excédant dix milles de long sur cinq milles de profondeur, ou cinquante milles carrés ou pour plus que la moitié de cette étendue dans les townships arpentés. La superficie de telle licence sera estimée par l'agent des bois de la Couronne ou par tout autre officier à ce autorisé.

4. Toutes les licences expireront le 30 avril après la date de leur émanation.

5. Les nouvelles licences, et celles renouvelées, qui auront été dûment occupées, seront sujettes à une rente foncière annuelle de cinquante centins pour chaque mille carré de superficie inclus dans leurs bornes, qui seront estimées tel que mentionné plus haut ; mais en calculant la rente foncière, aucune licence ne sera sujette à une rente moindre que celle de huit milles carrés.

6. La rente foncière qui sera payable au renouvellement de la licence, si la location n'a pas été dûment occupée, sera le double de celle de l'année précédente, augmentant tous les ans dans cette proportion, tant que la dite location n'aura pas été

occupée, (excepté l'année après l'émanation de la dite licence, si telle licence n'est pas dans un township arpenté,) mais la rente foncière qui sera ainsi augmentée, n'excèdera pas vingt-trois chelins et quatre deniers par mille, (étant égal au plus bas montant de droits sur le bois carré que la location produirait, si elle avait été dûment occupée, ajouté aux cinquante centins par mille de rente foncière ci-haut mentionnées,) le taux ordinaire reprenant du moment que la location sera dûment occupée. Elle sera considérée avoir été dûment occupée si on y a coupé cinq cents pieds de bois carré, ou vingt billots de sciage par mille carré. Après l'émanation de la licence il ne sera fait aucun remboursement de rente foncière qui aurait été surchargée.

7. Aucune location à bois ne sera confisquée parce qu'elle n'aura pas été occupée, pourvu que la rente foncière qui se sera accumulée pour cette cause soit dûment payée; mais toute location dont les arrérages de rente foncière auront été éludés au moyen de fausses assertions concernant son occupation, sera (après que l'occupant aura eu l'avantage d'être entendu à ce contraire), accordée à celui des soumissionnaires qui alléguera le premier cette évasion avant le premier jour de novembre, et qui le prouvera par le certificat d'un arpenteur juré avant le premier jour de décembre suivant la date de cette fausse assertion. S'il est prouvé qu'il n'y ait que la moitié qui ait été occupée, l'occupant pourra retenir une moitié de la location, après qu'elle aura été divisée d'une manière équitable par l'agent des bois de la Couronne.

8. Les licenciés qui se seront dûment conformés aux règlements actuellement en force auront droit au renouvellement de leur licence, pourvu qu'ils aient fait et déposé entre les mains de l'agent local des bois de la Couronne, avant le trente de septembre, ou à toute autre date antérieure qui pourra être fixée par le Commissaire des Terres de la Couronne dans aucune localité, un état assermenté constatant la quantité et la description des morceaux de bois et de billots coupés par eux ou par d'autres personnes, à leur connaissance, sur chacune des locations pour lesquelles ils avaient des licences, la saison précédente, et qu'ils aient payé à la Couronne, le ou avant le cinquième jour de décembre suivant, la rente foncière payable pour le renouvellement de leur licence pour la saison suivante. Dans le cas où ils ne se conformeraient pas à ces conditions pour aucune de leurs locations, telles locations deviendront par là même vacantes, et leur droit au renouvellement des licences pour icelles sera forfait. Ces licences seront alors vendues par encan public ou seront autrement octroyées tel que mentionné plus haut; si cependant, pour avoir omis de fournir l'état ci-haut mentionné, un montant équivalant au double de la rente foncière due, est payé avant le jour de la vente avec une addition de dix pour cent pour chaque mois de retard dans le paiement, alors la licence sera renouvelée pour cette location.

9. Les licenciés qui désireront obtenir un renouvellement de leurs licences devront faire par écrit la demande de tel renouvellement à l'agent local des bois de la Couronne, avant le premier de juillet de chaque année, mentionnant les locations qui auront été dûment occupées; s'ils ne le font, les locations qu'ils ont, seront sujettes à la rente foncière payable dans le cas où elles n'auraient pas été occupées.

10. Les agents des bois de la Couronne devront tenir des registres de toutes les licences accordées et renouvelées par eux, et des transports d'icelles. Ces registres, ainsi que leurs plans des locations sous licence et des terrains vacants, seront ouverts pour l'inspection publique.

11. Les transports de locations devront être faits par écrit, et si le bureau des Terres de la Couronne ou l'agent local les approuve, ils seront valides à dater du jour où ils auront été déposées entre les mains de ce dernier; mais aucun transport ne sera accepté, si la personne faisant ce transport est arriérée dans ses paiements à la Couronne pour droits sur les bois.

12. Les locations devront être, le jour de leur première émanation, décrites comme suit: "cette licence ne doit pas affecter les licences antérieures qui existent ou qui doivent être renouvelées en vertu des règlements." Si deux licences se trouvent à couvrir le même terrain, celle de date la plus récente devra le céder à la plus ancienne à dater de la saison dans laquelle elle a été acquise à l'encan public ou

accordée par la Couronne, et dans le cas où il serait constaté que, soit par erreur ou par défaut dans sa description, aucune licence serait évidemment incompatible avec l'intention ou avec les règlements en vertu desquels elle a été accordée, le Commissaire des Terres de la Couronne pourra la faire annuler ou amender.

13. L'inspecteur des agences des bois de la Couronne à Ottawa, et tout autre officier à ce autorisé ailleurs, donneront, lorsqu'ils en seront requis par quelque partie intéressée, des instructions sur la manière que les bornes des locations devront être arpentées pour être conformes aux licences actuelles. Les arpentages devront être faits aux frais de ceux qui les demanderont, et ceux-ci devront remettre à l'officier qui aura donné les instructions, copie des plans, rapports et autres détails de ces arpentages pour être par lui examinés et approuvés, ces copies seront payées par l'officier qui aura donné ces instructions comme susdit et elles seront gardées de record par l'agent local des bois de la Couronne.

14. Dans tous les cas de contestation relativement aux droits à des limites ou à la position des bornes, la décision de l'agent local des bois de la Couronne ou de l'inspecteur des agences des bois de la Couronne, ou de tout autre officier à ce autorisé par le Commissaire des Terres de la Couronne, sera obligatoire envers les parties intéressées, sur avis servi à elles personnellement ou à leurs représentants sur les lieux ou expédié par le poste à leur adresse, à moins qu'elle ne soit rejetée par arbitrage commencé dans l'espace de trois mois après la date de tel avis.

15. Afin d'éviter tout délai et toute difficulté relativement aux arbitres, la partie qui se croira lésée par telle décision n'aura qu'à notifier l'officier qui l'aura donnée, de son dissentiment, par écrit, et donner le nom de l'arbitre dont elle aura fait choix. Il sera alors du devoir de cet officier de se constituer arbitre de l'autre côté; et dans le cas où ces arbitres ne s'accorderaient pas sur le choix d'un sur-arbitre, s'il devenait nécessaire d'en nommer un, le Commissaire des Terres de la Couronne en nommera un à la demande d'aucune des parties ou d'aucun des arbitres. Ces arbitres pourront recevoir les témoignages qui auront été obtenus depuis la décision. Chacun des arbitres et le sur-arbitre devront être payés, aux frais communs des parties, cinq piastres par jour pendant tout le temps qu'ils auront été occupés au dit arbitrage.

16. Le bois coupé sous licence sera sujet aux droits suivants, savoir:

	s.	d.
Chêne et noyer par pied cube.....	0	1½
Orme, frêne et épinette rouge.....	0	1
Pin Blanc, Pin Rouge, Merisier, Bois blanc, Cèdre, épinette, etc.	0	0½
Billots de Pin de 13½ pieds de longueur chacun.....	0	6
On dix centins par billot étalon de 13½ pieds ayant vingt pouces dans son plus petit diamètre.		
Les rebuts non mesurés seront sujets au taux moyen du lot dans lequel ils se trouvent.		
Billots d'épinette de 13½ pieds de longueur chaque.....	0	2½
Douves pour pipes, le mille.....	32	6
do I. O.....	10	0
Bois de corde (bois franc) par corde.....	0	8
do (bois mou) do.....	0	4
Bois pour construction de chemin de fer, genoux, etc., 10 p. c. <i>ad valorem.</i>		

Lesquels droits seront chargés sur les quantités établies par le mesurage sous la direction du surintendant des mesureurs de bois ou de son député à Québec, à Montréal ou à toute autre place de vente ou de chargement, ou par autre mesurage reconnu ou accepté, lorsque celui ci-haut mentionné ne pourra pas être obtenu, autrement chaque morceau de pin blanc sera considéré comme contenant 70 pieds cubes.

Pin Rouge

38 do

Autre bois

34 do

Dans le cas où aucun licencié n'aurait pas payé, ou aurait éludé le paiement des droits dus à la Couronne sur aucune partie de son bois, ces droits pourront être pré-

levés sur aucun autre bois à lui appartenant, coupé sous licence, avec les droits dus sur ce bois.

17. Tout bois carré, billots, madriers, planches et autres espèces de bois sortant de l'agence où ils auront été coupés sous aucune forme, seront sujets à être comptés ou mesurés et on devra donner des états assermentés des qualités et quantités de bois et billots qui auront été coupés sous chaque licence, lorsqu'on en sera requis. Les propriétaires ou locataires de moulin à scie faisant des billots sous licence devront établir par des états assermentés le nombre et la longueur de chaque espèce de billots coupés ou acquis par eux qui auront été amenés à leur moulin, ou la place où ils auront été laissés à chaque saison, donnant en même temps le nombre de ces billots à l'étalement et dans le cas où ces billots ou une partie de ces billots auraient été coupés sur des terres privées, ils devront prouver par affidavit sur quels lots ils ont été coupés et combien sur chaque lot, autrement il ne leur serait pas accordé d'acquies.

18. Avant d'enlever aucun radeau ou partie de radeau de bois carré, billots, madriers, planches et autres espèces de bois de l'agence dans laquelle ce bois aura été coupé, le propriétaire ou la personne en charge du dit radeau devra en faire rapport à l'agent des bois de la Couronne, faisant, s'il est nécessaire, une déclaration sous serment du nombre de morceaux de chaque espèce de bois contenu dans chaque radeau ou partie de radeau et du nombre de cribs; et dans le but d'exempter des droits, le bois qui aurait été coupé sur des terres privées, s'il y en a, il devra de plus fournir un affidavit mentionnant les lots sur lesquels ce bois a été coupé, et le nombre de morceaux coupés sur chaque lot, sur quoi, il recevra de l'agent des bois de la Couronne, un acquit déclarant le nombre de morceaux dans chaque radeau ou partie de radeau, combien, s'il y en a, ont été prouvés, d'une manière satisfaisante, avoir été pris sur des terres privées, et sur combien, s'il y en a, les droits ont été antérieurement ou alors payés. A l'arrivée d'aucun de ces radeaux ou partie de bois à Québec, ou à aucune place ou port intermédiaire pour le vendre ou pour expédition, le propriétaire ou celui qui en aura la charge en fera dans l'intervalle de quarante huit-heures le rapport au collecteur des droits sur les bois de la Couronne, au député surintendant des mesureurs de bois ou autre officier à ce préposé, et en sus de la quantité indiquée dans l'acquit comme passible de droits, tout surplus de bois au-delà du nombre de morceaux qui y seront mentionnés, sur l'inspection du collecteur des droits sur les bois de la Couronne, du député surintendant des mesureurs de bois ou de tout autre officier à ce préposé, sera considéré comme ayant été coupé sur les terres de la Couronne, et sera, en conséquence, sujet au paiement des droits, si le propriétaire ne peut pas en rendre compte ou dire où il a été coupé.

19. On pourra refuser d'émaner des licences aux personnes qui négligeront de faire le rapport du départ de leurs radeaux ou autres bois de l'agence où ils ont des licences, ou de leur arrivée à Québec, à Montréal ou autre port ou place pour le vendre ou le mettre à bord des vaisseaux, dans cette province comme ci-dessus mentionné, et ces personnes seront sujettes à la confiscation de leurs bois pour infraction des règlements, tel que le prescrit la 3^e section du ch. 23 des statuts refondus du Canada.

20. Les colons, occupants, acheteurs de terres publiques ou ceux qui auraient obtenu des octrois gratuits et qui n'ont pas encore complété les conditions de leurs ventes ou de leurs octrois, qui y couperont du bois sans licence, (si ce n'est pour faire de la terre, pour bâtir ou pour construire des clôtures,) ou autres qui le feront par leur permission, seront passibles des pénalités imposées par la loi pour avoir coupé du bois sans licence.

21. Les personnes qui refuseront ou éviteront de payer les droits des glissoires ou les droits sur leurs bois, ou le règlement final des obligations ou billets promissoires pour ceux ou qui seront en défaut avec le bureau des bois de la couronne ou avec l'agent,—et les personnes qui prendront forcément possession de terrains en litige avant d'avoir obtenu une décision en leur faveur,—et ceux qui refuseront de se conformer aux décisions des arbitres, ou aux règlements établis par ordre en conseil, ou qui troubleront forcément les arpenteurs, perdront leurs droits à d'autres licences, et leurs locations deviendront disponibles en faveur d'autres personnes à l'expiration de leurs licences.

22. Les licences seront données dans la formule ci-annexée, en double. La clause qui y est mise au bas devra, dans le duplicata, être signée par deux cautions, et la description de la location devra être écrite au dos de la licence. Les doubles devront être gardés de record par l'agent des bois de la couronne.

23. Tous droits sur les bois coupés sous licence qui ne seront pas payés au trente de novembre suivant la saison dans laquelle ils auront été coupés, seront sujets à intérêt à dater de ce jour sans préjudice toutefois aux droits qu'à la couronne d'exiger le paiement de ces droits arriérés.

FORMULE DE LICENCE.

PAR AUTORITÉ des Statuts Refondus du Canada, ch. 23, et des règlements en date du 13 juin 1866, et pour et en considération des paiements faits et qui seront faits à Sa Majesté :—

JE, PAR LE PRÉSENT, DONNE plein pouvoir et autorise
et agents et employés, à couper sur la
location désignée au dos des présentes par et à garder
et à occuper la dite location à l'exclusion de tous autres, excepté comme ci-après mentionné, à compter du au 30 avril 18, et pas plus longtemps,
avec le droit de transporter le dit bois à travers aucune des terres
non occupées ou incultes de la Couronne.

Et, en vertu de cette licence, le dit licencié a droit, tel que prescrit par les statuts refondus du Canada, ch. 23, à tout bois coupé, pendant la durée de cette licence, par d'autres n'ayant pas droit au terrain assigné par le présent, avec plein pouvoir de le saisir et de s'en emparer partout où il le trouvera en cette dite province.

Mais cette licence est sujette aux conditions suivantes, savoir :

Que toute personne ou personnes pourra ou pourront en tout temps faire des chemins et s'en servir pour voyager sur et à travers le terrain accordé par le présent, et y couper et en enlever aucun arbre de moins de dix pouces dans son plus grand diamètre, nécessaire pour faire des flottes, traverses, rames et liens de radeaux pour son ou leur propre usage pour la construction de radeaux de bois équarris ou de billots de sciage, dans le voisinage immédiat de ce terrain.

Que rien dans le présent n'empêchera aucune personne ou personnes de prendre aucun bois debout, de quelque sorte que ce soit, pour la construction de chemins ou ponts, ou pour des travaux publics.

Et que toutes personnes qui s'établiront d'après une autorité ou titre légal dans les limites de la location accordée par le présent, ne seront en aucune manière molestées dans leurs opérations de défrichement et de culture, par le dit licencié ou aucune autre personne agissant pour ou par permission.

Et à condition, en outre, que le dit licencié ou représentants, se conformera à tous les règlements établis ou qui pourront l'être par ordre en Conseil, et qu'il se soumettra à ce que tout le bois qui sera coupé sous cette licence soit compté ou mesuré, et qu'il paiera les droits imposés sur icelui lorsqu'il en sera requis par moi ou aucun officier à ce autorisé, autrement le dit bois sera confisqué au profit de la Couronne, et le dit licencié sera sujet à telles autres pénalités que l'acte impose.

Donné sous mon seing, à ce jour do
en l'année de Notre-Seigneur 18, en double.

Rente foncière.....\$

~~Et~~ Nous avons lu et comprenons la nature des obligations contenues dans cette licence, et nous nous engageons conjointement et solidairement, et chacun de nos héritiers, exécuteurs, curateurs et administrateurs à payer tous droits qui pourront devenir dus et payables à Sa Majesté, Ses Héritiers ou Successeurs, sur aucun bois coupé ou obtenu en vertu de cette licence dans le cas où le licencié ci-dessus nommé manquerait ou refuserait de les payer, ou de donner des obligations suffisantes pour le paiement d'iceux.

CHAMBRE DE COMITÉ,
Jeudi, 30 janvier 1868.

PREMIER RAPPORT DU COMITÉ COLLECTIF DES IMPRESSIONS.

Le comité collectif des deux Chambres, au sujet des impressions du Parlement, fait rapport qu'il a préparé le tableau ci-annexé des impressions et de la distribution des documents imprimés, qu'il soumet respectueusement.

DISTRIBUTION SESSIONNELLE DES PAPIERS IMPRIMÉS.

<i>Procès-verbaux du Conseil.</i>		Fr.	An.	<i>Rapports des Départements</i>		Fr.	An.
Conseil—14 membres français, 2 F.				Conseil—14 membres français, 2 F.			
1 A.....	28	14		1 A.....	28	14	
9 membres anglais, 2 A.				9 membres anglais, 2 A.			
1 F.....	9	18		1 F.....	9	18	
Départements, bureaux, etc.	100	70		Le reste.....	50	30	
Assemblée—65 membres, 1 F. 1 A.....	65	65		Assemblée—49 membres français, 2 F.			
Le reste (à l'Assemblée).....	48	33		1 A.....	98	49	
Total.....	250	200		15 membres anglais, 2 A.			
				1 F.....	15	30	
				Le reste.....	200	159	
				Total.....	400	300	
<i>Votes de l'Assemblée Législative.</i>							
Conseil—24 membres, 1 F. 1 A.....	24	24		<i>Bills Privés.</i>			
Le reste (au Conseil).....	26	26		Conseil—24 membres, 2 copies chaque,			
Assemblée—49 membres français, 2 F.				1 F. 1 A.....	24	24	
1 A.....	98	49		Le reste.....	31	21	
15 membres anglais, 2 A.				Assemblée—65 membres, 2 copies cha-			
1 F.....	15	30		que, 1 F. 1 A.....	65	65	
Départements, bureaux, jour-				Le reste.....	80	40	
naux.....	237	196		Le reste { Ce reste est pour la Chambre			
Total.....	400	325		dans laquelle le bill est in-			
				troduit (selon le cas.).....	125	100	
				Total.....	325	250	
<i>Bills Publics et Documents.</i>							
Conseil—14 membres français, 2 F.				<i>Troisième lecture des Bills (Conseil.)</i>			
1 A.....	28	14		Conseil—Pour liasses.....	50	25	
9 membres anglais, 2 A.				Assemblée—65 membres, 1 A. 1 F.....	65	65	
1 F.....	9	18		Le reste.....	85	60	
Le reste.....	40	30		Total.....	200	150	
Assemblée—49 membres français, 2 F.							
1 A.....	98	49		<i>Troisième lecture des Bills (Assemblée.)</i>			
15 membres anglais, 2 A.				Conseil—24 membres, 1 F. 1 A.....	24	24	
1 F.....	15	30		Le reste.....	40	20	
Le reste.....	210	159		Assemblée—Pour liasse.....	186	156	
Total.....	400	300		Total.....	250	200	
<i>Ordres du jour</i>							
Conseil—24 membres, 1 F. 1 A.....	24	24					
Le reste.....	26	26					
Assemblée—65 membres, 1 F. 1 A.....	65	65					
Bureaux, départements et							
journaux.....	110	110					
Total.....	225	225					

DISTRIBUTION DES JOURNAUX ET PAPIERS SESSIONNELS.—VOLUMES RELIÉS.

<i>Journaux du Conseil Législatif.</i>					
	Fr.	An.			
Conseil—14 membres français, 2 chaque.....			Assemblée—Distribution du dehors.....	113	100
“ 9 membres anglais 2 chaque.....	28	18	“ Echanges avec les bibliothèques.....	40	40
“ Réserve.....	30	20	“ Réserve.....	60	51
Assemblée—Distribution du dehors, soit	80	40	Total	350	250
“ 49 membres français, 1 chaque, 15 membres anglais, 1 chaque.....	49	15	<i>Papiers sessionnels.</i>		
“ Echanges avec les bibliothèques.....	20	20	Conseil— 14 membres français, 2 chaque, 9 membres anglais, 2 chaque	28	18
“ Réserve	43	37	“ Réserve.....	25	20
Total	250	150	Assemblée—49 membres français, 2 chaque, 15 membres anglais, 2 chaque.....	98	30
<i>Journaux de l'Assemblée.</i>			“ Distribution du dehors.....	159	150
Conseil—14 membres français, 1 chaque, 9 membres anglais, 1 chaque	14	9	“ Echanges avec les bibliothèques	50	50
“ Réserve	25	20	“ Réserve	65	57
Assemblée—49 membres français, 2 chaque, 15 membres anglais, 2 chaque	98	30	Total	425	325

Les départements de l'exécutif à *Ottawa*, *Toronto* et *Québec*, et les départements des Terres de la Couronne, du Secrétaire Provincial, des Travaux Publics et des Mines dans la *Nouvelle-Ecosse* et le *Nouveau-Brunswick*, les Juges des Cours Supérieures dans la Puissance, les Collèges, les Universités, etc., dans la Puissance et certaines bibliothèques dans la Puissance, en *Angleterre*, aux *Etats-Unis*, et autres contrées avec lesquelles les échanges sont ordinairement faites, une copie de chaque volume relié des journaux et des papiers sessionnels.

NOTE.—Ce rapport a été amendé en comité de toute la Chambre le 4 février 1868.—*Voir Journaux*, pages 57 et 58.

ESTIMÉS

de la Province de Québec, pour la période de dix-huit mois, expirant
le 31 décembre 1868.

SERVICE.			TOTAL.
<i>Gouvernement Civil.</i>			
Bureau du Lieutenant-Gouverneur		\$ 4088 64	
Département du Secrétaire Provincial		15200 86	
Do du Régistrare Provincial		4429 89	
Do des officiers en loi de la Couronne		13051 75	
Do du Trésor		18911 37	
Do des Terres de la Couronne		48960 16	
Do des Travaux Publics et Agriculture		17139 62	
Do du Conseil Exécutif		6933 90	
Depenses contingentes des Départements Publics		47584 00	
Orateur du Conseil Législatif		4666 67	180966 86
<i>Administration de la Justice.</i>			
Pour défrayer les salaires et dépenses contingentes			490339 35
<i>Police.</i>			
Montant requis pour défrayer les dépenses de la Police			20000 00
<i>Maisons de Réforme et Inspection de Prisons.</i>			
L'entretien de la maison de Réforme de St. Vincent de Paul		37500 00	
Inspection		3000 00	40500 00
A reporter			

Estimés pour la période de dix-huit mois expirant le 31 décembre 1868.—*Suite.*

SERVICE.			TOTAL.
Rapporté.....	.....	.....
<i>Législature.</i>			
<i>Conseil Législatif.</i>			
Indemnité aux Membres, et Allocation pour voyages	\$11500 00		
Salaire et dépenses contingentes.....	16863 00	\$28363 00	
<i>Assemblée Législative.</i>			
Indemnité aux Membres, et Allocation pour voyages...	31500 00		
Salaires et dépenses contingentes.....	57427 43	88927 45	
<i>Dépenses d'Elections.</i>			
Officiers-rapporteurs.....		16975 28	
<i>Items Divers.</i>			
Impression et reliure des lois.....	12500 00		
Distribution des lois.....	1250 00		
Octroi à la Bibliothèque du Parlement.....	8000 00		
Salaire du Greffier en Chancellerie.....	877 17		
Dépenses contingentes du Greffier en Chancellerie...	1500 00	24127 17	158392 90
<i>Education.</i>			
Education Supérieure, (pour 12 mois).....		68000 00	
Ecoles communes.....		174000 00	
Ecoles normales.....		62590 00	
Cours d'agriculture attachés aux Ecoles normales...		12000 00	
Salaire des Inspecteurs d'école.....		29700 00	
Ecoles dans les municipalités pauvres, (pour 12 mois)...		4000 00	
Livres pour donner en prix.....		3000 00	
A Reporter.....	.....	.....

Estimés pour la période de dix-huit mois expirant le 31 décembre 1868.—*Suite.*

SERVICE.			TOTAL.
Rapporté.....	.....	.....
Journaux de l'Instruction Publique .....	.....	3600 00	
Bibliothèque du Département.....	.....	1200 00	
Salaire du do .....	.....	16500 00	
Dépenses contingentes do .....	.....	10000 00	
Fonds destiné aux Instituteurs en retraite, pour 12 mois.....	.....	2600 00	387190 00
<i>Institutions Littéraires et Scientifiques.</i>			
Octroi en aide à la Faculté Médicale, Université McGill, Montréal, pour 12 mois.....	.....	750 00	
Do en aide à l'Ecole de Médecine, Montréal, do do.....	.....	750 00	
Do Société historique et littéraire, Québec, do do.....	.....	750 00	
Do Société d'histoire naturelle de Montréal, do do.....	.....	750 00	3000 00
<i>Hôpitaux et Institutions de Charité.</i>			
Octroi en aide à l'Hôpital Général, Montréal, pour 12 mois.....	.....	4000 00	
Do l'Asile des Sourds-Muets, do do.....	.....	3000 00	
Do Malades Indigents, do do.....	.....	3200 00	
Do Hôpital St. Patrice, do do.....	.....	1600 00	
Do Sœur de la Providence, do do.....	.....	1120 00	
Do Asile de St. Vincent de Paul, do do.....	.....	430 00	
Do Maison de refuge, do do.....	.....	480 00	
Do Hôpital des orphelins de St. Patrice, do do.....	.....	640 00	
Do Hospice de la Maternité de l'Université, do do.....	.....	480 00	
Do Asile de la Madeleine (Bon Pasteur) do do.....	.....	320 00	
Do Hôpital des orphelins catholiques romains, do do.....	.....	320 00	
A Reporter.....	.....	.....

Estimés pour la période de dix-huit mois expirant le 31 décembre 1868.—*Suite.*

SERVICE.				TOTAL.	
Rapporté.....					
Octroi en aide aux Sœurs de la Charité, Montréal, pour 12					
		mois	800 00		
Do l'Asile des orphelins protestants,	do	do	640 00		
Do Hospice de la Maternité sous les					
Sœurs de la Miséricorde,	do	do	480 00		
Do Asile de la rue Bonaventure,	do	do	430 00		
Do Asile de Nazareth, pour les enfants					
aveugles et pauvres,	do	do	430 00		
Do Dispensaire,	do	do	320 00		
Do Société de bienfaisance des Dames					
pour les veuves et les orphelins,	do	do	320 00		
Do Asile, maison d'industrie,	do	do	320 00		
Do Institution pour le traitement des					
maladies d'yeux et d'oreilles,	do	do	320 00		
Do Malades indigents, Québec,		do	3200 00		
Do Société des Dames charitables de l'Asile					
des orphelins catholiques-romains,	do	do	480 00		
Do Asile du Bon Pasteur,	do	do	640 00		
Do Hospice de la Maternité,	do	do	480 00		
Do Asile des Dames protestantes,	do	do	320 00		
Do Asile des orphelins du sexe masculin,	do	do	320 00		
Do Asile Finlay,	do	do	320 00		
Do Asile des orphelines protestantes,	do	do	320 00		
Do Asile Ste. Brigitte,	do	do	320 00		
Do Asile Militaire du Canada,	do	do	160 00		
Do Malades indigents, Trois-Rivières,		do	2240 00		
Do Hôpital-Général, district de Richelieu, Sorel,	do		1200 00		
Do Hôpital de St. Hyacinthe, St. Hyacinthe,	do		320 00		
Do Hôpital-Général catholique,	do	do	320 00	30290 00	
Do Hôpital des marins et émigrés, Québec,	do			4000 00	
Asile de Beauport,	do			138000 00	
Asile des Aliénés de St. Jean, Entretien				27000 00	199290 00
A Reporter.....					

Estimés pour la période de dix-huit mois expirant le 31 décembre 1868.—*Suite.*

SERVICE.			TOTAL.
Rapporté.....			
<i>Arts et Manufactures.</i>			
Octroi au bureau des arts et manufactures, pour 12 mois.....			2000 00
<i>Société d'Agriculture.</i>			
Octroi à diverses sociétés d'agriculture.....			80058 60
<i>Enseignement agricole.</i>			
Octroi à l'école d'agriculture de Ste. Anne.....		1200 00	
Do do de l'Assomption.....		1200 00	2400 00
Immigration			4000 00
<i>Travaux et édifices publics.</i>			
Maison de Réforme de St. Vincent de Paul, pour aider à son achèvement.....		42570 00	
Explorations et inspections		2550 00	
Déménagement		15576 00	
<i>Imputé aux fonds spéciaux.</i>			
Achèvement de la nouvelle Prison, Québec, (un mur d'enceinte, altérations et réparations) imputé au fonds de construction et Jury pour le district de Québec.	5000 00		
Achèvement de la Prison de Sherbrooke, imputé au fonds de construction et Jury du district de St. François.....	4000 00	9000 00	
<i>Loyers, primes d'assurances et réparations, etc — d'édifices publics.....</i>		85315 00	155011 00
A Reporter.....			

Estimés pour la période de dix-huit mois expirant le 31 décembre 1868.—*Suite.*

SERVICE.		TOTAL.
Rapporté.....		
<i>Chemins et Ponts.</i>		
Chemins de Colonisation		62500 00
<i>Inspection et mesurage des bois.</i>		
Salaires et dépenses contingentes du Surintendant du Bureau des mesureurs, Québec et Montréal.....		117312 00
Octroi pour venir en aide aux pêcheurs en détresse de la Nouvelle-Ecosse		4000 00
Octroi pour venir en aide aux habitants indigents de la côte du Labrador		715 93
Divers items.....		25000 00
Service ou frais des bureaux d'enregistrement		12143 91
<i>Perception, Entretien et autres charges du Revenu.</i>		
Exploration et tracé de territoires.....	20444 11	
Autres dépenses territoriales par le département des terres de la Couronne, y compris les biens des Jésuites, le domaine de la Couronne, la seigneurie de Lauzon, bois et forêts	108036 09	
Diverses charges sur les timbres du Revenu.....	8100 00	136580 20
		\$2081400 75

É T A T

Donnant des détails sur certaines dépenses pour lesquelles un vote de la Législature est demandé, pour les dix-huit mois expirant le 31 déc. 1868.

SERVICE.				
<i>Gouvernement Civil.</i>				
<i>Bureaux du Lieutenant-Gouverneur :</i>				
1	Secrétaire Privé, du 1er octobre 1867, au 31 déc. 1868, à...	\$ 1400 p. an.	1750 00	
	Assistant-Secrétaire (temporaire) du 15 juillet 1867 au 15 octobre 1867, à	3 p. jour	279 00	
2	Aide-de-camp, du 27 juillet 1867 au 31 décembre 1868, à...	800 p. an.	1143 47	
3	Messenger et gardien des prémisses, du 21 octobre 1867 au 31 décembre 1868, à	1 p. jour	439 00	
4	Messenger, du 22 octobre 1867 au 31 décembre 1868, à	400 p. an.	477 17	4088 64
<i>Département du Secrétaire Provincial.</i>				
1	Secrétaire Provincial, du 7 juillet 1867 au 31 décembre 1868, à	3750 p. an.	5625 00	
	Assistant-Secrétaire (temporaire), du 23 juillet 1867 au 31 octobre 1867, à	1600 "	439 12	
2	Assistant-Secrétaire, du 1er novembre 1867 au 31 décembre 1868, à	1800 "	2103 26	
3	1er Clerc, du 26 juillet 1867 au 31 décembre 1868, à	1200 "	1715 21	
4	Comptable des dépenses contingentes, du 30 octobre 1867 au 31 décembre 1868, à	1000 "	1171 19	
5	2e Clerc, du 30 octobre 1867 au 31 décembre 1868, à	1000 "	1171 19	
6	3e " 1er nov. " 31 " " à	800 "	932 60	
	Clerc temporaire, du 26 juillet 1867 au 29 octobre 1867 à ..	2 50 p. jour	240 00	
7	Copiste, " du 30 oct. " au 31 décembre 1868, à ..	600 p. an.	702 71	
8	Messenger, " du 30 " " au 31 " " à ..	400 "	468 47	
9	Gardien de Bureau, 30 " " au 31 " " à ..	100 "	117 11	
	Clerc temporaire, 20 juillet " au 29 octobre 1867, à ..	2 50 p. jour	255 00	
	" " 17 " " au 28 " " à ..	2 50 "	260 00	15200 86
A Reporter				19289 50

GOUVERNEMENT CIVIL.—*Suite.*

SERVICE.				
Rapporté.....				18289 50
<i>Département du Régistrare Provincial.</i>				
1	Député-Régistrare provincial, du 1er nov. 1867 au 31 déc. 1868, à.....	\$ 1400 p. an.	1632 07	
2	Clerc, du 1er nov. 1867 au 31 déc. 1868, à.....	1100 "	1282 34	
3	" " " " " à.....	900 "	1049 18	
4	Messenger, " " " " à.....	400 "	466 30	4429 89
<i>Département des Loix de la Couronne.</i>				
1	Procureur-général, du 15 juillet 1867 au 31 déc. 1868, à.....	3750 "	5468 75	
2	Solliciteur-général, 15 " " 31 " " à.....	2800 "	4083 32	
3	Clerc, 1er oct. " 31 " " à.....	1400 "	1750 00	
4	" 6 nov. " 31 " " à.....	800 "	921 74	
1	" 1er août " au 29 oct. 1867, à.....	1200 "	295 34	
5	Messenger, du 1er sept. 1867 au 31 déc. 1868, à.....	400 "	532 60	13051 75
<i>Département du Trésorier Provincial.</i>				
1	Trésorier de la Province, du 15 juillet 1867 au 31 déc. 1868, à.....	3750 "	5468 75	
2	Assistant-Trésorier, du 24 sept. 1867 au 31 déc. 1868, à.....	1800 "	2284 23	
3	Auditeur, du 25 sept. 1867 au 31 déc. 1868, à.....	1800 "	2279 34	
4	Teneur de Livres, du 14 oct. 1867 au 31 déc. 1868, à.....	1200 "	1457 60	
1	" (résigné) du 1er oct. 1867 au 31 déc. 1868, à.....	1200 "	300 00	
5	Teneur de Livres, du 1er janv. 1868 au 31 déc. 1868, à.....	1200 "	1200 00	
6	Clerc, du 1er nov. 1867 au 31 déc. 1868, à.....	1000 "	1165 76	
7	" du 17 oct. " " " à.....	800 "	965 21	
8	" du 26 oct. " " " à.....	600 "	709 24	
9	" du 18 oct. " " " à.....	600 "	722 28	
10, 11	" du 1er janv. " " " à.....	800 "	1200 00	
1	Messenger, (temporaire), du 25 juillet 1867, au 23 oct. 1867, à.....	400 "	98 91	
A Reporter.....				36771 16

GOUVERNEMENT CIVIL.—*Suite.*

SERVICE.				
Rapporté				36771 16
121	Messenger et gardien de bureau, du 24 octobre 1867 au 31 décembre 1868, à	\$ 500 p. an.	593 75	
131	Messenger, du 1er novembre 1867 au 31 décembre 1868, à	400 "	466 30	18911 37
<i>Département des Terres de la Couronne.</i>				
1	Le Commissaire des Terres de la Couronne, du 15 juillet 1867 au 31 décembre 1868, à	3750 "	5468 75	
2	Assistant-commissaire des Terres de la Couronne, du 1er novembre 1867 au 31 décembre 1868, à	1800 "	2100 00	
3	Député arpenteur-général, du 1er juillet 1867 au 31 décembre 1868, à	2400 "	3600 00	
4	Comptable et caissier, du 1er juillet 1867 au 31 décembre 1868, à	1600 "	2400 00	
5 à 6	2 Dessinateurs, du 1er juillet 1867 au 31 décembre 1868, à	1400 "	4200 00	
7	1 " " " " " "	1240 "	1860 00	
1	" (décédé) " " 29 février " "	1360 "	906 66	
8	1 " " " " 31 décembre " "	1060 "	1590 00	
9	1 Clerc, " " " " " "	1800 "	2700 00	
1	" (résigné) " " 29 février " "	1600 "	1066 66	
10 à 11	2 " " " 31 décembre " "	1240 "	3720 00	
12	1 " " " " " "	1200 "	1800 00	
13, 14, 15	3 " " " " " "	1100 "	4950 00	
16, 17, 18	3 " " " " " "	1060 "	4770 00	
1	" (transféré) " " 31 octobre 1867, à	1060 00	353 33	
19	1 " " " 31 décembre 1868, à	900 00	1350 00	
20	1 " 21 septembre 1867 " " "	800 00	1022 22	
21	1 " 12 novembre 1867 " " "	800 00	907 98	
22	1 " 19 novembre 1867 " " "	600 00	669 56	
23, 24	2 " 1er juillet 1867 " " "	500 00	1500 00	
25, 26, 27	3 Messagers " " " " "	450 00	2025 00	48960 16
A reporter				104642 69

GOUVERNEMENT CIVIL.—*Suite.*

SERVICE.			
Rapporté			104642 69
<i>Département des Travaux Publics.</i>			
1	Le Commissaire des Travaux Publics, du 15 juillet 1867 au 31 décembre 1868, à	3750 p. an.	5468 75
2	Assistant-Commissaire des Travaux Publics, du 1 ^{er} novembre 1867 au 31 décembre 1868, à	1800 "	2098 37
3	Architecte et Directeur, du 1 ^{er} décembre 1867 au 31 décembre 1868, à	1600 "	1734 78
4	Inspecteur des Agences et chemins de Colonisation, du 1 ^{er} novembre 1867 au 31 décembre 1868, à	1600 "	1865 21
5	Assistant-Inspecteur des Agences et chemins de Colonisation, du 1 ^{er} novembre 1867 au 31 décembre 1868, à	900 "	1049 18
6	Secrétaire et Comptable, du 30 octobre 1867 au 31 décembre 1868, à	1200 "	1403 56
7	Assistant " du 1 ^{er} novembre 1867 au 31 décembre 1868, à	900 "	1049 18
8	Dessinateur—un, du 1 ^{er} décembre 1867 au 31 décembre 1868, à	900 "	975 81
	Clerc (temporaire) du 1 ^{er} octobre 1867 au 30 octobre 1867, à	2 p. jour	60 00
9	" " du 31 octobre 1867 au 31 déc. 1868, à	800 p. an.	934 78
10	Messager, du 1 ^{er} octobre 1867 au 31 décembre 1868, à	400 "	500 00
<i>Bureau du Conseil Exécutif.</i>			17139 62
	Greffier du Conseil Exécutif, du 15 juillet 1867 au 28 octobre 1867, à	1600 "	461 36
1	Greffier du Conseil Exécutif, du 29 octobre 1867 au 31 décembre 1868, à	1800 "	2113 04
1	Clerc, du 17 juillet 1867 au 28 octobre 1867, à	2 50 p. jour	260 00
1	" du 2 octobre " au 28 " " à	"	67 50
1	" du 15 juillet " au 5 sept. " à	"	132 50
21	" du 29 octobre 1867 au 31 déc. 1868, à	1200 p. an.	1408 69
31	" du 29 " " au 31 " " à	1000 "	1173 91
41	" du 29 " " au 31 " " à	600 "	704 34
51	Messager, 29 " " au 31 " " à	400 "	469 56
	A reporter		6790 00
			128573 21

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

SERVICE.			
Rapporté.....			
1 Messenger, du 25 sept. 1867 au 31 oct. 1867, à.....	1 p. jour	37 00	
1 " " 4 juillet 1867 au 17 oct. 1867, à.....	1 " "	106 00	6933 90
<i>Orateur du Conseil Législatif.</i>			
Du 15 juillet 1867 au 31 déc. 1868, à.....	\$3200 p. an.....		4666 67
<i>Dépenses Contingentes des Départements Publics.</i>			47584 00
			\$180966 86

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

Salaires des Schérifs,—anciens districts.....	\$29473 00
Protonotaires et Greffiers des Cours de Circuit, de la Couronne et de la Paix.....	128293 00
Cour d'Appel.....	9748 00
Fonds de Bâtisse et des Jur's.....	20283 00
Poursuites Criminelles.....	21249 00
Dépenses Contingentes des Schérifs.....	227551 00
Dépenses Contingentes des Protonotaires.....	2622 00
Salaires des Coronaires et leurs dépenses contingentes.....	24534 00
Salaires des Greffiers de la Couronne et de la Paix,—nouveaux districts.....	2025 00
Interprètes des Cours.....	1116 00
Grands Connétables.....	600 00
Médecins de Prisons.....	3960 00
Items divers.....	1800 00
Juges des Sessions de la Paix (y compris deux greffiers à Montréal).....	9300 00
Cour de Vice-Amirauté.....	4500 00
Magistrats de Police surnuméraires, Montréal.....	3285 00
	\$ 490339 00

ESTIMÉS SUPPLÉMENTAIRES.

Police.

Montant requis en sus de celui demandé \$ 4,800 00

Institutions Littéraires et Scientifiques.

Société Historique de Montréal 400 00

Bureau des Arts et Manufactures.

Octroi (pour six mois) en sus de celui demandé..... 1,000 00

Sociétés d'Agriculture.

Montant requis pour couvrir (pour deux ans) les octrois faits
en vertu du chapitre 32 des statuts refondus du Canada, tel
qu'amendé depuis 16,941 40

Bureau d'Agriculture.

Octroi pour dix-huit mois 6,000 00

Prison de Sherbrooke.

En sus de la somme demandée..... 1,000 00

\$30,141 40

ONZIÈME RAPPORT

DU

COMITÉ PERMANENT DES DÉPENSES CONTINGENTES.

Votre comité demande la permission de faire rapport à votre honorable Chambre qu'il a examiné le projet des règlements pour la régie intérieure du bureau de poste de l'Assemblée Législative durant la vacance du parlement, dont une copie est ci-annexée, et a l'honneur d'en recommander l'adoption.

Votre comité recommande, de plus, la permission de faire, à votre honorable Chambre, rapport qu'il a examiné le rapport des auditeurs sur l'examen qu'ils ont fait des comptes, documents et papiers du bureau du comptable de l'Assemblée Législative, fait par les dits auditeurs à George Manly Muir, écuyer, Greffier de cette Chambre, et lequel est aussi ci-annexé, et que votre comité a l'honneur de recommander à votre honorable Chambre l'adoption du dit rapport, votre comité l'ayant trouvé correct.

Le tout respectueusement soumis.

(Signé,) Jos. H. BELLEROSE,
Président.

Assemblée Législative,
Québec, 19 février 1868.

Règlement pour la régie du Bureau de la Poste durant la vacance des Chambres.

1. Le bureau s'ouvre le matin à 9 heures et se ferme à 4 heures de l'après-midi.
2. Heures des repas, de midi à 2 heures P. M., mais durant ce temps le maître de poste et son assistant restent alternativement au bureau.
3. Les lettres enregistrées sont entrées dans des livres tenus à cet effet.
4. Les lettres affranchies par le Greffier ou son député sont empreintes du sceau du bureau de la poste de la Chambre.
5. Les enveloppes des papiers imprimés transmises par la poste sont laissées ouvertes aux bouts, afin de ne pas payer le coût des lettres d'un même poids.

GEORGE MANLY MUIR, ECUYER,
Greffier de l'Assemblée Législative,

Les soussignés, nommés par vous auditeurs pour faire l'examen des comptes, documents et papiers du bureau du comptable de l'Assemblée Législative, ont l'honneur de vous soumettre le rapport suivant :

Que le neuf février courant, ils se sont réunis au bureau du dit comptable et

ont alors et là procédé à l'examen du bilan du comptable, à compter du 27 décembre 1867 au 31 janvier 1868, et qu'ils ont trouvé, par l'examen des pièces justificatives, (*vouchers*,) la preuve régulière du paiement des sommes comprises sous les titres suivants, savoir :

	\$	cts.
Indemnité des Membres.....	6263	40
Salaires	4917	17
Services extra	479	00
Messagers	722	00
Papeteries	1409	11
Impressions et reliures	17	57
Journaux et annonces	14	25
Divers	534	64

Total.....\$14357 14

Que la somme de \$15000 a été déposée à la Banque de Montréal au crédit de la Chambre, et qu'à même ce montant, le comptable a soldé la somme de \$14357 14, laquelle somme, déduite du montant déposé à la Banque de Montréal, laissait au crédit de la Chambre, à la date du 31 janvier 1868, une balance de \$642 86.

Qu'après un examen complet du dit bilan des comptes et livres du dit bureau, tenus en *parties doubles*, les soussignés n'hésitent pas à approuver complètement la manière avec laquelle sont tenus les dits livres. Ils considèrent aussi de leur devoir de certifier que tous les comptes et pièces justificatives sont classés et conservés d'une manière très régulière, et qui fait honneur au comptable, M. Fréchette, ainsi qu'à M. Nesbitt, le teneur de livres.

Qu'ils ont trouvé entre les mains du comptable un certain nombre de chèques (mandats) payable à la Banque de Montréal, pour une somme de \$4444 00, lesquels chèques sont devenus nuls pour les raisons ci-après expliquées. Le 30 décembre 1867, date de l'ajournement de la Chambre pour les vacances du jour de l'an, le comptable prépara 64 chèques pour les députés, y comprenant leur part d'indemnité du 27 décembre 1867 au 8 janvier 1868, et aussi leurs frais de route, (*mileage*,) lesquels chèques furent signés par M. le Greffier et contresignés par M. Langlois, greffier en chef des bureaux, mais la Chambre, ne devant s'ajourner qu'après les heures de fermeture des banques, et afin d'éviter autant d'inconvénients que possible aux députés, M. le Greffier donna ordre au comptable de retirer de la Banque de Montréal la somme qu'il jugerait nécessaire pour payer les députés; le comptable prépara à cet effet un autre mandat au montant de \$5000, qui fut signé par M. le Greffier, et contresigné par M. Langlois, et avec ce mandat il obtint une somme de \$5000 en billets de la Banque de Montréal, et à mesure que les députés demandaient leur argent, il leur distribuait des billets de banque au lieu des chèques sus-mentionnés, et qui, en conséquence, restèrent entre ses mains. Quelques-uns des députés cependant prirent les mandats de préférence, ce qui explique pourquoi, d'après le livre de banque, il y en a quelques-uns qui paraissent avoir été payés. Les autres mandats vous sont transmis avec le présent rapport, et ils sont accompagnés d'une liste marquée A, et signée par nous, indiquant le numéro, la date, le nom de la personne à qui ces mandats devaient être donnés, et la somme y mentionnée.

Qu'ils se sont enquis de la tenue générale et intérieure de ce bureau, et qu'ils ont tout lieu de croire que les règlements concernant la régie intérieure des bureaux y sont observés, et que la mesure de précaution et garantie additionnelle que le comptoir de ce bureau soit tenu fermé pendant les heures de bureau et que personne autre que M. l'Orateur, M. le Greffier, le greffier en chef des bureaux, qui contresigne les chèques, les auditeurs, le comptable et son assistant, n'ait accès à l'intérieur

du comptoir et au coffre de sûreté, et est une mesure propre à sauvegarder ce bureau.

Quant à la garde des trois clefs du dit coffre, les soussignés sont d'opinion qu'une de ces clefs soit confiée au greffier en chef des bureaux, et les deux autres au comptable, de manière que le coffre de sûreté ne puisse être ouvert qu'en présence des deux gardiens.

Que les livres tenus par le comptable, et qui ont été examinés par nous, sont les suivants :

Livre de Caisse A.	
Journal A.	Comptes Généraux.
Grand Livre A.	
Livre de Caisse B.	
Journal B.	Comptes Détaillés.
Grand Livre B.	
Brouillard de Caisse,	
Livre de Mémoires,	

Bank Pass Book, et *Bank Account Book*, dans lequel le compte de banque est balancé chaque soir et soumis au greffier en chef des bureaux, ainsi que le *Cheque Book*, dans la marge duquel sont indiqués les montants des chèques et les reçus de ceux qui les reçoivent, et aussi la liste des paiements faits pour une somme au-dessous de vingt piastres, ce qui constitue une révision (*check*) des opérations de la journée.

Le tout respectueusement soumis.

(Signé,)

E. SIMARD, G. A.
P. E. SMITH,
CHS. P. LINDSAY.

Québec, 12 février 1868.

SECOND RAPPORT

Du comité spécial chargé de prendre en considération, dans tous ses détails, la question de la coupe des bois sur les terres publiques, les effets du présent système d'octroi de licences pour la coupe des bois et les meilleurs moyens de protéger et de conserver les forêts publiques.

Votre comité prend la liberté de faire rapport :

Que les questions qu'il a été chargé d'étudier sont si importantes et si étendues, et que sur certains points (surtout sur les droits respectifs des colons et de ceux qui ont des licences pour la coupe des bois) les opinions sont si contradictoires, qu'il lui a été impossible, dans cette courte session, d'en venir à une décision sur tous ces points, de manière à présenter un rapport général.

Que, de plus, votre comité manquait de renseignements indispensables sur plusieurs points, et qu'il s'est décidé à dresser une liste de questions concernant ces différents points, qui ont été placées entre les mains de personnes choisies pour leur expérience, et représentant les différents intérêts en jeu.

Et votre comité ose espérer que les réponses à ces questions (qui doivent être transmises pendant la vacance au greffier en chef des comités) pourront, avec la permission de votre honorable Chambre, être soumises au comité spécial qui sera chargé, dans la prochaine session, d'étudier le même sujet, et qu'elles mettront ce comité, dès le commencement de ses travaux, en possession de renseignements utiles.

Il y a cependant plusieurs points sur lesquels le comité s'est décidé à attirer l'attention immédiate de la Chambre et du gouvernement :

1. Le pillage du bois de commerce sur les terres publiques. Votre comité est d'opinion qu'il serait facile d'empêcher ce pillage, au moyen d'une surveillance peu dispendieuse. L'on ne peut guère transporter le bois de commerce, dans les forêts, que sur la neige ; les traces sont visibles pendant toute la saison, pour un œil exercé, et peuvent conduire, d'un côté à l'endroit où le bois a été abattu, et de l'autre à la jetée sur le bord de la rivière, où le bois est pilé, en attendant qu'il soit mis à l'eau, après la fonte des glaces, pour le descendre au marché. Un homme actif, accoutumé à voyager dans les forêts, et au fait de l'exploitation des bois, pourrait surveiller facilement une étendue considérable de territoire. Sachant quels sont les points les plus exposés aux dilapidations et aussi quels sont les endroits les plus favorables, sur le bord des rivières, pour y transporter le bois volé et le mettre en pile, en attendant la fonte des glaces, il veillerait principalement sur ces points vulnérables ; le fait est qu'il ne pourrait pas se faire un seul chantier, pour l'exploitation du bois, dans sa division, sans qu'il n'en eût de suite connaissance. Dans plusieurs cas, les agents actuels des terres de la couronne et des bois et forêts pourraient exercer cette surveillance eux-mêmes. Là où les territoires sont très étendus, le gouvernement pourrait les autoriser à employer quelques hommes compétents, dont les frais seraient minimes, en comparaison des avantages qui en résulteraient pour le public.

2. Le gaspillage de bois de prêche sur les terres publiques, dans le cas où l'on enlève l'écorce pour manufacturer l'extraît d'écorce de prêche et où on laisse perdre le bois. Votre comité recommande qu'il soit prélevé un droit assez élevé pour qu'il soit de l'intérêt de ceux qui enlèvent l'écorce de prendre aussi le bois.

3. Votre comité est d'opinion qu'il serait avantageux de partager les terres de la couronne en deux classes :

1. Les terres propres à l'agriculture.

2. Les terres impropres à l'agriculture. Dans le but d'encourager l'établissement des terres de la première classe, et de conserver celles de la seconde classe pour l'exploitation du commerce de bois, (du moins aussi longtemps que les terres de la première classe n'auront pas été prises, et occupées pour les colons.)

4. Les forêts publiques sont une des plus grandes richesses de la province et une de ses principales sources de revenu. Malheureusement, le bois de commerce disparaît avec une rapidité vraiment inquiétante, et les profits que la province et le commerce de bois lui-même en retirent, sont bien inférieurs à ce qu'ils devraient être. Votre comité est d'opinion qu'il serait désirable que les permis de la coupe du bois sur les terres du gouvernement fussent accordés pour un certain nombre d'années, dix ou quinze ans, tout en veillant à ce que cela ne devienne pas un obstacle à l'établissement des terres propres à la culture. Les fabricants de bois seraient ainsi intéressés à veiller avec soin à la conservation du bois sur leurs limites et à les exploiter avec système et économie ; ils en tireraient un plus grand profit, et le gouvernement pourrait leur faire payer, sans injustice, des droits plus considérables, qui augmenteraient le revenu public d'autant sans nuire au commerce de bois.

5. Que votre comité est d'opinion que les droits imposés par la couronne pour la coupe des bois destinés à la construction des navires, tels que genoux, courbes, etc., coupés sur les terres publiques, sont trop élevés, et contribuent à entraver la construction des navires, qui mérite particulièrement d'être encouragée.

Le tout humblement soumis.

(Signé)

H. G. JOLY,

Président.

Chambre de comité,

Jeddi, 20 février 1868.

1er février 1868.

Questions posées par le comité, au sujet de la coupe des bois sur les terres publiques, à l'honorable M. Bryson, M. C. L., et ses réponses à icelles.

1. Pouvez-vous calculer la quantité de terres couvertes de bois de pin, qui se trouvent dans la province de Québec ?

Réponse.—Je pense que nous avons dans la province de Québec, en fait de terres couvertes de bois de pin, beaucoup plus que la moitié de celles qui se trouvent dans la vallée d'Ottawa.

2. Quel serait le meilleur moyen d'induire et encourager nos manufacturiers de bois à conserver et protéger le bois dans les limites qui leur sont octroyées ; et à le travailler avec économie et épargne pour le plus grand avantage d'eux-mêmes, aussi bien que de la province en général ?

3. Dans le cas où des limites pour la coupe du bois seraient octroyées pour une période de plusieurs années, le manufacturier de bois serait-il disposé à payer un taux plus élevé pour les licences, la rente foncière et la taxe sur le montant du bois coupé ?

Réponse aux questions 2 et 3.—Je pense que le meilleur moyen serait d'accorder aux manufacturiers de bois des limites pour un nombre d'années, disons : dix, quinze

ou vingt années, en par eux, payant annuellement une prime de quatre piastres par mille, qu'il y ait exploitation ou non, à la place de la rente foncière actuelle de cinquante centins; et toutes limites nouvellement octroyées par ce gouvernement devraient payer une prime de huit piastres pour la première année, et de quatre piastres pour chaque année subséquente, qu'il y ait exploitation ou non. En adoptant ce système, on pourrait se créer des revenus et les marchés ne seraient jamais encombrés. Malheureusement pour le commerce, depuis plusieurs années les marchés ont été surchargés de produits. J'ai connu des manufacturiers de bois qui, pour éviter l'augmentation de la rente foncière, résultant de la non-occupation, envoyaient des hommes sur leurs limites pour couper ça et là une vingtaine de billots, et qui, dans bien des cas, les laissaient pourrir sur les lieux. Il y a bien d'autres subterfuges auxquels ont recourus les manufacturiers de bois pour tâcher de s'exempter de l'accroissement de la rente foncière, résultant de la non-occupation. J'ai travaillé sur la même limite pendant vingt-sept années sur l'Ottawa, et je pense qu'elle vaut bien encore la rente foncière de quatre piastres par mille que j'ai suggérée.

4. Pensez-vous qu'il serait préférable de vendre les limites à l'encan public, plutôt qu'à vente privée ?

Réponse.—Je les vendrais au premier qui s'offrirait de payer les primes; cela donnerait une chance à l'homme pauvre qui a réussi à découvrir une limite bien couverte de bois. Si cette limite est ensuite mise à l'encan, l'homme le plus riche aura l'avantage sur le plus pauvre, qui en aura fait la découverte.

5. Pensez-vous qu'il y ait des parties du pays où la rente foncière devrait être moins élevée que dans d'autres, à cause de la rareté ou de la qualité inférieure du bois ?

Réponse.—Il pourrait se faire qu'il y eût des endroits où cela pourrait être fait, mais je prévois que la chose ne pourrait se faire sans de graves inconvénients.

6. Pensez-vous que si le système actuel était changé, et que si les personnes placées dans les parties du pays, où il n'y a seulement que des lots de pin peu considérables et épars, avaient la permission d'obtenir des licences pour la coupe du bois dans une étendue d'un mille carré, au lieu d'être obligées de payer une rente foncière pour pas moins de huit milles carrés, suivant le mode actuel, cela empêcherait les individus de couper le bois sans licence ?

Réponse.—Je pense que ça aurait cet effet, et cela serait équitable et avantageux.

7. Pouvez-vous vous former une opinion sur la quantité approximative de billots de pin ayant l'égalon, qui pourrait être tirée de dessus un acre d'étendue de terrain bien boisé dans la région où domine le pin ?

Réponse.—Ceci dépendrait beaucoup de la qualité du bois. Lorsque les terres sont presque toutes en bon état et réellement riches en bois de pin, le gouvernement, à ma connaissance, a collecté en fait de droits seulement, aux taux qu'ils sont présentement, c'est-à-dire : un sou par pied, au-delà de vingt piastres par acre.

8. La manière d'établir les terres incultes de la Couronne, qui a jusqu'à présent prévalu au Canada, a-t-elle pour résultat d'amener la destruction des forêts de pin ?

Réponse.—Oui, elle a eu un mauvais effet, car elle est cause qu'une grande quantité de bois de pin est brûlée, lorsque les colons s'établissent sur les terres où se trouve le pin. Après une expérience de trente années, je crois que pour chaque arbre qui a été coupé et transporté sur le marché, il en est au moins cinq qui ont été brûlés et détruits par le feu. Le feu se répand beaucoup plus rapidement sur les terres où se trouve le pin; les têtes, les feuilles et les troncs des pins étant remplis de matière résineuse.

9. Croyez-vous le système actuel de l'établissement des terres avantageux aux colons eux-mêmes ?

Réponse.—Je crois que lorsque les colons prennent possession des terres où se trouve le pin, ils ne réussissent jamais comme cultivateurs. Plusieurs d'entre eux

vendent le bois debout et abandonnent leurs améliorations après avoir été peut-être cause de l'incendie du bois sur une grande étendue du pays.

10. Quel système recommanderiez-vous pour l'établissement des terres incultes, en tenant compte des intérêts bien entendus de la province, aussi bien que de ceux des colons et manufacturiers de bois ?

Réponse.—Je donnerais gratuitement le terrain aux colons de bonne foi, mais en prenant garde qu'ils ne possèdent aucuns droits ou réclamations sur le bois de pin, si ce n'est dans l'intention de bâtir ; et qu'il ne soit permis qu'à un nombre limité de colons de s'établir sur des terres où se trouve le bois de pin, qui sont impropres à l'agriculture.

11. Est-il, à votre avis, plus avantageux pour la province, et pour les manufacturiers de bois, d'enlever le bois de pin en billots ou bien de l'équarrir de suite dans les bois ?

Réponse.—La manufacture des billots est plus profitable, et le gouvernement devrait l'encourager autant que possible. Il y a une grande perte dans l'équarrissage du bois ; les morceaux de bois et les dosses (les côtés de l'arbre) qui en sont détachées pour en faire une pièce de bois carré, feraient de très grands madriers du bois le plus sain et le plus net ; et les arbres, d'un diamètre moins considérable et d'une qualité inférieure, pourraient servir à la manufacture des billots lorsqu'on ne pourrait pas en tirer partie pour manufacturer du bois carré.

12. Êtes-vous d'opinion qu'un droit d'exportation devrait être imposé sur les billots ?

Réponse.—Oui, je suis de cette opinion ; parce que autrement le travail de manufacturer les billots en bois scié serait perdu pour la province.

13. Êtes-vous d'opinion qu'un droit d'exportation devrait être imposé sur le bois scié.

Réponse.—S'il est prélevé sur le bois scié, il devrait l'être aussi sur le bois carré ; autrement, cela empêcherait les manufacturiers de bois de tirer des billots de la forêt, ce qui est de beaucoup plus avantageux pour la province et les manufacturiers de bois, comme je l'ai déjà remarqué dans ma réponse à la onzième question.

(Signé)

GEORGE BEYSON.

RÉPONSE

A une adresse de l'Assemblée Législative de la province de Québec, à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, datée le 6 février courant, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un rapport montrant :

1. Le nombre, le sexe et l'âge de tous les prisonniers détenus dans la prison commune du district de Montréal, depuis le 1er janvier 1866 au 1er janvier 1867.

2. La cause de leur détention, la durée de leur emprisonnement, et combien de fois ils ont été remis en prison durant la même période, et pour quelle offense.

3. Combien furent ainsi incarcérés sous sentence aux travaux forcés, et de quelle manière ces sentences ont été exécutées.

4. S'il y a, et quelle classification est faite entre ceux qui sont incarcérés pour offense avant leur procès, et ceux qui sont détenus pour dissolution, vagabondage et ivrognerie ; aussi, quelle distinction y est faite entre les jeunes délinquants et les femmes détenues pour la première fois, et spécialement quelles dispositions existent dans cette prison pour y faire une telle classification.

5. Combien d'hommes et de femmes, durant la même période, ont été sous les soins d'un médecin, la nature de leur maladie, et s'ils ont été séparés des autres prisonniers, et s'il en est ainsi, quelles dispositions y a-t-il pour cela.

Par ordre,

P. J. O. CHAUVEAU,
Secrétaire.

Secrétariat Provincial,
Québec, 21 février 1868.

RAPPORT de la prison de Montréal, contenant l'information demandée par une résolution de l'Assemblée Législative de la province de Québec, le 6 février 1868.

N° 1.—Nombre des prisonniers incarcérés.....	2311
" des hommes.....	1562
" des femmes.....	749
Total.....	2311

AGES.

Au-dessous de 14 ans.....	80
De 14 " à 20.....	485
" 20 " 30.....	750
" 30 " 40.....	455
" 40 " 50.....	287
" 50 " 60.....	163
Au-dessus de 60 ans.....	87
Age indéterminé.....	4

Total..... 2311

Nombre de fois incarcérés.

1ère fois	.....	1618
2ème "	300.....	600
3ème "	159.....	477
4ème "	98.....	392
5ème "	36.....	180
6ème "	46.....	276
7ème "	30.....	210
8ème "	12.....	96
9ème "	5.....	45
10ème "	1.....	10
11ème "	3.....	33
12ème "	1.....	12
13ème "	2.....	26
14ème "	1.....	14
15ème "	1.....	15
16ème "	1.....	19
Total.....		4021

Nombre de prisonniers condamnés aux travaux forcés..... 1908

N° 3.—*Manière dont ces sentences ont été exécutées.*

Ces sentences ont été exécutées en employant les femmes à préparer de l'étoffe, quand on pouvait se procurer de la matière à cet effet, et à coudre pour la maison de correction ; et en employant les hommes à casser de la pierre, quand le temps le permettait, à l'exception d'un peu de cordonnerie pour l'établissement, et de réparations faites aux bâtisses. Ce sont là les seuls genres d'ouvrages procurés aux condamnés aux travaux forcés.

N° 4.—Il y a une espèce de classification, mais dans des limites très restreintes.

Tous les prisonniers incarcérés avant leur procès sont, jusqu'à ce qu'ils soient jugés, condamnés ou libérés, séparés de ceux qui sont en prison pour débauche, vagabondage et ivrognerie ; ces derniers, à peu d'exceptions près, étant condamnés aux travaux forcés, sont placés dans les salles de la maison de correction, qui sont séparées de la prison commune dans laquelle les prisonniers qui n'ont pas encore subi leur procès sont enfermés.

Il n'y a pas de distinction faite entre les jeunes délinquants et les femmes incarcérées pour la première fois, quant à leur classification.

Les dimensions de la prison rendent impossible toute tentative de faire quelque chose de convenable en fait de classification des détenus.

Des changements ont été souvent faits dans le but d'effectuer quelques perfectionnements, mais tout ce que l'on a pu obtenir par ces arrangements, dans les limites de la présente bâtisse, se borne uniquement à la séparation des sexes et des prisonniers qui ont subi leur procès de ceux qui ne l'ont pas subi.

N° 2.—Offenses, ou causes d'incarcération.

Absence sans permission	3	Aliénés.....	55
Incendier malicieusement et illéga- ment.	2	Tentative pour commettre une félonie.....	3
Assauts.....	217	Aider à voler de l'argent.....	1
Vols avec effraction (<i>burglary</i>).....	2	Enlèvements.....	5
Porter des armes meurtrières	1	Complice d'un meurtre.....	4
Vols de bétail.....	2	Vols avec effraction dans un magasin	13
Coupures et blessures.....	2	Recel d'argent, le sachant volé.....	1
Mépris de Cour.....	1	Conduite honteuse.....	4
Contraintes par corps	4	Désobéissance aux ordres.....	3
Domages à la propriété.	1	Tavernes ouvertes le dimanche....	3
Dettes.....	12	Entrée dans une maison et bris d'une porte.....	1
Désertions.....	11	Décharger un pistolet.....	1
Dérèglement, débauche, oisiveté, etc.	2958	Résistance félonieuse à un officier de l'exécise.....	1
Refus de faire son devoir.....	4	Personnes restant dans des maisons mal-famées.....	111
Détournement.....	4	Infliction de lésions graves corpo- relles.....	3
Félonie, (non définie).....	13	Incitation au vol.....	1
Souçon de félonie.....	15	Tenir un magasin de fruits ouvert le dimanche	1
Faux.....	5	Obtenir de l'argent avec l'intention de commettre une fraude.....	2
Vols de cheval.....	7	Engager les soldats à désert.....	9
Fréquentation de maisons mal-fa- mées.....	1	Refus de rendre de l'argent trouvé..	1
Personnes tenant des maisons mal- mées.....	41	Recel d'argent volé.....	3
Infanticide.....	1	Vendre des boissons sans licence....	38
Larcin.....	355	Menaces.....	11
Offenses militaires.....	3	Mettre en circulation de la fausse monnaie.....	1
Délits.....	13	Inconnues.....	2
Meurtres.....	8		
Obtenir des effets sous. de faux pré- textes.....	6		
Recel d'objets volés.....	5		
Vols.....	9		
Comme témoin.....	1		

Durée de l'incarcération.

8 jours.....	1128	12 mois.....	7
15 ".....	607	15 ".....	3
1 mois.....	1178	18 ".....	3
2 ".....	818	21 ".....	1
3 ".....	162	672 jours.....	4
4 ".....	39	Inconnus.....	22
5 ".....	2		
6 ".....	46		
9 ".....	1		
		Total.....	4021

Nombre des prisonniers, hommes et femmes, qui ont été sous les soins du Médecin de la prison, durant l'année..... 547

Maladies dont ils ont été atteints.

Différentes formes de maladies vénériennes.....	66
Diarrhée.....	133
Delirium tremens.....	6
Catarrhe.....	41
Rougeole.....	1
Bronchite.....	6
Constipation.....	79
Gale.....	47
Pièvre scarlatine.....	1
Péritonite.....	2
Aliénation mentale.....	55
Consumption.....	3
Rhumatisme.....	16
Maladie du cœur.....	4
Dysenterie.....	2
Inflammation des yeux.....	19
Inflammation de la gorge.....	19
Scorbut.....	2
Abcès.....	17
Hémorrhagies.....	5
Erysipèle.....	4
Inflammation des poudrons.....	3
Pertes.....	1
Inflammation des articulations du genou.....	1
Inflammation du cerveau.....	1
Gravelle.....	1
Inflammation des seins.....	1
Petite vérole.....	9

Tous les malades du sexe masculin sont séparés de ceux qui sont en bonne santé, en les faisant placer dans un endroit rendu propre à cette destination. Il est assez spacieux pour accommoder trente malades, ce qui est plus que ce qui est ordinairement requis à la fois.

Mais les femmes ne sont pas aussi bien pourvues sous ce rapport, car, bien que celles d'entre elles qui sont malades soient en général placées dans un même endroit, un certain nombre de celles qui sont en bonne santé doivent rester avec elles, en conséquence de l'état d'encombrement des autres appartements.

(Signé,)

T. BOUTHILLIER.

Bureau du Sherif,

Montréal, 18 février 1868.

RÉPONSE

A une adresse de l'Assemblée Législative de la province de Québec à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, datée le 10 février 1868, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un rapport montrant le nombre de protonotaires et d'employés dans leurs bureaux, leurs noms, leurs salaires et la nature de leur emploi,—aussi, les noms des greffiers des Cours de Circuit, des greffiers de la paix, et des employés dans leurs bureaux, leurs noms, leurs salaires et la nature de leur emploi, dans les districts de Montréal, Québec, Trois-Rivières et Aylmer; et de plus le montant des dépenses contingentes des dits bureaux pendant l'année 1867, avec un état de leurs revenus durant la dite année 1867.

Par ordre,

P. J. O. CHAUVEAU,
Secrétaire.

Secrétariat provincial,
Québec, 21 février 1868.

RAPPORT des Greffiers de la Cour de Circuit nommés pour le district de Québec.

A l'honorable P. J. O. Chauveau, Premier de l'Administration de la province de Québec, Secrétaire-Provincial, etc., etc., etc.

Louis Joseph Cyprien Fiset et John Henry Ross Burroughs, protonotaires-conjoints de la Cour Supérieure et greffiers-conjoints de la Cour de Circuit de la province de Québec, dans et pour le district de Québec, se conformant aux instructions contenues dans une communication reçue de l'assistant-secrétaire de la dite province, les requérant de préparer et de transmettre à l'honorable secrétaire-provincial les informations demandées dans une résolution adoptée par l'Assemblée Législative de la dite province, ont l'honneur de rapporter :

Qu'en leur qualité de greffiers de la dite Cour de Circuit nommés en l'année mil huit cent soixante-et-un, ils reçoivent chacun des appointements s'élevant à (£250) deux cent cinquante louis courant.

Que la recette des honoraires du dit greffe de la Cour de Circuit s'est élevée en 1867 à \$7,997.90, sans inclure dans ce chiffre \$880.20 pour honoraires des huissiers audienciers, ni \$2004.10, taxes prélevées pour le fonds des bâtisses, prisons, etc.

Qu'en consultant les statistiques judiciaires, il est facile de constater que les dépenses de leurs bureaux sont beaucoup moindres que celles des mêmes départements tels qu'organisés avant leur nomination, les dépenses du greffe de la Cour de Circuit s'étant élevées en 1860 à \$9,187.94, et en 1867 à \$7,367.26.

Que depuis la dite année mil huit cent soixante, deux des principales charges d'employés devenues vacantes dans le dit greffe de la Cour de Circuit n'ont jamais été remplies, et que par suite, dans bien des circonstances, les chefs du département, avec l'aide des employés qui leur restent, peuvent à peine suffire aux nombreux devoirs qui leur incombent, et qui augmentent d'année en année, en raison d'occupations nouvelles que leur assignent de temps à autre les actes de la Législature.

Qu'en comptant deux clers du bureau des archives dont les attributions dépendent du greffe de la Cour Supérieure, mais qui est annexé à celui de la Cour de Circuit, les dossiers de cette Cour étant déposés dans le dit bureau des archives, le nombre des employés du dit greffe de la Cour de Circuit s'élève à neuf, dont les noms, les occupations et les salaires sont ci-après mentionnés.

Que la plupart de ces employés consacrent une partie de leur temps à l'expédition d'affaires qui dépendent de la Cour Supérieure, telles que tutelles, curatelles, interdictions, licitations volontaires, *probates* de testaments, et toutes celles qui ont rapport aux inventaires, aux minutes de notaires décédés, aux registres de l'état civil, etc., etc.

Elzéar Fiset, écuyer, avocat, député-protonotaire et député-greffier, remplit les fonctions de greffier aux audiences de la dite Cour de Circuit où se poursuit la procédure dans les causes sujettes à l'appel; tient le registre appelé "le rôle de droit et d'enquête," revise les registres de l'état civil et prépare le tableau des baptêmes, mariages et sépultures qui ont lieu dans le district de Québec, enrégistre tous les jugements rendus dans les causes non sujettes à l'appel, tient le registre de la Cour de révision, remplit divers autres devoirs moins importants, et en l'absence du chef de bureau, est chargé de toutes ses fonctions; entre autres, de la correspondance extérieure, de présider aux assemblées de parents pour tutelles, curatelles, licitations, interdictions, d'examiner, homologuer ou rejeter tous documents ayant rapport à ces sujets; de procéder à la preuve des testaments sous seing privé, d'authentifier les registres de l'état civil, de préparer les rapports de distribution et les transcripts des causes en appel, les actes de cautionnement spéciaux, les mémoires de frais, de les taxer contradictoirement, de rendre jugement dans les causes *ex parte*, entrées en vacance, et de satisfaire à divers autres devoirs. Il reçoit un salaire de (£300) trois cents louis.

M. Etienne Hudon, autorisé à recevoir des affidavits, tient le registre des honoraires reçus en timbres, oblitère et annexe les timbres, prépare et soumet les comptes de la recette et de la dépense, tient le registre des sommations, celui des tutelles, l'état des honoraires qui reviennent aux héritiers des notaires décédés, reçoit tous les documents filés, livre les diverses pièces de procédure préparées dans le bureau et rend quelques autres services. Il reçoit (£250) deux cent cinquante louis par année.

Jules Bélanger, écuyer, avocat, est autorisé, à l'audience pour l'audition des causes non sujettes à l'appel, à représenter le greffier que diverses autres occupations urgentes retiennent dans son bureau. Il tient le plumeux des causes sujettes à l'appel, prépare des projets de jugements dans les causes rapportées en vacances qu'il soumet au greffier pour révision, enrégistre les jugements dans les causes sujettes à l'appel rapportées en terme, drossés par le greffier, s'occupe des statistiques, dresse divers documents, actes de tutelle, curatelle et d'interdiction, brefs de possession et de contrainte, cautionnement soumis au greffier pour révision. Il reçoit (£175) cent soixante-et-quinze louis par année.

Charles Légaré, écuyer, avocat, et M. Joseph Laberge remplissent tous les blancs de brefs de sommations, de saisie-arrest, de saisie-gagerie et d'exécution, préparent les copies des mémoires de frais demandés pour l'exécution des jugements et drossés par le greffier, classifient les jugements dans les causes non sujettes à l'appel, et mentionnent leur date. Ils reçoivent chacun (£112 10s.) cent douze louis dix chelins par année.

M. Edouard V. Saint-Pierre tient le registre des exécutions et celui des causes entre locataires et locataires, il enrégistre les jugements rendus dans les dites causes, il tient aussi le registre de *probate* et celui des insinuations, fait certaines entrées

dans le pluinatif pendant le terme, prépare des copies de divers documents comme testaments, jugements, cautionnements, tutelles, curatelles, mémoires de frais, dresse les déclarations des tiers-saisis et les réponses sur faits et articles. Il reçoit (£100) cent louis par année.

M. Augustin Girardin tient le registre des licitations, enregistre les rapports de distribution, prépare des copies de jugements, de tutelles, de curatelles, de mémoires de frais, et fait les index de tous les registres. Il tient aussi un registre appelé le livre bleu ou *blue book* et aide MM. Laberge et L'égaré dans leurs occupations. Il reçoit (£75) soixante-et-quinze louis par année.

Bureau des archives, etc., etc., etc.

Dans ce bureau sont employés MM. Joseph Cadaret et J. Laporte. Ils sont chargés de tenir en ordre la partie la plus considérable des archives de ce district. Ils font les copies des minutes de notaires, des actes de l'état civil et d'autres documents, font la pagination et dressent les certificats requis par la loi pour authentifier les registres de l'état civil, préparent les listes des causes non sujettes à l'appel fixées, communiquent les dossiers de la Cour de Circuit et les classifient ainsi que les minutes de notaires décédés et tiennent le registre de la clôture des inventaires. Ils reçoivent chacun (£100) cent louis par année.

Le département de la Cour Supérieure, qui fait le sujet d'un autre rapport, est régi par J. H. R. Burroughs, écuyer, sauf la partie qui concerne les archives, les tutelles, curatelles, les interdictions, les licitations, etc., les registres de l'état civil, la preuve des testaments, les minutes des notaires, laquelle est administrée par L. J. C. Fiset, écuyer, ainsi que le département de la Cour de Circuit.

Le tout respectueusement soumis.

(Signé,)

FISSET ET BURROUGHS,
P. C. S. et G. C. C.

Québec, 17 février 1868.

TABLEAU de la recette et de la dépense du Greffe de la Cour de Circuit, district de Québec, de 1860 à 1867 inclusivement.

Année.	Recette.	Dépense.
1860.....	\$ 7932.32	\$ 9187.94
1861.....	9940.43	9066.94
1862.....	9629.09	7958.08
1863.....	9386.95	7572.87
1864.....	8552.38	716 .66
1865.....	9902.68	7258.62
1866.....	10022.25	7235.72
1867.....	7997.90	7367.26

(Signé,)

FISSET ET BURROUGHS,
P. C. S. et G. C. C.

Québec, 18 février 1868.

Rapporter mentionnant le nombre de Protonotaires et d'employés dans leurs bureaux, leurs noms, leurs salaires et leur genre d'emploi, dans le district de Trois-Rivières, le nombre, le montant des dépenses contingentes du dit bureau et un état des revenus d'icelui, pour l'année 1867, fait en obéissance à une résolution de l'Assemblée Législative de la province de Québec, en date de lundi, le 10 de février 1868.

Nombre des protonotaires et employés.	Noms.	Salaires.	Genre d'emploi.	Dépenses contingentes en 1867.	Revenus en 1867.	Remarques.
Un Protonotaire	Edward Barnard.....	\$ 1600 00	Tout ce qu'il y a à faire dans le bureau et conduire le tout.	\$ 1924 79	\$ 1112 50	Ces revenus sont payés par timbres et ne contenant que les honoraires; les taxes étaient \$136.70. Les clercs d'enquête n'ont point de salaires fixes, ils sont payés à raison de 10 centins par mot. Il y a accès au greffe en outre d'être de bureau, et pour assister le député et le clerc de bureau, que ces deux personnes seules ne peuvent suffire à expédier toutes les affaires qui leur sont journalières demandées. Son son est Pierre Ed. Veinca, employé à raison de \$20 par mois, et qui est payé par le protonotaire à même son salaire. Toutes les dépenses contingentes sont portées contre le bureau du protonotaire de la Cour Supérieure et aucune n'est chargée contre les revenus de la Cour de Circuit, dont le greffier est le même que le protonotaire de la Cour Supérieure.
Un Député.....	N. Alex Dubergier.....	\$ 800 00	Tout en général et surveiller, il est aussi greffier des hautes qu'onques.			
Un Clerc.....	Fm. Xavier Guillet.....	\$ 500 00	Même emploi, moins la charge de greffier des hautes qu'onques.			
Sept Clercs d'enquête.....	Xavier Gauthier.....	\$ 108 80				
	A. Edmond Gervais.....	\$ 40 00				
	Magloire McLeod.....	\$ 40 80				
	Louis T. Garceau.....	\$ 5 00				
	Ephraim Dufresne.....	\$ 28 10				
	P. Narcisse Martel.....	\$ 23 10				
	Jos. A. Hamel.....	\$ 5 00				

Certifié,

Bureau du Protonotaire,

(Signé,)

N. A. DuBERGER,
Député P. C. S.

Trois-Rivières, 15 février 1868.

Rapport mentionnant le nombre des Greffiers de la Cour de Circuit et d'employés dans leurs bureaux, leurs noms, leur salaire et leur genre d'emploi dans le district de Trois-Rivières, le montant des dépenses contingentes du dit bureau et un état des Revenues d'icelui pour l'année 1867, fait en obéissance à une Résolution de l'Assemblée Législative de la province de Québec, en date de lundi le dix de février 1868.

Nombre des Greffiers et Employés.	Noms.	Salaire.		Genre d'Empl.	Dépenses Contingentes de 1867.	Revenus de 1867.		REVENUS.
		\$	cts.			\$	cts.	
Un Greffier.....	Edouard Bernard.....	600	00	Tout en général et con- traire le tout.		2899	80	Des revenus sont perçus par timbres et ne contiennent que les honoraires. Les taxes perçues dans l'année étaient de \$900.36.
Un Député.....	Narcisse Alex. Du Berger.....			Tout ce qui se présente et de surveillance.				La Député et le Clerc de Bureau n'ont pas de salaires à la Cour de Circuit, ils sont payés par les revenus de la Cour Supérieure
Un Clerc de Bureau.....	Frs-Xavier Guillet.....			Même empl.				comme aussi les Clercs d'enquête. A part du Député et du Clerc de Bureau, un autre clerc est employé à raison de \$30 par mois,
Sept Clercs d'enquête.....	Xavier Gauthier.....							que le chef par de ses propres deniers, et un emploi est de faire les voyages et présenter et pour aider le Député et le Clerc de Bureau, et à faire les affaires du Bureau, et à tenir les registres et leur sont journalièrement demandés.
	A. Edmond Gervais.....							Les dépenses contingentes sont portées contre les recettes de la Cour Supérieure.
	Magloire McLeod.....							
	Louis T. Garneau.....							
	Ephraïm Dufresne.....							
	Pierre Narcisse Martel.....							
	Jos. A. Hamel.....							

Certifié,

Greffier Trois-Rivières,
15 Février 1868.

(Signé)

N. A. DU BREGIER,
Député G. O. C.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC.
District d'Ottawa.

RAPPORT mentionnant le nombre des Protonotaires, Greffiers de la Cour de Circuit, et des Greffiers de la Paix pour le district d'Ottawa, leurs salaires, les employés et leur genre d'emploi, avec les dépenses contingentes pour 1867.

	No. de	Salaires.	Dépenses contingentes.	
Protonotaires de la Cour Supérieure	1	\$ 500	\$ 58 16	Employés présentement salariés par le gouvernement. do do
Greffiers de la Cour de Circuit .	1	400	58 16	
Greffiers de la Paix.....	1	600	58 16	

Le protonotaire a un député, et un garçon de bureau dans les bureaux ci-dessus, qu'il paie à même les salaires ci-dessus.

(Signé,)

A. DRISCOLL,
Député-Protonotaire.

Bureau du Protonotaire,
Aylmer, 17 février 1868.

BUREAU DU PROTONOTAIRE,
Québec, 17 février 1868.

En conformité d'une résolution adoptée par l'Assemblée Législative de la province de Québec, le 10 de février courant, concernant le nombre, les noms, les salaires et les emplois des personnes composant le bureau du protonotaire pour le district de Québec, et les recette du dit bureau;

Nous, les soussignés protonotaires, avons l'honneur de faire rapport :

Que le bureau du protonotaire se compose de deux protonotaires, de deux députés et de six écrivains, l'un desquels est aussi employé dans le bureau de l'officier chargé d'émettre les timbres, lequel lui paie \$150.00 sur son salaire de \$400.00

Les salaires sont respectivement :

	\$	cts.
Louis J. C. Fiset, protonotaire	2000	00
John H. R. Burroughs, protonotaire.....	2000	00
J. B. R. Dufresne, député-protonotaire.....	1400	00
P. B. Casgrain, " "	1200	00
Louis Plamondon, écrivain.....	800	00
P. N. Poitevin, "	700	00
P. A. Bélanger, "	550	00
A. Gagnon, "	300	00
Nil. H. Asselin, \$400, sur lesquelles le bureau paie.....	250	00
A. Fréchette.....	\$1.25 par jour	

Les devoirs du bureau du protonotaire, et ceux du bureau de la Cour de Circuit, sont remplis et exercés chaque jour par les officiers en personne, M. Fiset président aux, et remplissant plus particulièrement les devoirs du bureau des tutelles et ceux du

bureau de la Cour de Circuit, et M. Burroughs ceux du bureau de la Cour Supérieure. Les devoirs de ceux qui sont employés dans le bureau du protonotaire, district de Québec, sont principalement les suivants :

DUPRESNE, J. B. R. :—Agir généralement comme député-protonotaire, pour présider, sous le protonotaire, à la distribution et à l'accomplissement des devoirs du bureau, assister en cour lorsque requis, aussi bien pendant le terme qu'aux enquêtes, faire les entrées dans les plumitifs, le rôle de droit, préparer les documents spéciaux, les cautionnements, vérifier avec le protonotaire les entrées de chaque jour, etc., etc.

CASGRAIN, P. B. :—Assister aux audiences des cours pendant le terme et aux enquêtes, préparer les mémoires de frais, rédiger les rapports de distribution, surveiller et contrôler l'enregistrement des jugements, les transcripts des causes en appel, etc., dans les registres des jugements ; taxer les témoins, dresser les réponses sur faits et articles, faire les entrées dans les plumitifs quand la chose est nécessaire, etc., etc.

PLAMONDON, LOUIS :—Remplir la charge de caissier et tenir les livres des recettes de chaque jour du bureau et des timbres en rapport avec ce bureau, rédiger tous les brefs de sommation, d'exécution, etc., surveiller la distribution et la communication des dossiers, répondre à toutes les personnes qui viennent demander des informations au bureau, entrer les certificats des mémoires de frais, charger et délivrer toutes copies requises de documents, apposer et oblitérer tous les timbres donnés en paiement des honoraires du bureau, etc., etc.

POITEVIN, P. N. :—Entrer dans les registres du bureau tous les jugements, commissions et documents requérant enregistrement et, quand cela est nécessaire, faire des copies pour le bureau et donner communication des dossiers, etc., etc.

BÉLANGER, P. A. :—Mettre au long et parfaire les rapports de distribution et faire les calculs auxquels ils donnent lieu, préparer et compléter les transcripts dans les causes en appel, et préparer les dossiers pour les appels ; préparer les rôles et les livres des juges pour chaque terme de la Cour, enregistrer les jugements quand la chose est nécessaire, recevoir les réponses sur faits et articles, faire les corrections annuelles sur la liste des jurés, etc., etc.

GAGNON, A. :—Faire pour le bureau les copies nécessaires, donner communication des dossiers aux avocats et autres parties intéressées, tenir le registre des communications, filer les documents, faire la distribution des dossiers, compléter les dossiers dans les causes en délibéré, assister le protonotaire aux séances de la cour, etc., etc.

ASSELIN, NIL. H. :—Préparer et compléter les livres concernant les comptes généraux du bureau, et aussi les index des procédures des documents filés, etc.

M. Asselin est aussi occupé au bureau de l'officier chargé d'émettre des timbres, lequel lui paie en conséquence \$150, sur son salaire de \$400.

FRÉCHETTE, ACHILLE :—Est employé temporairement, depuis que M. Paré a laissé le bureau en novembre dernier, à remplir une partie des devoirs que M. Paré exerçait, et à tant par jour ; assister le protonotaire lorsque ce dernier rédige les jugements de la cour ; faire chaque jour dans le journal-brouillon les entrées concernant les deniers publics payés par le protonotaire sur les jugements de distribution ; copier et entrer dans le registre toute correspondance d'un caractère public ; faire des copies pour le bureau quand la chose est nécessaire et donner communication des dossiers, etc., etc.

Les recettes du bureau du protonotaire pour l'année 1867, ont été de \$ 9746 15 non-compris \$514.75 pour les honoraires des huissiers, et \$2090.90 pour le fonds de bâtiase et des jurés.

Les dépenses durant la même période, en y comprenant les salaires, ont été de..... 12054 53 à part de \$1142.05 payés aux huissiers en sus de leurs honoraires reçus.

Nous ajoutons de plus le tableau des recettes et des dépenses des bureaux de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit réunies ensemble depuis 1859.

Notre nomination, comme protonotaire et greffier de la Cour de Circuit, date du 10 octobre 1861.

TABEAU des recettes et des dépenses du bureau du Protonotaire et du bureau de la Cour de Circuit depuis 1859, district de Québec.

	Recettes.		Dépenses.	
	\$	cts.	\$	cts.
1860.....	16801	64	24242	34
1861.....	19193	83	22250	40
1862.....	19266	50	20134	53
1863.....	18582	22	18660	80
1864.....	17745	87	19421	34
1865.....	19987	93	19477	07
1866.....	20950	50	19444	22
1867.....	17744	05	19436	99

L'on verra par ce tableau que notre but constant a été de réduire les dépenses au chiffre le plus bas qu'il a été possible d'atteindre, en tenant compte, dans une juste mesure, des exigences du service public.

Le tout respectueusement soumis.

FISKE ET BURROUGHS,
P. C. S.

CANADA, }
PROVINCE DE QUÉBEC. }

RAPPORT, fait par le Greffier de la Paix du district des Trois-Rivières, à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, mentionnant le nom du dit Greffier de la Paix et des employés de son bureau, leurs salaires et leurs genres d'emploi ; aussi le montant des dépenses contingentes et des revenus du bureau du dit Greffier, pour l'année 1867 ; le dit rapport fait en conformité d'une adresse de l'Assemblée Législative de la province de Québec, en date de lundi, 10 février 1868.

PERSONNEL DU BUREAU.

Laurent U. A. Genest, Greffier de la Paix.
Charles B. Genest, Député-Greffier de la Paix.

SALAIRES.

Salaires du Greffier.....	\$ 1200 00
Salaires du Député.....	600 00
Dépenses contingentes.....	127 75

REVENUS.

1° Par droits de timbres sur les poursuites sommaires.....	490 30
2° Par droits de timbres pour la taxe.....	56 00
3° Pour honoraires et rétribution, payable par la Couronne au Greffier de la Paix, pour services par lui rendus à la Couronne, pour l'arrestation, emprisonnement et admission à caution des criminels, et dans les enquêtes et procès criminels, sous l'empire des lois criminelles	1281 09
	<u>\$ 1827 39</u>

*Genre d'emploi.*1^o LE GREFFIER DE LA PAIX.

A à entendre l'exposé de toutes les personnes de la ville et du district, qui viennent journellement à son bureau, pour faire des plaintes pour poursuites sommaires pour contravention aux lois préventives, pénales et d'ordre public; aussi, à entendre les dénonciations de toutes les personnes qui viennent à son bureau, pour faire poursuivre les offenses criminelles; à émaner dans tous ces cas des sommations, warrants et subpenas, pour assurer la comparution des défenseurs, accusés, ainsi que celle des témoins. Après avoir entendu verbalement la teneur des plaintes et dénonciations, il a, dans plus de la moitié des cas, à expliquer aux parties plaignantes, les raisons et circonstances qui font que ces plaintes ne peuvent pas être reçues, et que la couronne ne peut pas se charger d'en faire la poursuite. Dans les cas où les plaintes et dénonciations sont bien fondées, il y a à faire rédiger par écrit les plaintes, dénonciations, warrants, subpenas, cautionnements, libérations et autres procédés nécessaires. Dans les poursuites criminelles, en outre de tous les procédés ci-dessus, il y a à prendre note des faits et circonstances que l'on croit que chaque témoin indiqué pourra prouver, afin d'aider à diriger la procédure et sauver des frais à la Couronne, en ne faisant pas assigner ni venir des témoins inutiles. Il a ensuite à représenter la Couronne aux enquêtes ou examens préliminaires qui se font dans toutes les accusations criminelles, sous l'empire des chapitres 90, 91, 92, 93, 94, 97, 99 et 103 des statuts refondus du Canada, et des lois criminelles en général. Il a de plus à représenter la Couronne dans toutes les poursuites criminelles sommaires, qui se font sous l'empire des ch. 105 et 106 des statuts refondus de la ci-devant province du Canada. Cette partie des devoirs du Greffier de la Paix, qui consiste à recevoir les plaintes et à rédiger les procédés, pour originer les poursuites criminelles, demande beaucoup d'attention, et, par conséquent un temps considérable de sa part, pour éviter d'originer des poursuites mal fondées, vexatoires ou pour des objets d'une nature triviale ou de peu de valeur ou qui peuvent se décider autrement que par les voies d'une poursuite criminelle, devant un jury, évitant par là beaucoup de frais à la Couronne. Le Greffier de la Paix a encore, dans les poursuites instituées par le percepteur du revenu, pour vente de boissons sans licence, et autres infractions aux lois de tempérance, à faire rédiger et prendre par écrit toute la preuve, et de la poursuite et de la défense, de la même manière que la preuve est prise dans les procès devant la Cour Supérieure; ces causes étant généralement chaudement contestées, et les J. P., qui siègent, n'ayant pas toujours toute l'aptitude, (par manque d'habitude, etc.) requise pour décider les nombreuses objections des avocats de part et d'autre, il résulte que ces procès prennent souvent un temps considérable. Le Greffier de la Paix a encore à délivrer copie des records de son bureau, notamment des anciens procès-verbaux affectant toutes les municipalités du district, avant leur incorporation et l'introduction du système municipal. Il a encore à correspondre fréquemment avec les Juges de Paix du district, pour faciliter l'administration des lois criminelles, éclaircir des points douteux, éviter des poursuites et des frais inutiles, et souvent, par des renseignements prudents et une sage délibération, éviter de mettre en commotion ou en querelle toute une paroisse. Dans les poursuites sommaires, il a encore à prendre ou à faire prendre les minutes des procédés et à en rédiger ou faire rédiger les convictions ou acquittements. Il a en outre à recevoir les serments de qualifications des Juges de Paix, et à en faire rapport au gouvernement. Il a à agir gratuitement en de nombreuses occasions, comme commissaire *per dedimus potestatem*, et il a aussi souvent à correspondre avec le Gouvernement. Enfin, il a à conduire généralement toutes les affaires de son bureau.

2^o LE DÉPUTÉ-GREFFIER DE LA PAIX.

A à assister le greffier dans tout ce que dessus. Pendant que le greffier est occupé à entendre les détails et circonstances d'une plainte ou dénonciation, et à

répondre à celui qui la fait, le député rédige les procédés d'une plainte ou dénonciation précédemment entendue, ou il termine le record d'une cause qui vient d'être jugée, en en rédigeant les jugements, convictions ou acquittements; et en rédigeant les warrants nécessaires pour faire emprisonner les personnes que la Cour a condamnées à l'emprisonnement, soit par châtiment, soit pour attendre leur procès.

Il assiste, avec ou sans le greffier, aux procès sommaires, et prend la preuve par écrit, lorsque cette preuve est requise. Dans les procès pour vente de boissons sans licence et infractions aux lois de tempérance, c'est lui qui en écrit toute la preuve. Dans les enquêtes et procès criminels, là où le greffier a à représenter la Couronne, c'est lui qui écrit, sous la dictée du greffier, les dépositions des témoins, la preuve testimoniale. Il fait aussi les copies de documents demandées. Enfin, il assiste généralement le Greffier de la Paix dans l'accomplissement de ses devoirs, et le remplace en cas de maladie.

(Signé,)

L. U. A. GENEST,
Greffier de la Paix.

Bureau de la Paix,

Trois-Rivières, 17 février 1868.

Montant des salaires et des dépenses dans les bureaux du Greffier de la Couronne et de la Paix, pour le district de Montréal, durant l'année 1867.

BUREAU DE LA COURONNE.

Salaire de M. Dessaulles.....	\$ 600	
" " Ermatinger.....	600	
" " Schiller.....	500	
" " De Beaumont.....	500	
Dépenses du bureau	885 40	
		\$2285 40

BUREAU DE LA PAIX.

Salaire de M. Dessaulles.....	\$1700	
" " Ermatinger	1700	
" " Schiller.....	500	
" " De Beaumont	500	
Dépenses du bureau	270 52	
		4670 52
		\$6955 92

Montant des argents reçus dans les bureaux du Greffier de la Couronne et de la Paix, pour le district de Montréal, durant l'année 1867.

BUREAU DE LA COURONNE.

Montant des honoraires perçus en timbres.....	\$ 172	80		
" " chargés contre le Gouvernement				
pour service rendus dans la Cour du Banc de la Reine				
(jurisdiction criminelle).....	938	16		
A reporter.....			1110	96

BUREAU DE LA PAIX.

	Rapporté.....			1110	96
Montant des honoraires perçus en timbres.....	\$1584				
“ “ chargés contre le gouvernement pour services rendus dans la Cour des sessions générales de la paix.....	1013	42	2597	42	
Montant des taxes perçues en timbres pour le fonds des bâtisses et des jurés.....				236	00
Montant des pénalités perçues payables au shérif pour le fonds des bâtisses et des jurés.....	1209	89			
Montant des pénalités perçues payables au Receveur Général.	82	50			
Montant des pénalités payables au secrétaire des chemins à barrières.....	4	00			
Montant des pénalités payables au département de la guerre.	84	61	1381	00	
Produit net de la vente des effets volés et non réclamés payé au Receveur-Général.....			5325	38	
			49	75	
			\$ 5375	13	

Fonctions et devoirs du Greffier de la Couronne et de la Paix pour le district de Montréal.

- 1° Assistance à la Cour du Banc de la Reine en juridiction criminelle, deux termes par an.
- 2° Rédaction et transcription des actes d'accusation.
- 3° Tenue des registres de la Cour.
- 4° Assistance dans les cas de requêtes pour *habeas corpus*.
- 5° Préparation des brefs d'*habeas corpus*, des cautionnements, des ordres des juges et de tous procédés sur iceux.
- 6° Sommutation, taxation et surintendance des témoins de la Couronne et préparation des comptes de ces témoins.
- 7° Conduite des causes de la Couronne devant la cour des sessions générales de la paix, quatre termes par an.
- 8° Rédaction et transcription des actes d'accusation.
- 9° Tenue des registres de la Cour.
- 10° Sommutation, taxation et surintendance des témoins de la Couronne et préparation de leurs comptes.
- 11° Préparation des *precepts* et ordres de la cour au shérif, pour la détention des condamnés au pénitencier ou à la prison de réforme.
- 12° Assistance aux sessions hebdomadaires et aux sessions spéciales de la paix, journallement, enregistrement des procédés des dites sessions.
- 13° Poursuite de la part de la Couronne des causes jugées sommairement en vertu des chapitres 105 et 106 des statuts refondus du Canada.
- 14° Rédaction et convictions et mandats d'emprisonnement.
- 15° Tenue des livres de compte des bureaux de la Couronne et de la Paix.
- 16° Tenue des livres pour l'annulation des timbres dans ces deux bureaux.
- 17° Collection des honoraires et des pénalités.
- 18° Rapports annuels.
- 19° Assermentation des officiers publics et des magistrats et tenus du registre à cet effet.

(Signé,)

DESSAULLES ET ERMATINGER,

Greffiers de la Couronne et de la Paix.

Montréal, 18 février 1868.

RAPPORT

sur

L'AGRICULTURE

L'IMMIGRATION ET LA COLONISATION

IMPRESSION ORDONNÉE PAR L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE



QUÉBEC

IMPRIMÉ PAR AUGUSTIN CÔTÉ

—

1868

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,

SAMEDI, 28 décembre 1867.

Résolu, Que des comités permanents de cette Chambre, pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants :

1. Privilèges et élections.
2. Ordres permanents.
3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, mines et corporations manufacturières.
4. Bills privés.
5. Lois expirantes.
6. Dépenses contingentes.
7. Impressions.
8. Comptes publics.
9. Agriculture, immigration et colonisation.—Et que ces comités soient séparément autorisés à s'enquérir de toutes les matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre ; à faire rapport, de temps à autre, de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

LUNDI, 30 décembre 1867.

Ordonné, Que l'honorable M. CAUCHON,

" " CHAPAIN,
" " CHAUVÉAU,
" " DUNKIN,

l'hon. M. le Solliciteur-Général IRVINE,
M. BESSETTE,
" CHURCH,
" CLÉMENT,
" DUGAS,
" FORTIN,
" GABON,
" HAMILTON,
" HEARN,
" LARUE,
" LAVALLÉE,
" MAILLOUX,
" PICARD,
" ROSS et
" TREMBLAY,

composent le dit comité sur l'agriculture, l'immigration et la colonisation.

Attesté, (Signé,) G. M. MUIR,
Greffier A. L.

JEUDI, 9 janvier 1868:

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à sept membres:

LUNDI, 13 janvier 1868:

Ordonné, Que M. Joly et M. Beaubien soient ajoutés au dit comité.

LUNDI, 20 janvier 1868.

Ordonné, Que M. Robertson soit ajouté au dit comité.

LUNDI, 27 janvier 1868.

Ordonné, Qu'il soit donné instruction au dit comité de prendre en considération l'émigration désastreuse qui se fait maintenant des habitants de ce pays vers les États-Unis, et de rechercher les meilleurs moyens d'arrêter ce mal avant qu'il ne prenne de trop grands développements.

MARDI, 28 janvier 1868.

Ordonné, Que la réponse à une adresse du 20 courant, pour un rapport des différentes sommes d'argent octroyées au township de Stukely, soit renvoyé au dit comité.

Ordonné, Que M. Mathien et M. Jodoin soient ajoutés au dit comité.

MERCREDI, 5 février 1868.

Ordonné, Qu'il soit donné instruction au dit comité de prendre en considération si, dans le but de favoriser l'instruction agricole dans cette province, il ne serait pas convenable d'accorder un octroi de terres publiques à tout élève qui aura, ou à certains élèves qui auront suivi un cours de deux ans, dans une école d'agriculture approuvée par le Ministre d'Agriculture de cette province.

LUNDI, 10 février 1868.

Ordonné, Qu'instruction soit donnée au dit comité de prier le gouvernement de prendre en considération la convenance d'exiger de toutes les institutions d'éducation en cette province recevant de l'aide de la caisse publique au montant de \$300 annuellement et au-delà, d'introduire dans ces institutions un cours d'étude sur la chimie agricole sous des maîtres compétents dans cette partie importante des sciences.

MARDI, 18 février 1868.

Ordonné, Que le bill (N^o 58) pour amender l'acte d'agriculture, ch. 26 des Statuts Refondus du Bas-Canada, soit renvoyé au dit comité.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,

Chambre de Comité N^o 16.

9 janvier 1868.

Premier rapport du comité permanent sur l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation.

Votre comité prend la liberté de soumettre à la Chambre la résolution ci-jointe, et de lui demander son concours.

Résolu, Que le quorum du dit comité soit réduit à sept membres.

(Signé,)

PIERRE J. O. CHAUVEAU.

RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

SUR

L'AGRICULTURE, L'IMMIGRATION

ET LA

COLONISATION.

Votre comité s'est enquis avec diligence des sujets qui étaient compris dans ses premières attributions, ainsi que de ceux qui lui ont été renvoyés depuis par votre honorable Chambre.

Il a entendu M. Lesage, l'assistant commissaire du Bureau de l'Agriculture et des Travaux Publics, M. de Labrière, l'inspecteur des chemins de colonisation, et le Révérend M. Marquis, ami zélé et promoteur infatigable de la colonisation.

Votre comité a aussi expédié à un grand nombre de personnes, qui, par leur position, étaient en état de lui fournir des renseignements, une série de questions sur tous les sujets qui devaient l'occuper.

Il a aussi nommé deux sous-comités, l'un chargé d'étudier les questions qui se rapportent spécialement à l'agriculture, et au fonctionnement de la chambre d'agriculture et des sociétés d'agriculture, et l'autre chargé d'étudier l'importante question de l'immigration.

Le rapport du sous-comité sur l'agriculture est maintenant soumis à votre considération; le sous-comité sur l'immigration n'a pu recueillir les renseignements qui lui étaient nécessaires à temps pour préparer le sien durant la session.

Votre comité concourt dans toutes les recommandations du sous-comité d'agriculture, à l'exception de celle qui a rapport à des octrois de terres aux élèves des écoles d'agriculture, sur laquelle il y a différence d'opinion.

L'appendice de ce rapport contient presque en entier le témoignage de M. Lesage, celui du major Campbell, celui du Révérend M. Marquis, celui de M. Narcisse Blais et celui de M. Stanislas Drapeau, ainsi qu'une analyse aussi complète que possible des autres témoignages et réponses.

Votre comité regrette que le peu de durée de la session ne lui permette point de formuler son opinion sur tous les sujets qui ont été mis à l'étude; mais il espère que la publication du rapport du sous-comité sur l'agriculture, et des autres documents ci-joints, continuera l'œuvre qui a été commencée dans la session du Parlement du Canada en 1849, et si bien continuée dans d'autres sessions par d'autres comités, en fixant l'attention de tous les amis du pays sur les moyens de développer ses vastes ressources, et de diminuer l'émigration qui se fait vers les États-Unis.

En ce qui concerne cette émigration, il y a lieu d'espérer que le nouveau régime de la confédération, en nous reliant plus intimement avec les autres provinces, au centre desquelles nous nous trouvons placés, offrira à ceux de nos compatriotes que les circonstances éloignent forcément de leur province natale, des asiles moins éloignés de nous et où ils se trouveront encore sous la protection du drapeau britannique, en rapport politique constant avec nous, et fiers et heureux de porter encore le nom de canadien que notre nouvelle constitution a donné à tous les habitants de la plus grande partie des provinces britanniques en Amérique.

Les causes de l'émigration vers les Etats-Unis ont été indiquées dans plusieurs rapports d'autres comités, et celles que nous serions disposés à désigner comme les plus actives n'en diffèrent point bien considérablement.

Les deux principales sont toujours l'absence de manufactures, qui fait que dans nos longs hivers les enfants de nos cultivateurs se trouvent sans occupations, et le manque de connaissances agricoles qui empêche notre agriculture de se développer comme il serait à désirer.

Les chemins de colonisation, qui ont été, à bon droit, demandés dès le principe comme le meilleur remède au mal, n'ont point produit, en ce qui concerne l'émigration, tout le bien désirable, par suite de la persistance des deux causes ci-dessus mentionnées.

Le remède à la première se trouverait nécessairement dans l'introduction de capitaux étrangers dans ce pays, dans une disposition plus grande et plus générale de la part de nos capitalistes à accorder leur attention et leur secours à l'industrie locale, et enfin et surtout dans la juste considération de nos intérêts manufacturiers de la part de la Législature Fédérale.

Ce dernier point échappe entièrement à notre contrôle, et se trouve d'ailleurs mêlé à des questions d'économie politique qu'il est impossible à votre comité de traiter maintenant en détail.

En ce qui regarde la seconde cause du mal, votre comité ose se flatter que ses délibérations n'ont pas été étrangères aux mesures soumises à la Législature par le gouvernement, pour le développement de l'instruction agricole.

Votre comité croit aussi devoir féliciter votre honorable Chambre sur l'introduction, par le gouvernement, de projets de lois concernant les chemins de colonisation, la publication de cartes et de renseignements, et la protection à accorder aux colons.

La question des sociétés d'agriculture est une de celles sur lesquelles il existe encore une très grande différence d'opinion; mais votre comité est unanime à dire, avec la plupart de ceux qui ont répondu à ses questions, que tout en admettant l'importance et l'utilité de ces sociétés, elles sont loin d'avoir produit tout le bien désirable, et il recommande ce grave sujet à la sérieuse et immédiate attention du gouvernement.

Votre comité ne croit pas devoir terminer ce rapport sans exprimer toute sa reconnaissance au clergé des différentes religions, au sujet de ses louables efforts pour activer et développer la colonisation. Il apprend avec plaisir que ce zèle va prendre un nouvel essor par la formation de nombreuses associations de colonisation, et il ose se flatter que le gouvernement donnera à ces associations et à leurs promoteurs tout l'appui et toute l'assistance en son pouvoir.

Le tout humblement soumis.

(Signé,)

P. J. O. CHAUVEAU,
Président.

Série de Questions du Comité.

1. L'Agriculture a-t-elle fait dans les dix dernières années et fait-elle actuellement des progrès sensibles ?
2. La Chambre d'Agriculture et les sociétés d'agriculture contribuent-elles au progrès agricole dans la proportion de ce qu'elles coûtent au trésor public ?
3. Réulte-t-il beaucoup de bien des expositions provinciales et des expositions agricoles de comtés qui ont lieu chaque année ?
4. S'est-il glissé des abus dans les sociétés d'agriculture ? Si oui, veuillez les signaler.
5. L'introduction de l'enseignement agricole pratique, dans les écoles normales et dans les écoles primaires, vous paraît-elle un bon moyen d'activer les progrès de l'agriculture ?
6. Un ou plusieurs prix, accordés annuellement pour l'exploitation agricole la mieux dirigée et la plus profitable dans chaque comté, remplaceraient-ils avantageusement les expositions accoutumées, ou cette mesure devrait-elle aller de pair avec les expositions ?
7. Quels seraient, suivant vous, les autres moyens d'activer les progrès de l'agriculture ?
8. Le goût des occupations agricoles paraît-il diminuer parmi la jeunesse de votre localité ? Si oui, veuillez dire à quoi vous en attribuez la cause.
9. Les journaux d'agriculture et autres, ont-ils quelque circulation dans votre localité ? L'usage des machines y est-il répandu ?
10. La propriété continue-t-elle à se subdiviser dans les anciennes paroisses ?
11. La population de votre localité émigre-t-elle à l'étranger ? Si oui, où se dirige-t-elle ?
12. Quelle est la classe qui émigre ?
13. Parmi ceux qui émigrent, en est-il qui reviennent au pays après un certain temps ? Si oui, rapportent-ils des épargnes ?
14. Y a-t-il dans votre localité des colons venus d'autres parties du pays et d'où ?
15. La population de votre localité fournit-elle ou a-t-elle déjà fourni des colons à d'autres parties du pays ? Si oui, veuillez les indiquer.
16. Y a-t-il dans votre localité des manufactures ? De quelle espèce sont-elles ?
17. L'établissement de manufactures y est-il praticable ?
18. Quelle espèce de manufacture pourrait être établie avec avantage dans la région du pays que vous habitez ?
19. Êtes-vous en état de constater si la colonisation est actuellement en voie de progrès dans la région du pays que vous habitez ?
20. Quels seraient, suivant vous, les meilleurs moyens de l'activer ?
21. Quelles seraient, suivant vous, les mesures les plus efficaces à adopter pour diriger vers cette province un courant considérable d'émigration européenne ?
22. Quelles sont les parties de la province où des colons étrangers pourraient s'établir avec chance de succès ?
23. Quelles classes d'émigration doit-on chercher de préférence à faire venir ici ?
24. Croyez-vous que les conditions auxquelles le gouvernement accorde les permis d'occupation sur les terres publiques soient un obstacle sérieux au progrès de la colonisation ?
25. Auriez-vous un autre mode de concessions à recommander ?
26. Que pensez-vous du fonctionnement des agences des terres en général et de celle de votre localité en particulier ?
27. Le mode suivi jusqu'ici dans la distribution des sommes votées pour la colonisation vous paraît-il devoir être conservé ?
28. Serait-il avantageux de concentrer les ressources de la colonisation sur un nombre limité de chemins importants, laissant aux municipalités et aux sociétés de colonisation le soin de faire des ramifications à ces grands chemins ?

29. Une loi qui mettrait à couvert de la saisie les animaux, instrument d'agriculture et défrichements des colons pendant un certain nombre d'années (*homestead law*) serait-elle dans l'intérêt bien entendu de la colonisation ?

30. Une prime d'encouragement qui serait accordée à même les fonds destinés à l'agriculture, et pour les défrichements les plus considérables et les meilleurs rendements dans chaque comté ouvert à la colonisation, serait-elle un bon moyen d'activer la colonisation ?

31. Quels sont les endroits où devraient être faits les octroits gratuits, sur les chemins même ouverts par le gouvernement ou simplement dans leur voisinage ?

32. Y a-t-il dans votre localité ou dans vos environs des terres propres à la colonisation ? et quelle en est l'étendue et la qualité ?

33. Des chemins y ont-ils été ouverts par le gouvernement et depuis combien d'années ?

34. Ces chemins ont-ils été bien faits et localisés avec discernement ?

35. Les deniers ont-ils été bien employés ?

36. Dans quel état sont actuellement ces chemins ? Sont-ils verbalisés ? Les municipalités s'occupent-elles de leur entretien ?

37. L'ouverture des chemins a-t-elle eu pour effet de favoriser l'établissement des terres publiques par les colons ?

38. Quelle classe de colons s'y est établie ? avaient-ils quelques moyens ? quelle est leur origine ?

39. Faites connaître un peu en détail quels ont été leurs progrès ?

40. Quelles sont les causes qui ont le plus retardé la colonisation dans votre localité ?

41. Avez-vous quelques modifications à recommander au sujet des licences pour coupe de bois ?

42. Y a-t-il dans votre localité ou dans vos environs beaucoup de gens qui seraient disposés à s'établir sur les terres publiques si quelques nouveaux encouragements leur étaient donnés ?

43. Que pensez-vous du système suivi jusqu'à présent pour l'ouverture des chemins de colonisation ? si vous le trouvez défectueux, quel à sa place suggéreriez-vous ?

44. Pensez-vous que de nouvelles conditions, quant au délai pour paiement des terres de la couronne, pourraient être avantageuses au colon, sans nuire considérablement au revenu public ?

45. Avez-vous quelque autre observation à faire concernant l'agriculture, l'immigration ou la colonisation ?

Réponses du sous-comité sur l'agriculture aux questions à lui référées.

1. L'Agriculture a-t-elle fait dans les dix dernières années et fait-elle actuellement des progrès sensibles ?

Réponse.—Oui, dans les comtés où les cultivateurs ont eu devant leurs yeux de bons exemples en fait de culture améliorée, tel que dans les comtés avoisinants Montréal et Québec, le long des lignes, et dans la paroisse de Ste. Anne, où il y a une école d'agriculture ; et ailleurs, comme règle générale, très-peu, pour ne pas dire aucun.

2. La Chambre d'Agriculture et les sociétés d'agriculture contribuent-elles au progrès agricole dans la proportion de ce qu'elles coûtent au trésor public ?

Réponse.—Ces sociétés ont besoin de quelques modifications dans leurs comités de direction.

3. Résulte-t-il beaucoup de bien des expositions provinciales et des expositions agricoles de comtés qui ont lieu chaque année ?

Réponse.—Pour les premières, oui.—Quant aux expositions agricoles de comté il en résulte un certain bien.

4. S'est-il glissé des abus dans les sociétés d'agriculture ? Si oui, veuillez les signaler.

Réponse.—Oui. Le montant et le nombre de prix étant laissé à la discrétion des directeurs, ces derniers seront quelquefois portés à les accumuler sur la classe dans laquelle eux ou leurs amis sont exposants. Nous conseillerions donc que le montant des prix et leur nombre soient laissés à la discrétion des juges qui seront obligatoirement choisis dans des comtés étrangers. Les juges devront proportionner le nombre et le montant des prix aux moyens de la société. Tout exposant pourra exiger d'un autre exposant qu'il fasse serment que les objets et animaux qu'il exhibe lui appartiennent de bonne foi, et en cas d'objets manufacturés, qu'ils ont été manufacturés par lui ou sous sa direction. Le sous-comité reconnaît l'existence de cet abus, mais comme il n'est pas tout-à-fait d'accord sur le remède à y apporter, il attire particulièrement l'attention du comité sur cette question.

5. L'introduction de l'enseignement agricole pratique, dans les écoles normales et dans les écoles primaires, vous paraît-elle un bon moyen d'activer les progrès de l'agriculture ?

Réponse.—Oui, un des grands moyens.

6. Un ou plusieurs prix, accordés annuellement pour l'exploitation agricole la mieux dirigée et la plus profitable dans chaque comté, remplaceraient-ils avantageusement les expositions accoutumées, ou cette mesure devrait-elle aller de pair avec les expositions ?

Réponse.—Cette mesure devrait aller de pair avec les expositions, ces dernières étant surtout nécessaires pour faciliter l'agriculteur dans le choix qu'il doit faire de ses étalons ou des animaux améliorés qu'il désire acquérir.

7. Quels seraient, suivant vous, les autres moyens d'activer les progrès de l'agriculture ?

Réponse.—Nous donnons tout notre concours à l'établissement de fermes-modèles en rapport avec les écoles-normales telles que suggérées par l'honorable Premier Ministre. Les élèves de ces écoles-normales devant plus tard devenir instituteurs, dans les campagnes, en leur inculquant une bonne théorie agricole, mise en pratique et prouvée sous leurs yeux dans une bonne exploitation, ils ne manqueront pas de communiquer leurs connaissances et leurs expériences agricoles aux élèves qui leur seront confiés. Ils répandront ainsi le goût de la bonne culture partout où ils seront appelés à enseigner. Dans le cas où l'on voudrait établir des fermes-modèles, dans les paroisses ou dans les comtés, ils seront tout naturellement portés à en prendre la direction, vu leurs études et leurs connaissances pratiques en agriculture. De plus, un certain nombre des élèves de ces écoles-normales laissant quelquefois leur profession d'instituteur pour en embrasser une autre, ils auront, à cause même de leurs études de la théorie et de la pratique agricole, une carrière toute ouverte devant eux.

Ils deviendront ainsi des agriculteurs pratiques, et des exemples pour les autres, au lieu de contribuer à l'encombrement professionnel dont on se plaint aujourd'hui.

Nous demanderions aussi qu'une ferme fût attachée à notre maison de réforme pour les jeunes délinquants. Ces derniers, alors, au lieu d'apprendre des métiers pour l'exercice desquels ils devront retourner dans les grands centres où ils se seront corrompus, seront instruits dans la manière de cultiver le sol avec profit, et s'établiront comme agriculteurs dans les campagnes.

Si la Législature doit venir en aide à l'établissement de maisons de correction dans les villes de Montréal et Québec, ou autres cités, nous demanderions qu'il ne soit accordé d'octroi qu'à la condition que ces maisons soient établies sur des fermes à l'exploitation desquelles les détenus prendraient part.

Nous demanderions que l'établissement d'un cours d'agriculture soit exigé de toutes maisons d'éducation qui recevront plus de quatre cent piastres d'octroi de la Législature.

Enfin, nous demanderions qu'il soit accordé un octroi gratuit de deux lots de terres de la couronne à tout élève qui aura suivi un cours d'agriculture de deux ans, dans une école d'agriculture approuvée par le ministre d'agriculture; cet élève devant être muni de diplômes satisfaisants.

Le tout humblement soumis.

LOUIS BEAUBIEN,

Président.

Assemblée Législative,

Québec, 20 février 1868.

*Réponses de S. Lesage, Assistant-Commissaire d'Agriculture et des Travaux Publics,
aux questions qui lui ont été posées par le comité.*

A venir jusqu'à l'année 1853, les chemins de colonisation ont été confondus avec les autres travaux publics. Ce n'est que depuis cette époque que la Législature a cru devoir y affecter annuellement un octroi spécial. En même temps que la Chambre inaugurerait une ère nouvelle pour la colonisation en y affectant un octroi de \$120,000, l'administration d'alors nommait le regretté Dr. Bontillier Inspecteur des Agences, pour diriger ce mouvement patriotique.

Le Bureau de l'Inspecteur des Agences a fait partie du Département des Terres de la Couronne depuis sa création jusqu'en 1862, époque à laquelle il vint se fondre dans le Département de l'Agriculture, qui a conservé depuis la direction immédiate des travaux de colonisation.

Au printemps de 1854, grâce à l'octroi de \$120,000, dont je viens de parler, un vaste réseau de chemins a été commencé à travers les forêts de cette province. Sur bon nombre de ces nouvelles routes, les colons avaient pris les devants, tandis que les autres se bordaient de défricheurs à mesure qu'elles étaient déblayées.

Pendant douze années consécutives, l'octroi en faveur des travaux de colonisation s'est répété, donnant en moyenne \$50,000 par année. C'était peu de chose pour répondre à tant de besoins, pour venir en aide à tant de courageuses misères. Cependant, la colonisation ne s'est pas ralentie, et dans ce court espace de temps, les résultats obtenus ont de beaucoup dépassé les espérances que pouvaient faire naître d'aussi faibles ressources. Dans le Saguenay, dans les cantons de l'Est, dans la vallée de l'Outaouais, dans la vallée du St. Maurice, dans la Gaspésie, partout où la main bienfaisante du gouvernement s'est fait sentir, la population, les défrichements, les produits se sont accrus dans une proportion étonnante. Les statistiques nous manquent malheureusement pour constater exactement le progrès général des défrichements faits depuis 1861, date du dernier recensement : mais les renseignements détachés qui sont parvenus à ce département de la part des conducteurs de

chemins de colonisation, dans les diverses parties de la province, établissent à n'en point douter que loin de s'être ralenti depuis cette époque, les défrichements se sont constamment multipliés dans une progression rapide.

Le recensement de 1851 constatait que le nombre d'acres de terre en culture en cette province était de 3,605,157 acres, celui de 1861 le porte à 4,804,325, soit une augmentation de 1,199,068 acres en dix ans. Je ne serais nullement étonné, à l'expiration de la nouvelle décade, en 1871, de voir le nombre d'acres de terre en culture double de ce qu'il était en 1851. Ce chiffre aurait son éloquence, car au moins les sept huitièmes des défrichements se font actuellement en dehors des seigneuries.

Avant qu'il soit longtemps, j'espère que le Département d'Agriculture pourra fournir sur cet important sujet, et sur ce qui s'y rattache, des données beaucoup plus satisfaisantes, si les autorités municipales, les sociétés d'agriculture, et les particuliers auxquels nous devons nous adresser pour recueillir des statistiques, se font un devoir de nous fournir avec exactitude les renseignements demandés.

Les tableaux qui suivent donnent une idée assez juste de l'importance des travaux de colonisation exécutés sous le contrôle du gouvernement depuis 1854.

Pour l'intelligence de ces tableaux, il faut se rappeler que pour les fins de la colonisation on divise habituellement la province en cinq grandes régions principales, savoir : celle du Saguenay, celle du St. Maurice, et celle de l'Outaouais, au nord du fleuve St. Laurent; celle de la Gaspésie et celle des cantons de l'Est, au sud du St. Laurent.

Le tableau N° 1 fait voir la répartition des deniers affectés à la colonisation depuis 1854 jusqu'à ce jour, année par année, indiquant la somme échue à chaque région, à chaque comté et à chaque chemin ou pont.

Le tableau N° 2 fait voir la répartition des deniers affectés à la colonisation dans chaque comté depuis 1854, indiquant la somme totale échue à chaque comté.

Le tableau N° 3, récapitulation des deux premiers, fait voir la répartition des deniers affectés à la colonisation par région, en donnant la somme totale échue à chaque région depuis 1854.

Le tableau N° 4 donne la longueur réunie des chemins de colonisation, ouverts chaque année depuis 1854, et fait voir la moyenne annuelle et la moyenne générale du coût de ces chemins.

N^o 1.—ÉTAT de la Répartition du Fonds

LA

Montant des deniers octroyés

Nom du Comté.	Noms des chemins, ponts, etc., sur lesquels l'ouvrage a été fait.	1854	1855	1856	1857
GASPÉ	Chemin de Matane au Cap Chattes, partie des deniers a été dépensée dans le comté de Rimouski	1600 00	.....	268 00	1000 00
	Chemin de l'Anse à Louise, .....	.....	1600	800 00	2000 00
	de la Péninsule à l'Anse au Griffon, } .....	.....	.....	.....	.....
	du Chien Blanc. ....	.....	.....	800 00	.....
	de l'Anse au Griffon et du Portage de la Rivière aux Renards .....	.....	.....	.....	.....
	de Irishtown à Percé .....	.....	.....	.....	.....
	Chemins dont les noms ne paraissent que sous des titres généraux dans les livres de comptes. ....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de l'Anse-au-Griffon et du Portage de la Rivière-au-Chien .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de la Pointe St. Pierre au Chien-Blanc. ....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Percé .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de la Malle, aux Iles de la Magdeleine... ..	.....	.....	.....	.....
	Chemin postal depuis le Phare Cap-Rosier jusqu'aux établissements de la Grande-Grève, distance de 7 mille .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin York, depuis le Bassin de Gaspé jusqu'à la ville de Haldimand .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Bois-Brûlé, dans Douglass .....	.....	.....	.....	.....
	Pont de la Rivière-au-Griffon .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin du Cap-Rosier et du Portage-au-Griffon. ....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de la Seigneurie de la Grande-Rivière... ..	.....	.....	.....	.....
	A même les appropriations ci-haut mentionnées, des travaux ont été faits sur les chemins dont les noms suivent :				
	Chemin du Barachois de Malbaie.				
	Chemin de l'établissement des Norvégiens.				
	Chemin de la Pointe-aux-Maquereaux.				
	Chemin de l'Anse-du-Cap.				
BONAVENTURE	Chemin Kempt, partie des deniers a été dépensée dans le comté de Rimouski	1000 00	.....	.....	.....
	Chemin Maria, .....	.....	1600 00	.....	.....
	Nouvelle (pour un pont,) .....	.....	.....	.....	.....
	de Ristigouche et Métapédia, } .....	.....	.....	.....	.....
	Escuminac (Shoolbred), .....	.....	.....	.....	.....
	Mann, .....	.....	.....	.....	.....
	Hamilton, .....	.....	.....	1500 00	2000 00
	Paspébiac, .....	.....	.....	.....	.....
	de New-Richmond. ....	.....	.....	.....	.....
	Divers chemins dont les noms ne paraissent que sous des titres généraux dans les livres de comptes. ....	.....	.....	.....	.....
	Chemin dans Matapédia allant aux établissements des Acadiens .....	.....	.....	.....	.....
	A reporter	2600 00	3200 00	3468 00	5000 00

de Colonisation, de 1854 à 1867 exclusivement.

GASPÉSIE.

pour les douze dernières années.

1858	1859	1860	1861	1862	1863	1864	1865	1866	Totaux.
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
.....	75 00	500 00	.....	390 00	.....	842 39	.....	100 00	2868 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1907 39
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	4400 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	800 00
.....	300 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	300 00
1000 00	.....	.....	1400 00	.....	.....	.....	.....	.....	2400 00
.....	150 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	150 00
.....	75 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	75 00
.....	.....	500 00	.....	340 00	.....	300 00	250 00	.....	1390 00
.....	.....	300 00	.....	.....	.....	399 00	.....	.....	699 00
.....	.....	.....	.....	200 00	.....	.....	175 00	.....	375 00
.....	.....	.....	.....	200 00	.....	400 00	175 00	300 00	1075 00
.....	.....	.....	.....	300 00	.....	300 00	175 00	300 00	1075 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	200 00	400 00	600 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	250 00	.....	250 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	300 00	300 00	600 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1000 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1600 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	3600 00
1000 00	1000 00	1200 00	800 00	.....	.....	.....	.....	.....	4000 00
.....	.....	200 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	200 00
2000 00	1600 00	2700 00	2200 00	1430 00	.....	2241 39	1525 00	1400 00	29364 39

N° 1.—ÉTAT de la Répartition du Fonds

LA

Montant des deniers octroyés

Nom du Comté.	Noms des chemins, ponts, etc., sur lesquels l'ouvrage a été fait.	1854	1855	1856	1857
	Rapporté.....	\$ 2600 00	\$ 3200 00	\$ 3468 00	\$ 5000 00
BONAVENTURE.....	Chemin de la Rivière-du-Nord, dans le canton Hope.....	.....	.....	.....	.....
	Pont Chouinard.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de l'Eglise Anglaise, dans New-Carlisle.....	.....	.....	.....	.....
	" Catholique, dans Paspébiac.....	.....	.....	.....	.....
	Chemins Dion et Cyrille Lepage.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de la Rivière Caplan.....	.....	.....	.....	.....
	" du Petit Cascapédia.....	.....	.....	.....	.....
	" de la Grande-Rivière Cascapédia (côte ouest).....	.....	.....	.....	.....
	Chemin dit « Route de Dugas ».....	.....	.....	.....	.....
	" de la Rivière Métapédia.....	.....	.....	.....	.....
	" dans Carleton et dans Maria.....	.....	.....	.....	.....
	" de Cross Point Ferry, à Sandy Hill (côte de Sable).....	.....	.....	.....	.....
	Chemin partant de Sandy Hill, (côte de Sable) et passant à travers les établissements de la Rivière-du-Loup (\$425.00).....	.....	.....	.....	.....
	Chemin séparant le canton de Mann de celui de Shoolbred (\$275.00).....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de la Rivière Ristigouche.....	.....	.....	.....	.....
	" des Acadiens, 1ère et 2de section.....	.....	.....	.....	.....
	Pont Keray, dans Nouvelle et Shoolbred.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Le Baube.....	.....	.....	.....	.....
	" du Ravin de McDavid.....	.....	.....	.....	.....
	" de Matpédia et de la Rivière Upsal-quitoh.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin du Pont Kearny.....	.....	.....	.....	.....
	" John Lefebvre.....	.....	.....	.....	.....
	" dit « Route Thibaulteau » (dans le canton de Maria).....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de la Petite-Rivière, dans le canton de New-Richmond.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de Henry Cochran, de la 4e à la 7e concession de New-Richmond.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de Joseph Narcisse Leblanc, de la 4e à la 7e concession de New-Richmond.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Terriau.....	.....	.....	.....	.....
	" de Frs. Poirier, [Ces chemins sont en partie situés dans les limites du canton Hamilton].....	.....	.....	.....	.....
	" de New-Richmond et Hamilton.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Bourdages, situé entre les cantons Hamilton et Cox, borné d'un côté par la propriété de Jacques Fournier, et de l'autre par celle de Antoine Roy.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de John Travers et Charles Mauyer.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de McPherson et McLeod.....	.....	.....	.....	.....
	" [Ces chemins sont tous situés dans les limites du canton Port-Daniel..... ]	.....	.....	.....	.....
	A reporter.....	2600 00	3200 00	3468 00	5000 00

de Colonisation, de 1854 à 1867 exclusivement.—*Suite.*

GASPÉSIE.

pour les douze dernières années.

1858	1859	1860	1861	1862	1863	1864	1865	1866	Totaux.
\$ 2000 00	\$ 1600 00	\$ 2700 00	\$ 2200 00	\$ 1430 00	\$	\$ 2241 39	\$ 1525 00	\$ 1400 00	\$ 29364 39
.....	300 00	.....	75 00	.....	.....	375 00
.....	200 00	.....	.....	.....	.....	200 00
.....	175 00	.....	.....	.....	230 00	405 00
.....	175 00	.....	.....	.....	25 00	200 00
.....	200 00	.....	.....	.....	100 00	300 00
.....	100 00	.....	50 00	.....	.....	150 00
.....	100 00	.....	.....	.....	.....	100 00
.....	100 00	.....	100 00	.....	.....	200 00
.....	100 00	.....	100 00	.....	.....	200 00
.....	200 00	.....	.....	.....	.....	200 00
.....	200 00	.....	.....	.....	.....	200 00
.....	300 00	.....	350 00	.....	50 00	700 00
.....	200 00	.....	.....	.....	.....	200 00
.....	1500 00	898 00	400 00	300 00	100 00	3198 00
.....	400 00	.....	120 00	.....	.....	520 00
.....	60 00	.....	.....	.....	.....	60 00
.....	200 00	100 00	25 00	325 00
.....	200 00	100 00	50 00	350 00
.....	300 00	.....	100 00	400 00
.....	300 00	.....	.....	300 00
.....	100 00	.....	100 00	200 00
.....	100 00	.....	.....	100 00
.....	150 00	.....	.....	150 00
.....	100 00	.....	.....	100 00
.....	66 66	.....	50 00	116 66
.....	66 66	.....	50 00	116 66
.....	66 66	100 00	50 00	216 68
.....	100 00	.....	50 00	150 00
.....	75 00	400 00	600 00	1075 00
.....	60 00	.....	.....	60 00
2000 00	1600 00	2700 00	2200 00	5740 00	898 00	5321 39	2525 00	2980 00	40232 39

N° 1.—ÉTAT de la Répartition du Fonds

LA

Montant des deniers octroyés

Nom du Comté.	Noms des chemins, ponts, etc., sur lesquels l'ouvrage a été fait.	1854	1855	1856	1857
BONAVERN- TURE.....	Rapporté.....	\$ 2600.00	\$ 3200.00	\$ 2468.00	\$ 5000.00
	Chemin de G. McInnis et Grégoire Blais.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de Patrick Jones et du lot de l'Ecole N° 1. { Ces chemins sont tous situés dans les limites du canton Port-Daniel..... }	.....	.....	.....	.....
	Chemin des établissements irlandais.....	.....	.....	.....	.....
	" de la Rivière Escuminac.....	.....	.....	.....	.....
	" de New-Glasgow.....	.....	.....	.....	.....
	" de Hippestringan.....	.....	.....	.....	.....
	" du pont de la Petite-Rivière.....	.....	.....	.....	.....
	Pont sur le Grand Ruisseau (Great Brook) dans la route qui conduit du 3e au 4e rang de.....	.....	.....	.....	.....
	à l'est de la petite rivière Cascapédiac.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Beaulieu.....	.....	.....	.....	.....
	" de J. LeBlanc et John Johnson.....	.....	.....	.....	.....
	" de Elie et Joseph Mercier.....	.....	.....	.....	.....
	" de Alexandre Arseneau et Bruno Le Blanc.....	.....	.....	.....	.....
	A même les appropriations ci-haut mentionnées, des travaux ont été faits sur les chemins et ponts dont les noms suivent, savoir :	.....	.....	.....	.....
	Chemin de l'Eglise au Rapide plat.	.....	.....	.....	.....
	Chemin à travers la ferme de McCracken, dit :	.....	.....	.....	.....
	" Route Moreau.....	.....	.....	.....	.....
	" dit " Route Placide Bugeole.....	.....	.....	.....	.....
	" du Portage.....	.....	.....	.....	.....
	" du Ruisseau de Mann.....	.....	.....	.....	.....
	Pont sur le Ruisseau de Mann.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de la Pointe à la Garde.....	.....	.....	.....	.....
	" de Glen.....	.....	.....	.....	.....
	" de Battery Point.....	.....	.....	.....	.....
	" du 4e au 6e rang au Sud-Est du lac, dans la division ouest de New-Richmond.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin sur le côté ouest de la Rivière Nouvelle.....	.....	.....	.....	.....
	" du Port Daniel.....	.....	.....	.....	.....
	" de Centre street, de New-Carlisle.....	.....	.....	.....	.....
	" de Cascapédiac.....	.....	.....	.....	.....
RIMOUSKI..	Chemins Ste. Luce, Macpès et Neigette pour le comté de Rimouski, et chemins Isle Verte, St. Arsène, St. Elou et Bic pour le comté de Témiscouata.....	8976.00	.....	.....	.....
	Chemin St. Simon.....	.....	.....	600.00	400.00
	" Fleuriau.....	.....	.....	600.00	300.00
	Pont sur la Rivière Neigette, dans le chemin Fleuriau.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin partant de Rimouski et allant en arrière de St. Fabien.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de St. Fabien.....	.....	.....	.....	.....
	A reporter.....	11576.00	3200.00	3668.00	5700.00

N° 1.—ÉTAT de la Répartition du Fonds

LA

Montant des deniers octroyés

Nom du Comté.	Noms des chemins, ponts, etc., sur lesquels l'ouvrage a été fait.	1854	1855	1856	1857
	Rapporté.....	\$ 11576 00	\$ 3200 00	\$ 4668 00	\$ 5700 00
RIMOUSKI.	Pont dans Fleuriau .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin partant des Grèves de Sable (Sandy Beach), et allant dans l'intérieur .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin St. Denis, Est et Ouest .....	.....	.....	.....	.....
	de la Rivière Blanche, dans le canton Matane .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de la Rivière Tartigou .....	.....	.....	.....	.....
	de Sandy Bay .....	.....	.....	.....	.....
	de Neigette .....	.....	.....	.....	.....
	Duquesne .....	.....	.....	.....	.....
	Macpès .....	.....	.....	.....	.....
	Cherrier et Bédard .....	.....	.....	.....	.....
	Des travaux ont été faits pour la construction d'un certain pont sur la Rivière Tartigou.	.....	.....	.....	.....

TÉMIS- COUATA.	Chemin Whitworth ou de St. Modeste .....	.....	.....	700 00	1000 00
	Viger .....	.....	.....	500 00	800 00
	St. Eloi .....	.....	.....	.....	300 00
	de l'Île Verte .....	.....	.....	.....	300 00
	Begon .....	.....	.....	.....	500 00
	Autre chemin dans l'Île Verte .....	.....	.....	.....	.....
	Divers chemins dont les noms ne paraissent que sous des titres généraux dans les livres de comptes .....	.....	.....	.....	.....
	Pont sur la Rivière Verte, dans Viger .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Denonville .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin du Détour du Lac Témiscouata .....	.....	.....	.....	.....
KAMOU- RASKA.	de la Rivière Bleue .....	.....	.....	.....	.....

KAMOU- RASKA.	Chemin de Woodbridge	800 00	.....	.....	400 00
	de Mont-Carmel	4100 00	600 00	800 00	800 00
	de Ste. Hélène et St. Alexandre, connu maintenant sous le nom de chemin Pobénégamouk	3600 00	.....	800 00	1200 00
	Chemin Ste. Anne de la Pocatière, maintenant appelé chemin Chapais .....	.....	.....	800 00	400 00
	Des travaux ont été faits pour le pont de St. Alexandre à même les appropriations ci-haut mentionnées.	.....	.....	.....	.....
L'ISLET.....	.....	.....	.....	.....	.....

L'ISLET.....	Chemin Elgin	3600 00	800 00	1000 00	1200 00
	Deux ponts dans le chemin Elgin .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin partant du canton Lessard et allant à Arago .....	.....	.....	.....	.....
	A reporter.....	23676 00	4500 00	9268 00	12400 00

de Colonisation de 1854 à 1867, exclusivement.—*Suite.*

GASPÉSIE.

pour les douze dernières années.

1858	1859	1860	1861	1862	1863	1864	1865	1866	Totalx.
\$ 2700 00	\$ 2475 00	\$ 3300 00	\$ 2200 00	\$ 5840 00	\$ 898 00	\$ 5641 39	\$ 2925 00	\$ 3400 ...	\$ 54523 39
.....	.....	200 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	200 00
.....	.....	300 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	300 00
.....	.....	.....	.....	250 00	.....	250 00	300 00	300 00	1100 00
.....	.....	.....	.....	250 00	.....	150 00	.....	100 00	500 00
.....	.....	.....	.....	150 00	.....	200 00	150 00	150 00	650 00
.....	.....	.....	.....	431 79	.....	100 00	150 00	300 00	981 79
.....	.....	.....	.....	1290 00	.....	200 00	.....	100 00	1590 00
.....	.....	.....	.....	200 00	.....	200 00	200 00	150 00	750 00
.....	.....	.....	.....	200 00	.....	200 00	200 00	150 00	750 00
.....	.....	.....	.....	200 00	.....	200 00	200 00	150 00	750 00
500 00	180 00	.....	.....	250 00	.....	100 00	.....	.....	2730 00
300 00	.....	.....	.....	250 00	.....	580 00	400 00	.....	2630 00
.....	180 00	.....	.....	300 00	.....	400 00	.....	.....	1180 00
300 00	180 00	.....	.....	300 00	.....	.....	.....	.....	1080 00
500 00	188 00	.....	.....	500 00	.....	600 00	400 00	400 00	3088 00
.....	180 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	180 00
.....	.....	900 00	1500 00	.....	.....	.....	.....	.....	2400 00
.....	.....	100 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	100 00
.....	.....	.....	.....	500 00	.....	220 00	.....	.....	720 00
.....	.....	.....	.....	600 00	.....	.....	.....	400 00	1000 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	81 00	400 00	400 00	881 00
600 00	250 00	200 00	.....	500 00	.....	325 03	200 00	200 00	3475 03
600 00	.....	700 00	.....	450 00	.....	150 00	.....	.....	8200 00
600 00	300 00	300 00	.....	550 00	.....	450 00	1300 00	1200 00	10300 00
400 00	450 00	300 00	.....	800 00	.....	1249 38	.....	.....	4399 38
600 00	500 00	1800 00	.....	2000 00	.....	.....	.....	.....	11500 00
400 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	400 00
.....	300 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	300 00
7500 00	5183 00	8100 00	3700 00	15811 79	898 00	11296 80	6825 00	7400 00	116658 59

N° 1.—ÉTAT de la Répartition du Fonds

LA

Montant des deniers octroyés

Nom du Comté.	Noms des chemins, ponts, etc., sur lesquels l'ouvrage a été fait.	1854	1855	1856	1857
	Rapporté.....	\$ 23876 00	\$ 4800 00	\$ 9268 00	\$ 12400 00
L'ISLET.....	Chemin Arago.....				
	Divers chemins dont les noms ne paraissent que sous de titres généraux dans les livres de comptes				
MONTMAGNY.....	Chemin St. Pierre.....	800 00	800 00	600 00	800 00
	" St. Thomas.....		1200 00	600 00	1600 00
	" du Cap St. Ignace, connu maintenant sous le nom de chemin de l'Anse à Giles.....				
	Chemin de St. Thomas à l'Anse à Giles.....				
	Divers chemins dont les noms ne paraissent que sous des titres généraux dans les livres de comptes				
	Chemin Beaubien				
	" Sirois				
	" St. François				
	Pont Morigeau et pont de la Rivière du Sud				
BELLE-CHASSE..	Chemin Armagh.....	1200 00	400 00	400 00	600 00
	" Buckland	2200 00	1000 00	1000 00	1000 00
	Pont St. Raphaël dans Buckland				200 00
	Pour la construction d'un pont dans Mailloux, sur le chemin Buckland				
	Pour enlever un amas de bois dans la branche Nord-ouest de la Rivière du Sud, dans le canton Mailloux				
	Chemin dans Mailloux, Roux et Bellechasse.....				
	" Mailloux				
	Total	28876 00	8000 00	11868 00	16600 00
	(*) Chemin Taché.....				4400 00
	" " section Rimouski				
	" " " Kamouraska et l'Islet.....				
	" " " Kamouraska				
	" " " l'Islet.....				
	" " " Montmagny				
	" " " Bellechasse				
	Totaux.....	28876 00	8000 00	11868 00	21000 00

(*) Le grand chemin Taché part de la ligne de division entre la seigneurie de St. Gervais et le canton de Buckland, dans le comté de Bellechasse, et passe à travers les cantons de Buckland, Mailloux, Montminy, Patton, Arago, Gernseau, Lafontaine, Chapais, Palenchaud, Chabot, Puhénégamouk, Armand, Demers, Hocquart, Rondot, Bédard, Chénier, Duquesne, Maspès, Neigetto, Fleuriat et se termine au chemin Matapédia, dans le canton Cabot, comté de Rimouski, distance à peu près de 209 milles. Il traverse par conséquent les comtés de Bellechasse, Montmagny, l'Islet, Kamouraska, Témiscouata et Rimouski.

de Colonisation, de 1854 à 1867 exclusivement.—*Suite.*

GASPÉSIE.

pour les douze dernières années.

1858	1859	1860	1861	1862	1863	1864	1865	1866	Totaux.
\$ 7500 00	\$ 5183 00	\$ 8100 00	\$ 3700 00	\$ 15811 79	\$ 898 00	\$ 11296 80	\$ 6825 00	\$ 7400 00	\$ 116658 50
.....	.....	300 00	.....	600 00	.....	700 00	800 ..	800 ..	3200 00
.....	.....	.....	500 00	.....	.....	.....	.....	.....	500 00
400 00	200 00	200 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	3800 00
800 00	350 00	350 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	4900 00
500 00	250 00	250 00	.....	.....	.....	700 00	700 00	600 00	3000 00
.....	.....	400 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	400 00
.....	.....	.....	800 00	.....	.....	.....	.....	.....	800 00
.....	.....	.....	.....	1400 00	.....	700 00	500 00	600 00	3200 00
.....	.....	.....	.....	300 00	.....	200 00	.....	200 00	700 00
.....	.....	.....	.....	200 00	.....	.....	.....	.....	200 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	658 10	.....	.....	658 10
600 00	400 00	400 00	.....	200 00	.....	.....	400 00	200 00	4800 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	6200 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	200 00
400 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	400 00
200 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	200 00
.....	.....	600 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	600 00
.....	.....	.....	.....	1100 00	85 00	1305 00	800 00	1027 40	4317 40
10400 00	6383 00	10600 00	5000 00	19611 79	983 00	15559 90	10925 00	10827 40	154734 09
5000 ..	3500 00	11200 00	12700 00	.....	.....	.....	600 00	750 00	38150 00
.....	.....	.....	.....	1600 00	288 30	1990 75	1000 00	750 00	4669 05
.....	.....	.....	.....	1500 00	339 00	.....	.....	.....	1830 00
.....	.....	.....	.....	2000 00	42 75	670 59	.....	.....	2713 34
.....	.....	.....	.....	.....	.....	300 00	.....	.....	300 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	400 00	300 00	700 00
.....	.....	.....	.....	400 00	.....	.....	.....	.....	400 00
15400 00	9883 00	21800 00	17700 00	25111 70	1644 05	17561 24	12025 00	12827 40	203496 48

N° 1.—ETAT de la Répartition du Fonds LES CANTONS

Montant des deniers octroyés

Nom du Comté.	Noms des chemins, ponts, etc., sur lesquels l'ouvrage a été fait.	1854	1855	1856	1857
DORCHES- TER.....	Pont de la Famine.....	\$ 2536 51	\$	\$	\$
	Frampton.....	1262 00	.....	.....	.....
	Chemin Frampton.....	600 00	.....	.....	200 00
	Réparations aux côtes à Mimeau.....	.....	400 00	200 00	.....
	Pont de la Rivière à l'eau chaude, dans Standon.....	.....	400 00	.....	.....
	Chemin Frampton à Buckland et Ware.....	.....	.....	600 00	.....
	Réparations aux côtes de Balleyporcen, dans Frampton.....	.....	.....	.....	.....
	Chemins dans St. Etouard de Frampton et Cranbourne.....	.....	.....	.....	.....
	Chemins dont les noms ne paraissent que sous des titres généraux dans les livres de comptes.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Langevin.....	.....	.....	.....	.....
	Etchemin, 2 ^e section.....	.....	.....	.....	.....
	Buckland et Standon.....	.....	.....	.....	.....
	de la grande ligne de Ste. Hénédine, 1 ^{ère} et 2 ^e section.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de la grande ligne de Ste. Marguerite.....	.....	.....	.....	.....
	Buckland.....	.....	.....	.....	.....
	Standon.....	.....	.....	.....	.....
	Frampton et Standon.....	.....	.....	.....	.....
	de St. Etouard de Frampton.....	.....	.....	.....	.....
	des Longues Pointes.....	.....	.....	.....	.....
	Cranbourne et Langevin.....	.....	.....	.....	.....
	de Traverse.....	.....	.....	.....	.....
	Iberville, continuation du chemin St. Lambert, dans Lévis.....	.....	.....	.....	.....
	Pont dans la seconde section du chemin Etchemin.....	.....	.....	.....	.....
	Chemins dans le canton Buckland.....	.....	.....	.....	.....
	Chemins dans la partie Ouest du canton de Frampton.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin des 40 arpents dans Ware.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin du 1 ^{er} rang de St. Malachie.....	.....	.....	.....	.....
	Section Nord-Ouest du chemin central dans Cranbourne.....	.....	.....	.....	.....
	A même les appropriations ci-haut mentionnées des travaux ont été faits sur les chemins et ponts dont les noms suivent :	.....	.....	.....	.....
	Chemin de Frampton au chemin Kempt, Grand chemin de Frampton Est, Chemin de Ste. Claire à Frampton, Pont sur la rivière à Lafleur, sur la rivière Etchemin.....	.....	.....	.....	.....

LÉVIS.....	Chemin de St. Jean Chrysostôme à St. Isidore...	.....	.....	1000 .....	.....
	St. Lambert.....	.....	.....	.....	.....
A reporter.....		4398 51	800 00	1800 00	200 00

de Colonisation, de 1854 à 1867 exclusivement.

DE L'EST.

pour les douze dernières années.

1858	1859	1860	1861	1862	1863	1864	1865	1866	Totaux.
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
									2536 51
									1262 00
									800 00
									600 00
									400 00
200 00									800 00
400 00									400 00
1200 00				400 00					1600 00
	800 00	500 00	1200 00						2500 00
				1450 00		750 00	750 00	800 00	3750 00
				400 00					400 00
				100 00					100 00
				400 00					400 00
				250 00					650 00
						200 00	200 00		100 00
						100 00			100 00
						75 00			75 00
						100 00			100 00
						75 00			75 00
						300 00			300 00
						50 00			50 00
						450 00	200 00	200 00	850 00
							250 00	200 00	450 00
							100 00		100 00
							150 00		150 00
							150 00		150 00
								200 00	200 00
								200 00	200 00
									1000 00
				500 00		500 00	300 00		1300 00
1800 00	800 00	500 00	1200 00	3500 00		2700 00	2100 00	1600 00	21398 51

N° 1.—ÉTAT de la Répartition du Fonds LES CANTONS

Montant des deniers octroyés

Nom du Comté.	Noms des chemins, ponts, etc., sur lesquels l'ouvrage a été fait.	1854	1855	1856	1857
	Rapporté.....	\$ 4398 51	\$ 800 00	\$ 1800 00	\$ 200 00
BEAUCE, ..	Pont de la Rivière Chaudière, à St. François	1400 00	800 00	800 00	800 00
	Chemin Lambton	1200 00	1400 00	600 00	1000 00
	" dans Shenly .....	.....	.....	.....	.....
	" Shenly partant de Lambton .....	.....	.....	.....	.....
	" partant de Lambton et allant à Dorset .....	.....	.....	.....	.....
	Chemins dont les noms ne paraissent que sous des titres généraux dans les livres de comptes .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Gayhurst .....	.....	.....	.....	.....
	" dans Price .....	.....	.....	.....	.....
	" Shenly .....	.....	.....	.....	.....
	Chemins Jersey au lac Mégantic .....	.....	.....	.....	.....
	" de France Boucher .....	.....	.....	.....	.....
	" Adstock .....	.....	.....	.....	.....
	" de la rivière aux Bluets .....	.....	.....	.....	.....
	" du lac St. François, section Beauce .....	.....	.....	.....	.....
	A même les appropriations ci-haut mentionnées des travaux ont été faits sur le pont St. François.	.....	.....	.....	.....
MÉGANTIC..	Chemin Gosford	900 00	.....	.....	.....
	Déviation au chemin Gosford, afin de pouvoir passer sur le pont construit sur la rivière Palmer .....	.....	.....	.....	.....
	Réparations aux côtes dans le chemin Craig	400 00	.....	.....	.....
	Chemin de Somerset à Halifax	1400 00	.....	.....	.....
	" du poste de la rivière Noire	500 00	.....	.....	600 00
	Pont sur la rivière Osgoode .....	.....	80 00	.....	.....
	Chemin Ballantyne au chemin GlenLloyd .....	.....	1200 00	1200 00	1000 00
	" Ste. Sophie, dans Halifax .....	.....	.....	.....	600 00
	" GlenLloyd .....	.....	.....	.....	.....
	" Lac William, autrement appelé « chemin Poudrier » .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Craig, partie dépensée dans le comté de Lotbinière .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin partant de la rivière au Saumon allant au lac Mégantic .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de Ste. Sophie à St. Ferdinand, dans Halifax .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de Harvey-Hill au moulin Méthot .....	.....	.....	.....	.....
	" du lac St. François, section Mégantic .....	.....	.....	.....	.....
	" partant de Kinnear, dans Leeds, et passant à travers Thetford, vers Adstock .....	.....	.....	.....	.....
	Réparations des dommages faits en l'hiver 1866 au pont de la rivière Palmer .....	.....	.....	.....	.....
	A reporter.....	10198 51	3480 00	4400 00	3400 00

de Colonisation, de 1854 à 1867 exclusivement.—*Suite.*

DE L'EST.

pour les douze dernières années.

1858	1859	1860	1861	1862	1863	1864	1865	1866	Totaux.
\$ 1800 00	\$ 800 00	\$ 500 00	\$ 1200 00	\$ 3500 00	\$	\$ 2700 00	\$ 2100 00	\$ 1600 00	\$ 21398 51
800 00	200 00								2200 00
800 00	600 00								5200 00
		600 00							600 00
		300 00							600 00
									300 00
			225 00						225 00
				800 00		400 00	400 00	300 00	1900 00
								200 00	200 00
				800 00					800 00
				800 00		600 00	400 00	500 00	2300 00
				400 00		300 00			700 00
				100 00		400 00	300 00		800 00
				300 00					300 00
						600 00	400 00	400 00	1400 00
									900 00
							300 00		300 00
									400 00
									1400 00
300 00									1400 00
									80 00
									3400 00
									600 00
1000 00	500 00	600 00		1200 00			200 00		3500 00
	200 00								200 00
	500 00								500 00
		500 00							500 00
				600 00		400 00			1000 00
				1000 00		850 00	200 00		2050 00
							700 00	600 00	1300 00
								600 00	600 00
								200 00	200 00
3900 00	2800 00	2500 00	1425 00	9500 00		6250 00	5000 00	4400 00	57253 51

N° 1.—ÉTAT de la Répartition du Fonds LES CANTONS

Montant des deniers octroyés

Nom du Comté.	Noms des chemins, ponts, etc., sur lesquels l'ouvrage a été fait.	1854	1855	1856	1857
	Rapporté.....	\$ 10198 51	\$ 3480 00	\$ 4400 00	\$ 3400 00
MONT- NÈRE	A même les appropriations ci-haut mentionnées des travaux ont été faits au chemin de la Grosse-Isle et au chemin du 8e rang de Ste. Julie de Somerset.				
	Chemin Ste. Croix	1600 00	400 00	800 00	600 00
	du poste de Méthot à Harvey Hill .....	.....	.....	.....	.....
NICOLET....	Chemin Aston, partie des deniers a été dépensée dans le comté d'Arthabaska	1600 00	800 00	600 00	540 00
	Chemin Maddington, partie des deniers a été dépensée dans le comté d'Arthabaska	200 00	.....	600 00	800 00
	Chemin partant de Maddington et allant aux chemins d'Aston .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin partant du chemin Prince, dans Aston, et allant à la mission de Missouri .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de Ste. Eulalie et St. Vincelas .....	.....	.....	.....	.....
	du Maddington et Aston .....	.....	.....	.....	.....
	du Gentilly et Ste. Gertrude .....	.....	.....	.....	.....
	du St. Vincelas .....	.....	.....	.....	.....
	Savane de St. Vincelas .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de la grande ligne d'Aston, dans Horton du 12e et 14e rang de Maddington .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de la chapelle de St. Léonard à la station d'Aston .....	.....	.....	.....	.....
	Route Bellerive .....	.....	.....	.....	.....
NICOLET ET ARTHA- BASKA.....	Chemin du 10e rang dans Aston .....	.....	.....	.....	.....
	Pont sur la rivière Nicolet, section Sud-Ouest...	.....	.....	.....	.....
ARTHABASKA ET DRUMMOND.	Chemin dans Horton .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Maddington	1200 00	.....	.....	.....
	du Blandford	1200 00	.....	.....	.....
	de la ligne de division de Wendover et Simpson aux établissements de Héroux dans Warwick .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin partant du poste de Warwick et passant à travers Tingwick .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de Chester Est, en continuation du chemin St. Norbert .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de Stanford, dans Princeville .....	.....	.....	.....	.....
	du de Chester et Ham, passant à travers le 11e rang de Tingwick .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de Drummondville et Arthabaska .....	.....	.....	.....	.....
	de Tingwick se dirigeant vers Trois- Rivières .....	.....	.....	.....	.....
	A reporter.....	15998 51	4680 00	6400 00	5340 00

de Colonisation, de 1854 à 1867 exclusivement.—*Suite.*

DE L'EST.

pour les douze dernières années.

1858	1859	1860	1861	1862	1863	1864	1865	1866	Totaux.
\$ 3900 00	\$ 2800 00	\$ 2500 00	\$ 1425 00	\$ 9500 00	\$	\$ 6250 00	\$ 5000 00	\$ 4400 00	\$ 57253 51
400 00	1000 00	.....	1000 00	.....	400 00	3800 00 2400 00
600 00	4140 00
.....	120 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1720 00
.....	300 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	300 00
.....	100 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	100 00
.....	200 00	.....	.....	.....	.....	200 00
.....	800 00	.....	.....	.....	.....	800 00
.....	400 00	.....	.....	.....	.....	500 00
.....	150 00	.....	.....	150 00
.....	550 00	200 00	.....	750 00
.....	300 00	300 00	.....	600 00
.....	400 00	400 00	400 00	1200 00
.....	200 00	.....	200 00
.....	200 00	300 00	500 00
.....	200 00	200 00
.....	200 00	200 00
.....	500 00	500 00
200 00	1400 00 1200 00
1000 00	1000 00
400 00	400 00
200 00	200 00
200 00	200 00
200 00	150 00	350 00
.....	750 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	750 00
.....	750 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	750 00
7100 00	4420 00	2900 00	1425 00	11900 00	.....	8650 00	6400 00	6550 00	81763 51

N° 1.—ÉTAT de la Répartition du Fonds LES CANTONS

Montant des deniers octroyés

Nom du Comté.	Noms des chemins, ponts, etc., sur lesquels l'ouvrage a été fait.	1854	1855	1856	1857
ARTHABASKA ET DRUMMOND.	Rapporté.....	\$ 15998 51	\$ 4680 00	\$ 6400 00	\$ 5340 00
	Chemin partant de St. Guillaume et allant à St. Bonaventure.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin partant du poste d'Upton et allant à Drummondville.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin partant du poste de Durham et allant vers le chemin Hughes.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Craig, dans Tingwick et Chester.....	.....	.....	.....	.....
	partant de Stanfold et allant à Bulstrode.	.....	.....	.....	.....
	Chemin partant du poste d'Arthabaska et allant à Aston.....	.....	.....	.....	.....
	Chemins dont les noms ne paraissent que sous des titres généraux dans les livres de comptes.	.....	.....	.....	.....
	Chemin de Warwick et St. Albert, et Warwick et Tingwick.....	.....	.....	.....	.....
	de la grande ligne d'Aston.....	.....	.....	.....	.....
	de Maddington et des Trois-Rivières.....	.....	.....	.....	.....
	de Chester Est.....	.....	.....	.....	.....
	Craig, dans Chester Ouest.....	.....	.....	.....	.....
	d'Aston et St. Albert.....	.....	.....	.....	.....
	St. Guillaume.....	.....	.....	.....	.....
	St. Bonaventure.....	.....	.....	.....	.....
	de Durham et d'Ely Nord.....	.....	.....	.....	.....
	de Wickham, du dépôt d'Acton.....	.....	.....	.....	.....
	de Drummond et Arthabaska.....	.....	.....	.....	.....
	Chemins dans Kingsey.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de Durham et Acton.....	.....	.....	.....	.....
	d'Arthabaska et de Bulstrode.....	.....	.....	.....	.....
	du village de Durham.....	.....	.....	.....	.....
	de l'Avenir.....	.....	.....	.....	.....
	Cherrier et Tingwick.....	.....	.....	.....	.....
	Central de Durham.....	.....	.....	.....	.....
	Chemins dans Horton.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de Bulstrode à Victoriaville.....	.....	.....	.....	.....
	St. Germain et St. Jean l'Evangéliste, dans Wickham.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Lupien et St. Guillaume.....	.....	.....	.....	.....
	de l'Île, dans Horton et Simpson.....	.....	.....	.....	.....
	Lupien.....	.....	.....	.....	.....
	de Tingwick et Wotton.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de Bulstrode et Warwick.....	.....	.....	.....	.....
	de Stanfold et Victoriaville.....	.....	.....	.....	.....
	A même les appropriations ci-haut mentionnées des travaux ont été faits sur les chemins dont les noms suivent, savoir :	.....	.....	.....	.....
	Chemin de Chestersham, partie des deniers a été dépensée dans Wolfe.	.....	.....	.....	.....
	Chemin du 10e rang de Durham.	.....	.....	.....	.....
	du poste d'Arthabaska à Stanfold.	.....	.....	.....	.....
	de Bulstrode à Aston.	.....	.....	.....	.....
A reporter.....		15998 51	4680 00	6400 00	5340 00

de Colonisation, de 1854 à 1867 exclusivement.—*Suite.*

DE L'EST.

pour les douze dernières années.

1858	1859	1860	1861	1862	1863	1864	1865	1866	Totaux.
\$ 7100 00	\$ 4420 00	\$ 2900 00	\$ 1425 00	\$ 11900 00	\$	\$ 8650 00	\$ 6400 00	\$ 6550 00	\$ 81763 51
.....	200 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	200 00
.....	300 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	300 00
.....	300 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	300 00
.....	400 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	400 00
.....	100 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	100 00
.....	200 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	200 00
.....	3000 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	3000 00
.....	.....	.....	.....	800 00	.....	.....	.....	.....	800 00
.....	.....	.....	.....	400 00	.....	.....	.....	.....	400 00
.....	.....	.....	.....	400 00	.....	.....	.....	.....	400 00
.....	.....	.....	.....	200 00	.....	.....	.....	.....	200 00
.....	.....	.....	.....	400 00	.....	200 00	.....	.....	600 00
.....	.....	.....	.....	300 00	.....	.....	.....	.....	300 00
.....	.....	.....	.....	200 00	.....	.....	.....	.....	200 00
.....	.....	.....	.....	200 00	.....	.....	250 00	.....	450 00
.....	.....	.....	.....	400 00	.....	.....	.....	.....	400 00
.....	.....	.....	.....	400 00	200	.....	.....	.....	600 00
.....	.....	.....	.....	400 00	.....	.....	.....	.....	400 00
.....	.....	.....	.....	400 00	.....	.....	.....	.....	400 00
.....	.....	.....	.....	200 00	.....	.....	.....	.....	200 00
.....	.....	.....	.....	200 00	.....	.....	.....	.....	200 00
.....	.....	.....	.....	200 00	.....	.....	.....	.....	200 00
.....	.....	.....	.....	200 00	200 00	.....	.....	.....	400 00
.....	.....	.....	.....	.....	150 00	150 00	300 00	.....	600 00
.....	.....	.....	.....	.....	200 00	.....	.....	400 00	600 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	300 00	.....	.....	300 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	200 00	250 00	.....	450 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	200 00	200 00	300 00	700 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	200 00	.....	.....	200 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	150 00	.....	150 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	200 00	.....	200 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	250 00	.....	250 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	100 00	100 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	150 00	150 00
7100 00	5920 00	5900 00	1425 00	17200 00	750 00	9900 00	8000 00	7500 00	96113 51

N° 1.—ÉTAT de la Répartition du Fonds LES CANTONS

Montant des deniers octroyés

Nom du Comté.	Noms des chemins, ponts, etc., sur lesquels l'ouvrage a été fait.	1854	1855	1856	1857
	Rapporté.....	\$ 15998 51	\$ 4680 00	\$ 6400 00	\$ 5340 00
	Chemin de Ham à Tingwick.				
	• de l'église de Tingwick à Hall's Town.				
	• de la chapelle de Bulstrode au village Héroux, dans Warwick.				
	Chemin en arrière de Kingsey.				
	• de la station du chemin de fer de Dur- ham à Ely Nord.				
WOLFE & RICHMOND.	Chemin Ham et Wolfestown.....	300 00			
	• Gosford		200 00		
	• Weedon et Garthly.		800 00	1200 00	400 00
	• Mégantic				
	• dans Weedon				
	• de Windsor et Wotton				
	• partant de l'église de Weedon				
	• de Weedon à Tingwick				
	• Wotton passant à travers le canton de Ham à Wolfestown				
	Chemin de Sherbrooke à Dudswell				
	Chemins dont les noms ne paraissent que sous des titres généraux dans les livres de comptes.				
	Chemin de Weedon et Ham				
	• de Wotton et Wolfestown				
	• de St. Camille et Dudswell				
	• de Stratford et Weedon				
	• Melbourne				
	• de Stoke et Wotton				
	Pont sur la rivière St. François, dans Weedon.				
	Chemin Brampton				
COMPTON..	Chemin Mégantic		4000 00		2000 00
	• Compton			2000	
	• St. François				400 00
	• du ruisseau à la Loure (Otter Brook).				
	• Hereford				
	Partie du chemin de Westbury, de Eaton à Dudswell				
	Chemin St. François, depuis la ligne du canton de Tingwick à aller à la ligne de Lambton.				
	Pour terminer 2 milles de savanne situés sur le même chemin près de la ferme de J. McIver.				
	Chemin de Hampden et Ditton				
	• de Bureauville, (une partie des deniers a été dépensée dans Stanstead)				
	Chemin Parquetteville				
	• de Hereford et Auckland				
	A reporter	16298 51	9680 00	9600 00	8140 00

N° 1.—ÉTAT de la Répartition du Fonds

LES CANTONS

Montant des deniers octroyés

Nom du Comté.	Noms des chemins, ponts, etc., sur lesquels l'ouvrage a été fait.	1854	1855	1856	1857
		\$	\$	\$	\$
COMPTON....	Rapporté.....	16298 51	9680 0	9600 00	8140 00
	Pont de la rivière au Saumon.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Marston.....	.....	.....	.....	.....
	Intersection au chemin de Newport.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Marston, Clinton et Woburn.....	.....	.....	.....	.....
	Ditton et Chesham.....	.....	.....	.....	.....
	Newport.....	.....	.....	.....	.....
STAN-STEAD...	Chemin dit « Grand chemin Central Est, » (des cantons de l'Est,) dans Barnston, Main Eastern Township Road.....	.....	.....	.....	.....
	Roxton et Ely.....	800 00	.....	.....	.....
	Stukely.....	.....	800 0	.....	.....
	Ely.....	.....	800 0	.....	.....
	de Bonallie.....	.....	.....	.....	.....
	Chemins dont les noms ne paraissent que sous des titres généraux dans les livres de comptes.	.....	.....	.....	.....
	Chemin de Stukely et Melbourne à Ely.....	.....	.....	.....	.....
	de Ely Nord, (chemin dit « de Montréal »)	.....	.....	.....	.....
	de Stukely Nord, (autrement appelé « chemin de Graveline »).....	.....	.....	.....	.....
	Nouvelle sortie au chemin de Montréal.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Granby.....	.....	.....	.....	.....
BROME.....	Brome.....	.....	.....	2000 00	2000 00
	Bolton.....	.....	.....	.....	.....
	Potton.....	.....	.....	.....	.....
	traversant les montagnes de Bolton.....	.....	.....	.....	.....
	de Potton et Sutton.....	.....	.....	.....	.....
	Chemins dont les noms ne paraissent que sous des titres généraux dans les livres de comptes.	.....	.....	.....	.....
	Chemin de la vallée de Sutton ; 2 ^e section, partie qui se trouve entre Brome Corner et Sutton Flats.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de la vallée de Sutton ; 4 ^e section, partie qui se trouve entre Glen, Sutton et Potton, autrement appelé chemin de la rivière Missisquoi.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin partant de Adamsville, dans Farnham Est, et allant à la station St. George.....	.....	.....	.....	.....
SHER-BROOKE..	Chemin dans Oxford.....	600 00	.....	.....	.....
BEAUFORT.....	du Portage.....	.....	.....	.....	.....
BEAUFORT.....	de la Nouvelle Islande.....	.....	.....	.....	.....
LES CANTONS DE L'EST...	Woodon.....	.....	.....	.....	.....
	Négantic.....	.....	.....	.....	.....
	St. François.....	20000 00	8000 0	8000 00	.....
	Chester.....	.....	.....	.....	.....
	Gayhurst.....	.....	.....	.....	.....
	Totaux.....	37698 51	19280 0	19600 00	10140 00

de Colonisation, de 1854 à 1867 exclusivement.—*Suite.*

DE L'EST.

pour les douze dernières années.

1858	1859	1860	1861	1862	1863	1864	1865	1866	Totaux.
\$ 10200 00	\$ 7220 00	\$ 8750 00	\$ 1975 00	\$ 30815 00	\$ 1289 85	\$ 13250 00	\$ 11000 00	\$ 10880 95	\$ 138900 24
.....	200 00	300 00	.....	500 00
.....	500 00	300 00	.....	800 00
.....	200 00	.....	200 00
.....	400 00	400 00
.....	400 00	400 00
.....	200 00	200 00
800 00	800 00
.....	800 00
.....	800 00
1400 00	800 00
.....	1400 00
.....	300 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	300 00
.....	800 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	800 00
.....	400 00	.....	200 00	200 00	200 00	1000 00
.....	400 00	.....	.....	.....	.....	400 00
.....	200 00	.....	200 00
.....	400 00	.....	400 00
560 43	4560 43
1000 00	1200 00	.....	.....	.....	.....	2200 00
500 00	500 00
.....	200 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	200 00
.....	250 00	.....	.....	200 00	.....	200 00	200 00	300 00	1150 00
.....	800 00	400 00	.....	.....	.....	.....	.....	1200 00
.....	400 00	.....	.....	400 00
.....	200 00	200 00	.....	400 00
.....	200 00	.....	300 00	500 00
.....	600 00
.....	400 00	.....	50 00	.....	.....	450 00
.....	300 00	200 00	.....	500 00
.....	7500 00	.....	.....	.....	.....	.....	43500 00
14460 43	7670 00	10650 00	9875 00	33215 93	1289 85	15500 00	12800 00	13080 00	205260 67

N° 1.—ÉTAT de la Répartition du Fonds L'OUTA-

Montant des deniers octroyés

Nom du Comté.	Noms des chemins, ponts, etc., sur lesquels l'ouvrage a été fait.	1854	1855	1856	1857
TERRÉ-BONNE.....		\$	\$	\$	\$
	Chemin Morin et Howard.....	800 00	.....	.....	.....
	du Lac à la Truite.....	2400 00	.....	.....	800 00
	Pont de la Grande Chute.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin du Lac Rond.....	800 00	.....	.....	.....
	de la Montagne du Sauvage.....	500 00	.....	.....	.....
	Abercrombie, Morin et Wexford.....	.....	.....	.....	.....
	Morin.....	.....	.....	.....	.....
	Pont de St. Sauveur.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de Ste. Agathe des Monts, dans le canton Wolfe.....	.....	.....	.....	.....
	Pont de Shaw.....	.....	.....	.....	.....
	sur la Rivière du Nord.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Kilkenny et Wexford.....	.....	.....	.....	.....
	Masson.....	.....	.....	.....	.....
LES DEUX-MONTAGNES.....					
	Pont sur la rivière du Nord.....	.....	800	.....	.....
	Chemin du pont de St. Columban et de Gore.....	.....	.....	.....	.....
	St. Columban.....	.....	.....	.....	.....
	Valleyfield, partant du pont de la rivière du Nord au bout de la côte St. Rémi et communiquant à Valleyfield.....	.....	.....	.....	.....
VAU-DREUIL.....					
	Chemin dans Newton.....	.....	.....	600 00	.....
	Divers chemins dont les noms ne paraissent que sous des titres généraux dans les livres de comptes.....	.....	.....	.....	.....
	Pont Rigaud.....	.....	.....	.....	.....
ARGENTUEIL.....					
	Chemin Wentworth.....	800 00	400	.....	.....
	Harrington.....	800 00	.....	.....	.....
	de Grenville à Montcalm.....	.....	400	.....	.....
	vers Howard en arrière de la Chute.....	400 00	.....	.....	.....
	de Dalesville à Harrington et Wentworth.....	.....	200	.....	.....
	Pont de la rivière Rouge.....	.....	.....	4000 00	.....
	Chemin de Dalesville aux Rapides de Beeven.....	.....	.....	.....	800 00
	de la Rivière du Nord aux moulins d'Arnold.....	.....	.....	.....	400 00
	de Chatham et Howard.....	.....	.....	.....	.....
	de sortie des Mille-Isles.....	.....	.....	.....	.....
	du Lac à la Truite.....	.....	.....	.....	.....
	dans le canton Morin.....	.....	.....	.....	.....
	Divers chemins dont les noms ne paraissent que sous des titres généraux dans les livres de comptes.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin partant de la rivière Rouge et allant au canton Amherst.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de Grenville et Arundel, section Grenville.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de Grenville et Arundel, section Harrington.....	.....	.....	.....	.....
	A reporter.....	6000 00	1800 00	4600 00	2000 00

de Colonisation de 1854 à 1867 exclusivement.

OUAIS.

pour les douze dernières années.

1858	1859	1860	1861	1862	1863	1864	1865	1866	Totalx.
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
									800 00
									3200 00
250 00									250 00
									300 00
									500 00
				1000 00		465 75			1465 75
				1100 00					1100 00
				268 22					268 22
				400 00					400 00
						800 00			800 00
						403 25			403 25
							400 00	400 00	800 00
								1100 00	1100 00
									800 00
500 00									500 00
		400 00		300 00		300 00	150 00		1150 00
				800 00		300 00	150 00		1250 00
				200 00					800 00
			200 00						200 00
				600 00					600 00
	100 00								1300 00
									800 00
									400 00
									400 00
									200 00
	200 00								4000 00
									1000 00
	100 00								500 00
1300 00		800 00	500 00						2600 00
	550 00								550 00
				150 00		100 00	100 00	98 00	448 00
				150 00		100 00		100 00	350 00
2050 00	950 00	1200 00	700 00	4969 22		2469 00	800 00	1698 00	29236 22

N^o 1.—ÉTAT de la Répartition du Fonds L'OUTA-

Montant des deniers octroyés

Nom du Comté.	Noms des chemins, ponts, etc., sur lesquels l'ouvrage a été fait.	1854	1855	1856	1857
ARGEN- TEUIL.....	Rapporté.....	\$ 6000 00	\$ 1800 00	\$ 4600 00	\$ 2000 00
	Chemin de Chatham et Wentworth, section Chatham .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Chatham et Wentworth, 9e et 10e rangs de la section Chatham .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Chatham et Wentworth, de la section Wentworth .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Chatham et Wentworth, ligne ouest de la section Wentworth .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Argenteuil, section Argenteuil .....	.....	.....	.....	.....
	" " " Gore .....	.....	.....	.....	.....
	" " " Morin .....	.....	.....	.....	.....
	" " " de la sortie de l'Est, section Wentworth .....	.....	.....	.....	.....
	" " " St. Columban .....	.....	.....	.....	.....
	" " " Grenville et Amherst .....	.....	.....	.....	.....
	" " " Argenteuil, section Est de Morin .....	.....	.....	.....	.....
	Pont sur la Rivière du Nord, à St. André, dans le chemin de la sortie de l'Est .....	.....	.....	.....	.....
	Pont de la Rivière au Diable .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Argenteuil, section Mille-Isles .....	.....	.....	.....	.....
	" " " de la sortie de l'Est, section Ste. Angélique .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de la Rivière du Nord et de Lakesfield .....	.....	.....	.....	.....
	" " " dans la ligne de côté .....	.....	.....	.....	.....
	" " " de la section Grenville, le long de la ligne Est de Grenville .....	.....	.....	.....	.....
	A même les appropriations ci-haut mentionnées, des travaux ont été faits sur les chemins dont les noms suivent, savoir :	.....	.....	.....	.....
	Chemin de Crooksmill, à Montcalm et Arundel .....	.....	.....	.....	.....
	" " " de la Chûte à Wentworth .....	.....	.....	.....	.....
	" " " de West Gore .....	.....	.....	.....	.....
ARGENTEUIL ET OTTAWA..	Chemin Amherst, .....	.....	.....	.....	.....
OTTAWA....	" " " St. André Avelin, do	900 00	.....	.....	.....
	" " " Lochaber, do	720 00	.....	.....	.....
	" " " Buckingham, do	1800 00	.....	.....	.....
	" " " Derry, do	600 00	.....	.....	.....
	" " " Templeton, do	600 00	.....	.....	300
	" " " de la Rivière du Désert, do	3600 00	.....	.....	3000
	" " " Onslow et Masham, do	900 00	.....	.....	.....
	" " " du Calumet et de la Rivière à la Loutre,	1500 00	.....	.....	.....
	Ottawa .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin du Calumet au Fort William et à la Rivière Creuse, Ottawa	2400 00	600 00	.....	.....
	Chemin Bristol et Thorne, Ottawa .....	.....	800 00	.....	.....
	" " " de Eardley et Masham, do .....	.....	.....	.....	.....
	" " " du Portage du Fort, Pontiac .....	.....	.....	.....	.....
	Pont sur la Rivière Blanche dans Templeton, Ottawa .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin dans Clareudon partant de la Rivière Ottawa .....	.....	.....	.....	.....
A reporter.....		19020 00	3200 00	4600 00	5300 00

de Colonisation, de 1854 à 1867 exclusivement.—*Suite.*

OUAIS.

pour les douze dernières années.

1858	1859	1860	1861	1862	1863	1864	1865	1866	Totaux.
\$ 2050 00	\$ 950 00	\$ 1200 00	\$ 700 00	\$ 4969 22	\$	\$ 2469 00	\$ 800 00	\$ 1698 00	\$ 29236 22
.....	150 00	.....	75 00	.....	100 00	325 00
.....	100 00	.....	50 00	.....	.....	150 00
.....	150 00	.....	125 00	150 00	200 00	625 00
.....	30 00	.....	.....	.....	.....	30 00
.....	100 00	.....	100 00	100 00	.....	300 00
.....	250 00	.....	.....	.....	200 00	450 00
.....	200 00	.....	100 00	100 00	200 00	600 00
.....	220 00	.....	150 00	.....	.....	370 00
.....	100 00	.....	.....	.....	.....	100 00
.....	600 00	.....	150 00	.....	.....	750 00
.....	50 00	50 00	.....	100 00
.....	250 00	300 00	.....	550 00
.....	150 00	152 00	302 00
.....	100 00	50 00	150 00
.....	100 00	250 00	350 00
.....	100 00	.....	100 00
.....	50 00	.....	50 00
.....	50 00	50 00
.....	200	200 00	400 00
.....	900 00
.....	720 00
.....	1800 00
.....	600 00
.....	900 00
1600 00	600 00	700 00	.....	.....	.....	.....	1300	1400 00	12200 00
.....	900 00
.....	1500 00
1153 76	4153 76
30 10	830 10
400 00	400 00
1000 00	1000 00
.....	125 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	125 00
.....	200 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	200 00
6233 86	1875 00	1900 00	700 00	6869 22	.....	3519 00	3500 00	4500 00	61217 08

N° 1.—ÉTAT de la Répartition du Fonds L'OUTA-

Montant des deniers octroyés

Nom du Comté.	Noms des chemins, ponts, etc., sur lesquels l'ouvrage a été fait.	1854	1855	1856	1857
		\$	\$	\$	\$
OTTAWA....	Rapporté.....	19020 00	3200 00	4600 00	5300 00
	Chemin du Calumet dans Litchfield au Fort	.....	.....	.....	.....
	Coulange dans Mansfield, Pontiac.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Rippon et Hartwell, Ottawa.....	.....	.....	.....	.....
	de la Gatineau, en arrière de Hull, pas-	.....	.....	.....	.....
	sant à travers les cantons Wakefield, Denholm	.....	.....	.....	.....
	et Templeton, Ottawa.....	.....	.....	.....	.....
	Divers chemins dont les noms ne paraissent dans	.....	.....	.....	.....
	les livres de comptes que sous des titres gé-	.....	.....	.....	.....
	raux.....	120 00	.....	.....	.....
OTTAWA et					
PONTIAC ..	Pont sur la Rivière Noire, Pontiac }	.....	.....	.....	.....
	do	.....	.....	.....	.....
	Coulange, do	.....	.....	.....	.....
	Gatineau, do	.....	.....	.....	.....
	Chemin Gatineau et Coulange.	.....	.....	.....	.....
	Wakefield dans Bowman.	.....	.....	.....	.....
	Suffolk.	.....	.....	.....	.....
	Lowe et Pontiac.	.....	.....	.....	.....
	Onslow et Masham.	.....	.....	.....	.....
	Clarendon et Portage.	.....	.....	.....	.....
	Bristol Front.	.....	.....	.....	.....
	Thorne et Addfield.	.....	.....	.....	.....
	Bristol Central.	.....	.....	.....	.....
	Kardley et Masham.	.....	.....	.....	.....
	du Haut-Clarendon.	.....	.....	.....	.....
	Chichester.	.....	.....	.....	.....
	Ponts des Rivières Gatineau et du Désert.	.....	.....	.....	.....
	Chemin Allumette.	.....	.....	.....	.....
	Chemin du Fort William.	.....	.....	.....	.....
	" Allumette et de la Rivière	.....	.....	.....	.....
	Creuse.	.....	.....	.....	.....
	Chemin Leslie et Thorne.	.....	.....	.....	.....
	du Calumet et de la Rivière	.....	.....	.....	.....
	Creuse.	.....	.....	.....	.....
	Chemin de l'Île du Calumet.	.....	.....	.....	.....
	Pont sur le ravin Morrisson.	.....	.....	.....	.....
	Chemin depuis le pont Coulange à aller au	.....	.....	.....	.....
	chemin du Gouvernement.	.....	.....	.....	.....
	Chemin dans Mansfield, Pontiac.	.....	.....	.....	.....
	depuis la ligne divisant Chichester	.....	.....	.....	.....
	et Shoon à aller au Fort William.	.....	.....	.....	.....
	Chemin depuis le pont de la Rivière Noire	.....	.....	.....	.....
	en descendant.	.....	.....	.....	.....
	Chemin de l'Île du Calumet.	.....	.....	.....	.....
	du Calumet et de la Rivière Creuse.	.....	.....	.....	.....
	depuis le chemin du Gouvernement	.....	.....	.....	.....
	qui passe au front de Litchfield à aller aux	.....	.....	.....	.....
	établissements en arrière, gagnant vers	.....	.....	.....	.....
	Thorne et Leslie.	.....	.....	.....	.....
	Des travaux ont été faits sur le pont Kazabean	.....	.....	.....	.....
	à même les appropriations ci-haut mention-	.....	.....	.....	.....
	nées.....	.....	.....	.....	.....
		19140 00	3200 00	4600 00	5300 00

N° 1.—ÉTAT de la Répartition du Fonds

LE ST.

Montant des deniers octroyés

Nom du Comté.	Noms des chemins, ponts, etc., sur lesquels l'ouvrage a été fait.	1854	1855	1856	1857
PORTNEUF.	Chemin Alton	\$ 2000 00	\$	\$	\$ 800 00
	" Gosford	2000 00	.....	.....	.....
	Pont St. Casimir sur la Rivière Ste. Anne.....	.....	3000 00	.....	.....
	Chemin Rocmont.....	.....	.....	.....	800 00
	Continuation du chemin Bélair jusqu'à Ste. Catherine .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin St. Bazile.....	.....	.....	.....	.....
	Divers chemins dont les noms ne paraissent que sous des titres généraux dans les livres de comptes.....	.....	.....	.....	.....
	Pont de la Rivière Ste. Anne .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Valcartier à St. Raymond dans le canton Gosford, environ 10 milles de long....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Colbert.....	.....	.....	.....	.....
	" Montauban .....	.....	.....	.....	.....
	" entre le petit rang, et le 4e rang de Ste. Catherine de Fossambault.....	.....	.....	.....	.....
	Exploration d'un chemin projeté dans le canton .....	.....	.....	.....	.....
CHAM-PLAIN	Chemin du Lac Cossette.....	.....	1600 00	.....	.....
	" Radnor, ou chemin des Grandes Piles...	.....	.....	1600 00	1600 00
	" des Piles .....	.....	.....	2582 43	800 00
	" de Tite .....	.....	.....	.....	.....
	Pont dans le chemin St. Tite .....	.....	.....	.....	.....
	Divers chemins dont les noms ne paraissent que sous des titres généraux dans les livres de comptes.....	.....	.....	.....	.....
	Pont Batiscan à St. Stanislas.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin St. Maurice.....	.....	.....	.....	.....
	" St. Narcisse et St. Maurice.....	.....	.....	.....	.....
	" St. Stanislas et St. Prosper.....	.....	.....	.....	.....
ST. MAURICE.....	" St. Narcisse à la côte St. Paul .....	.....	.....	.....	.....
	" Madeleine .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Caxton, partie des deniers a été dépensée dans le comté de Maskinongé.....	2400 00	1447 60	.....	1200 00
	Chemin Mantawa .....	.....	.....	.....	1500 00
	" du Moulin Magnan entre les 3e et 4e rangs de Shawanigan.....	.....	.....	.....	.....
	Chemins des sources de St. Léon, partie des deniers a été dépensée dans le comté de Maskinongé .....	.....	.....	.....	.....
	Divers chemins dont les noms ne paraissent que sous des titres généraux dans les livres de comptes .....	.....	.....	.....	.....
A reporter.....		6400 00	6047 60	4182 43	8700 00

de Colonisation, de 1854 à 1867 exclusivement.

MAURICE.

pour les douze dernières années.

1858	1859	1860	1861	1862	1863	1864	1865	1866	Totaux.
\$ 400 00	\$ 200 00	\$ 00 00	\$ 00 00	\$ 00 00	\$ 00 00	\$ 00 00	\$ 00 00	\$ 00 00	\$ 3400 00
									2000 00
									3000 00
									800 00
	150 00			600 00					750 00
	200 00	200 00							400 00
			500 00						500 00
				400 00			400 00		800 00
				700 00		500 00	400 00	600 00	2200 00
				400 00		600 00	400 00	500 00	1900 00
				600 00		300 00	200 00		1100 00
				200 00					200 00
								300 00	300 00
									1600 00
	450 00							250 00	3900 00
1000 00	250 00			500 00		300 00	250 00		5682 43
		400 00		500 00		1050 00	350 00	400 00	2700 00
		400 00							400 00
			500 00						500 00
				1200 00		400 00	100 00	100 00	1800 00
				3239 50					3239 50
						260 50	250 00	250 00	760 50
						200 00	350 00	200 00	750 00
							100 00	200 00	300 00
								400 00	400 00
600 00									5647 60
									1500 00
400 00				869 36		690 03	400 00		2359 39
	450 00	400 00				200 03	100 00		1150 00
			2500 00	650 00					3150 00
2400 00	1700 00	1400 00	3500 00	9858 86		4500 53	3300 00	3200 00	53189 42

N° 1.—ÉTAT de la Répartition du Fonds

LE ST.

Montant des deniers octroyés

Nom du Comté.	Noms des chemins, ponts, etc., sur lesquels l'ouvrage a été fait.	1854	1855	1856	1857
ST. MAU- RICE.....	Rapporté.....	\$ 6400 00	\$ 6047 60	\$ 4182 43	\$ 6700 00
	Chemin de Hunterstown à St. Etienne, partie des deniers a été dépensée dans le comté de Maskinongé.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin St. Maurice.....	.....	.....	.....	.....
	Pont de la Grande Rivière Yamachiche.....	.....	.....	.....	.....

MASKINON- GÉ.....	Chemin St. Didace.....	800 00	.....	.....	.....
	de Hunterstown et St. Etienne.....	800 00	752 40	.....	400 00
	Pour l'ouverture d'un chemin de St. Didace à Peterborough.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin sur le côté Nord de la Rivière-du- Loup.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de chaque côté de la rivière aux Ecorces.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de la Rivière aux Ecorces.....	.....	.....	.....	.....
	Pont sur la Rivière Massigosh, dans Peter- borough.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin du côté Nord-Est de la Rivière-du-Loup dans Hunterstown.....	.....	.....	.....	.....
BERTHIER..	Chemin Brandon, partie des deniers a été dépensée dans le comté de Joliette.....	1600 00	600 00	800 00	.....
	Chemins partant des cantons Brandon et Joliette, et allant à Mantawa, partie des deniers a été dépensée dans le comté de Joliette.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Alfred et Ste. Catherine.....	.....	.....	.....	.....
BÉRTHIER et JOLIETTE..	Divers chemins dont les noms ne paraissent que sous des titres généraux dans les livres de comptes.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Joliette et Mantawa.....	.....	.....	.....	.....
JOLIETTE ..	Chemin Cathcart.....	2600 00	400 00	.....	.....
	de Joliette à Brandon.....	.....	300 00	.....	.....
	de St. Alphonse de Kildare passant dans les gorges des Montagnes.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Mantawa, partie des deniers a été dépensée dans le comté de Berthier.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de la Rivière l'Assomption.....	.....	.....	.....	.....
	Exploration des terres au Nord de Montréal.....	.....	.....	.....	.....
	A reporter.....	12000 00	8108 00	4982 43	7100 00

de Colonisation, de 1854 à 1867 exclusivement.—*Suite.*

MAURICE.

pour les douze dernières années.

1858	1859	1860	1861	1862	1863	1864	1865	1866	Totaux.
\$ 2400 00	\$ 1700 00	\$ 1400 00	\$ 3500 00	\$ 9858 86	\$	\$ 4500 53	\$ 3300 00	\$ 3200 00	\$ 53189 42
.....	800 00	41 00	.....	300 00	800 00	1900 00
.....	210 00	.....	.....	41 00
.....	240 00
.....	400 00	.....	600 00	69 97	500 00	300 00	400 00	2800 00
.....	2022 37
1000 00	1000 00
.....	300 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	300 00
.....	300 00	.....	550 00	.....	660 00	500 00	400 00	2410 00
.....	100 00	.....	10 00	.....	.....	140 00
.....	400 00	.....	.....	.....	.....	400 00
400 00	881 00	.....	700 00	200 00	200 00	5381 00
.....	800 00	300 00	.....	.....	.....	50 00	.....	.....	1200 00
.....	50 00
.....	800 00	.....	.....	2000 00	2112 38	2251 08	800 00
.....	4363 46
.....	600 00	.....	.....	.....	.....	3600 00
.....	300 00
300 00	400 00	.....	.....	.....	.....	700 00
.....	1560 00	.....	299 75	.....	.....	1859 75
.....	800 25	200 11	300 00	1300 25
.....	500 00	500 00
4100 00	2900 00	2400 00	4300 00	15749 86	110 97	9790 53	6912 38	8051 08	86497 00

N° 1.—ÉTAT de la Répartition du Fonds

LE ST.

Montant des deniers octroyés

Nom du Comté.	Noms des chemins, ponts, etc., sur lesquels l'ouvrage a été fait.	1854	1855	1856	1857
TERREBONNE et MONTCALEM.	Rapporté.....	\$ 12000 00	\$ 8100 00	\$ 4982 43	\$ 7100 00
	Chemin de Kilkenny et Wexford .....	.....	.....	.....	.....
	" Masson .....	.....	.....	.....	.....
	" Chertsey	2400 00	400 00	800 00	400 00
	" Wexford, autrement appelé " chemin Beauport,"	1164 00	.....	.....	.....
	" Kilkenny	520 00	.....	400 00	300 00
	" Cathcart .....	.....	.....	.....	400 00
	Pour remplir les culées du pont du lac Ouareau. Pour améliorer partie du chemin Chertsey entre les 9e, 10e et 11e rangs de Rawdon .....	.....	.....	.....	.....
	Route dans le 7e rang de Kilkenny .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de Kilkenny et Wexford .....	.....	.....	.....	.....
	Pont sur la Rivière l'Achigan .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de l'église de St. Calixte, dans Kilkenny Divers chemins dont les noms ne paraissent que sous des titres généraux dans les livres de comptes .....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de Wexford et Doncaster .....	.....	.....	.....	.....
	" d'Abercrombie et Wexford .....	.....	.....	.....	.....
	" Ste. Julienne .....	.....	.....	.....	.....
	Pont dans le 7e rang de Kilkenny .....	.....	.....	.....	.....
	Des travaux ont été faits à même les appro- priations ci-haut mentionnées, sur le chemin de la ligne Seigneuriale de Lachenaie.	.....	.....	.....	.....
	Totaux	16084 00	8500 00	6182 43	8200 00

de Colonisation de 1854 à 1867 exclusivement.—*Suite.*

MAURICE.

pour les douze dernières années.

1858	1859	1860	1861	1862	1863	1864	1865	1866	Totalx.
\$ 4100 00	2900 00	\$ 2400 00	\$ 4300 00	\$ 15749 86	\$ 110 97	\$ 9790 53	\$ 6912 38	\$ 8051 08	\$ 86497 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	400 00	400 00
.....	75 00	200 00	.....	300 00	.....	.....	275 00	1100 00	1100 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	4850 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1164 00
.....	.....	500 00	.....	700 00	900 00	1000 00	600 00	.....	4920 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	400 00
80 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	80 00
300 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	300 00
400 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	400 00
.....	75 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	75 00
.....	150 00	40 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	190 00
.....	50 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	50 00
.....	.....	.....	400 00	.....	.....	.....	.....	.....	400 00
.....	.....	.....	.....	400 00	.....	.....	.....	.....	400 00
.....	.....	.....	.....	300 00	.....	.....	200 00	.....	500 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	500 00	125 00	.....	625 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	200 00	.....	200 00
4880 00	3250 00	3140 00	4700 00	17449 86	1010 97	11290 53	8112 38	9751 08	102551 00

N° 1.—ÉTAT de la Répartition du Fonds

LE

Montant des deniers octroyés

Nom du Comté.	Noms des chemins, ponts, etc., sur lesquels l'ouvrage a été fait.	1854	1855	1856	1857
CHICOUTIMI ET SAGUENAY..	Chemin Kinogomi, 1re, 2de, 3me et 4me section.	\$ 7000 00	\$ 3200 00	\$ 1600 00	\$ 1600 00
	St. Urbain à la Grande Bale.....	6000 00	.....	.....	.....
	à Ste. Agnès.....	1400 00	.....	.....	.....
	Pont de la Rivière du Moulin.....	.....	1600 00	.....	.....
	Bac sur la Rivière à Valin.....	.....	200 00	.....	.....
	Pont de la Rivière à Mars.....	.....	1600 00	.....	.....
	du Moulin. }.....	.....	.....	.....	.....
	Pont de la Rivière à Mars.....	.....	.....	400 00	.....
	Chemin Sydenham.....	.....	.....	.....	1100 00
	traversant les cantons Harvey, Simard et Tremblay.....	.....	.....	.....	600 00
	Chemin de la Rivière Noire à Tadousac.....	.....	.....	.....	600 00
	Pont du Grand Brûlé sur la Rivière du Moulin.	.....	.....	.....	.....
	Route Fafard.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de l'Anse St. Jean.....	.....	.....	.....	.....
	de l'Anse à l'eau.....	.....	.....	.....	.....
	Pont du beau Portage.....	.....	.....	.....	.....
	de la Rivière aux Sables.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin des Bergeronnes jusqu'à l'embouchure du Saguenay.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de Ste. Marguerite jusqu'à l'embouchure du Saguenay.....	.....	.....	.....	.....
	Divers chemins dont les noms ne paraissent que sous des titres généraux dans les livres de comptes.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Price et Tremblay.....	.....	.....	.....	.....
	Albert.....	.....	.....	.....	.....
	Callière ou chemin de la Rivière Noire.	.....	.....	.....	.....
CHICOUTIMI ET CHARLEVOIX.	Pont Kaskouan.....	.....	.....	.....	.....
	Bac sur la Rivière Métabetchouan.....	.....	.....	.....	.....
SAGUENAY ET CHARLEVOIX.	Chemin Alma.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin St. Urbain.....	.....	1776 94	976 94	2400 00
	Divers chemins dont les noms ne paraissent que sous des titres généraux dans les livres de comptes.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de la Rivière Noire jusqu'à la jonction du Saguenay.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin dont les noms ne paraissent que sous des titres généraux dans les livres de comptes.	.....	.....	.....	.....
	Pont de la Rivière au Canard, (préparation des bois).....	.....	.....	.....	.....
A reporter.....		14400 00	8376 94	2976 94	6300 00

de Colonisation, de 1854 à 1867 exclusivement.—*Suite.*

SAGUENAY.

pour les douze dernières années.

1858	1859	1860	1861	1862	1863	1864	1865	1866	Totaux.
\$ 1600 00	\$ 1000 00	\$ 1500 00	\$	\$ 5300 00	\$	\$ 6800 00	\$ 3750 00	\$ 4249 16	\$ 37599 16
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	6000 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1400 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1600 00
.....	50 00	.....	.....	.....	205 35	.....	.....	.....	455 35
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1600 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	400 00
600 00	175 00	375 00	.....	700 00	.....	.....	750 00	800 00	4300 00
400 00	200 00	300 00	.....	.....	.....	.....	500 00	.....	2000 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	600 00
200 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	200 00
400 00	.....	400 00	.....	12 00	.....	.....	.....	.....	812 00
.....	250 00	.....	.....	500 00	.....	.....	500 00	300 00	1550 00
.....	.....	250 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	250 00
.....	.....	400 00	.....	1000 00	.....	.....	.....	.....	1400 00
.....	.....	400 00	.....	2000 00	.....	300 00	.....	.....	2700 00
.....	.....	150 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	150 00
.....	.....	150 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	150 00
.....	.....	.....	2850 00	.....	.....	.....	.....	.....	2850 00
.....	.....	.....	.....	2100 00	.....	.....	.....	.....	2100 00
.....	.....	.....	.....	1000 00	.....	.....	.....	.....	1000 00
.....	.....	.....	.....	800 00	.....	.....	.....	.....	800 00
.....	.....	.....	.....	1200 00	.....	.....	.....	.....	1200 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	100 00	100 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	500 00	500 00
2400 00	2000 00	2000 00	.....	2500 00	.....	.....	1000 00	1400 00	16453 88
.....	.....	.....	1500 00	.....	.....	.....	.....	.....	1500 00
.....
.....	200 00	400 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	600 00
.....	.....	.....	400 00	.....	.....	.....	.....	.....	400 00
.....	.....	.....	.....	100 00	.....	.....	.....	.....	100 00
5600 00	3875 00	6325 00	4750 00	17212 00	205 35	7100 00	6500 00	7149 16	90770 39

N° 1.—ÉTAT de la Répartition du Fonds.

LE

Montant des deniers octroyés

Nom du Comté.	Noms des chemins, ponts, etc., sur lesquels l'ouvrage a été fait.	1854	1855	1856	1857
	Rapports.....	\$ 14400 00	\$ 8376 94	\$ 2976 94	\$ 6300 00
CHARLEVOIX	Chemin de Settrington et De Sales.....	.....	.....	.....	400 00
	« de la Rivière Noire jusqu'à la jonction du chemin.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin allant des établissements des Caps à la concession Lamartine et à la paroisse de St. François Xavier.....	.....	.....	.....	.....
	Pont de la Rivière du Gouffre dans la paroisse de la Baie St. Paul.....	.....	.....	.....	.....
	Pont sur la Rivière Malbaie dans le chemin St. Urbain.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Malbaie aux établissements Norvégiens.....	.....	.....	.....	.....
	Divers chemins dont les noms ne paraissent que sous des titres généraux dans les livres de comptes.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de St. Laurent au chemin des Caps.....	.....	.....	.....	.....
	Pont du Port aux Quilles.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin St. Urbain.....	.....	.....	.....	.....
	« du Lac du pied des Monts.....	.....	.....	.....	.....
	« des Marais.....	.....	.....	.....	.....
MONTMORENCY	Chemin St. Féréol.....	801 49	.....	.....	300 00
	« Laval jusqu'aux Terres de la Couronne.....	.....	.....	.....	.....
	Pont sur la Rivière à l'Ombrette.....	.....	.....	.....	.....
	Divers chemins dont les noms ne paraissent que sous des titres généraux dans les livres de comptes.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Cauchon.....	.....	.....	.....	.....
QUÉBEC	Côte des Carrières.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin Bélair.....	800 00	200 00	200 00	200 00
	« Stoneham.....	1200 00	800 00	.....	300 00
	« Laval.....	1000 00	1000 00	.....	.....
	« dans Valcartier.....	.....	.....	.....	.....
	« Stoneham et Tewkesbury.....	.....	.....	.....	.....
	« du Lac Laron autrement appelé "chemin du Lac St. Charles.".....	.....	.....	.....	.....
	Chemin du Lac Beauport à Laval.....	.....	.....	.....	.....
	« du Haut Laval; entre les comtés de Montmorency et Québec.....	.....	.....	.....	.....
	Chemin de la Roche Plate | Deux Ponts.....	.....	.....	.....	.....
	Exploration du chemin du Lac St. Jean.....	.....	.....	.....	.....
	Pour le comté de Québec, en faveur des chemins.....	.....	.....	.....	.....
	Total.....	18201 49	10376 94	3176 94	7500 00

de Colonisation, de 1854 à 1867 exclusivement.—*Suite.*

SAGUENAY.

pour les douze dernières années.

1858	1859	1860	1861	1862	1863	1864	1865	1866	Totaux.
\$ 5600 00	\$ 3875 00	\$ 6325 00	\$ 4750 00	\$ 17212 00	\$ 205 35	\$ 7100 00	\$ 6500 00	\$ 7149 06	\$ 90770 39
200 00	200 00	300 00	.....	500 00	.....	600 00	.....	.....	2200 00
400 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	400 00
100 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	100 00
200 00	75 00	.....	.....	1700 00	.....	.....	.....	.....	1875 00
200 00	.....	1000 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1200 00
.....	.....	800 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	800 00
.....	.....	.....	500 00	.....	.....	.....	.....	.....	500 00
.....	.....	.....	.....	200 00	.....	.....	.....	.....	200 00
.....	.....	.....	.....	60 00	.....	.....	.....	.....	60 00
.....	.....	.....	.....	.....	115 00	1106 80	.....	.....	1221 80
.....	.....	.....	.....	.....	.....	300 00	.....	.....	300 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	178 20	.....	.....	178 20
.....	275 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1376 49
150 00	200 00	.....	.....	800 00	.....	.....	.....	.....	1150 00
.....	150 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	150 00
.....	.....	400 00	1600 00	.....	.....	.....	.....	.....	2000 00
.....	.....	.....	.....	1000 00	71 78	1000 00	1200 00	1000 00	4271 78
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	200 00	200 00
400 00	200 00	200 00	.....	125 00	.....	.....	.....	.....	2325 00
600 00	400 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	3300 00
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	2000 00
.....	200 00	200 00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	400 00
.....	.....	600 00	.....	.....	.....	100 00	.....	.....	700 00
.....	.....	.....	.....	1000 00	.....	.....	.....	.....	1000 00
.....	.....	.....	.....	300 00	.....	.....	.....	.....	300 00
.....	.....	.....	.....	300 00	.....	.....	.....	.....	300 00
.....	.....	.....	.....	340 00	.....	.....	.....	.....	340 00
.....	.....	.....	.....	.....	1392 20	.....	1628 99	.....	3021 19
.....	.....	.....	.....	.....	.....	100 00	.....	1232 00	1332 00
7850 00	5575 00	0825 00	6850 00	23537 00	1784 33	10485 00	9328 09	9581 16	124071 85

N° 2.—TABLEAU de la distribution des octrois

Montant des deniers accordés

Noms des Divisions.	Noms des Comtés.	1854	1855	1856	1857
LA GASPÉSIE.....	Gaspé.....	\$ 1600	\$ 1600	\$ 1858	\$ 3080
	Bonaventure.....	1000	1600	1600	2000
	Rimouski.....	8976		1200	700
	Témiscouata.....			1200	2700
	Kamouraska.....	8500	600	2400	2800
	L'Islet.....	3600	800	1000	1200
	Montmagny.....	800	2000	1200	2400
	Bellechasse.....	4400	1400	1400	1800
LES CANTONS DE L'EST.....	Dorchester.....	4398 51	800	800	200
	Lévis.....			1000	
	Beauce.....	2600	1400	1400	1000
	Mégantic.....	3200	1280	1200	2200
	Lotbinière.....	1600	400	800	600
	Nicolet.....	1800	800	1200	1340
	Nicolet et Arthabaska.....				
	Arthabaska et Drummond.....	2400			
	Wolfe et Richmond.....	300	1000	1200	400
	Compton.....		4000	2000	2400
	Stanstead.....				
	Shefford.....	800	1600		
	Brome.....			2000	2000
	Sherbrooke.....	600			
	Beauharnois.....				
	Les cantons de l'Est.....	20000	8000	8000	
L'OUTAOUAIS.....	Terrehonne.....	4000			800
	Les deux Montagnes.....		800		
	Vaudreuil.....			600	
	Argenteuil.....	2000	1000	4000	1200
	Argenteuil et Ottawa.....				
	Ottawa et Pontiac.....	13140	1400		3300
LE ST. MAURICE.....	Portneuf.....	4000	3000		1600
	Champlain.....		1600	4182 43	2400
	St. Maurice.....	2400	1447 60		2700
	Maskinongé.....	1400	752 40		400
	Berthier.....	1600	600	800	
	Berthier et Joliette.....				
	Joliette.....	2600	700		
	Terrebonne et Montcalm.....				
	Montcalm.....	4084	400	1200	1100
LE SAGUENAY.....	Chicoutimi et Saguenay.....	14400	6600	2000	3900
	Chicoutimi et Charlevoix.....		1776 94	976 94	2400
	Saguenay et Charlevoix.....				
	Charlevoix.....				400
	Montmorency.....	801 49			300
	Québec.....	3000	2000	200	500
	Chemin Taché.....				4400
	" " section Rimouski.....				
	" " Kamouraska et l'Islet.....				
	" " Kamouraska.....				
	" " L'Islet.....				
	" " Bellechasse.....				
	" " Montmagny.....				
Totaux.....		120000 00	49356 94	46427 37	52140 00

de Colonisation de 1854 à 1867 exclusivement.

pour les douze dernières années.

1858	1859	1860	1861	1862	1863	1864	1865	1866	Total.
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
1800	600	1300	1400	1430	1430	2241 39	1525	1400	18964 39
1000	1000	1400	800	4410	898	3400	1400	2000	22508
700	875	1100	.....	2971 79	.....	1500	1200	1400	20622 79
1600	908	1000	1500	2700	.....	1981	1200	1 00	15989
2200	1000	1500	.....	2300	.....	2174 41	1500	1400	26374 41
1000	800	2100	500	2600	.....	700	800	800	15900
1700	800	1200	800	1900	.....	2258 10	1200	1400	17658 10
1200	400	1000	.....	1300	85	1305	1200	1227 40	16717 40
1800	800	500	1200	3000	.....	2200	1800	1600	19098 51
800	800	900	225	500	.....	500	300	.....	2300
1300	1200	1100	.....	3200	.....	2300	1500	1400	17525
400	.....	.....	.....	2800	.....	1250	1400	1400	18330
600	120	400	.....	1000	.....	1000	.....	400	6200
.....	.....	.....	.....	1400	.....	1400	1400	1100	11560
2200	3000	3000	.....	5300	750	1250	1600	1100	500
1500	600	1700	550	2900	39 85	2500	2400	2180 95	20600
1800	700	1150	.....	10515 93	500	1550	1400	2200	17270 80
800	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	28015 93
1400	.....	1100	.....	800	.....	200	400	600	800
2060 43	450	800	400	1400	.....	1000	400	600	8900
.....	.....	.....	.....	400	.....	350	200	.....	11110 43
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	600
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	950
.....	.....	.....	7500	.....	.....	.....	.....	.....	43500
250	.....	.....	.....	2769 22	.....	1669	400	1500	11388 22
500	.....	400	.....	1100	.....	600	300	.....	3700
.....	.....	.....	200	800	.....	.....	.....	.....	1600
1300	950	800	500	2200	.....	1250	1300	1400	17900
4183 86	1225	3450	9000	11800	.....	2937 78	200	200	400
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	2700	2800	55936 84
400	550	200	500	2900	.....	1400	1400	1400	17350
1000	700	800	500	5439 50	.....	2210 50	1400	1800	22032 43
1000	450	400	2500	2319 36	41	1130 03	800	800	15987 99
1000	300	700	.....	1650	69 97	1200	800	800	9072 37
400	900	300	.....	881	.....	750	200	200	6631
.....	.....	.....	800	.....	.....	2000	2112 38	2251 8	7163 46
300	.....	.....	.....	2560	.....	1100	200	800	8260
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1500	1500
780	350	740	400	1700	900	1500	1200	200	14554
3200	1675	3925	2850	14612	205 35	7100	5500	5749 16	71716 51
2400	2000	2000	1500	2500	.....	.....	1000	1400	17953 88
.....	200	400	400	100	.....	.....	.....	.....	1100
1100	275	2100	500	2460	115	2185	.....	.....	9135
150	025	400	1600	1800	71 78	1000	1200	1200	9148 27
1000	800	1000	.....	2065	1392 20	200	1628 99	1232	15018 19
5010	3500	11200	12700	.....	.....	.....	600	750	38150
.....	.....	.....	.....	1600	288 30	1030 75	1000	750	4669 05
.....	.....	.....	.....	1500	330	.....	.....	.....	1830
.....	.....	.....	.....	2000	42 75	670 59	.....	.....	2713 34
.....	.....	.....	.....	400	.....	300	.....	.....	300
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	400	300	400
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	700
48824 29	28553 00	50065 00	48825 00	117983 80	5729 20	61293 55	47166 37	50940 52	726305 11

N° 3.—RÉSUMÉ DES

Montant des deniers octroyés pour les chemins.

NOMS DES DIVISIONS.	1854.	1855.	1856.	1857.	1858.
	\$	\$	\$	\$	\$
LA GASPÉSIE.....	28876 00	8000 00	11868 00	21000 00	15400 00
LES CANTONS DE L'EST.....	37698 51	19280 00	19600 00	10140 00	14460 43
L'OUTAOUAIS.....	19140 00	3200 00	4600 00	5300 00	6233 86
LE ST. MAURICE.....	16084 00	8500 00	6182 43	8200 00	4980 00
LE SAGUENAY.....	18201 49	10376 94	8176 94	7500 00	7850 00
Totaux....	120000 00	49356 94	45427 37	52140 00	48824 29

CINQ DIVISIONS.

de Colonisation, de 1854 à 1867 exclusivement.

1859.	1860.	1861.	1862.	1863.	1864.	1865.	1866.	TOTAUX.
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
9883 00	21800 00	17700 00	25111 79	1644 5	17561 24	12025 00	12627 40	203496 48
7670 00	10650 00	9875 00	33215 93	1289 85	15500 00	12800 00	13080 95	205260 67
2175 00	4650 00	9700 00	18669 22	.....	6456 78	4900 00	5900 00	90924 86
3250 00	3140 00	4700 00	17449 86	1010 97	11290 53	8112 38	9751 8	102551 25
5575 00	9825 00	6850 00	23537 00	1784 33	10465 00	9328 99	9581 16	124071 85
28553 00	50065 00	48825 00	117983 80	5729 20	61293 55	47166 37	50940 59	726305 11

Le Bureau de la Colonisation pour la Province de

Date.	Notes explicatives au sujet de ce qui est dû par le Gouvernement Fédéral.	Montants.
1867.		\$
Juillet	1 Par balance dûe sur les deniers appropriés pour la colonisation au 30 juin 1867..... \$11187 96 D'après les comptes publics pour 1867, la balance en faveur des chemins de colonisation pour le Bas-Canada n'est que de 5692 11 Le surplus a été absorbé pour allocations d'inspection du Dr. Boucher de La Bruère, depuis le 1er juillet 1864 jusqu'au 1er juillet 1867 à \$1460 par année et pour salaire d'un clerc extra.....	5495 85
Octobre	2 Par montant payé pour le pont sur la rivière St. François, dans Weedon..... Par montant payé pour allocations d'inspection du Dr. Boucher de La Bruère, depuis le 1er juillet jusqu'au 1er Novembre 1867, 4 mois à \$4 par jour.....	500 00 492 00
Nov.	7 Par montant payé aux conducteurs des chemins de colonisation dans le comté de Bonaventure..... Balance dûe.....	1775 00 2925 11
		\$ 11187 96

Québec, en compte avec le Gouvernement Fédéral.

Date	Noms des Comtés,	Noms des Chemins, Ponts, etc.	Balance dus au 1er juillet 1867.
Juillet.	Montmorency	Chemin Cauchon	\$ 800 00
	Québec	Montant non encore approprié	100 00
	Berthier	Chemin Brandon	24 23
		12e, 13e et 14e rangs	100 00
	Montcalm et Terrebonne...	Rilkenny et Wexford	191 72
	Argenteuil	Argenteuil, section Est de Morin	70 00
		Grenville et Armdel, pont de la Rivière du Diable	40
		de la sortie de l'Est	300 00
		Pont sur la Rivière du Nord, à St. André	550 00
	Gaspé	Chemin de la seigneurie de la Grande Rivière	100 00
	Bonaventure	de l'église catholique de Paspébiac	73 00
		Pont du chemin de la Petite Rivière	67 00
		Ponts et divers autres chemins	1700 00
	Kamouraska	Chemin Mont-Carmel	166 50
	Beauce	Chemin d'Astock	1 69
	Mégantic	Déviaton au chemin Gosford, afin de pouvoir passer sur le pont maintenant en construc- tion sur la Rivière Palmer dans le chemin Glensloyd	300 00
	Arthabaska et Drummond..	Chemin central de Durham	268 00
	Wolfe et Richmond	Chemin St. Camille et Dudswell	152 19
		Pont sur la Rivière St. François, dans Weedon	500 00
	Stanstead	Chemin Paquetville	300 00
	Brome	Granby	123 37
		Potton et Sutton	400 00
			8275 10
		Chemin Taché	1050 00
		Contingents	3391 46
		Exploration et visite	471 40
			11187 96

N° 4.—ETAT de l'étendue des chemins de colonisation faits depuis 1854 jusqu'à 1866 inclusivement, et du coût moyen des travaux.

Année.	Administration sous laquelle les travaux ont été faits.	Nombre de milles de chemins.	Montant dé- pensé pour chaque année, chaque année.		Moyenne pour chaque année.		Moyenne totale pour les 12 années.
			\$	00	\$	00	
1853-54	Ministère McNab-Morin.....	343½	120000	00	350	00	300
1855	McNab-Taché.....	242	49356	94	204	00	
1856	Taché-Macdonald.....	179	45427	37	253	00	
1857	Macdonald-Cartier.....	276½	52140	00	188	00	
1858	Cartier-Macdonald.....	110½	48824	29	442	00	
1859	Cartier-Macdonald.....	133½	28553	90	207	00	
1860	Cartier-Macdonald.....	174½	50965	00	238	00	
1861	Cartier-Macdonald.....	176½	48825	00	274	00	
1862	Macdonald-Scottie.....	309½	117983	80	381	00	
1863	Macdonald-Dorion.....	37	5729	20	153	00	
1864	Taché-Macdonald.....	117½	61293	55	522	00	
1865	Bellevue-Macdonald.....	176	47166	37	268	00	
1866	Bellevue-Macdonald.....	164	50940	59	299	00	
		2438½	728305	11			300

Dans la dernière session du Parlement de la ci-devant Province du Canada, qui s'est terminée le 15 août 1866, il n'a pas été voté d'octroi de colonisation pour 1867. En conséquence les travaux ont été suspendus l'an dernier sur tous les chemins de colonisation. Plusieurs sont d'avis que nous devrions nous porter créanciers du gouvernement fédéral pour les \$50,000 que le Parlement du Canada avait l'habitude d'affecter chaque année à cet objet. C'est une question que je me contente d'indiquer.

Cependant, je ne dois pas omettre de mentionner ici deux explorations importantes, qui ont été faites l'an dernier, dans l'intérêt de la colonisation : l'une sur le chemin projeté entre Québec et le lac St. Jean par P. H. Dumais, écuyer, arpenteur provincial, à la réquisition du Département des Terres de la Couronne, et l'autre dans la vallée de la Mantawa, par Jos. Deslauriers, écuyer, de Ste. Anne de la Pocatière, à la réquisition du Département de l'Agriculture.

Par ses instructions en date du 8 mars 1867, M. Dumais avait été chargé de faire le relevé du chemin entre le Lac St. Jean et Québec, et de faire un rapport fidèle de ses opérations.

Nous trouvons, à la fin de son rapport, les observations suivantes, qui nous dispensent d'en faire l'analyse :

"Le terrain se prête avantagement à l'ouverture d'un chemin en suivant la course générale du tracé de M. Jean Gagnon. Le redressement étant fait, les plus fortes côtes peuvent être évitées, non pas entièrement, mais pour rendre leur accès plus facile et leur descente plus douce.

"D'après les explorations précédentes, ordonnées par le gouvernement, qui ont été faites à travers la chaîne des Laurentides, et celle que j'ai faite moi-même en 1862, je crois sincèrement que le tracé actuel est le meilleur et probablement le seul qui soit aussi plan, de tous ceux explorés. Il n'est pas aussi direct qu'on le désirerait, mais l'avantage l'emporte toujours sur la distance, et en le redressant autant que possible, il sera beaucoup supérieur au chemin des Caps et de St. Urbain à la Baie de Ha ! Ha !

"La municipalité d'Hébertville a fait déboucher un embranchement depuis le village des Aulnais jusqu'au lac de la Belle-Rivière, distance de dix milles environ,

"Il y a aussi un autre chemin d'hiver fait le long de la rivière Couchepeganish, depuis l'intersection du tracé actuel jusqu'au chemin Kinogami, et qui ne présente aucune difficulté. Chaque localité pourra se servir du chemin le plus avantageux et le plus court pour rejoindre le chemin principal, dont l'ouverture depuis longtemps désirée encouragera le surplus de la population des comtés de Québec et de Montmorency à venir s'établir dans la magnifique vallée du lac St. Jean, où le sol et le climat ne laissent rien à désirer."

Il n'est pas hors de propos de noter ici que le chemin de Québec au lac St. Jean est ouvert en chemin d'hiver sur tout son parcours depuis 1866 ; de plus, il y a quarante-cinq arpents de terminés en chemin de roulage à partir de Stoneham. La longueur totale du chemin est de 125 à 130 milles.

M. Deslauriers avait été chargé de faire la visite des chemins de Kilkenny et de Mantawa, et des terres qui se trouvent sur leur parcours, ainsi que le long de la Mantawa.

Il s'est rendu, le 13 août 1867, à l'établissement du Rév. M. L. Brassard, sur la Mantawa. Nous extrayons de son rapport la description qu'il en donne :

"Le Mont Robertval, sur lequel le Révérend Messire Brassard a bâti une chapelle, un presbytère et autres dépendances, est élevé de 1071 pieds au-dessus de Montréal ; il offre un magnifique point de vue, qui domine le pays d'alentour à plusieurs lieues de circonférence. Cette montagne est entièrement défrichée. Cette année au-delà de vingt-cinq minots de céréales ont été ensemencés, et aussi une bonne quantité de patates. La terre y est partout très-bonne.

"Monsieur Brassard ne met pas de bornes à son zèle, et pour l'avantage des colons qui l'ont suivi dans cette forêt éloignée, il a bâti, au pied du Mont Robertval, des moulins à farine, à scie et à faire du bardeau. On dirait que ce monsieur, dans

toutes ses œuvres, tient à prouver qu'il a pleine confiance dans l'avenir de la Mantawa. Ses moulins offrent toutes les commodités et les avantages qu'offrent les constructions de ce genre dans les grandes paroisses."

Il faudrait, suivant le rapport, environ \$6,000 pour compléter le chemin de Mantawa, depuis le lac Noir jusqu'aux moulins de Messire Brassard, distance de trente-neuf milles.

"Personne mieux que M. Brassard, ajoute-t-il, n'eût pu tirer un meilleur parti de l'allocation qui lui a été faite. Se trouvant dans la nécessité d'ouvrir un débouché pour arriver au centre de sa colonie, il a fait ébaucher la plus grande longueur de chemin possible, se réservant de le faire finir aussitôt que le gouvernement lui en fournirait les moyens."

Le 20 septembre 1867, M. Deslauriers quittait Terrebonne, en compagnie du Révd. T. S. Provost, pour visiter le chemin de Kilkenny.

"Le chemin de Kilkenny traverse tout le township de ce nom, il est terminé jusqu'au second rang de Wexford inclusivement. De ce point, il n'est que défriché jusqu'au commencement du cinquième rang. De là, il est encore parachevé l'espace d'un peu plus de deux milles et demi, c'est-à-dire jusqu'au moulin de l'honorable Ed. Masson.

"Ce monsieur a fait faire ici un défriché considérable; et il en a fait diviser une partie en emplacements. Sept maisons sont déjà bâties sur ces lots et quatre autres sont en voie de l'être cet automne. Monsieur Masson a aussi fait bâtir une magnifique maison pour lui-même, et un superbe moulin à farine et à seie qui ne lui coûtera pas moins de quatre mille piastres.

"Le chemin qui est commencé auprès de l'établissement de M. Masson sera assez avancé cet automne pour permettre aux habitants du 10^e rang d'y passer commodément. Ce chemin se continuera de suite, jusqu'au 8^eme rang de Doncaster, par une très-belle vallée, presque toute boisée en magnifique bois franc; il y a déjà des colons établis jusqu'au 7^e rang de Doncaster. Rendu au 8^e rang de ce township, le chemin devra prendre une direction vers le nord, continuant ainsi jusqu'aux montagnes du Lac Ouareau, vers l'extrémité nord de Doncaster.

"En terminant, j'espère, honorable Monsieur, (le rapport est adressé à l'honorable J. C. Chapais) que mes travaux ne seront pas inutiles à l'avancement de la colonisation dans cette partie du pays, et que votre gouvernement saura faire ici ce qu'il a fait chaque année pour tant d'autres localités.

"Mon but, en traçant ces lignes, n'a jamais été de faire croire que le sol est partout de première qualité, non, mais de démontrer qu'ici comme dans les Cantons de l'Est, il y a de bonnes terres en assez grande quantité pour attirer l'attention du gouvernement, et surtout celle des habitants du populeux district de Montréal, qui trouveront facilement, dans ces contrées, de l'espace, et un bon sol pour s'y établir convenablement.

"Permettez-moi, maintenant, d'appuyer un avancé qui se trouve dans votre dernier rapport sur la colonisation. Vous dites, que "la Mantawa est le Saguenay de Montréal." Avec les connaissances que j'ai de ces deux localités, je puis assurer que vous avez été très-heureux dans le choix de votre objet de comparaison. Car il ne faut pas l'oublier, la vallée de la Mantawa, de même que celle du Saguenay, par son étendue, ses puissants pouvoirs d'eau, ses lacs poissonneux et les autres avantages qu'y rencontreront les colons, est destinée à former une portion importante de notre pays; heureux, si ce rapport avait l'effet de détourner quelques-uns de nos compatriotes d'émigrer en pays étrangers, en les décidant à coloniser le nôtre."

Malgré les contretemps et les retards occasionnés par le défaut des travaux sur les chemins de colonisation, durant la saison dernière, le courant de la colonisation va toujours grossissant. Ce ne sont plus seulement les journaliers, les gens ruinés,

qui se dirigent du côté des terres nouvelles, en maint endroit, ce sont des cultivateurs jouissant d'une moyenne aisance qui réalisent leur avoir et vont se défricher dans la forêt un domaine assez grand pour établir leurs enfants autour d'eux.

On ne saurait trop encourager un mouvement qui contribue d'une manière si directe au bien-être de cette Province et à son importance politique.

À LA 1ÈRE QUESTION DE LA SÉRIE.

1. *L'agriculture a-t-elle fait dans les dix dernières années et fait-elle actuellement des progrès sensibles ?*

L'agriculture a fait des progrès assez considérables en cette province, dans les dix années qui viennent de s'écouler, et rien ne me paraît indiquer que ces progrès se ralentissent.

Depuis que la culture du blé est devenue si précaire, par suite de l'invasion de la mouche, on s'est efforcé de toutes parts de trouver dans d'autres produits l'équivalent de ce grain précieux, qui a fait si longtemps et à si peu de frais la fortune des cultivateurs de ce pays. Non seulement il nous a fallu cultiver d'autres grains pour faire face à ce fléau, mais encore il a fallu modifier toute l'économie de nos fermes. Lorsque le blé poussait bien, c'était là-dessus que l'on comptait pour solder tout, besoins, plaisirs, luxe; c'était avec cela qu'on bâtissait de grands villages, qui sont restés stationnaires depuis. Rien n'était facile comme ce système; aussi avons nous été fort embarrassés et pris au dépourvu quand il nous a fallu, sous peins de famine, cultiver ce que l'on appelait alors dédaigneusement les *menus grains*, et nous livrer à l'élevage des bestiaux. Plusieurs années se sont écoulées dans le malaise avant que cette transformation radicale de notre système de culture ait pu s'harmoniser; les uns s'attardaient à soupirer encore après le froment, à sacrifier de nouveau à l'impitoyable mouche, d'autres tentaient sans succès de faire l'application de théories trop avancées. Petit à petit, cependant, l'industrie agricole est entrée par un courant uniforme dans les voies nouvelles qui lui restaient ouvertes; ça été un pas difficile à faire, ça été un progrès dont le public instruit ne me paraît pas généralement avoir assez tenu compte.

Au moment où les traditions de la routine commençaient à lâcher prise, la création des sociétés d'agriculture est venue fort à propos seconder le mouvement. Il s'est écoulé plusieurs années avant que la loi d'agriculture ait été généralement comprise, et qu'on ait pu en tirer un parti avantageux; mais, comme toutes les choses réellement utiles et bonnes, elle a fini par fonctionner presque partout avec avantage, et dès lors on a pu remarquer une augmentation et une amélioration considérables dans les produits agricoles.

Les statistiques nous manquent pour constater d'une manière précise l'accroissement des récoltes sarclées, le perfectionnement du bétail, tant par l'importation de races améliorées que par le soin de plus en plus marqué que l'on apporte dans l'alimentation, l'abreuvement et le logement des animaux durant l'hiver; mais, pour peu que l'on regarde en arrière, on se convaincra que l'engrais du sol s'est considérablement multiplié dans ces dernières années, et que les bestiaux de tous les genres ont augmenté en nombre aussi bien qu'en qualité.

Ces progrès ne sont pas sensibles partout au même degré. Dans les environs des villes, où la propriété est d'une grande valeur, où il est facile de se procurer l'engrais, il faut de toute nécessité que le cultivateur tire de chaque pied de terre qu'il possède toute la somme de produits dont il est susceptible, s'il veut percevoir un intérêt du capital que représente sa ferme. Aussi, presque toutes les fermes qui avoisinent les villes sont-elles aujourd'hui de véritables modèles de culture. A mesure qu'on s'éloigne des villes, le mode d'exploitation change, les cultures sarclées deviennent plus rares et moins considérables, mais les prairies sont généralement

belles et les gras pâturages qui, il n'y a pas encore si longtemps, faisaient exception, sont maintenant en majorité. Là où l'on cultive trop grand de terre pour s'arrêter à l'engrais proprement dit, on sème des graines fourragères, mil et trèfle, parmi le grain; la terre s'en trouve bien, la récolte aussi, et les animaux encore mieux.

2^DE ET 3^ÈME QUESTION.

2. *La Chambre d'Agriculture et les sociétés d'agriculture contribuent-elles au progrès agricole dans la proportion de ce qu'elles coûtent au trésor public ?*

3. *Résulte-t-il beaucoup de bien des expositions provinciales et des expositions agricoles de comtés qui ont lieu chaque année ?*

Ce serait, il me semble, méconnaître l'influence qu'ont eue les sociétés et la Chambre d'Agriculture que de ne pas leur attribuer, en grande partie, les progrès qu'a faits notre agriculture depuis quelques années.

Les enseignements puissants que nos expositions provinciales mettent sous les yeux de nos cultivateurs et de nos industriels, la connaissance qu'elles donnent aux étrangers et à nous-mêmes de nos ressources de tous genres, sont loin d'être des choses sans portée et sans valeur dont nous pourrions nous dispenser.

Les expositions de comté, par la concurrence qu'elles entretiennent au moyen des primes d'encouragement, par les bons exemples qu'elles mettent chaque année sous les yeux de toute la population du comté, contribuent d'une manière plus directe encore à activer le progrès agricole : qu'on adopte partout, le concours des récoltes sur pied, et les partis de labour, les choses n'en iront que mieux. La distribution de graines fourragères par les sociétés d'agriculture a beaucoup contribué à répandre la méthode adoptée assez généralement aujourd'hui de semer des graines fourragères parmi le grain; ce progrès, élémentaire si vous voulez, en engendrera bien d'autres.

La Chambre d'Agriculture et les sociétés d'agriculture ont coûté jusqu'ici en moyenne \$50,000 par année au trésor public. L'emploi de cette somme en graines fourragères, en primes pour l'amélioration du bétail et des divers produits de la culture et de l'industrie, me paraît un des placements les plus fructueux, que le gouvernement puisse faire, je dirais le plus fructueux si nous n'avions pas la colonisation pour lui disputer la préférence.

Si l'on prend en considération la somme collective de bien-être et de profits que comporte le moindre progrès réalisé en agriculture et en industrie, on se convaincra facilement que l'encouragement accordé jusqu'ici aux sociétés d'agriculture à même le trésor public, a toujours produit au-delà de ce qu'il a coûté.

Ci suit un tableau abrégé de l'emploi des deniers votés pour l'agriculture depuis 1862.

Résumé des recettes et dépenses de la Chambre d'Agriculture du Bas-Canada.—*Suite.*

1864.		1864.		1865.		1865.	
1864.							
Mai	1	Balance en mains.....	\$ 6078	05		Par argent payé aux sociétés d'Agriculture...	\$ 42268
Jun	7	Mandat du gouvernement.....	269	79		" " pour salaire du Secrétaire...	59
"	13	do do	512	21		" " pour dépenses de la Cham-	98
Juillet	21	do do	20244	03		bre	
"	26	do do	4000	00		" " pour octrois de cette Cham-	85
"	29	do do	510	74		bre	
Août	15	do do	6838	23		" " pour dépenses de voyage des	00
"	29	do do	8602	00		membres	
Octobre	1	do do	5541	45		" " pour salaire de l'Editeur de	30
Novembre	8	do do	6539	70		la <i>Revue Agricole</i>	00
1865.						" " par les Sociétés d'Agriculture à l'Editeur de la	
Avril	25	do do	300	00		<i>Revue Agricole</i>	
						Par balance en mains.....	1768
							82
			\$59236	20			11866
							\$59226
1865.							
Mai	1	Balance en mains.....	11866	82		Par argent payé aux Sociétés d'Agriculture.	41155
Septembre	8	Mandat du gouvernement.....	27579	12		" " pour salaire du Secrétaire...	53
"	19	do do	5235	48		" " pour dépenses de la Cham-	00
Décembre	1	do do	13720	19		bre	
"	15	do do	391	00		" " pour octrois de cette Cham-	69
Septembre	18	do do	4000	00		bre	
						" " pour dépenses de voyage	60
						des membres	00
						" " pour salaire de l'Editeur d:	
						la <i>Revue Agricole</i>	00
						par les Sociétés d'Agriculture à l'Editeur de la	
						<i>Revue Agricole</i>	
						" " pour diverses dépenses pour	30
						l'exposition.....	00
						Par balance en mains.....	9066
							49
							\$62792
							61

RÉSUMÉ des recettes et dépenses de la Chambre d'Agriculture du Bas-Canada. — Suite.

1866.			\$	cts.	1866.		\$	cts.
Mai	1	Balance en mains	9066	49		Par argent payé aux Sociétés d'Agriculture.	38783	75
Avril	2	Mandat du gouvernement	4000	00		" " " pour salaire du Secrétaire.	999	98
Septembre	1	do	32761	18		" " " pour dépenses de la Cham-		
Octobre	1	do	10168	84		bre	561	76
Novembre	13	do	3800	90		" " " pour octrois de cette Cham-	3537	98
						bre		
						" " " pour dépenses de voyage des	152	00
						membres.		
						" " " pour salaires de l'Éditeur de	1000	00
						la <i>Revue Agricole</i>		
						" " " par les Sociétés d'Agricul-		
						ture à l'Éditeur de la	1731	08
						<i>Revue Agricole</i>	13033	86
						Par balance en mains		
			\$5900	41			\$5900	41

Résumé des recettes et dépenses relatives aux Expositions Provinciales du Bas-Canada.

EXPOSITION PROVINCIALE A SHERBROOKE.

1862. Septembre.	Montant reçu de la ville de Sherbrooke.	\$	cts.	1862. Septembre.	Par montant pour bâties, clôtures, etc., suivant marché.	\$	cts.
	" des billets vendus sur le terrain.....	1600	00		" " payé pour prix.....	1800	00
	" des entrées.....	1119	50		" " dépensé par le comité local.....	3353	00
	" reçu de la Chambre d'Agriculture.....	219	00		" " dépensé pour l'assistance des juges.....	1033	50
	" reçu de la ville de Sherbrooke, celui du gouvernement pour 1862.	4103	25		" " dépensé par la Chambre d'Agriculture.....	230	00
		331	00		" " dépensé pour immersions etc.....	198	00
					" " dépensé pour la Reue Agricole.....	275	75
					" " pour dépenses contingentes.....	250	00
					" balance.....	101	50
		\$7372	75			331	00
						\$7372	75

EXPOSITION PROVINCIALE A MONTREAL.

1863. Septembre.	Argent reçu de la corporation de Montréal.	\$	cts.	1863.	Par montant des prix payés.....	\$	cts.
	" provenant des entrées du département agricole.....	4000	00		" " " payés pour annonces.....	5490	00
	" provenant de la vente des billets aux bâties de l'exposition.....	204	00		" " " pour services rendus sur les terrains et pour les dépenses de voyage des juges.....	375	54
	" provenant de la vente des billets sur les terrains de l'exposition.....	3684	49		" " des dépenses contingentes.....	987	13
	" provenant des entrées du département de l'industrie monnaie (payé par la Chambre d'Agriculture (déficit)).	1715	87		" " payé à G. Weaver, suivant compte.....	482	62
		311	00		" " par le secrétaire.....	2950	38
		3157	76		" " par la Chambre d'Agriculture (réglement de compte).....	8	12
		\$13 073	12			3988	33
						\$13,073	12

Résumé des recettes et dépenses relatives aux Expositions Provinciales du Bas-Canada.—Suite.

EXPOSITION PROVINCIALE A MONTREAL.

1865. Septembre.	1865. Septembre.	cts.	\$	Par montant payé à la Chambre des Arts suivant compte.	\$	cts.
Argent provenant des entrées du département de l'industrie.	302	00	3086	" " pour prix au département agricole.	5080	00
" provenant de la vente des billets au département de l'industrie.	3437	00	133	" pour dépenses de voyage des Juges.	876	50
" provenant des entrées du département agricole.	330	00	251	" pour annonces.	1579	60
" provenant de la vente des billets au département agricole.	2605	00	2540	" pour services.	00	00
" reçu de la corporation de Montréal.	4000	00		" pour dépenses contin- gentes.		
" reçu de la Chambre d'Agric- ulture (déficit).	2322	12		" par la Chambre d'Agric- ulture (règlement de compte).		
	\$12,996	12	\$12,998			12

DE QUESTION.

5. *L'introduction de l'enseignement agricole pratique, dans les écoles normales et dans les écoles primaires, vous paraît-elle un bon moyen d'activer les progrès de l'agriculture ?*

L'introduction de l'enseignement agricole, dans nos écoles normales et dans nos écoles primaires, serait, suivant moi, très-désirable.

Chacun est prêt à admettre que, malgré les progrès de l'agriculture en cette province depuis quelques années, il reste beaucoup à faire à notre population, pour tirer de notre territoire tous les revenus qu'il pourrait produire. L'énergie, l'intelligence et l'adresse ne nous font pas défaut. Ce qui nous manque, c'est la connaissance et la pratique des principes d'après lesquels le sol doit être fertilisé. Ces principes, dont l'application varie suivant la qualité du terrain, et qui vont se perfectionnant tous les jours, forment un ensemble raisonné de déductions et de règles, dont les observateurs et les hommes d'expérience ont fait une science. Cette science, qui a sa source aussi haut que bien d'autres, a besoin d'être enseignée comme les autres, et c'est uniquement par l'enseignement que l'on peut espérer de déraciner quantité de vieux préjugés consacrés par la routine.

Pour populariser cette science, pour la mettre à la portée de tous, le premier pas à faire, c'est de former des professeurs. En introduisant dans les écoles normales un cours agricole accompagné de démonstrations pratiques sur des formes modèles, en rapport avec ces institutions, on formera ces professeurs. A leur tour, ceux-ci formeront des élèves qui profiteront de leurs lumières et multiplieront ainsi dans une progression rapide le bien opéré par l'école normale. Et c'est cette puissance de diffusion qui rend l'introduction de l'enseignement agricole dans les écoles normales d'une si grande importance.

Mais, disent quelques-uns, les élèves des écoles primaires ne seront pas en état de profiter de cet enseignement agricole. Et pourquoi, je le demande ? Ces enfants ne sont-ils pas tous, ou à peu près, des fils de cultivateurs ? Pourquoi ne s'intéresseraient-ils pas à des choses qui les touchent de si près, à des travaux qu'ils voient faire tous les jours et auxquels ils participent, hélas, plus souvent et plus à bonne heure qu'ils ne voudraient ? Là où vous aurez pu faire pénétrer une règle de grammaire, vous réussirez facilement à loger un principe d'agriculture. Fixez l'attention de l'enfant sur ces principes, gravez-les dans sa mémoire par la lecture de traités élémentaires, donnez-lui de temps en temps une démonstration pratique de la théorie que vous lui prêchez, il en restera toujours quelque chose ; enseignez-lui les éléments de la comptabilité agricole, apprenez-lui à se rendre compte de ses opérations, cela le mettra plus tard en garde contre les utopies agricoles, tout en lui permettant de s'éloigner sans danger des sentiers battus. Soit que vos leçons aient l'effet d'inculquer chez l'élève des idées qu'il se propose d'appliquer, soit qu'elles aient seulement l'effet de l'intéresser, d'éveiller sa curiosité, vous verrez que plus tard cela lui profitera.

Les instituteurs, qui auraient puisé à l'Ecole Normale des connaissances agricoles un peu suivies, ne pourraient manquer de propager autour d'eux, dans les campagnes, le goût de l'agriculture perfectionnée, et de provoquer parmi les parents de leurs élèves, maintes expériences qui feraient triompher leur enseignement.

Ceux d'entr'eux qui renonceraient au professorat, pour se livrer complètement à l'agriculture et s'en faire un moyen d'existence, entreraient dans cette carrière avec assez d'avantages pour faire apprécier à leur entourage le mérite de l'éducation agricole.

Au reste, rien n'empêcherait de recevoir à la ferme-modèle attachée aux écoles normales d'autres élèves que ceux qui se destinent à l'enseignement, au contraire, ce serait un excellent moyen de rendre la ferme intéressante, et d'en faire une véritable école d'agriculture, que d'y former des cultivateurs éclairés. Du moins, c'est ce qui se pratique en Irlande, où ce système d'enseignement agricole a pris naissance.

6^{ME} QUESTION.

6. *Un ou plusieurs prix, accordés annuellement pour l'exploitation agricole la mieux dirigée et la plus profitable dans chaque comté, remplaceraient-ils avantageusement les expositions accoutumées, ou cette mesure devrait-elle aller de pair avec les expositions ?*

Un prix accordé annuellement pour l'exploitation agricole la mieux dirigée et la plus profitable dans chaque comté, devrait former partie du programme des sociétés d'agriculture et aller de pair avec leurs expositions ; ce serait, il me semble, le moyen le plus sûr de récompenser les meilleurs systèmes de culture. La ferme qui aurait remporté le prix, se trouverait désignée comme modèle à imiter, et avant peu nous aurions à peu de frais par ce moyen ce que beaucoup de gens regardent comme indispensable à l'avancement de notre agriculture : de véritables formes-modèles dans tous les comtés.

Une fois entrés dans cette voie, qui empêcherait la chambre d'agriculture de fonder des bourses pour faire concourir ensemble les lauréats de chaque comté dans leurs districts judiciaires respectifs, et finalement, de créer un grand prix d'agriculture ouvert au concours des lauréats de tous les districts judiciaires, ou de toute autre division régionale qui pourrait être établie à cette fin.

La chambre d'agriculture n'aurait guère besoin d'élargir le cercle de ses attributions, pour décider entre les concurrents des comtés et entre ceux des districts. On trouve quelque chose d'analogue dans l'organisation agricole en France.

8^{ME} QUESTION.

8. *Le goût des occupations agricoles paraît-il diminuer parmi la jeunesse de votre localité ? Si oui, veuillez dire à quoi vous en attribuez la cause.*

Le goût des occupations agricoles ne me paraît pas diminuer parmi la jeunesse ; je crois, au contraire, qu'il y a progrès sous ce rapport. Il y a eu un temps, qui n'est pas encore bien éloigné, où la classe instruite ne s'occupait guères d'agriculture ; aujourd'hui, non-seulement elle prend intérêt à son avancement, mais dans bien des campagnes ce sont les hommes de profession qui donnent l'exemple de la bonne culture, et il n'est pas très rare maintenant de voir des jeunes gens qui ont fait leur cours d'études classiques, embrasser la carrière agricole. Nos journaux, nos hommes politiques ne cessent de rehausser, d'acclamer l'agriculture : tout cela a produit son effet, l'opinion publique est pour le moment tournée du côté de l'agriculture, et la jeunesse emboîte le pas avec elle.

20^{ME} QUESTION.

20. *Quels seraient, suivant vous, les meilleurs moyens d'activer la colonisation ?*

Le moyen essentiel d'activer la colonisation est tout trouvé, c'est l'ouverture des chemins de colonisation, je dirais la construction de chemins de fer, si nos ressources nous le permettaient. Rien ne fait progresser la colonisation comme les chemins de fer, voyez plutôt les cantons de l'Est, regardez les Etats-Unis. Au moyen d'octrois de terres publiques, peut-être pourrions nous avoir nous aussi des chemins de fer de colonisation.

Un autre moyen général, c'est d'encourager l'agriculture ; tout ce qui fera progresser l'une servira à l'autre. Plus les cultivateurs auront de revenus, plus ils seront en état de coloniser pour leurs enfants. Je laisse à ceux qui ont fait de la colonisation pratique, le soin d'indiquer les moyens spéciaux de la faire progresser.

28^{ME} QUESTION.

28. *Serait-il avantageux de concentrer les ressources de la colonisation sur un nombre limité de chemins importants, laissant aux municipalités et aux sociétés de colonisation le soin de faire des ramifications à ces grands chemins ?*

Il serait avantageux de concentrer un peu les ressources de la colonisation. En subdivisant trop l'allocation dans les comtés, on diminue considérablement le bien qu'elle pourrait produire, on commence trop de chemins et on n'en finit pas assez; mieux vaudrait, ce me semble, renverser la proposition. D'après un calcul approximatif que j'ai fait, il ne faudrait pas moins de \$300,000 pour finir tous les chemins de colonisation actuellement commencés, et cependant chaque année apporte son contingent de chemins nouveaux tout aussi indispensables que ceux déjà commencés.

Néanmoins, je pense qu'il ne faudrait pas se borner à ne faire de travaux que sur quelques chemins importants, car en voulant éviter l'inconvénient que je viens de signaler, on courrait le risque de laisser en souffrance quantité de petits intérêts, et peut-être de ralentir les progrès de la colonisation.

En étudiant la marche d'expansion de notre population, on voit que la colonisation s'est toujours faite de proche en proche par le trop plein des vieilles seigneuries, qui se déversait dans les cantons avoisinants.

A cette règle générale, il n'y a que les colons du Saguenay qui fassent exception, ils sont partis de presque toutes les paroisses du bas de Québec, pour aller se grouper dans ce magnifique territoire. L'attraction que devait nécessairement produire la beauté et la fertilité de cette contrée, explique assez du reste la spontanéité et l'élan qui a présidé à cette colonisation lointaine. Quantité de colons éloignés ont été aussi attirés dans les Cantons de l'Est par les facilités de communication, par les chemins de fer qui y ont été construits, mais il n'en reste pas moins vrai, en thèse générale, que ceux qui sont forcés de quitter les vieilles paroisses pour aller se créer un établissement dans la forêt, tâchent de ne pas perdre de vue leur clocher natal: plutôt que de renoncer à revoir souvent leur paroisse et tout ce qui les y attache, ils préféreront défricher un sol aride et montagneux, tracer des sentiers impraticables; c'est ainsi que je m'explique le défrichement de la plupart de nos cantons des Laurentides. Quant à s'en aller loin de la paroisse, une fois partis, autant vaut gagner les États-Unis, se disent-ils, où les salaires sont plus élevés qu'ici, et un grand nombre y vont en effet.

Donc, pour ne point troubler la marche des défrichements, en voulant les diriger en dehors de leur cours naturel, pour continuer à faire de la colonisation de proche en proche, il faut aider d'abord à l'ouverture des chemins, qui partent des vieilles paroisses pour s'enfoncer dans la forêt. Qu'on me comprenne bien, je ne prétends pas condamner les grandes artères de colonisation, elles forment partie d'un plan vaste et bien conçu, qui devra s'exécuter petit à petit par la force des choses, mais je crois que, pour quelques années encore, il est urgent d'appliquer une portion considérable de l'octroi ordinaire à ouvrir et à terminer les chemins qui sont en communication avec les vieilles paroisses. Pour être à même de faire des progrès rapides sur les grands chemins, il faudrait élever le chiffre de l'octroi.

Dans bien des cas, les municipalités devraient venir en aide au gouvernement et partout où elles sont en état de le faire, l'octroi ne devrait être accordé que lorsque la municipalité intéressée aurait fourni sa part de contribution.

29^{ME} QUESTION.

29. *Une loi qui mettrait à couvert de la saisie les animaux, instrumens d'agriculture et défrichemens des colons pendant un certain nombre d'années (homestead law) serait-elle dans l'intérêt bien entendu de la colonisation ?*

Ce serait, je crois, rendre un grand service à la colonisation que de mettre à couvert de la saisie les animaux, instrumens d'agriculture et les défrichements des colons pendant les premières années de leur établissement. En vain, dira-t-on que

ce serait ruiner du coup leur crédit; dans la généralité des cas, c'est plutôt à la bonne réputation de ces pauvres gens qu'à leur mince mobilier que le marchand s'en rapporte, pour leur vendre à crédit. S'il prévoyait, en leur avançant des provisions, qu'il lui faudra avoir recours à la saisie pour se faire payer, il ne songerait que rarement à leur vendre à crédit.

Saisir les animaux, les instruments d'agriculture du colon, c'est le mettre dans l'impossibilité de jamais s'acquitter; c'est replonger plus avant dans le gouffre de la pauvreté celui qui se débat vaillamment pour en sortir. La loi vient bien au secours du marchand en faillite, pourquoi ne tendrait-elle pas une main protectrice au colon, les raisons invoquées en faveur du failli peuvent être invoquées avec plus de force encore en faveur du colon. Ce ne serait pas d'ailleurs introduire un principe nouveau dans notre législation que d'adopter cette loi du patrimoine, espèce de *Homestead Law*, fort mitigée du reste. Nous avons déjà, par le Code de Procédure Civile, bon nombre d'objets de première nécessité qui ne peuvent être atteints par la saisie, en y ajoutant les animaux et instruments d'agriculture des colons, nous ne ferions que nous approcher de l'ancienne législation française.

Le colon profiterait des années de répit que lui assurerait la loi, et au bout de ce temps, il serait assez fort pour faire face à ses engagements et continuer à progresser.

Un autre effet très-probable d'une pareille loi, serait d'attirer les émigrants et de pousser vers la colonisation quantité de petits propriétaires qui, se sentant protégés dans leurs débuts, entreprendraient avec moins de répugnance et plus d'espoir les rudes labeurs du défrichement. Au lieu d'attendre au dernier moment pour prendre le chemin de la forêt, ils s'y résigneraient plus tôt et réussiraient mieux.

Envisagée sous ces points de vue la loi de patrimoine, *Homestead Law*, me paraît repousser victorieusement les objections que j'ai entendu soulever contre elle.

41^e QUESTION.

41. Avez-vous quelques modifications à recommander au sujet des licences pour coupe de bois ?

J'ai toujours été frappé de l'injustice qu'il y avait d'accorder des licences pour coupe de bois sur les terrains où il y avait des colons d'établis, mais je tiens de source officielle que telles licences ne sont plus accordées, et je suis bien aise d'en faire mention ici, car c'est bien le grief le plus sérieux dont les colons aient eu à se plaindre.

S'il pouvait être permis aux colons résidant sur leurs lots de faire commerce sans restriction du bois qui s'y trouve, aussitôt qu'il est évident qu'ils sont des colons sérieux, et sans attendre l'émission de leurs lettres-patentes, je crois que cela favoriserait beaucoup la colonisation sans diminuer considérablement les revenus provenant des bois de la Couronne.

Réponses du Major Campbell, C. B., de St. Hilaire, Président de la Chambre d'Agriculture de la Province de Québec.

(Traduction).

1. *L'agriculture a-t-elle fait dans les dix dernières années, et fait-elle actuellement des progrès sensibles ?*

Dans mon opinion l'agriculture a fait dans les dix dernières années et fait actuellement des progrès, mais ces progrès sont lents.

2. *La Chambre d'Agriculture et les sociétés d'agriculture contribuent-elle au progrès agricole dans la proportion de ce qu'elles coûtent au trésor public ?*

Je ne suis pas en mesure d'évaluer à prix d'argent la proportion dans laquelle la Chambre d'Agriculture et les sociétés d'agriculture contribuent au progrès de l'agriculture.

3. *Résulte-t-il beaucoup de bien des expositions agricoles provinciales, et des expositions agricoles de comté, qui ont lieu chaque année ?*

Je crois qu'il résulte beaucoup de bien des expositions provinciales et de comtés.

J'ai suivi régulièrement les expositions dans ce comté, et j'ai remarqué avec un grand plaisir les améliorations successives qui se sont opérées dans les produits exposés, et notamment dans les moutons. Cette société accorde des prix pour les récoltes sur pied, a établi un partie annuel de labour et a aussi fait venir de France un étalon de la race "Percheronne."

4. *S'est-il glissé des abus dans les sociétés d'agriculture ? Si oui, veuillez les indiquer.*

Il n'est pas à ma connaissance qu'il se soit glissé des abus dans les sociétés d'agriculture ; elles font chaque année à la Chambre d'Agriculture un rapport de leurs opérations, et, s'il y avait des abus, ils seraient à l'instant réprimés.

5. *L'introduction de l'enseignement agricole pratique dans les écoles normales et dans les écoles primaires, vous paraît-elle un bon moyen d'activer les progrès de l'agriculture ?*

Je crois qu'il serait grandement avantageux à ceux des jeunes gens qui, dans ces écoles, sont disposés à se livrer à la culture du sol, aussitôt qu'ils sont capables de lire et d'écrire et qu'ils savent assez d'arithmétique pour les mettre en état de tenir les livres de compte, de faire en sorte qu'ils s'appliquent à acquérir la connaissance des principes généraux de l'agriculture.

Qu'on leur apprenne que les plantes, aussi bien que les animaux, ont besoin d'aliments nutritifs, et que les premières comme les derniers profiteront en proportion de la qualité, aussi bien que de la quantité de nourriture qui leur sera donnée : que tous les engrais produits sur la ferme devraient être soigneusement ménagés et replacés sur la terre pour aider à l'alimentation des moissons futures : qu'un système de rotation de récoltes devrait être adopté, leur démontrant clairement les avantages qui en résulteraient ; que tous les animaux, en hiver, devraient être tenus chaudement et proprement, et bien nourris, en leur signalant ce qu'il y a d'erroné dans l'économie de ne leur donner de nourriture que juste ce qu'il faut pour leur conserver la vie. Si l'on inculquait dans l'esprit de ces jeunes gens quelques uns de ces principes fondamentaux, lorsqu'ils se mettraient à l'œuvre sur une ferme, ils seraient en état de raisonner ce qu'ils feraient, et ils éprouveraient le désir de se prévaloir de l'expérience des autres répandue dans de bons journaux traitant d'agriculture.

Les labours dans cette partie de la province, généralement, ne sont rien moins que bons, et comme la préparation d'un bon lit de semence,—objet d'une importance vitale,—dépend principalement d'une bonne qualité de labour, il faudrait leur faire sentir fortement la nécessité de perfectionner cette partie essentielle de leurs travaux.

Je suggérerais que les expositions de comtés eussent lieu tous les deux ans seulement, et que les deniers provenant de l'octroi du gouvernement et des souscriptions des membres des sociétés d'agriculture pour les années où il n'y aurait pas d'expositions, fussent employés à d'autres fins utiles, telles que, par exemple, à l'achat de

produits de premier choix, afin d'améliorer la race des animaux, de graines de la première qualité, dont la distribution se ferait aux souscripteurs qui cultivent la terre ; des prix pour les meilleures récoltes sur pied, pour la ferme la mieux cultivée, pour la ferme dont l'occupant suit le meilleur système de tenue de livres de compte, &c., &c.

Si l'on publiait un cours abrégé de lectures écrites dans un langage clair et simple, résumant les principes fondamentaux de l'agriculture, je pense qu'il serait facile de trouver des personnes qui, moyennant une faible rémunération, se chargeraient de faire ces lectures dans chaque paroisse ; on pourrait faire naître la discussion, et la question traitée dans chaque lecture étant exposée d'une manière lucide, je suis certain qu'il en résulterait un grand bien.

Dans l'état actuel de l'instruction parmi nos habitants, l'oreille communique à leur esprit la compréhension des choses plus facilement que leurs yeux ; un orateur haranguant la foule produit un effet beaucoup plus grand qu'un article éditorial bien écrit.

La circulation des journaux dans cette partie du pays est très limitée.

Depuis longtemps on se sert des moulins à battre et l'usage en est général, et les faucheuses commencent à s'introduire au milieu de nous.

Dans cette seigneurie, il y a très peu de subdivisions dans la propriété.

Plusieurs jeunes gens ont émigré aux Etats-Unis et en Australie. Quelques uns sont revenus apportant avec eux de l'argent qu'ils ont employé à acheter des terres ici, et ils réussissent bien. Quelques familles, principalement celles composées de plusieurs filles, sont parties pour les Etats-Unis chercher de l'emploi dans les manufactures. Elles vivent là aussi économiquement que possible pour se créer des épargnes, dans l'intention de s'acheter des propriétés ici, et elles espèrent y passer les derniers jours de leur vie. Elles entretiennent une correspondance avec leurs parents et amis et elles envisagent avec plaisir l'époque où il leur sera donné de revenir vivre encore au milieu d'eux. L'amour de la patrie est fortement enraciné dans le cœur d'un Canadien.

St. Hilaire, 10 février 1868.

T. E. CAMPBELL.

Réponses du Révd. M. Marquis, curé de St. Célestin.

Québec, le 31 janvier 1868.

A l'honorable P. J. O. Chauveau, premier ministre de la province de Québec, et président du comité de l'agriculture, de la colonisation et de l'immigration.

HONORABLE MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous transmettre avec la présente, les réponses aux questions qui m'ont été posées par l'honorable comité dont vous êtes le président.

Je dois vous dire en toute sincérité que je ne suis pas également familier avec tous les sujets auxquels se rapportent ces questions, surtout celles qui se rattachent à l'agriculture et aux manufactures ; en conséquence, je donne mes réponses y ayant rapport sous toutes réserves.

Quand à la colonisation, j'y ai consacré plus de la moitié de ma vie ; là j'ai touché du doigt et vu de mes yeux ; et les réponses que j'ai l'honneur de vous soumettre sont le fruit d'une expérience de vingt-cinq ans. Cependant je dois observer que le théâtre de mes opérations ayant été principalement dans cette partie du pays que l'on désigne sous le nom de " Cantons de l'Est, " il pourrait se faire que quelques-unes de mes observations ne fussent pas applicables à d'autres parties, qui ne se trouvent pas dans les mêmes circonstances.

J'ai l'honneur d'être,

Honorable monsieur,

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

C. MARQUIS, Ptre.

1. *L'agriculture a-t-elle fait dans les dix dernières années, et fait-elle actuellement des progrès sensibles ?*

Oui, l'agriculture s'est améliorée sensiblement depuis dix ans, et les progrès augmentent tous les jours.

On commence à se départir de la vieille routine ; on comprend la nécessité de suivre un bon système d'agriculture ; on s'applique beaucoup à engraisser la terre, à élever des animaux, et à améliorer les races ; à semer de la graine de foin que l'on cultive sur une grande échelle ; on introduit des machines à battre, à trancher le fourrage et les légumes, les moissonneuses, les râtaux à cheval, et un grand nombre d'autres instruments agricoles perfectionnés. Dans mon endroit, on s'est beaucoup appliqué à élever des chevaux ; il s'en fait un grand commerce avec les Etats-Unis, on les vend à un prix élevé, de \$80 à \$200 ; il en a été vendu \$500 et même \$1,500.

2. *La Chambre d'Agriculture et les sociétés d'agriculture contribuent-elles au progrès agricole dans la proportion de ce qu'elles coûtent au trésor public ?*

Il est incontestable qu'elles ont fait du bien ; mais je ne pense pas que le bien obtenu soit proportionné aux dépenses encourues.

3. *Résulte-t-il beaucoup de bien des expositions agricoles provinciales, et des expositions agricoles de comté, qui ont lieu chaque année ?*

Qu'il résulte du bien de ces expositions, cela encore est incontestable. L'agriculteur y trouve dans quelques instants des enseignements, il y puise des informations qu'il pourrait difficilement se procurer à une autre source, même dans un temps assez long ; l'exemple et l'émulation en sont des avantages précieux et certains. De plus, les animaux et les objets qui ont mérité d'être mentionnés acquièrent par là une plus grande valeur ; mais qu'il en résulte beaucoup de bien, c'est ce dont je doute fort.

Les expositions provinciales (qui de fait ne sont que des expositions sectionnelles) coûtent beaucoup, et ne donnent pas des résultats proportionnés aux dépenses qu'elles occasionnent ; en un mot, elles ne valent pas ce qu'elles coûtent. Il ne faut pas cependant de là conclure à l'abolition, mais plutôt au perfectionnement du système et au redressement des abus.

4. *S'est-il glissé des abus dans les sociétés d'agriculture ? Si oui, veuillez les indiquer.*

Les prix sont partagés par un petit nombre de personnes à l'aise qui ont tous les moyens requis pour acheter de belles terres, les bien cultiver et élever de beaux animaux.

Il arrive souvent que l'on récompense la bonne terre, au lieu de récompenser le bon cultivateur.

Un agriculteur désireux d'avoir un prix, cultive avec un soin tout particulier un petit morceau de terre bien engraisé, au détriment du reste de sa ferme, et il reçoit le prix convoité. J'ai entendu bien des gens se plaindre du choix des juges et de leur partialité. Les plaintes étaient-elles fondées, c'est ce que j'ignore. D'ailleurs, il est hors de doute que les choses ne se font pas également bien partout.

5. *L'introduction de l'enseignement agricole pratique dans les écoles normales et dans les écoles primaires, vous paraît-elle un bon moyen d'activer les progrès de l'agriculture ?*

Oui, sans aucun doute, pourvu que l'on en fasse une affaire sérieuse.

Je crois que dans toutes les écoles, il devrait être question d'agriculture, en théorie partout, et en pratique quand c'est possible.

Je ne puis me dispenser de reproduire ici les bonnes paroles de Mgr. Langevin sur le sujet.

..... " Notre population est surtout agricole ; la plupart des instituteurs sont destinés à instruire des enfants de cultivateurs ; il est donc important qu'ils aient certaines connaissances en agriculture, afin de les communiquer à leurs élèves.

" Ce serait rendre un service éminent au pays, que d'inspirer aux jeunes gens de la campagne, l'estime et le goût de l'état de leurs pères, et de leur faire sentir

combien il est honorable et heureux. Oni, détournons-les de l'envie d'abandonner le séjour paisible et moral des champs pour les dangers et les séductions des villes; encourageons-les à embrasser vaillamment la vie de laboureurs, et à ouvrir, s'il le faut, de nouvelles terres; enfin, prêchons-leur sur tous les tons l'importance vitale de s'établir sur les terres vacantes et d'y fonder de nouvelles paroisses.....

"Mais ne vous contentez pas de donner aux jeunes gens dont vous serez chargés, le goût de l'agriculture; vous leur en ferez connaître aussi les principes fondamentaux, vous leur donnerez des conseils salutaires, vous travaillerez à déraciner chez eux des préjugés nuisibles au progrès; en développant ces principes.....donnez-les comme le fruit de l'expérience des plus habiles cultivateurs; faites-leur comprendre que, si la prudence conseille de ne pas adopter sans examen toutes les innovations, le bon sens veut de même que l'on ne s'attache pas aveuglément à la routine,.....et qu'on ne rejette pas les améliorations réelles que le temps a amenées dans la culture de la terre."

6. *Un ou plusieurs prix accordés annuellement pour l'exploitation agricole la mieux dirigée et la plus profitable dans chaque comté, remplaceraient-ils avantageusement les expositions accoutumées, ou cette mesure devrait-elle aller de pair avec les expositions ?*

Je crois que le remède serait pire que le mal : l'investigation qu'il faudrait faire pour parvenir à se mettre en état d'agir en connaissance de cause, serait une affaire longue, difficile et dispendieuse, sujette à une foule d'abus, donnerait lieu à une infinité de récriminations. En outre, la récompense tomberait invariablement dans la bourse du riche. Si cette récompense ne devait consister que dans un prix d'une valeur intrinsèque, à peu près nominale, mais d'une grande valeur relative ou morale, comme un diplôme, ou une mention honorable, ou une médaille, ça serait tolérable. En somme, je crois la chose peu praticable, et encore moins profitable.

7. *Quels seraient, suivant vous, les autres moyens d'activer les progrès de l'agriculture ?*

1° Introduire dans nos campagnes des races d'animaux bien choisies, et de bonnes semences.

2° Introduire des machines et des instruments d'agriculture perfectionnés, des modèles, etc., etc.

3° Répandre la science agricole parmi le peuple au moyen des journaux, brochures, livres,.....enseigner la science agricole dans tous les collèges, écoles normales, académies, écoles primaires.

4° Établir des fermes-modèles en rapport avec les collèges, les écoles-normales et les académies, sur un pied plus ou moins étendu, selon l'importance de l'institution à laquelle elles seraient attachées.

Quoique les élèves qui fréquentent les collèges se destinent, en général, aux professions libérales, cependant, un grand nombre d'entre eux-ci pourront plus tard se rendre utiles par leur science agricole. Il y a dans nos campagnes une foule de notaires, de médecins, et même de curés qui sont en même temps agriculteurs pratiques. S'ils ont la science agricole, leur champ devient une ferme-modèle en petit; cette propagande en faveur de l'agriculture serait une des plus puissantes.

8. *Le goût des occupations agricoles paraît-il diminuer parmi la jeunesse de votre localité ? Si oui, veuillez dire à quoi vous en attribuez la cause ?*

Le goût des occupations agricoles diminue un peu parmi les jeunes gens de ma localité.

Il faut en attribuer la cause

1° A la multiplicité des maisons de haute éducation, qui fournit à un trop grand nombre de nos jeunes gens l'occasion et les moyens de parvenir aux professions libérales.

2° L'espérance de s'affranchir du travail dur et pénible de la vie des champs en se livrant au commerce (disons au brocantage, c'est le mot) et à différentes industries où le travail corporel ne domine pas.

3° Les facilités extrêmes de communications que nous avons avec toutes les parties du pays et des États-Unis; c'est pour nous, l'affaire de douze heures; c'est ce qui induit un grand nombre de jeunes gens à laisser le toit paternel, pour aller chercher fortune ailleurs.

4° L'esprit d'aventure: nos jeunes gens aiment à voir du pays; et en voyant du pays, ils perdent de vue la véritable source de leur bonheur temporel, L'AGRICULTURE.

9. *Les journaux d'agriculture et autres, ont-ils quelque circulation dans votre localité? l'usage des machines y est-il répandu?*

Un nombre fort respectable de journaux d'agriculture et autres sont répandus dans ma localité: les gens prennent goût à la lecture et en retirent du profit.

Les machines s'y répandent aussi; je puis mentionner en particulier les moulins à battre, les moissonneuses, les râtaux à cheval, les tranches à fourrage et à légumes; dans les familles, on commence à se servir des machines à coudre; machines à hacher les viandes, machines à beurre très-perfectionnées, et une foule d'autres de toutes sortes.

10. *La propriété continue-t-elle à se subdiviser dans les anciennes paroisses?*

Oui, un peu, mais pas comme par le passé; même un mouvement en sens inverse se produit sur une assez grande échelle.

Beaucoup de petits propriétaires peu fortunés ou endettés, ou chargés de nombreuses familles, qu'ils ne peuvent établir près d'eux, vendent leurs terres à leurs voisins qui sont dans de meilleures circonstances, ils s'en vont s'établir avec leurs enfants sur des terres nouvelles.

Ce mouvement a pris des proportions considérables depuis trois ou quatre ans; si bien qu'il y a d'anciennes paroisses où la population, au lieu d'augmenter, demeure stagnante ou même diminue. Inutile de dire qu'en toute circonstance, à l'exemple de mes confrères, je favorise cette idée.

11. *La population de votre localité émigre-t-elle à l'étranger? Si, oui, où se dirige-t-elle?*

La population émigre; non seulement des jeunes gens, mais aussi des familles. Ces gens vont aux États-Unis, surtout dans la partie Est; un petit nombre se dirige vers l'Ouest.

12. *Quelle est la classe qui émigre?*

Les cultivateurs et quelques artisans.

13. *Parmi ceux qui émigrent, en est-il qui reviennent au pays après un certain temps? Si oui, rapportent-ils des épargnes?*

Parmi ceux qui émigrent, une moitié revient au pays après un certain temps. Un dixième de ceux qui émigrent reviennent avec quelques épargnes. Un sur trois cents fait des épargnes importantes. En général, nos émigrants reviennent avec beaucoup de vices, et peu d'argent.

14. *Y a-t-il dans votre localité des colons venus d'autres parties du pays? et d'où?*

Un grand nombre des colons de nos localités vient de la partie Nord du district des Trois-Rivières; il en est venu aussi des paroisses voisines de la mienne et même de Montréal et de Québec.

15. *La population de votre localité fournit-elle, ou a-t-elle déjà fourni des colons à d'autres parties du pays? Si oui, veuillez les indiquer.*

Un bon nombre des colons qui étaient venus s'établir dans ma localité, n'ayant pu supporter les charges qui pesaient sur eux, ont vendu leurs établissements pour aller en commencer de nouveaux plus loin.

Un certain nombre aussi de ces petits propriétaires, dont j'ai parlé plus haut, ont également vendu leurs terres pour aller se placer plus loin. Une grande partie de ces émigrants se sont établis dans les Bois-francs ou dans les environs du lac Aylmer.

16. *Y a-t-il dans votre localité des manufactures, et de quelle espèce sont-elles ?*

Il y a dans ma localité des manufactures de moulins à battre, de charrues, de tourbe, de tannin, des tanneries considérables, des établissements pour travailler le bois, et une infinité de moulins à scie, de moulins à farine, de moulins à carder, de moulins à fouler et à presser l'étoffe; il y a dans Sherbrooke et le voisinage, des manufactures de laine, de papier, etc., etc.

17. *L'établissement de manufactures y est-il praticable ?*

Oui, infiniment praticable; nous avons des pouvoirs d'eau en grand nombre; il y en a de très-considérables; nous avons la matière brute sous toutes les formes; le bois, la tourbe, les minéraux, la laine, etc.

L'écoulement du produit de ces manufactures peut se faire avec la plus grande facilité, vers nos villes ou vers les Etats-Unis, par les rivières ou par les chemins de fer qui traversent nos cantons; il y a des demandes presque continuelles, et il ne manque qu'un peu d'esprit d'entreprise et beaucoup de capitaux.

18. *Quelle espèce de manufactures pourrait être établie avec avantage dans la région du pays que vous habitez ?*

1° Les manufactures de tannin; celles qui existent déjà font d'excellentes affaires.

2° Des tanneries; il y a tout ce qu'il faut pour les alimenter.

3° Des manufactures de tourbe; il y en a des dépôts considérables, et d'une excellente qualité.

4° Des manufactures pour travailler la laine; nous avons la matière première, et les pouvoirs d'eau pour l'exploiter. Les Américains viennent acheter notre laine à raison de cinquante centins par livre, brute, et ils y trouvent leur avantage à ce prix.

5° Des manufactures pour travailler le lin; le lin croît à merveille dans cette partie du pays, et il y beaucoup de mains pour le cultiver.

6° Des manufactures pour travailler le bois sous toutes les formes: menuiserie, meubles, instruments, voitures, etc., etc.

7° Des manufactures pour l'exploitation de l'or, de l'argent, du cuivre, de l'antimoine, du plomb, etc., etc.

On pourrait aussi faire une exploitation importante de marbre et d'ardoise, que l'on y trouve en abondance.

19. *Etes-vous en état de constater si la colonisation est actuellement en voie de progrès dans la région du pays que vous habitez ?*

Oui, la colonisation a progressé dans cette partie du pays que j'habite. On y a formé un grand nombre de nouvelles paroisses, ouvert des chemins, bâti des chapelles, même des églises en pierre, des maisons d'école, des moulins de toutes sortes, des manufactures; des bureaux de poste ont été établis en plusieurs endroits. La population s'y est portée; dans l'intervalle qui s'est écoulé entre les deux derniers recensements, la population canadienne-française s'est accrue dans la proportion de 114 pour cent.

Depuis 15 ans, le diocèse de Trois-Rivières a plus que doublé son clergé et a presque doublé sa population.

Le commerce de bois a pris des proportions considérables entre les mains de MM. Baptiste, Mayrand, Ward, Guin, Hall, Sénécal, McCaffray, etc., etc. Pas moins de 3000 hommes sont occupés chaque hiver dans les chantiers du St. Maurice; plusieurs de ces travailleurs achètent des terres dans ces endroits et s'y établissent.

20. *Quels sont, suivant vous, les meilleurs moyens de l'activer ?*

1° Organiser un bon système de colonisation.

2° Fournir des renseignements.

3° Ouvrir des chemins.

- 4° Faire quelques octrois gratuits.
- 5° Faciliter le paiement des terres.
- 6° Bâtir des chapelles.
- 7° Donner au colon des secours religieux.
- 8° Créer des associations de secours.
- 9° Perfectionner la loi municipale.
- 10° Faciliter la répression des désordres causés par l'ivrognerie et par la vente sans licence des boissons enivrantes.
- 11° Protéger le colon contre les usuriers.
- 12° Protéger le colon dans ses biens, en exemptant une partie de ses biens meubles et ses immeubles de la saisie pendant un certain nombre d'années.
- 13° Etablir des magistrats stipendiaires.

1° ORGANISER UN BON SYSTÈME DE COLONISATION.

Il nous faut diviser la province en districts de colonisation ;—avoir un chef de colonisation qui préside à toute l'affaire ;—proposer un sous-chef à chaque district ;—organiser dans tous les comtés et dans chaque ville et paroisse une société de colonisation. Les sous-chefs pourraient être en même temps agents du gouvernement pour la vente des terres de la Couronne et magistrats stipendiaires, etc., etc.

2° FOURNIR DES RENSEIGNEMENTS.

Faire dresser une carte de la province dans laquelle on distinguerait clairement les endroits où pourrait se porter la colonisation ; les chemins qui y conduisent ; les sites de chapelle, les pouvoirs d'eau pour y établir des moulins et des manufactures, etc., etc ;—répandre des copies de cette carte avec profusion dans les anciennes paroisses où se fait si vivement sentir le besoin de renseignements ;—accompagner cette carte d'une brochure ou livre pour l'expliquer, et donner une foule de détails sur la qualité, le site, la nature, le prix des terres à vendre, distinguant celles de la Couronne et celles des grands propriétaires ;—faire connaître les conditions de l'établissement, les règlements pour la coupe des bois ;—indiquer le site, l'espèce et la valeur des mines ;—les moyens et les prix de communication et de transport ; tous les détails qui peuvent concerner le commerce du bois, de fourrage, des animaux, des grains, etc., et les différentes industries de ces lieux dont le colon pourrait profiter, etc., etc.

3° OUVRIR DES CHEMINS.

Les chemins peuvent se diviser en plusieurs classes.

1° Les chemins d'utilité générale non-seulement pour la Province de Québec, mais aussi pour la Puissance du Canada, comme les *routes militaires*, les *routes maritimes*, etc., etc. Parmi ces dernières je mentionnerai un chemin pour relier l'établissement du Cap Chatte à celui de Gaspé, en longeant le Golfe ; ces chemins devraient être construits aux frais du gouvernement fédéral.

2° Les grands chemins de colonisation devraient être faits en entier aux dépens du gouvernement provincial. Au nombre de ceux-ci viennent se placer en première ligne un chemin qui suivrait la frontière des États-Unis, depuis le canton d'Aukland jusqu'au chemin Taché ; le chemin du lac St. Jean ; le chemin de la vallée de la rivière Mantawa, le chemin de la baie St. Paul à Chicoutimi, etc., etc.

3° Les chemins qui, sans être ce que l'on peut appeler les artères de la colonisation, sont cependant trop dispendieux pour être faits par les colons, au moins par les colons seuls. Ce sont les chemins qui communiquent d'une paroisse à une autre, les chemins de malle, les chemins qui conduisent aux stations des chemins de fer, aux ports de mer, etc., etc.

Le gouvernement doit au moins aider à faire ces chemins.

4° Les petits chemins. Ces chemins sont les chemins de front, les parts de route qui, dans les cas ordinaires, doivent être faits par les colons eux-mêmes. Je dirai un mot de ces chemins dans ma réponse à la 40e question.

4° FAIRE QUELQUES OCTROIS GRATUITS.

Je crois que les octrois gratuits ne doivent être faits que dans les cas exceptionnels ; si le sol est d'une mauvaise qualité, si le champ de colonisation est très éloigné, si le colon a montré un degré de courage remarquable en s'enfonçant un des premiers dans la forêt ; si le colon va s'établir le long d'un grand chemin, à une grande distance des voisins et se place de manière à être utile aux voyageurs, etc., etc. Ces cas exceptés, je pense qu'on doit vendre les terres et non les donner ; et cette pratique est, je crois, dans l'intérêt bien entendu du colon.

5° FACILITER LE PAIEMENT DES TERRES.

On pourrait faciliter au colon le paiement de sa terre de trois manières :

1° En partageant le prix de la terre en un plus grand nombre de paiements.

2° En accordant un délai pour le paiement du premier terme avec certaines conditions d'établissement, ainsi que je l'exprimerai plus au long dans ma réponse 44e.

3° En accordant au colon la permission de travailler sur les chemins que le gouvernement fait ouvrir ; le prix de son travail devant être porté en déduction du prix de sa terre.

Je crois que ce serait rendre un service réel au colon, si on le forçait de payer les termes échus à leur échéance, ou peu de temps après, à moins de circonstances tout-à-fait exceptionnelles. Quand des arrérages considérables sont accumulés, le colon ne peut plus payer sans vendre sa terre.

Partagez la somme en un grand nombre de paiements, mais faites payer exactement.

6° BATIR DES CHAPELLES.

Le chemin d'abord, la chapelle ensuite ; ou mieux, tous deux ensemble ; la plus chétive chapelle est d'une valeur infinie aux yeux du colon ; c'est toujours pour lui la maison de prière, il y va adorer son créateur, déposer les secrets de son âme, et soulager les amertumes de son cœur, c'est pour lui une véritable nécessité ; rien ne peut la remplacer à ses yeux.

7° DONNER AU COLON LES SECOURS RELIGIEUX.

Le prêtre est nécessaire au colon en tout temps ; mais s'il y a un temps où le prêtre lui est infiniment nécessaire, c'est bien au commencement de la colonie ; le prêtre doit encourager le colon, partager ses souffrances, l'instruire, le diriger, lui distribuer tous les secours de la religion, et l'assister dans sa maladie.

Le prêtre doit être aussi l'âme de la colonisation ; surveiller la construction des édifices religieux, l'ouverture des chemins, s'interposer entre le colon et le département des terres, ou les grands propriétaires ; surveiller l'opération de la loi municipale ; au besoin, il doit être notaire, médecin, maître de poste, juge de paix, etc.

Enfin le prêtre, c'est l'homme par excellence de la colonisation. J'ai toujours déploré l'erreur de ceux qui pensent que le prêtre doit entrer dans la forêt après le colon ; l'expérience et le bon sens sont là pour nous dire que le prêtre doit précéder le colon, lui battre la marche, et non lui faire suite.

8° CRÉER DES ASSOCIATIONS DE SECOURS.

Ces sociétés seraient de deux classes : Une d'elles serait formée des cultivateurs qui donneraient chaque année une certaine quantité de grains pour aider les nouveaux colons à faire leurs semences pendant quelques années ; l'autre serait compo-

sée des gens de profession, des personnes à l'aise, soit dans les villes, soit dans les campagnes : ces personnes auraient à donner tous les ans une contribution de 25 centins.

9° PERFECTIONNER LA LOI MUNICIPALE.

Le principe de cette loi est certainement excellent. En général, la loi est excellente dans ses détails ; aussi il faudrait peut-être simplifier un peu les rouages de la machine et surtout la codifier. Pour la faire fonctionner, telle que nous l'avons aujourd'hui, il faut être quasi-juge de la cour supérieure.

10° FACILITER LA RÉPRESSION DES DÉSORDRES CAUSÉS PAR L'IVROGNERIE ET LA VENTE SANS LICENCE DES BOISSONS ENIVRANTES.

L'ivrognerie étant une source infinie de mal parmi les colons comme ailleurs, il importe extrêmement de la détruire ou du moins de la diminuer par tous les moyens légitimes. Les lois qui concernent ces matières auraient besoin d'être revues, simplifiées, expliquées et refondues.

11° PROTÉGER LES COLONS CONTRE LES USURIERS.

Se hâter de faire adopter une loi pour fixer le taux de l'intérêt d'une manière équitable, et pour le prêteur et pour l'emprunteur.—Voyez la réponse 40e, article 8.

12° PROTÉGER LE COLON DANS SES BIENS, EN EXEMPTANT DE LA SAISIE UNE PARTIE DE SES BIENS PENDANT UN CERTAIN NOMBRE D'ANNÉES.

J'expliquerai dans ma réponse à la 28e question mes vues sur ce sujet.

13° ÉTABLIR DES MAGISTRATS STIPENDIAIRES.

Il est reconnu partout que nos magistrats ordinaires, nos juges de paix, ne peuvent pas administrer la justice d'une manière convenable, à peu d'exceptions près. Il en résulte une foule d'injustices, de dépenses inutiles, et de difficultés interminables dans nos municipalités. Il vaudrait mieux n'avoir qu'un bon magistrat par comté que d'en avoir par douzaines, dont les services sont rarement utiles et souvent nuisibles.

Ici M. Marquis entre dans de longs détails sur la manière dont il entend exploiter les éléments de la colonisation qui sont à la disposition de l'œuvre. Les limites restreintes qui nous sont assignées pour cet appendice ne nous permettent que d'en donner le résumé.

D'après le plan suggéré par M. Marquis, chaque comté se chargerait de fonder une nouvelle paroisse. Au moyen des sociétés de secours sus-mentionnées, au moyen d'appels à la charité publique sous toutes ses formes, et en mettant à profit les bonnes dispositions du clergé, en cinq ans il serait très possible suivant lui de former une paroisse nouvelle dans chaque comté.

Nous avons, dit-il, dans la Province de Québec 65 comtés et divisions électorales ; disons 50, pour faire face aux déceptions. Chaque comté prenant une nouvelle paroisse sous sa protection, voilà 50 paroisses en chantier ; après cinq ans de protection, il sera temps de les émanciper pour en commencer 50 nouvelles, qui, à leur tour, devront atteindre leur âge de majorité à l'expiration des cinq autres années ; CENT PAROISSES tous les dix ans dans notre Province de Québec !

Espérons que nos compatriotes d'une autre origine ne s'offenseront point des efforts que nous faisons pour retenir nos frères sur le sol qui les a vus naître, mais qu'au contraire ils sauront se prévaloir d'une organisation analogue pour favoriser l'établissement de leurs nationaux. Ainsi nous verrions se développer toutes nos forces, dans toute l'étendue du pays, dans toutes les classes de notre société ; nous marcherions tous de concert vers le plus brillant avenir.

Comme preuve de l'efficacité des secours que l'on donne aux nouveaux établissements, je prends la liberté de soumettre à votre honorable comité deux documents, qui nous montrent la colonie de Matapédia, dans la Baie des Chaleurs, d'abord dans

un état de misère profonde, puis, quelques années plus tard, dans un état de prospérité relative. Quelle a été la cause de ce changement ? Les secours donnés à la colonie, par le comité de secours des Acadiens, organisé à Québec, en 1863 ; voyons :

LA COLONIE DE MATAPÉDIAC EN 1863.

“ A M. le Secrétaire correspondant de la
“ Société de Colonisation de Québec.

“ Bonaventure, 19 octobre 1863.

“ M. LE SECRÉTAIRE, — Dans l'entrevue que j'ai eue avec vous avant mon départ de Québec, je vous avais promis de visiter les Acadiens de Matapédia, et d'envoyer à votre comité un rapport de ma visite. Ce n'est que la semaine dernière qu'il m'a été possible de réaliser la pensée de visiter ces braves défricheurs dont la situation va faire le sujet des notes suivantes, que je vous prie de soumettre à votre comité.

“ 1. Les terres que défrichent nos braves Acadiens sont bonnes, fertiles, assez faciles à défricher, sur un plateau d'une grande étendue, planté presque exclusivement de bois franc, érable et mérisier. Par conséquent, le site choisi pour cette colonie est très propre au défrichement.

“ 2. Pour y parvenir, il faut traverser une grande rivière sur laquelle on vient heureusement de mettre un chalan, et ensuite monter une côte très-rapide et de près d'un mille et demie de long.

“ 3. A environ un mille et demie de cette côte, où l'on a pratiqué un chemin étroit, commencent les établissements des Acadiens, maintenant au nombre de cinquante familles, sans aucun autre moyen de subsistance que celui qu'elles peuvent retirer de leurs terres.

“ 4. Une partie de ces familles sont venues à Matapédia depuis trois ans, et j'ai le plaisir de vous apprendre que leurs défrichements sont très-avancés pour le temps et les moyens à leur disposition. Quelques-unes ont déjà 12, 15 et même 18 arpents en état d'être semés au râteau.

“ 5. Ces cinquantes familles ont semé, le printemps dernier, quelques-unes, un peu de blé, qu'une gelée en août dernier a détruit en partie, puis un peu de patates, de navets et de choux de Siam. Ces dernières semences ont manqué en grande partie, parceque la graine qu'on s'était procurée ne valait rien. J'ai appris que quelques familles n'avaient récolté que 15 quarts de patates (environ 45 minots) ; ce qui est loin de suffire pour la nourriture de ces familles pour le long hiver de la Baie des Chaleurs. Un certain nombre de ces familles acadiennes ont récolté un peu de blé et quelques minots d'orge, qu'il leur faut conserver pour leur semence le printemps prochain.

“ 6. Quand on est pauvre, tout manque ; aussi ces bons acadiens n'ayant que des patates et un peu de navets et de choux de Siam pour leur nourriture, manquent absolument d'habits et de souliers, et les moyens de la petite colonie ne lui permettent pas de s'en occuper.

“ 7. La colonie entière possède trois vieux chevaux, cinq petits cochons du printemps et pour surcroît de luxe, une vache, un mouton, une poule et quatre petits chiens. Par conséquent, il n'y a point de superflu parmi ces habitants.

“ 8. Pour comprendre la situation de nos braves acadiens, il faut se souvenir qu'ils sont loin, bien loin de leurs compatriotes et de leurs amis de l'île d'où ils ont émigré, et sont par là même dans une position tout autre que la plupart des défricheurs canadiens, qui sont proches de leurs parents et de leurs amis et peu éloignés des centres de population depuis longtemps établis et en moyen de leur venir en aide.

“ 9. Je crois nécessaire de faire remarquer que cette colonie de Matapédia n'a pas un morceau de pain, seulement cinq petits cochons qu'on ne multipliera probablement pas à la manière des cinq pains d'orge de l'Evangile ; pas d'habits de corps, pas de souliers, et plusieurs familles, pas le quart de ce qu'il leur faudrait en patates, navets et choux de Siam pour leur nourriture pendant un très-long et très-rigoureux hiver.

" 10. Les mères me priaient de leur procurer de vieux vêtements, pour les défaire, les carder, les filer et en faire des habits pour elles, leurs maris et leurs enfants ; car elles savent toutes filer et travailler au métier. Il faut avouer que cette demande est bien loin d'être prétentieuse.

" 11. Leurs maisons sont petites, mais de bois bien équarri et très-bien construites ; on sent que les hommes savent travailler à ces sortes d'ouvrages. Manquant de tuyaux et de poêles pour chauffer leurs maisons, ils ont remédié à cet inconvénient par des cheminées de terre qui servent à réchauffer la petite maisonnette, et la flamme des buches qu'ils placent dans ces cheminées sert à éclairer la famille, car là encore on n'a ni chandelles, ni huile de charbon. Ce serait un luxe exorbitant pour ces pauvres Acadiens.

" 12. Malgré leur pauvreté et leur dénuement, les religieux habitants de Matapédia, qui sentent le besoin d'être protégés d'en haut, ont commencé à élever de leurs mains une petite chapelle, pour s'y réunir et y exposer au Père Céleste leurs besoins et les angoisses de leur misère. Ils ont pour père spirituel, M. Saucier, missionnaire de Ristigouche.

" Cet excellent prêtre les visite de temps en temps, à une distance de 6 à 7 lieues. Il est l'ami dévoué de ce bon et religieux peuple, il s'intéresse beaucoup à leur sort ; ils le chérissent en retour comme un père bien-aimé et ne font rien sans prendre ses avis.

" 13. Ce qui devra retarder les progrès de cette petite colonie et empêcher un grand nombre de leurs compatriotes de laisser leur île pour les rejoindre, c'est la nécessité où se trouvent les chefs des familles de Matapédia d'abandonner le défrichement de leurs terres pour aller au loin gagner quelque chose pour aider leurs femmes et leurs enfants dans leurs besoins ; cette cause est des plus nuisibles à l'avancement de la petite colonie. On comprendra sans peine quelle conséquence fatale résulte pour elle de ces absences de deux à trois mois et surtout dans un temps comme celui de l'automne, alors que la température refroidie se prête mieux aux durs travaux du défrichement.

" 14. Les Acadiens de Matapédia sont sobres, intelligents, parfaitement religieux, dociles, laborieux et de mœurs irréprochables. Ce qu'il y a surtout à admirer dans ce bon peuple, c'est sa religieuse soumission dans sa profonde misère. Il n'a pas une plainte sur les lèvres, pas un soupir dans le cœur. Il endure toutes sortes de privations avec une abnégation, une égalité d'humeur, je devrais dire une dignité qui fait qu'on le plaint, qu'on s'intéresse profondément à son sort et qu'on désirerait être millionnaire pour lui faire tout le bien qu'il mérite.

" 15. Pendant la longue conversation que j'ai eue avec eux, ils ne m'ont fait entendre qu'une seule plainte, qui m'a profondément ému ; la voici : Ces hommes et ces femmes, livrés à tant de privations, me disaient avec un accent ineffable : "pour nous," "monseigneur, nous sommes jeunes et vigoureux ; nous sommes capables de supporter la misère de notre situation ; nous pouvons nous soutenir en ne mangeant que des patates et des navets, mais nos vieux parents, que les privations précédentes et les années ont déjà beaucoup affaiblis ne peuvent soutenir leur vie sans avoir un peu de pain et quelques petits morceaux de viande. Voilà notre douleur et notre peine pour cet hiver."

" J'avais le cœur brisé—cet héroïsme de résignation pour eux-mêmes, et cette tendresse pour leurs vieux parents pour lesquels ils ne voulaient que quelques petits morceaux de pain, les miettes qui tombent de la table des riches, et ces petits morceaux de viande que l'on jette aux chiens !..... Voilà tout ce qu'ils voulaient pour ce qu'un cœur bien fait aime le plus en ce monde ! Que n'avais-je donc là cent barils de lard et deux cents quarts de farine ; mais il faut pour leur misère autre chose que des désirs.

" Dans l'impuissance où j'étais, j'ai pensé à vous, aux généreux membres de votre comité de colonisation, aux bonnes et charitables Dames et Demoiselles de Québec.

" Les messieurs du comité de colonisation m'enverront de l'argent, et les Dames et Demoiselles de Québec, de St. Roch, de St. Jean et des autres parties de la ville

m'enverront des ballots d'habits ; les tanneurs m'enverront des peaux pour faire des souliers. Encore une fois, on ne vous refusera pas, ou Québec, la bonne et charitable ville de Québec, aura, pour un moment, oublié son nom et ses vieilles traditions.

" Qu'on veuille bien remarquer que ces secours que je demande pour eux n'auront point besoin d'être répétées, je pense, une autre année. Le moment de crise est arrivé pour ces braves défricheurs qui ont épuisé leurs petites ressources. Ce moment passé, ils pourront se suffire à eux-mêmes par leur travail opiniâtre et les ressources que leurs terres plus défrichées pourront leur fournir.

" Je suis avec une parfaite estime,

" Monsieur le Secrétaire,

" Votre tout dévoué serviteur,

" A. MAILLOUX,

" Prêtre."

LA COLONIE DE MATAPÉDIAC EN 1867 :

" Nous croyons que nos lecteurs aimeront à lire sur la colonie acadienne quelques détails que nous tenons de la bouche même de M. l'abbé Saucier, curé de Rustigouche et missionnaire des Acadiens de Matapédia.

" La colonie acadienne de Matapédia compte à l'heure qu'il est soixante-quinze familles. Elle est pourvue d'excellentes terres et de bons chemins qui suffisent amplement aux besoins de la circulation.

" Pour donner une idée approximative des progrès qu'a faits la colonie, dans l'ordre matériel, il nous suffira de dire qu'elle est assez prospère pour fournir des produits aux centres environnants : qu'elle est pourvue de bestiaux, de chevaux, etc.

" Une cause qui n'est pas étrangère à cette prospérité, c'est le développement relativement prodigieux qu'a pris l'industrie domestique. Dans les courts moments de loisir que leur laissent les soins du ménage les femmes tissent au métier. Elles sont très habiles dans ce genre d'industrie ; aussi c'est à peine si elles peuvent exécuter toutes les commandes qu'elles reçoivent des nombreuses familles écossaises établies dans les environs. Les hommes exploitent une autre industrie. Entre les travaux de la ferme ils vont travailler à Dalhousie ou à Bathurst, à la construction des navires et rapportent dans la colonie des sommes assez rondes.

" Il manquait à la colonie un moulin à farine ; cette lacune va être bientôt remplie. Un bon moulin à farine est actuellement en construction. Il sera en opération cet automne. Les meules qui lui sont destinées ont été achetées à New-York, à même le fonds donné par Napoléon III aux Acadiens de Rustico.

" Ces dernières années la colonie a été généralement favorisée de bonnes récoltes ; celle de cette année promet d'être on ne peut plus abondante.

" La colonie acadienne jouit depuis quelques temps des avantages d'un Bureau de Poste qui porte le nom trompeur d'Avignon.

" Elle forme une municipalité scolaire séparée qui porte le nom commémoratif de Rustico. Deux écoles tenues par deux jeunes acadiens, sont actuellement en opération, elles sont fréquentées par cent dix enfants.

" On se prépare depuis quelque temps à bâtir une église, la chapelle actuelle n'étant pas suffisante.

" Les Acadiens de Matapédia n'ont rien perdu, en émigrant au Canada, des qualités qui distinguent leur race : catholiques fervents, ils sont encore à donner un sujet de plainte à leur curé, qui nous disait d'eux qu'ils lui rappelaient les chrétiens des premiers temps de l'église.

" M. le curé de Rustigouche nous apprend que trois paroisses acadiennes de l'Isle du Prince-Edouard se préparent à venir rejoindre leurs frères de Matapédia.

" Si ce projet s'exécute, la colonie acadienne va bientôt prendre les proportions d'un vaste foyer de colonisation ; ainsi se réalisera la pensée des généreux contributeurs au fonds de secours acadien qui, prenant sous leur protection la petite

colonie naissante, prévoyaient qu'elle serait le noyan d'un important centre de population. "—*Courrier du Canada*, 23 octobre 1867.

21. *Quelles seraient, suivant vous, les mesures les plus efficaces à adopter pour diriger vers cette Province un courant considérable d'émigration Européenne ?*

1. Envoyer des agents dans différentes parties de l'Europe.

2. Publier et répandre en Europe des documents renfermant les renseignements désirables.

3. Offrir aux immigrants tous les avantages que nous pourrions donner à nos compatriotes.

22. *Quelles seraient les parties de la province où des colons étrangers pourraient s'établir avec des chances de succès ?*

La Gaspésie, l'Ontarion et les Cantons de l'Est, de préférence à toute autre partie; on trouverait aussi de l'espace au Saguenay, dans la vallée du St. Maurice, mais avec de moindres chances de succès, vu surtout l'éloignement des établissements que l'on pourrait y faire.

23. *Quelles classes d'émigrants doit-on chercher de préférence à faire venir ici ?*

Des agriculteurs d'abord, puis des capitalistes pour établir des manufactures, et exploiter nos richesses minérales.

24. *Croyez-vous que les conditions auxquelles le gouvernement accorde les permis d'occupation sur les terres publiques, soient un obstacle sérieux aux progrès de la colonisation ?*

Je ne crois pas.

25. *Auriez-vous un autre mode de concession à recommander ?*

Non, je n'ai que peu de chose à suggérer sur ce point, et je le ferai en répondant à la question 44^{ème}.

26. *Que pensez-vous du fonctionnement des agences des terres en général et de celle de votre localité en particulier ?*

Je sais qu'il y a eu des abus énormes en certains endroits; mais je crois que les agences dans ma localité ont donné une entière satisfaction à tous les intéressés.

27. *Le mode suivi jusqu'ici dans la distribution des sommes votées pour la colonisation vous parait-il devoir être conservé ?*

Non, certainement: dans une foule de circonstances le gouvernement a été forcé par des influences indues et injustes, à faire des octrois qui ne devaient pas produire les meilleurs résultats. La distribution des octrois devrait se faire avec une parfaite connaissance des choses, et en dehors de toute influence politique.

De cette manière seulement on pourra espérer d'obtenir des résultats vraiment satisfaisants.

28. *Serait-il avantageux de concentrer les ressources de la colonisation sur un nombre limité de chemins importants, laissant aux municipalités et aux sociétés de colonisation le soin de faire les ramifications à ces grands chemins ?*

Le gouvernement sans doute doit s'occuper d'abord des grandes voies de communication; mais d'un autre côté, il ne doit pas négliger les petits chemins ou ramifications des premiers.

Le chemin Craig et le chemin Gosford, qui traversent les Cantons de l'Est, en sont une preuve évidente. Ils n'ont pu opérer la colonisation de ces lieux, tant qu'on n'y a pas ouvert des chemins moins importants. Je n'entends pas dire que le gouvernement doive faire tous les chemins; le colon doit faire son chemin de front, la part de route afférente à sa terre, et les autres travaux de voirie que l'on peut appeler *travaux de détails*; mais pour tous les autres, il faut l'aider.

Au reste, ces octrois pour des chemins moins importants sont un moyen de pourvoir à la subsistance des colons pendant une partie de l'année où les autres

ressources lui font défaut ; c'est un moyen de les empêcher d'aller passer quelques mois de l'année aux États-Unis, avec le danger évident de se dégoûter de leurs établissements, pour s'engouer de la république américaine. Pour tout résumer en un mot : au gouvernement les grandes voies de communication et les voies secondaires, chemins de poste, chemins de communication entre deux chapelles, entre une chapelle et une station de chemin de fer ou de navigation—et au colon les petits chemins.

29. *Une loi qui mettrait à couvert de la saisie les animaux, instruments d'agriculture et défrichements du colon pendant un certain nombre d'années (Homestead Law) serait-elle dans l'intérêt bien entendu de la colonisation ?*

Une réponse convenable me paraît extrêmement difficile.

Il faudrait accorder une protection au colon ; mais il faut aussi respecter les droits des créanciers ; sous prétexte de favoriser le colon, il faut éviter de lui nuire en réalité.

La loi accorde déjà au colon comme à tous les citoyens un privilège de ce genre, en exemptant de la saisie une certaine partie de ses biens meubles.

On pourrait peut-être étendre, dans une certaine mesure, les immunités que la loi accorde déjà au colon à cet égard ; par exemple, exempter de la saisie les chevaux, bêtes à cornes, moutons, instruments d'agriculture, voitures qui ne sont pas de luxe, comestibles nécessaires à la famille pour six mois, ainsi que les grains et fourrage nécessaires aux animaux pendant ce temps ; pour les vêtements et meubles de ménage la loi les exempte déjà. Le colon aurait droit à cette immunité, pendant 5 ans. Toute hypothèque posée sur l'immeuble du colon pendant ce même espace de temps, serait nulle et de nul effet.

Voilà, ce me semble, la dernière limite à laquelle on pourrait porter la libéralité en faveur du colon dans cette voie ; aller plus loin serait lui créer des embarras sérieux ; personne ne voudrait lui faire les avances dont il a nécessairement besoin dans un temps ou dans un autre ; le colon serait obligé de mettre ses meubles, ses animaux en garant ; ou, il serait forcé de les vendre à vil prix ; peut-être même serait-il forcé de vendre sa terre. Un bon nombre abuserait de la protection que lui accorderait la loi ; pour tromper des personnes de bonne foi et peu défiantes ; car il ne faut pas perdre de vue que tous les colons ne sont pas des chevaliers de la croix de St. Louis, tant s'en faut.

30. *Une prime d'encouragement qui serait accordée à même les fonds destinés à l'agriculture, pour les défrichements les plus considérables et les meilleurs rendements dans chaque comté ouvert à la colonisation, serait-elle un bon moyen d'activer la colonisation ?*

Je pense que le résultat serait nul. Les colons ont déjà toute l'ambition possible d'avancer leurs défrichements ; ce n'est pas l'émulation qui leur manque, ce sont les moyens. Avec l'argent que coûteraient ces primes et les dépenses contingentes, donnons-leur de la graine de mil ou de trèfle, etc., etc., le résultat sera cent fois plus important.

D'un autre côté, il serait difficile de constater judicieusement et honnêtement quel est celui des colons qui mérite la prime. Les riches auraient encore là la meilleure part.

31. *Quels sont les endroits où devraient être faits les octrois gratuits, sur les chemins même ouverts par le gouvernement, ou simplement dans leur voisinage ?*

Je vous dirai franchement, qu'en thèse générale, je ne suis pas en faveur des octrois gratuits ; voici ma raison. Le revenu provenant de la vente des terres de la Couronne est un des principaux revenus du gouvernement de Québec ; si on lui ôte ce revenu, il ne pourra plus faire ouvrir les chemins de colonisation. Ces chemins étant très dispendieux, les colons ne seront pas en état de les faire ; nous n'aurons plus de chemins de colonisation, et par conséquent plus de colonisation ; car, pas de chemins, pas de colonisation.

Toute règle générale a des exceptions. J'approuverais des octrois gratuits en petite quantité dans des endroits qui se trouvent dans des circonstances exceptionnelles, soit à raison des distances, soit à raison de la qualité inférieure du sol, soit parce qu'on voudrait récompenser des gens courageux qui auraient été les premiers à ouvrir un établissement.

Le prix des terres de la Couronne n'est pas un obstacle à la colonisation ; un chelin, deux chelins, trois chelins l'acre, c'est presque ridicule. De fait, dans un grand nombre de cas, le gouvernement ne retire pas de la vente de ces terres l'argent qu'il a dépensé pour les faire arpenter et les administrer.

32. *Y a-t-il dans votre localité ou dans vos environs des terres propres à la colonisation ? Quelle en est l'étendue et la qualité ?*

Dans le comté de Nicolet il y a environ 30 à 35,000 acres de terres de la Couronne non-vendues.

Il y en a une quantité bien plus considérable en approchant la frontière ; mais je ne suis pas en état de donner des chiffres précis à cet égard.

La qualité de ces terres est généralement assez bonne, il y en a de très-bonnes, et aussi une certaine quantité d'une qualité inférieure.

Le terrain sablonneux domine.

33. *Des chemins y ont-ils été ouverts par le gouvernement, et depuis combien d'années ?*

Dans la partie qui m'intéresse particulièrement, 42 lieues de chemins ont été ouverts depuis 10 ans ; le gouvernement n'a pas fait ce chemin à ses dépens seulement, il y a mis environ £3,000, le reste a été fait par les colons et par les grands propriétaires.

Le coût de ces chemins a été de \$400 par mille, terme moyen.

34. *Ces chemins ont-ils été bien faits et localisés avec discernement ?*

Oui, généralement ; mais pas toujours ; parceque les exigences politiques ont exercé quelques fois une influence indue dans ces matières.

35. *Les deniers ont-ils été bien employés ?*

Oui, généralement, sauf quelques exceptions.

36. *Dans quel état sont actuellement ces chemins ?*

Dans un très bon état.

Sont-ils verbalisés ?

Oui, sans exception.

Les municipalités s'occupent-elles de leur entretien ?

Oui très-bien.

37. *L'ouverture des chemins a-t-elle eu pour effet de favoriser l'établissement des terres publiques par les colons ?*

Oui, beaucoup ; ça été et ce sera toujours le moyen le plus simple et le plus sur de coloniser.

Non-seulement les terres de la Couronne ont été établies, mais aussi celles des grands propriétaires, malgré leur prix élevé.

Les grands propriétaires ont si bien compris la chose, qu'ils se prêtent volontiers à l'ouverture de leurs chemins, étant certains que, par là, ils doublent et triplent la valeur de leurs propriétés.

38. *Quelle classe de colons s'y est établie ?*

Des agriculteurs.

Avait-il quelques moyens ?

Le plus grand nombre n'avait que très-peu de moyens. Un certain nombre d'entre eux, fils de familles aisées des anciennes paroisses, y sont allés avec des ressources pécuniaires assez importantes.

Plusieurs des nouveaux colons sont de petits propriétaires qui ont vendu leurs terres dans les anciennes paroisses pour venir se placer, avec leurs enfants, dans la forêt. Ceux-ci avaient de même quelques moyens.

Quelle est leur origine ?

Canadiens-Français.

39. Faites connaître un peu en détail quels ont été leurs progrès ?

Voyez la réponse à la question 19ème.

40. Quelles sont les causes qui ont le plus retardé la colonisation dans votre localité ?

Les causes qui ont retardé la colonisation et encouragé l'émigration sont très-nombreuses. Parmi ces causes, les unes doivent être attribuées au colon lui-même, d'autres lui sont étrangères. Je crois pouvoir les énoncer comme suit.

1° LE MANQUE DE RENSEIGNEMENTS NÉCESSAIRES.

Il y a, dans notre pays, une quantité considérable de terres incultes, qui n'attendent que des bras vigoureux pour se changer en établissements riches et populeux. Nous avons aussi une infinité de pères de famille et de jeunes gens qui ont besoin de s'éloigner des grandes paroisses pour se placer sur des terres nouvelles. Un grand nombre d'entre eux ne savent où aller : ils ignorent complètement ce qu'il leur importerait infiniment de savoir : ils ne connaissent pas les lieux où sont situées les terres qui leur conviendraient, ils ne connaissent pas la valeur de ces terres ; ils ne connaissent pas les chemins qui y conduisent ; ils ne sont pas en état de lire les journaux ou les ouvrages qui pourraient les éclairer ; personne ne leur souffle un mot à propos ; et pendant ce temps ils végètent sur leurs terres épuisées et morcelées, ils se ruinent, ils s'enfoncent dans des dettes dont ils ne peuvent plus sortir ; les usuriers les dévorent ; finalement, le chemin de Sa Majesté, ou la République Américaine reçoit les tristes débris de leur infortune. Que le gouvernement fasse imprimer de temps à autre, et qu'il distribue parmi le peuple des brochures, des plans, etc., et toute espèce de choses propres à l'informer sur le sujet, et l'on verra s'opérer un mouvement extraordinaire en faveur de la colonisation.

2° LA DIFFICULTÉ DE SE PROCURER DES TERRES.

Au commencement du siècle, le gouvernement avait donné à ses-favoris une étendue de terre considérable près des seigneuries, avec des conditions d'établissement pour sauver les apparences. Il va sans dire que les conditions n'ont jamais été remplies, et que messieurs les favoris ne s'en sont pas trouvés plus mal. Les nouveaux propriétaires se sont tenus cachés pour s'exempter de contribuer aux charges et aux travaux publics, et pour laisser augmenter la valeur de leurs terres par les défrichements et les améliorations que faisaient les pauvres colons sur les quelques lots disséminés çà et là qu'ils avaient pu acquérir du gouvernement.

Quand, par le travail du colon, leurs terres avaient acquis une grande valeur, alors ils consentaient à les vendre à des conditions telles que l'achat en était impossible la plupart du temps. Malheur au colon qui s'établissait sans titre sur les terres de ces messieurs : il était certain d'être, tôt ou tard, évincé sans aucune rémunération.

Les choses en sont demeurées là jusqu'en 1855, époque à laquelle la loi municipale a été mise en force. Maintenant chacun est obligé de contribuer pour sa part aux travaux publics ; on sait à qui appartiennent les terres. Les propriétaires comprennent qu'il est de leur intérêt de les céder à des conditions libérales. Cet obstacle, sans être entièrement disparu, est cependant diminué de beaucoup. Si cet état de choses eut été inauguré il y a 50 ans, les "*Cantons de l'Est*" ne seraient plus une forêt, mais un vaste et beau pays, bien habité dans toutes ses parties.

3° L'ABSENCE OU LE MAUVAIS ÉTAT DES CHEMINS.

Il est impossible de se faire une idée des misères qu'ont endurées les premiers colons par l'absence des voies de communication. Dire qu'il leur a fallu, pendant des années, transporter sur leur dos, à travers les forêts, à travers des savannes profondes, leurs provisions de bouche, leurs denrées et même leurs meubles, et cela à des distances de plusieurs lieues; ce n'est qu'une parcelle de la vérité. Combien d'entre eux ont ruiné leur santé, et même perdu la vie, par suite des fatigues excessives endurées dans ces horribles voyages; j'en ai vu de mes yeux, portant sur leur dos meurtri et couvert de blessures profondes, des fardeaux de 150 livres pesant, ensevelis dans des abîmes de boue, où ils seraient morts sans l'assistance de leurs compagnons de misère.....

4° LA PRIVATION DE SECOURS RELIGIEUX.

Nos Canadiens accoutumés dès l'enfance aux belles solennités religieuses des anciennes paroisses, accoutumés à entendre la voix du pasteur les éclairant dans les sentiers de la vie, les encourageant dans les moments de tribulations, et, au besoin, les ramenant dans la voie dont ils s'étaient écartés dans un moment d'illusion; se voyant tout-à-coup privés de ces avantages inappréciables, se désolent, l'ennui les accable; le dimanche est pour eux un jour de reminiscences qui bouleverse leur âme, ils ne peuvent se passer de ce pain quotidien, que la religion leur distribuait en abondance au sein de leurs anciennes paroisses; découragés et abattus, ils abandonnent la cabane de la forêt pour retourner à la chaumière paternelle. Après y avoir mené, pendant un temps, une vie décevée et inutile, ils prennent le chemin des États-Unis.

On pourrait citer des établissements qui ont croupi pendant 25 ans dans un état de torpeur parce que le prêtre n'y était pas; et qui sous la protection d'un prêtre résidant ont doublé et triplé sous tous les rapports, dans l'espace d'un petit nombre d'années. "Après le chemin (ou mieux avec le chemin,) la chapelle." Le chemin et la chapelle, c'est là la colonisation. Ces deux mots devraient être écrits en grosses lettres partout où il y a des yeux pour les voir et les lire.

5° LES CHARGES ÉNORMES QUI PÈSENT SUR LE COLON DANS LE COMMENCEMENT DE SON ÉTABLISSEMENT.

Le colon doit payer sa terre; c'est 10 shillings l'acre, terme moyen; le gouvernement les vend à plus bas prix, mais les grands propriétaires les vendent plus cher.

Il faut payer le notaire pour la confection du titre; il faut faire enregistrer ce titre; et tant pour la mettre labourable après quelques années.

Il faut faire les clôtures, les fossés, les cours d'eau.

Il faut faire le chemin de front, la part de route, les ponts publics, les ponts particuliers; c'est une dépense de \$200 par lot de 200 acres, sauf les circonstances particulières qui peuvent augmenter ou diminuer cette somme.

Il faut se construire, maison, grange, étable, porcherie, laiterie, four, puits, etc.

Il faut pourvoir la ferme d'animaux, de voitures, d'instruments d'agriculture.

Il faut contribuer à la construction d'une chapelle, d'un presbytère, d'une maison d'école.

Il faut payer les cotisations municipales, les cotisations scolaires, les procès-verbaux de chemins et les frais d'arpentage d'iceux, de même que les frais d'arpentage de la terre.

Il faut payer la dime et même un supplément de dime pendant quelques années.

Il faut pourvoir la chapelle des objets nécessaires au culte; c'est une dépense importante.

Il faut monter la maison d'un petit ménage.

Il faut nourrir et vêtir la famille.

Il faut chauffer la maison, la chapelle et la maison d'école ; c'est *une affaire* pendant un hiver du Canada.

Il faut aller au moulin, transporter les produits, ou objets nécessaires à la famille par des chemins horribles avec de mauvais attelages, et souvent sur le dos, et quelques fois à des distances éloignées.

Il faut se procurer quelques fois l'assistance d'un médecin qui est très éloigné, et qui doit en conséquence exiger une rémunération plus élevée ; le colon, pas plus que les autres mortels, n'aime à laisser ce monde *sans permission*.

Il faut tous les ans payer un compte au marchand, au forgeron, quelques fois même à *messieurs de la chicane*.

Et tout cela à payer par le travail de chaque jour !!!

Presque toujours, le colon doit passer un temps considérable chaque année à travailler à la journée chez les étrangers, pour gagner la subsistance de sa pauvre famille ; et pendant ce temps ses travaux de défrichement n'avancent pas ; le produit de sa terre et de son travail bien souvent ne suffit pas aux besoins les plus pressants ; la misère la plus profonde règne dans sa misérable cabane, les enfants sont nus ; j'en ai vu se nourrir pendant plusieurs semaines de suite de racines, de feuilles de bois blanc bouillies dans l'eau, d'ail sauvage et autres mets *non* moins délicieux !!!

L'émigration peut-elle être un mystère pour celui qui examine consciencieusement ces faits ?

Aussi, c'est un fait remarquable, que le colon qui commence le défrichement d'une terre ne la garde pas, très-souvent celui qui le remplace immédiatement ne réussit pas mieux ; ce n'est que le troisième ou le quatrième colon qui en devient le propriétaire permanent.

6° LE MANQUE D'ORGANISATION.

Jusqu'à ce jour la colonisation a été à peu près l'œuvre de quelques particuliers. Chacun a fait sa petite colonisation à son goût et selon ses moyens ; on a fait de petits prodiges dans une petite sphère. Quels résultats n'aurions-nous pas obtenus, si, au lieu de laisser nos forces désunies, nous eussions travaillé de concert, si nous eussions reçu l'impulsion d'un même chef, si nous eussions été à même de profiter de l'expérience des autres ; avec une organisation convenable, nous pourrions exploiter les nombreux éléments de colonisation qui sont entre nos mains ; car on ne peut le nier, nous avons tous les éléments nécessaires de la colonisation, nous avons même la volonté de coloniser : que nous manque-t-il ? Une organisation avec son chef, ses chefs subalternes, ses zélés, ses associations de comté, de paroisses ; que tous y prennent part : le gouvernement, le clergé, le peuple ; enfin que la colonisation soit une œuvre nationale, et elle sera couronnée du plus brillant succès.

7° LE PEU D'ENCOURAGEMENT DONNÉ À LA COLONISATION JUSQU'À CE JOUR.

La colonisation n'a été encore que le résultat d'efforts et de sacrifices individuels. Le gouvernement a donné des argents pour l'ouverture des chemins, mais quasi à regret. Tandis qu'on versait \$25,000,000 pour les chemins de fer, autant pour les canaux, \$1,000,000 pour les glissoires, \$45,000 annuellement pour l'émigration britannique, \$3 à 400,000 pour les vapeurs océaniques, etc., etc., on allouait la maigre somme de \$50,000 annuellement pour la colonisation ; tout juste le quart de ce qu'il aurait fallu.

Un petit nombre de personnes ont fait beaucoup pour la colonisation, tandis que tout le monde pouvait faire un peu, et avec ce peu on pouvait défricher le pays entier.

8° L'USURE.

L'usure est sans contredit une plaie qui dévore notre société, et qui menace d'expatrier une partie de notre population.

Si un habitant, par suite d'accidents ou par maladie, se trouve privé de son revenu ordinaire, il lui faut acheter à crédit ou emprunter. On lui fera volontiers

des avances, mais gare aux intérêts; le créancier laissera accumuler les rentes jusqu'au moment où il trouvera qu'il est opportun de dévorer sa proie; alors les poursuites, les jugements, les saisies, les exécutions, et comme complément obligé *l'émigration*.

Il nous faut de toute nécessité une loi pour fixer le taux de l'intérêt et aussi des banques agricoles.

9^o LES ACCIDENTS AUXQUELS LE COLON EST EXPOSÉ.

Dans les nouveaux établissements, pendant un certain nombre d'années, c'est-à-dire tant que les défrichements ne sont pas assez considérables, on est exposé aux gelées qui détruisent complètement les récoltes.

Dans beaucoup d'endroits où les terres sont basses, les colons, qui n'ont pas eu le moyen de bien égoutter leurs terres (et ils sont en grand nombre), sont exposés à perdre leurs récoltes dans les années pluvieuses.

Une autre cause de malheur pour les nouveaux colons, c'est le feu qui les menace pendant toute la saison du printemps et une partie de l'été, surtout si la saison se fait remarquer par des vents forts et continus. Il arrive assez souvent que le feu dévore les récoltes et les bâtisses non-seulement d'un colon, mais encore de tout un établissement; et c'est un grand malheur dont les suites se font sentir pendant longtemps; ajoutez à cela notre hiver de sept mois que le colon doit subir comme tous les autres.

Celui qui a goûté une fois un climat plus doux supporte de mauvaise grâce les rigueurs du nôtre.

10^o LE LUXE.

Le luxe a pris dans nos campagnes une proportion alarmante: maintenant nos cultivateurs veulent briller comme des grands seigneurs; il leur faut de magnifiques voitures, des harnais argentés, des maisons splendides, notre belle étoffe du pays ne leur va plus. Les soieries, les ornements précieux, les beaux meubles sont considérés comme choses nécessaires. Mais à côté de ces belles choses se trouve la page noire, le compte du marchand. Pour solder ce compte, il faut vendre une partie de la récolte; si on ne peut payer, il faudra donner un billet portant un intérêt de 8, 10, 12 pour cent; après quelques années, si on ne peut liquider la dette, on passera une obligation; viendra, peu de temps après, le rôle des usuriers; finalement l'émigration. On émigre ainsi des anciennes paroisses; et on émigre ainsi, pour la même raison des nouveaux établissements.

11^o LA PARESSE.

En général on peut dire que nos habitants canadiens sont laborieux; mais il y a de nombreuses exceptions. On travaille beaucoup pendant quelques temps, et on flâne pendant une partie considérable de l'année. On emploie un temps important à la pipe, à la politique. Pendant ce temps, les travaux utiles sont négligés; la pauvreté vient à bride abattue; on est tout surpris, on en accuse le gouvernement, les députés, les conseillers municipaux, tout le monde enfin, le vrai coupable excepté.

Si nos gens travaillaient en Canada comme les Américains les font travailler aux Etats-Unis, une bonne moitié de ceux qui sont pauvres seraient à l'aise.

12^o L'ÉDUCATION PEU CONVENABLE QUE L'ON DONNE AUX JEUNES FILLES DANS NOS CAMPAGNES.

Depuis un certain nombre d'années, l'éducation a pris un grand développement dans nos campagnes: l'éducation des filles surtout y est très soignée: le zèle a même dépassé les bornes en beaucoup d'endroits. Parmi ces jeunes personnes, il y en a qui appartiennent à des familles riches, et qui par leur position et leurs moyens ont droit à une éducation plus relevée.

Le plus grand nombre ne peut espérer s'élever au-dessus de la condition où la Providence les a placées; cependant, on leur donne une éducation qui n'a rien de commun avec la position qu'elles devront occuper plus tard dans la société, tandis

qu'on leur laisse ignorer précisément ce qu'il leur importe le plus de savoir. Qu'advient-il plus tard ? Elles ne savent conduire l'intérieur d'une maison : les revenus ne suffiront pas aux dépenses : le mari s'épuisera dans un travail inutile ; il faudra bientôt vendre la propriété.

Après la vente, l'émigration.

41. *Avez-vous quelques modifications à recommander au sujet des licences pour coupe de bois ?*

Les coupes de bois se vendent soit à des sociétés, soit à des particuliers qui les exploitent en grand, ou enfin au colon.

Depuis un certain nombre d'années on a vendu des limites considérables de coupe de bois à des compagnies ou à des commerçants, et ce à des prix très-réduits.

Je sais que l'un d'entre eux a vendu \$60,000 ce que le gouvernement lui avait vendu pour quelques centaines de piastres. Un autre a refusé des centaines de mille louis pour ce qui lui coûtait également une bagatelle.

Le bois de commerce devenant extrêmement rare dans la province, et la valeur en augmentant tous les jours, je crois que le gouvernement devrait voir s'il ne serait pas à propos de réviser les règlements concernant la vente des limites.

Quant aux licences que l'on accorde aux colons, je pense que le système est bon.

Si on était moins exigeant, il y aurait des abus énormes ; le colon qui occupe de bonne foi sa terre a toute la protection désirable ; les abus qui existaient à cet égard ont été redressés au moins en grande partie : il suffira toujours de signaler ceux qui restent pour en obtenir le redressement ; si on fait tort au colon, ce n'est pas la faute du gouvernement, mais bien des sangsues dont le pays est infesté.

42. *Y a-t-il dans votre localité ou dans vos environs beaucoup de gens qui seraient disposés à s'établir sur les terres publiques, si quelques nouveaux encouragements leur étaient donnés ?*

Il y a toujours, chaque année, dans nos anciennes paroisses, un bon nombre de jeunes gens qui ont besoin de s'établir, de même qu'un certain nombre de chefs de famille, qui doivent vendre leurs terres, soit pour payer leurs dettes, soit pour établir leurs enfants.

Toutes ces personnes ont besoin de s'établir sur les terres de la Couronne, ou sur celles des grands propriétaires.

Le seul encouragement que le gouvernement puisse et doive leur donner, c'est d'ouvrir de bons chemins, et de bien surveiller cette partie de l'administration ; s'il s'acquitte bien de cette tâche, il aura fait sa bonne part.

43. *Que pensez-vous du système suivi jusqu'à présent pour l'ouverture des chemins de colonisation ?*

Je crois avoir déjà répondu à cette question dans ma 27^e réponse.

Si vous le trouvez defectueux, quel suggèreriez-vous à sa place ?

Ayez un chef de colonisation compétent dans la matière. Qu'il exerce par lui-même une surveillance convenable sur la localisation des chemins, sur la distribution et l'emploi des deniers octroyés pour leur confection, et le gouvernement aura fait faire un pas immense à la colonisation.

44. *Pensez-vous que de nouvelles conditions quant au délai pour paiement des terres de la Couronne, pourraient être avantageuses au colon, sans nuire considérablement au revenu public ?*

Je crois que le système actuel doit être modifié comme suit :

1° Payer les termes en dix instalements au lieu de cinq ; en continuant le paiement de l'intérêt selon le système actuel, c'est-à-dire payer l'intérêt du terme échû seulement.

2° Ne pas exiger de paiement pendant un certain temps, pour laisser au colon le moyen de se faire un petit défrichement et un logement ; ce délai devrait être de deux ans, ou même un peu plus.

3^o Exiger que le colon fasse des améliorations sur sa terre immédiatement, et s'y place dans un intervalle de six mois, à moins qu'il ne paie un premier versement au moment où il achète sa terre.

45. *Avez-vous quelques autres observations à faire concernant l'agriculture, l'immigration ou la colonisation ?*

La seule suggestion que je me permettrai d'ajouter aux observations qui précèdent est celle-ci.

Nous avons dans la Province de Québec deux prisons de réforme remplies de jeunes délinquants.

Ne serait-il pas possible d'utiliser au moins une partie de ces hommes vigoureux au profit de la société, et aussi à leur profit personnel ? Il me semble qu'il serait assez facile d'organiser quelque part, ou même en plusieurs endroits de la Province, des exploitations agricoles, où les jeunes délinquants seraient occupés à défricher d'abord, puis à cultiver ensuite des étendues considérables de terrain ; les profits qui en découleraient seraient une source de revenus pour payer les dépenses de l'établissement, et même pour verser quelques sommes dans le trésor public.

Une autre raison qui milite fortement en faveur de ce projet, c'est que ces jeunes gens, occupés à des travaux corporels qui leur procureraient un exercice violent et prolongé, dompteraient par là leurs mauvais penchants, et contracteraient des habitudes de travail, d'ordre et de moralité, dont ils se trouveraient fort bien et la société aussi. Ce n'est pas en renfermant entre quatre murs des jeunes gens dans la vigueur de l'âge, pendant nos longs hivers surtout, où on les tient comme dans de véritables fournaises, que l'on peut espérer de les moraliser ; le travail au grand air, voilà ce qu'il leur faut pour leur bien-être physique et moral. Un bon nombre d'entre eux seraient peut-être dans la suite des citoyens utiles. Si on faisait briller à leurs yeux l'espérance d'être récompensés plus tard de leur travail et de leur bonne conduite par une concession de terre à des conditions faciles, sans aucun doute on opérerait dans une foule de cas de véritables prodiges de réforme.

Tout en maintenant les prisons actuelles, en tout ou en partie, pour garder les natures perverses et difficilement corrigibles, ou ceux des prisonniers qui montreraient plus d'aptitude pour un métier que pour l'agriculture, on pourrait faire parmi eux un choix judicieux de ceux que l'on pourrait utiliser avec avantage dans une exploitation de ce genre.

On objectera peut-être la difficulté de surveillance qui deviendra plus grande ; j'admets la valeur de cette objection, mais aussi je réponds que l'évasion d'une demi-douzaine de prisonniers par année, ne serait pas un grand malheur pour le pays, qui après tout en serait débarrassé ; cet inconvénient du reste ne saurait être comparé à la grandeur du bien que l'on pourrait espérer du système.

On pourrait aussi, après quelques années, employer quelques-uns de ces établissements bien défrichés pour y établir les filles repenties que la charité chrétienne a recueillies dans nos asiles. Elles aussi y trouveraient un genre de vie plus en harmonie avec les besoins de leur condition. Il faut une vertu plus qu'ordinaire pour subir une réclusion qui bien que volontaire ne laisse pas d'avoir ses ennuis et ses fatigues. Le travail à l'extérieur leur serait singulièrement favorable. L'exploitation qui conviendrait à ces infortunées serait sans doute bien différente de celle qui conviendrait aux hommes ; mais ce serait là une affaire de détail assez facile à régler.

Ces sujets me semblent mériter une sérieuse attention, ils ont d'ailleurs une liaison si intime avec la colonisation, que je crois devoir les soumettre à la considération de votre honorable comité.

Si nous devions avoir une milice régulière en Canada, qui empêcherait d'utiliser les bras de nos soldats dans une entreprise du même genre pendant les longues vacances que leur laisseraient les fénions de toutes sortes et leurs exercices militaires.

Quelle somme énorme de travail on opérerait ainsi tous les ans.

L'horticulture sur un grand pied, la culture du lin, la laiterie dans toutes ses branches, beurre, fromage, etc., etc., seraient de leur compétence.

Réponses de Stanislas Drapeau, écuyer, employé au Bureau des Statistiques, à Outaouais,

Québec, 15 février 1868.

A CHS. P. LINDSAY, ECR.,
Greffier-en-Chef des Comités.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de répondre à quelques-unes des questions qui m'ont été adressées par ordre du comité de l'Assemblée Législative, chargé de s'enquérir et de faire rapport des mesures à prendre pour développer plus efficacement l'Agriculture, la Colonisation et l'Immigration dans la Province de Québec.

Je me soustris, Monsieur,

Votre humble serviteur,

(Signé,)

STANISLAS DRAPEAU.

1. *L'agriculture a-t-elle fait dans les dix dernières années et fait-elle actuellement des progrès sensibles ?*

A la première question, je réponds, que l'agriculture a fait d'assez grands progrès depuis dix ans, grâce à l'intelligente initiative des gouvernements qui se sont succédés durant cette époque, et aux énergiques démonstrations du journalisme agricole, pour éclairer l'opinion publique sur cette grave matière. Mais je ne crois pas que les progrès soient aussi satisfaisants, à l'heure qu'il est, qu'ils devraient l'être.

2. *La Chambre d'Agriculture et les sociétés d'agriculture contribuent-elles au progrès agricole dans la proportion de ce qu'elles coûtent au trésor public ?*

Les sociétés d'agriculture ont sans doute contribué aux progrès agricoles du pays ; mais je n'hésite point à déclarer que ce progrès n'a pas été en proportion des sommes qu'il coûte à la Province ; soit environ \$48,000 annuellement. La Chambre d'Agriculture pourrait être abolie, et les sociétés d'agriculture mises en rapport direct avec le Bureau d'Agriculture.

3. *Résulte-t-il beaucoup de bien des expositions provinciales et des expositions agricoles de comtés qui ont lieu chaque année ?*

Je considère les expositions provinciales comme très-utiles au développement du progrès agricole, parcequ'elles servent de rendez-vous aux cultivateurs les plus marquants et les plus intelligents des diverses parties de la Province, lesquels s'efforcent de voir, d'observer et d'expérimenter toutes choses, afin d'en profiter eux-mêmes et d'en faire profiter autant que possible leurs localités respectives. Quant aux expositions des comtés, je ne puis en dire autant ; car dans la plupart des cas, elles me paraissent être comme des assemblées à époque fixe, où l'argent du gouvernement doit être scrupuleusement distribué en famille, comme une rente annuelle, sans le moindre souci d'en rapporter le bénéfice à l'amélioration progressive des champs qu'ils cultivent.

4. *S'est-il glissé des abus dans les sociétés d'agriculture ? Si oui, veuillez les signaler ?*

Par la lecture et l'étude des procédés administratifs des diverses sociétés d'agriculture, j'ai été convaincu qu'il existe de regrettables abus, dans la plupart de ces sociétés, et qu'ils sont parfaitement admis avec connaissance de cause. Le principal abus, et qui semble le plus se répandre, c'est celui où il arrive qu'une société n'ayant pas assez de souscripteurs pour avoir droit à tout l'octroi du gouvernement, ouvre des listes de souscriptions particulières pour acheter des

graines fourragères, semence, animaux, ustensiles, etc., etc., pour le seul profit des particuliers qu'elle intéresse à l'affaire ; et cela, avec les souscriptions et octrois du gouvernement ainsi réalisés. On conçoit sans effort qu'il n'est pas difficile à un cultivateur de souscrire \$30 pour une vache *Ayrshire*, quand la société lui offre et donne une telle vache, valant \$80, achetée avec l'argent public. Dans un grand nombre de cas, les sociétés achètent et distribuent par ce même procédé du bled et de la graine de mil, moyennant une souscription moins que nominale. Dans certains comtés on a été même jusqu'à remettre la souscription annuelle des sociétaires, sous le titre pompeux de *gratification*, quand ces exposants ne remportaient aucun prix. Était-ce là récompenser le progrès agricole ? Non, sûrement. Le but de la loi qui régit les sociétés d'agriculture n'est point de meubler et ensemençer les terres des particuliers, mais plutôt de provoquer l'amélioration de l'agriculture locale, voilà tout.

5. *L'introduction de l'enseignement agricole pratique, dans les écoles normales et dans les écoles primaires, vous paraît-elle un bon moyen d'activer les progrès de l'agriculture ?*

L'introduction de l'enseignement agricole pratique ne saurait être trop acclamé. Que le gouvernement subventionne des écoles spéciales d'agriculture, avec fermes expérimentales, et qu'il oblige l'enseignement théorique dans les écoles primaires, alors les résultats ne tarderont pas à se révéler d'une manière très-satisfaisante.

6. *Un ou plusieurs prix, accordés annuellement pour l'exploitation agricole la mieux dirigée et la plus profitable dans chaque comté, remplaceraient-ils avantageusement les expositions accoutumées, ou cette mesure devrait-elle aller de pair avec les expositions ?*

Les bourses qui pourraient être accordées pour les exploitations agricoles les mieux dirigées, dans chaque comté, ne devraient pas remplacer les expositions régulières accoutumées, mais plutôt aller de pair avec les dites expositions. Comme on le voit, je ne désire pas la suppression des octrois en faveur des sociétés d'agriculture, mais comme le revenu de la province de Québec, sous le nouveau régime, est fort limité, et que les besoins de la colonisation doivent aller grandissant d'année en année, je crois qu'il serait à propos de n'accorder aux sociétés d'agriculture, à l'avenir, que la moitié de l'octroi actuel, afin de répandre l'autre moitié en faveur du défrichement des terres qu'un bon système favoriserait ; et ce ne serait qu'une justice. Quant aux sociétés d'agriculture, je crois qu'elles rendraient autant de services au progrès agricole en ne faisant une exposition des produits que tous les deux ans.

7. *Quels seraient, suivant vous, les autres moyens d'activer les progrès de l'agriculture ?*

Au lieu de dépenser de fortes sommes pour primer certains articles de manufacture domestique, comme le beurre, le sucre et le savon, qui sont arrivés à un haut degré de perfection, les sociétés d'agriculture devraient toutes également employer leurs revenus à d'autres encouragements, comme ceux-ci par exemple :

I. Les partis de labours.

II. Importation de reproducteurs.

III. Concours de récoltes sur pied.

IV. Encourager les cultures du tabac, du lin, du chanvre et des plantes sarclées.

V. Récompenser par des prix élevés les plus grandes étendues de terres défrichées, de terres ensemençées pour la première fois, ainsi que les abattis non brûlés, suivant la plus grande étendue.

VI. Faire accoître la circulation des journaux agricoles.

VII. Donner des conférences publiques sur l'agriculture, en donnant l'historique des progrès accomplis dans la localité, etc., etc.

Ce sont là autant de moyens pratiques qui serviraient à activer les progrès de l'agriculture.

19. *Êtes-vous en état de constater si la colonisation est actuellement en voie de progrès dans la région du pays que vous habitez ?*

Je passe à la dix-neuvième question, et je réponds que la colonisation a fait d'immenses progrès surtout depuis dix ans. Il serait trop long d'étaler à l'attention du

comité tous les succès de la colonisation, cependant, pour en donner une idée suffisamment exacte, je vais grouper ici les développements les plus marquants des principaux centres.

Premièrement.—La région du bas St. Laurent, y compris la Gaspésie, offre une augmentation de plus de 180,000 acres de terre neuve, préparés durant les dix années comprises entre 1851 et 1861 lesquels défrichements ont apporté une augmentation de 3 millions 113,784 minots de grains et patates dans la récolte de 1860, outre le foin et les pâturages. Quant à la population, elle s'est accrue de 30,752 habitants durant la même époque.

Deuxièmement.—De l'autre côté du fleuve, dans le Saguenay, la colonisation a également fait d'étonnantes progrès. En 1851, on ne comptait dans le Saguenay, depuis Tadoussac jusqu'au lac Saint-Jean, que deux paroisses organisées possédant leur curé. La population s'élevait alors à 5,864 habitants, établis en douze groupes, et on y comptait sept églises ou chapelles. D'après les statistiques de 1861, huit paroisses y étaient organisées, desservies par neuf prêtres. Le chiffre de la population totale s'élevait à 10,478 habitants, formant vingt-trois groupes ou foyers actifs de colonisation. Quatorze églises ou chapelles étaient construites, et on y remarquait une augmentation de 27,000 acres dans le défrichement des terres.

Troisièmement.—Les Cantons de l'Est, qui ne renfermaient que 21 paroisses et 22 prêtres en 1851, avec une population de 94,285 âmes, démontraient dix ans plus tard, 39 paroisses et 49 prêtres, et une population de 139,885 habitants. C'était donc une augmentation de dix-huit paroisses, 27 missionnaires et un surplus de population de 45,600 âmes. Durant les dernières dix années, il a été défriché 299,000 acres qui ont augmenté la récolte de 1860 de plus de 3 millions 400,000 minots de grains et patates, sans compter le foin et les pâturages.

Aujourd'hui, la propriété foncière des cantons de l'Est est évaluée à 23 millions de piastres, le bétail à 4 millions 500,000 piastres, et les produits agricoles à environ 6 millions de piastres, formant en tout une richesse totale de 33 millions et demie de piastres.

Quatrièmement.—La région de l'Ontario compte d'aussi beaux triomphes. En 1851, le nombre des paroisses organisées et possédant un prêtre s'élevait à six; on y comptait huit églises ou chapelles; et la population embrassait 24 centres de colonisation. En 1861, on y remarquait 60 centres ou noyaux de population; 20 paroisses possédant leur curé; et 27 églises ou chapelles construites. Ces données constatent donc une augmentation de 36 paroisses ou centres de population; 19 églises ou chapelles et 14 prêtres-missionnaires. La population a aussi augmenté de 18,000 âmes et le défrichement des terres s'est accru de 52,976 acres.

Cinquièmement.—Pour dernière démonstration, j'embrasserai les progrès réalisés dans la Province de Québec toute entière, et j'ajouterai que durant les dix dernières années il a surgi 9,858 cultivateurs nouveaux, et qu'il a été défriché 1 million 171,000 acres de terre nouvelle. Ces nouveaux défrichements ont augmenté les récoltes annuelles (celle de 1860 par exemple) de plus de 21 millions 500,000 minots de grains et légumes. Quant à la population totale de la Province, elle s'est accrue de 213,834 âmes.

Ces quelques statistiques suffiront, je l'espère, pour bien renseigner le comité sur la valeur des progrès réalisés dans la colonisation des terres de la Province de Québec, et il y a lieu de croire que ces progrès vont sans cesse en augmentant.

20. Quels seraient, suivant vous, les meilleurs moyens de l'activer ?

Quant aux meilleurs moyens à prendre pour activer la colonisation, je crois les avoir proposés déjà; notamment dans mon livre sur la *Colonisation du Bas-Canada* et dans une brochure intitulée: *Coup-d'œil sur les ressources du Canada*, etc., etc. Cependant, comme les moyens proposés dans ces circonstances l'ont été sous le régime et au point de vue de l'Union des Provinces du Haut et du Bas-Canada, et que depuis ce temps est survenue la constitution nouvelle qui nous régit, qui laisse aux Provinces

le soin de diriger les intérêts de l'agriculture, de la colonisation et de l'immigration, je crois devoir, sous ces circonstances, offrir un nouveau plan de colonisation pratique, dégagé des restrictions nécessitées par le ci-devant régime politique des Provinces unies du Canada, que je transmets au comité à la suite de cette série de réponses, marqué Document A.

21. *Quelles seraient, suivant vous, les mesures les plus efficaces à adopter pour diriger vers cette province un courant considérable d'émigration européenne ?*

23. *Quelles classes d'émigration doit-on chercher de préférence à faire venir ici ?*

En réponse à ces deux questions concernant l'immigration étrangère, je crois que les moyens les plus efficaces sont trouvés depuis longtemps, et que le sillon est parfaitement tracé par lequel l'Angleterre, l'Irlande, l'Allemagne et la Norvège expédient l'exubérance de leurs populations respectives en Amérique. Si la France et la Belgique n'offrent point d'émigrants au Canada, c'est parce qu'on s'y garde bien de les appeler et de faire connaître à ces contrées les avantages qu'ils y trouveraient.

24. *Croyez-vous que les conditions auxquelles le gouvernement accorde les permis d'occupation sur les terres publiques soient un obstacle sérieux au progrès de la colonisation ?*

Les conditions auxquelles le gouvernement accorde les permis d'occupation sur les terres publiques sont acceptables ; excepté qu'il conviendrait de laisser au colon résidant sur son lot le droit de couper et vendre le bois qui se trouve sur sa terre comme bon lui semblerait ; autrement c'est faire obstacle au progrès de la colonisation, en empêchant ainsi les pauvres familles de s'établir dans la forêt, faute de pouvoir profiter de ce commerce.

28. *Serait-il avantageux de concentrer les ressources de la colonisation sur un nombre limité de chemins importants, laissant aux municipalités et aux sociétés de colonisation le soin de faire des ramifications à ces grands chemins ?*

En répondant à la vingt-huitième question relative aux chemins de colonisation, je ne crois pas qu'il serait avantageux de placer l'octroi législatif sur des grandes routes de colonisation, pour laisser aux municipalités et aux sociétés de colonisation le soin de faire les autres chemins destinés à conduire à ces grandes routes. D'abord les municipalités s'y prêteraient très-peu ou point, et si on les y forçait par une loi, on peut juger de suite quel profit et quels secours on aurait lieu d'attendre d'institutions ainsi disposées. Quant aux sociétés de colonisation, elles ont d'autres besoins impérieux à satisfaire, et qui sont plus en harmonie avec l'esprit et le but de leur constitution. Cependant, de cette opinion il ne faudrait pas conclure que j'approuve complètement le mode actuellement suivi pour l'ouverture des chemins de colonisation. Au contraire, je désirerais voir la somme destinée à l'ouverture des chemins mieux appropriée, c'est-à-dire, moins fractionnée. Par exemple, n'est-ce pas désolant de voir subdiviser, morceler une somme de \$53,600, comme en 1866, sur 127 chemins différents ! Quel on a été le résultat ? celui de donner à chaque chemin, pour sa part de l'année, environ un mille parachevé !

Pour obvier à un tel état de choses, il faudrait donc qu'il y eut une étude particulière faite des lieux et des besoins, afin de connaître les chemins qu'il conviendrait d'ouvrir ou de parachever d'avec ceux qu'on pourrait remettre à un autre temps, et qui ne pressent point. Pour ne pas faire fausse route, ni embarrasser inutilement les finances du pays, il conviendrait de nommer un officier spécial, pour observer et faire rapport au bureau sur la matière ; et aucune nouvelle route ne devrait être ouverte, sans avoir été préalablement l'objet d'une étude consciencieuse et raisonnée par l'officier commis à cet effet.

29. *Une loi qui mettrait à couvert de la saisie les animaux, instruments d'agriculture et défrichements des colons pendant un certain nombre d'années (Homestead Law) serait-elle dans l'intérêt bien entendu de la colonisation ?*

Quant à la question touchant la loi protectrice des colons (homestead law) je crois devoir exprimer qu'elle serait plus désastreuse que profitable au colon honnête

et probe. Je ne refuse pas d'y voir certains avantages, mais en même temps se présente un obstacle fort sérieux pour le pauvre défricheur qui a besoin d'un crédit ouvert chez le marchand, pour nourrir sa famille en attendant sa récolte, ou pour réparer un malheur qui lui arrive. Que deviendra-t-il, au milieu de l'hiver, s'il ne peut acheter des provisions pour sa famille sans offrir au marchand les garanties qu'il exige ? Dans une occurrence semblable ce colon sera forcé indubitablement de laisser l'endroit où mourir de faim.

S'il devenait nécessaire, toutefois, de législater sur cette matière, la loi devrait déterminer que les dettes antérieures à la prise de possession d'un lot, par un colon, ne pourraient être recouvrées par une saisie contre les animaux, instruments d'agriculture et défrichements du dit colon, pendant les huit ou dix premières années d'occupation, excepté les dettes contractées durant la résidence de ce colon sur son lot.

30. *Une prime d'encouragement qui serait accordée à même les fonds destinés à l'agriculture, pour les défrichements les plus considérables et les meilleurs rendements dans chaque comté ouvert à la colonisation, serait-elle un bon moyen d'activer la colonisation ?*

Ma réponse à cette question se trouve mentionnée au numéro sept.

31. *Quels sont les endroits où devraient être faits les octrois gratuits, sur les chemins même ouverts par le gouvernement ou simplement dans leur voisinage ?*

Ma réponse se trouve dans le *Plan d'Organisation* ci-après.

41. *Avez-vous quelques modifications à recommander au sujet des licences pour coupe de bois ?*

La principale modification à apporter au sujet des licences pour coupe de bois, c'est de ne point en accorder dans les cantons arpentés ou ouverts à la colonisation. De criantes injustices se commettent tous les jours contre les colons, notamment dans les forêts du sud ou du bas du fleuve Saint-Laurent. Là, le pillage et la dévastation embrassent jusqu'aux bois les plus précieux qui se trouvent sur les lots octroyés ou vendus, malgré les règlements du Département des Terres qui s'y opposent.

43. *Que pensez-vous du système suivi jusqu'à présent pour l'ouverture des chemins de colonisation ? si vous le trouvez defectueux, quel à sa place suggéreriez-vous ?*

Je n'ai rien à dire contre le système suivi jusqu'à ce jour pour l'ouverture des routes de colonisation, en tant que cela concerne les travaux, et je crois ce système conforme aux intérêts publics. Quant aux moyens d'en déterminer l'ouverture, j'y ai répondu à la vingt-huitième question.

44. *Pensez-vous que de nouvelles conditions, quant au délai pour paiement des terres de la couronne, pourraient être avantageuses au colon, sans nuire considérablement au revenu public ?*

Les conditions actuelles pour la vente des terres ne devraient pas être échangées. Nous avons l'expérience d'une loi, déjà ancienne et rappelée, qui accordait aux colons un délai de cinq ans pour faire le premier versement sur l'achat des terres. Qu'en est-il résulté ? Suspension du revenu public ; six millions de piastres dûes au Département des Terres qui ne rentreront jamais, source immense d'embarras, de chicane et de procès chez les individus qui se transmettaient par vente les permis d'occupation ; sans compter mille autres tracasseries acquises au Département par cette législation malencontreuse.

45. *Avez-vous quelq' autre observation à faire concernant l'agriculture, l'immigration ou la colonisation ?*

45. A cette dernière question, je n'ai rien à dire, préférant référer respectueusement le comité aux observations générales que j'offre dans le plan ci-après.

Le tout humblement soumis,

(Signé,)

STANISLAS DRAPEAU.

(Document A.)

AGRICULTURE ET COLONISATION.

PLAN SOMMAIRE ET PRATIQUE.

Je prends pour base de la division de ce projet d'organisation la classification des fonctions de ceux qui seraient appelés à le mettre en pratique.

- I. Sociétés d'agriculture.
- II. Écoles spéciales d'agriculture.
- III. Régions administratives locales de la colonisation.
- IV. Octrois gratuits rendus plus généraux.
- V. Chemins de colonisation.
- VI. Sociétés de secours ou de colonisation.
- VII. Surintendant de l'agriculture, de la colonisation et des chemins.
- VIII. Agences concernant l'immigration étrangère.

Je vais reprendre chacune de ces divisions pour les accompagner des remarques nécessaires à leur éclaircissement.

I. SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE.—Les soixante-treize sociétés d'agriculture de la Province seraient mises en rapport direct avec le Département de l'Agriculture, auquel chacune des dites sociétés adresserait un rapport ou compte-rendu succinct sur l'ensemble des progrès accomplis dans le comté, touchant l'agriculture, l'amélioration du bétail, le développement de l'industrie domestique, etc., et autres données généralement quelconques sur cette importante question.

En conséquence de l'octroi public accordé à ces sociétés, le département pourrait régler certains prix à être placés dans les listes des concours des diverses sociétés, concernant plus directement les intérêts du défrichement des terres, et on conçoit quel immense avantage il en résulterait pour la colonisation.

Ce système offrirait aussi à l'honorable ministre de l'agriculture une source abondante de renseignements utiles, qui enrichiraient avec profit pour le public son rapport annuel, puisqu'il serait alimenté par d'aussi nombreux correspondants, qui écriraient de tous les points du pays à la fois, et en feraient pour ainsi dire une espèce de recensement annuel.

II. ÉCOLES SPÉCIALES D'AGRICULTURE.—Des écoles spéciales d'agriculture, avec fermes expérimentales, seraient autorisées par le gouvernement et subventionnées. C'est par une semblable initiative que le gouvernement ferait naître chez la jeunesse quelque peu instruite le goût de la carrière agricole, tout en y dirigeant l'intelligence et les capitaux. Des bourses seraient offertes au talent pour stimuler l'ardeur des élèves, et l'enseignement agricole pourrait même se poursuivre jusqu'à la plus grande circulation possible aux journaux ou revues agricoles, afin d'offrir aux cultivateurs tous les moyens d'instruction propres à la pratique de leur état.

III. RÉGIONS ADMINISTRATIVES LOCALES DE LA COLONISATION.—Diviser la Province de Québec par districts pour les fins de la colonisation, afin que toutes les sections soient également favorisées dans leur développement.

La Province serait divisée en onze territoires ou régions comme suit savoir :—

1° La Gaspésie : comprenant tout le territoire qui s'étend depuis les environs de la Baie de Gaspé, en remontant dans la Baie des Chaleurs et la Rivière de Ristigouche.

2° Le bas Saint-Laurent (partie Est) : depuis la Rivière-aux-Renards, en remontant le golfe du fleuve Saint-Laurent jusqu'à la Rivière-du-Loup.

3° Le bas Saint-Laurent (partie Ouest) : depuis la Rivière-du-Loup jusqu'à la Rivière Chaudière.

4° Cantons de l'Est (partie supérieure): comprenant tout le territoire de la Haute-Chaudière qui s'étend de l'Est à l'Ouest depuis la Rivière Chaudière jusqu'aux environs de la Rivière Yamaska; et du Sud au Nord depuis la ligne provinciale à un point marqué au centre des Cantons de l'Est.

5° Cantons de l'Est (partie inférieure): comprenant le reste de ce vaste territoire, depuis St. Giles jusqu'aux environs de la Rivière Yamaska; et en profondeur depuis la ligne des seigneuries du fleuve jusqu'à la ligne de la division supérieure qui reste à déterminer.

6° L'Outaouais (partie ouest): s'étendant depuis les établissements de la Rivière Creuse, en descendant, jusqu'à ceux situés sur la Rivière-du-Lièvre, y compris les cantons de l'intérieur.

7° L'Outaouais (partie est): embrassant le reste du comté d'Ottawa, depuis les environs de la Rivière-du-Lièvre et les comtés d'Argenteuil et les Deux-Montagnes.

8° Le nord de Montréal: comprenant les comtés de Terrebonne, Montcalm, L'Assomption, Joliette et Berthier.

9° Le Saint-Maurice: comprenant les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice et Champlain.

10° Le nord de Québec: comprenant les comtés de Portneuf, Québec, Montmorency et Charlevoix.

11° Le Saguenay: comprenant les comtés de Saguenay et Chicoutimi.

Un agent de colonisation serait placé dans chacune des divisions sus-mentionnées, pour faire progresser le défrichement des terres qu'un bon système favoriserait. Chaque agent serait tenu d'attirer l'attention des habitants sur les terres qui offrent le plus de chances de succès, en leur donnant des renseignements précis; de former dans les anciennes paroisses comprises dans les limites de son agence, parmi les jeunes gens, des noyaux de colonisateurs destinés à occuper le territoire à mesure que les chemins s'ouvriraient.

Chaque agent serait donc chargé de donner gratuitement les terres que le gouvernement aurait choisies à cet effet.

Un mouvement ainsi organisé aurait donc pour conséquence immédiate de faire progresser la colonisation sur tous les points du pays à la fois, et d'engager une foule de personnes qui ont quelques moyens pécuniaires à se porter vers les terres nouvelles.

IV. OCTROIS GRATUITS.—Le gouvernement, en acceptant la proposition qui précède, aurait consenti par là même à rendre le système des octrois gratuits plus général, puisque dans chaque division il devra y avoir au moins un chemin sur lequel il soit accordé des terres gratuitement. Mais ce n'est pas là tout le plan. Il faut que le gouvernement accorde un chemin dans chaque comté, destiné à être colonisé par le système proposé.

Ces octrois, d'ailleurs, auraient pour résultat immédiat d'accélérer sensiblement la vente des terres situées dans l'intérieur des dits cantons, et de les livrer plus promptement au défrichement, par l'affluence qui aurait lieu partout, dans chaque comté, comme je l'ai exprimé dans mes réponses au comité de la colonisation.

Des hommes inquiets et timides craignent que les octrois gratuits soient une cause de pertes considérables pour le revenu public. C'est une illusion. Comme l'exprime si bien l'honorable M. Langevin, et tous les hommes versés dans l'étude de l'économie politique, "le système des octrois gratuits semble être momentanément une perte pour le revenu public, mais cette perte est bien vite compensée par les revenus et les richesses que le pays retire des terres qu'il contribue ainsi à faire ouvrir." D'ailleurs, il ne s'agit de donner, dans la plupart des cas, que 41 lots sur 380 lots, qui peut renfermer un canton de trois lieues carrées. C'est une affaire d'environ treize cents piastres par chaque canton ainsi organisé, quand une fois toutes ces terres données gratuitement auront été prises pour être défrichées sous ce

système. Puis, il restera 336 lots à vendre par canton, lesquels rapporteront un revenu de plus de \$10,000, une fois tous ces lots vendus et payés.

V. CHEMINS DE COLONISATION.—L'ouverture des chemins est la première et principale mesure qui doit assurer à la colonisation son plein succès. Il faut donc que le gouvernement veille non-seulement à l'ouverture des grandes routes passant à travers les cantons propices à l'agriculture, mais qu'il s'occupe aussi des chemins qui y conduisent. Comme j'ai répondu au comité amplement sur cette matière, je m'abstiendrai de faire de plus amples démonstrations. Puis, je sens qu'il n'est pas nécessaire d'appuyer longuement sur une telle proposition, l'énoncer, cela suffit.

VI. SOCIÉTÉS DE SECOURS OU DE COLONISATION.—Une autre mesure éminemment efficace pour activer la colonisation est l'œuvre des *Associations de secours*, dont la mission est de venir en aide aux familles qui s'établissent sur des terres nouvelles, pour l'ensemencement de leurs premiers défrichements, suivant que l'exprime le projet de constitution que je place ci-après, marqué Document B.

Le gouvernement, dans son désir de voir progresser le pays, pourrait étendre sa sollicitude sur les développements de ces associations en faisant bénéficier d'une allocation annuelle de \$100 toute société qui se formera dans le but d'aider les nouveaux colons, chaque année.

On conçoit de suite que cette protection du gouvernement aurait l'effet de créer, développer et affermir le règne de ces bienfaisantes associations; et qu'une législation aussi pleine de sagesse, de justice et d'amour mériterait au gouvernement qui la produirait la plus vive reconnaissance du pays, puisque d'un bout à l'autre de la Province, il n'y a qu'une seule voix pour en célébrer l'importance. Le gouvernement rendrait encore un service signalé, en faisant imprimer et circuler un *Guide du Défricheur*, avec cartes régionales des terres qui sont à coloniser dans la Province de Québec.

VII. SURINTENDANT DE LA COLONISATION ET DES CHEMINS.—Le gouvernement pourrait nommer un surintendant de l'agriculture, de la colonisation et des chemins, qui serait chargé de voyager partout où le besoin serait. Cet employé, qui posséderait une connaissance exacte des ressources et des besoins de l'agriculture et de la colonisation, veillerait aux intérêts que lui incombe sa charge, et s'attacherait à bien remplir le but de sa mission, qui serait d'étudier les meilleurs moyens pour faire progresser l'agriculture, la colonisation et déterminer l'à-propos de l'ouverture ou du parachèvement des chemins. Il serait en rapport avec les secrétaires des sociétés d'agriculture, les agents de colonisation, et les conducteurs des travaux sur les chemins de colonisation, etc., etc. Il agirait sous la direction de l'honorable ministre de l'agriculture.

VIII. AGENCES D'IMMIGRATION.—En face des efforts combinés des sociétés anglaises du Canada et d'Angleterre à favoriser l'entrée de leurs nationaux en ce pays, que je ne blâme aucunement, je crois qu'il est grandement temps pour la Province de Québec de sortir de son apathie, et de percer du regard toute l'étendue de la situation que lui a faite l'immigration étrangère, dans le passé, et surtout ce qu'elle lui prépare pour l'avenir, sous le nouveau régime. Si je plaide en ce moment la cause de l'immigration, et que je la réclame, ce n'est pas, certes, que j'aime la panacée; mais les circonstances le veulent et il faut à tout prix que la Province de Québec profite de cette source d'augmentation, dans l'intérêt des diverses origines qui la composent, afin de contrebalancer l'augmentation de population qui se fera par ce moyen dans la Province d'Ontario.

VOIES ET MOYENS.

J'ai lieu d'espérer que le plan d'organisation que je sou mets au comité servira efficacement les intérêts des œuvres qui y sont mentionnées, et que les dépenses qu'il nécessitera ne seront pas un obstacle à son adoption entière ou partielle, puisque

la Province, d'après ce plan, n'aura pas à dépenser plus qu'aujourd'hui; voyons plutôt :

DÉPENSES EN 1866.

Octroyé aux 73 sociétés d'agriculture en 1866.....	\$ 46143
Payé par le Bureau d'Agriculture pour l'ouverture des chemins de colonisation.....	56928
Payé par le Département des Travaux Publics pour l'ouverture et parachèvement de certains autres chemins de colonisation.....	48651
En tout.....	<u>\$ 151722</u>

DÉPENSES SOUS LE NOUVEAU PLAN PROPOSÉ.

Agriculture.	Octrois annuels à 73 sociétés d'agriculture ...	\$25000	
	Octrois annuels à 4 écoles spéciales d'agriculture (\$2500 chacune, dont \$1500 pour l'enseignement et \$1000 pour former 20 bourses)	10000	\$ 35000
Colonisation.	Octroi annuel pour l'ouverture des chemins de colonisation.....	\$50000	
	Octroi annuel à 60 associations de secours à \$100 chacune.....	6000	
	Salaires des 11 agents de colonisation, à \$1000 chaque.....	11000	
	Salaires du surintendant de la colonisation et des chemins.....	1200	
			\$ 68,200
Immigration.	Salaires des deux agents d'immigration à l'étranger, à \$1200 chaque.....	\$ 2400	2400
Formant en tout.....			<u>\$ 105600</u>

Espérons que du concours de toutes les idées fournies au comité de la colonisation, et surtout de tous les dévouements acquis, il en sortira une action puissante et féconde en bons résultats pour les intérêts généraux de la Province de Québec.

Le tout humblement soumis.

(Signé,)

STANISLAS DRAPEAU.

(Document B.)

ASSOCIATION DE SECOURS, POUR VENIR EN AIDE AUX COLONS * DÉFRICHEURS,

PROJET DE CONSTITUTION.

ARTICLE I.—Le but de l'Association de Secours est, au moyen d'une organisation régulière et permanente, de venir en aide aux personnes qui s'établissent sur des terres nouvelles, afin d'accroître le développement de la richesse nationale par la prise de possession du sol, et donner aux familles qui s'y dévouent un encouragement propre à les aider à faire l'acquisition d'un patrimoine.

ARTICLE II.—Outre le directeur-président de l'association, qui sera de droit M. le curé de la paroisse, les officiers suivants seront élus chaque année, savoir : un président-adjoint, deux vice-présidents, un secrétaire-trésorier, et un conseil de 20 membres pour former, avec les officiers ci-dessus mentionnés, le bureau de direction.

ARTICLE III.—Il y aura une assemblée générale, chaque année, dans le mois de janvier, pour soumettre aux membres de l'association un rapport annuel sur les bonnes œuvres opérées durant l'année, ainsi qu'un état des comptes de la société, et pour l'élection des officiers de l'association.

ARTICLE IV.—La contribution annuelle sera, pour les cultivateurs, d'un minot de grain ou plus, suivant le zèle charitable des personnes intéressées aux besoins des pauvres, payable dans le mois de janvier, chaque année, aux membres du conseil qui en feront la collecte à domicile. Quant aux associés qui ne récoltent point, ils seront tenus de verser dans la caisse de l'association une valeur d'environ un sou par semaine, soit 2 chelins par année, payables aussi à la même époque.

ARTICLE V.—L'œuvre dont l'association aura à s'occuper sera de distribuer à propos, parmi les colons établis sur des terres nouvelles, des grains de semence, le printemps, afin de les aider à sortir des embarras dont est semée la route du défricheur durant les premières années, et de promouvoir, par là, la cause de la colonisation.

ARTICLE VI.—La durée de l'aide accordée à chaque colon ne devra pas se prolonger au-delà de quatre années, s'il est possible; encore sera-t-il nécessaire de bien considérer l'état du colon pour s'assurer s'il a ou non impérieusement besoin d'une telle aide, et si l'amour du travail du dit colon est en harmonie avec les sacrifices que s'impose l'association pour l'aider à s'établir.

ARTICLE VII.—Les limites naturelles dans lesquelles l'association aura à déployer sa charité devront être celles des établissements voisins de la paroisse.

ARTICLE VIII.—Dans le cas qu'il arriverait qu'une ou plusieurs Associations de Secours seraient fondées dans un endroit, lesquelles seraient destinées à porter secours aux colons d'un même lieu, alors il serait du devoir des dites associations de communiquer ensemble afin d'aviser au meilleur fonctionnement du système.

ARTICLE IX.—Tout colon protégé par l'Association de Secours, qui sera trouvé coupable d'abus de confiance, perdra droit aux faveurs de la société et sera rayé de la liste des secourables.

ARTICLE X.—Il est désirable que l'aide accordée aux colons ne s'étende qu'à ceux qui tiennent feu et lieu sur leurs lots respectifs.

DEVOIRS DES OFFICIERS.

Les devoirs des officiers se résument ainsi :

1° Le directeur-président, ou en son absence le président-adjoint, devra présider toutes les assemblées générales ainsi que celles du bureau de direction.

2° Le secrétaire-trésorier rédigera, tiendra, conservera les procès-verbaux des assemblées générales, les minutes du bureau de direction, et tous les documents qui ont rapport à la société, et devra recevoir les deniers ou les grains qui lui seront confiés, les déposer dans un lieu sûr et ne s'en désaisir que sur un vote du comité de régie.

3° Le bureau de direction sera composé des président, vice-président, secrétaire-trésorier et des 20 autres membres de la société. Le quorum du dit bureau de direction sera de 5 membres. Il aura la direction et l'administration des affaires, de même que des revenus de la société. Il devra rendre compte de ses opérations à l'assemblée générale du mois de janvier. Il aura également le droit de faire tous les règlements nécessaires pour la bonne administration de la société.

(Signé,)

STANISLAS DRAPEAU,
Promoteur des Associations de Secours.

Réponses de M. Narcisse Blais, cultivateur.

A PIERRE SAMUEL GENDRON, Ecuyer,
député au Parlement de Québec.

St. Pie, 12 février 1868.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre contenant une série de questions, sur lesquelles le comité sur l'agriculture, l'immigration et la colonisation désire avoir l'opinion de quelques citoyens.

Je dois commencer par vous marquer toute la surprise que m'a causée la demande que vous me faites, de faire connaître mes vues, et de vouloir bien répondre le plus promptement possible aux questions sur lesquelles le comité désire avoir des renseignements, parceque je connais toute mon incompetence pour traiter convenablement un sujet si important; mais me rappelant d'avoir lu, que même le grain de sénévé peut produire un arbre, je me suis décidé à répondre; heureux, si dans mes remarques, vous pouvez glaner quelque chose d'utile et propre à aider le comité dans son travail patriotique.

1. *L'agriculture a-t-elle fait dans les dix dernières années et fait-elle actuellement des progrès sensibles ?*

Il est certain que l'agriculture a fait beaucoup de progrès depuis les dix dernières années, et qu'elle continue de s'améliorer, mais l'avancement est lent et devrait être activé.

2. *La Chambre d'Agriculture et les sociétés d'agriculture contribuent-elles au progrès agricole dans la proportion de ce qu'elles coûtent au trésor public ?*

3. *Résulte-t-il beaucoup de bien des expositions provinciales et des expositions agricoles de comtés qui ont lieu chaque année ?*

4. *S'est-il glissé des abus dans les sociétés d'agriculture ? Si oui, veuillez les signaler.*

Je crois que ni la Chambre d'Agriculture, ni les sociétés de comté, contribuent au progrès agricole dans la proportion de ce qu'elles coûtent au trésor public, il en résulte certainement quelque bien, mais ces institutions n'ont pas atteint le résultat qu'il était permis d'espérer : ce sont ordinairement des personnes en état de faire des dépenses qui remportent les prix; bien souvent, ce qu'elles obtiennent, ne rembourse pas la dixième partie de la valeur qu'elles y ont mise, parce que le soin donné aux objets exhibés, n'est pas aidé de connaissances suffisantes et pratiques.

J'ai souvent entendu dire à des compétiteurs heureux, que ça ne les payait pas, et qu'ils laissaient le champ libre à d'autres : pour le pauvre, celui qu'il est plus nécessaire de faire avancer, il est resté ce qu'il était avant l'établissement des sociétés d'agriculture, en disant que ses moyens ne lui permettent pas de faire mieux.

Dans mon comté, un grand nombre se font membres de la société d'agriculture, uniquement pour se procurer les graines de trèfle et de mil, dont ils ont besoin et qui leur sont livrées dans chaque paroisse, sachant que ces graines sont de première qualité, chacun s'abonne pour se fournir la quantité qu'il leur faut, et rien de plus.

5. *L'introduction de l'enseignement agricole pratique, dans les écoles normales et dans les écoles primaires, vous paraît-elle un bon moyen d'activer les progrès de l'agriculture ?*

Je crois que l'introduction de l'enseignement agricole pratique dans les écoles normales et primaires, aiderait à activer le progrès, parce que, plus les connaissances s'étendent, plus l'avancement sera marquant.

6. *Un ou plusieurs prix accordés annuellement pour l'exploitation agricole la mieux dirigée et la plus profitable dans chaque comté, remplaceraient-ils avantageusement les expositions accoutumées, ou cette mesure devrait-elle aller de pair avec les expositions ?*

Plusieurs prix accordés annuellement, pour la ferme la mieux tenue et la plus profitable, dans chaque comté, seraient, à mon avis, d'une grande efficacité, parce que le vrai mérite serait encouragé et récompensé; en même temps, ces terres bien

tenues serviraient d'exemple aux propriétaires de l'arrondissement, mais je ne crois pas qu'il faille supprimer les expositions annuelles maintenant.

7. *Quels seraient, suivant vous, les autres moyens d'activer les progrès de l'agriculture ?*

Le moyen le plus efficace de promouvoir les améliorations indispensables à l'avancement de l'agriculture, (je crois que tous les efforts seront encore longtemps stériles sans lui, et je serais même disposé de tout sacrifier pour l'obtenir), c'est l'établissement de fermes-modèles aussi nombreuses que possible. C'est là que le père de famille irait, peut-être d'abord avec l'intention unique de voir, mais en voyant, il étudierait, puis il y reviendrait avec un ami, un voisin, il raisonnerait, et son bon sens aidant, il finirait par comprendre que l'on veut s'occuper de sa position sociale, et d'améliorer son bien-être ; il y conduirait sa femme, ses fils, qui, ayant peut-être des doutes sur la véracité des merveilles racontées par le père, voudront voir et juger par eux-mêmes, celui-ci fera une remarque, celui-là une autre, les essais suivront bientôt, et le succès fera le reste.

Mais pour réussir, il faut, de rigueur, que la ferme, dite modèle, soit sous une main habile, conduite avec moins de frais possible, autrement, le remède serait pire que le mal, l'ancienne routine serait proclamée déesse et vénérée comme telle par toute la génération présente.

8. *Le goût des occupations agricoles paraît-il diminuer parmi la jeunesse de votre localité ? Si oui, veuillez dire à quoi vous en attribuez la cause ?*

Le goût des occupations agricoles loin de diminuer dans ma localité, est plus vivace que jamais ; hommes de professions ou de métiers, tous achètent une ferme quand les moyens le permettent, le vœu de la jeunesse est le même.

9. *Les journaux d'agriculture et autres, ont-ils quelque circulation dans votre localité ? l'usage des machines y est-il répandu ?*

La circulation des journaux d'agriculture est nulle, l'usage des machines n'est pas répandu, parce que, la plupart des cultivateurs n'en ont jamais vu, ou s'ils en ont vu, ils seraient fort embarrassés de savoir quel aide on peut en retirer, les fermes-modèles seules prouveraient leur efficacité ; le rateau à cheval, très en usage maintenant, un instrument, dit bouleverseur, plusieurs espèces de herses doubles et simples, sont les seuls instruments améliorés que l'on voit.

10. *La propriété continue-t-elle à se subdiviser dans les anciennes paroisses ?*

La subdivision des propriétés ayant eu pour effet de prouver qu'elle faisait autant de pauvres qu'elle formait de propriétaires, cette coutume est disparue.

11. *La population de votre localité émigre-t-elle à l'étranger ? Si oui, où se dirige-t-elle ?*

12. *Quelle est la classe qui émigre ?*

A votre onzième demande, je dois vous dire que je serais fort en peine, si vous m'obligiez de ramener au pays tous ceux qui ont émigré de la paroisse, je crois qu'il y en a dans les quatre parties du monde ; le plus grand nombre dans les États-Unis d'Amérique, qui nous avoisinent, d'autres dans la partie dite Ouest, toute classe fournit sa part.

13. *Parmi ceux qui émigrent, en est-il qui reviennent au pays après un certain temps ? Si oui, rapportent-ils des épargnes ?*

Parmi ceux qui émigrent, il en revient quelques-uns, la plupart rapportent des épargnes, ce sont ordinairement des pères de famille qui reviennent seuls, la jeunesse se fixe aux États, d'autres viennent passer l'hiver avec la famille, et retournent au printemps.

14. *Y a-t-il dans votre localité des colons venus d'autres parties du pays ? et d'où ?*

15. *La population de votre localité fournit-elle, ou a-t-elle déjà fourni des colons à d'autres parties du pays ? Si oui, veuillez les indiquer.*

Notre paroisse est formée de personnes venant de différentes parties du pays, je ne connais aucun fermier européen parmi nous. Notre localité a fourni bon nombre de colons aux établissements des townships voisins, et continue encore de s'y porter, quoi qu'en moindre nombre ; souvent des propriétaires vendent, pour se procurer plus d'espace pour établir leur famille.

16. *Y a-t-il dans votre localité des manufactures, et de quelle espèce sont-elles ?*

17. *L'établissement de manufactures y est-il praticable ?*

18. *Quelle espèce de manufactures pourrait être établie avec avantage dans la région du pays que vous habitez ?*

Les magnifiques pouvoirs d'eau renfermés dans les limites de la paroisse St. Pie, en font une place des plus avantageuses pour l'établissement de manufactures de tous genres ; nous possédons une machine pour travailler et préparer le lin, moulins pour carder la laine, pour fouler, presser, raser les étoffes, moulins à scie et à farine, mais il reste un large espace à plusieurs autres industries.

Je ne puis vous renseigner sur ce qu'il y a à faire pour promouvoir la colonisation dans le pays, résidant dans une localité qui n'a pas besoin de secours sous ce rapport ; permettez-moi cependant de vous marquer que je crois qu'il serait avantageux de concentrer les ressources de la colonisation sur un nombre de chemins importants, la population s'y porterait de préférence ; une fois un centre établi, le gouvernement pourrait le laisser à lui-même, et il se suffirait. L'ouverture trop multipliée de chemins doit entraîner une grande dépense d'entretien ; si on y construit des ponts, ils tombent en ruine avant d'être utiles, les frais de les ériger seraient mieux employés en grains de semence ou autres secours, comme prime d'encouragement.

Je verrais avec plaisir les octrois gratuits faits sur les chemins ouverts même par le gouvernement, leur voisinage se peuplerait bientôt.

Le gouvernement doit user de beaucoup de prudence dans l'octroi des licences pour la coupe du bois, car si le colon ne trouve que des broussailles sur une propriété, quand même on la lui donnerait, il préférera s'établir sur un lot de sol inférieur, comptant sur le revenu qu'il pourra faire avec le bois pour vivre.

Je crois que l'on trouverait dans ma localité des personnes disposées à s'établir sur les terres publiques, si des encouragements leur étaient donnés.

Mon incapacité à répondre d'une manière pertinente aux questions que vous avez cru devoir me soumettre me dit que je devrais terminer, mais j'ajouterai, pour répondre à votre quarante-cinquième question, croyant sincèrement au désir du comité, de travailler aux intérêts du plus grand nombre, malheureusement trop négligé par le passé, les remarques suivantes.

Le manque d'égoutter suffisamment les terres labourables cause un grand préjudice aux différents grains semés, et cette négligence est plus étendue qu'on le croit, le sous-sol reste imprégné d'eau, se durcit et se fendille au temps de la sécheresse, la chaleur s'introduisant trop facilement, arrête la racine dans le travail qu'elle doit faire pour chercher sa nourriture, et cause naturellement un grand vide dans le rendement, cette négligence serait accablante, si l'ignorance n'était de la partie.

Je compte aussi parmi les causes préjudiciables à l'agriculture, la coupe irréfléchie de nos bois, qui se pratique de manière à causer de l'inquiétude pour l'avenir, et qui pour le présent aide si puissamment les vents, qui abattent tout sur leur passage, la pluie, poussée avec force, déracine le grain.

La destruction cruelle des petits oiseaux qui la providence nous envoie dans la belle saison pour purger nos champs d'une foule d'insectes, contre lesquels nous sommes impuissants, mérite votre attention ; je crois que s'il nous était donné de pouvoir constater leurs services, nous serions plus sages que nous le sommes sous.

ce rapport. La main-d'œuvre étant de plus en plus rare, les machines dites moissonneuses devraient être recommandées par tous les amis de la classe agricole ; il faut vivre exclusivement des produits d'une ferme, pour se rendre compte des services que ces machines rendraient aux cultivateurs, maintenant que la faux a presque partout remplacé la faucille, les grains se trouvent coupés trop près du sol, ne laissant par conséquent qu'un chaume très-court, les jeunes plants de trèfle et de mil se trouvent atteints avant le temps, le sol se trouvant nu, ne retient pas la neige pour protéger la terre contre le froid de nos hivers, elle gèle à une grande profondeur, se découvre aux premiers rayons du soleil du printemps, et se trouve dépouillée d'une herbe utile pour la féconder et nécessaire à la nourriture des animaux. Des moissonneuses, qui abattraient les grains à une certaine hauteur, et qui pourraient fonctionner sur nos terrains généralement labourés par planches étroites, seraient impayables.

Comme je ne doute pas que messieurs du comité auront assez de renseignements de personnes compétentes, je vous prie de ne parler de mon rapport qu'à la dernière heure ou même de le taire totalement.

Recevez mes remerciements pour l'envoi des documents parlementaires que vous m'avez fait tenir, et croyez-moi

Votre serviteur, etc., etc.,

NARCISSE BLAIS,
Cultivateur.

RÉSUMÉ DES RÉPONSES ADRESSÉES AU COMITÉ PERMANENT SUR L'AGRICULTURE, L'IMMIGRATION ET LA COLONISATION.

Environ quatre cents exemplaires de la circulaire contenant les questions préparées par le comité ont été adressées, dans les différentes parties de la Province, aux citoyens les plus en état par leur position, leur expérience et leurs connaissances de lui donner des renseignements exacts, et de faire des suggestions pratiques sur les divers sujets dont il avait à s'occuper.

Les réponses reçues par le comité sont au nombre de 140. Plusieurs de ces réponses, quarante environ, sont peu ou point motivées et offrant en conséquence peu d'utilité réelle, mais les autres contiennent beaucoup de renseignements intéressants et de suggestions pratiques, bon nombre même indiquent chez leurs auteurs des connaissances et des études sérieuses tant sur l'agriculture que sur la colonisation.

Néanmoins, la plupart de ces réponses, tout en différant dans les termes, se réduisent en définitive à un très petit nombre d'opinions divergeantes. C'eût été s'exposer à des redites presque continuëles, et augmenter sans beaucoup de profit les frais d'impression de ce rapport, que de publier toutes les réponses en entier. Tout ce qu'il importe d'en connaître, ce sont les renseignements spéciaux qu'elles contiennent, les opinions diverses qui y sont exprimées et les raisons données à l'appui de chacune. On trouvera tout cela dans le résumé qui va suivre.

Toutes les parties de la Province ont fourni leur contingent dans cette enquête importante ; en sorte que ses résultats peuvent être regardés à bon droit comme l'expression raisonnée de l'opinion publique sur les différentes questions qu'elle embrasse.

1ÈRE QUESTION.—*L'agriculture a-t-elle fait dans les dix dernières années et fait-elle actuellement des progrès sensibles ?*

1ÈRE RÉPONSE.—De l'avis de tous l'agriculture a fait des progrès durant les dix années qui viennent de s'écouler, et elle en fait encore. Chacun apprécie ces progrès suivant son tempérament, et en égard à sa localité ; beaucoup se contentent de dire qu'il y a progrès sensible, d'autres que les progrès ont doublé et même triplé depuis dix ans. La moyenne de toutes ces opinions est que l'agriculture fait à peu près

partout des progrès très-satisfaisants. Dans quelques localités, c'est l'élevage du bétail qui a augmenté et s'est perfectionné d'une manière plus sensible, dans d'autres c'est la culture du sol qui s'est améliorée. Presque partout, on signale avec satisfaction l'habitude de joindre des graines fourragères aux grains de semence pour fertiliser le sol.

Le Rév. M. Pilote, directeur de l'école d'agriculture de Ste. Anne de Lapocatière, répond comme suit à cette première question: "Oui, dans les idées surtout, au sujet de l'enseignement agricole, dont la nécessité paraît mieux comprise qu'elle ne l'a jamais été. Quant à la mise en pratique de ces idées, tout est encore à l'état d'essai, parce qu'il n'y a pas encore de direction uniforme imprimée à ce mouvement. Voilà tout. Les essais sont plus ou moins heureux, mais ils ne se généralisent pas encore. Il en est de même pour l'enseignement agricole que la classe instruite voudrait voir plus répandu."

2^DE QUESTION.—*La Chambre d'Agriculture et les sociétés d'agriculture contribuent-elles au progrès agricole dans la proportion de ce qu'elles coûtent au trésor public ?*

2^DE RÉPONSE.—La chambre et les sociétés d'agriculture ont contribué pour beaucoup au progrès agricole, mais c'est l'avis du plus grand nombre, qu'elles n'y ont pas contribué en proportion de ce qu'elles coûtent au trésor public; plusieurs même concluent à leur suppression. Les habitants des townships surtout se plaignent du fonctionnement défectueux des sociétés de leurs comtés respectifs; d'autres ne participent pas aux avantages des sociétés parce que leurs localités n'y sont point aggrégées, et préféreraient voir l'octroi agricole appliqué à l'ouverture des chemins. Dans les nouveaux établissements, disent-ils, c'est la colonisation et non l'agriculture qui a besoin d'être encouragée, il faut d'abord créer l'agriculture avant de songer à l'améliorer.

Quelques-uns de ceux qui se prononcent pour la négative, suggèrent de supprimer simplement la Chambre d'Agriculture, et de laisser au Département de l'Agriculture la direction immédiate des sociétés d'agriculture; ce serait, pensent-ils, un moyen de réaliser une économie considérable, et d'exercer un contrôle plus efficace sur les sociétés.

Environ un tiers des réponses sont dans l'affirmative.

Les raisons apportées à l'appui de cette opinion sont généralement que les sociétés d'agriculture ont eu des résultats excellents partout où elles ont bien fonctionné. Elles ont fait naître l'émulation dans l'élevage des belles races d'animaux, et activé puissamment le perfectionnement de l'agriculture.

Quelques-uns ajoutent qu'il leur reste encore beaucoup à faire, mais que l'expérience qu'elles possèdent maintenant les met à même de faire à l'avenir beaucoup plus qu'elles n'ont fait par le passé.

Le rédacteur de la *Revue Agricole*, M. J. Perrault, s'exprime comme suit sur cette question:

"Nos. 1 et 2. Depuis dix ans les progrès agricoles ont été considérables. La culture des plantes fourragères s'est étendue dans toutes les parties du pays. Le bétail, à l'aide de croisements intelligents, s'est amélioré dans toutes les espèces; l'emploi d'instruments aratoires, économisant la main-d'œuvre, s'est répandu, et tout cela grâce à l'organisation agricole existante. Et cependant cette organisation ne fonctionne pas également partout. Nous pouvons affirmer, sans hésitation, que des 80 sociétés d'agriculture existantes, 20 donnent les meilleurs résultats parce que leur bureau de direction a compris la haute mission qui lui était confiée, et en a rempli les devoirs avec autant d'énergie que de savoir. Quarante sociétés, tout en rendant de grands services à leurs localités, faute d'une surveillance active, ne font que la moitié du bien que leur permettrait une meilleure administration. Les vingt sociétés les moins avancées ne profitent que peu des moyens mis à leur disposition.

"Mais de cet exposé faut-il conclure à l'abolition des sociétés? Évidemment non. Nous affirmons qu'il n'y a pas une société qui ne donne en résultats pratiques, la pleine valeur de l'octroi qui lui est fait annuellement. Mais d'un autre côté, il est

incontestable qu'avec le même octroi les sociétés les plus progressives font dix fois plus de bien que les sociétés les plus arriérées.

"Ca n'est pas le système qui est mauvais, puisqu'avec une direction intelligente il donne les plus beaux résultats. C'est bien plutôt l'apathie routinière, le défaut de connaissances spéciales, l'avidité des sociétaires, qui paralyse l'action bienfaitrice des sociétés d'agriculture dans plusieurs localités. C'est la population elle-même qui est en défaut, et on a tort d'accuser le système ; il vaudrait mieux suggérer les améliorations nécessaires pour le faire fonctionner malgré l'apathie des populations.

"Pour arriver à cela, il faut modifier la loi, de manière à régler la distribution de l'octroi fait aux sociétés d'agriculture. Et c'était le but du législateur, qui créa la Chambre d'Agriculture.

"Il faut bien l'avouer la Chambre d'Agriculture n'a pas compris sa mission. La loi lui faisait un devoir de diriger les travaux des sociétés de comté, en leur faisant une obligation d'adopter

"1° Les concours de récoltes sur pied.

"2° Les partis de labour.

"3° L'importations de reproducteurs de choix.

"4° Les expositions d'animaux et de produits de la laiterie.

"Malheureusement la Chambre d'Agriculture n'a pas assumé cette position hardie, cette direction intelligente. Elle s'est bornée à distribuer aux sociétés de comtés les octrois du gouvernement, à diriger les expositions provinciales et à créer le journalisme agricole. Voilà la cause du mal, et le remède est facile à appliquer.

"Il faut que la Chambre d'Agriculture dirige le mouvement agricole là où il a besoin de son initiative, et si la loi ne lui donne pas assez de pouvoir pour cela, ce que nous nions, eh bien, ce pouvoir devrait lui être confié."

Voici la réponse du Rév. M. Pilote, sur cette question :

"Oui, sans aucun doute, pour la Chambre d'Agriculture, dont la subvention devrait être augmentée.

"Quant aux sociétés d'agriculture, non."

3ME QUESTION.—*Résulte-t-il beaucoup de bien des expositions provinciales et des expositions agricoles de comtés qui ont lieu chaque année ?*

3ME RÉPONSE.—Les expositions de comtés font beaucoup de bien, elles stimulent l'ambition des cultivateurs, leur permettent de se rendre compte des progrès réalisés dans leur comté, leur mettent sous les yeux de bons exemples à suivre, leur donnent l'occasion d'améliorer leurs troupeaux en s'y procurant des reproducteurs de choix. Les prix qui y sont distribués sont un puissant encouragement pour ceux qui font des efforts pour améliorer leur culture, et témoignent de l'importance que l'état attache au progrès agricole.

Ces réunions annuelles, qu'on peut appeler la fête d'agriculture, ont encore l'avantage de resserrer les liens qui doivent exister entre les habitants d'un même comté, parce qu'ils apprennent à se mieux connaître. Le succès en agriculture, aussi bien que dans toute autre entreprise, indique toujours la supériorité d'intelligence, et le cultivateur heureux dans ces concours ne gagne pas peu d'influence parmi ses concitoyens. Telle est l'opinion à peu près unanime exprimée dans les réponses à l'égard des expositions de comté.

Il s'en faut de beaucoup que les expositions provinciales soient vues avec la même faveur. La plupart des cultivateurs les regardent comme inutiles pour eux. Les frais qu'il leur faudrait faire pour y prendre part comme concurrents, les leur rendent pour ainsi dire inaccessibles, et ils sont forcés de laisser le champ libre aux grands propriétaires et aux amateurs, qui seuls, disent-ils, sont assez riches pour aspirer aux honneurs et aux récompenses distribuées dans les concours provinciaux.

Bon nombre suggèrent leur abolition pour les remplacer par des expositions de districts qui, en étant plus à la portée de la classe moyenne et de la classe pauvre

des cultivateurs, qu'il importe avant tout de stimuler, contribueraient plus, suivant eux, à la diffusion des progrès industriels et agricoles.

Les habitants des Cantons de l'Est sont unanimes à réclamer ce changement, et ils ont des adhérents dans plusieurs autres parties de la Province.

Les partisans des expositions provinciales sont peu nombreux, mais ils sont intimement convaincus de la nécessité de les conserver, parce qu'elles sont l'expression générale des progrès réalisés dans tous les comtés de la Province, et le complément obligé, le couronnement du système des expositions de comté. De ce que l'influence de l'exposition générale est moins visible, moins immédiate, que celle de l'exposition locale, ils ne l'en croient pas moins importantes dans ses résultats.

Suivant M. Pilote, qui est du nombre de ces derniers, il faudrait que la Chambre d'Agriculture eût plus d'autorité pour contrôler le programme des récompenses et généralement l'emploi des deniers. Le programme des expositions provinciales devrait être modifié dans le but d'amener graduellement un système raisonné d'améliorations, surtout pour le bétail.

4ME QUESTION.—*S'est-il glissé des abus dans les sociétés d'agriculture ? Si oui, veuillez les signaler ?*

4ME RÉPONSE.—Dans quelques comtés les sociétés d'agriculture se bornent à acheter des graines fourragères et à les distribuer parmi les souscripteurs, sans faire d'expositions ; dans d'autres, on emploie les deniers provenant des souscriptions, ainsi que l'octroi annuel, à acheter des animaux de belle race, que les souscripteurs se partagent entre eux au pro-rata de leur mise ; de cette manière, celui qui souscrit, disons \$4, reçoit une pièce de bétail de la valeur de \$12. Ailleurs, les membres de la société se contentent de déposer le montant de leur souscription entre les mains du secrétaire-trésorier uniquement pour le mettre en état de faire rapport qu'il a en sa possession un montant suffisant pour que la société ait droit à l'octroi, et aussitôt que l'octroi est reçu, la souscription est remise.

En un endroit, on se plaint que des hommes de porfession, sans expérience en agriculture, se sont emparés de la direction de la société du comté, et sont un obstacle à ses succès, parce que les cultivateurs n'ont pas confiance en eux.

Autre part, la société a dégénéré en camaraderie politique.

Ce qui paralyse le plus généralement les bons effets que produisent les sociétés d'agriculture, c'est le favoritisme qui règne dans les expositions, et les fraudes qui s'y commettent par les exposants. Dans plusieurs comtés, on se plaint que les directeurs pensent plus à leur intérêt particulier qu'au but général pour lequel ces expositions ont été instituées.

Quelques-uns s'élèvent contre les banquets donnés aux dépens des sociétés d'agriculture à l'occasion des expositions. Ils voient là une dépense inutile, et une occasion d'intempérance pour un grand nombre.

Il y a plus de la moitié des sociétés qui sont à l'abri de reproches sérieux.

D'autres seraient d'avis de retrancher de la liste des prix offerts aux expositions les objets d'industrie domestique, tels que les ouvrages à l'aiguille, tricots, étoffes faites au métier, parce qu'ils ne peuvent guères dépasser l'état de perfectionnement qu'ils ont atteint, et parce qu'ils détournent des produits agricoles proprement dits l'attention exclusive dont ils devraient être l'objet durant les expositions, de même qu'ils absorbent une portion considérable de la somme destinée aux prix.

Enfin on suggère de faire prêter serment aux juges des expositions pour les mettre à l'abri du soupçon de partialité.

5ME QUESTION.—*L'introduction de l'enseignement agricole pratique dans les écoles normales et dans les écoles primaires, vous paraît-elle un bon moyen d'activer les progrès de l'agriculture ?*

5ME RÉPONSE.—L'introduction de l'enseignement agricole pratique dans les écoles normales et dans les écoles primaires rencontrerait l'approbation générale. Tous, à part quelques rares exceptions, dix au plus, s'accordent à dire que ce serait un excellent moyen de faire progresser notre agriculture ; un bon nombre même sont

d'opinion que sans cet enseignement agricole tous les efforts, tous les sacrifices que nous pourrions faire pour l'encourager resteraient stériles.

Dans un pays essentiellement agricole comme le nôtre, les principes scientifiques de la bonne culture ne sauraient être trop enseignés à la jeunesse. Par le système proposé, les écoles normales offriraient non-seulement aux élèves qui se destinent au professorat, mais encore aux jeunes propriétaires qui se destinent à l'agriculture, une éducation spéciale et un cours agricole complet. Elles seraient autant de nouvelles pépinières de cultivateurs expérimentés sur lesquelles la Province aurait les yeux fixés, et que le gouvernement tiendrait à honneur de conduire à bonne fin.

A leur tour les élèves des écoles normales, qui auraient puisé dans le cours agricole de saines notions d'agriculture théorique et pratique, les répandraient dans nos campagnes avec l'enseignement primaire et secondaire; dans peu d'années on serait étonné de la transformation radicale qu'aurait subie notre industrie agricole.

Le moyen le plus sûr d'inspirer à la jeunesse le goût des occupations agricoles et d'attirer des capitaux dans cette carrière utile autant qu'honorable, c'est d'enseigner l'agriculture comme les autres sciences, et de l'élever par là au niveau des autres professions. Ce n'est que lorsque le jeune propriétaire recevra une éducation spéciale complète, et qu'il se sentira, par l'intelligence et les connaissances, l'égal de ses amis engagés dans les professions libérales, que l'on pourra dire que l'agriculture a réellement conquis le rang qui lui appartient, et c'est alors, et alors seulement qu'on verra se diriger vers cette carrière tant de jeunes gens qui encombrèrent inutilement les professions libérales.

"Rien, à mon avis," dit M. Fortier, député d'Yamaska à la Chambre des Communes, "n'est plus désirable pour l'avancement et l'avantage des habitants de notre Province, et faire progresser l'agriculture, que l'introduction de l'enseignement agricole dans nos écoles normales et primaires.

"Je voudrais voir dans les écoles primaires un bon traité d'agriculture pratique adapté au temps, aux moyens et aux besoins de notre population, et que ce traité fût le livre principal dans les écoles primaires uniformément par toute la Province.

"Je voudrais aussi voir s'introduire, au moins dans une école en chaque paroisse, du travail manuel aux écoliers sur une ferme que l'on nommerait modèle, afin d'y former des cultivateurs comme notre Province en a tant de besoin.

"L'enseignement agricole pourrait nous valoir cela au bout de quelques années.

"Ainsi, au lieu d'expositions qui ne produisent rien, on à peu près rien, je voudrais qu'avec l'argent que l'on y dépense, l'on donnât à nos jeunes enfants des connaissances agricoles pratiques, de manière à former tranquillement, jour par jour, une nouvelle génération de cultivateurs de notre sol.

"Une dépense de quelques millions de piastres, bien employées par notre gouvernement à cet objet, serait à mon point de vue un grand bienfait; créerait une dette nationale, il est vrai, mais une dette qui rapporterait dans la suite à nos petits enfants un intérêt incalculable."

Il ne faut pas craindre, dit un autre, de tenter l'expérience de ce côté, la chose est bonne en soi, si nous ne sentons pas de suite la bonne influence de cet enseignement, ceux qui nous suivront en recueilleront les bénéfices.

L'enseignement de la chimie agricole, en particulier, serait d'une grande utilité à tous les cultivateurs.

Des traités d'agriculture pratique, à la portée des jeunes élèves, devraient servir de lecture habituelle dans toutes les écoles primaires de la Province.

Parmi ceux qui se montrent hostiles à l'introduction de l'enseignement agricole pratique, dans les écoles normales et primaires, plusieurs ne motivent pas leur opinion. Voici ce qu'en pense M. le curé de Ste. Philomène, l'Abbé Poulin :

"L'introduction de l'enseignement agricole pratique dans les écoles normales et primaires, loin de me paraître un bon moyen d'activer le progrès de l'agriculture, me paraît, au contraire, une de ces brillantes utopies destinées à faire des dupes et à

produire de tristes mécomptes. En effet, l'élève de l'école normale, n'étant pas destiné par état à la culture, vient d'abord prendre la place de ceux qui s'y préparent. L'étude de cette branche d'industrie ne peut que rendre à l'élève-maitre sa position plus difficile et plus compromettante. Au point de vue intellectuel, les candidats doivent recevoir des notions claires sur tout ce qu'ils auront à enseigner aux enfants du peuple, et être par degrés initiés à tous les exercices qui leur seront nécessaires dans leurs fonctions. Mais il ne faut pas que cette préparation intellectuelle dépasse le but. On ne saurait assez prémunir les maitres contre cette culture exagérée; elle gâte les meilleures têtes, et rend tout-à-fait inhabile à l'enseignement populaire. Le candidat a peu de temps pour embrasser une multiplicité de matières, et il n'a souvent ni la préparation nécessaire, ni l'aptitude requise.....

Que serait-ce donc s'il fallait le charger encore d'un fardeau qu'il ne paraît pas destiné à porter ?

" D'ailleurs, si l'on veut joindre des écoles d'agriculture aux écoles-normales, il faut nécessairement posséder des propriétés dans le voisinage où le chef de pratique pourra diriger l'élève.

" Le prix très élevé d'une ferme, même médiocre, située aux portes de nos villes de Québec et de Montréal, fait déjà entrevoir une grave difficulté. En admettant qu'on songerait à un déplacement afin d'acquérir des propriétés à meilleur marché, on déplacerait par là-même l'élève de l'instruction publique au profit de celui de l'agriculture. Il me semble qu'une école normale doit être au sein de nos villes, à cause de la facilité des communications, et pour que l'élève se trouve en contact avec le mouvement intellectuel de nos grands centres; si l'on vient à l'isoler, on le privera de ces rapports sociaux qu'on n'a pas à redouter à cause d'une surveillance active, mais dont le bon côté agira si puissamment sur lui. Car c'est là que l'élève acquiert souvent la bonne tenue, la modestie qui lui sied tant, et qu'il trouve si naturelle quand il voit tant de personnes remarquables par les talents et la science se faire une étude de la pratiquer.

" Pour ce qui est de l'école primaire, ce plan me paraît encore plus impossible. A mon avis, il ne faut pas compter sur l'enseignement de la parole seule. Il faudrait donc une ferme adjacente à chaque école. En supposant même que ce plan fût réalisable, ce serait l'école buissonnière autorisée, et l'étude de l'agriculture l'emporterait sur le reste.

" Avec les excellentes dispositions que montre le gouvernement de Québec pour l'agriculture, il y aurait, selon moi, un grand triomphe à remporter. Je pourrais ajouter triomphe aussi facile qu'il est sûr.

" Nous avons actuellement deux écoles d'agriculture, l'une à Stc. Anne et l'autre à l'Assomption. Si le gouvernement, au lieu de ne donner que des demi-bourses d'agriculture, créait dès le commencement des bourses complètes et en nombre illimité, si par ses allocations généreuses, il permettait à ces établissements d'avoir plusieurs professeurs français et anglais pour la théorie et la pratique, des instruments aratoires, des animaux, etc., etc., il atteindrait plus sûrement son but.

" Non-seulement ces écoles seraient encombrées, mais bientôt le gouvernement serait obligé d'y mettre une limite. Ces deux écoles sont parfaitement bien situées pour les deux districts de Montréal et de Québec. Je citerai, pour exemple, la paroisse que je dessers, qui n'a pas regardé à la distance de 15 lieues pour envoyer à l'Assomption cinq de ses jeunes gens à l'ouverture de l'école d'agriculture.

" Il ne faut pas douter qu'avec des bourses complètes, j'ajouterais même ce que proposait naguère un honorable membre, un octroi gratuit de terrain, nos écoles verraient arriver de tous côtés des jeunes gens heureux de profiter de la grande protection du gouvernement. Puis, tous ces élèves nous reviendraient non point pour déclamer dans une école modèle ou primaire, mais pour pratiquer ce qu'on leur aurait enseigné et ce qu'ils auraient eux-mêmes fait pendant leur cours."

Voici ce que M. Pilote propose :

" Pour répondre à la question telle que posée, je dirai que l'enseignement agricole pratique est impossible dans les écoles normales comme dans les écoles primaires. Un enseignement pratique de l'agriculture suppose que ceux qui le reçoivent prennent une assez large part à tous les travaux de la culture, aux soins du bétail et à toutes les opérations d'une ferme, autrement comment les élèves pourraient-ils s'initier à la pratique d'un art qui demande tant de tact, d'observations et d'adresse dans l'emploi des instruments ? Or, cela est impossible—1^o dans les écoles primaires, à cause de l'âge des élèves ; 2^o dans les écoles normales, à cause de l'incompatibilité des études nécessaires à un bon instituteur. Tout ce que l'on peut et l'on doit enseigner dans ces écoles, est la théorie de l'agriculture. Un cours purement théorique est indispensable. Un cours pratique n'est possible que dans les écoles spéciales d'agriculture. Cette distinction est essentielle, c'est ainsi que la chose est comprise en Europe, dans les pays où l'agriculture fait partie de l'enseignement public.

" On a peut-être voulu parler de l'horticulture au lieu de l'agriculture. Dans ce cas, ma réponse sera toute différente. L'enseignement pratique de l'horticulture dans les écoles normales, comme dans les écoles primaires, tant soit peu importantes, est une nécessité. Les élèves de ces écoles peuvent très-bien, même sous forme d'amusement, s'occuper de tous les travaux du jardinage, et de la culture des arbres fruitiers et d'agrément. Chaque école devrait donc avoir un jardin approprié à l'importance de son enseignement et de sa position. Les instituteurs se trouveraient par là un peu initiés à la pratique de l'art agricole. Ceux qui se sentiraient une vocation plus prononcée pour l'agriculture proprement dite, iraient à l'école spéciale pour y apprendre toutes les opérations du métier et approfondir les questions d'économie rurale, c'est alors seulement que ces hommes seraient de bons professeurs d'agriculture, forts sur la pratique comme sur la théorie. Ils feraient de bons directeurs de fermes-modèles de comtés."

Le Dr. F. L. Genand, de St. Jacques de l'Achigan :

" Un meilleur moyen, selon moi, serait de fonder un nombre libéral de bourses complètes (comme cent) à chacune des écoles d'agriculture de l'Assomption et Sto. Anne ; puis ensuite donner gratuitement à chaque élève, sortant de ces écoles, un lot ou deux sur les terres publiques. Par ce moyen, les progrès agricoles seraient rapides et étonnants."

6^{ME} QUESTION.—Un ou plusieurs prix accordés annuellement pour l'exploitation agricole la mieux dirigée et la plus profitable dans chaque comté remplaceraient-ils avantageusement les expositions accoutumées, ou cette mesure devrait-elle aller de pair avec les expositions ?

*6^{ME} RÉPONSE.—*Quelques sociétés d'agriculture sont déjà dans l'habitude d'accorder des prix pour les terres les mieux cultivées, c'est une des récompenses les plus appréciées.

Ces prix devraient aller de pair avec les expositions et former partie obligatoire du programme de toutes les sociétés d'agriculture.

" Je ne crois pas, dit le Dr. McMahon, de Ste. Rose, comté de Laval, que cette mesure dût remplacer les expositions. Des prix accordés tous les ans pour les formes les mieux tenues, avec exclusion à quiconque obtient le premier prix d'y concourir pendant cinq ans, produisent tout l'effet désirable. Il en résulte une noble émulation chez tous les membres d'une société. Chaque membre s'efforce d'améliorer la tenue de sa ferme, pour mériter un jour un prix si honorable ; ces fermes améliorées, sont autant de petites fermes-modèles qui produisent beaucoup de bien dans leur voisinage. Chacun s'efforce d'imiter un si bon exemple venant d'un voisin, d'un parent, dans tous les cas d'un simple cultivateur comme lui. Ce moyen est, à

mon avis, bien plus efficace que l'exemple isolé d'une ferme-modèle de comté sur un grand pied. Nos cultivateurs sont généralement prévenus contre de semblables institutions, parce que leurs moyens, disent-ils, et avec raison je crois, ne leur permettent pas d'imiter une exploitation si en grand et si dispendieuse."

Quelques uns, mais en très petit nombre, trouvaient cette mesure préférable aux expositions de comté. Le meilleur moyen d'encourager efficacement l'agriculture, suivant M. D. Bégin, de St. Germain de Rimouski, serait d'accorder un prix aussi élevé que possible au propriétaire d'un champ où se voit l'abondance des produits, de toutes sortes, jointe à la bonne qualité, etc., où toutes les conditions requises pour une bonne culture se rencontrent. C'est là, et là seulement, dit-il, que l'on peut reconnaître et apprécier le cultivateur diligent et intelligent.

THE QUESTION.—*Quels seraient, suivant vous, les autres moyens d'activer les progrès de l'agriculture ?*

THE RÉPONSE.—Les moyens sont nombreux, il n'y a que l'embarras du choix. Voici, au reste, les suggestions les plus remarquables :

Le Révérend N. BELLANGER, curé de Deschambault.

Dans les seigneuries, la plupart des vieilles terres sont fatiguées de tant de récoltes, sans recevoir d'engrais, ni de graines fertilisantes.

Pas d'engrais, pas de graines fertilisantes, conséquences nécessaires, maigre pâturage et chétive nourriture à l'étable.

Ainsi, notre agriculture manque par la base. C'est par là qu'il faut commencer.

Toutes les exhibitions, les importations de magnifiques animaux, chevaux, bêtes à cornes et à laine, n'apporteront pas de remèdes efficaces, et ne rendront pas à notre agriculture ces premières conditions de succès qui lui manquent.

Il me semble que tous les efforts devraient être dirigés de manière à faire comprendre aux cultivateurs la valeur des engrais.

Ils savent passablement labourer, herser et semer ; ce qui leur manque, c'est le goût, le désir et l'industrie de se procurer des engrais.

Dans les pays où l'agriculteur en comprend l'importance, il met tout en œuvre pour s'en procurer. Il en fait avec toutes sortes de choses, et d'un bout de l'année à l'autre. Ici, à peine tire-t-on parti du fumier d'étable. Plusieurs le laissent perdre en partie, ou ne songent seulement pas à exploiter les riches et copieux engrais qui s'accumulent sous les pavés d'écurie.

Je suis sûr qu'avec une bonne volonté, chaque cultivateur quadruplerait ses matières fertilisantes. Je le répète, c'est là la racine du mal.

Si l'on veut donc promouvoir la cause agricole, il faut aviser au moyen de stimuler puissamment chez le cultivateur la volonté de se pourvoir d'engrais et de semer des graines fertilisantes. Il faut appeler son attention là-dessus ; lui offrir des primes d'encouragement, etc., etc.

Il me semble qu'on obtiendrait le but en offrant des prix aux exploitations agricoles les mieux dirigées ; ou aux plus grands rendements en foin et en grain, par arpent, ou pour un certain nombre d'arpents ;—ou à ceux qui nourriraient le plus grand nombre de bêtes à cornes et à laine, eu égard à l'étendue de la ferme, etc., etc. En procédant ainsi, on inciterait fortement les gens à se procurer beaucoup d'engrais, ainsi que des graines fertilisantes. La cause de l'agriculture serait gagnée. Je n'ai jamais pu comprendre qu'il fût expédient d'importer à grands frais de magnifiques animaux pour les répandre chez nos cultivateurs. Que peuvent-ils devenir avec nos pauvres pacages, et cette chétive nourriture donnée l'hiver.

Cela ne presse pas, et *pourra venir en son temps*. Dans mon humble opinion, le comité rendrait un immense service à la cause agricole, s'il trouvait, dans ses attributions, le moyen de faire réunir, dans un endroit sur le bord du fleuve, l'énorme quantité d'engrais que produisent annuellement les villes de Québec, Montréal, etc. Tout cela est jeté au fleuve et perdu. Dans les villes d'Europe, on loue fort cher le droit d'amaasser ces engrais ; on les désinfecte et on les vend très-bien aux cultivateurs.

Des chalands faits exprès, et tous par des steamers, les transporteraient sans beaucoup de frais sur les deux rives du fleuve.

Pour commencer, il faudrait peut-être dédommager le contracteur, mais qui doute, qu'au bout de deux ou trois ans, cela ne payerait pas bien.

Je pense que l'on trouverait de suite des contracteurs, si la corporation voulait et pouvait leur donner en même temps le monopole de tous les fumiers d'étable à un prix fixé par elle.

À ma connaissance, des cultivateurs ont cherché à se procurer des vidanges de Québec, et ils ont cherché à louer des bateaux. Ils n'ont pu en trouver d'appropriés, cela seul les a arrêtés. Il faudrait des chalands construits exprès.

Les gens compétents en agriculture s'accordent tous à dire, que le défaut essentiel de la nôtre, c'est que nos cultivateurs demandent continuellement à la terre sans rien lui donner ;—qu'ils l'épuisent et ne font rien pour lui rendre sa fertilité.

C. CIMON, Ecr., Québec.

I.

Je dois ici, avant, tout déclarer que nos écoles d'agriculture ne font pas tout le bien désiré et que seules elles ne le feront de sitôt. Le système qui y est enseigné entraine avec lui trop de dépenses pour que nos habitants puissent l'adopter. D'ailleurs, ils sont profondément attachés, à leur ancien mode d'agriculture et de longues années s'écouleront avant qu'ils l'abandonnent.

L'on sait que le grand mobile du peuple canadien, c'est l'exemple. Ainsi donc, l'enseignement agricole le plus facile qu'il nous soit permis de lui donner, et qui, suivant mes convictions, produira les plus beaux résultats, est *l'enseignement agricole par l'exemple*.

L'enseignement par l'exemple ! Qu'est-ce que cela veut dire ? Eh bien, voici ce que j'entends par là et comment cet enseignement peut être donné.

Le gouvernement est le père de la grande famille qui habite la Province de Québec, et il lui doit toute sa sollicitude. Il est donc de son devoir de répandre l'aisance et le bonheur au milieu de ses enfants ; par conséquent, de rendre la patrie florissante, et tel doit être l'unique motif de ses actions. Mais pour parvenir à ce noble but, que doit donc faire notre gouvernement ? Il n'a qu'une chose à faire, c'est d'améliorer notre agriculture et de lui donner un plus grand développement, et pour cela voici ce que j'ose lui communiquer.

Personne n'est insensible devant l'exemple. Partant de là, je dis que nos honorables ministres n'ont qu'à sonner l'éveil de tous côtés, pour que nos cultivateurs se mettent à l'œuvre. Qu'ils fassent cultiver une terre dans chaque comté, au moins, suivant un système agricole, mais un système qui ne répugne pas à notre climat et qui soit en accord avec les moyens de nos cultivateurs. Je leur conseillerais à cet effet de subventionner un homme, dans chaque comté, un homme intelligent et capable de suivre un bon mode de culture et de répandre la lumière au milieu de ses compatriotes par les enseignements qu'il pourrait leur donner.

Cet homme cultiverait son propre champ sous les yeux de ses voisins, prodiguerait à sa culture tous les soins possibles et travaillerait avec les instruments agricoles ordinairement employés dans nos campagnes. Grâce à ce bon système, avec moins de grains confiés le printemps à la terre, le jour de la rétribution arrivé, il récolterait le double, le triple, et peut-être plus, de ceux qui l'entourent.

C'est alors que nos cultivateurs ouvriraient les yeux à l'évidence. L'exemple les entraînerait sensiblement à l'amélioration de leur terre. Ils auraient vu, au milieu d'eux, un homme suivre un mode de culture facile, qu'eux aussi, sans avoir recours à de nouvelles dépenses, pourraient adopter. À l'exemple peu à peu se joindrait l'ambition, et voilà l'impulsion donnée. On travaillerait de toutes parts, avec ardeur, et en peu d'années nos vieilles terres, qui aujourd'hui ne rapportent rien, reprendraient leur ancienne vigueur et leur fertilité première.

Ce cultivateur modèle, qui rendrait de si grands services à la patrie, recevrait donc un salaire. C'est ainsi que le gouvernement l'obligerait surtout à se pourvoir

d'une bonne race de tous les animaux de ferme, et de prêter aux cultivateurs de son comté, chaque année, en autant qu'il lui serait possible, le concours de ces mêmes animaux pour améliorer les races que déjà ils possèdent. Ce cultivateur modèle serait pour nos compatriotes une étoile lumineuse qui les guiderait vers un avenir prospère.

II.

Je donnerai à présent le système agricole que je suggérerais à ce cultivateur modèle dont je viens de parler.

La première chose à faire sur une terre est de la bien clore à l'épreuve des animaux. Je suppose une terre de quatre arpents de front sur quarante arpents de profondeur (c'est la dimension des terres que la plus grande partie de nos habitants occupent), voici la division que j'adopterais pour cette terre. J'en ferais huit clos, telle que divisée d'après le plan ci-annexé, ayant le soin d'avoir un bon chemin qui permettrait de communiquer dans tous les clos, et ce chemin, d'après mon projet, aurait vingt-quatre arpents de long sur treize pieds de large.

Comme il arriverait que sur presque toutes les terres chacun des clos ne serait pas pourvu d'eau, je verrais à ce qu'il y en eût dans le chemin pour abreuver les animaux pendant l'été.

Les deux clos numéro 1 et numéro 8, qui devront avoir huit arpents en superficie chacun, seront employés pour y construire les bâtisses, y faire le jardin et le verger, et y semer du grain pour tenir les volailles autour de la maison. Là aussi seront paccagés les jeunes animaux de l'année. Ces deux clos seront mis en ordre dès la première année; on aura soin d'en enlever les roches et de les niveler, pour ensuite ameuiller la terre et l'engraisser.

Les six autres clos, qui auront chacun vingt-quatre arpents en superficie, sont ceux sur les quels je veux appliquer mon système. Voici ce que je ferais : la première année je ne travaillerais que le clos numéro 2; je commencerais par enlever toutes les roches, ensuite j'abattrais autant que possible toutes les buttes et je comblerais tous les trous, et, si dans ce clos le sol était varié, je ferais en sorte de mêler les différents sols à leur surface. Cet ouvrage serait fait pendant la saison d'été et je labourerais le tout en automne.

L'hiver ne serait pas non plus pour moi un temps de loisir; je transporterais, pendant cette saison, dans le clos, la quantité suffisante de fumier pour l'engraisser (je crois que pour cela environ mille voyages suffiraient) et le printemps arrivé, ce serait en patates, en carottes, en choux et en autres légumes qui demandent que la terre soit bien engraisée et bien ameublie, que je sèmerais ce clos.

Pendant que le clos numéro 2 serait ainsi en travail, et que les légumes pousseront, je préparerais le clos numéro 3. Je recommencerais pour ce clos les mêmes opérations appliquées l'année précédente au clos numéro 2. Le printemps suivant pendant que je sèmerais de grains et de graines le clos numéro 2, je sèmerais des légumes dans le clos numéro 3. La troisième année, je préparerais de la même manière le clos numéro 4, et alors le clos numéro 2 serait en prairie, le clos numéro 3 en grains et en graines et le clos numéro 4 en légumes; la quatrième année, le clos numéro 2 serait en prairie, le clos numéro 3 en prairie, le clos numéro 4 en grains et en graines et le clos numéro 5 en légumes. La cinquième année, le clos numéro 2, serait en paccage, le clos numéro 3 en prairie, le clos numéro 4 en prairie, le clos numéro 5 en grains et en graines, et le clos numéro 6 en légumes. La sixième année le clos numéro 2 serait en paccage, le clos numéro 3 en paccage, le clos numéro 4 en prairie, le clos numéro 6 en grains et en graines, et le clos numéro 7 en légumes.

Après six années de culture, ayant consacré une année pour l'engrais de chaque clos, cette terre se trouverait alors bien productive. Elle pourrait procurer la subsistance à une grande famille, nourrir environ quarante bêtes à cornes, soixante moutons, trois à quatre chevaux et un bon nombre de cochons et de volailles, et il y aurait de gras pâturages; le cultivateur ferait alors beaucoup de beurre et aurait toujours un grand nombre d'animaux qui, étant bien nourris, seraient recherchés pour le marché.

La septième année, je recommencerais sur le clos numéro 2 les mêmes opérations que je lui appliquais la première année. Mais ces opérations seraient bien moins coûteuses et bien moins longues, car le sol aurait été débarrassé des roches, nivelé et engraisé six ans auparavant, et, continuant toujours les mêmes procédés sur les autres clos, cette terre se trouverait toujours engraisée et bien fertile.

III

Maintenant combien faudra-t-il de pieux et de piquets pour clore cette terre, telle que je la diviserais ? Je dis qu'il ne faudrait pas moins de 18,400 pieux et de 3,800 piquets, estimant les pieux à dix chelins le cent et les piquets à sept chelins et demi le cent, cela fera la somme assez ronde de cent six louis cinq chelings. Oh ! oh ! dira-t-on peut-être, cela est bien coûteux pour nos cultivateurs ; vous allez au-delà de leurs moyens. Eh bien, je répondrai que cela ne coûtera rien ou presque rien au cultivateur. En effet, n'a-t-il pas six années pour clore cette terre ? Il peut lui-même préparer ces pieux et ces piquets pendant la saison d'hiver. D'ailleurs, les terres en sont déjà pourvues d'une certaine quantité, qu'il n'y aurait qu'à déplacer.

Je disais encore plus haut qu'il faut chaque année mille voyages de fumier. Cela est bien difficile à trouver, objectera-t-on. Ne le croyez pas ; avec du travail le cultivateur se les procurera facilement. Il aura, d'après le système agricole que j'ai développé si haut, beaucoup de foin ; il pourra donc élever un grand nombre d'animaux. Eh bien, ces animaux fourniront au moins la moitié du fumier nécessaire. Mais l'autre moitié ? rien n'est plus facile, pour le cultivateur laborieux, de se pourvoir d'engrais. Il n'a qu'à mettre, l'automne, sous le pavé où doivent hiverner ses animaux, une certaine quantité de terre noire, ou d'autre terre, et cette terre recevant toutes les urines des animaux en sera bien imbibée et fera un excellent engrais. A tout cela les cultivateurs ne peuvent-ils donc pas ajouter les engrais verts, ou mieux le varech, pour ceux qui sont situés sur les bords du fleuve où croît cette plante marine ? Le varech ! en connaît-on la valeur ? C'est un si bon engrais que les habitants de l'Isle aux Coudres, avec cette plante rendent fertile le sable maigre des grèves. Dans ce sable ces habitants récoltent, la première année des patates de la meilleure qualité, l'année suivante le grain y pousse avec abondance.

Ce système de culture que je viens d'indiquer aura encore un autre résultat, c'est celui de détruire les mauvaises herbes dont nos terres sont remplies.

En effet, la terre se trouvant ainsi constamment en travail, bouleversée de telle sorte que ces herbes nuisibles n'auraient jamais le temps de prendre racines, ou d'arriver à maturité.

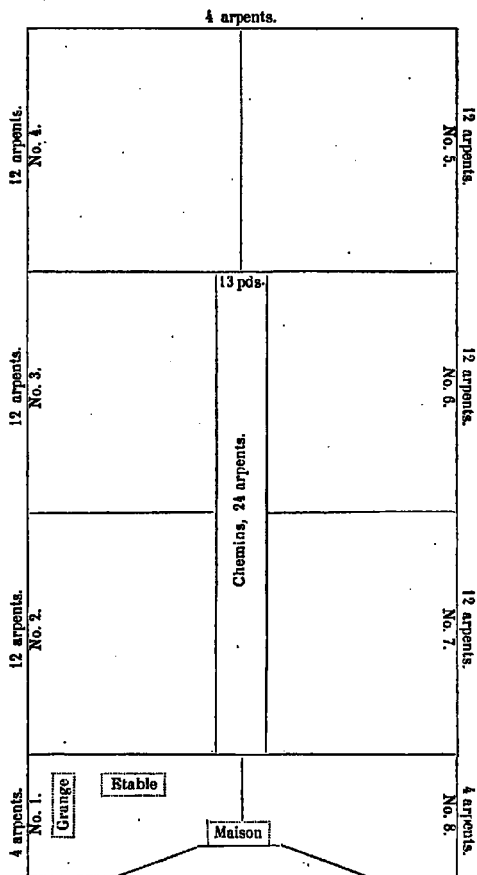
IV.

Sur une terre de la dimension de celle dont j'ai parlé plus haut, nos cultivateurs sèment environ soixante-et-quinze minots de grains pour en récolter cinq à six cents minots ; quant au foin, en général, ils en récoltent quinze cents à deux mille bottes, et de plus les animaux ont de très-mauvais pâturages. Avec le système indiqué ci-dessus, il ne serait semé qu'environ vingt-cinq minots de grains devant rapporter cinq à six cents minots, c'est-à-dire, autant que nos cultivateurs récoltent aujourd'hui avec deux fois plus de grains confiés à la terre ; les prairies devront donner six à sept mille bottes de foin par année. Les pâturages seront en outre très-bons, car ils auront été en prairie les années précédentes.

D'après le système que suivent aujourd'hui nos cultivateurs, en semant soixante-et-quinze minots de grains, à cinq chelins le minot, ils dépensent soixante-et-quinze piastres, tandis que, avec le système que je suggère, il ne serait semé que vingt-cinq minots de grains, à cinq chelins le minot, ce qui ferait vingt-cinq piastres, laissant une balance de cinquante piastres en faveur du nouveau système.

Nous pouvons encore ajouter quatre mille bottes de foin que le nouveau système donnerait de plus que l'ancien. En supposant le foin à quarante piastres par mille bottes, on aura encore un surplus de cent soixante piastres par année, à ajouter aux cinquante piastres, ce qui ferait en tout deux cents dix piastres de profit, outre une très-grande quantité de légumes.

Maintenant, voici ce qui compenserait le travail qu'il y aurait à faire pour l'amélioration de vingt-quatre arpents de terre par année. D'après mon système, le cultivateur aurait donc cinquante minots de grains de moins à semer que celui d'aujourd'hui avec son vieux mode de culture, ce qui épargnerait autant de travaux et de dépenses. Il y aurait en outre à ajouter au profit des récoltes, celui des animaux qui seraient augmentés de beaucoup en quantité et dont la qualité serait bien supérieure.



P. C. A. DUROIS, Ecr., St. Roch de Québec.

..... L'usage obligatoire dans nos maisons d'éducation, surtout dans les écoles modèles et primaires, de traités d'agriculture améliorée, à la portée des intelligences communes, et l'établissement de fermes modèles surveillées avec beaucoup d'attention.

Ces fermes modèles devraient être établies sur un pied très-économique, tellement qu'il ne devrait pas dépasser les moyens de la généralité des cultivateurs; autrement ce ne seraient plus des modèles imitables pour le plus grand nombre. Elles devraient être comme suit :

Le gouvernement accorderait une modique subvention dans chaque paroisse à un cultivateur intelligent et possédant un peu d'éducation, à condition de cultiver sa terre d'après un système de rotation quelconque, pourvu qu'il fût en rapport avec le traité d'agriculture en usage dans les écoles; faire les améliorations et les réformes indispensables dans l'éducation des bestiaux, je veux dire l'élève des bestiaux; les soins à apporter aux engrais, etc.

Des surveillants ou inspecteurs seraient institués en nombre suffisant par toute la Province. Soit un pour chaque comté, ou pour deux comtés au plus; pourvu que leurs limites fussent assez restreintes pour leur permettre de surveiller efficacement toutes les fermes modèles dans leurs limites.

Ils seraient les aviseurs obligés des fermiers. Ces surveillants recevraient un salaire suffisant pour leur permettre d'employer tout leur temps à cette besogne. Ils seraient, en outre, stimulés par l'appât d'une récompense que le gouvernement accorderait à celui ou à ceux qui auraient le plus mérité par la plus grande impulsion qu'ils auraient donnée aux améliorations; et cela au bout de quelques années.

G. A. MASSUE, Ecr., St. Aimé.

Les autres moyens qui pourraient contribuer à activer les progrès de l'agriculture, seraient de faciliter le cultivateur à obtenir des emprunts d'argent aux taux de 6 à 7 par cent, remboursables à longs termes: de faire venir de l'étranger quelques cultivateurs, hommes pratiques, recommandés par les principaux collèges de France ou d'ailleurs, et de favoriser leur établissement dans différentes localités de la Province.

J. B. BRAULIEU, Ecr., Cacouna.

Je suis d'opinion que l'établissement de fermes modèles, la publication d'un journal d'agriculture bien rédigé, et des prix donnés annuellement pour le plus profitable système d'amélioration seraient les meilleurs moyens à adopter pour avancer le progrès de l'agriculture.

LE. BÉLANGER, Ecr., St. Martin, Laval.

Donner de bonne semence en place de prix en argent, ainsi que des instruments d'agriculture.

A. O. DÉSILETS, Ecr. Bécancour, Nicolet.

Je conçois que le meilleur moyen d'exciter l'émulation serait d'accorder de bons prix aux cultivateurs qui suivraient le meilleur système d'agriculture et obtiendraient les meilleurs résultats relativement à leur ressources.

RÉV. J. N. GINGRAS, Baie St. Paul.

Expositions annuelles. Des fermes modèles dans chaque comté. L'enseignement agricole dans les écoles primaires; un bon journal; voilà, à mon opinion ce qui activerait puissamment l'agriculture.

ROBERT MAUGER, Ecr., Pabos, Gaspé.

Le seul moyen que je connaisse pour donner un élan à l'agriculture dans notre localité, serait le rachat par le gouvernement de la Seigneurie de Pabos, qui met en entrave à tout ce qui a pour but l'avancement agricole et la colonisation, par le prix énorme de cinq chelins l'arpent qu'elle demande pour ses terres : de plus, tous les membres de la compagnie sont actuellement en Angleterre, et leur agent est parti depuis deux ans.....ce qui fuit que ces terres non concédées sont laissées à ne rien faire, pendant qu'il ne manque pas de bras pour les utiliser ; surtout depuis que la pêche manque. Ces années dernières, et aussi quand la compagnie était en opération, elle a fait des chantiers qui ont ruiné toutes les terres de la seigneurie, ce qui devrait nécessairement leur donner aujourd'hui une valeur moins considérable.

PAROISSE STE. ANNE DE DANVILLE.

L'établissement de fermes modèles dans chaque comté, auxquelles seraient annexées des écoles où seraient donnés des cours commerciaux et agricoles.

ANTOINE CASAVANT, Ecr., St. Dominique.

Les fermes modèles dans les comtés ; parcequ'étant sous le contrôle du gouvernement, et soutenues par lui, le cultivateur pourra voir mettre en pratique un nouveau mode de culture que sans cela il ignorera toujours, ou qu'il ne pratiquera jamais faute d'argent, ou dans la crainte de voir échouer ses projets.

ANTOINE BRUNELLE, Ecr., St. Hyacinthe.

Procurer des grains et des graines de semence des autres pays, de meilleure qualité que les nôtres, comme le blé de la Mer Noire. Ce blé a très bien fait dans les premiers temps ; aujourd'hui il est dégénéré : il a l'écorce dure et ne produit pas autant à l'arpent qu'il le faisait. Il faudrait envoyer un homme pratique à Odessa, qui irait voir les blés d'automne et de printemps sur pied, pour s'assurer dans quel terrain il vient le mieux, quelle paille est la meilleure. Il en serait de même des autres semences.

RÉV. L. PROVENCHER, curé de Portneuf.

Le meilleur moyen, suivant moi, d'activer les progrès en agriculture serait d'accorder des prix, non pas à celui qui exhiberait les plus beaux échantillons de céréales, mais à celui qui en récolterait la plus grande quantité dans une étendue de terrain convenue. Ayant été à même, comme président d'une société d'agriculture dans le comté de Montmorency, de mettre ce principe en application, j'ai pu me convaincre que, poursuivi pendant plusieurs années, il produirait les plus heureux résultats. Et en effet, où se trouve le principal vice dans notre agriculture ? n'est-ce pas en ce que les cultivateurs cultivent une trop grande étendue de terrain, et la cultivent mal ? On ensemence 5 à 6 arpents de terre en blé, par exemple, pour en récolter de 25 à 30 minots. Ne serait-ce pas un immense profit de n'en cultiver qu'un seul arpent, mais avec bien plus de soin, pour en retirer la même quantité. Calculez avec cela, la quantité de semence épargnée, une plus grande étendue de terre laissée en pacage ou en prairie pour l'augmentation du bétail ; une main-d'œuvre moins considérable, etc. ; et si l'on pouvait amener nos cultivateurs à améliorer seulement un arpent de leur terre chaque année, ne serait-ce pas déjà un progrès ? Il n'est pas rare qu'on récolte dans un arpent de terre bien cultivé, 25 minots de blé ou 60 minots d'avoine, ou 350 bottes de foin, etc., or la moyenne de la culture de nos cultivateurs aujourd'hui, ne dépasse pas le quart de ces quantités.

O. DUVAL, Ecr., Président de la société d'agriculture de la paroisse des Trois-Rivières.

L'enseignement agricole pratique dans les écoles normales et primaires. La création de fermes modèles et d'écoles d'agriculture dans chaque district judiciaire.

Rév. T. L. BRASSARD.

Un prix d'agriculture par paroisse, est le moyen le plus efficace d'activer l'agriculture.

ANTOINE PAINCHAUD, Ecr., Gaspé.

* Dans le comté de Gaspé, le meilleur moyen, je pense, serait d'offrir une prime à ceux qui récolteraient une certaine quantité de grains ; pourvu que la quantité récoltée fut croissante chaque année. Afin qu'un individu n'eût pas une prime deux ou plusieurs années consécutives, pour la culture d'un même morceau de terre, dont la récolte ne ferait pas de progrès : et aussi, afin d'encourager chaque individu à agrandir tous les ans son terrain cultivé, cette prime cesserait, quand la récolte aurait atteint une certaine quantité déterminée ; car il est à présumer qu'alors le cultivateur pourrait être laissé à ses propres ressources, sans être encouragé d'avantage.

Il est facile de voir que cette gratification ne serait ainsi accordée qu'à la classe des agriculteurs qui commencent à s'établir, et pendant les premières années où ils ont le plus besoin d'encouragement ; car c'est parmi cette classe qu'il faut chercher à activer les progrès de l'agriculture.

Je ne veux pas dire que ce système de primes soit applicable à toutes les parties de la Province : non, la chose serait absurde, et le trésor ne pourrait suffire à une telle dépense, mais j'entends qu'il est applicable aux nouvelles localités que l'on veut coloniser, et à certaines parties de la Gaspésie, en particulier, où il est si important, et où il devient de jour en jour d'une nécessité indispensable de faire pénétrer le goût de la culture dans les cœurs des pêcheurs, et régénérer leur condition actuelle.

J. B. RICHARD, Ecr., Wotton.

Un des plus puissants moyens d'activer les progrès de l'agriculture, en outre des moyens déjà recommandés, ce serait, je crois, l'établissement de banques agricoles, ou des banques de *crédit foncier*, où le cultivateur qui se trouverait en besoin d'argent, soit pour mener à bonne fin une entreprise, soit pour augmenter la valeur de sa propriété par quelques travaux utiles, pourrait plus facilement en obtenir à un taux raisonnable, sans être obligé d'avoir recours à ces usuriers, qui ne savent pas mettre de frein à leur cupidité, et qui sont les plus dangereux ennemis de l'agriculture.

L'hon. Juge WINTER, New Carlisle.

Un bon moyen serait d'employer le montant des souscriptions et de l'octroi du gouvernement à l'introduction d'instruments améliorés, de bonnes semences et de bestiaux supérieurs. On peut se procurer tout cela dans les limites de la confédération.

Dr. McMAHON, Ste. Rose, Laval.

L'établissement de banques ou autres institutions qui ne prêteraient (à *taux minime*) qu'à longue échéance, et qu'à ceux qui pourraient produire des certificats d'honnêteté, de travail, de tempérance, etc., serait un des meilleurs moyens, je crois, de promouvoir l'avancement de l'agriculture. Le manque de capitaux se fait sentir partout dans nos campagnes, empêche, ou du moins modère et retarde l'élan qui se fait sentir partout ici vers les améliorations agricoles de toutes sortes ; et l'usure produit partout un dégoût et un découragement toujours croissant.

Si, par des moyens moraux, l'on pouvait diminuer le goût excessif pour le luxe qui est un de nos plus grands fléaux, et mettre la tempérance de plus en plus en

honneur et en pratique, il en résulterait aussi un bien incalculable pour l'avancement de l'agriculture.

T. E. WADLEIGH, Hatley, Ecr., comté de Stanstead,

Abolir les expositions provinciales, et organiser à leur place des associations de districts et tenir des expositions de districts, voilà ce qui, à mon avis, serait de nature à favoriser les progrès de l'agriculture.

Etablir des clubs de cultivateurs aux réunions desquels il se ferait un libre échange de pensées, de théories et d'opinions franchement exprimées, faire des lectures et des essais, etc. sur des sujets en rapport avec l'agriculture, tout cela contribuerait pour beaucoup à ses progrès et à son avancement.

JAMES GOODHUE, Ecr., Arthabaskaville.

L'établissement de manufactures ou fabriques, ayant pour effet de créer pour les produits un écoulement facile, contribuerait à promouvoir les intérêts de l'agriculture.

WILLIAM GRAY, Ecr., comté de Bonaventure.

Imposer aux sociétés d'agriculture qui reçoivent de l'aide du gouvernement, l'obligation d'affecter une certaine partie des fonds votés annuellement à l'une ou à l'autre des fins suivantes : Premièrement, importer de nouvelles races de bestiaux, moutons, porcs et chevaux. Secondement fournir de nouvelles graines de semence.

MM. LOWNDES FRÈRES, Bassin de Gaspé.

Le code des règlements devrait être le même dans toutes les sociétés d'agriculture, et devrait être rédigé par des personnes d'expérience, sous la direction immédiate du gouvernement, et des instructions devraient aussi être données aux sociétés locales relativement à l'échelle et au système qui devraient être adoptés pour décerner des prix. Le système actuel de laisser toutes choses aux personnes de la localité, lesquelles en bien des cas sont entièrement ignorantes de la direction qui doit être donnée à ces sociétés, nous paraît être un système défectueux.

GEO. LANIGAN, Ecr., Sherbrooke.

Je ne comprends pas tout à fait cette question. Il n'est pas de système améliorateur qui puisse être adopté par tout un comté, lorsqu'il a l'individu pour base et qu'il s'étend graduellement à la masse. Mais des prix pourraient être décernés avec un grand avantage pour la ferme la mieux cultivée conduite d'après le meilleur système, pour la plus belle et la plus considérable récolte de navets ou autres plantes potagères, pour la plus grande quantité de terre défrichée et mise en état de culture, et ainsi de suite.

Je puis parler de ces choses avec d'autant plus d'assurance que j'ai été pendant plusieurs années secrétaire d'une association agricole dans le nord de l'Irlande, et j'ai été témoin des résultats extrêmement favorables qui ont été obtenus en décernant des prix pour les objets que j'ai désignés. Si une fois on pouvait faire naître un esprit d'émulation, et convaincre le cultivateur qu'un meilleur système implique un système encore plus profitable, le succès des sociétés d'agriculture serait assuré.

JAMES SNOWDON, Ecr., Côte des Neiges, près Montréal.

Si l'on employait les deniers affectés aux sociétés d'agriculture à se procurer des animaux de race de quelque utilité, des graines et des plus belles espèces, que l'on ferait venir d'Europe et des endroits où les graines de semence conviennent le mieux à notre climat, je pense que les résultats se feraient sentir en peu de temps par l'amélioration des moissons et des animaux. Comme ceux qui jusqu'à présent ont importé des animaux, ont demandé des prix extravagants pour leur usage, dans la plupart des cas nos cultivateurs ont été empêchés de s'en servir.

REV. M.^rG. TREMBLAY, Ptre., Curé de Beauport.

La colonisation des nouvelles terres est le moyen le plus efficace d'augmenter la propriété foncière et d'accroître la classe agricole, élément nécessaire de la prospérité de cette province. Qui ne voit pas, que déjà, il n'y a plus d'équilibre entre la classe instruite ou les lettrés, à tous les degrés, et la classe agricole ? Que de descueuvrés instruits, et que d'affamés parmi eux ! l'expérience nous dit que là, git une plaie, un grand danger pour toute société.

Je crois que le gouvernement ferait le plus grand bien possible au pays en encourageant la colonisation de préférence à l'industrie et même à la vieille agriculture, qui fournit encore le nécessaire ; tandis que la surabondance de notre vigoureuse jeunesse manque de ce nécessaire, et est dans l'alternative de vivre en journaliers pauvres et vicieux, ou d'émigrer aux Etats-Unis.

Dans mon humble opinion, si, dans les circonstances présentes, les deniers publics ne suffisent pas à encourager simultanément la vieille agriculture et la colonisation, je ne vois pas que l'on serait justifiable de procurer du luxe aux vieux agriculteurs, et qu'on laissât manquer du nécessaire ceux qui veulent s'établir sur de nouvelles terres.

5ME QUESTION.—*Le goût des occupations agricoles paraît-il diminuer parmi la jeunesse de votre localité ? Si oui, veuillez dire à quoi vous en attribuez la cause ?*

5ME RÉPONSE.—Le goût des occupations agricoles loin de diminuer, augmente presque partout parmi la jeunesse.

Dans les comtés de Gaspé et de Bonaventure, on se plaint que les jeunes gens s'adonnent plutôt à la pêche qu'à l'agriculture. Les avances que les armateurs leur offrent, les attraits de la mer et de ses aventures les entraîneront toujours de ce côté, à moins que le gouvernement n'adopte des moyens spéciaux d'encourager les défrichements dans cette région.

Dans quelques autres comtés c'est le voisinage des chantiers qui attire les jeunes gens, bon nombre s'y engagent pour gagner quelque argent afin de s'établir, et finissent par adopter tout à fait ce genre de vie.

La cause qui détourne le plus grand nombre du travail des champs est la difficulté de se procurer des établissements. Règle générale, ceux qui peuvent avoir de l'aide de leurs parents pour s'établir essaient d'en profiter. Ce n'est pas le goût de l'agriculture qui manque aux jeunes gens, ce sont les moyens qui leur font défaut.

Le Révérend M. J. B. Gagnon, curé des Trois-Pistoles, MM. Thomas P. Pelletier, et Chas. T. Dubé, J. P., du même lieu, répondent comme suit à cette question :

« Le dégoût des travaux agricoles est remarquable parmi les enfants des familles qui vivent d'industrie dans nos paroisses. Eleves dans les faubourgs où se répandent de prime abord les exemples, et par suite les idées du luxe des villes, la vanité s'empare de ces jeunes gens, et leur renverse la cervelle. Après quelques années d'école-modèle, où ils n'entendent jamais parler des travaux de la campagne, ils se croient faits pour vivre en citadins, et dédaignent le travail. Qu'un cultivateur vienne après cela leur offrir de l'emploi sur ses terres, ils s'en offensent, et refusent avec inépris. Mais quand arrive le jour où il leur faut chercher de quoi vivre et se vêtir, ils se dirigent vers les grands centres de population, pour gagner, disent-ils, de quoi s'habiller ; c'est toujours la parure qui les inquiète le plus. Mais que peut-on espérer de ces jeunes gens gâtés par l'oisiveté d'une jeunesse indisciplinée ? Le temps de se plier aux habitudes d'ordre et de travail est passé pour eux : là finit leur avenir. Incapables de se faire une bonne réputation, ils émigrent de nouveau pour aller s'abîmer dans la grande république voisine. Pourtant l'on peut croire que l'enseignement des connaissances utiles et des travaux des champs retiendrait ces jeunes gens dans les limites du rôle que la providence leur assigne ordinairement, et les prémunirait contre les influences d'une vanité qui les porte à vouloir se déclasser.

« Notre système d'instruction publique, tel que pratiqué à l'heure qu'il est, semble avoir pour but d'enseigner également toutes les classes de la société : il est

gradué méthodiquement, depuis la première école élémentaire jusqu'aux derniers cours classiques des collèges, de la même manière que si tous les enfants de notre pays étaient appelés à monter jusqu'au dernier degré de cette échelle. Point d'interruption intermédiaire pour les besoins de la classe mitoyenne. C'est de là, à notre avis, que les professions libérales s'encombrent outre mesure.

"Il y a encore une autre classe de jeunes gens qui perdent le goût des travaux agricoles ; ce sont les enfants des petits cultivateurs et des pauvres. N'espérant rien de leurs parents, rien de leur gouvernement qu'une dette à contracter pour une terre inaccessible, ils émigrent aussi à l'étranger, mais ordinairement, soit dit en leur faveur, avec l'intention de faire des épargnes pour revenir s'établir au pays. Cependant presque tous se trompent dans leurs calculs, reviennent pauvres ou demeurent chez nos voisins, où leur nombre est aujourd'hui effrayant. Le clergé s'est opposé avec énergie au courant de cette émigration désastreuse, mais sans succès, car il faut se rappeler que le clergé n'a que les moyens de la persuasion orale. La presse fait tous les jours des remontrances sans plus de profit pour arrêter l'émigration. Le moyen efficace est entre les mains du gouvernement seul. C'est d'ouvrir, en premier lieu, une route principale dans chaque township et de la localiser avec discernement sur les terrains propres à la culture ; ensuite adopter franchement les meilleures réformes qui lui sont suggérées de tous les points de la Province."

9^{ME} QUESTION.—*Les journaux d'agriculture et autres, ont-ils quelque circulation dans votre localité ? l'usage des machines y est-il répandu ?*

9^{ME} RÉPONSE.—Les journaux d'agriculture n'ont en général qu'une circulation fort limitée, dans bon nombre de localités elle est à peu près nulle.

Quelques-uns se plaignent que l'organe officiel de la Chambre d'Agriculture, la *Revue Agricole*, n'est pas rédigée de manière à répondre aux besoins réels des populations rurales. Ils aimeraient à y voir moins de théories et plus de choses pratiques.

D'autres cependant constatent qu'elle a rendu de grands services en attirant vers l'agriculture l'attention des gens intruits.

Le *Journal de l'Instruction Publique*, qui est répandu dans toutes les campagnes, publie fréquemment des écrits intéressants sur l'agriculture. Comme ce journal est reçu par tous les instituteurs, il serait avantageux qu'il pût accorder encore plus d'espace à l'agriculture ; on verrait avec plaisir augmenter sa subvention dans ce but.

Quant aux journaux politiques, leur circulation augmente rapidement dans toutes les campagnes. Il y a surtout dans les Cantons de l'Est un goût prononcé pour les journaux parmi les habitants de toutes les origines ; c'est là qu'ils paraissent le plus répandus, eu égard au chiffre de la population.

M. Frs. Trudelle, maire de St. Narcisse, comté de Champlain, répondant à cette question, signale un fait intéressant : " Je prends, dit-il, la liberté de faire remarquer à votre honorable comité que nous avons dans la paroisse de St. Narcisse une association qui porte le nom de : " Association agricole, historique et littéraire," établie depuis quatre ans ; nous avons, par le moyen d'une souscription annuelle par chaque membre, acquis un certain nombre de livres et traités d'agriculture qui circulent parmi les associés. La même association a un grenier public, chaque associé verse un minot de grain par chaque cent minots récoltés, et ce grain est prêté le printemps pour semence à ceux des associés qui en ont le plus besoin, pour être remis à l'automne. Malgré que la société ne soit pas encore fournie d'un grand nombre de volumes, faute de moyens, et que son grenier soit encore faible, elle rend de bons services."

Dans les environs des villes, où la culture est très avancée et où la main d'œuvre est dispendieuse, les machines de toutes sortes sont en usage, elles accompagnent partout le progrès de la culture.

En fait de machines celles pour battre le grain et les rateaux à cheval, les herbes et charnues perfectionnées sont les seules qui sont généralement en usage ; les bouleverseurs et les moissonneuses commencent à être employées par les cultivateurs riches.

10ME QUESTION.—*La propriété continue-t-elle à se subdiviser dans les anciennes paroisses ?*

10ME RÉPONSE.—Dans les vieilles paroisses le morcellement de la propriété n'est plus guère possible. En beaucoup d'endroits elle tend au contraire à se concentrer.

11ME QUESTION.—*La population de votre localité émigre-t-elle à l'étranger ? Si oui, où se dirige-t-elle ?*

11ME RÉPONSE.—L'émigration se fait sentir un peu partout, et c'est vers les Etats-Unis que se dirigent la plupart des émigrants ; quelques familles d'origine britannique gagnent le Haut-Canada.

12ME QUESTION.—*Quelle est la classe qui émigre ?*

12ME RÉPONSE.—Ce sont d'abord les jeunes gens, qui, n'attendant pas de patrimoine de leurs familles, et qui, faute de moyens pour aller se fixer sur les terres publiques, espèrent trouver fortune à l'étranger ; puis les cultivateurs pauvres et surchargés de famille, qui sont obligés de vendre leurs terres pour payer leurs dettes ; ils s'en vont cacher leur misère chez nos voisins et gagner leur vie avec leurs enfants dans les manufactures ; et enfin, les ouvriers sans emploi. Toutes les origines fournissent leur contingent à ce triste courant d'émigration.

13ME QUESTION.—*Parmi ceux qui émigrent, en est-il qui reviennent au pays après un certain temps ? Si oui, rapportent-ils des épargnes ?*

13ME RÉPONSE.—Parmi ceux qui émigrent ainsi, il en est peu qui partent sans espoir de retour. Tous se flattent que des circonstances meilleures les ramèneront au pays.

Quelques jeunes gens, à force de travail, d'industrie et d'économie, réussissent à s'amasser quelque argent et reviennent s'établir avantageusement parmi les leurs ; les autres restent à l'étranger, ou nous reviennent dans un état pitoyable de dégradation physique et morale.

14ME QUESTION.—*Y a-t-il dans votre localité des colons venus d'autres parties du pays ? et d'où ?*

15ME QUESTION.—*La population de votre localité fournit-elle, ou a-t-elle déjà fourni des colons à d'autres parties du pays ? Si oui, veuillez les indiquer.*

14ME ET 15ME RÉPONSE.—Les nouveaux établissements ont généralement été formés par le surcroît de population des vieilles paroisses avoisinantes. Les immigrants des Iles Britanniques établis en cette province se trouvent principalement dans les Cantons de l'Est et dans la vallée de l'Outaouais.

De tous les colons Norvégiens qui avaient été induits à venir prendre des terres à Gaspé, un seul est resté en cet endroit. Plusieurs causes ont contribué à l'insuccès de cette colonie, la principale était l'extrême indigence dans laquelle sont arrivés ces colons étrangers.

Les Acadiens de l'Île du Prince-Edouard, qui sont venus se fixer sur les bords de la rivière Matapédia, ont eu à endurer beaucoup de misère dans les commencemens, mais leur persévérance, leur travail, et quelques secours opportuns qui leur ont été distribués par les sociétés de colonisation de Montréal et de Québec, les ont fait triompher des plus grandes difficultés, et aujourd'hui cette colonie modèle est en voie de prospérité.

16ME QUESTION.—*Y a-t-il dans votre localité des manufactures ? De quelle espèce sont-elles ?*

16ME RÉPONSE.—Il y a à peu près partout des moulins à farine, des moulins à scie, des moulins à carder et à fouler. Dans le comté de Gaspé, cependant, l'absence de moulins est signalée comme un obstacle à la colonisation et au progrès de l'agriculture; il en est de même de plusieurs établissements nouveaux.

St. Hyacinthe, St. Pie, Lotbinière, l'Île Verte, et l'Épiphanie possèdent des moulins pour broyer et préparer le lin.

La ville de Sherbrooke compte déjà deux manufactures de drap, une manufacture de meubles, un moulin à papier considérable, une fonderie, une manufacture de haches, de faulx, etc., et de moissonneuses, une manufacture de fromage, une fabrique considérable d'allumettes chimiques. De plus, il vient de s'y former une compagnie pour y établir une filature de coton, le capital nécessaire pour commencer cette grande entreprise est en grande partie souscrit.

St. Hyacinthe possède, outre ses moulins à broyer le lin, trois fonderies, des moulins à blanchir et à embouvetter le bois, une grande fabrique de meubles, une fabrique de vin de rhubarbe produisant environ 1500 gallons par an, et qui promet d'augmenter beaucoup; y plus une manufacture de moulins à battre le grain, une importante manufacture de chaussures, une fabrique d'allumettes chimiques et une brasserie.

Il y a à l'Épiphanie une manufacture de chaises qui ne fournit pas moins de 40 à 50,000 chaises de toutes sortes au commerce. Ce village possède, en outre, une fonderie et quatre moulins à farine importants.

On trouve aussi des fabriques importantes d'instruments d'agriculture de toutes sortes à Terrebonne et dans le canton d'Elgin, comté d'Huntingdon.

A Danville, il y a un moulin pour préparer l'ardoise, plus une manufacture de quarts, sceaux, tinettes, manches à balais, etc.

A Arthabaska fonctionne une fabrique pour extraire le tannin de l'écorce de pruche pour la fabrication des cuirs. Plusieurs tanneries considérables sont établies dans différentes parties de la Province.

Portneuf possède un moulin à papier et un moulin à clous. Chambly une manufacture de drap du pays, un moulin à papier, une brasserie.

Beauport, outre les grandes scieries de M. Hall, possède une fabrique de sceaux et d'allumettes, une fabrique d'huile de lin et de mastic, et une manufacture de clous coupés.

L'exploitation des mines de fer des Trois-Rivières et de Moisie, des mines de cuivre d'Acton, et des mines d'or de la Rivière Chaudière, offre aussi un débouché considérable à la classe ouvrière.

N. B. Les grandes fabriques de Montréal, les chantiers de navires et autres industries manufacturières de Québec, et de plusieurs autres lieux, ne se trouvant pas mentionnées dans les réponses, force nous est de les passer sous silence dans ce résumé, en sorte qu'on aurait tort de prendre ce qui précède pour une énumération complète des divers établissements manufacturiers de cette Province.

17ME QUESTION.—*L'établissement de manufactures y est-il praticable ?*

17ME RÉPONSE.—Les pouvoirs d'eau sont en abondance par toute la Province, il n'y a qu'à les utiliser. Ce qui nuit le plus à l'établissement des manufactures, est le défaut de communications faciles. Macadamiser les grands chemins, construire des chemins de fer sur un pied économique, sont deux choses indispensables pour répandre l'industrie manufacturière loin des grands centres.

18ME QUESTION.—*Quelles espèces de manufactures pourraient être établies avec avantage dans la région du pays que vous habitez ?*

18ME RÉPONSE.—Dans les vieux établissements des manufactures d'étoffes en laine et en toile pourraient être établies avec avantage, partout où les communications sont

faciles ; la matière première est partout en abondance, et la main-d'œuvre serait moins dispendieuse que chez nos voisins. Tout le monde s'accorde à dire que ces deux espèces de manufactures activeraient beaucoup le progrès agricole en fournissant aux cultivateurs un marché facile pour la laine et le lin qu'ils produisent, ainsi que pour leurs denrées.

Les machines à broyer le lin sont très appréciées partout où elles sont établies, beaucoup les recommandent.

On recommande en outre l'établissement de fabriques pour la préparation du tabac canadien, d'usines pour fabriquer le sucre de betteraves, attendu que nos terres sont très propres à la culture de la betterave. La fabrication des outils, des cordages, des tuiles de drainage ne pourrait manquer non plus de réussir dans les vieux établissements.

Toutes les industries qui consistent à façonner le bois, tels que meubles, instruments aratoires, peuvent être exploitées avantageusement dans les nouveaux établissements.

19^{ME} QUESTION.—*Etes-vous en état de constater si la colonisation est actuellement en voie de progrès dans la région du pays que vous habitez ?*

19^{ME} RÉPONSE.—La colonisation fait des progrès plus ou moins rapides à peu près partout. A mesure que les chemins s'ouvrent, les terres sont prises. Le défaut d'octroi de colonisation l'an dernier, en faisant suspendre les travaux sur tous les chemins ouverts aux frais du gouvernement, a ralenti le progrès dans plusieurs localités.

C'est au Saguenay que la colonisation paraît marcher avec le plus de rapidité, viennent ensuite les comtés de la rive Sud du St. Laurent, Rimouski, Témiscouata, Kamouraska, l'Islet, Montmagny, Bellochasse, Dorchester, Beauce, dans lesquels les réponses constatent beaucoup d'activité et des succès remarquables parmi les colons. Dans les Cantons de l'Est, il s'est formé plusieurs établissements nouveaux depuis quelques années, et les anciens colons sont en train de dépasser avant peu les habitants des vieilles paroisses en fait de bien-être et de progrès agricoles.

Les chemins ouverts au Nord du comté de Terrebonne ont donné beaucoup d'élan à la colonisation de ce côté. L'honorable Ed. Masson et le Révérend M. Provost contribuent puissamment à l'y activer.

La colonie de la Mantawa, fondée ces années dernières par le Révérend M. Brassard, qui y consacre sa fortune et son énergie, est déjà en voie de prospérité et promet de fournir un vaste champ de colonisation par delà les Laurentides.

20^{ME} QUESTION.—*Quels seraient, suivant vous, les meilleurs moyens de l'activer ?*

20^{ME} RÉPONSE.—Le premier moyen est d'ouvrir des chemins pour donner accès aux terres publiques. Tous sont d'accord sur ce point; sans chemins, point de colonisation possible.

Les autres mesures, généralement suggérées, sont d'adopter une loi pour la protection des colons (*Homestead Law*), ou Loi du Patrimoine-Franc, et d'accorder des octrois gratuits en aussi grande quantité que possible. Si le gouvernement ne peut concéder des terres gratuitement, les prix des lots devraient être gradués en raison de la valeur intrinsèque du sol et des facilités de communication. Les terrains bas, par exemple, qui sont très-difficiles à défricher et à égoutter, devraient surtout être offerts en vente à des taux minimes.

Accorder, s'il était possible, un plus long terme pour le paiement des lots sans intérêt; mais exiger régulièrement les instalments à mesure qu'ils deviendraient dûs. C'est faire tort aux colons comme au gouvernement que de laisser s'accumuler les arriérés du prix de vente des lots, tout le monde l'admet; le mal est encore pire quand les intérêts courent comme maintenant; dans plusieurs localités, les intérêts accrus sur le prix de vente des lots, vont bientôt égaler le capital.

Un grand nombre serait d'avis de supprimer les licences pour coupe de bois dans tous les cantons ouverts à la colonisation; et d'accorder aux colons résidents pleine liberté de disposer à leur profit du bois qui se trouve sur leurs lots. C'est leur enlever un puissant moyen d'avancer leurs défrichements que les priver du gain qu'ils pourraient faire en convertissant les arbres qu'ils abattent en bois de construction, de sciage et de charpente, et en bardeau. Souvent ils n'ont que cette ressource pour se procurer des aliments, mais les formalités qu'il leur faut remplir, afin de se procurer des licences à cette fin, rebutent le plus grand nombre. On serait étonné de connaître la quantité de bois de commerce que l'on fait brûler pour le convertir en cendre à potasse, par suite des restrictions fiscales imposées aux colons sur l'exploitation des bois de commerce.

Plusieurs s'accordent à recommander d'offrir des octrois de terres publiques à des compagnies qui s'engageraient à construire sur un pied économique des chemins de fer qui seraient utiles à la colonisation.

Déposer chez le secrétaire-trésorier de chaque municipalité locale, tant dans les vieux établissements que dans les nouveaux, des cartes de la Province, indiquant les terres qui restent à coloniser, les voies de communication, pouvoirs d'eau, moulins, chapelles, écoles, etc.; répandre par toute la Province des renseignements imprimés sur tout ce qu'il est nécessaire au colon de connaître pour se guider dans le choix d'un établissement.

Il n'y a pas tout-à-fait unanimité d'opinion au sujet de la protection qui devrait être accordée au colon, ou plutôt au sujet du *Homestead Law*; quelques-uns croient que ce serait ruiner tout-à-fait le crédit des colons et favoriser la mauvaise foi et la malhonnêteté, que de déclarer exempts de la saisie leurs animaux, leurs meubles de ménage, leurs instruments d'agriculture et leurs défrichements; et que ce serait faire un grand tort au commerce dans les nouveaux établissements.

Pour la Gaspésie, on recommande instamment de terminer le chemin du Golfe; puis de faciliter le plus possible l'acquisition des terres aux colons, afin d'attirer des cultivateurs dans ces parages, et d'engager les pêcheurs à s'adonner davantage à la culture.

"Qu'on le tienne pour certain," dit M. G. LeBouthillier, de Percé, dans ses réponses, "des hommes qui possèderaient une propriété en bon ordre de vingt acres seulement sur cette côte, vivraient avec plus d'aisance que n'importe où sur ce continent. Le secret pour gagner de l'argent dans la carrière de pêcheur, c'est d'avoir avant tout une terre qui lui fournisse toutes ses provisions de bouche et une partie de son vêtement.

"Et la pêche faite dans ces conditions aide à la terre, elle fournit une grande partie des engrais. Les jours ou les heures où les employés de l'armateur ne sont pas demandés sur la grève, ils trouvent toujours de l'occupation sur la ferme et peuvent y faire de grandes améliorations au compte de la pêche. La conclusion, c'est que la pêche et la culture s'entraident, c'est qu'avant d'entreprendre la pêche il faut être bien établi sur une terre en bonne culture, ayant les bâtiments convenables; c'est que pour encourager les pêcheries, il faut encourager l'agriculture.

"L'agriculture est la base de la pêche, comme ailleurs elle est la base des manufactures et de l'industrie."

Pour le Saguenay, on demande de terminer les chemins commencés, de subventionner une ligne de bateaux à vapeur pour faire le service régulier entre Québec et le haut du Saguenay et de construire le plus tôt possible le chemin projeté entre Québec et le lac St. Jean.

Quelques-uns croient qu'en faisant commencer des défrichements dans certains endroits propices à la colonisation, le gouvernement se verrait bien vite remboursé de ses avances, parce que cela attirerait, dans les nouveaux établissements, des colons jouissant d'une certaine aisance.

D'autres suggèrent de bâtir des chapelles et des écoles ; d'accorder une certaine étendue de terres publiques pour encourager la construction de moulins à farine. Le manque de moulins est un des grands inconvénients des établissements nouveaux, et comme il s'écoule toujours plusieurs années avant que les grains y soient en assez grande abondance, pour employer avantageusement un moulin, il ne serait que juste de favoriser de quelque manière ceux qui seraient disposés à en bâtir.

"Une mesure bien propre à activer la colonisation, dit l'abbé Ant. Racine de Québec, serait l'établissement, dans tous les comtés, d'associations de secours ou de sociétés de colonisation. La mission de ces sociétés étant de distribuer des grains de semence aux colons pauvres, le gouvernement pourrait provoquer la fondation de ces bienfaisantes sociétés, en leur donnant une faible allocation comme il le fait pour les sociétés d'agriculture."

21^{ME} QUESTION.—*Quelles seraient, suivant vous, les mesures les plus efficaces à adopter pour diriger vers cette Province un courant considérable d'émigration Européenne ?*

21^{ME} RÉPONSE.—Toutes les mesures propres à activer la colonisation auraient pour effet d'attirer l'émigration en cette Province.

Mais pour attirer ici un courant considérable d'émigration européenne, il faut, de toute nécessité, offrir aux émigrants des avantages au moins équivalents à ceux qu'ils trouveraient chez nos voisins. Cela implique, un passage gratuit, occupation lucrative en arrivant, octroi de terre gratuit et le *Homestead Law*. Tant que nous ne serons pas en état d'offrir tous ces avantages aux émigrants européens, les autres moyens que nous mettrons en œuvre pour les induire à se fixer dans cette Province, seront, en grande partie, sans résultat. Le gouvernement du Canada, depuis plusieurs années, a consacré des sommes considérables à l'entretien d'agents d'émigration en Europe, et en ce pays, à répandre des brochures en Allemagne et dans les Îles Britanniques pour y faire connaître nos ressources, tout cela a été sans profit pour la colonisation. Les émigrants n'ont fait que passer parmi nous, et ils sont allés enrichir la république voisine. Ceux qui font ces remarques sont favorables à l'émigration, et c'est parce qu'ils sentent de quelle importance serait pour cette Province une bonne immigration, qu'ils suggèrent de changer complètement la méthode suivie jusqu'ici.

Les moyens secondaires propres à attirer les émigrants, seraient l'établissement d'agences dans les pays européens d'où pourraient nous venir des émigrants. Ces agences répandraient des brochures, des guides contenant toutes informations qui pourraient les induire à venir s'établir en cette Province, et nous expédieraient de bons citoyens. Nous avons déjà des agents d'émigration dans les Îles Britanniques, nous devrions également en avoir en France, en Belgique et en Suisse.

Beaucoup sont d'opinion que tant que nous n'aurons pas réussi à arrêter l'émigration de nos compatriotes à l'étranger, il ne faudrait pas songer à amener ici, à grands frais, des émigrants européens.

Qu'on applique à l'encouragement de la colonisation, l'argent qu'il faudrait dépenser et l'activité qu'il faudrait déployer pour établir un courant considérable d'émigration européenne, et nous nous en trouverons mieux. Il ne serait pas juste, non plus, disent-ils, de faire pour les étrangers ce que nous ne faisons pas pour les enfants du sol.

M. LANIGAN, de Sherbrooke, s'exprime comme suit sur cette question :

" Cette question est de la plus haute importance dans la situation actuelle, non-seulement de la Province de Québec, mais de la Puissance du Canada toute entière.

" Il est difficile d'y répondre d'une manière satisfaisante en ce qui concerne cette Province seulement. Je regarde la population comme étant non-seulement la base même de notre existence comme peuple, mais aussi de notre avancement et de notre progrès. Dans les États-Unis chaque colon nouveau est considéré valoir

\$1000 pour la république, et le peuple de ce pays a des idées tellement pratiques qu'il est passé en proverbe économique de dire que les hommes valent de l'argent.

“ Par suite de la valeur qu'on donne aux émigrés comme étant une source d'accroissement pour la population, comme développant ainsi les ressources matérielles du pays, et contribuant au revenu public, on ne doit pas être surpris si le gouvernement et le peuple de l'Union ont fait des efforts et des sacrifices beaucoup plus grands qu'aucun autre pays pour attirer l'immigration chez eux.

“ Et leur succès a répondu à leur attente en proportion de leurs efforts, car en 1867, pas moins de 212,000 émigrés abordèrent à New-York, et ceci sans compter les Canadiens qui, on doit le regretter profondément, sont allés s'établir aux États-Unis. Il est évident que, pendant que notre nouvelle constitution, ou Confédération, nous donne la force qui découle de l'unité, elle n'ajoute pas une seule âme à la masse de notre population, et il est aussi très évident que chaque effort fait par aucune partie des provinces confédérées, soit par un district, une section ou une province, est un effort fait dans le but de consolider et d'affermir l'Union toute entière.

“ C'est ce côté de la question qui est surtout important.

“ Une population disséminée sera non-seulement une cause de faiblesse pour la Province, mais pour la Confédération toute entière. Et ce danger est d'autant plus à craindre que nous allons bientôt entrer en possession d'une grande partie sinon du territoire tout entier de la Baie d'Hudson. Aussitôt que ce pays sera annexé au Canada, une émigration considérable s'y dirigera, non-seulement d'Ontario, mais de Québec.

“ Et, si nous ne prenons pas quelques mesures efficaces pour remplacer ceux qui nous auront laissés, une partie de la Confédération augmentera en force et prospérité à nos dépens.

“ Notre population peut venir à s'épuiser, sans moyens de réparer ses pertes, et en l'absence de mesures pratiques pour sa conservation, il devient alors d'une absolue nécessité pour nous, soit qu'une mesure pour encourager l'immigration doive affecter l'Union toute entière ou seulement la Province de Québec, de faire des lois et de prendre des mesures efficaces pour parer à des événements inévitables. Mais, même dans le cas où l'acquisition du territoire du Nord-Ouest ne nous enlèverait pas un seul habitant, notre propre intérêt nous fait un devoir d'attirer chez nous une immigration plus considérable qu'auparavant. Il y a dans le moment actuel en cette Province plus de cinq millions d'acres de terres publiques arpentées et offertes en vente, ces terres sont dans un état pire que si elles ne produisaient rien, parce qu'elles sont cause de certaines dépenses, et ne donnent rien en retour au revenu public.

“ Comment ces terres doivent-elles être établies, et comment pourra-t-on les rendre productives? Voilà à mon avis, la question la plus importante qui doit fixer l'attention du comité.

“ Notre population ne veut pas les occuper, mais court follement aux États-Unis, où règle générale, elle n'améliore pas sa position.

“ Maintenant, si le comité veut prendre des mesures efficaces, il faut qu'il s'inspire de ce qu'ont fait et de ce que font les autres pays pour augmenter leur population.

“ La colonie de Victoria, comparativement si petite, en 1866, n'a pas affecté moins de \$800,000 pour encourager l'immigration.

“ Les États-Unis font des octrois gratuits sous le système de la loi du Partimoine-Franc (*Homestead Law*) pour amener l'immigration, tandis qu'une compagnie avec un bureau principal à New-York, et des succursales à Londres, à Liverpool, et dans tout le royaume-uni, envoie partout des agents qui offrent des billets de passage gratuits et sont en mesure d'assister les plus indigents en prenant pour gage de remboursement leur travail futur.

"Tenant compte de toutes ces considérations, mon opinion est que toute mesure pour encourager l'émigration de l'Europe au Canada, ou dans cette section du Canada, pour être efficace, doit avoir pour base les octrois gratuits et la loi du Patrimoine-Franc. Ce serait une grande folie que d'aller en Angleterre, ou dans aucun autre pays chercher des émigrés, à moins qu'on ne soit en position de leur offrir les mêmes avantages qui leur sont offerts par les agents des États-Unis. Le pays qui donnera le plus d'encouragement, est certain de l'affluence des émigrés, ou de la majorité d'entr'eux. Ceci est la doctrine du bon sens dans toute transaction, et une doctrine qui a sa raison d'être dans le cas de l'immigration comme dans toute autre question. Mais, nous avons cet avantage-ci, c'est que si nous nous présentons sur les marchés étrangers avec des conditions égales à celles des États-Unis, les Anglais, Écossais et Irlandais sont déjà initiés au système monarchique, et comme notre constitution n'est qu'une copie de la leur, ils donneront tout naturellement, les conditions étant égales, la préférence au Canada. A titre de supplément au système des octrois gratuits et à la loi du patrimoine franc, il devrait y avoir une agence active en Angleterre; car, je suis informé par un monsieur qui demeure maintenant en Angleterre, mais qui a résidé pendant plusieurs années en Canada, que dans le Royaume-Uni on n'a que de faibles renseignements sur notre pays et ses ressources, et nous devrions familiariser l'opinion publique dans la mère-patrie avec toutes ces choses, avant de pouvoir entrer en compétition avec les autres pays en fait d'immigration."

22ME QUESTION.—*Quelles seraient les parties de la province où des colons étrangers pourraient s'établir avec chance de succès?*

22ME RÉPONSE.—Tous les grands centres de colonisation seraient à peu près également propres à l'établissement de colons européens. Les Cantons de l'Est, le Saguenay et la vallée de l'Ottawa sont plus généralement indiqués.

23ME QUESTION.—*Quelles classes d'émigrants doit-on chercher de préférence à faire venir ici?*

23ME RÉPONSE.—Des agriculteurs de préférence, et puis des gens propres aux manufactures. Un grand nombre voudraient faire venir des Français, des Belges, et des Suisses, parce qu'ils se fonderaient plus facilement avec la majorité de la population de cette Province, et seraient par là même moins sujets à émigrer aux États-Unis et dans le Haut-Canada, comme le font, très-peu de temps après leur arrivée, beaucoup d'émigrants des Îles Britanniques; d'autres suggèrent les Anglais, les Écossais, les Irlandais, les Allemands, les Hollandais, les Suédois et les Norvégiens.

24ME QUESTION.—*Croyez-vous que les conditions auxquelles le gouvernement accorde les permis d'occupation sur les terres publiques, soient un obstacle sérieux aux progrès de la colonisation?*

24ME RÉPONSE.—Non, la plupart de ces conditions sont avantageuses et dans l'intérêt bien entendu de la colonisation. L'obligation d'ériger des bâtisses sur un lot et d'y faire les défrichements de rigueur avant d'obtenir un titre, et la restriction quant au nombre d'acres qui peuvent être concédés à chaque individu, sont considérées comme indispensables pour empêcher les spéculations injustes et les accaparements. Les restrictions quant à la coupe du bois ont peut-être aussi leur bon côté, mais il semble en résulter plus de mal que de bien, ainsi qu'il a été mentionné dans les réponses précédentes.

Le prix des terres, suivant le plus grand nombre, n'est pas assez élevé pour être considéré comme un obstacle sérieux à la colonisation.

25ME QUESTION.—*Auriez-vous un autre mode de concession à recommander?*

25ME RÉPONSE.—Non. Il vaudrait mieux, cependant, ne pas exiger d'intérêt sur le prix de vente et accorder trois ou cinq ans au colon avant d'exiger son premier

versement. Bon nombre tiennent aux octrois gratuits. Voir réponse à la 20me question.

26ME QUESTION.—*Que pensez-vous du fonctionnement des agences des terres en général et de celle de votre localité en particulier ?*

26ME RÉPONSE.—Les agences des terres en général n'offrent que très peu d'avantages. La plupart des agents n'ont pas eu l'occasion de faire des études spéciales pour se qualifier pour ces offices, et ne sont pas, le plus souvent, en état de diriger les colons, de leur donner les explications dont ils ont besoin. Quelques-uns, par leur inertie ou leur mauvais vouloir, sont de véritables obstacles à la colonisation.

Le pourcentage accordé sur les argents collectés est d'ordinaire une si faible rémunération que les agents y emploient le moins de temps possible et ne font rien pour faire connaître les avantages que les colons pourraient trouver à s'établir dans certaines parties de leurs agences.

Il y a néanmoins plusieurs agences qui fonctionnent très-bien et favorisent beaucoup la colonisation. Le système des agences est bon en lui-même ; mais pour opérer tout le bien qu'on doit en attendre, il est nécessaire que les agences soient confiées à des hommes éclairés, intègres et animés d'un grand zèle pour la colonisation. Ceux dont les connaissances spéciales offrent le plus de garantie sont les arpenteurs.

Plusieurs pensent que les agents des terres devraient avoir autorité pour retirer tous les ans, régulièrement, à peu près de la manière adoptée pour la perception des cotisations scolaires, tout ce qui serait dû au gouvernement, et qu'il devrait être à la discrétion de l'argent, d'user d'indulgence envers ceux qui, pour une raison ou pour une autre, seraient dans l'impossibilité absolue de rencontrer les termes à leurs échéances. Il peut arriver quelque malheur à un jeune colon qui le rende incapable pour le moment de satisfaire à ses obligations, et si le gouvernement procède avec rigueur contre lui, il sera découragé et abandonnera sa terre pour toujours. Tandis que l'agent local, qui est à portée, plus que tout autre, de connaître les colons établis sous sa surveillance, pourrait accorder un sursis pour le paiement de ce qui serait ainsi dû : une bonne récolte pourrait suffire pour mettre ce colon en état de faire honneur à ses obligations.

D'autres sont d'opinion, que s'il y avait dans chaque comté ouvert à la colonisation, un homme entièrement destiné à s'occuper de colonisation, il pourrait faire beaucoup de bien. "Cos agents," dit M. J. B. Beaulieu, de Cacouna, "sont nécessaires dans mon opinion, celui de notre localité est un homme intelligent, instruit, actif et ami de la colonisation. On ne peut en désirer un meilleur. Mais, je ne vois pas à quoi servent ces agents, si non à créer des situations. Cette charge devrait être donnée à l'agent local des Terres de la Couronne, en abolissant le salaire et accordant seulement les frais de bureau et de voyages."

27ME QUESTION.—*Le mode suivi jusqu'ici dans la distribution des sommes votées pour la colonisation vous paraît-il devoir être conservé ?*

27ME RÉPONSE.—Le mode de distribution suivi est de nature à produire beaucoup d'abus. Il est arrivé souvent que des députés ont fait servir l'octroi à leurs fins politiques plutôt qu'à l'avancement de la colonisation ; c'est le grand inconvénient du système. Cependant, tout le monde convient qu'il serait difficile d'en adopter un autre à la place. Si l'on ne s'en rapporte pas aux suggestions du représentant du comté, qui a intérêt à satisfaire la majorité de ses constituants, il faudra nommer des agents de colonisation pour toute la Province, pour renseigner le gouvernement sur les besoins réels de chaque localité, et veiller à ce que les fonds votés soient employés de la manière la plus profitable, et l'on craint que cela n'entraîne aussi des abus et beaucoup de dépense.

Plusieurs suggèrent de confier l'emploi des deniers votés pour la colonisation aux municipalités locales qui choisiraient elles-mêmes les conducteurs, et verraient à ce que l'argent rapportât le plus de travaux possibles.

Quelques-uns seraient d'avis de confier la direction générale de la colonisation à un officier supérieur en dehors de la politique, à qui l'on ferait une position à peu près analogue à celle du ci-devant surintendant de l'éducation pour le Bas-Canada.

28ME QUESTION.—*Serait-il avantageux de concentrer les ressources de la colonisation sur un nombre limité de chemins importants, laissant aux municipalités et aux sociétés de colonisation le soin de faire des ramifications à ces grands chemins ?*

28ME RÉPONSE.—La majorité des réponses s'accorde à recommander de concentrer les ressources de la colonisation. Seulement, les uns voudraient que le gouvernement ne s'occupât exclusivement que des grands chemins, afin de couper court aux inconvénients résultant du favoritisme politique, et d'empêcher qu'on ne construise, à même les deniers publics, tant de petits chemins qui n'ont pour but immédiat que l'utilité particulière de quelques individus. Les autres sont partisans du juste milieu, l'expérience leur a appris qu'il ne faut guère compter sur les municipalités dans les nouveaux établissements, et ils craignent qu'en adoptant le principe absolu de ne faire que des grands chemins on arrête le progrès de plusieurs localités. Ils admettent, eux aussi, qu'il y a eu trop de petits chemins de faits, mais sur ces derniers, il y en a un bon nombre qui n'auraient pu être négligés sans faire un tort considérable à la colonisation. En y mettant un peu de discernement et de circonspection, il est facile de démêler l'intérêt général d'avec l'intérêt particulier. Ils seraient donc d'avis de diminuer le nombre des petits chemins au profit des grands travaux, mais non pas de les abandonner complètement à l'impuissance ou au mauvais vouloir des municipalités.

29ME QUESTION.—*Une loi qui mettrait à couvert de la saisie les animaux, instruments d'agriculture et défrichements du colon pendant un certain nombre d'années (Homestead Law) servirait-elle dans l'intérêt bien entendu de la colonisation ?*

29ME RÉPONSE.—La *Homestead Law*, ou Loi du Patrimoine-Franc, a quelques ennemis violents, mais elle a pour elle au moins les trois quarts des réponses. Les raisons alléguées pour et contre se trouvent énumérées dans la réponse à la 20e question.

L'honorable juge Winter, de New-Carlisle, dans le district de Gaspé, se prononce comme suit sur cette question :

“ Il n'y a pas le moindre doute que ce serait bien, et cela devrait être permanent pour les instruments d'agriculture et animaux nécessaires, tant dans les anciens que dans les nouveaux établissements.”

30ME QUESTION.—*Une prime d'encouragement qui serait accordée à même les fonds destinés à l'agriculture, pour les défrichements les plus considérables et les meilleurs rendements dans chaque comté ouvert à la colonisation, serait-elle un bon moyen d'activer la colonisation ?*

30ME RÉPONSE.—Plusieurs personnes pensent que ce serait une bonne chose, mais on est surtout frappé de la difficulté de mettre cette idée en pratique. En somme, c'est une idée qui ne prend pas.

Quelques sociétés d'agriculture, cependant, on ont fait l'essai, et les résultats ont été satisfaisants.

31ME QUESTION.—*Quels sont les endroits où devraient être faits les octrois gratuits, sur les chemins même ouverts par le gouvernement, ou simplement dans leur voisinage ?*

31ME RÉPONSE.—Règle générale, dans le voisinage des chemins ouverts par le gouvernement. Lorsque les chemins traversent de longs espaces inhabités, il

va sans dire qu'il est nécessaire de faire un certain nombre d'octrois gratuits pour la commodité des voyageurs et l'entretien de la route; c'est ce qu'on recommande en particulier pour le chemin de Québec au Lac St. Jean.

32ME QUESTION.—*Y a-t-il dans votre localité ou dans vos environs des terres propres à la colonisation? Quelle en est l'étendue et la qualité?*

32ME RÉPONSE.—Il n'y a guère de renseignements exacts à tirer des réponses sur la quantité d'acres de terre qui restent à coloniser dans les diverses localités. Voir plutôt l'état de terres à vendre fourni au comité par le Département des Terres de la Couronne. Ce qu'il y a de certain c'est que les terres ne manquent pas encore et que des milliers et des milliers de colons peuvent trouver sur presque toutes nos terres publiques à s'établir avantageusement.

La colonisation dans la vallée de l'Outaouais et au Lac St. Jean est à peine commencée, la Mantawa, la vallée du St. Maurice, la Gaspésie et les Cantons de l'Est offrent un champ immense à la colonisation.

M. L. P. Lachance, premier colon sur le chemin du Lac St. Jean, dit à ce sujet: "Il y a sur le chemin de Stoneham, qui conduit au Lac St. Jean, des terres sur une étendue de plus de trente lieues, presque toutes propres à la colonisation, et la qualité de la terre paraît pouvoir se prêter à toutes sortes de cultures, les forêts sont boisées d'arbres de toutes sortes et d'une hauteur prodigieuse, d'ailleurs propres à la construction et au commerce."

33ME QUESTION.—*Des chemins y ont-ils été ouverts par le gouvernement, et depuis combien d'années?*

33ME RÉPONSE.—Il en a été ouvert un peu partout. Voir les tableaux insérés dans les réponses de M. Lesage.

34ME QUESTION.—*Ces chemins ont-ils été bien faits et localisés avec discernement?*

34ME RÉPONSE.—La plupart des chemins ont été bien faits. Il est arrivé en plusieurs endroits qu'au bout de quelque temps il a fallu changer la direction de ces chemins; mais cela était inévitable. Ceux qui les avaient localisés avaient fait pour le mieux. Les besoins des localités changent à mesure que les cantons voisins se peuplent.

35ME QUESTION.—*Les deniers ont-ils été bien employés?*

35ME RÉPONSE.—Pas toujours. Voir réponse à la 27me question. "Il est bien pénible, dit M. E. S. Darche, de South Ham, pour tous ceux qui ont à cœur l'œuvre nationale de la colonisation, de voir la manière dont l'argent octroyé pour l'ouverture des chemins est employé; s'il était possible que ces chemins fussent donnés à l'entreprise, il en résulterait un bien immense; les chemins seraient faits plus vite et coûteraient infiniment moins au trésor public. Un chemin qui coûtera \$2000 sous le régime actuel en coûterait 1200 et moins en le donnant à l'entreprise."

36ME QUESTION.—*Dans quel état sont actuellement ces chemins? Sont-ils verbalisés? Les municipalités s'occupent-elles de leur entretien?*

36ME RÉPONSE.—En général, les chemins de colonisation ne sont pas en bon état. Ils sont verbalisés pour la plupart, mais les municipalités ne s'occupent guère de leur entretien.

37ME QUESTION.—*L'ouverture des chemins a-t-elle eu pour effet de favoriser l'établissement des terres publiques par les colons?*

37ME RÉPONSE.—Indubitablement.

38^{ME} QUESTION.—*Quelle classe de colons s'y est établie ? avaient-ils quelques moyens ? quelle est leur origine ?*

38^{ME} RÉPONSE.—La classe pauvre surtout. Ce n'est que depuis ces dernières années qu'on a vu de temps en temps des cultivateurs possédant une certaine aisance se diriger vers les terres publiques. Dans les Cantons de l'Est, les premiers colons ont été d'origine britannique ; plus tard, les Canadiens-Français s'y sont portés en grand nombre, ils augmentent tous les jours.

Les premiers colons de la vallée de l'Outaouais ont été aussi d'origine britannique. Les Canadiens-Français s'y portent en assez grand nombre. Ailleurs, ce sont des Canadiens-Français qui ont colonisé seule presque partout. Il y a dans le comté de Bonaventure, canton de Matapédia, une colonie acadienne-française venue de Rustico, Ile du Prince Edouard.

39^{ME} QUESTION.—*Faites connaître un peu en détail quels ont été leurs progrès ?*

39^{ME} RÉPONSE.—Les progrès en général ont été satisfaisants. Voici les seuls détails contenus dans les réponses.

M. C. F. ROY, de Ste. Anne des Monts, comté de Gaspé.

TABLEAU COMPARATIF ENTRE 1862 ET 1866.

GASPÉ.

CANTONS.		Population, nombre d'âmes.		Superficie, nombre d'âres.		Grains semés, nombre de minots.		Bétail, nombre de têtes.		CHEMINS.
		1862	1866	1862	1866	1862	1866	1862	1866	
Cherbourg, } Dalibert, } Romieu, }	.....	333	811	781	3372	400	1772	395	1192	Chemin de Matane à Cap-Chatte.
Christie, } Duchesnay, }	.....	95	423	317	1187	208	472	163	527	Sur le tracé du chemin du Golfe.

En 1862, les cantons sus-nommés, ainsi que les cantons Tourelle et Cap-Chatte, étaient desservis par un seul prêtre missionnaire, résidant à Ste. Anne des Monts. Maintenant cette desserte est sous la juridiction de quatre prêtres, résidant à Ste. Félicité, à St. Norbert, à Ste. Anne des Monts, et à St. Maxime des Monts-Louis.

Aux noms des cantons sont aujourd'hui substitués des noms de paroisses, dont trois sont érigées canoniquement et civilement.

MESSIRE T. L. BRASSARD, curé de St. Paul de Lavaltrie.

Il m'est difficile d'entrer dans les détails demandés. Qu'il me suffise de vous dire qu'en général tous les colons de Mantawa vivent dans un état d'aisance qui fait plaisir à voir : je ne vous mentionnerai qu'un seul colon, arrivé à Mantawa dans la

plus grande pauvreté. Joseph Rocheleau, de St. Gabriel, arrivé seul en mai 1864. Il prépare un terrain pour y faire quelques semences. Il retourne à St. Gabriel et revient en juin avec sa femme et dix enfants, ayant pour toute fortune une paire de bœufs, achetée à crédit, 26 lbs. de lard et 36 lbs. de fleur. Il travaille et fait la pêche, nourrit sa famille sans trop de misère pendant toute l'année. En 1865, le même Rocheleau récolte 300 minots de grains et 250 minots de patates, il vend son lot £55 comptant et commence à défricher un autre lot. Aujourd'hui, Joseph Rocheleau est assez bien bâti et vit dans l'aisance.

M. D. BÉGIN, St. Germain de Rimouski.

La colonisation fait certainement de grands progrès dans le comté de Rimouski. Témoins les chiffres suivants : sur le chemin de Matapédia, qui n'a été terminé que l'été dernier, la population y était déjà de 432 âmes, ayant déjà des défrichements pour la valeur de \$15,582, 132 bâtisses de toutes sortes, 629 pièces de bétail, des produits d'industrie domestique pour \$2,822.65. En 1866, on y a récolté 16,494 minots de grains et patates et 35,671 bottes de foin.

Sur le chemin Taché, qui n'est encore terminé que dans une longueur d'une dizaine de milles à son extrémité Est, la population est déjà de 220 âmes, les bâtisses au nombre de 90, les défrichements 686 acres en état de culture, et de 237 acres en abattis. En 1866, il y a été récolté 8005 minots de grains et patates, 8739 bottes de foin, et l'industrie domestique a produit des objets pour une valeur de \$1776.90. Les colons de cet endroit possèdent 269 pièces de bétail valant \$3054.50. Et l'on verrait sans aucun doute la population se multiplier avec une grande rapidité le long de ce chemin, s'il était ouvert dans toute son étendue, car les terres sont là d'une qualité supérieure.

M. J. B. GODIN, Chicoutimi.

Quoique le Saguenay n'ait encore aucune communication facile que par eau, je crois pouvoir dire qu'il a fait autant et plus de progrès qu'aucune autre partie du Bas-Canada, sous le rapport de la colonisation ; ce n'est que depuis 1843 que date la colonisation du Saguenay ; à cette époque, il n'y avait guère plus de cent colons ; à présent il y a dix belles paroisses établies par l'autorité ecclésiastique, et de plus quatre autres dessertes qui sont desservies par les curés voisins ; ces quatre dessertes seront avant deux ans quatre nouvelles paroisses.

Il me semble qu'en vue de ces progrès, l'argent dépensé par le gouvernement n'est pas perdu, et que ça doit être un motif pour lui d'augmenter les octrois qu'il fera à l'avenir.

M. C. FOURNIER, agent des Terres de la Couronne dans le comté de l'Islet.

La colonisation a fait certainement de grands progrès ici depuis quelques années que le chemin Elgin est ouvert. Il y a environ une quinzaine d'années que ce chemin, d'une longueur de près de 30 milles jusqu'à la frontière, est commencé, et à peu près fini depuis quatre ans, et cependant dans toute sa longueur, excepté quelques endroits de distance en distance où la terre est trop humide près du chemin pour commencer à établir avec avantage, les lots sont établis par une population qui y réside et vit passablement à l'aise du produit de la terre, quoique ces gens aient pour la plupart commencé avec rien, étant généralement trop pauvres, quelques uns étaient même mendiants. Aujourd'hui, il y a une chapelle le long de ce chemin. Dans ce moment ces colons travaillent pour y bâtir une église, ainsi qu'une seconde chapelle, sous la conduite personnelle de leur digne missionnaire, M. Casgrain, qui lui-même fournit l'argent et les provisions à ses dépens. Un moulin à farine et deux moulins à scies y sont aussi bâtis.

La population le long de ce chemin a été érigée en une municipalité, qui fonctionne très-bien. Par ce chemin, depuis qu'il a été ouvert pour voitures d'hiver, et depuis pour voitures roulantes, quoique fait imparfaitement, il passe pour au moins

\$10,000 en provisions, fourrages, etc., pour les chantiers qui s'y font chaque année et qui n'auraient pas existé si ce chemin n'eût pas été ouvert.

Dans le fronteau, entre le 5e et 6e rang du township Casgrain, près de la frontière, il y a un bon nombre de colons résidents, dont l'un d'eux, Elzéar Dubé, a récolté cette année 3,000 gerbes de bon grain, presque tout seigle d'automne. Ces colons ayant profité du chemin Elgin pour s'y établir, quoiqu'ils soient obligés de charroyer leurs effets sur de grosses *memoires* ou sur leur dos, faute de moyen d'y ouvrir un chemin et une route de 30 arpents pour se rendre à ce fronteau.

Le long du chemin Taché, là où il est fait, il y a encore peu de colons, car le chemin n'est pas encore débouché dans Arago et Patton, où les chemins ne sont pas faits, quoique les lots soient tous pris chaque côté où le chemin est tracé et quelques lots même commencés à défricher.

Dans Chapais, où le chemin passe, des lots sont commencés à défricher, mais personne n'y habite, car il y a encore beaucoup de lots à établir dans Ixworth et les seigneuries plus près du fleuve. En outre, deux routes, l'une de Ste. Anne au chemin Taché, et l'autre de St. Denis à la frontière, traversent ce chemin, n'étant qu'à peine ébauchées.

Le gouvernement avait donné il y a plusieurs années des lots dans Ashford pour du bois de chauffage, aujourd'hui deux de ces rangs sont presque tous établis.

Montminy est à peu près tout établi chaque côté du chemin Taché, ainsi qu'une partie des rangs au-dessus et en bas du chemin: une belle chapelle, un moulin à farine et plusieurs scieries sont bâties le long de ce chemin; il en est à peu près de même dans Mailloux, et tous ces lots ne se sont colonisés et établis que parce qu'il y a des chemins de communication, quoique pas encore parachevés, soit pour monter au chemin Taché ou par ce chemin.

- M. L. P. LACHANCE, premier colon sur le chemin du Lac St. Jean.

Un chemin d'hiver, depuis Stoneham au Lac Jacques-Cartier, longueur d'environ quinze lieues, a été ouvert par P. G. Huot M. P., Louis Picard et Etienne Hallé; mais depuis ce temps, ce chemin n'ayant pas été entretenu, les arbres qui sont tombés sous l'effet du vent l'ont obstrué en plusieurs endroits; le gouvernement a fait commencer, à la sortie de Stoneham, environ deux milles de chemin d'été; néanmoins, malgré ces misères, environ 200 personnes y ont marqué des lots, 40 personnes y ont fait des défrichements et bâti de petits camps, 4 personnes y ont fait des défrichements plus considérables et des bâtisses logeables; tous attendent pour continuer qu'il soit fait des chemins passables, et que les townships soient divisés; le gouvernement a fait ouvrir depuis, comme chemin d'hiver, un tracé depuis le Lac Jacques-Cartier jusqu'au Lac St. Jean.

M. JAMES MOWAT, Maire de Matapédia.

"Les Acadiens de Rustico, établis dans le canton de Matapédia, nous sont arrivés presque sans moyens, ils ont commencé leurs défrichements sans avoir aucune autre voie de communication que les cours d'eau. Lors de l'élection de 1863, il n'y avait que cinq voteurs qualifiés dans le canton, en 1867, il y en avait trente-cinq et dans le prochain rôle d'évaluation il y aura deux fois ce nombre. Ils tirent tous leur subsistance de l'agriculture, et pour suppléer à l'insuffisance de leurs revenus, ils vont travailler en hiver dans les établissements plus avancés qui les avoisinent. Grâce à cette colonie acadienne, la population du canton de Matapédia a triplé en cinq ans."

Il est facile de voir que les détails qui précèdent ne donnent qu'une idée bien imparfaite des progrès de la colonisation, mais comme il a été dit plus haut ce sont les seuls détails contenus dans les réponses.

40ME QUESTION.—*Quelles sont les causes qui ont le plus retardé la colonisation dans votre localité ?*

40ME RÉPONSE.—C'est le manque de chemins que l'on regarde partout comme la cause principale des retards que subit la colonisation. Le défaut d'immigration y est aussi pour beaucoup. L'accaparement de grandes étendues de terres incultes par des compagnies ou des particuliers, dans un but de spéculation, et la dévastation des forêts par les porteurs de licences font aussi beaucoup de tort aux nouveaux établissements.

Dans les comtés de Gaspé et Bonaventure, c'est l'attrait de la population pour la pêche qui nuit le plus à la colonisation.

"La compagnie *Gaspé Fishery and Coal Mining Company*, dit le juge Winter, possède 50,000 à 60,000 acres de terres dans le comté de Bonaventure. Cette compagnie a cessé toutes affaires depuis plusieurs années.

"Le front de ces terres fait la borne soit du 1er soit du 2nd rang dans la plupart des cantons de Cox et Hamilton. Elle ne les a jamais mises à la portée des acheteurs à des conditions faciles, et encore moins à présent que la compagnie n'a même plus d'agent ici. Cela empêche considérablement les progrès de la colonisation dans ces deux cantons. Il faudrait racheter ces terres et les remettre à la portée des colons."

La Seigneurie de Pabos, qui appartient à la même compagnie, est également un obstacle à la colonisation dans ce comté; cette seigneurie a trois lieues en superficie et n'est établie qu'à sa frontière sur la Baie des Chaleurs.

Dans le comté de Gaspé, ainsi que dans beaucoup d'établissements nouveaux, le manque de moulins nuit beaucoup à la colonisation. Le manque de chapelles et le manque d'écoles empêche un grand nombre d'aller s'établir dans les bois.

41ME QUESTION.—*Avez-vous quelques modifications à recommander au sujet des licences pour coupe de bois ?*

41ME RÉPONSE.—N'en plus accorder dans aucun canton ouvert à la colonisation; les inconvénients qui en résultent ont été signalés dans les réponses précédentes. Il devrait être permis au colon résident d'exploiter le bois qui se trouve sur son lot sans encourir les frais d'une licence, cela lui fournirait un moyen de subsister et d'agrandir ses défrichements, comme il a été remarqué plus haut; souvent même il arrive que les colons s'empressent de faire brûler le bois qui se trouve sur leurs lots pour le soustraire aux commerçants de bois.

Le déboisement rapide de nos forêts inspire des craintes à bon nombre d'agriculteurs qui voient dans nos grands bois une protection contre les vents violents et des réservoirs de rosée et d'humidité dans les temps de grande sécheresse. D'un autre côté ceux qui portent intérêt à notre commerce de bois déplorent le gaspillage qui accompagne l'exploitation des bois sur les terres publiques.

N'ayant à payer de droits que sur les arbres qu'ils sortent de la forêt, les commerçants ne font transporter au marché que les plus beaux bois. Un arbre abattu présente-t-il quelque léger défaut, vite on le laisse de côté pour en choisir un autre, et plus tard ces arbres de rebut, dont la forêt se trouve jonchée, produisent ces grandes conflagrations que rien ne peut arrêter.

En restreignant d'avantage l'étendue des limites des coupes de bois, le gouvernement pourrait surveiller plus facilement et régulariser les opérations de la coupe du bois de commerce; et en imposant un droit sur chaque arbre coupé, au lieu de l'imposer sur chaque arbre enlevé, on mettrait un frein au gaspillage qui se fait aujourd'hui dans nos forêts.

M. John Mather, de Chelsea, moulins Gatineau, comté d'Ottawa, est d'avis que le système des licences de coupe de bois actuellement en force pour les colons devrait être aboli. Dans la vallée de l'Ottawa, les colons qui prennent licence pour couper

du bois de commerce ne sont, la plupart du temps, que les instruments des marchands de bois, qui leur font des avances de fonds, et trouvent toujours moyen d'avoir la part du lion dans les profits réalisés.

Le moyen, suivant lui, de venir en aide aux colons, c'est de leur donner de bonnes terres à la seule condition de les défricher. Il est rare qu'ils puissent mener de front avantageusement l'agriculture et le commerce de bois.

Afin de rendre l'exploitation des bois plus profitable au pays et de prolonger la durée de cette branche importante de notre industrie, M. Mather recommande de n'accorder de licences pour coupe de bois qu'aux commerçants de bois (*lumbermen*) seulement, et il croit que si ces licences étaient à longs termes, les bourgeois de chantiers se trouveraient intéressés à tirer le meilleur parti possible du bois compris dans les limites de leurs licences; l'économie et la méthode remplaceraient en peu de temps l'imprévoyante dévastation qui a accompagné jusqu'ici l'exploitation des forêts publiques.

42ME QUESTION.—*Y a-t-il dans votre localité ou dans vos environs beaucoup de gens qui seraient disposés à s'établir sur les terres publiques, si quelques nouveaux encouragements leur étaient donnés ?*

42ME RÉPONSE.—Oui, dans tous les vieux établissements. La plupart de ceux qui s'en vont aux États-Unis préféreraient s'établir ici s'ils y trouvaient les mêmes avantages. De nouveaux encouragements auraient sans aucun doute l'effet d'attirer dans le comté de Bonaventure beaucoup d'Acadiens de l'Île du Prince-Edouard.

43ME QUESTION.—*Que pensez-vous du système suivi jusqu'à présent pour l'ouverture des chemins de colonisation ? Si vous le trouvez défectueux, quel à sa place suggéreriez-vous ?*

43ME RÉPONSE.—Partout où les conducteurs de travaux ont accompli leur devoir avec intelligence et honnêteté, le système actuel a fonctionné avec avantage; aussi, près de moitié des réponses le trouvent bon.

Les autres le croient plus ou moins défectueux. On s'élève surtout contre l'habitude où l'on est dans plusieurs centres de colonisation de tracer des chemins sans tenir compte de leur utilité pour l'avenir, ni de la qualité des terres auxquelles ils conduisent. Il s'en suit qu'au bout de quelques années on découvre que ces chemins auraient été mieux placés ailleurs, ou qu'ils conduisent à des terres qui ne valent pas la peine d'être défrichées.

Les chemins devraient, suivant quelques-uns, être tracés par des arpenteurs, qui dresseraient un procès-verbal régulier de leurs opérations et prendraient la responsabilité professionnelle du choix du tracé.

Suivant d'autres, les agents des Terres de la Couronne devraient être revêtus de pouvoirs analogues à ceux des Grands-Voyers d'autrefois, et chargés de voir au tracé, à la confection et à l'entretien des chemins de colonisation situés dans leurs agences.

Plusieurs ont cru devoir exprimer leur manque de confiance dans les municipalités locales pour l'exécution de travaux sur les chemins de colonisation. Suivant eux, ce serait s'exposer à beaucoup de mécomptes que de leur confier les deniers votés pour la colonisation; l'indemnité seigneuriale, qui leur a été distribuée, ayant démontré suffisamment, qu'il vaut mieux charger des particuliers de ce genre d'entreprise.

On suggère généralement de donner les chemins de colonisation à faire à l'entreprise sur des soumissions, soit à tant le mille, soit à tant pour chaque chemin ou section de chemin. Par ce moyen, on économiserait les frais énormes des conducteurs et sous-conducteurs, qui sont directement intéressés à faire durer les travaux, et on couperait court à une foule d'abus.

44ME QUESTION.—*Pensez-vous que de nouvelles conditions, quant au délai pour paiement des terres de la Couronne, pourraient être avantageuses au colon, sans nuire considérablement au revenu public ?*

44ME RÉPONSE.—Plusieurs seraient d'avis de donner aux agents des terres de la Couronne le pouvoir de retirer régulièrement les versements à mesure qu'ils devien-

nent dûs. Étant sur les lieux, l'agent serait plus en état que les officiers du bureau des terres de juger si le retard apporté dans le paiement des versements provient de la négligence, du mauvais vouloir ou de l'extrême pauvreté des colons, et il devrait être à sa discrétion d'accorder un délai dans certains cas. De cette manière, la perception des deniers dûs au gouvernement serait plus prompte ; et les colons, que le malheur aurait frappés, ne seraient pas exposés à être molestés à l'instar des mauvais débiteurs.

Il s'en trouve quelques-uns qui craignent qu'en accordant un sursis aux colons arriérés, ceux-ci ne s'imaginent que le gouvernement finira par leur faire remise de leur dette. Le prix des terres, suivant eux, n'est pas un obstacle à la colonisation, et le gouvernement a besoin de cet argent pour faire ouvrir des chemins pour les colons.

45ME QUESTION.—Avez-vous quelque autre observation à faire concernant l'agriculture, l'immigration ou la colonisation ?

JAMES SNOWDON, Ecr., Côte des Neiges, près Montréal.

Je demande la permission d'observer qu'en général les cultivateurs améliorent leur position, en élevant plus de bestiaux, et en labourant moins, en s'occupant davantage du commerce du laitage et en faisant plus de fromage.

J'ai fait quelques observations l'année dernière dans les journaux. J'ai dit que pour faire le fromage d'une manière profitable, les vaches, quelques semaines avant qu'elles vèlent, devraient être nourries de farine de fèves, parce qu'aucune autre nourriture connue, n'est capable de donner la même quantité de caséum.

Les cultivateurs devraient aussi semer plus de trèfle, vu qu'il est bien connu aujourd'hui que le mil tire de la terre les substances indispensables pour faire croître le blé d'une manière profitable.

Si le fait que je viens de signaler avait été connu il y a quarante ans, de combien de millions notre Province ne serait-elle pas plus riche aujourd'hui ! Près de l'endroit où je demeure, j'ai connu des individus qui, faute de capitaux, ont acheté les terres les plus pauvres, mais qui, avec le système d'égouttement, des engrais et l'emploi de la chaux, etc., ont récolté 50 minots d'avoine, 34 de blé et 200 minots de patates par arpent.

La première année que les statistiques de l'Angleterre et de l'Écosse furent faites, je m'en fis expédier le tableau.

Après avoir calculé la différence entre l'arpent et le minot français et l'acre et le boisseau anglais, j'ai trouvé qu'une terre bien cultivée ici pourrait produire en moyenne autant qu'une terre en Angleterre.

Chaque cultivateur devrait savoir si sa terre est humide, et alors il devrait l'égoutter. Si elle est couverte de saletés et de mauvaises herbes, il devrait les faire enlever ; et si elle est maigre, il devrait l'engraisser. En se conformant à ce qui précède, et en labourant et ensemençant convenablement, il verra la terre comme une mère généreuse le récompenser de ses efforts par des revenus abondants.

C. L. J. FITZGERALD, Ecr., canton de Gosford, comté de Portneuf.

En dernier lieu, je suggérerais un examen attentif de tous les chemins en contemplation avant de les faire, une plus grande attention aux ressources agricoles des terrains que ces chemins doivent traverser, la protection des colons contre ceux qui spéculent sur les terres, de mieux faire observer les lois pour entretenir les chemins en bon ordre ; et plus particulièrement l'établissement, avec l'aide du gouvernement, d'une école pour l'enseignement pratique de l'agriculture dans les trois districts de Montréal, de Québec et de Kamouraska, à laquelle école les fabricants seraient priés d'envoyer des modèles de toutes les machines et instruments

agricoles qui sortiraient de leurs ateliers; ces modèles seraient conservés dans un musée attaché à chaque école, et tout en servant d'annonce à leurs auteurs seraient très utiles aux élèves.

De plus, à mon avis, dans l'état actuel de cette partie de la Province surtout, l'immigration devrait céder le pas à la colonisation.

C. F. ROY, Ecr., Ste. Anne des Monts.

Quant aux observations qu'il me resterait à faire concernant la colonisation, je ne pourrais que répéter ici, et bien imparfaitement encore, ce que beaucoup d'hommes distingués, qui se sont sérieusement occupés de la question, ont dit à ce sujet. Comme à eux l'expérience m'a démontré que cette œuvre ne peut être prospère qu'en autant qu'elle deviendra une œuvre nationale. Le gouvernement, lors même qu'il s'imposerait de grands sacrifices, n'atteindra jamais le but désiré, si on le laisse agir seul. Les municipalités, de leur côté, doivent s'organiser et seconder les efforts du gouvernement.

Il faut qu'il y ait unité d'action, et que le clergé, comme toujours, se mette à la tête du mouvement. Que les journalistes fassent un appel chaleureux aux populations et que la classe aisée s'impose des sacrifices; que des associations se forment dans chaque paroisse pour tirer nos cultivateurs de leur apathie; que le peu de succès du passé fasse redoubler les efforts de chacun, et marchant ainsi ensemble, tendant tous au même but, nous parviendrons bientôt à faire coloniser nos terres, et à retenir sur notre sol cette foule de jeunes gens qui tous les ans s'en éloignent pour aller grossir le nombre des prolétaires chez le peuple voisin.

A. H. DE CAUSSIN, Ecr., Ste. Julienne.

Pour faire progresser l'agriculture, la colonisation et l'immigration, au nord du fleuve, il ne faut que des voies de communication. J'insisterais donc particulièrement pour l'établissement d'un chemin de fer de Québec à Montréal, on suivant le plus près possible le versant méridional des Laurentides. Ce chemin serait très-utile, en temps de guerre, pour les mouvements de troupes; et, en temps de paix, il favoriserait l'écoulement des produits de l'agriculture et de la colonisation, des grains et du bois; et il permettrait à l'industrie d'utiliser les immenses pouvoirs d'eau, qui, faute de chemins, restent tout-à-fait improductifs.

O. DUVAL, Ecr., Trois-Rivières.

La construction du chemin de fer des Piles aurait très-certainement l'effet de donner un grand élan à la colonisation du territoire du St. Maurice, et activerait puissamment l'établissement de nombreuses paroisses dans ce territoire, ainsi que la construction de plusieurs manufactures pour l'exploitation des bois, des mines de fer, et autres minéraux, qui abondent dans cette partie du pays.

L'éloignement de ces terres et l'impossibilité de communiquer facilement et promptement avec ces terrains, sont des obstacles qui ne peuvent être surmontés par le pauvre colon et par le manufacturier, qu'au moyen de ce chemin de fer.

Ce chemin traverserait, dans toute sa longueur, un territoire tout-à-fait propre à la colonisation, et la Rivière St. Maurice est navigable, depuis son terminus aux Piles, jusqu'à la Tuque, c'est-à-dire sur une longueur de 66 milles; les nombreux tributaires du St. Maurice forment des vallées dont le sol est des plus fertiles, et les établissements commencés par les messieurs Brassard, dans la vallée de la Mantawa, prouvent que le climat de cette partie du pays est aussi favorable à l'exploitation agricole que l'est celui des anciennes paroisses, du district des Trois-Rivières.

Une autre amélioration qui favoriserait aussi beaucoup le commerce de bois, et assurerait l'établissement de scieries considérables à l'embouchure du St. Maurice, serait de transporter un peu plus haut dans la Rivière St. Maurice les estacades (*booms*) qui sont actuellement à son embouchure.

Rév. M. TREMBLAY, curé de Beauport, conducteur du chemin du Lac St. Jean.

Il y a quatre ans, lorsque je commençai à m'occuper de la colonisation du township Ashuapmouchouan sur le Lac St. Jean, je reçus de nombreuses demandes de lots de la part de gens de l'Île d'Orléans, de la Côte Beaupré, des paroisses voisines de la ville et de la ville même, de St. Roch surtout. Deux rangs du township Ashuapmouchouan furent pris et le premier rang du township DeMeulles. Ce qui fait plus de cent lots. Sur ce nombre très peu ont défriché et se sont établis; les autres ont été découragés par le manque de chemins et surtout parcequ'on disait que le chemin du Lac St. Jean ne se ferait jamais. Sans ce contre-temps, je suis certain que plusieurs centaines de familles des localités citées plus haut seraient actuellement établies au Lac St. Jean.

J'ai encore en mains une longue liste de personnes qui demandent les terres situées sur les confins de Stoneham, où commence le chemin du Lac St. Jean; les lots demandés sont sur le chemin même. Comme il n'y a pas encore d'arpentage de fait, ces gens ne peuvent défricher les lots qu'ils ont choisis, par avance.

Comme je m'intéresse surtout à la colonisation du Saguenay et du Lac St. Jean, j'ajouterai qu'il est de la plus haute importance que le chemin Kinogami soit complètement terminé et que l'ouverture du chemin du Lac St. Jean, en chemin d'été soit continuée avec ardeur; de façon qu'il n'y ait plus de doute possible sur l'existence prochaine de cette grande voie de communication entre Québec, le Lac St. Jean et tout le Saguenay. Inutile de faire remarquer l'avantage immense qu'en retirera la ville de Québec elle-même.

TABLEAU des Terres Publiques disponibles dans la Province de Québec.

Sud du Fleuve Saint-Laurent.

EST DE LA RIVIÈRE CHAUDIÈRE.

Agent.	Résidence.	Comté.	Townships dans l'agence.	Acres.	Prix.
ANDREW ROSS	Frampton	Partie de Beauce	Jersey, Linéce, Marlow, Metgemotte, et Rieborough	128000	cts. 40
		Partie de Dorchester	Cranbourne, Frampton, Slandon et augmentation, Walford	53000	30
FRANÇOIS ROULEAU	St. Claire	Partie de Dorchester	Langevin et Ware	51000	30
FRS. LAMONTAGNE	St. Gervais	Partie de Bellechasse	Armagh, Roux, Buotland, Bellechasse.	90000	30
S. V. LARUE	St. Charles, Rivière Boyer	Partie de Bellechasse	Dasquam, Mailloux	53000	30
FRANÇOIS TÊTU	Montmagny	Montmagny	Ashburton, Bourdages, Montminy, Patton, Panet, Talon, Roletto	179000	30
G. F. FOURNIER	St. Jean Port-Joli	L'Islet	Lafontaine, Leverrier, Lessard, Garneau, Fournier, Dionne, Casgrain, Arago, Beaubien, Ashford	284000	30
F. DEGUISE	Ste. Anne de Lapocatière	Kamouraska	Bungay, Chabot, Chapais, Isworth, Parke, Pauchaud, Pobenégamouk, Woodbridge	314000	30

L. N. GAUVREAU	Isle-Verte	Témiscouata	Arnaud, Bégin, Demers, Demonville, Hocquart, Rodot, Viger, Withworth, Cabano, Escourt, Botsford, Packington	269000	30
J. B. LEPAGE	Rimouski	Partie de Rimouski	Cabot, Causapescal, Duquesne, Fleuryau, Mathane, McVider, Macphee, Neigette, St. Denis, Tessier, Lepage	287000	30
C. F. ROY	Ste Anne des Monts	Partie de Rimouski	Cherbourg, Dalibert et Romieux	50000	30

DISTRICT DE GASPÉ.

G. P. ROY	Ste. Anne des Monts	Partie de Gaspé	Cap-Chatte, et Tonnelle	43000	20
JOHN EDEN	Bassin de Gaspé	Partie de Gaspé	Malbaie, Percé, Fox, Gaspé-bay Nord, Cap-Rosier, New-Port, et Islands et Sydenham	99000	20
J. A. LEBEL	New-Carlisle	Partie de Bonaventure	Port-Daniel, Cox, Hope, New-Richmond, Hamilton	142000	20
J. N. VERGE	Carleton	Partie de Bonaventure	Novelle, Patapédia, Maria, Carleton, Maun, Matapédia, Ristigouche	186000	20
J. B. LEPAGE	Rimouski	Partie de Bonaventure	Assemetiquagan	27000	20

Nord du Fleuve Saint-Laurent.

TERRITOIRE DU SAGUENAY.

Agent.	Résidence.	Comté.	Townships dans l'agence.	Area.	Prix.
RISUL BOULIANNE	Bergeronnes	Saguenay	Bergeronnes, Albert, Tadoussac, Escuminas, Saguenay, Iberville.....	619000	cts. 20
T. Z. CLOUTIER.....	Village de Chicoutimi.....	Chicoutimi	Ashpémouchouan, Bagot, Bourgette, Chicoutimi, Charlevoix, Demeulles, Delisle, Harvey, Jiquères, Kinogami, Lacombe, Labarre, M'ay, Metabetchouan, Boileau, Falardeau, Otis, Roberval, Signal, St Germain, Simard, St Jean, Tremblay, Parent, Labrosse, Perreault, Isle d'Alma	506000	20
AGENCE VACANTE .....	.....	Charlevoix	Callières, Desales et Strington.....	29000	20
McLEAN STEWART.	Québec	Québec	Stoneham et Tewkesbury.....	57000	30

TERRITOIRE DU ST. MAURICE.

AGENCE VACANTE.....	Pariss de Portneuf.....	Alton, Montauban, Colbert, Gosford, Rocmont, Chavigny.....	73000	30
---------------------	-------	-------------------------	--	-------	----

Turcotte	17000	30
Mékinack.....	50000	30
Caxton et Shawenegan.....	42000	30
Partie de Peterborough	7000	30
Peterborough, Brassard et Provost.....	39000	30
Cathcart, Joliette, Kildare et augmentation, Brandon et Carlier.....	47000	30
Chertsy, Chilton, Kilkenny, Rawdon.....	102000	30
Abercrombie, Beresford, partie de Morin, Don- caster.....	40000	30
Wexford.....	00000	30

Sud du Fleuve St. Laurent.

OUEST DE LA RIVIÈRE CHAUDIÈRE.

Agent.	Résidence.	Comté.	Townships dans l'agence.	Acres.	Prix.
JOHN HUMÉ.....	Leeds	Mégantic	Leeds, Nelson, Inverness, Ireland, Halifax, Somerset et augmentation, Broughton et Thetford	35000	cia. 40
ANT. GAGNON.....	St. Christophe d'Arthabaska	Arthabaska	Chester, Tingwick, Warwick et Bulstrode	36000	60
AGENCE VACANTE.....	.....	Arthabaska	Stanfold et augmentation, Arthabaska, Horton, Maddington, Aston et augmentation	23000	60
AGENCE VACANTE.....	.....	Drummond	Simpson, Wendover, Upton, Kingsey, Grantham, Wickham et Durham	5000	60
E. P. FELTON	Sherbrooke.....	Stanstead, Sherbrooke, Richmond et parties de Wolfe et Compton.....	Stanstead, Barnston, Barford, Magog, E. Hatley, Oxford, Ascot, Brompton, Melbourne, Windsor, Westdon, Westbury, Compton, Eaton, Bury, Dudswell, Stoke, Newport, Harford et Auckland	50000	60
O. B. KEMP	Frelighsburg	Missisquoi, Shefford et Bromme	Stanbridge, Farnham, Sutton, Dunham, Brome, Potton, Bolton, Magog O., Granby, Shefford, Ely, Stukely, Roxton et Milton.....	14000	
WM. FARWELL	Robinson	Partie de Compton et Beauce	Winslow, Whitton, Hampden, Marston, Ditton, Woburn, Spalding, Ditchfield, Clinton, Emberton, etc.	200000	60

Nord de la Rivière Ottawa.

QUEST DU COMTÉ DES DEUX-MONTAGNES.

GEO. ROGERS.....	Lakefield, township de Gore	Partie d'Argenteuil.....	Chatham, Wentworth, Gore, Partie de Morin, Wolfe et Howard.....	55000	cls. 30
D. McMILLAN	Grenville	Partie d'Argenteuil.....	Grenville, Harrington et son augmentation, Montcalm, Arundel, DeSalaberry.....	95000	30
G. W. CAMERON.....	Thurso, township de Lochaber	Partie d'Ottawa	Buckingham, Lochaber, Derry, Portland, E., Mulgrave, Ripon, Hartwell, Suffolk et Ponsenby.....	215000	60
ROBT. FARLEY	Chelsea, township de Hull.....	Partie d'Ottawa.....	Hull, Eardley, Templeton et son augmentation, Portland, O., Denholm, Masham, Wakefield, Lowe, Hinks, Aylwin, Bowman, Bigelow et Blake.....	230000	60
M. McBEAN	Achigan Mills, Northfield.....	Partie d'Ottawa	Cameron, Wright, Northfield, Kensington, Anmond, Egan, Sicotte, Saskatong et Lytton.....	275000	60
AGENCE VACANTE.....	Clarendon.....	Partie de Pontiac.....	Clarendon, Onslow, Bristol, Litchfield, Mansfield, Thorne, Aldfield, Leslie, Cawood, Allyn, Pontefract, Clapham et l'île du Calumet.....	200000	60
T. SMITH	Île des Allumettes.....	Partie de Pontiac	Îles des Allumettes, Waltham, Chichester, Sheen, Aberford et Aberdeen.....	135000	60

Département des Terres de la Couronne.

MODE DE CONCESSION DES TERRES PUBLIQUES.

FORMULE DE BILLETS DE LOCATION.

No. _____

AGENCE DES TERRES DE LA COURONNE,

\$ _____ 186

Reçu de _____ la somme de

_____ étant le premier

versement d'un cinquième du prix d'achat de _____ Acres de terre contenus dans

_____ Lot _____ No. _____ dans le _____ Rang

du Township de _____, P. Q., la balance étant

payable en quatre versements égaux annuels, avec intérêt de cette date.

Cette vente, si elle n'est pas désapprouvée par le Commissaire des Terres de la Couronne, est faite sujette aux conditions suivantes, savoir: L'acquéreur devra prendre possession de la terre ainsi vendue dans les six mois de la date de la présente vente, et continuer d'y résider et de l'occuper, soit par lui-même, soit par d'autres, pendant au moins deux ans à compter de ce temps, et dans le cours de quatre années au plus il devra défricher et mettre en culture une étendue d'icelle égale à au moins dix acres par chaque cent acres, et y construire une maison habitable d'au moins seize pieds sur vingt. Il ne sera coupé de bois avant l'émission de la patente que pour défrichement, chauffage, bâtisses ou clôture; et tout bois coupé contrairement à cette condition sera considéré comme ayant été coupé sans licence sur les terres publiques. Nul transport des droits de l'acquéreur ne sera reconnu dans aucun cas où il y aura eu défaut dans l'accomplissement d'aucune des conditions de la vente. Les lettres-patentes n'émaneront dans aucun cas avant l'expiration de deux années d'occupation, ni avant l'accomplissement de toutes les conditions, même quand le prix de la terre serait payé en entier. L'acquéreur s'oblige à payer pour toutes améliorations utiles qui peuvent se trouver sur la terre vendue, appartenant à d'autres qu'à lui. Sujette aux licences de coupe de bois actuellement en force.

_____ Agent.

PREMIER RAPPORT

DU

COMITÉ PERMANENT DES PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS.

Le comité des privilèges et élections demande la permission de présenter le rapport suivant au sujet du renvoi qui lui a été fait par votre honorable Chambre des rapports, papiers et documents, concernant la dernière élection du district électoral de Kamouraska.

Votre comité a examiné avec soin les documents qui lui ont été renvoyés, et a pris le témoignage du Greffier de la Couronne en Chancellerie et de l'officier-rapporteur, en ce qui concerne les matières en question. Il a aussi assigné devant lui d'autres témoins, un d'entre eux étant actuellement présent.

Mais le terme prochain de l'époque à laquelle la présente session de la Législature doit se terminer par prorogation, les met dans l'impossibilité de compléter durant cette session l'enquête que la gravité du sujet réclame.

Il croit nécessaire qu'on ne permette pas que cette enquête soit abandonnée ; et en conséquence il demande la permission, tout en soumettant avec le rapport les témoignages qu'il a pris jusqu'à présent, de recommander à votre honorable Chambre qu'immédiatement après l'ouverture de la prochaine session de la Législature, la question soit de nouveau renvoyée au comité des privilèges et élections, qui sera alors nommé.

Le tout humblement soumis.

(Signé,)

CHRIST. DUNKIN,

Président.

Chambre de Comité,

22 février 1868.

M. Joly fait motion, secondé par M. Bachand,

Qu'il soit ordonné à l'officier-rapporteur du comté de Kamouraska de comparaître devant ce comité mardi prochain, à onze heures du matin, pour rendre témoignage sur les circonstances qui l'ont empêché d'exécuter le bref d'élection, qui lui a été adressé le huitième jour du mois d'août dernier, l'enjoignant de procéder à l'élection d'un représentant pour l'Assemblée Législative, et qu'il soit ordonné au Greffier en Chancellerie de comparaître le même jour.

Accordé

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,
13 février 1868.

Comité des privilèges et élections.

Le Greffier en Chancellerie, M. Huot, comparait devant le comité. Les documents, par lui transmis devant la Chambre et référés à ce comité, lui sont exhibés, et après examen des dits papiers, il répond comme suit : Je constate que le writ et la commission adressés à l'officier-rapporteur M. Henri Garon, sont bien ceux produits actuellement devant le comité. C'est aussi le rapport de l'officier-rapporteur, les serments d'office de l'officier-rapporteur et du clerc d'élection, et les certificats de ces serments. Egalement, copies des deux proclamations émanées et à moi transmises le vingt-quatre septembre mil huit cent soixante-et-sept ; copie des résolutions passées à une assemblée tenue à St. Louis de Kamouraska, le vingt-six août, mil huit cent soixante-et-sept, et copie d'un protêt contre les procédés de l'officier-rapporteur, en date du dix-neuf août dernier, le notaire instrumentant étant M. Thomas Lebel.

Aussi, copie d'une lettre adressée à l'officier-rapporteur, et signée par plusieurs électeurs, en date du trente-et-un août dernier, demandant que M. Charles Alphonse Pantaléon Pelletier soit mis en nomination comme candidat de la dite élection. La commission originale du clerc d'élection, et deux lettres à moi adressées par l'officier-rapporteur, l'une en date du quatorze août dernier, accusant réception du writ et de sa commission ; l'autre du neuf septembre dernier, expliquant le retard qu'il mettait à m'envoyer son retour.

Les documents produits sont tous les papiers qui m'ont été transmis le vingt-quatre septembre dernier, par l'officier-rapporteur M. Henri Garon.

Le présent témoignage ayant été lu au témoin, il y persiste, et déclare qu'il contient la vérité, et a signé.

(Signé,)

L. H. HUOT,

G. C. C. P. Q.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,
Québec, 13 février 1868.

Comité des privilèges et élections.

L'officier-rapporteur pour le comté de Kamouraska, M. Henri Garon, comparait devant le comité et répond comme suit aux questions qui lui sont posées :

Je suis régistrateur du comté de Kamouraska depuis plus de deux ans, et c'est à moi qu'a été adressé le writ pour l'élection qui devait avoir lieu en août dernier pour le comté de Kamouraska. Venant de prendre communication du writ d'élection et des documents y annexés mis devant la Chambre par le Greffier en Chancellerie, et maintenant devant le comité, je dis que le dit writ est celui qui m'a été adressé, que le rapport d'inexécution du dit writ signé par moi est bien celui que j'ai fait et que j'ai transmis au Greffier en Chancellerie, et que tous les documents annexés au dit writ sont les mêmes que ceux que j'ai transmis au Greffier en Chancellerie pour accompagner mon rapport de l'inexécution du dit writ.

Le contenu de mon rapport, pour expliquer les causes et raison, et les faits qui m'ont empêché de pouvoir exécuter le dit writ d'élection, est vrai et conforme à la vérité et à tout ce qui s'est passé aux différentes dates que je mentionne dans mon rapport.

Quand je fais usage du mot rapport je comprends sous ce mot mes lettres du 9 et 19 septembre 1867, adressées au Greffier en Chancellerie de cette Chambre.

Je crois qu'il y avait au-dessus de deux mille personnes présentes au village de Kamouraska le jour fixé pour l'élection.

Les deux candidats qui devaient briguer les suffrages des électeurs étaient l'honorable M. Chapais, et M. Charles Alphonse Pantaléon Pelletier.

Le nombre de deux mille dont je viens de parler, comprenait les partisans de M. Chapais et de M. Pelletier. Les partisans des deux candidats m'ont paru séparés en deux bandes. Les émeutiers m'ont paru être du côté des partisans de M. Pelletier.

La raison qui me fait dire que les émeutiers étaient parmi les partisans de M. Pelletier, est que tous ceux que j'ai identifiés appartenaient à ce parti.

Je considère que le rassemblement de deux mille dont je viens de parler est un grand rassemblement d'électeurs pour le comté de Kamouraska, mais je ne puis dire exactement le nombre d'électeurs que le comté renferme.

Je n'ai pas eu connaissance que parmi les partisans de M. Chapais il y eût personne qui ait troublé la paix ou paru disposé à la troubler.

En dehors de ceux que j'ai spécialement désignés dans mon rapport comme ayant troublé la paix, je ne puis pas dire si les émeutiers venaient généralement du comté ou d'une paroisse en particulier. L'excitation chez les émeutiers était considérable.

Le groupe d'émeutiers qui avait assiégé ma maison vers dix heures du matin était, considérable et comprenait un nombre d'au moins cent personnes ayant un chef en tête, qui m'a paru être le nommé Pierre Lafrance dont je parle dans mon rapport. Il m'a paru que ce groupe d'émeutiers était appuyé par les partisans de M. Pelletier, parceque ce groupe s'est détaché de la foule de ses partisans. Ce groupe s'est rangé pour me laisser passer pour aller au hustings; arrivé au hustings, un de ceux qui faisaient partie du groupe d'émeutiers qui entourait ma maison, le nommé Michel Lebel, s'est adressé aux électeurs comme suit: "Messieurs les électeurs, si l'officier-rapporteur ne donne pas des polls partout, il n'y aura pas d'élection."

Dans le moment de mes procédés, l'honorable M. Chapais était présent, mais: je n'ai pas vu M. Pelletier cette journée là.

Dans les quinze jours qui ont précédé l'appel nominal, j'appris que plusieurs tentatives allaient être faites soit pour m'enlever moi-même, soit pour m'enlever mes papiers, de manière à ce que je ne puisse procéder à l'élection. Ce sont les partisans de l'honorable M. Chapais qui m'ont donné ces informations.

La cause de ces menaces était l'omission dans la proclamation d'élection de mettre des polls dans les endroits mentionnés dans mon rapport.

Jusqu'au moment des actes de violence que j'ai mentionnés dans mon rapport, je n'avais pas cru qu'on réaliserait les menaces dont on m'avait parlé avant, mais après les faits de violence qui ont eu lieu et sur le rapport qui m'a été fait, de retour chez moi en revenant du husting, qu'il y avait eu deux personnes mortellement blessées, le nommé Louis Desjardins et Edmond Blagdon, partisans de M. Chapais, que j'ai vus dans la journée, je me suis convaincu qu'il y avait eu de la vérité dans les informations qu'on m'avait données au sujet de ces menaces.

J'ai vu moi-même ces personnes dans la même journée après qu'on m'eut rapporté qu'ils étaient mortellement blessés. Le nommé Desjardins m'a paru dans un état très-précaire, le curé et le médecin ont été appelés près de lui, et j'ai été moi-même appelé auprès de lui en ma qualité de notaire pour régler ses affaires de famille.

Je l'ai vu depuis; il m'a dit qu'il était assez bien, mais qu'il ne travaillait pas. Ça ne l'empêchait pas de travailler, mais il ne travaillait pas aussi bien. J'ai vu Blagdon, l'autre homme blessé, depuis, et il est assez bien.

En me rendant au hustings, je n'ai pas été soumis à aucun acte de violence, seulement j'ai entendu quelqu'un crier en arrière de moi que l'on jetait des pierres en ma direction; je ne me suis pas retourné pour voir si cela était vrai, je me suis hâté de tourner le coin de la sacristie pour me rendre au hustings, c'est-à-dire, sous la galerie de la sacristie où j'avais fait ériger le hustings démoili.

On a fait des tentatives pour me chasser et m'enlever de l'endroit où devait se tenir l'assemblée. Le nommé Thomas Lebel m'a pris par les jambes, et le nommé Michel Lebel s'est rué sur moi et m'a précipité, avec celui dont je viens de parler, en bas de la galerie. Ceci est arrivé après que le nommé Michel Lebel eût dit aux électeurs "si l'officier-rapporteur ne donne pas des polls partout, il n'y aura pas d'élection." Je n'ai pas eu le temps de répondre à ce qu'il a dit, on m'a précipité de suite au bas de la galerie.

Quand les deux Lebel se sont rués sur moi, il m'a paru qu'ils avaient l'appui et le concours des partisans de M. Pelletier; je crois que la foule des partisans de M. Pelletier a répondu par un "oui."

Je pense que les deux Lebel avaient l'appui et le concours de la foule des partisans de M. Pelletier, parceque c'était deux de ses principaux partisans actifs de la paroisse de Kamouraska.

Il n'est pas à ma connaissance que les partisans de M. Pelletier aient essayé d'arrêter les deux Lebel. Je n'avais pas de force suffisante pour résister aux violences faites sur ma personne, que huit constables, plus disposés à se sauver qu'à rester sur la scène; d'ailleurs, je crois qu'il aurait fallu une force armée pour maintenir la paix et me maintenir dans ma position.

Il ne m'a pas été lancé de pierres au lieu du hustings, c'est-à-dire à la galerie de la sacristie.

Quand je me suis vu assailli par la foule, j'ai craint certainement pour ma vie; il n'est pas à ma connaissance qu'on m'ait alors donné aucun coup, mais le lendemain, j'ai ressenti certaines douleurs à la tête qui devaient être le résultat de coups que des personnes m'ont dit m'avoir vu donner par derrière.

Ce n'était pas des coups bien considérables, et dans l'excitation j'aurais pu ne pas m'en apercevoir.

Quand les émeutiers sont venus me demander de leur remettre le writ d'élection, ils m'ont menacé de la destruction de ma maison; je parle des partisans de M. Pelletier.

J'ai nommé les émeutiers qui sont venus me demander le writ d'élection dans mon rapport, ce sont MM. Ancil et Miller.

Lorsque Ancil et Miller sont venus me demander le writ d'élection, ils ont paru appuyés par la foule des partisans de M. Pelletier, qui étaient tous devant chez moi. Ils étaient plusieurs centaines. Tout le parti de M. Pelletier se trouvait devant chez moi. La plus grande partie était aux environs, à un peu plus d'un demi arpent de chez moi; de ce groupe s'était détaché un groupe d'une centaine qui se tenait à demi-distance du groupe principal et de ma maison. Ancil et Miller sont les seuls qui sont entrés chez moi pour me demander le writ, et ils se sont dits délégués par les partisans de M. Pelletier.

Pendant qu'ils étaient chez moi, le groupe principal et le groupe intermédiaire se tenaient aux endroits que j'ai indiqués.

Je suis cousin germain de l'honorable M. Chapais, l'un des candidats.

J'ai été nommé registrateur du comté de Kamouraska dans l'automne de mil huit cent soixante.

Question.—N'est-il pas vrai que l'été dernier, avant le jour de la nomination, vous avez promené, dans les rues de Kamouraska, une vache avec un ruban bleu attaché aux cornes, et un ruban rouge attaché à la queue, et que vous avez dit que c'était ainsi que vous traitiez les rouges?

L'honorable M. Cartier objecte à la question; objection maintenue par le comité.

J'ai fait afficher la proclamation pour la dite election de Kamouraska trois fois, une seconde fois parce que j'avais commis une erreur dans mes délais, et une troisième fois en amendement à ma première proclamation, tel que le comporte mon rapport. Dans mon rapport, je ne parle pas de cette première proclamation parce que je l'ai fait enlever de suite pour y substituer ma seconde, que j'ai toujours considérée comme ma première.

Lorsqu'à ma dernière proclamation j'ai mis des polls à St. Paschal et à Notre-

Dame du Portage, c'est parce que j'avais trouvé des doubles de listes électorales de ces deux paroisses faites l'une en 1859 et l'autre plus récente, je crois de 1864, 1865 ou 1866. Cette dernière liste, dont il y avait un double dans mon bureau, était de Notre-Dame-du-Portage.

Je n'ai pas trouvé de double de la liste électorale de la paroisse de St. Pasme.

Depuis que je suis registrateur du comté de Kamouraska, j'ai fait trois élections à l'Assemblée Législative, sans compter celle-ci. Pour ces trois élections, je me suis servi des copies des listes électorales que me fournissaient les secrétaires-trésoriers des différentes municipalités, et que je remettais à mes députés officiers-rapporteurs, les listes n'étaient pas des doubles, mais des copies. Ces trois élections dont j'ai parlé ont été faites en 1861, 1863 et 1864, et les deux premières seulement ont été contestées.

Lorsque les délégués, MM. Anctil et Miller, sont entrés dans ma maison et m'ont demandé de leur livrer le writ, ils ont accompagné cette demande des menaces de la colère de la foule des électeurs, si je refusais, et alors j'ai réellement craint pour ma vie, et celle d'une personne de ma famille alors dans un état très précaire. Je ne contredis pas ce que j'ai dit dans mon rapport, que l'on avait menacé de détruire ma maison.

Je connais les nommés Isaïe Dessaint et Emile Dessaints du village de Kamouraska comme étant de ceux qui ont lancé des pierres dans ma maison; tous deux sont fils de Pierre Dessaint, maire du village de Kamouraska et préfet du comté. Je ne les ai pas vus moi-même jeter les pierres dans ma maison, on me l'a dit, et c'est à la suite de ces actes là que l'on est venu me demander les writs.

Je connais de même pour avoir lancé des pierres, Lazarre Bérubé et Narcisse Lévesque fils, tous de St. Louis de Kamouraska, et Nothanaël Dubé, forgeron, de la Rivière-Ouelle; je ne les ai pas vus moi-même, mais je le sais par oui dire. Ce sont des personnes dignes de confiance qui m'en ont informé. Beaucoup d'autres m'ont été nommés, mais j'ai oublié leurs noms.

Ces pierres qui ont été lancées dans ma maison pesaient d'une livre à deux; aucunes ne m'ont atteint, mais si elles eussent atteint quelqu'un elles auraient pu causer des blessures graves et même causer la mort.

Le nommé Pierre Lafrance, navigateur, le même qui m'a enlevé la liste électorale au lieu du hustings, Bruno Grondin et Joseph Hudon, cultivateurs, tous trois de Ste. Anne, Octave Dionne, père, et Hubert Pelletier, fils, ces deux de St. Paschal, et Lazare Bérubé déjà nommé, de St. Louis, sont les seules personnes parmi celles qui ont démoli le hustings dont je puis me rappeler les noms. Ces personnes étaient tous partisans de M. Pelletier. Le hustings a été démoli avant l'appel nominal.

La distance du hustings à ma demeure est d'environ un arpent. La foule vociférait des menaces, mais je ne puis dire les mots qu'elle prononçait.

Le présent témoignage ayant été lu au témoin, il y persiste, et déclare qu'il contient la vérité, et a signé.

(Signé)

H. GABON.

M. Joly fait motion pour que la question suivante soit posée au témoin :

"N'est-il pas vrai que l'été dernier avant le jour de la nomination, vous avez promené dans les rues de Kamouraska une vache avec un ruban bleu attaché aux cornes et un ruban rouge attaché à la queue, et que vous avez dit que c'était ainsi que vous traitiez les rouges ?"

Motion mise aux voix, et rejetée.

M. Joly fait motion, que vu que ce comité est suffisamment éclairé sur les matières qui ont été soumises à sa considération par la Chambre, ce comité procède maintenant à délibérer et à préparer son rapport.

M. Chapleau propose, en amendement, que l'enquête soit continuée pour plus amples informations.

Amendement mis aux voix, et emporté.

BUREAU D'ENREGISTREMENT,
Kamouraska, 14 août 1867.

MONSIEUR, — J'ai l'honneur de vous accuser réception, par la malle de ce jour, de vos instructions relatives à l'élection d'un membre pour représenter le district électoral de Kamouraska, dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, avec tous les documents les accompagnant et ayant rapport à la dite élection.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

(Signé,) H. GARON,

Régistrateur.

L. H. HUOT, écuyer,
G. C. C. P. Q., Québec.

KAMOURASKA, 9 septembre 1867.

MONSIEUR, — Je crois de mon devoir de vous informer, quoique les journaux vous l'aient déjà appris, que je n'ai point pu faire l'élection pour le district électoral de Kamouraska.

Cet accident regrettable est dû à des causes que je n'ai pu contrôler et qui feront la matière de mon rapport spécial sur le sujet.

Ce rapport se fera peut-être un peu attendre, vu l'état précaire de ma santé.

Cependant, je vous prie de croire que j'y apporterai toute la diligence possible et que je suis au travail.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre très-humble et obéissant serviteur,

(Signé,) H. GARON.

L. H. HUOT, écuyer,
G. C. C. P. Q., Québec.

KAMOURASKA, 19 septembre 1867.

L. H. HUOT, écuyer,
G. C. C. P. Q., Québec.

MONSIEUR, — J'ai l'honneur de vous informer qu'en obéissance au bref de Sa Majesté, à moi adressé pour l'élection d'un membre pour représenter le district électoral de Kamouraska dans l'Assemblée Législative de Québec, daté de la cité de Québec, le huitième jour du mois d'août dernier, et reçu le quatorzième jour du même mois, ainsi qu'il appert par l'endossement d'icelui, et que je vous transmets avec le présent, j'ai affiché, suivant la loi, le vingtième et le vingt-et-unième jour du dit mois d'août, ma proclamation dont copie est ci-jointe, dans les paroisses et places extra-paroissiales du dit district électoral de Kamouraska; et j'ai aussi affiché, le trentième jour du mois d'août, ma proclamation en amendement, dont copie est ci-jointe, dans la paroisse de St. Paschal, le township de Woodbridge et dans la partie de la paroisse de Notre Dame du Portage, située dans le dit district électoral de Kamouraska, et voici la raison d'être de ces deux proclamations.

Par ma dite première proclamation je n'avais point fixé de poll pour la paroisse de St. Pacôme, pour la municipalité de la paroisse de St. Paschal et le township de Woodbrige compris, et j'avais exclu de la votation au poll de la paroisse de St. André la partie de la paroisse de Notre Dame du Portage, située en le dit district électoral de Kamouraska, croyant qu'il était strictement de mon devoir d'en agir ainsi pour me conformer à la loi des élections telle qu'amendée par l'acte de la vingt-septième Victoria, chap. 8.

Certains électeurs des localités ainsi défranchisées, m'ayant protesté, ainsi qu'il appert par la copie du protêt ci-jointe, j'ai cru plus prudent de consulter sur le sujet, et ayant acquis la conviction qu'il y avait doute sur la légalité de mes procédés, quant à la paroisse de St. Paschal, le township de Woodbrige compris, et à la partie de la paroisse de Notre Dame du Portage, située dans le dit district électoral de Kamouraska, je décidai d'en accorder le bénéfice aux électeurs, et j'allais afficher une nouvelle proclamation en conséquence, quand je m'aperçus que le délai pour le faire était expiré.

Alors j'ai dû me consulter de nouveau afin de régulariser mes procédés, s'il était possible, et pour me conformer à l'avis que je reçus, j'ai affiché ma seconde proclamation en amendement à ma première, le trentième jour du dit mois d'août dernier, et je devais, le lendemain, jour de la nomination, conformément à la loi et à l'avis reçu sus-mentionné, accorder et fixer un poll pour la paroisse de St. Paschal y compris le township de Woodbrige y annexé, et admettre à voter au poll de la paroisse de St. André les électeurs de la susdite partie de la paroisse de Notre Dame du Portage, après avoir expliqué aux électeurs l'erreur (si erreur il y avait) commise dans ma première proclamation.

En mon absence, les résolutions, dont copies sont ci-jointes, furent déposées à mon bureau, et à mon retour de Québec, le vingt-neuf du dit mois d'août, Pierre Dessaint, écuyer, l'un des signataires des dites résolutions, se rendit à mon bureau, accompagné de MM. Hubert Pelletier, Edouard Ouellet, Antoine Roy dit Desjardine, Ivanhoé Taché, et de plusieurs autres, pour avoir ma réponse relativement à la votation de St. Pacôme, St. Paschal et Woodbrige, et à la dite partie de la paroisse de Notre Dame du Portage; et après quelques explications de ma part sur les motifs qui m'avaient engagé à agir tel que l'indiquait ma première proclamation et qui m'engageaient à l'amender, je leur répondis que j'accordais un poll pour St. Paschal et Woodbrige, et que les électeurs de la dite partie de Notre Dame du Portage voteraient au poll de St. André, et que j'afficherais en conséquence dans ces localités dès le lendemain ma proclamation en amendement; mais qu'il m'était impossible de justifier l'octroi d'un poll pour St. Pacôme, et que je n'en accordais point, vu qu'aucun double de la liste électorale de cette dernière localité, dûment certifiée et attestée suivant la loi, n'avait jamais été déposée dans mon bureau de registrateur par le secrétaire-trésorier de la municipalité de la dite paroisse. A la demande qui me fut alors faite, savoir, sur quelle liste voteraient les électeurs de St. Paschal et Woodbrige, je répondis qu'ils voteraient sur celle de 1859, la seule dont un double existait et avait été trouvé parmi les papiers qui m'avaient été remis par les représentants de feu J. G. Taché, écuyer, en son vivant registrateur.

Ce qui précède est l'exposé exact de mes procédés préliminaires et des motifs qui m'ont fait agir.

Suit la narration des scènes de violence qui ont empêché l'appel nominal d'avoir lieu.

Au jour fixé par ma dite proclamation pour l'appel nominal, vers les neuf heures du matin, une réquisition, dont copie est aussi ci-jointe, signée par quelques électeurs, me fut remise, m'enjoignant de porter M. Charles-Alphonse Pantaléon Pelletier, comme candidat à l'Assemblée Législative de Québec, ce qui me fit croire que M. C. A. P. Pelletier n'assisterait point à l'appel nominal.

Peu d'instants après, je fus informé que certains partisans de M. C. A. P. Pelletier démoulaient le hustings que j'avais fait ériger sur la galerie de la sacristie.

Vers dix heures, une foule compacte des partisans de M. C. A. P. Pelletier, au

milieu desquels se distinguait, entre autres, le nommé Pierre Lafrance, hurlant et vociférant, se groupa près de ma maison et prit bientôt un aspect si menaçant que plusieurs personnes vinrent m'avertir que ma vie était en danger, si je sortais pour me rendre au hustings, et m'engagèrent fortement à m'en abstenir.

Lorsque l'heure fixée par ma proclamation, onze heures A. M., fut arrivée, je me transportai, accompagné de mon clerc d'élection, Joseph Charles Lindsay, écuyer, sur la galerie de la sacristie, le lieu du hustings qui venait d'être démoli.

La foule menaçante me suivit, et, arrivé près de la sacristie, j'entendis quelqu'un crier qu'en arrière on jetait des pierres dans ma direction. Alors je me hâtai de tourner la sacristie et je montai sur la galerie, où montèrent aussi les nommés Michel LeBel, Thomas LeBel et le dit Pierre Lafrance. J'allais adresser la parole aux électeurs pour leur expliquer ma conduite, lorsque le dit Michel LeBel prit la parole et dit aux électeurs: "MM. les électeurs, si l'officier-rapporteur ne donne point des polls partout, il n'y en aura point du tout, il n'y aura point d'élection." Ensuite, le dit Pierre Lafrance m'arracha des mains la loi électorale et s'élança au bas de la galerie, et aussitôt après le dit Thomas LeBel me prit par les jambes et le dit Michel LeBel, son frère, se rua sur moi en me poussant pour me précipiter en bas de la galerie, ce que voyant je saisis le dit Michel LeBel par son habit et je me trouvai debout au bas de la galerie avec lui.

Je fus alors poussé et entraîné à travers la foule, qui criait et vociférait, par le dit Michel LeBel et le nommé Joseph Michaud, et grâce à la protection de ce dernier, j'ai pu me rendre chez moi.

L'honorable M. Chapais et quelques uns de ses amis, qui s'étaient trouvés au hustings avec moi, arrivèrent à ma demeure à peu près en même temps que moi, et me demandèrent où étaient mes papiers; mon clerc d'élection, auquel je les avais remis et fait cacher, parce que j'avais été prévenu qu'on voulait me les enlever, me les rapporta un instant après, et je le fis rester chez moi afin de retourner au hustings si l'on pouvait nous protéger.

L'honorable M. Chapais resta sur ma galerie avec quelques amis, et il parla pendant quelque temps à un groupe d'électeurs qui s'en étaient approchés. Mais les émeutiers ne furent pas longtemps sans se réunir encore en face de mon bureau et l'honorable M. Chapais fut bientôt entraîné par ses amis, qui s'enfuirent devant une grêle de pierres lancées contre lui. Des pierres ont aussi été lancées dans les châssis de ma demeure, quatre vitres de trois pieds ont été cassées dans les vitraux de mon bureau, et dans mes mansardes quatre vitres et un châssis ont été brisées.

Les émeutiers me parurent alors absolument maîtres de la place publique, il me fut dès lors impossible de sortir. Je vis un peu plus tard certains groupes assez nombreux des partisans de M. C. A. P. Pelletier se former et se diriger à deux ou trois reprises avec un air hostile et menaçant vers ma demeure; mais à chaque fois ils m'en parurent détournés par quelqu'un. Jusque là j'avais toujours pu conserver intact les writs d'élections, mais entre les trois et quatre heures après-midi, une députation, composée de MM. Joseph Anctil, cultivateur de Ste. Anne, et Louis Alphonse Miller, de Kamouraska, avocat, se présenta chez moi. Ces messieurs me dirent qu'ils regretteraient que ma maison fut démolie, mais qu'ils ne pourraient pas empêcher la chose, si je ne leur livrais les writs d'élection. Alors j'ai cru de mon devoir, pour éviter à plusieurs le regret de nouveaux excès, d'exposer sur ma table ces documents rendus inutiles en protestant que je ne cédaïs qu'à la force. M. L. A. Miller s'empara alors des writs d'élection, me promettant de me les remettre le soir même ou le lendemain matin, et tous deux partirent et se rendirent sur le devant de l'église où ils furent entourés par la foule des partisans de M. C. A. P. Pelletier. Et le dit L. A. Miller me m'a fait remise des dits writs d'élection que le neuf du présent mois.

Pour ces causes, je déclare n'avoir pu mettre à exécution le bref de Sa Majesté à moi transmis pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de

Kamouraska dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, et n'avoir pu, par violence et force majeure, continuer et terminer mes procédés commencés.

Le tout humblement soumis.

(Signé,)

H. GARON,

Officier-rapporteur.

Je, soussigné, Henri Garon, officier-rapporteur pour le district électoral de Kamouraska, jure solennellement que je suis qualifié suivant la loi pour agir en la qualité d'officier-rapporteur, pour le district électoral de Kamouraska, à l'élection d'un membre pour l'Assemblée Législative de Québec, et que j'agirai en cette qualité fidèlement, sans partialité, crainte, faveur ou affection. Ainsi Dieu me soit en aide.

(Signé,)

H. GARON,

Je, soussigné, certifie par les présentes, que le vingt-quatrième jour du mois d'août, en l'année mil huit cent soixante-et-sept, Henri Garon, officier-rapporteur pour le district électoral de Kamouraska, à l'élection d'un membre pour l'Assemblée Législative de Québec, a prêté et signé devant moi le serment d'office requis, en pareil cas, d'un officier-rapporteur par la trente-deuxième section du sixième chapitre des statuts refondus du Canada.

En foi de quoi, je lui ai délivré sous mon seing le présent certificat.

(Signé,)

A. GAGNÉ,

J. P.

A JOSEPH CHARLES LINDSAY, écuyer, Notaire,

Kamouraska.

Sachez qu'en ma qualité d'officier-rapporteur pour le district électoral de Kamouraska, à l'élection d'un membre pour l'Assemblée Législative de Québec, je vous ai nommé et vous nomme par les présentes mon clerc d'élection pour agir en cette qualité suivant la loi à la prochaine élection du dit district électoral pour un membre de l'Assemblée Législative de Québec; laquelle élection sera par moi ouverte le trente-unième jour du mois d'août courant.

Donné sous mon seing, à Kamouraska, ce vingt-quatrième jour du mois d'août, en l'année mil huit cent soixante-et-sept.

(Signé,)

H. GARON,

Officier-rapporteur.

Je, soussigné, Joseph Charles Lindsay, nommé clerc d'élection pour le district électoral de Kamouraska, à l'élection d'un membre de l'Assemblée Législative de Québec, jure solennellement, que j'agirai en la qualité de clerc d'élection, et aussi en la qualité d'officier-rapporteur, si le cas y échet, fidèlement, sans partialité, crainte, faveur ou affection. Ainsi Dieu me soit en aide.

(Signé,)

J. C. LINDSAY,

Clerc d'élection.

Je, soussigné, certifie par les présentes, que le vingt-quatrième jour du mois d'août, en l'année mil huit cent soixante-et-sept, Joseph Charles Lindsay, clerc d'élection pour le district électoral de Kamouraska, à l'élection d'un membre de l'Assemblée Législative de Québec, a prêté et signé devant moi le serment d'office requis en pareil cas, d'un clerc d'élection, par la trente-troisième section du sixième chapitre des statuts refondus du Canada.

En foi de quoi, je lui ai délivré sous mon seing le présent certificat.

(Signé,) H. GARON,
Officier-rapporteur.

(N° 1199.)

Aujourd'hui le dix-neuvième jour d'août mil huit cent soixante-et-sept, Nomb, Notaire Public soussigné, à la requête de Joseph Hudon, Pierre Pelletier, de la paroisse de St. Paschal, dans le comté de Kamouraska, écuyers, marchands, Ivanhoé Taché, Pierre Dessaint, Louis Miller, François Bossé de la paroisse de St. Louis de Kamouraska, Jean-Baptiste Martin, Notaire, et Théodore Lévesque de la paroisse de St. Pacôme, Jean Marie Castonguay et Hyacinthe Michaud, de Ste. Hélène, dans le dit comté, électeurs dûment qualifiés à voter aux élections parlementaires dans le dit comté, nous sommes transportés au bureau de Henri Garon, écuyer, registraire du dit comté et officier-rapporteur nommé pour faire les élections parlementaires pour la province de Québec, et pour la Puissance du Canada, pour le dit comté, où étant et parlant à lui-même nous lui avons dit et déclaré au nom des requérants :—

1° Qu'il apparaîtrait par sa proclamation, affichée ce jour, pour faire les dites élections, que les polls des paroisses de St. Paschal, St. Pacôme et Notre Dame du Portage auraient été biffés et supprimés, privant, par là, les électeurs des dites paroisses d'exercer leurs droits, privilèges et franchises dans les dites élections.

2° Que les listes électorales contenant les noms des électeurs des dites paroisses existent suivant la loi et ont été déposées dans son bureau.

3° Que les dites listes ont déjà été fournies par lui et ont servi dans trois élections parlementaires du dit comté.

4° Que si depuis que les dites listes ont ainsi servi pour chacune des dites paroisses, il n'a pas été filé à son bureau d'autres listes pouvant servir dans les présentes élections, il est pourvu par la loi que les anciennes listes serviront dans les dites élections.

5° Que si aucune informalité existe au sujet des dites listes qui ont déjà servi, il n'appartient pas à l'officier-rapporteur de décider de cette validité, mais que ce droit appartient exclusivement aux Chambres Législatives qui seules ont droit de les maintenir ou de les invalider.

6° Que s'il existe aucun doute dans l'esprit de l'officier-rapporteur, il doit l'interpréter en faveur des électeurs qui ne doivent pas être privés légèrement de leur droit de franchise et qu'en supprimant ces polls l'officier-rapporteur s'expose à commettre une injustice et un mal irréparable, tandis qu'en ouvrant ces polls pour faire servir les listes qui ont déjà ainsi servi, les électeurs des dites trois paroisses ne sont pas exposés à être privés de leurs droits.

7° Que la suppression des dites polls, dans l'opinion générale du comté, est considérée comme un déni manifeste de justice et n'est propre qu'à produire un mécontentement et des excitations regrettables.

Qu'en conséquence les dits requérants, tant en leurs noms qu'au nom de la majorité des électeurs du dit comté, qu'ils sont certains de représenter dans ce moment, exposent au dit Henri Garon, officier-rapporteur susdit, l'opportunité qu'il y a pour lui de corriger la dite proclamation pour y faire inscrire et insérer les noms des dites paroisses de St. Paschal, St. Pacôme et Notre-Dame du Portage ;

Qu'à défaut, par le dit Henri Garon de corriger ainsi ces dites proclamations, eux les dits requérants protesteront comme par le présent ils protestent contre la con-

duite du dit officier-rapporteur qu'ils considéreront comme entachée d'une partialité qui l'expose à toutes les conséquences de droit.

Et afin que le dit Henri Garon n'en puisse prétendre cause d'ignorance, nous lui avons laissé une vraie copie dûment certifiée des présentes et lui avons demandé au nom des dits requérants de nous informer s'il se rendrait à la demande d'ouvrir les trois polls susdits, à quoi il nous a répondu :

"Je considère mes procédés consciencieusement légaux et j'entends les maintenir et les justifier devant le tribunal compétent."

Dont acte, fait et signifié au dit lieu de St. Louis, sous le numéro onze cent quatre-vingt-dix-neuf, les jour et an susdits.

Signé par les dits comparants et Notaire, après lecture faite.

(Signé,)

Joseph Hudon,
Ivanhoé Taché,

Pierre Pelletier,
Pierre Dessaint,

L. Miller,

sa
François x Bossé,
marque.

Théodore Lévesque,
Jean Castonguay,

J. B. Martin, Junr.,
Hyacinthe Michand,

ainsi qu'appert à la minute des présentes demeurée en mon étude.

(Signé,)

Ths. LeBel, N. P.

Vraie copie.

(Signé.)

H. GARON,

Officier-rapporteur.

A une assemblée des électeurs du comté de Kamouraska tenue au chef-lieu, le vingt-six août courant, convoquée à la réquisition des électeurs par Pierre Dessaint, écuyer, Préfet du dit comté.

Pierre Dessaint, écuyer, fut proposé et choisi unanimement pour présider la dite assemblée, et Thomas LeBel, écuyer, N. P., fut unanimement choisi comme secrétaire de la dite assemblée.

Après que le président eut expliqué le but pour lequel cette assemblée avait lieu, savoir : de prendre en considération la suppression des polls de St. Paschal, St. Pâcôme et Notre Dame du Portage dans la présente élection parlementaire, et que la lecture fut donnée d'un protêt fait au nom de Joseph Hudon, écuyer, marchand de la paroisse St. Paschal et autres, agissant tant en leurs noms qu'au nom des électeurs de son comté contre la conduite de Henri Garon, officier-rapporteur, supprimait les dits polls, et à lui signifié par M^{re} Ths LeBel, notaire à St. Louis, le dix-neuf du courant, il fut proposé et résolu unanimement :

1^o Que dans l'opinion de cette assemblée le dit protêt est la juste expression des sentiments du comté et que la suppression des dits polls est aussi injuste que vexatoire et ne peut être considérée que comme une violation des droits et franchises des électeurs de ce comté, et que la réponse faite par le dit officier-rapporteur au protêt est considérée, par cette assemblée, comme un déni de justice.

2^o Que, dans l'opinion de cette assemblée, le dit officier-rapporteur eût pu, et pourrait faire disparaître ce déni de justice en mettant à effet les conseils et les avis des intéressés qu'il a été puiser au siège du Gouvernement et qu'il a fait connaître publiquement, à son retour vendredi dernier, être disposé à mettre à exécution ; et que c'est avec un profond mécontentement que les électeurs de ce comté ont appris depuis hier que le dit officier-rapporteur, cédant à une pression indue, inspirée par le partisanisme politique, aurait de nouveau décidé de ne pas accorder les dits polls, privant par là plus d'un tiers des électeurs du comté du libre exercice de leurs droits.

3° Que dans le but d'obtenir la justice qui leur est due, les électeurs du dit comté ont chargé MM. Édouard Onellet, cultivateur, Thomas Lebel, N. P., secrétaire de cette assemblée, tous deux de St. Louis; Hubert Pelletier, Charles Blondeau et Cyprien Onellet de la paroisse de St. Paschal; Honoré Lagacé de Ste. Hélène; et Thomas Lévesque de St. Pacôme, d'aller rencontrer le dit officier-rapporteur pour lui réitérer la demande de l'ouverture des dits polls et pour le requérir d'indiquer par écrit quand et comment il leur octroiera la faculté d'exercer ces droits, et qu'au cas d'absence du dit officier-rapporteur de son bureau, ce jour, une copie des dites résolutions soit laissée au dit officier-rapporteur, qui est prié de donner une réponse au président de la dite assemblée sous le plus court délai.

4° Que le refus de l'officier-rapporteur d'ouvrir les dits polls aujourd'hui, qu'il sait lui-même, que légalement il est obligé de les accorder, serait une violation trop flagrante des droits du comté de Kamouraska, qui ne souffrira pas que l'on abuse impunément de ses franchises et de ses libertés.

5° Que des remerciements sont dûs à Monsieur le Président et à Monsieur le Secrétaire pour la manière efficace avec laquelle ils ont conduit les délibérations de cette assemblée.

(Signé,)

P. DESSAINT,
Président.
THS. LEBEL,
Secrétaire.

Vraie copie,

(Signé,)

THS. LEBEL,
Secrétaire.

Vraie copie,

(Signé,)

H. GARON,
Officier-rapporteur.

HENRI GARON, écuyer,

Officier-rapporteur pour le comté de Kamouraska.

MONSIEUR,—Nous, soussignés, électeurs dûment qualifiés à voter pour l'élection d'un membre pour l'Assemblée Législative de la province de Québec, demandons la nomination de Charles Alphonse Pantaléon Pelletier, écuyer, avocat, comme candidat à la dite élection pour le comté de Kamouraska, et que des polls soient accordés pour la dite élection.

Kamouraska, 31 août 1867.

(Signé,)

Pierre Dessaint,
L. Miller,
P. Pelletier,
C. Deguise, M. D.,
Ivanhoé Taché,
Mr. Lebel,

Vraie copie,

(Signé,)

H. GARON,
Officier-rapporteur.

PROCLAMATION.

DISTRICT ÉLECTORAL DE KAMOURASKA.

Province de Québec,—

SAVOIR :

Avis public est par le présent donné aux électeurs du district électoral de Kamouraska, qu'en obéissance au writ de Sa Majesté, à moi adressé, en date du

huitième jour du mois d'août courant, je requiers la présence des dits électeurs au village de Kamouraska, près de l'église, dans la paroisse de St. Louis de Kamouraska, le trente-unième jour du mois d'août, à onze heures de l'avant-midi, aux fins d'élire une personne pour les représenter dans l'Assemblée Législative de Québec; et qu'en cas de demande et d'octroi d'un poll, en la manière voulue par la loi, tel poll sera ouvert le neuvième et le dixième jour du mois de septembre prochain, dans les paroisses Ste. Anne, St. Onésime, Rivière-Ouelle, ~~St. Paschal~~, St. Denis, Mont-Carmel, St. Louis de Kamouraska, dans la municipalité de la paroisse de St. Paschal, le township Woodbridge compris; dans la municipalité de la paroisse St. André, avec cette partie de la paroisse de Notre-Dame-du-Portage située dans le comté de Kamouraska; dans les paroisses Ste. Hélène et St. Alexandre, et ce, nonobstant ma proclamation du dix-neuf du dit mois d'août courant, qui rayait par erreur le poll pour la municipalité de St. Paschal, le township de Woodbridge compris, et excluait du poll de St. André la partie de Notre-Dame-du-Portage située dans le comté de Kamouraska.

Et du contenu de la présente proclamation, toute personne est requise de prendre connaissance et de se gouverner en conséquence.

Donné sous mon seing, à Saint-Louis de Kamouraska, ce vingt-neuf août, mil huit cent soixante-et-sept.

(Deux mots rayés nuls.)

(Signé,)

H. GARON,
Officier-rapporteur.

PROCLAMATION.

DISTRICT ÉLECTORAL DE KAMOURASKA.

Dans la province de Québec,—

SAVOIR :

Avis public est par le présent donné aux électeurs du district électoral de Kamouraska, qu'en obéissance au writ de Sa Majesté à moi adressé en date du huitième jour du mois d'août courant, je requiers la présence des dits électeurs au village de Kamouraska, près de l'église, dans la paroisse de St. Louis de Kamouraska, le trente-unième jour du mois d'août, à onze heures de l'avant-midi, aux fins d'élire une personne pour les représenter dans l'Assemblée Législative de Québec, et qu'en cas de demande et d'octroi d'un poll en la manière voulue par la loi, tel poll sera ouvert le neuvième et dixième jour du mois de septembre prochain, dans les paroisses Ste. Anne, St. Onésime, Rivière-Ouelle, ~~St. Paschal~~, St. Denis, Mont Carmel, St. Louis de Kamouraska; ~~dans la municipalité de la paroisse de St. Paschal, le township Woodbridge compris; dans la municipalité de la paroisse St. André, avec cette partie de la paroisse de Notre Dame du Portage située dans le comté de Kamouraska, dans les paroisses Ste. Hélène et St. Alexandre.~~

Et du contenu de la présente proclamation, toute personne est requise de prendre connaissance et de se gouverner en conséquence.

Donné sous mon seing, à St. Louis de Kamouraska, ce dix-neuf août mil huit cent soixante-et-sept.

(Quarante-et-un mots rayés nuls.)

H. GARON,
Officier-rapporteur.

CANADA,

PROVINCE DE QUÉBEC.

N. F. BELLEAU,
L. S.

Par Son Excellence l'honorable Sir NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

A HENRI GARON, registrateur du comté de Kamouraska, écuyer, et à tous ceux que les présentes concerneront—SALUT :

Attendu que par un acte du Parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé en la trentième année du règne de notre Souveraine Dame VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, intitulé : " Acte concernant l'Union et le Gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il y est entre autre choses, effectivement arrêté que le Lieutenant-Gouverneur de Québec fera émettre les brefs pour la première élection des membres de l'Assemblée Législative de cette province selon telle forme et adressés à tels officiers-rapporteurs que le Gouverneur-Général du Canada désignera. Et attendu que le Gouverneur-Général du Canada vous a ainsi désigné pour être tel officier-rapporteur.

En conséquence, sachez maintenant, qu'en conformité de cette instruction et ayant confiance dans la loyauté, l'intégrité et l'habileté de vous, le dit Henri Garon, moi, Narcisse Fortunat Belleau, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Québec, en vertu de telle instruction, ai nommé et constitué, et par ces présentes, nomme et constitue, vous, le dit Henri Garon, officier-rapporteur pour la division électorale de Kamouraska, dans la province de Québec.

Pour tenir, remplir et exécuter les dites place, charge et emploi de dit officier-rapporteur, avec tous les droits, pouvoirs, privilèges, autorités et émoluments qui, de droit, appartiennent et sont inhérents et doivent appartenir et être inhérents au dit emploi.

Donné sous mon seing et le sceau de mes Armes, en la cité de Québec, en notre dite province, le huitième jour d'août, en l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-et-sept, et en la trente-et-unième année du règne de Sa Majesté.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

CANADA.

PROVINCE DE QUÉBEC.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc. etc.

A l'Officier-Rapporteur pour la division électorale de Kamouraska, dans la province de Québec—SALUT :

Attendu que, par l'avis de notre Conseil Exécutif de Québec, pour des affaires grandes et importantes, concernant nous et notre dite province, nous avons ordonné que notre Assemblée Législative de Québec s'assemblât dans notre cité de Québec, mardi, le vingt-quatrième jour de septembre prochain.

En conséquence nous vous commandons, vous enjoignant fortement, qu'ayant d'abord émané une proclamation dans la division électorale de Kamouraska, dans

Enregistré ce dix-septième jour de novembre 1867. Lib. D. Folio 88.
J. B. MEUNIER,
Dép. Registrateur, Québec.

Enregistré ce dix-septième jour de novembre 1867. Lib. D. Folio 88.
J. B. MEUNIER,
Dép. Registrateur, Québec.

notre dite province, après la réception de notre présent writ, et indiqué par icelle un jour et un lieu pour élire un membre pour représenter la dite division électorale de Kamouraska, dans notre Assemblée Législative de Québec, vous fassiez en sorte, qu'aux dits jour et lieu, un membre ou représentant, le plus apte et le plus circonspect, soit librement et indifféremment choisi pour représenter la dite division électorale de Kamouraska dans notre Assemblée Législative de Québec, par ceux qui seront présents au jour de l'élection qui devra être fixé par telle proclamation comme susdit, et que la dite personne ainsi choisie comme susdit puisse venir à la dite Assemblée Législative, de telle sorte que le dit membre ou représentant ait pleine et suffisante autorité pour eux et pour la population de la dite division électorale de Kamouraska, et respectivement en leur nom, de faire et consentir toutes choses qui par la faveur céleste, il y aura, là et alors, lieu d'être ordonnées par le conseil commun de notre dite province, sur telles affaires, de manière qu'à défaut de tels pouvoirs ou par suite de l'élection inconsiderée de tel membre ou représentant les dites affaires ne demeurent pas inachevées en aucune manière.

Et nous voulons qu'après avoir fait le choix en question, vous fassiez et transmettiez, avec toute la diligence possible et en conformité de la loi réglant ce point, votre retour à notre Greffier de la Couronne en Chancellerie pour Québec, avec notre présent writ.

En foi de quoi, Nous avons fait rendre nos présentes lettres-patentes, et à icelles apposer le grand sceau de Québec : Témoin, notre fidèle et bien-aimé l'honorable Sir Narcisse Fortunat Belleau, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

A notre Hôtel du Gouvernement, en notre cité de Québec, dans notre dite province, le huitième jour d'août, en l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-et-sept, et en la trente-et-unième année de notre règne.

Par ordre,

L. H. Huot,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

INDEX

DU

PREMIER VOLUME.

31 VICTORIA, 1868.

ABERCROMBIE :—Pétition du Rév. A. Giguère et autres, des townships d'Abercrombie, Morin, Beresford et Wexford, demandant du délai pour payer des arriérages dûs au gouvernement, 64.

ABSENCE :—Permis d'—accordés à des députés, 102, 118.

ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :

A SON EXCELLENCE :—Relatives à—

1. *Asile de Beauport* :—Demandant un état du nombre des aliénés admis à l'asile de Beauport aux frais du public, et le nombre de ceux qui ont été admis au même asile aux frais des particuliers, chaque année; aussi, le nombre de décès chaque année dans chaque classe; et le nombre de ceux qui, dans chaque classe, ont été guéris et ont quitté l'asile chaque année, le dit état devant comprendre la période écoulée depuis 1858 à 1868, 88.
2. *Asiles d'aliénés de Beauport et de St. Jean* :—Demandant un état indiquant le nombre de patients dans les asiles d'aliénés de Beauport et de St. Jean respectivement, distinguant ceux qui sont susceptibles de guérison d'avec ceux qui ne le sont pas; aussi, ce que coûte annuellement à cette province le maintien de chaque patient, et une copie du contrat fait entre le gouvernement et les propriétaires de l'asile de Beauport; le nombre de patients dans chacun des dits asiles durant l'année dernière, aux frais du public, soit en tout ou en partie; et ce que coûte à la province le maintien de chaque classe, 55. Réponse, 126. Voir *Documents*, 1.
3. *Bardy, Dr.* :—Demandant copie des retours d'inspections faits depuis douze mois par M. le Dr. Bardy, en sa qualité d'inspecteur des écoles dans sa division, aussi bien que copie de toutes les plaintes faites au bureau de l'éducation contre le dit Dr. Bardy, comme tel inspecteur, 47. Voir *Documents*, 2.

ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR—*Suite.*

4. *Bois et Forêts* :—Demandant un état détaillé indiquant le nombre d'agents des bois et forêts dans la province de Québec, leurs résidences, leurs salaires respectifs, les dépenses de voyage et de bureaux et le nombre de licences émises depuis 1860, l'étendue des limites accordées et les revenus perçus par ces divers agents; et copie des règlements et instructions donnés aux agents des terres de la couronne relativement à la vente des limites et à la coupe des bois, 26. Voir *Documents*, 4.
5. *Chemins à Barrières de Montréal* :—Demandant un état détaillé du revenu annuel des chemins à barrières de l'Île de Montréal, sous le contrôle des commissaires nommés par le gouvernement; aussi un état indiquant les différents objets auxquels ces revenus ont été appliqués par ces commissaires en 1867, 40. Voir *Documents*, 5.

Dépenses contingentes :

6. Demandant une avance de \$15,000 à compte, 31.
7. Demandant une avance de \$35,000 à compte, 76.
8. *Discours* :—En réponse au discours du trône à l'ouverture de la session; motion pour une adresse; motion adoptée, 9. Comité chargé de rédiger l'adresse; adresse rapportée, 10. Ordre d'en faire la grosse; devant être présentée par les membres du Conseil Exécutif, 11. Réponse, 133.
9. *Écoles Normales* :—Demandant un état indiquant:

1. Le nombre des élèves (garçons et filles) admis dans les écoles normales, depuis leur établissement jusqu'à ce jour.

2. Le nombre de bourses et demi-bourses accordées aux dits élèves.

3. La somme payée, et par qui, pour l'instruction des dits élèves, pendant la dite période.

4. Le nombre d'élèves de chaque sexe auxquels ont été conférés des diplômes, leur donnant le grade d'instituteur ou institutrice.

5. Combien des dits élèves de chaque sexe, ainsi porteurs de diplômes, ont fait l'école, et pendant combien de temps.

6. Combien des dits élèves, ainsi munis de diplômes et n'ayant jamais fait l'école, ont remboursé le coût de leur instruction dans les dites écoles, 43. Voir *Documents*, 6.

10. *Howard, Henry* :—Demandant copie de la correspondance qui a eu lieu entre Henry Howard et le gouvernement, relativement à la proposition de M. Howard de bâtir un asile d'aliénés dans la cité de Montréal, ou dans ses environs, 48.

ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR—*Suite.*

11. *Instruction Agricole* :—Motion pour une adresse représentant à Son Excellence que dans le but de favoriser l'instruction agricole dans cette province, cette Chambre est d'avis qu'il serait convenable d'accorder un octroi de terres publiques à tout élève qui aura, ou à certains élèves qui auront, suivi un cours de deux ans dans une école d'agriculture de cette province, approuvées par le Ministre d'Agriculture, et priant Son Excellence de recommander un octroi de ce genre à la Législature Provinciale; amendement de M. Chauveau, pour qu'il soit donné instruction au comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation de prendre en considération s'il serait convenable d'accorder un tel octroi, adopté, 65. Voir *Agriculture, Immigration et Colonisation*.
12. *Institution d'Education de Gilchrist* :—Pour remercier Son Excellence de son message et pour l'informer que cette Chambre a appris avec plaisir et reconnaissance la libéralité offerte par l'établissement d'éducation de Gilchrist aux jeunes étudiants du Canada, en accordant une bourse annuelle de cent louis sterling pour trois ans, à la compétition, avec la facilité offerte au candidat heureux de suivre les cours d'études soit dans l'Université d'Edimbourg ou de Londres, et priant respectueusement Son Excellence de vouloir bien communiquer aux autorités qu'il appartient les sentiments exprimés par cette Chambre, 73.
13. *Juges de Paix, Jacques-Cartier* :—Demandant une liste des juges de paix, dans et pour la comté de Jacques-Cartier, mentionnant ceux qui ont prêté serment et se sont qualifiés pour siéger, 112. Voir *Documents*, 10.
14. *Kamouraska* :—Demandant une liste des juges de paix, dans et pour le district judiciaire de Kamouraska, résidants dans le comté de Témiscouata, mentionnant ceux qui ont prêté serment et se sont qualifiés pour siéger, 48.
15. *Kamouraska, Inspecteur des Prisons* :—Demandant copie de tous les rapports des inspecteurs de prisons qui concernent la prison du district judiciaire de Kamouraska, depuis le rapport de 1863, et les rapports (*presentments*) des grands jurés, depuis cette date, sur l'état de la cour et de la prison du dit district judiciaire, 76.
16. *Mines d'Or* :—Motion pour une adresse demandant un état montrant les sommes reçues et dépensées, au sujet des mines d'or, dans la province de Québec, depuis le 31 décembre 1866; et aussi, copie des instructions données à l'inspecteur des mines pour la division de la Chaudière, et de toute correspondance entre le gouvernement et cet officier, par rapport à ces instructions ou aux pouvoirs additionnels qu'il est désirable de lui conférer; débats ajournés; reprise des débats; motion accordée, 69 et 70. Voir *Documents*, 12.
17. *Nouvelle-Ecosse* :—Pour remercier Son Excellence de son gracieux message ayant pour objet de secourir les pêcheurs en détresse de la Nouvelle-Ecosse, et l'informer que la Chambre a unanimement et avec joie concouru dans la recommandation de Son Excellence, 45.
18. *Pêcheries et Mines de Charbon de Gaspé* :—Demandant que Son Excellence veuille bien ordonner que l'honorable M. le Procureur-Général reçoive instruction de prendre les mesures nécessaires pour annuler la charte de la compagnie des mines de charbon et des pêcheries de Gaspé, motion retirée, 143.

ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR—*Suite*.

19. *Protonotaires et Greffiers de la Cour de Circuit* :—Demandant un rapport montrant le nombre de protonotaires et d'employés dans leurs bureaux, leurs noms, leurs salaires et la nature de leur emploi, —aussi, les noms des greffiers de la cour de circuit, des greffiers de la paix, et des employés dans leurs bureaux, leurs noms, leurs salaires et la nature de leur emploi, dans les districts de Montréal, Québec, Trois-Rivières et Aymer; et de plus, le montant des dépenses contingentes des dits bureaux pendant l'année 1867, avec un état de leurs revenus durant la dite année 1867, 76. Voir *Documents*, 15.
20. *Prison Commune de Montréal* :—Demandant un état indiquant :
1. Le nombre, le sexe et l'âge de tous les prisonniers détenus dans la prison commune du district de Montréal, depuis le 1er janvier 1866 au 1er janvier 1867.
 2. La cause de leur détention, la durée de leur emprisonnement, combien de fois ils ont été remis en prison durant la même période, et pour quelle offense.
 3. Combien furent ainsi incarcérés sous sentence aux travaux forcés, et de quelle manière ces sentences ont été exécutées.
 4. S'il y a, et quelle classification est faite entre ceux qui sont incarcérés pour offense avant leur procès, et ceux qui sont détenus pour dissolution, vagabondage et ivrognerie; aussi, quelle distinction y est faite entre les jeunes délinquants et les femmes détenues pour la première fois, et spécialement quelles dispositions existent dans cette prison pour y faire une telle classification.
 5. Combien d'hommes et de femmes, durant la même période, ont été sous les soins d'un médecin, la nature de leur maladie, et s'ils ont été séparés des autres prisonniers, et s'il en est ainsi, quelles dispositions y a-t-il eu pour cela, 68. Voir *Documents*, 14.
21. *Régistrateur de Montréal* :—Demandant copie du cautionnement ou de la garantie donnée par le Régistrateur de Montréal, s'il en est quelqu'un qui soit en force, et copie de la correspondance qui peut avoir eu lieu entre le gouvernement et cet officier au sujet du dit cautionnement; motion retirée, 115.
22. *Stukely* :—Demandant un état des différentes sommes d'argent qui ont été octroyées au township de Stukely, comté de Shefford, sur le fonds de colonisation, depuis l'année 1860; à qui ces différentes sommes d'argent ont été payées; si elles ont été toutes employées dans le but pour lequel elles ont été octroyées; et aussi copie de toutes les correspondances qu'il peut y avoir eu relativement à l'emploi des dites sommes d'argent, 31. Voir *Documents*, 17.
23. *Tanneries étrangères* :—Motion pour une adresse représentant qu'il se fait actuellement une grande destruction de nos bois par des industriels qui n'ont pour but que d'enlever les écorces pour en faire une essence destinée aux tanneries étrangères; que si cet abus est toléré plus longtemps, certaines espèces de nos bois vont disparaître entièrement et que l'industrie du tanneur en ce pays sera ruinée, et priant Son Excellence de vouloir bien recommander à cette Chambre certaines mesures destinées à protéger les forêts de la province; amendement de M. Chauveau pour qu'instruction soit donnée au comité spécial nommé pour examiner, dans tous ses détails, la question de la coupe des bois sur les terres publiques, de prendre ce sujet en considération; accordé, 79.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION:—Comité permanent nommé, 7. Premier rapport, recommandant une réduction de quorum; quorum réduit à sept membres, 14. Membres ajoutés, 19, 30 et 44. Instruction au comité de prendre en considération l'émigration désastreuse qui se fait maintenant des habitants de ce pays vers les États-Unis, et de rechercher les moyens d'arrêter ce mal, 41 et 43. La réponse à une adresse demandant un état des sommes accordées au township de Stukely, renvoyée à ce comité, 44. Instruction au comité de prendre en considération s'il est convenable d'accorder un octroi de terres publiques à tout élève qui aura suivi un cours de deux ans, dans une école d'agriculture de cette province, 65. Instruction au comité, sur la convenance d'exiger des maisons d'éducation, recevant de l'aide de la caisse publique au montant de \$300, d'introduire un cours d'étude sur la chimie agricole, 76. Bill renvoyé à ce comité, 112. Second rapport (Voir *Appendice No. 12*), 128. 750 copies en français et 500 en anglais du second rapport, ordonnées d'être imprimées, 143.

AGRICULTURE:

1. Bill pour amender l'acte concernant les abus préjudiciables à l'agriculture, chap. 26 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, (M. Bellerose); Présenté, 19. Lu une seconde fois et renvoyé au comité nommé pour s'enquérir du fonctionnement de l'Acte Municipal du Bas-Canada et des actes concernant les abus préjudiciables à l'agriculture, 46.

2. Bill pour amender l'Acte d'Agriculture, chapitre vingt-six des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, (M. Benoit). Présenté, 23. Lu une seconde fois et renvoyé au comité nommé pour s'enquérir du fonctionnement de l'Acte Municipal du Bas-Canada, et des actes concernant les abus préjudiciables à l'agriculture, 46.

3. Bill pour amender le chap. 26 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, intitulé: "Acte concernant les abus préjudiciables à l'agriculture," (M. Chapleau); Présenté, 27. Lu une seconde fois et renvoyé au comité nommé pour s'enquérir du fonctionnement de l'Acte Municipal, et des actes concernant les abus préjudiciables à l'agriculture, 46.

4. Agriculture (Acte d') et Acte Municipal du Bas-Canada:—Comité spécial nommé pour s'enquérir du fonctionnement de ces actes; et suspension de la 79e règle, 34. Voir *Municipal (Acte)*.

5. Agriculture (Bureau d') et les sociétés d'agriculture:—Bill pour amender l'acte concernant le, (M. Ross); Présenté, 47. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité spécial, 111.

6. Agriculture, Bill pour amender l'Acte d'—, chap. 26 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, (M. Molléur); Présenté, 54. Lu la seconde fois et renvoyé au comité de l'agriculture, l'immigration et la colonisation, 112.

AJOURNEMENT spécial de la Chambre à un jour ultérieur, 11. Ajournements spéciaux, 120, 144.

ALLAN, HUGH, DE MONTRÉAL:—Pétition demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie d'Assurance Maritime du Canada," 70. Suspension de la 51e règle, 77. Voir *Canada*.

ANCIENNE-LORETTE, MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE L':—Pétition demandant que la compagnie des chemins à barrières de la rive Nord soit libérée de la dette contractée pour la construction de chemins sur la rive Sud, 129.

ASCOT, MUNICIPALITÉ DU TOWNSHIP D':—Pétition demandant des amendements à l'Acte Municipal de 1860, 20.

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE :

1. Rapport des membres élus pour siéger dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, à sa première session, v à ix.

2. Elle se rend auprès de Son Excellence :—A la barre du Conseil ; à l'ouverture de la session, 1. Après l'élection d'un Orateur, 3. A la fin de la session, 148.

3. Votes et délibérations de la Chambre devant être imprimés chaque jour, 5.

4. Que, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les règles, règlements et ordres permanents de la Chambre des Communes du Canada soient ceux de cette Chambre, 6.

5. Ajourne du lundi, 30 décembre, jusqu'à mercredi, 8 janvier, 11.

6. Devant siéger le samedi, pour le reste de la session, 78.

7. Devant avoir deux séances distinctes chaque jour, pour le reste de la session, excepté les samedis, 120.

8. Continue à siéger après minuit, 43.

9. Ajourne à une heure plus tôt le jour suivant; à une heure plus avancée le même jour, 144.

✓ 10. Bill pour établir des dispositions spéciales concernant l'—de la Province de Québec, (M. Marchand); Présenté, 37. Motion de M. Marchand pour seconde lecture du bill; et amendement de M. Chauveau, pour en renvoyer la lecture à six mois, adopté, 82.

BARDY, DR. :—Adresse demandant les retours d'inspection faits depuis 12 mois, par le—en sa qualité d'inspecteur d'écoles; 47. Réponse à cette adresse, 143. Voir *Adresses*, 3.

BEAUCÉ :—Pétition de J. P. Proulx, demandant que le chef-lieu du comté soit laissé à St. François, 42.

BEAUCÉ, CONSEIL MUNICIPAL DU COMTÉ DE :—Pétition demandant que le chef-lieu ainsi que le bureau d'enregistrement soient transférés à St. Joseph, 47.

BEAUDRY, RÉV. P., ET AUTRES, DE KILDARE ET AUTRES LIEUX :—Pétition demandant qu'il soit sursis à la vente de certains lots de terre et qu'il leur soit accordé du délai, 80.

BEAUMARNOIS :—Pétition de C. M. Lebrun, demandant un acte pour légaliser les procédés de la Chambre des Notaires de—, 24. Suspension de la 51^e règle, 36.

BEAUPORT ET ST. JEAN :—Adresse à Son Excellence pour un état indiquant le nombre de patients, dans les asiles de—, respectivement, etc., etc., 55. Réponse à cette adresse, 126. Voir *Adresses*, 2.

BEAUPORT:—Adresse à Son Excellence pour un état du nombre des aliénés admis à l'asile de—, aux frais du public, et de ceux admis aux frais des particuliers, chaque année, etc., pendant la période depuis 1858 à 1868, 88. Voir *Adresses*, 1.

BELAIR:—Bill pour annexer une partie de la Seigneurie de— à St. Ambroise, et une autre partie à Ste. Catherine, (M. Chauvoan); Présenté, 52. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 57. Considéré en comité et rapporté, 73. Passé, 76. Par le Conseil, 102. S. R., 149. (31 Vic., chap. 29.)

BELISLE, P., DU TOWNSHIP DE HOCQUART, ET RÉV. J. NELLIGAN, DE ST. JOSEPH DE LA BEAUCE:—Pétitions demandant un chemin dans le dit township, 83.

BÉLIVEAU, G.:—Pétition pour un acte d'incorporation sous le nom de "La Société des Commis-Marchands de Montréal," 47. Avis suffisants, 54.

BÉRARD, A., DE ST. HUGUES, COMTÉ DE BAGOT:—Pétition demandant à être annexé à la paroisse St. Marcel, comté de Richelieu, 60.

BERTHIER ET JOLIETTE:—Bill pour changer les bornes des comtés de—pour les fins électorales, judiciaires et autres, (M. Lavallée); Présenté, 35. Lu une seconde fois et renvoyé à un comité spécial, 46. Considéré en comité et rapporté, 65. Lu la troisième fois, amendé et passé, 70.

BESSETTE, N. D. D.:

1. Pétition demandant que les Chambres des Notaires soient autorisées à l'admettre à la pratique du notariat, 29. Suspension de la 51^e règle, 34.

2. Bill pour autoriser les Chambres des Notaires à admettre, après examen, — comme notaire, (M. Bessette); Présenté et renvoyé au comité des bills privés, 38. Rapporté amendé, 56. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 66. Considéré, amendé; rapporté et adopté tel qu'amendé, 69. Passé, 74. Par le Conseil avec amendements, 119. Lu la première fois, 119. Lu la seconde fois et adopté, 125. Honoraire ordonné d'être remboursé, 142. S. R., 149. (31 Vic., chap. 59.)

3. Pétition demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie Hydraulique et Manufacturière de Chambly," 41. Suspension de la 51^e règle, 44.

BIBLIOTHÉCAIRE:—Rapport du—, 12. Renvoyé au comité de la bibliothèque, 39.

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE, COMITÉ COLLECTIF DE LA:—Membres nommés par l'assemblée; message envoyé au Conseil, 11. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 25. Pétition de A. Laperrière renvoyée à ce comité; rapport du bibliothécaire renvoyé à ce comité, 39. Pétition de J. O. Côté renvoyée à ce comité, 52. Premier rapport relatif au paiement d'une certaine somme, et à l'achat de livres, 77.

BILLS:

1. Ordres pour seconde lecture rescindés et bills retirés, 28, 55, 56, 59, 66, 112, 143.

2. Amendement proposé lors d'une motion pour que la Chambre se forme en comité, 101, 115.

3. Amendés après troisième lecture, 40, 52, 70.

4. Bill ordonné d'être ré-imprimé, 40.

BILLS—Suite.

5. Motion pour renvoyer des secondes lectures à 6 mois retirée, 66, 112.
6. Ordre du jour pour seconde lecture renvoyée à 6 mois, 82.
7. Motion pour seconde lecture ; débats sur icelle, 69. Reprise des débats, 74.
8. Renvoyés à des comités spéciaux, 46, 49, 70, 85, 111, 112, 117.
9. Considérés en comité, rapportés, lus la troisième fois et passés le même jour, 122, 123, 124, 129.
10. Renvoyé à un comité spécial, pour reconsidérer son rapport, 124.
11. Ordre du jour pour seconde lecture rescindé, et bill renvoyé au comité des bills privés, 129.
12. Renvoyés à un comité général, considérés en comité, rapportés, et passés le même jour, 124, 128, 144.
13. Renvoyés à un comité général, considérés en comité et rapportés le même jour, 125.
14. Lu deux fois et passé le même jour, 143.
15. Sanctionnés, 148.
16. Réservé, 150.

BILLS PRIVÉS :

1. COMITÉ PERMANENT nommé, 7. Premier rapport demandant réduction de quorum, et quorum réduit en conséquence, 19. Membres ajoutés, 19, 32. Bills renvoyés à ce comité, 25, 30, 32, 35, 38, 39, 44, 47, 49, 52, 61, 65, 68, 71, 84, 86, 102. Rapport sur iceux, 47, 51, 54, 56, 60, 67, 75, 77, 81, 83, 86, 90, 94, 114, 126, 128.
2. Rapport recommandant une prolongation de temps pour la réception des pétitions, des bills et rapports sur iceux, et ordonné en conséquence, 35.
3. Quatrième rapport recommandant, entr'autres choses, d'acheter un certain nombre d'exemplaires du manuel de Todd, sur les bills privés, 51. Cette partie du rapport adoptée, 55.
4. Honoraires remboursés, 59, 65, 142. Sur la recommandation du comité, 54, 56, 94.
5. L'avis de 10 jours requis par la 60^e règle limité à deux jours, pour le reste de la session, 68.
6. 49^e règle suspendue, 68, 71, 84.
7. 58^e règle suspendue ; impression des bills requise dans une seule langue, jusqu'à leur troisième lecture.
8. Rapport que le préambule de certains bills n'est pas prouvé, 75, 90.
9. Rapport spécial qu'un bill a été abandonné par le promoteur d'icelui, 94.
10. 31^e et 60^e règles suspendues, 102.

BLAIS, M., DU TOWNSHIP DE HAM-NORD :—Demandant de l'aide pour quatre ponts dans le dit township, 130.

BLANCHET, HON. J. G. :—Elu Orateur, *nemine contradicente*, 2.

BLONDEAU, ANT., DE STE. CATHERINE :—Pétition ; demande d'aide pour un chemin, 70.

BOIS ET FORÊTS :—Adresse demandant le nombre d'agents des, —dans la Province de Québec, leurs résidences, salaires, etc., 26. Réponse à cette adresse, laquelle est renvoyée au comité de la coupe des bois sur les terres publiques, 44. Voir *Adresses*, 4.

BOIS SUR LES TERRES PUBLIQUES, COUPE DES :—Comité nommé pour prendre cette question en considération, 35. Membres ajoutés, 37, 85. Premier rapport, le comité demande d'augmenter ses pouvoirs, et la réduction de son quorum, 42. Réponse à l'adresse demandant le nombre d'agents des bois et forêts, renvoyée à ce comité, 44. Pouvoirs augmentés, 48. Second rapport (voir *Appendice* N° 9), 118.

BOUCHER, RÉV. FRÈS :—Pétition ; demande d'aide pour le chemin de Stoneham, et de faire diviser les terres le long du dit chemin, 24.

CALEDONIA CURLING CLUB :—Pétition de A. Ogilvie, demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 93. Suspension de la 51^e règle, 113. Bill (M. Carter) ; suspension des 31^e et 60^e règles ; présenté et renvoyé au comité des bills privés, 102. Rapporté, 125. Lu la seconde fois, considéré en comité, rapporté et passé, 129. Par le Conseil, 146. S. R., 150. (31 Vic., chap. 43.)

CANADA, COMPAGNIE D'ASSURANCE MARITIME DU :—Pétition de Hugh Allan, demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 70. Suspension de la 51^e règle, 11. Bill (M. Hemming) ; suspension de la 49^e règle ; présenté et renvoyé au comité des bills privés, 84. Rapporté et amendé, 94. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 117. Considéré en comité et rapporté, 124. Passé, 127. Par le Conseil, 146. S. R., 150. (31 Vic., chap. 47.)

CANTIN, ELZ., DU TOWNSHIP DE BRANDON, COMTÉ DE BERTHIER :—Pétition demandant du délai pour payer des arriérages dûs au gouvernement, 75.

CARLETON, MUNICIPALITÉ DU TOWNSHIP DE :—Pétition ; demande d'aide pour un chemin, 80.

CASSIDY, J. G., DE STUKELY :—Pétition ; demande d'aide pour un chemin, 54.

CASSIDY, P., DU TOWNSHIP DE CRANBOURNE :—Pétition ; demande d'aide pour des chemins, 15.

CATHICART, D., DU TOWNSHIP DE JERSEY, COMTÉ DE BEAUCÉ :—Pétition ; demande d'aide pour un pont sur la Rivière-du-Loup, 50.

CHAMBLY, COMPAGNIE HYDRAULIQUE ET MANUFACTURIÈRE DE :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom ; 41. Suspension de la 51^e règle, 44. Bill, (M. Hemming) ; suspension de la 49^e règle ; présenté et renvoyé au comité des chemins de fer, etc., 84. Rapporté amendé, 114. Lu la seconde fois, considéré en comité, amendé, rapporté et adopté tel qu'amendé, 125. Passé, 127. Par le Conseil, 146. S. R. 150. (31 Vic., chap. 46.)

CHAMBRE :

1. Ajournement spécial de la—à un jour ultérieur, 11. Ajournements spéciaux, 144.

2. Séance de la—les samedis, 78. Deux séances par jour, les samedis exceptés, 120.

CHAMPLAIN :—Élection ; rapport supplémentaire, x.

CHARBON, MESURAGE ET DÉCHARGEMENT DU :—Bill (M. Carter) pour amender le chap. 63 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada ; Présenté, 37. Lu une seconde fois et renvoyé à un comité spécial, 49.

CHARLAND, RÉV. D. :—Pétition demandant une allocation annuelle pour un hospice dans la paroisse de Beauharnois, 54.

CHASSE (LOIS DE LA) DANS LE BAS-CANADA :—Bill pour amender de nouveau les—, (M. Bellingham) ; Présenté, 81. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité spécial, 117. Rapporté amendé, 118. Considéré en comité et rapporté, 124. Passé, 127. Par le Conseil avec un amendement, 145. La Chambre ne concourt pas dans le dit amendement ; conférence à ce sujet avec le Conseil ; le Conseil n'insiste pas sur son amendement, 145 et 146. Amendé de nouveau par le Conseil ; amendement adopté par la Chambre, 147. S. R., 150. (31 Vic., chap. 26.)

CHEMINS :

1. Pétitions demandant de l'aide pour des chemins :—Cranbourne, 15. Weedon, 17. Ste. Félicité, 24. Ely, 24. Frampton, 29. Pour un chemin depuis Ste. Anne-des-Monts à la Petite Rivière-aux-Renards, 29. Dorchester et St. Etienne de Lauzon, 34. Pour la continuation du chemin Taché, 38. Pour parachever un chemin depuis Ham-Sud à Weedon, 41. Pour parachever un chemin depuis le centre de St. Camille jusqu'au chemin Gosford, 41. Aide pour un chemin près de la rivière Lacouarreau, 47. Chertsey, 42. Pour parachever un chemin depuis Wotton à Wolfstown, 42. Stukely, 54. Pour terminer la troisième section du chemin Kenogami, 60. North Winslow et North Whitton, 60. Ware, 60. St. Alphonse, 60. Bolton, 67. Pour le chemin Belair, 70. Forsyth, 75. Durham-Sud, 75. Carleton, 80. Hocquart, 83. Arundel, 113. Gosford, Wolfstown et St. Gabriel de Stratford, 128.

2. Pétition demandant de l'aide pour le chemin de Stoneham, et la division des terres le long du dit chemin, 24.

3. Pétition demandant de l'aide pour les chemins Kénogami et Alma, et la nomination d'un agent des terres de la Couronne à Hébertville, 80.

4. Pétition demandant l'arpentage d'un chemin dans le township Langevin, 83.

CHEMIN DE FER À PASSAGERS DE MONTRÉAL :—Pétition de la compagnie du,—demandant des amendements à sa charte, 22. Avis non requis, 27. Voir *Montréal*.

CHEMINS DE FER, CANAUX, LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES, COMPAGNIES DE MINES OU MANUFACTURIÈRES :—Comité permanent nommé, 7. Premier rapport recommandant que le quorum soit réduit à sept membres ; ordonné en conséquence, 15. Second rapport pour prolongation de temps pour pétition, bills et rapports sur iceux, et ordonné en conséquence, 34. Membres ajoutés, 40, 55. Recommande la suspension de la 60e règle ayant rapport à l'avis de 10 jours à donner en certains cas, et ordonné en conséquence, 68. Bills renvoyés à ce comité, 27, 35, 39, 42, 84. Rapports sur iceux, 45, 71, 94, 114.

CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL :—Pétitions demandant que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer ce chemin, savoir : du Rév. N. Audet, comté de Bonaventure,—de Richard Francis, Malbaie,—du Rév. F. A. Blouin, de la Grande Rivière,—du Rév. F. H. Bossé, de la Rivière-aux-Renards,—du Rév. J. N. Drapeau,—du Rév. M. Duguay, de Ste. Flavie,—du Révérendissime Evêque Catholique Romain, de St. Germain de Rimouski,—du Rév. G. Nadeau, de Ste. Luce, 13,—du Rév. M. Bilodeau, de Ste. Anne des Monts,—du Rév. A. Audet, de Ste. Brigitte de Maria,—du Rév. P. J. Saucier, de Ste. Anne de Ristigouche et de Matapédia,—du Rév. O. Hébert, de St. Arsène, 15,—du Rév. D. Vézina, de Matane,—du Rév. J. O. Perron, de Ste. Félicité, 23,—de Jos. Garon, jr., de St. Jérôme de Matane, 29,—du Rév. J. N. Gingras, de la Baie St. Paul, 34,—du Rév. L. Parent, de St. Jean Port-Joli, 36,—de John Lemesurier et J. B. R. Dufresne, de St. Roch de Québec-Sud, 38,—du Rév. Oct. Hébert, de St. Arsène,—de Ls. Bertrand, de l'Isle Verte,—de G. McNeil, de St. Valier,—du Rév. J. Mailley, de St. Raphaël,—de A. N. Martineau, de Beaumont,—du Très Rév. Al. Mailloux, de St. Charles, 42,—du Rév. F. X. Delage, de l'Islet,—de Jules Dumais, de Trois-Pistoles,—du Rév. D. Vézina, de Matane,—du Rév. G. Sim. Marceau, de St. Simon, 47,—de Chs. Laberge, de St. Joachim,—de Joseph Amiot, de Ste. Philomène, 48,—du Rév. G. F. E. Drolet, de St. Michel,—de R. Michaud, de St. Eloï, 50,—du Rév. L. S. Malo, de Bécancour,—de Joseph Denis, de St. François de la Beauce,—de Pierre Pâquet, de St. George de la Beauce,—de George LaRue, de St. George de Kakouna,—de Eugène LaRue, de la Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf,—du Rév. Clovis Gagnon, des Eboulements,—de J. Albert Verge, du township de Mann,—de la municipalité du township de Matapédia,—de la municipalité du township de Ristigouche,—de la municipalité du township d'Elgin, 53,—de Frs. Corriveau, de Ste. Angèle,—du Rév. M. Duguay, de Ste. Flavie,—du Rév. A. Ladrrière, de St. Fabien,—du Rév. Ls. Desjardins, de Ste. Cécile du Bic,—du Rév. Ant. Chouinard, de St. Mathieu,—de Philippe Verreault, des Méchins,—du Rév. Joseph Dumas, du township de Macnider,—du Rév. N. J. Gauvin, de St. Alphonse,—du Rév. A. Pelletier, de la Grande Baie,—du Rév. Ls. B. Hallée, de St. Vital de Lambton,—d'Olivier Rodrigue, de St. Ephrem de Tring,—du Rév. Ls. A. Martel, de St. Irénée, 60,—de la municipalité de la paroisse de St. Philippe,—de la municipalité de la paroisse de Ste. Martine,—du Rév. A. Thibault, du Bassin de Chambly, 70,—de P. Bétournay, de Longueuil,—du Rév. F. E. Moore, de St. Frédéric, comté de Beauce,—de L. Roy, de St. George de Henriville, 75,—du Rév. D. Laporte, de Ste. Julienne,—du Rév. Jos. Oct. Drapeau, de Ste. Anne des Monts,—du Rév. F. M. Fournier, de New-Richmond,—de Moïse Vieau, de St. Louis de Gonzague,—du Rév. J. O. Archambault, de St. Timothée,—de P. Claude, de la côte des Neiges,—de R. S. Noël, de la Rivière Blanche, 81,—du Rév. J. Nelligan, de St. Joseph de la Beauce,—du Rév. P. N. Thivierge, de St. Epiphane, 83,—du Rév. Chs. Z. Garceau, de St. Pierre les Bequets,—du Rév. P. de Villers, de Ste. Gertrude,—de la municipalité du village l'Assomption,—de J. Marion, de St. Paul l'Hermite,—de la municipalité de la paroisse de l'Epiphanie,—de la municipalité de la paroisse de St. Sulpice,—de E. S. Mathieu, de St. Charles Lachenaie,—de Francis Anthony, du township de Franklin,—du Rév. N. Doucet, de St. Etienne de la Malbaie,—du Rév. J. A. Bureau, de Ste. Agnès, 86,—de John Hodgson, de Hemmingford,—du Rév. Jos. Oct. Perron, de Ste. Félicité,—du Rév. P. G. Clarke, de St. Basile,—de Basile Piché, du Sault au Récollet, 89,—du Rév. B. Robin, de St. Antoine de Tilly,—de A. Grenier, de Ste. Croix,—du Rév. G. Huberdeau, de St. Hubert,—de J. O. Villeneuve, de St. Jean-Baptiste,—de William Parkyn, de Montréal,—de Th. Mackeo, de Melbourne,—de B. Miquelon, de St. Camille, 93,—du Rév. F. Paradis, de Ste. Agathe,—de N. Dionne, de St. Giles,—de T. C. Remon, de Pubos et Newport,—du Rév. G. Vaillancourt, de St. Hippolite, 117 et 118,—de John Hethrington, de Melbourne,—de A. Dupuis, de St. Anicet,—de J.

CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL—*Suite.*

Royer, du township d'Aylmer,—de P. Winter, du township de Cox,—de B. McGie, du township de Hope,—de G. Faller, des townships de Shoolbred et Nouvelle,—de la municipalité du township de Port Daniel,—de P. Langlois, de St. Anaclet,—du Rév. L. Roy, de Lotbinière,—de M. E. Ducharme, de St. Marc,—de R. Marchesseau, de St. Antoine, 122,—des municipalités du village et de la paroisse de Ste. Rose, 128,—de P. Desantels, de St. Jean-Baptiste,—de E. Roy, de Nicolet, 138,—des municipalités de la paroisse de St. Raymond et de St. Grégoire,—du Rév. L. A. Dostie, 147.

CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL :—Pétitions demandant que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin, et que le terminus du dit chemin soit fixé à Lévis,—de Joseph Bégin, de Bienville, comté de Lévis, 60,—de Amable Guay, de St. Joseph de Lévis, 67,—de Louis Carrier, de Lévis, 71,—du Rév. F. A. Oliva, de St. Lambert,—de F. E. Verrault, du village Lauzon,—de P. Lagueux, de St. Romuald, 81,—de M. Guay, de Notre-Dame de la Victoire, 122.

CHOLET, Rév. F. :—Pétition ; demande d'aide pour bâtir un couvent, 29.

✓ CODE DE PROCÉDURE CIVILE :

1. Bill pour amender les articles 1054 et 1105 du—, (M. Bessette) ; Présenté, 49. Motion de M. Bessette pour seconde lecture ; amendement de M. Carter, pour que la seconde lecture soit renvoyée à 6 mois, remporté ; ordre du jour rescindé ; bill retiré, 65 et 66.

2. Pétition de A. B. Parmelee en faveur du bill, 80.

✓ COFFIN, JOHN :—Pétition de W. F. Coffin, demandant la passation d'un acte pour faciliter le partage des biens de la succession de feu—, 13. Avis suffisants, 23. Bill (M. Irvine) présenté et renvoyé au comité des bills privés, 25. Rapporté, 47. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 50. Considéré, en comité, amendé, rapporté et adopté, 52. Passé, 54. Par le Conseil, 102. S. R., 149. (31 Vic., chap. 58.)

✓ COLONISATION :—Bill concernant les chemins de—, (M. Chauveau) ; Présenté, 90. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 111. Considéré en comité, 114. Passé, 118. Par le Conseil, 148. S. R., 150. (31 Vic., chap. 19.)

✓ COLONS :—Encouragement des,—sur les terres de la Couronne ; bill (M. Chauveau) présenté, 90. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 127. Considéré en comité et amendé, rapporté et adopté tel qu'amendé, passé, 128. Par le Conseil, 148. S. R., 150. (31 Vic., chap. 20.)

COMITÉS :

1. Résolution pour la nomination de neuf comités permanents, 5. Comité nommé pour faire la liste des membres qui doivent les composer ; 6. Rapport, adopté, 7. Voir *Privileges, Ordres Permanents, Chemins de fer, Canaux, etc., Bills privés, Lois expirantes, Dépenses contingentes, Impressions, Comptes publics, Agriculture, Immigration et Colonisation.* Voir aussi *Bibliothèque.*

2. Membres ajoutés, 19, 32, 44, 49, 55.

3. Instructions à des comités, 40, 43, 65, 76, 79, 101, 116.

4. Rapports adoptés, 55, 76, 127, 130.

COMITÉS—*Suite.*

5. Rapportent progrès, 55, 73, 78, 94.
6. Comités généraux, 20, 21, 25, 28, 45, 57, 58, 87. Résolutions renvoyées à un comité général, 46.
7. Comités collectifs, 11, 25 :—Voir *Bibliothèque, Impressions*, 1.
8. Documents renvoyés à des comités, 44.
9. Comités spéciaux nommés, 6. Voir *Règles, Règlements, etc., Acte municipal du Bas-Canada, Bois, Gaspé (Compagnie des mines de charbon et des pêcheries de), Profession de notaire, Île de la Madeleine*.
10. 79e règle suspendue quant au nombre des membres d'un comité, 34.
11. Membres ajoutés, 37, 65, 85.
12. Pétitions renvoyées à un comité, 81.
13. Quorum de comités permanents réduits, 14, 15, 19. De comités spéciaux, 37, 42.

COMPAGNIES A FONDS SOCIAL :

1. Acte des clauses générales des—; bill (M. Dunkin) présenté, 31. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 57. Considéré en comité, 73. Considéré en comité, 78. Considéré en comité et amendé, rapporté et adopté tel qu'amendé, 81. Passé, 85. Par le Conseil, 146. S. R., 149. (31 Vic., chap. 24).
2. Incorporation des—autrement que par acte de la Législature; bill (M. Dunkin) présenté, 31. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 73. Considéré en comité, 78. Considéré en comité et amendé, 81. Rapporté et adopté tel qu'amendé, 82. Passé, 85. Par le Conseil, 146. S. R., 149. (31 Vic., chap. 25.)

COMPTES PUBLICS :—Comité permanent nommé, 7. Premier rapport recommandant que le quorum soit réduit à cinq membres et que tous états ayant rapport aux comptes publics soient renvoyés à ce comité; adopté, 14.

COMPTON, CONSEIL MUNICIPAL DU CONTÉ DE :—Pétition demandant des amendements à l'Acte Municipal, 53.

CONSEIL LÉGISLATIF :

Messages envoyés au Conseil :

1. Demandant qu'il s'unisse à l'Assemblée dans la nomination de deux comités collectifs au sujet des impressions et de la bibliothèque 11.
2. Désignant les députés de l'Assemblée devant faire partie de ces comités, 11.
3. Communiquant la cédule de la distribution des documents imprimés pour l'usage de la Législature, telle qu'amendée d'après celle recommandée par le comité collectif des impressions, 67.
4. Communiquant une résolution de l'Assemblée autorisant le comité des dépenses contingentes à communiquer de temps à autre avec le comité des dépenses contingentes du Conseil Législatif, dans le but d'examiner si les dépenses de la Législature ne pourraient pas être diminuées, 77.

CONSEIL LÉGISLATIF—*Suite.*

5. Demandant une conférence sur un amendement fait par le Conseil à un bill de l'Assemblée, lequel fut désapprouvé par l'Assemblée, 145.

Messages du Conseil :

6. Désignant ceux de ses membres devant faire partie des comités collectifs des impressions et de la bibliothèque, 25.

7. Donnant son concours à des bills de l'Assemblée avec ou sans amendement, 42, 56, 59, 73, 92, 102, 111, 119, 125, 145, 146, 148.

8. Transmettant des bills du Conseil, 73, 128.

9. Ne concourant pas dans les propositions énoncées dans le message de l'Assemblée au sujet des dépenses contingentes de la Législature, 111.

10. Consentant à une conférence, 145.

CÔTÉ, J. O., D'OUTAOUAIS :—Pétition demandant que la Chambre achète un certain nombre d'exemplaires d'un ouvrage qu'il a publié, 51. Renvoyée au comité de la bibliothèque, 52.

COUPAL, S. :—Pétition demandant des amendements à l'acte concernant les voitures pour les chemins d'hiver, 113.

COUTU, RÉV. A. H. :—Pétition ; demande d'aide pour divers chemins dans le township de Chertsey, 42.

COUTU, RÉV. A. H., DU TOWNSHIP DE CHERTSEY :—Pétition ; demande d'aide pour faire les semences et pour autres fins, 42.

COUTU, RÉV. A. H. :—Pétition ; demande d'aide pour un chemin près de la rivière Lacouarreau, 47.

COUTU, P., DE ST. FÉLIX DE VALOIS, (BERTHIER) :—Pétition demandant à être annexé au comté de Joliette, 17. Avis non requis, 30.

CREVIER, RÉV. ED. :—Pétition demandant une allocation annuelle en faveur de l'Hospice de Ste. Croix, 24.

DE CHÈNE, ALFRED MIVILLE :—Pétition, 19. Voir *Elections contestées*, 3.

DE CHÈNE, BENOÎT, ET AUTRES, DE LA RIVIÈRE-DU-LOUP ET TERREBOIS :—Pétition demandant de n'être pas obligés de passer des titres-nouveaux, comme censitaires, 129.

DEMERS, A. L. :—Pétition demandant des amendements à l'acte concernant les voitures pour les chemins d'hiver, 113.

DÉPENSES CONTINGENTES :—Comité permanent nommé, 7. Premier rapport demandant que le quorum soit réduit à cinq membres, et établissant que le nombre des employés de la Chambre, suivant la liste transmise au comité par M. l'Orateur, est suffisant, adopté, 14. Second rapport (Voir *Appendice No. 1*), 15. Membres ajoutés, 19, 49. Troisième rapport relatif à la papeterie des membres, 24. Second et troisième rapports considérés et adoptés en comité

DÉPENSES CONTINGENTES—*Suite.*

général, rapportés et adoptés par la Chambre, 25 et 26. Quatrième rapport, demande d'argent pour les dépenses de la Chambre, 29. Cinquième rapport relatif au sergent-d'armes et à la souscription aux journaux, 39. Motion pour concours dans le 5e rapport et débats ajournés, 43. Reprise des débats et rapport adopté avec amendement, 49. Sixième rapport, estimés pour l'année, 71. Concours dans le sixième rapport et adresse à Son Excellence, pour son mandat en faveur du greffier pour \$35,000, 76. Septième rapport, demande de communiquer avec le comité des dépenses contingentes du Conseil, 77. Huitième rapport relatif aux messagers et femmes de chambre, adopté, 84. Neuvième rapport relatif aux employés et à l'audition des comptes, 89. Adopté, 90. Dixième rapport, relatif à la papeterie des membres et aux officiers et clercs de la Chambre, adopté, 93. Le Conseil ne croit pas devoir se rendre au désir du comité des dépenses contingentes de la Chambre, exprimé dans son septième rapport, 111. Onzième rapport (Voir *Appendice N° 8*), 113. Adoption du onzième rapport, 127.

DEPUTÉS :

1. Députés élus; Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, v à ix. Rapport supplémentaire pour le comté de Champlain, x. Rapport spécial pour le comté de Kamouraska, xi à xx.

2. Prêtent serment et prennent leurs sièges, 1, 2, 6, 12, 16.

3. Résolutions relatives 1° à l'élection ou au rapport d'élection d'un membre en certain cas; 2° à la corruption ou aux intrigues, menées qui peuvent avoir eu lieu à aucune élection, 3° à toute offre d'argent ou avantage fait à un membre dans le but de favoriser la passation d'une mesure quelconque, 5.

4. Liste alphabétique des,—lus, conformément à la 46e section de l'acte des élections contestées, 16.

5. Permis d'absence accordés à des députés, 102, 118.

DE SALABERRY, CHS.—Pétition pour un octroi de terre, 89. Motion de M. Carter pour la renvoyer à un comité spécial, débats ajournés, 121. Reprise des débats, motion retirée, 123.

DENOYERS, RÉV. A.—Pétition; demande d'aide pour un chemin dans le township de Bolton, 67.

DISCOURS.—Voir *Lieutenant-Gouverneur*, 5, 12. *Orateur*, 2, 16.

DOCUMENTS :

MIS DEVANT LA CHAMBRE RELATIFS A

1. *Asiles d'aliénés de Beauport et de St. Jean*:—Rapport du nombre de patients admis dans les asiles d'aliénés de Beauport et de St. Jean, etc., etc. (*Pas imprimé.*).....

2. BARDY, DR.:—Rapports d'inspections faits par le Dr. Bardy, durant l'année dernière, en sa qualité d'inspecteur d'écoles, dans sa division, aussi bien que copie de toutes les plaintes faites au bureau de l'éducation contre le dit Dr. Bardy, en sa dite qualité d'inspecteur. (*Pas imprimés.*).....

ORDONNÉ. PRÉSENTÉ.	
Adresse.	123
Do.	143

DOCUMENTS—Suite.	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
3. <i>Bibliothèque du Parlement</i> :—Rapport annuel du bibliothécaire.....	111 ^e règle	12
4. <i>Bois et Forêts</i> :—Etat détaillé indiquant le nombre d'agents des bois et forêts dans la Province de Québec, leur résidence, leurs salaires respectifs, les dépenses de voyage et les dépenses de bureaux, et le nombre des licences émanées depuis 1860, l'étendue des limites accordées et les revenus perçus par ces divers agents; et copie du règlement et des instructions donnés aux agents des terres de la couronne relativement à la vente des limites et à la coupe des bois. (<i>Appendice N° 5.</i>)	Do.	44
5. <i>Chemins à Barrières, Montréal</i> :—Etat détaillé du revenu annuel des chemins à barrières de l'Île de Montréal, sous le contrôle des commissaires nommés par le Gouvernement, etc. (<i>Pas imprimé.</i>).....	Do.	118
6. <i>Écoles Normales</i> :—Rapport indiquant:		
1. Le nombre des élèves (garçons et filles) admis dans les écoles normales, depuis leur établissement jusqu'à ce jour;		
2. Le nombre de bourses et demi-bourses accordées aux dits élèves;		
3. La somme payée, et par qui, pour l'instruction des dits élèves, pendant la dite période;		
4. Le nombre d'élèves de chaque sexe auxquels ont été conférés des diplômes leur donnant le grade d'instituteur ou institutrice;		
5. Combien des dits élèves de chaque sexe, ainsi porteurs de diplômes, ont fait l'école, et pendant combien de temps;		
6. Combien des dits élèves, ainsi munis de diplômes et n'ayant jamais fait l'école, ont remboursé le coût de leur instruction dans les dites écoles. (<i>Pas imprimé.</i>).....	Do.	143
7. <i>Estimés</i> pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868; Renvoyés au comité des subsides, 88. (<i>Voir Subsides, 1; Appendice N° 7.</i>) Estimés supplémentaires, 120.	Par message.	88
8. <i>Institution d'Éducation de Gilchrist</i> :—Dépêches faisant connaître les conditions de la création d'une bourse de £100 par année et valable pour trois ans, qui pourra être accordée à tout candidat résidant dans la Puissance du Canada.....	Par Message.	61
9. <i>Isle Jésus</i> :—Etat d'affaires de la Compagnie des chemins à barrières de l'—(<i>Appendice N° 2.</i>)		29

DOCUMENTS— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
10. <i>Juges de Paix, Jacques-Cartier</i> :—Liste des juges de paix dans et pour le comté de Jacques-Cartier, montrant ceux qui ont prêté serment et qui se sont qualifiés. (<i>Pas imprimé.</i>).....	Adresse.	143
11. <i>Lévis</i> :—L'Union St. Joseph de la ville de :—Etat des affaires. (<i>Appendice N° 3.</i>)	Par acte.	36
12. <i>Mines d'Or</i> :—Etat montrant les sommes reçues et dépensées au sujet des mines d'or en cette province, depuis le 31 décembre 1866, et aussi copie des instructions à l'inspecteur pour la division de la Chaudière, etc. (<i>Pas imprimé.</i>)	Adresse.	126
13. <i>Nouvelle-Ecosse</i> :—Recommandant l'octroi d'une somme de \$4000 pour soulager la misère des pêcheurs de la Nouvelle-Ecosse.	Par message.	45
14. <i>Prison de Montréal</i> :—Rapport montrant le nombre, le sexe et l'âge de tous les prisonniers détenus dans la prison commune du district de Montréal depuis le 1er janvier 1866 au 1er janvier 1867, etc. (<i>Appendice N° 10.</i>)	Adresse.	126
15. <i>Protonotaires et Greffiers de la Cour de Circuit</i> :—Rapport montrant le nombre de protonotaires et d'employés dans leurs bureaux, leurs noms, leurs salaires et la nature de leur emploi; aussi, les noms des greffiers des cours de circuit, des greffiers de la paix dans les districts de Montréal, Québec et les Trois-Rivières, etc. (<i>Appendice N° 11.</i>)	Do.	126
16. <i>Rapports municipaux de la Province de Québec, pour l'année 1866.</i> (<i>Pas imprimés.</i>).....	Par acte.	14
17. <i>Township de Stukely</i> :—Rapport des différentes sommes d'argent qui ont été octroyées au township de Stukely, comté de Shefford, sur le fonds de colonisation, depuis l'année 1860; à qui ces différentes sommes d'argent ont été payées; si elles ont été toutes employées pour le but qu'elles avaient été octroyées; et aussi copies de toutes les correspondances qu'il peut y avoir eu relativement à l'emploi des dites sommes d'argent. (<i>Pas imprimé.</i>)	Adresse.	44

DOUCET, RÈV. J. B.:—Pétition du, —de l'ordre de St. Croix; demande d'aide pour l'académie de St. Aimé, 23.

DOUCET, THÉODORE:—Pétition demandant l'autorisation de conserver les minutes de son père, 23. Suspension de la 51e règle, 24 et 25. Bill (M. Carter) présenté et renvoyé au comité des bills privés, 30. Rapporté amendé, 60. Débats, sur la question pour la seconde lecture, ajournés, 69. Reprise des débats, bill lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 74. Considéré en comité et rapporté, 75. Passé, 79. Par le Conseil, 119. S. R., 149. (31 Vic., chap. 57.)

DUGLOS, P.:—Pétition; demande d'incorporation sous le nom de l'Union St. Pierre Bienville de Lévis, 34. Avis non requis, 37.

DUFF, TERRENCE, DE L'ISLE DES ALLUMETTES:—Pétition; demande d'aide pour un pont, 70.

DUFOUR, E.:—Pétition; demande d'aide pour bâtir un moulin à farine dans le township de Roux, 36.

DUFRESNE, J.:—Pétition demandant des amendements à l'acte 20 Vic., chap. 44, concernant la Cour de Circuit, 60.

DUFRESNE, J. B. R.:—Pétition demandant que si des débentures sont accordées aux incendiés de St. Roch de Québec-Sud, l'argent ne soit pas avancé à la municipalité, 93.

DUMONTIER, D., DE NOTRE-DAME DE HULL:—Pétition demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'Union St. Joseph de Notre Dame de Hull," 60. Avis non requis, 67.

DUNLOP, CHS. ET ALEX., ET MULHOLLAND ET BAKER:—Pétitions à l'encontre du bill concernant l'emmagasiner de la poudre dans les cités de Montreal et de Québec, 80. Renvoyées au comité chargé d'examiner le bill, 81.

✓ **ECOLES DANS LES CITÉS DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL:**—Résolution considérée et adoptée en comité général relativement aux—, 86 et 87. Rapportée et adoptée, 91. Bill (M. Chauveau) présenté, 91. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 111. Considéré en comité; amendé; rapporté; adopté tel qu'amendé, 119. Passé, 122. Par le Conseil, 146. S. R. 150. (31 Vic. chap. 22.)

ÉCOLES DE CERTAINS BOIS:—Enlèvement des—pour en faire une essence destinée aux tanneries étrangères; destruction de ces bois; motion de M. Rhéaume pour une adresse à Son Excellence à ce sujet, dans le but de protéger ces bois; amendement de M. Chauveau, pour qu'instruction soit donnée au comité nommé pour examiner la question de la coupe des bois sur les terres publiques, de s'occuper de ce sujet, adopté, 79.

ÉGLISE CATHOLIQUE APOSTOLIQUE DANS LE TOWNSHIP DE HULL:—Pétition du ministre et des membres de l'—demandant que les dispositions de l'acte chap. 20 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, concernant les registres de baptêmes, mariages et sépultures, soient étendues aux ministres de la dite église, 17. Avis suffisants, 23. Bill (M. Church) présenté et renvoyé au comité des bills privés, 86. Rapporté amendé, 94. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 112. Considéré en comité et rapporté, 117. Passé 124. Par le Conseil, 146. S. R. 150. (31 Vic., chap. 55.)

ELECTIONS CONTESTÉES :

1. Comité général des—; mandat de M. l'Orateur nommant les membres de ce comité, 16. Membres assermentés, 26. Jour fixé pour la première réunion du comité, 26. Présidents de comités d'élection choisis, 30. Le comité a partagé les membres en trois listes A. B. C., et ordre de ces listes tiré au sort, 30.

2. Liste alphabétique des noms des membres de la Chambre lue par le greffier, 16.

ELECTIONS CONTESTÉES—*Suite.*

3. *L'Islet* :—Pétition d'Alfred Miville Dechène contre Pamphile G. Verrault, écr.; motion tendant à ce qu'elle ne soit pas reçue; débats ajournés, 19. Reprise des débats et pétition rejetée, 22.

4. *Richelieu* :—Pétition de l'hon. J. B. Guévremont, contre Joseph Beaudreau, écr., 17.

5. *Shefford* :—Pétition de Joseph Lesiège Lafontaine, contre M. A. Bessette écr.; motion tendant à ce qu'elle ne soit pas reçue; débats ajournés, 18. Reprise des débats, et pétition rejetée, 22.

ELY, MUNICIPALITÉ DU TOWNSHIP D' :—Pétition; demande d'aide pour un chemin, 24.

ÉMIGRATION DES HABITANTS DE CE PAYS VERS LES ÉTATS-UNIS :—Motion de M. Marchand à l'effet qu'il soit donné instruction au comité de l'agriculture, l'immigration et la colonisation de prendre en considération l' , 40. Débats ajournés, 41. Reprise des débats et question résolue affirmativement, 43.

ENREGISTREMENT :—Pétition du conseil municipal du comté de Nicolet, demandant des amendements aux lois d'—, 26.

ÉTAT CIVIL :—Bill pour légaliser certains registres de l'—(M. Mailloux); présenté, 94.

ESTIMÉS : Message de Son Excellence transmettant les—, 88. Estimés supplémentaires, 120. (Voir *Appendice N° 7*). Voir *Subsides*.

FARLEY, A. M. :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie de manufacture de Montréal," 17. Suspension de la 51^e règle, 23.

FERGUSSON, D. :—Pétition demandant la construction d'un quai à Métis, 60.

FILION, A. B., DU TOWNSHIP D'ARUNDEL :—Pétition; demande d'aide pour des chemins dans le dit township, 113.

FITZGERALD, C. L. J., DU TOWNSHIP GOSFORD :—Pétition demandant de l'aide pour des chemins, 128.

FORSYTH, MUNICIPALITÉ DU TOWNSHIP DE—, COMTÉ DE BEAUCHE :—Pétition; demande d'aide pour des chemins, 75.

FORTIER, J. B., DU COMTÉ DE DORCHESTER :—Pétition demandant le tracé d'un chemin dans le township Langevin, 83.

FOSTER, A. B. :—Pétition demandant le droit d'établir un pouvoir d'eau vis-à-vis l'Isle Héron, 22. Suspension de la 51^e règle, 36.

FRAMPTON, MUNICIPALITÉ DU TOWNSHIP DE :—Pétition; demande d'aide pour un chemin, 29.

FRANCŒUR, RÉVÉREND L. N., DU TOWNSHIP DE WOLFSTOWN :—Pétition demandant de l'aide pour des chemins, 128.

FULFORD, MME. MARY :—Pétition. Voir *Montréal, Maison de Refuge*.

GARON, H. :—Le greffier autorisé à payer à—, telle somme que l'Orateur jugera suffisante pour l'indemniser d'être comparu comme témoin devant un comité, 101.

GASPÉ, COMPAGNIE DES MINES DE CHARBON ET DES PÊCHERIES DE:—Comité spécial nommé pour s'enquérir si cette compagnie a rempli les conditions de sa charte, 69. Rapporte qu'elle n'a pas rempli ces conditions, 118. Motion de M. Hamilton pour une adresse à Son Excellence tendant à faire annuler cette charte, débats, motion retirée, 144.

GATINEAU:—Demande d'aide par John MacLaren, pour construire un pont sur cette rivière, 15.

GAZ, COMPAGNIE DU, (QUÉBEC):—Pétition demandant des amendements à sa charte, 22. Suspension de la 51^e règle, 44. Voir *Quebec*.

GIGUÈRE, RÉV. A., ET AUTRES, DES TOWNSHIPS D'ABERCHOMBIE, MORIN, BERESFORD ET WEXFORD:—Pétition demandant du délai pour payer leurs arriérages au gouvernement, 60.

GILCHRIST, INSTITUTION D'ÉDUCATION DE:—Message de Son Excellence transmettant une dépêche relative à une bourse accordée en faveur des candidats approuvés par les autorités locales, 61. Message pris en considération en comité, et adresse à Son Excellence, 73.

GOODENOUGH, G.:—Pétition; demande d'aide pour parachever un chemin entre le township de Ham-Sud et celui de Weedon, 41.

GOUVENEUR:—Voir *Lieutenant-Gouverneur*.

✓ GRANDE-RIVIÈRE, MUNICIPALITÉ DU TOWNSHIP DE LA:—Pétition demandant que le dit township soit divisé en deux municipalités, 60. Suspension de la 51^e règle, 67. Bill (M. Fortin); suspension de la 49^e règle; présenté et renvoyé au comité des bills privés, 68. Rapporté, "Préambule non prouvé," 75.

GREFFIER DE LA CHAMBRE :

1. Reçoit l'ordre de se procurer, des parties qu'il convient, un état détaillé du coût des chemins à barrières de la compagnie des chemins de péage de l'Isle-Jésus, etc., 16. Voir *Isle-Jésus*.

2. Lit une liste alphabétique des noms des membres de la Chambre, conformément à la loi des élections, 16. Tire au sort les listes A. B. C. préparées par le comité d'élections, 30.

3. Adresse à Son Excellence pour son mandat en sa faveur pour \$15,000, 31. Une autre pour \$35,000, 76.

4. Autorisé à payer à H. Garon une certaine somme, 101.

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE :

1. Son rapport de l'élection des membres, v à ix. Son rapport supplémentaire pour le comté de Champlain, x. Son rapport spécial pour le comté de Kamouraska, xi à xx.

2. Il reçoit l'ordre de paraître en Chambre avec les papiers et documents concernant l'élection de Kamouraska, 14. Il comparait avec ces papiers et documents, lesquels sont ordonnés d'être imprimés, 16.

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE—*Suite.*

3. Il reçoit l'ordre de préparer un rapport indiquant le nombre de votes enregistrés en faveur de chaque candidat, lors de la dernière élection, 19. Il met devant la Chambre ce rapport, par l'entremise de M. l'Orateur, 37; et ce rapport est renvoyé au comité des impressions avec instruction de prendre en considération la nécessité d'en imprimer 150 copies, 39.

GUÉVREMONT, L'HON. J. B.—Pétition contre l'élection de Joseph Beaudreau, écr., 17.
Voir *Élections contestées*, 4.

HAMEL, J. B.—Pétition demandant un emprunt de \$400,000 pour rebâtir les maisons détruites par le grand incendie de 1866, 54.

HAMELIN, RÉV. H. C.—Pétition; demande d'aide pour parachever un chemin de Wotton à Wolfstown, 42.

HARVEY, ARTHUR.—Pétition demandant que la Chambre achète des exemplaires d'une brochure qu'il a publiée sur la Colombie Britannique, 17.

HOWARD, HENRY.—Adresse pour correspondance entre—et le Gouvernement au sujet de la construction d'un asile d'aliénés dans la cité de Montréal, 48. Voir *Adresses*, 10.

HULL.—Eglise Catholique Apostolique—Pétition du ministre et des membres de l'— (Voir *Eglise Catholique Apostolique*, etc.)

HULL.—Pétition de D. Dumontier pour un acte d'incorporation sous le nom de "l'Union St. Joseph de Notre-Dame de Hull," 60. Avis non requis, 67.

HUOT, P. G.—Pétition demandant de l'aide pour le chemin de Stoneham, et de faire diviser les terres le long du dit chemin, 24.

IMPRESSIONS:

1. Comité permanent nommé, 7. Comité collectif des—; membres nommés par l'Assemblée; message envoyé au Conseil, 11. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 25. Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, renvoyé à ce comité, 39. Premier rapport (voir *Appendice N° 6*), 49. Ce rapport considéré en comité, 55. Considéré de nouveau, amendé, rapporté et adopté par la Chambre tel qu'amendé, 57 et 58. Message au Conseil pour communiquer à leurs Honneurs ce rapport tel qu'amendé par la Chambre, pour demander leur concours en icelui, 67. Second rapport adopté, 130. Troisième rapport, 142.

2. Documents dont l'impression a été ordonnée sans renvoi au comité, 16, 30, 42, 143.

3. Document dont l'impression a été ordonnée sur la recommandation d'un comité, 142.

4. Bill ordonné d'être ré-imprimé, 40.

5. Règles de cette Chambre, ainsi que l'acte constitutionnel, ordonnés d'être imprimés, 141.

7. Impression, des bills nécessaire que dans une seule langue, pour le reste de la session, et suspension de la 58e règle, 102.

IMPRIMEUR DE LA REINE ET PUBLICATION DE LA GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC :—Bill (M. Chauveau) présenté, 38. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 78. Considéré en comité et amendé ; rapporté et adopté tel qu'amendé, 87. Passé, 90. Par le Conseil, 148. S. R., 149. (31 Vict., chap. 13.)

INSPECTEURS DES PRISONS :—Rapports des—pour le district judiciaire de Kamouraska, depuis 1863 ; adresse à ce sujet, 76. Voir *Adresses*, 15.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—Bill concernant la charge de Ministre de l'—, (M. Chauveau) ; Présenté, 38. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 116. Considéré en comité et amendé ; rapporté et adopté tel qu'amendé, 119. Passé, 122. Par le Conseil, 148. S. R., 150. (31 Vic., chap. 10.)

ISLE-JÉSUS, (COMTÉ DE LAVAL) :—Compagnie des chemins de péage de l'—requis, par l'entremise du Greffier de la Chambre, de donner un état détaillé du coût des chemins à barrières de la dite compagnie, et autres renseignements, conformément à la clause 29 de la 25 Vic., chap. 77, 16. Reçu cet état, 29. Voir *Appendice*, No. 2.

ISLE JÉSUS :

1. Compagnie des chemins à barrières de l'— ; pétition demandant des amendements à sa charte, 29.

2. Pétition du Rév. Jos. Perreault contre les conclusions de cette requête, 38. Pétition du Conseil Municipal de Terrebonne, contre les conclusions de cette requête, 80.

JACQUES-CARTIER :—Adresse pour une liste des Juges de Paix dans et pour le comté de—, 112. Réponse à cette adresse, 143. Voir *Adresses*, 13.

JOLIETTE :—Pétition de P. Contu, de St. Félix de Valois, et de G. Rondeau, du township de Brandon, dans le comté de Berthier, demandant à être annexés au comté de—, 17. Avis non requis, 30.

JUGES DE PAIX :—Bill concernant la nomination des—, (M. Ouimet) ; Présenté, 27. Lu une seconde fois, 40. Passé, 45. Par le Conseil, 59. S. R., 149. (31 Vic., chap. 15.)

JUGES DE PAIX DANS ET POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE KAMOURASKA, RÉSIDANTS DANS LE COMTÉ DE TÉMISCOUATA :—Adresse pour une liste des—, 48.

JURÉS, CHOIX ET ASSIGNATION DES :—Bill pour amender l'acte 27 et 28 Vict., chap. 41, (M. Ouimet) ; Présenté, 40. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 91. Considéré en comité, 94. Considéré en comité, amendé, rapporté et adopté tel qu'amendé, 118 et 119. Passé, 122. Par le Conseil, 148. S. R., 150. (31 Vic., chap. 16.)

KAMOURASKA :—Adresse pour une liste des Juges de Paix, dans et pour le district judiciaire de—, résidants, dans le comté de Témiscouata, 48. Voir *Adresses*, 14.

KAMOURASKA, DISTRICT JUDICIAIRE DE :—Adresse pour copie des rapports des inspecteurs de prisons concernant le—, depuis 1863, 76. Voir *Adresses*, 15.

KAMOURASKA, DISTRICT DE :

1. Pétition du Rév. Jos. Lagueux, demandant que le chef-lieu du—soit transféré au village de Fraserville, dans le comté de Témiscouata, 26. Bill présenté (M. Mailoux), 35. Seconde lecture remise, 55 et 56.

2. Pétition à l'encontre de ce bill, 89.

KAMOURASKA, ELECTION DE :

1. Rapport spécial, xi à xx.

2. Writ, rapport, papiers et documents concernant l'élection de—, ordonnés d'être déposés sur la table de la Chambre par le Greffier de la Couronne en Chancellerie, 14. Ces documents sont mis devant la Chambre, et ordonnés d'être imprimés dans les langues française et anglaise pour l'usage des membres, 16. Ces documents sont renvoyés au comité permanent des privilèges et élections, 25.

KÉROACK, FRAS. :—Pétition ; demande d'incorporation sous le nom de "l'Union St. Joseph à St. Sauveur de Québec," 34. Avis non requis, 37.

KEYES, H., ET GEO. STEPHENS :—Pétitions demandant la passation d'un acte pour valider certains règlements passés par la compagnie de la navigation du lac Memphrémagog, 80. Suspension de la 51^e règle, 90.

LAFONTAINE, JOSEPH LESIÈGE :—Pétition de—contre M. A. Bessette, etc. Voir *Elections contestées*, 5.

LAGUEUX, RÉV. J. :—Pétition demandant que le chef-lieu du district de Kamouraska soit transféré au village de Fraserville, comté de Témiscouata, 26.

LANGELIER, C. :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Société St. Jean-Baptiste de la ville de St. Jean," 47. Avis non requis, 49. Voir *St. Jean*.

LANGVIN ET WARE :—Pétition du Rév. F. X. Méthot et autres, des townships de—; demande d'aide pour un chemin dans le township de Ware, 60.

LANGLOIS, RÉV. J. B. :—Pétition demandant une rémunération comme chapelain catholique de la prison de Montréal, 54.

LAFERRIÈRE, AUGUSTIN :—Pétition demandant que la Chambre souscrive à son ouvrage, intitulé : "Précédents Parlementaires Canadiens," 38. Renvoyé au comité de la bibliothèque, 39.

LATERRIÈRE, MUNICIPALITÉ DU TOWNSHIP DE :—Pétition ; demande d'aide pour parachever un pont sur la rivière Chicoutimi, 23.

LEBRUN, CHS. M. :—Pétition demandant la passation d'un acte légalisant les procédés de la Chambre des Notaires de Beauharnois, 24. Suspension de la 51^e règle, 36.

LEFEBVRE ED. :—Pétition ; demande d'aide pour un pont sur la rivière des Longues-Pointes, et pour un chemin pour s'y rendre, 34.

LÉGARÉ, RÉV. A. J. :—Pétition demandant que le gouvernement vienne en aide à la commission des chemins à barrières de la Rive Nord.

LEMBRE, L. :—Pétition demandant à être annexé au township de Wotton, 70.

LÉVIS, CONSEIL-DE-VILLE DE LA VILLE DE :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 29. Suspension de la 51^e règle, 31. Bill (M. Chapleau) présenté et renvoyé au comité des bills privés, 32. Rapporté amendé, 54. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 59. Considéré en comité et rapporté, 66. Passé, 69. Par le Conseil, 119. S. R., 149. (31 Vic., chap. 52.)

LÉVIS :—Etat des affaires de la corporation de l'Union St. Joseph de la ville de Lévis, 36. Voir *Appendice* N° 3.

LÉVIS :—Union St. Pierre du village Bienville de—. Voir *Union St. Pierre*.

L'HEUREUX, F., DE ST. AMBROISE DE LA JEUNE-LORETTE :—Pétition demandant l'annexion de certains lots de terre de la Seigneurie Belair, à la municipalité de St. Ambroise de la Jeune-Lorette, 23.

LICENCES :—Bill concernant certains droits sur les—, (M. Dunkin); Présenté, 111. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 115. Considéré en comité, rapporté et passé, 120. Par le Conseil, 148. S. R., 150. (31 Vic., chap. 3.)

LIEUTENANT-GOUVERNEUR :

1. Son discours à l'ouverture de la session, 4. Jour fixé pour sa prise en considération, 5. Motion pour une adresse à Son Excellence. etc., 8. Voir *Adresses*, 5.

2. Discours de nouveau pris en considération; résolution, qu'un subside soit accordé à Sa Majesté, devant être considéré en comité général, 21 et 22. Voir *Subsides*.

3. Fait connaître son intention de proroger la Législature, 147.

4. Donne la sanction royale à des bills, 149. Réserve un bill à la signification du bon plaisir de Sa Majesté, 150.

5. Recommande des mesures d'argent à la considération de la Chambre, par l'entremise d'un membre du Conseil Exécutif, 20, 32.

6. Son discours à la clôture de la session, 151.

Messages de Son Excellence :

7. Demandant la présence de la Chambre au Conseil Législatif, à l'ouverture de la session, 1. Après l'élection d'un Orateur, 3. A la clôture de la session, 148.

8. Recommande l'octroi de \$4000 pour soulager la misère des pêcheurs de la Nouvelle-Ecosse, 45.

9. Transmettant une dépêche relativement à l'octroi d'une bourse accordée par l'institution d'éducation de Gilchrist à des candidats approuvés par les autorités locales, 61. Message pris en considération et adresse ordonnée, 73.

10. Transmettant les estimés pour les 18 mois finissant le 31 décembre 1868 (*Appendice* N° 7), et les recommandant à l'adoption de la Chambre, 88. Estimés supplémentaires, 120 (*Appendice* N° 7). Voir *Subsides*.

L'ISLET :—Division Electorale de—. Voir *Elections contestées*, 3.

LOIS EXPIRANTES:—Comité permanent nommé, 7. Bill pour continuer, pendant un temps limité, les divers actes y mentionnés, (M. Ouimet); Présenté, 86. Lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des lois expirantes, 101. Rapporté, 114. Considéré en comité, rapporté et passé, 120. Par le Conseil, 148. S. R., 150. (31 Vic., chap. 14.)

LOIS PASSÉES PAR LES LÉGISLATURES DES AUTRES PROVINCES DE LA PUISSANCE:—Bill concernant la preuve des—, (M. Chauveau); Présenté, 86. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 111. Considéré en comité, 114. Passé, 118. Par le Conseil, 147. S. R., 149. (31 Vic., chap. 18.)

LONGUES-POINTES, RIVIÈRE DES:—Pétition; demande d'aide pour un pont sur cette rivière, et pour un chemin pour s'y rendre, 34.

LUSSIER, RÉV. L. C.:—Pétition; demande d'aide pour un pont sur la rivière Château-guay, 60.

MACDONALD, MARIE ÉLÉONORE ISABELLA:—Bill pour autoriser O. Robitaille à aliéner certains biens mobiliers et immobiliers appartenant à—, (M. Sinard); Présenté et renvoyé au comité des bills privés, 30. Rapporté, "Preamble non prouvé," 54. Voir *Robitaille, Ol.*

MACLAREN, JOHN:—Pétition; demande d'aide pour construire un pont sur la rivière Gatineau, 15.

MADELEINE, ISLES DE LA:—Comité spécial nommé pour s'enquérir de la tenue des terres aux—, 79.

MASKINONGÉ:—Pétition du conseil municipal du comté de—, demandant des amendements à l'acte municipal, 70.

MASON, P.:—Pétition demandant l'abolition des conseils locaux, 117.

MASSAWIPPI:—Pétition de la compagnie du chemin de fer de la vallée de—, demandant des amendements à sa charta, 22. Avis suffisants, 27. Bill (M. Robertson) présenté et renvoyé au comité des chemins de fer, etc., 27. Rapporté amendé, 45. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 48. Considéré en comité, 50. Passé, 52. Par le Conseil, avec amendements, 119. Lus la première fois, 119. Lus la seconde fois et adoptés, 125. S. R., 149. (31 Vic., chap. 45.)

MASSON, (COLLÈGE):—Pétition de J. B. Primeau, demandant de l'aide pour le—, 29.

MCDONALD, JOHN:—Pétition; demande d'aide pour un chemin dans le township de Weedon, 17.

MEMBRES, INDEMNITÉ DES—, ET SALAIRE DE L'ORATEUR DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—Résolutions considérées et adoptées en comité, 20 et 21. Rapportées et adoptées, 127 et 128. Bill (M. Dunkin) présenté, 28. Lu la seconde fois, 40. Passé, 46. Par le Conseil, 66. S. R., 149. (31 Vic., chap. 5.)

MEMPHREMAGOG:—Pétition tendant à faire valider certains règlements passés par la Compagnie de la Navigation du Lac—, 80. Suspension de la 51^e règle, 90. Bill (M. Hemming); suspension de la 49^e règle; présenté et renvoyé au comité des bills privés, 118.

MESSAGES—Du Lieutenant-Gouverneur :

1. Ouverture des Chambres, 1 et 3. Pêcheurs en détresse dans la Nouvelle-Ecosse, 45. Institution d'éducation de Gilchrist, 61. Estimés, 88. Estimés supplémentaires, 120. Sanction des bills et prorogation, 148.

De l'Assemblée Législative :

2. Envoyés au Conseil, relativement à :—Comités collectifs des impressions et de la bibliothèque, 11. Cédule de la distribution des documents imprimés pour l'usage de la Législature, 87. Demande du comité des dépenses contingentes de communiquer avec le comité des dépenses contingentes du Conseil, 77.

Du Conseil Législatif :

3. Messages venus du Conseil, relativement à :—Comités collectifs des impressions et de la bibliothèque, 25. Concours dans des bills, 42, 56, 59, 73, 92, 102, 111, 119, 125, 128, 145, 146, 147 et 148. Transmettant des bills passés par le Conseil, 73, 128. Ne croit pas devoir concourir dans les propositions énoncées dans le message de l'Assemblée, au sujet des dépenses contingentes, 111. Conférence au sujet d'un amendement fait par le Conseil à un bill de l'Assemblée, 145.

MESURES MINISTÉRIELLES :—Devant avoir préséance sur toutes autres mesures, 78.

MÉTHOT, F. X. :—Pétition ; demande d'aide pour un chemin dans le township de Ware, 60.

MÉTIS :—Pétition de D. Fergusson, pour la construction d'un quai à—, 80.

MICHAUD, P., DE LÉVIS :—Pétition demandant un octroi gratuit de terre et de passer une loi pour protéger le patrimoine du colon, 22.

MILLIER, HILAIRE :—Pétition ; demande d'aide pour l'Hôpital-Général, district de Richelieu, 29.

MINES D'OR DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC :

1. Motion de M. Joly pour une adresse à Son Excellence demandant un état des sommes reçues et dépensées à ce sujet, depuis le 31 décembre 1866, et aussi copie des instructions données à l'inspecteur des mines pour la division de la Chaudière ; débats ajournés, 69. Reprise des débats et question résolue affirmativement, 69 et 70. Réponse à cette adresse, 126. Voir *Adresses*, 16.

2. Bill (du Conseil) pour amender l'acte des mines d'or, et l'acte amendant l'acte des mines d'or de 1865. Lu la première fois, 128. Lu la seconde fois, passé, 143. S. R., 150. (31 Vic., chap. 21.)

MIQUELON, J. Z. C. :—Pétition ; demande d'un octroi pour parachever un chemin depuis le centre du township de St. Camille, jusqu'au chemin Gosford, dans le township de Dudswell, 41.

MIVILLE DE CHÈNE, ALFRED :—Pétition contre l'élection de Pamphile G. Verreault, écr. Voir *Elections contestées*, 3.

MOLSON, ALEX. :—Pétition à l'encontre du bill pour déclarer John Platt propriétaire absolu de certains biens qu'il possède en vertu du testament de feu John Platt, reçue et lue, 49.

MONNOIR, (COLLÈGE DE) :—Pétition demandant une allocation annuelle, 38.

MONTREAL :

1. Pétition du maire et de la corporation, pour des amendements à leur acte d'incorporation, 41. Avis suffisants, 51. Bill (M. Cartier) présenté et renvoyé au comité des bills privés, 60 et 61. Rapporté amendé, 86. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 92. Motion de M. Langevin, pour que la Chambre se forme en comité sur le bill, amendement proposé par M. Carter, objection à cet amendement, décision de M. l'Orateur, débats ajournés, 101. Reprise des débats, M. Carter propose de nouveau son amendement, objection à icelui, décision de M. l'Orateur, amendement mis aux voix et emporté, 115 et 116. Considéré en comité et amendé, rapporté et adopté tel qu'amendé, 117. Passé, 124. Par le Conseil, 148. S. R., 150. (31 Vic., chap. 37.)

2. *Asile d'Orphelins Protestants* :—Pétition ; demande d'aide, 13.

3. *Asile d'Orphelins Catholiques* :—Pétition ; demande d'aide, 13.

4. *Salle d'Asile Nazareth, et institution pour les aveugles* :—Pétition ; demande d'aide, 13.

5. *Salle d'Asile, rue Bonaventure* :—Pétition ; demande d'aide, 13.

6. *Salle d'Asile de St. Vincent de Paul* :—Pétition ; demande d'aide, 13.

7. *Sœurs de l'Asile de la Providence* :—Pétition ; demandant que leur allocation annuelle soit augmentée, 13.

8. *Sœurs de la Charité en charge de l'Hôpital-Général* :—Pétition demandant des amendements à leur acte d'incorporation, 15. Avis non requis, 20. Pour le bill, voir *Sœurs de la Charité*, etc.

9. *Société Bienveillante des Dames de Montréal* :—Pétition ; demande d'aide, 15.

10. *Maison de Refuge* :—Pétition ; demande d'aide, 17.

11. *Société d'Histoire Naturelle* :—Pétition ; demande d'aide, 17.

12. *Compagnie du chemin de fer à passagers* :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 22. Avis non requis, 27. Bill (M. Ogilvie) présenté et renvoyé au comité des chemins de fer, etc., 42. Rapporté amendé, 71. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 79. Considéré en comité et amendé, rapporté et adopté tel qu'amendé, 85. Lu la troisième fois, motion de M. Carter pour amender le bill et débats ajournés, 88. Reprise des débats et amendement perdu ; passé, 91 et 92. Par le Conseil, 146. S. R., 149. (31 Vic., chap. 39.)

13. *Foster, Asa B.* :—Pétition demandant le droit d'établir un pouvoir d'eau, par le moyen d'écluses vis-à-vis l'Isle Héron, 22. Suspension de la 51^e règle, 36.

14. *Synode et Société de l'Eglise du diocèse de* :—Pétition demandant des amendements à leur charte, de manière à réunir la dite société au dit Synode, 22. Avis non requis, 27. Bill présenté, voir *Synode*.

15. *Maire, échevins et citoyens de la cité de* :—Pétition ; demande d'aide pour l'érection d'une maison de correction dans la dite cité, 23. Devant être imprimé, 42.

16. *Révérendissime Evêque Catholique Romain* :—Pétition ; demande d'aide pour l'institution des sourds-muets, 24.

MONTREAL—Suite.

17. *Société de construction canadienne*:—Pétition demandant la passation d'un acte d'incorporation comme société permanente de construction, 24. Avis suffisants, 30. Bill (M. Carter) présenté et renvoyé au comité des bills privés, 38. Rapporté amendé, 56. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 66. Considéré en comité et rapporté, 69. Passé, 73. Par le Conseil, 119. S. R., 149. (31 Vic. chap. 40.)

18. *Maison de refuge et d'école d'industrie*:—Pétition; demande la continuation de son allocation, 29.

19. *Ecole de médecine et de chirurgie*:—Pétition; demande la continuation de son allocation annuelle, 36.

20. *La Société des Commis-Marchands de Montréal*:—Pétition pour un acte d'incorporation, 47. Avis suffisants, 54. Bill (M. Ouimet) présenté et renvoyé au comité des bills privés, 65. Rapporté amendé, 77. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 83. Considéré en comité et rapporté, 85. Passé, 88. Par le Conseil, 146. S. R., 149. (31 Vic., chap. 44.)

21. *Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur*:—Pétition pour continuation d'allocation, 47.

22. *Sœurs de la Miséricorde pour la régie de l'Hôpital de la Maternité*:—Pétition pour continuation d'allocation, 47.

23. *Faculté médicale du collège McGill*:—Pétition pour continuation d'allocation, 47.

24. *Dispensaire de la cité de*:—Pétition pour continuation d'allocation, 70.

25. *Collège Ste. Marie*:—Pétition du Rév. Père Firmin Vignon, recteur et supérieur du—, demande d'aide pour l'école de droit du dit collège, 81.

26. *Asile des Orphelins de St. Patrice*:—Pétition demandant une allocation plus considérable, 83.

27. *Compagnie de manufacture de*:—Pétition de A. M. Farley, demandant un acte d'incorporation, 17. suspension de la 51^e règle recommandée, 23. Suspendue, 26. Bill (M. Carter) présenté et renvoyé au comité des chemins de fer, etc., 35. Rapporté amendé, 60. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 74. Considéré en comité et amendé, rapporté et adopté tel qu'amendé, 79. Passé, 82. Par le Conseil, 125. S. R., 149. (31 Vic. chap. 42.)

28. *Chemins à barrières de l'Isle de*:— Adresse pour un état détaillé du revenu annuel des—, sous le contrôle des commissaires nommés par le gouvernement, 40. Réponse à cette adresse, 118. Voir *Adresses*, 5.

29. *Bureau protestant des commissaires d'école de*:— Pétition demandant des amendements aux sections 131, 132 et 133 du chap. 15 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, 51.

30. *Bureau catholique des commissaires d'école de*:—Semblable pétition, 54.

31. Bill pour pouvoir à la nomination d'un Prévôt des incendies pour la cité de—, (M. Carter), 52. Voir *Prévôt des incendies*.

MONTREAL—Suite.

32. *Prison commune du district de* :—Adresse pour un état indiquant le nombre, le sexe et l'âge des prisonniers détenus dans la—, depuis le 1er janvier 1866, au 1er janvier 1867, etc., 68. Réponse à cette adresse, 126. Voir *Appendice No. 10*.

33. *Société de construction* :—Pétition de W. Workman demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 54. Suspension de la 51e règle, 56. Bill (M. Carter) ; suspension de la 49e règle ; présenté et renvoyé au comité des bills privés, 84. Rapporté amendé, 114. Lu la seconde fois, considéré en comité, rapporté, passé, 124. Par le Conseil, 146. S. R., 150. (31 Vic., chap. 41).

34. *Club de—, pour la protection de la pêche et de la chasse* :—Pétition du—, 93.

35. *Régistrateur de* :—Motion de M. Carter, pour une adresse à Son Excellence, demandant copie du cautionnement donné par le—; après quelques débats, la motion est retirée. Voir *Adresses*, 21.

MULHOLLAND ET BAKER, ET CHS. ET ALEX. DUNLOP :—Pétitions à l'encontre du bill concernant l'ommagasinage de la poudre dans les cités de Montréal et de Québec, 80. Renvoyées au comité chargé d'examiner ce bill 81.

MUNICIPAL (ACTE), DE 1860 :—Deux pétitions (township d'Ascot, et conseil-ville de la ville de Sherbrooke), demandant des amendements à l'—, 22. Des municipalités des paroisses de St. Alexandre, St. Sébastien, St. George de Henriville, 41. Du conseil municipal du comté de Compton, 53. Du conseil municipal du comté de Maskinongé, 70.

MUNICIPAL (ACTE) ET ACTE D'AGRICULTURE :

1. Comité spécial nommé pour s'enquérir du fonctionnement de ces actes, et la 79e règle suspendue, 34. Premier rapport demandant une réduction de quorum, 36. Quorum réduit, 37. Toutes pétitions ayant rapport à l'acte municipal renvoyées à ce comité, 37. Bills renvoyés à ce comité, 46, 50, 112. Membres ajoutés, 65. Second rapport, 141. Adopté, 142.

2. Pétitions demandant des amendements à ces actes ; de John M. Park, Shefford ; des municipalités des paroisses de St. Valentin, Ste. Marguerite de Blairfindie, et St. Luc, 54.

MUNICIPAL (ACTE) DU BAS-CANADA :—Bill pour amender l'— de 1860, (M. Lecavalier) ; Présenté, 94. Ordre rescindé, bill retiré, 143.

MUNICIPALITÉS ET CHEMINS DANS LE BAS-CANADA :—Bill pour amender l'acte concernant les—, (M. Olément) ; Présenté, 81. Lu la seconde fois et renvoyé au comité chargé de s'enquérir du fonctionnement de l'acte municipal et des actes d'agriculture, 112.

MUNICIPAUX (RAPPORTS) :—De la Province de Québec pour l'année 1866, 14. Voir aussi *Documents*, 16.

NAPIERVILLE, CONSEIL MUNICIPAL DU COMTÉ DE :—Pétition demandant que les frais d'enregistrement ne soient pas augmentés pour payer des visiteurs de bureaux d'enregistrement, 113.

NELLIGAN, RÉV., J. DE ST. JOSEPH DE LA BEAUCE, ET PIERRE BELISLE, DU TOWNSHIP DE HOCQUART :—Pétition demandant un chemin dans le dit township, 83.

NICOLET, CONSEIL MUNICIPAL DU COMTÉ DE :—Pétition demandant des amendements aux lois d'enregistrement, 26.

NOTAIRE :—Bill pour refondre les différents actes concernant la profession de—(M. Verreault) ; Présenté 86.

NOTAIRES :—Bill pour légaliser, à certains égards, les procédés de certaines chambres de—, (M. Bergevin) ; Présenté 75. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité spécial, 85. Rapporté amendé, 90. Considéré en comité et rapporté, 111. Passé, 115. Par le Conseil, 147. S. R., 149. (31 Vic. chap. 31.)

NOTAIRES, CHAMBRE DES—, DISTRICT DE BEAUMARNOIS :—Pétition de Chs. M. Lebrun, Président de cette chambre, demandant la passation d'un acte légalisant les procédés de la dite chambre, 24.

NOTAIRE :—Comité spécial nommé pour suggérer les changements qu'il jugera nécessaire de faire aux lois concernant la profession de—, 76.

NOUVELLE-ÉCOSSE, PÊCHEURS EN DÉTRESSE :—Message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur recommandant, l'octroi de \$4000 pour soulager la misère des—; message considéré en comité, et résolution adoptée par le comité ; résolution rapportée et adoptée par la Chambre ; adresse à Son Excellence à ce sujet, 45. Voir *Adresses*, 17.

OFFICIEERS EN LOI DE LA COURONNE :—Bill concernant la nomination d'un assistant aux—, (M. Ouimet) ; Présenté, 94. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 12. Considéré en comité, rapporté, passé, 123. Par le Conseil, 147. S. R., 150. (31 Vic., chap. 12.)

OGILVIE, A., DE MONTRÉAL :—Pétition pour un acte d'incorporation sous le nom de "*Caledonia Curling Club*," 93. Suspension de la 51e règle, 113.

OLIVA, R.ÉV. F. :—Pétition ; demande d'aide pour un pont sur la rivière des Longues-Pointes, et pour un chemin pour s'y rendre, 34.

ORATEUR DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :

1. Son Excellence invite l'Assemblée à élire un Orateur, 2.
2. Joseph Godéric Blanchet, écuyer, élu Orateur, *nemine contradicente*, 2.
3. Adresse de l'Orateur à Son Excellence, demandant les privilèges ordinaires ; réponse de Son Excellence (par l'intermédiaire de l'Orateur du Conseil Législatif), 3.
4. Fait rapport du discours de Son Excellence à l'ouverture de la session, 4.
5. Annonce qu'il a nommé M. Etienne Simard Greffier-Assistant, 6.
6. Communique le rapport annuel du bibliothécaire, 12. Les rapports municipaux de la Province de Québec pour 1866, 14. Un état des affaires de la corporation de l'Union St. Joseph de Lévis, 36. Un rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, 37.

7. Son mandat nommant les membres du comité général d'élections, 16. Fixe le jour de la première réunion de ce comité, 26.

ORATEUR DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE—Suite.

8. Informe la Chambre que le Greffier a reçu l'état demandé à la compagnie des chemins à barrières de l'Île-Jésus, 29.

9. Charge un député de le remplacer temporairement au fauteuil, 41.

10. Décide, sur objection, que des bills sont privés et qu'ils auraient dû être présentés à la suite de pétitions, 55 et 56.

11. Présente le premier rapport du comité de la bibliothèque, 77.

12. Décide, sur objection, qu'une motion n'est pas dans l'ordre, n'y ayant pas eu d'avis par écrit de donné, 101.

13. Décide, sur objection, qu'une question est dans l'ordre, et n'est pas contraire à la 51^e règle, 116.

14. Met devant la Chambre le premier rapport du comité nommé pour aider M. l'Orateur à rédiger un code de règles, règlements et ordres permanents, pour le gouvernement de la Chambre, 130.

15. Communique une lettre du Secrétaire du Lieutenant-Gouverneur, au sujet de la prorogation, 147.

16. Son discours à Son Excellence en présentant le bill des subsides, 150.

17. Bill concernant la charge d'Orateur de l'Assemblée Législative, (M. Chauvean); Présenté, 15. Lu la seconde fois, 28. Passé, 33. Par le Conseil, 42. S. R., 148. (31 Vic., chap. 4.)

ORATEUR DU CONSEIL LÉGISLATIF :—Acte pour le remplacer dans certains cas; Bill (du Conseil) lu la première fois, 73. Lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général, 79. Considéré en comité et rapporté, 87. Passé 91.

ORDRES DU JOUR :

1. Mesures du gouvernement devant avoir la priorité sur toutes autres mesures, 78.

2. Ordres rescindés, 28, 55, 56, 59, 66, 143.

3. Ordre remis, 56.

ORDRES PERMANENTS :

1. Comité permanent des ordres permanents nommé, 7. Premier rapport, 19. Autres rapports recommandant la suspension de la 51^e règle, relativement à l'avis de pétitions, 19, 23, 24, 31, 34, 36, 44, 56, 67, 77, 83, 90, 114. Que les avis donnés sont suffisants, 20, 23, 24, 27, 30, 36, 49, 51, 54, 71. Que certaines pétitions ne sont pas de nature à exiger d'avis, 20, 27, 30, 37, 44, 49, 67.

ORDRES SESSIONNELS :

1. Que les votes et délibérations soient imprimés chaque jour, 5.

2. Relatif à l'élection et conduite des députés en certains cas, 5.

3. Que toutes pétitions relatives à certains bills soient de fait renvoyées au comité des bills qu'elles concernent, 37.

PARK, JOHN M.:—Pétition demandant des amendements à l'Acte Municipal, 54.

PALEMENT PROVINCIAL:—Proclamations prorogeant le—, ii à iv.

PARMÉE, A. B.:—Pétition demandant que le bill pour amender les articles 1054 et 1105 du code de procédure civile devienne loi, 80.

PAROISSES, ÉRECTION ET DIVISION DES:—Bill pour amender l'acte chap. 18 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, concernant l'—, (M. Ouimet); Présenté, 71. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 78. Considéré en comité et amendé; rapporté et adopté tel qu'amendé, 87. Passé, 91. Par le Conseil, 147. S. R., 149. (31 Vic., chap. 28.)

PATERSON, PEMBERTON:—Pétition demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Quebec Curling Club*," 17. Suspension de la 51^e règle, 23.

PELLETIER, P. C.:—Pétition demandant un acte autorisant la vente des biens de la succession de—, 13.

PEROÉ, MUNICIPALITÉ DU TOWNSHIP DE:—Pétition demandant que le township soit divisé en deux municipalités, 60. Suspension de la 51^e règle, 67. Bill (M. Fortin); suspension de la 49^e règle; présenté et renvoyé au comité des bills privés, 68. Rapporté amendé, 75. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 80. Considéré en comité et rapporté, 82. Passé, 85. Par le Conseil, 146. S. R., 149. (31 Vic., chap. 30.)

PERREAU, RÉV. JOS.:—Pétition à l'encontre des conclusions de la requête de la compagnie des chemins à barrières de l'Isle-Jésus, 38.

PERRON, RÉV. J. O.:—Pétition; demande d'aide pour un chemin, 24.

PÉTITIONS :

1. Prolongation de temps pour recevoir des—, 35.
2. Pétitions renvoyées à des comités, 37, 39, 52, 81.
3. Présentées, reçues et lues le même jour, 49.

PILOTES POUR LE HAVRE DE QUÉBEC ET AU-DESSOUS:—Pétition de la corporation des —, demandant des amendements à sa charte, 7. Avis suffisants, 23. Bill (M. Cauchon) présenté et renvoyé au comité des bills privés, 30. Rapporté, 51. Ordre pour la seconde lecture rescindé; bill retiré et honoraire devant être remboursé, 59.

PLATT, JOHN:—Pétition demandant la passation d'un acte confirmant un certain jugement de la Cour du Banc de la Reine, 24. Avis suffisants, 36. Bill (M. Ogilvie) présenté et renvoyé au comité des bills privés, 44. Pétition à l'encontre de ce bill, 49. Rapporté, "Préambule non prouvé," 90.

PONTS:—Pétitions relatives à des ponts, savoir :

1. *Gatineau, Rivière*:—Pétition demandant de l'aide pour construire un pont sur cette rivière, 15.
2. *Chicoutimi, Rivière*:—Pétition demandant de l'aide pour parachever un pont sur cette rivière, 23.

PONTES—*Suite*.

3. *Ste. Agathe des Monts*, 29; *Ile des Alouettes*, 70; *Ham-Nord*, 130:—Demandant de l'aide pour des ponts.

4. *Du Loup, Rivière (Beauce)*:—Demandant de l'aide pour construire un pont sur cette rivière, 50.

5. *Châteauguay, Rivière*:—Demandant de l'aide pour construire un pont sur cette rivière, 60.

POUDRE, EMMAGASINAGE DE LA—DANS LES CITÉS DE MONTRÉAL ET DE QUÉBEC:

1. Bill (M. Ogilvie) présenté, 47. Seconde lecture remise, 56. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité spécial, 70. Rapporté amendé; et rapport spécial du comité à ce sujet, 114. Considéré en comité, 123. Bill renvoyé de nouveau au comité spécial chargé de l'examiner, pour reconsidérer son rapport; rapporté amendé de nouveau, 124. Considéré de nouveau en comité et rapporté; passé, 125. Par le Conseil avec des amendements, adoptés, 148. S. R., 150. (31 Vic., chap. 27.)

2. Pétitions de C. et A. Dunlop, et de Mulholland et Baker, à l'encontre de ce bill, 80.

PRÉFONTAINE, F.:—Pétition; demande d'aide pour des chemins, 75.

PRÉVOT DES INCENDIES POUR LA CITÉ DE MONTRÉAL:

1. Bill pour pourvoir à la nomination d'un—, (M. Carter); Présenté, 52. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité spécial, 70. Rapporté amendé, 102. Considéré en comité et rapporté, 115. Passé, 123. Par le Conseil, 146. S. R., 150. (31 Vic., chap. 32.)

2. Pétition de D. Torrance en faveur du bill, 113.

PRIMEAU, Rév. J. B.:—Pétition; demande d'aide pour le collège Masson; 29.

PRINCEVILLE:—Pétition de la municipalité du village de—, demandant de l'aide pour un collège; 86.

PRISONS, HOPITAUX ET AUTRES INSTITUTIONS:—Bill concernant les—, (M. Chauveau); Présenté, 71. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 78. Considéré en comité et rapporté, 87. Passé, 91. Par le Conseil, 148. S. R. 149. (31 Vic., chap. 23.)

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS:—Comité permanent nommé, 7. Papiers et documents concernant la dernière élection de Kamouraska renvoyés à ce comité, 25. Henri Garon payé pour sa comparution comme témoin, 101. Premier rapport (*Appendice N° 13*), 148.

PROCLAMATIONS, i à iv.

PROROGATION ANNONCÉE, 147. Prorogation définitive; 152.

PROTONOTAIRES et employés dans leurs bureaux; leurs noms, salaires, la nature de leur emploi, etc., pour les districts de Montréal, Québec, Trois-Rivières et Aylmer; Adresse demandant un rapport à ce sujet, 76. Réponse, 126. Voir *Adresses*, 15, et *Appendice N° 11*.

PROULX, J. P.:—Pétition demandant de laisser le chef-lieu du comté de Beauce en la paroisse St. François, 42.

QUÉBEC, CITÉ DE :

1. Pétition du maire, des échevins et citoyens demandant des amendements à l'acte d'incorporation de cette cité, 41. Avis suffisants, 49. Bill, (M. Simard) ; suspension des 31e et 60e règles ; présenté et renvoyé au comité des bills privés ; 102. Rapporté amendé, 128. Lu la seconde fois, considéré en comité, amendé, rapporté, adopté tel qu'amendé, passé, 144. Par le Conseil, 148. S. R., 150. (31 Vic., chap. 33.)

2. Pétition de James G. Ross, demandant que la corporation soit remplacée par des commissaires, 54.

3. Pétition de la chambre de commerce de Québec, 83 ; et de la banque de Québec et de Pierre Bouchard, à l'encontre du bill, 113.

4. *Asile du Bon Pasteur* :—Pétition ; demande d'aide, 34.

5. *Asile des Dames Protestantes* :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 24.

6. *Asile des Orphelins* :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 24.

7. *Asile des Orphelines Protestantes* :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 24.

8. *Asile Finlay* :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 29.

9. *Asile Ste. Brigitte* :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 36.

10. *Association charitable des Dames Catholiques, (Dame E. Massue* :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 38.

11. *Compagnie du Gaz* :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 22. Suspension de la 51e règle, 43. Bill (M. Irvine) présenté et renvoyé au comité des bills privés, 44. Rapporté, 83. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 92. Considéré en comité et rapporté, 101. Passé, 112. Par le Conseil, 146. S. R., 149. (31 Vic., chap. 34.)

12. *Corporation des pilotes pour le havre de Québec et au-dessous* :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 17. Avis suffisants, 23. Voir *Pilotes*.

13. *Les malades indigents* :—Pétition ; demande d'aide, 38.

14. *L'hospice St. Joseph de la Maternité* :—Pétition ; demande d'aide, 38.

15. *Société littéraire et historique* :—Pétition demandant la continuation de son allocation, 17.

16. *Conseil Municipal du comté de* :—Pétition demandant que la compagnie des chemins à barrières de la rive nord soit libérée de la dette contractée pour la construction de chemins sur la rive sud, 117.

QUEBEC CURLING CLUB :—Pétition de Pemberton Paterson demandant un acte d'incorporation sous le nom de—, 17. Suspension de la 51^e règle, 23. Bill (M. Irvine) présenté et renvoyé au comité des bills privés, 39. Rapporté, 56. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 67. Considéré en comité et rapporté, 69. Passé, 74. Par le Conseil, 111. S. R., 149. (31 Vic., chap. 35.)

QUÉBEC :

1. Bill pour amender la section 36 de l'acte 29 et 30 Vic., chap. 57, incorporant la cité de—, (M. Rhéaume) ; Présenté, 30. Ordre pour seconde lecture rescindé ; bill retiré, 55.

2. Inhumations dans un certain cimetière de la cité de —. Pétition du Rév. Henry Roe, demandant des amendements à l'acte 23 Vic., chap. 70, concernant les —, 13. Suspension de la 51^e règle, 19. Bill (M. Irvine) présenté et renvoyé au comité des bills privés, 39. Rapporté, 67. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 74. Considéré en comité et rapporté, 75. Passé, 79. Par le Conseil, 119. S. R., 149. (31 Vic., chap. 36.)

QUESTIONS :

1. Débats sur une question, ajournés, 41, 69, 88, 101, 121.

2. Reprise de débats ajournés, 74, 91, 115, 123.

3. Motion retirée, 123, 144.

4. Objection étant faite qu'une question n'est pas dans l'ordre et qu'elle est contraire à la 51^e règle de la Chambre, M. l'Orateur décide qu'elle est dans l'ordre, 116.

5. Objection étant faite qu'une mesure n'est pas fondée sur le rapport d'un comité, et qu'avis n'en a pas été donné, M. l'Orateur décide que cette question est hors d'ordre, 101.

6. Question négative, 144.

7. Motion hors d'ordre, 101.

RAPPORTS MUNICIPAUX de la Province de Québec pour 1866, 14.

RÉGISTRATEUR DE MONTRÉAL :—Voir *Adresses*, 21.

RÈGLES, RÈGLEMENTS ET ORDRES PERMANENTS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA :

1. Devant être, jusqu'à nouvel ordre, ceux de l'Assemblée Législative de Québec, 6.

2. Comité nommé pour préparer un code de règles, règlements et ordres permanents pour la régie de l'Assemblée Législative de Québec ; règles de la Chambre des Communes renvoyées à ce comité, 6. Premier rapport contenant un nouveau code de règles, etc., adopté, 130. Devant être imprimé, 141.

RÈGLES DE LA CHAMBRE :

1. Certaines règles, Nos. 19, 56, 58, amendées à l'égard des bills privés, 7, 68.
2. 51e règle suspendue, sur motion spéciale, 25.
3. 79e règle suspendue en autant qu'elle a rapport au nombre des membres d'un comité, 34.
4. 49e règle suspendue, 68, 71, 84, 118.
5. 58e règle suspendue quant à l'impression des bills, 102.
6. 31e et 60e règles suspendues, 102.
7. Certaines règles suspendues à l'égard d'un bill, 124.

REVENUS CONSOLIDÉS, FONDS DES :—Résolutions considérées en comité et adoptées en comité général, 32. Rapportées et adoptées par la Chambre, 33. Renvoyées au comité général sur le bill concernant le Département du Trésor, les revenus, dépenses et comptes publics, 46. Voir *Trésor*.

RICHELIEU, DISTRICT ÉLECTORAL DE :—Pétition de l'honorable J. B. Guévremont, se plaignant de l'illégalité de l'élection de Joseph Beaudreau, écr., 17. Voir *Elections contestées*, 4.

RIVE NORD, COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LA—, ET DE LA NAVIGATION DU ST. MAURICE :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 15. Avis suffisants, 20. Bill (M. de Niverville) présenté, 20. Ordre du jour pour seconde lecture rescindé, et bill retiré, 28.

ROBESVAL, MUNICIPALITÉ DU TOWNSHIP DE :—Pétition; demande d'aide pour terminer la troisième section du chemin Kenogami, 60.

ROBITAILLE, O. :—Pétition de—demandant l'autorisation d'aliéner certains biens mobiliers et immobiliers appartenant à Marie R. I. Macdonald, sa pupille, 17. Avis suffisants, 23. Bill (M. Simard) présenté et renvoyé au comité des bills privés, 30. Rapporté, "Préambule non prouvé," 54. Honoraire devant être remboursé, 65.

ROCKLAND, COMPAGNIE D'ARDOISE DE :—Pétition demandant la passation d'un acte pour légaliser l'émission d'un certain montant du capital de la dite compagnie, 23. Suspension de la 51e règle, 44. Bill (M. Hemming) présenté et renvoyé au comité des bills privés, 49. Rapporté, 81. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 85. Considéré en comité et rapporté, 92. Passé, 101. Par le Conseil, 146. S. R., 149. (31 Vic, chap. 48.)

ROE, H. :—Pétition demandant des amendements à l'acte pour limiter les enterrements dans un certain cimetière dans la cité de Québec, 13. Suspension de la 51e règle, 19. Pour le bill voir *Québec*.

RONDEAU, S., DE BRANDON, COMTÉ DE BERTHIER :—Pétition demandant à être annexé au comté de Joliette, 17. Avis non requis, 30.

ROSS, JAS. G. :—Pétition à l'encontre du bill pour amender les actes d'incorporation de la cité de Québec; cette pétition demandant que la corporation soit remplacée par des commissaires, 54.

ROUSSEL, RÉV. D.:—Pétition demandant un chemin depuis Ste. Anne des Monts à la Petite-Rivière-aux-Renards, 29.

ROUSSEL, RÉV. D., DE MONT-LOUIS:—Pétition; demande d'aide, 60.

SALABERRY, CHS. DE:—Pétition demandant un octroi de terre, en considération des services rendus par son père pendant la guerre de 1812, 89. Motion de M. Carter pour qu'elle soit renvoyée à un comité, et débats ajournés, 121. Reprise des débats et motion retirée, 123.

SECRÉTAIRE ET RÉGISTRARE:—Bill concernant la charge de—, (M. Chauveau); Présenté, 38. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 78. Considéré en comité et amendé; rapporté et adopté tel qu'amendé, 87. Passé, 90. Par le Conseil, 147. S. R., 149. (31 Vic., chap. 11.)

SERMENTS D'OFFICE, ADMINISTRATION DES:—Bill (M. Chauveau), 6.

SERVICE CIVIL:—Bill concernant l'organisation du—, (M. Chauveau); Présenté, 38. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 121. Considéré en comité, amendé, rapporté, adopté tel qu'amendé; passé, 122. Par le Conseil, 146. S. R., 150. (31 Vic., chap. 8.)

SEWELL, RÉV. E. W.:—Pétition; demande d'aide, 38.

SHEFFORD, DIVISION ÉLECTORALE DE:—Pétition de Joseph Lesiège Lafontaine contre l'élection de Michel A. Bessette, écr., 18. Voir *Elections contestées*, 5.

SÉRIFS:—Bill pour mieux définir les pouvoirs des— en matières civiles, (M. Chabreau); Présenté, 37.

SÉRIFS, PROTONOTAIRES ET GREFFIERS DES COURS DE CIRCUIT:—Bill pour pourvoir, en certains cas, à la remise des deniers reçus par les—, (M. Irvine); Présenté, 40. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 87. Considéré en comité et amendé; rapporté et adopté tel qu'amendé, 108 et 109. Passé, 114. Par le Conseil, 146. S. R., 149. (31 Vic., chap. 17.)

SHERBROOKE, VILLE DE:—Pétition demandant des amendements à l'acte municipal de 1860, 22.

SHIELDS, J., DE St. ALPHONSE:—Pétition; demande d'aide pour un chemin dans la dite paroisse, 60.

SIMARD, E.:—nommé Greffier-Assistant de la Chambre, 6.

ŒURS DE LA CHARITÉ DE L'HÔPITAL GÉNÉRAL DE MONTRÉAL:—Pétition demandant des amendements à leur acte d'incorporation, 15. Avis non requis, 20. Bill pour autoriser les—, à acquérir des propriétés jusqu'à concurrence d'une certaine valeur, et à en disposer, (M. Ouimet); Présenté et renvoyé au comité des bills privés, 35. Rapporté amendé, 51. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 55. Considéré en comité, amendé, rapporté et adopté tel qu'amendé, 58. Passé, 66. Par le Conseil, 102. S. R., 149. (31 Vic., chap. 56.)

STATUTS DE CETTE PROVINCE:

1. Bill concernant les—, présenté, 15. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 28. Considéré en comité et rapporté, 33. Passé, 40. Par le Conseil, 59. S. R., 149. (31 Vic., chap. 6.)

STATUTS DE CETTE PROVINCE—*Suite.*

2. Interprétation des—; Bill (M. Ouimet) présenté, 15 et 16. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 33. Considéré en comité, amendé et rapporté; ordonné d'être ré-imprimé, 40. Passé, 45. Par le Conseil avec un amendement, amendement lu la première fois, 111. Deuxième lecture et adoption de l'amendement, 115. S. R., 149. (31 Vic., chap. 7.)

STEPHENS, G., ET HENRY KEYES :—Pétitions demandant la passation d'un acte pour valider certains règlements passés par la compagnie de navigation du lac Memphrémagog, 80. Suspension de la 51e règle, 90.

STEPHENS, H. :—Pétition demandant des amendements aux sections 11 et 12 du chap. 60 de l'acte 29 et 30 Vict., intitulé : "Acte pour amender les actes concernant la Corporation de la cité de Montréal et pour d'autres fins," 80.

STONEHAM :—Deux pétitions demandant de l'aide pour le chemin de—, et de faire diviser les terres le long du dit chemin, 24.

STUKELY, TOWNSHIP DE :—Adresse pour un état des différentes sommes octroyées au—depuis 1860, sur le fonds de colonisation; 31. Réponse, laquelle est renvoyée au comité de l'agriculture, l'immigration et la colonisation, 44. Voir aussi *Adresses*, 22.

STUKELY :

1. Pétition de J. G. Cassidy; demande d'aide pour un chemin, 54.

2. Bill pour annexer le cinquième rang du township de—à la municipalité de Stukely-Nord, (M. Bessette); Présenté, 42. Lu la seconde fois et renvoyé au comité nommé pour s'enquérir du fonctionnement de l'acte municipal et des actes d'agriculture, 50.

SUBSIDES :

1. Discours du trône pris en considération; motion, que des subsides soient accordés à Sa Majesté, devant être considérée en comité général, et cette partie du discours y relative renvoyée à ce comité, 21 et 22. Considérée en comité, 28. Rapport d'une résolution accordant des subsides à Sa Majesté; la Chambre devant se former en comité sur ces subsides, 33. Message de Son Excellence et les estimés renvoyés à ce comité, 89. La Chambre en comité, 89, 95. Une résolution rapportée et adoptée, 91. Rapport de 96 résolutions, 103. Adoptées, 108 et 123. Message et les estimés supplémentaires renvoyés à ce comité, 120. La Chambre de nouveau en comité, 121. Rapport de 6 résolutions; adoptées, 122 et 123. Ordre du jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité, rescindé, 143.

2. La Chambre devant se former en comité des voies et moyens, 91. La Chambre en comité, 109. Rapport de résolutions pour augmenter les droits sur les licences, 110 et 111. La Chambre de nouveau en comité; rapport d'une résolution accordant \$2,111,542.15, à même le fonds des revenus consolidés de la province; adoptée, 127.

3. Ordre du jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en le dit comité, rescindé, 143.

SUBSIDES—*Suite.*

4. Bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent requises pour faire face à certaines dépenses du gouvernement civil pour les dix-huit mois expirant le trente-et-un décembre mil huit cent soixante-et-huit; et pour d'autres fins se rattachant au service public, (M. Dunkin); Présenté, 127. Lu la seconde fois, considéré en comité, amendé, rapporté, adopté tel qu'amendé, passé, 129. Par le Conseil, 146. S. R., 151. (31 Vic., chap. 1.)

SYNODE ET SOCIÉTÉ DE L'ÉGLISE DU DIOCÈSE DE MONTRÉAL.—Pétition demandant des amendements à leur acte d'incorporation, de manière à réunir la dite société au dit synode, 22. Avis non requis, 27. Bill (M. Carter) pour incorporer les membres du Synode du diocèse de Montréal, et pour amalgamer la Société de l'Eglise du diocèse de Montréal avec le dit Synode; Présenté et renvoyé au comité des bills privés, 35. Rapporté, 51. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 55. Considéré en comité et rapporté, 58. Passé, 66. Par le Conseil, 146. S. R., 150. (31 Vic., chap. 38.)

STE. AGATHE DES MONTS, MUNICIPALITÉ DE:—Pétition; demande d'aide pour des ponts, 29.

ST. ALEXANDRE, MUNICIPALITÉ DE:—Pétition demandant des amendements à l'acte municipal et à la loi d'agriculture, 41.

ST. ALPHONSE:—Pétition de John Shields; demande d'aide pour un chemin dans la paroisse de—, 60.

ST. AMBROISE DE LA JEUNE-LORETTE:—Pétition demandant l'annexion de certains lots de la Seigneurie Belair à la municipalité de—, 23. Voir *Belair*, pour le bill présenté à cet effet.

ST. AMBROISE:—Pétition du Rév. Frs. Boucher, demandant de l'aide pour le chemin Stoneham, et de faire diviser les terres le long du dit chemin, 24.

ST. BENOIT:—Pétition du Rév. M. Tassé, pour aide pour un hospice dans la paroisse de—, 50.

STE. CATHERINE:—Pétition d'Ant. Blondeau; demande d'aide pour le chemin Belair, 70.

STE. CÉCILE:—Bill pour ériger la paroisse de—, en une municipalité, (M. Bessette); Présenté, 42. Motion pour seconde lecture, et, à la suite d'une objection, ordre rescindé et bill retiré, 56.

STE. FÉLICITÉ:—Pétition de J. O. Perron; demande d'aide pour un chemin, 24.

ST. GEORGE DE HENRIVILLE, MUNICIPALITÉ DE:—Pétition demandant des amendements à l'acte municipal et à la loi d'agriculture, 41.

ST. HYACINTHE, SŒURS DE L'HÔTEL-DIEU:—Pétition; demande d'aide, 15.

ST. HYACINTHE ET BAGOT:—Bill pour amender l'acte concernant la division du Bas-Canada en comtés, et les bornes de certaines cités et villes, pour les fins de la représentation dans la Législature, par rapport aux comtés de—; Présenté, 42.

ST. HUGUES, COMTÉ DE BAGOT:—Pétition d'Ambroise Bérard, demandant à être annexé à la paroisse de St. Marcel, comté de Richelieu, 60.

St. JEAN:

1, Pétition des Dames de la Société de St. Vincent de Paul; demande d'aide, 36.

✓ 2. Pétition de Chs. Langelier, pour un acte d'incorporation, sous le nom de "La Société St. Jean-Baptiste de la ville de St. Jean," 47. Avis non requis, 49. Bill (M. Marchand) présenté et renvoyé au comité des bills privés, 49. Rapporté amendé, 51. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 55. Considéré en comité, amendé, rapporté et adopté tel qu'amendé, 58. Passé, 66. Par le Conseil, 102. S. R., 149. (31 Vic., chap. 50.)

✓ 3. Pétition du conseil-de-ville de la ville de—, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite ville, 67. Avis suffisants, 71. Bill (M. Marchand); suspension de la 49e règle; Présenté et renvoyé au comité des bills privés, 71. Rapporté amendé, 75. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 80. Considéré en comité et rapporté, 82. Passé, 85. Par le Conseil, 125. S. R., 149. (31 Vic., chap. 49.)

St. JÉRÔME DE MATANE:—Pétition du Rév. D. Vézina, demandant une nouvelle division d'enregistrement pour le comté de Rimouski dont le bureau serait à—, 113.

St. JOSEPH DE LA BEAUCE:—Pétition du Rév. J. Nelligan; demande d'aide pour un chemin, 83.

St. JOSEPH, UNION:—De St. Jean d'Iberville. Voir *Union*.

StE. JULIENNE:—Pétition de J. Dufresne, M. P., demandant des amendements à l'acte 20 Vic., chap. 14, concernant la cour de circuit, 60.

✓ **St. LOUIS, COMPAGNIE HYDRAULIQUE DE:**—Bill pour incorporer la—, (M. Hemming); Suspension de la 49e règle; Présenté et renvoyé au comité des chemins de fer, canaux, etc., 84. Rapporté amendé, 114. Lu la seconde fois, considéré en comité, amendé, rapporté, et adopté tel qu'amendé, 125. Passé, 129. Par le Conseil, 146. Réservé, 150.

St. LUC, MUNICIPALITÉ DE:—Pétition demandant des amendements à l'acte municipal et à la loi d'agriculture, 54.

StE. MARIE DE MONNOIR:—Pétition du Rév. Edouard Crevier, demandant une allocation annuelle en faveur de l'Hospice Ste. Croix, 24.

StE. MARGUERITE RE BLAIRFINDIE, MUNICIPALITÉ DE:—Pétition demandant des amendements à l'acte municipal et à la loi d'agriculture, 54.

✓ **St. MAURICE, COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER ET DE LA NAVIGATION DU:**—Bill pour amender l'acte 20 Vict., chap. 149, (M. de Niverville); Présenté et renvoyé au comité des chemins de fer, etc., 39. Rapporté que le promoteur abandonne le bill; honoraire devant être remboursé, 94.

St. POLYCARPE:—Pétition du Rév. F. Cholet; demande d'aide pour bâtir un couvent, 29.

ST. ROCH DE QUÉBEC-SUD :

1. Pétition de la municipalité de—demandant des amendements à l'acte 25 Vict., chap. 47, intitulé : " Acte pour ériger la partie de la paroisse de St. Roch de Québec, située sur la rive nord de la rivière St. Charles, en une municipalité séparée," 51. Suspension de la 51e règle, 83.

2. Bill (M. Rhéaume) pour amender l'acte passé dans la 28e année du règne de Sa Majesté, chap. 28, intitulé : " Acte pour étendre les pouvoirs de la municipalité de la paroisse de St. Roch de Québec-Sud, et pour changer le nom d'incorporation de la dite municipalité en celui de " la Corporation de la paroisse de St. Sauveur," et pour d'autres fins y mentionnées." Présenté, 84. Ordre du jour pour seconde lecture rescindé ; bill renvoyé au comité des bills privés, 129.

3. Pétition de J. B. R. Dufresne, demandant que si des débentures sont accordées aux incendies de St. Roch de Québec-Sud, cet argent ne soit pas avancé à la municipalité de la dite paroisse, 93.

ST. ROCH ET ST. SAUVEUR :—Pétition de J. B. Hamel, N. P., demandant un emprunt de \$400,000 pour rebâtir les maisons détruites par l'incendie de 1866, 54.

ST. SAUVEUR :—Union St. Joseph à—de Québec. Voir *Union*.

ST. SÉBASTIEN, MUNICIPALITÉ DE :—Pétition demandant des amendements à l'acte municipal et à la loi d'agriculture, 41.

ST. VALENTIN, MUNICIPALITÉ DE :—Pétition demandant des amendements à l'acte municipal et à la loi d'agriculture, 54.

TACHÉ, (CHEMIN) :—Pétition du Rév. P. N. Thivierge pour faire ouvrir ce chemin en arrière des townships Whitworth et Viger, 38.

TASSÉ, RÉV. M., DE ST. BENOÎT :—Pétition ; demande d'aide pour un hospice dans la dite paroisse, 50.

TERREBONNE, CONSEIL MUNICIPAL DU COMTÉ DE :—Pétition à l'encontre de la requête de la compagnie des chemins à barrières de l'Isle-Jésus, 80.

TERRÈS PUBLIQUES :—Octroi de—à tout élève qui aura suivi un cours de deux ans dans une école d'agriculture de cette Province ; motion de M. Beaubien pour une adresse à Son Excellence à cet effet, et motion de M. Chauveau, sous forme d'amendement, qu'il soit donné instruction au comité de l'agriculture, l'immigration et la colonisation de prendre cette question en considération ; amendement adopté, 65.

THIVIERGE, RÉV. P. N., DE WHITWORTH ET VIGER :—Pétition ; demande d'un octroi pour faire ouvrir le chemin Taché, en arrière des dits townships, 38.

TIMBRES :—Bill pour amender certains actes y mentionnés, et pour créer de nouvelles dispositions relativement aux—, (M. Dunkin) ; Présenté, 90. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 101. Considéré en comité et amendé ; rapporté et adopté tel qu'amendé, 114. Passé, 118. Par le Conseil, 140. S. R., 149. (31 Vie., chap. 2.)

TINGWICK :—Bill pour annexer une partie du township de—au township de Wotton, (M. Picard); Présenté, 81. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité spécial, 112.

TORRANCE, D :—Pétition en faveur du bill pour pourvoir à la nomination d'un prévôt des incendies pour la cité de Montréal, 113.

TRÉSOR (DÉPARTEMENT DU), les revenus, dépenses et comptes publics:—Bill concernant le—, (M. Dunkin); Présenté, 15. Lu une seconde fois et renvoyé à un comité général, 41. Résolutions, concernant le fonds des revenus consolidés, renvoyées au comité général sur ce bill, et bill et résolutions considérés en comité; bill amendé, rapporté, et amendements adoptés par la Chambre, 46. Passé, 52. Par le Conseil, 73. S. R., 149. (31 Vic., chap. 9.)

UNION ST. JOSEPH A ST. SAUVÉUR DE QUÉBEC:—Pétition de Frs. Kéroack, demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'—; avis non requis, 37. Bill (M. Rhéaume) présenté et renvoyé au comité des bills privés, 52. Rapporté amendé, 94. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 112. Considéré en comité, 117. Passé, 124. Par le Conseil, 146. S. R., 150. (31 Vic., chap. 54.)

UNION ST. JOSEPH DE LA VILLE DE LÉVIS:—Etat d'affaires jusqu'au 1er janvier 1868, 36.

UNION ST. JOSEPH DE ST. JEAN D'IBERVILLE:—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 41. Avis non requis, 44. Bill (M. Marchand) présenté et renvoyé au comité des bills privés, 47. Rapporté, 51. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 55. Considéré en comité, amendé, rapporté et adopté tel qu'amendé, 59. Passé, 66. Par le Conseil, 102. S. R., 149. (31 Vic., chap. 51.)

UNION ST. JOSEPH DE NOTRE-DAME DE HULL:—Pétition de D. Dumontier, demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'—, 60. Avis non requis, 67.

UNION ST. PIERRE DU VILLAGE DE BIENVILLE DE LÉVIS:—Pétition de Pierre Duolos, demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'—, 34. Avis non requis, 37. Bill (M. Joly) présenté et renvoyé au comité des bills privés, 44. Rapporté, 51. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 55. Considéré en comité, amendé, rapporté et adopté tel qu'amendé, 58. Passé, 66. Par le Conseil, 92. S. R., 149. (31 Vic., chap. 53.)

VANASSE, RÉV. F. N., DE LA PAROISSE ST. GABRIEL DE STRATFORD:—Pétition demandant de l'aide pour des chemins, 128.

VANASSE, RÉV. F. X., DU TOWNSHIP DE WINSLOW:—Pétition; demande d'aide pour un chemin dans les townships de North Winslow et North Whitton, 60.

VANASSE, J. F. RÉGIS, DE ST. MICHEL D'YAMASKA :—Pétition demandant des amendements au chap. 77 de la 24 Vict., intitulé : " Acte pour amender les actes régularisant la commune de la Seigneurie d'Yamaska, et pour autoriser la division de la dite commune," 122.

VÉZINA, RÉV. D., DE ST. JÉRÔME DE MATANE :—Pétition demandant une nouvelle division d'enregistrement pour le comté de Rimouski, dont le bureau serait à St. Jérôme, 113.

VIGNON, RÉV. PIERRE FIRMIN :—Pétition ; demande d'aide pour l'école de droit du collège Ste. Marie, 81.

VILLENEUVE, RÉV. J. B., DE NOTRE-DAME DE HÉBERTVILLE :—Pétition demandant de l'aide pour les chemins Kenogami et Alma, et la nomination d'un agent des terres de la Couronne à Hébertville, 80.

VILLERS, RÉV. P. DE :—Pétition demandant la passation d'un acte autorisant la vente des propriétés immobilières de feu P. C. Pelletier, 13. Avis suffisants, 24.

VOIES ET MOYENS :—Voir *Subsides*, 2.

VOITURES POUR LES CHEMINS D'HIVER :

1. Bill pour amender le chap. 31 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, (M. Molleur) ; Présenté, 75. Motion pour seconde lecture, 111. Amendement de M. Chapleau pour renvoyer la seconde lecture à 6 mois ; débats à ce sujet ; amendement retiré ; ordre du jour rescindé ; bill retiré, 112.

2. Pétitions de S. Coupal de St. Cyprien, et de A. L. Demers de St. George de Henriville, en faveur du bill, 113.

VOTES ET DÉLIBÉRATIONS :—Impression quotidienne des,—5.

W**EEDON, TOWNSHIP DE** :—Pétition de John McDonald ; demande d'aide pour un chemin dans le dit township, 17.

WINSLOW :—Pétition du Rév. F. X. Vanasse ; demande d'aide pour un chemin dans les townships de North Winslow et North Whitton, 64.

WORKMAN, WM. :—Pétition ; demande d'incorporation, 54. Suspension de la 51e règle, 56.

Y**AMASKA** :—Pétition de J. F. Régis Vanasse, demandant des amendements à l'acte pour amender les actes régularisant la commune de la Seigneurie d'—, et pour autoriser la division de la dite commune, 122.

ERRATUM.

A la page 143, à la 40ème ligne :

Au lieu de "*Ordonné*, que le bill soit lu la troisième fois demain."

Lisez: "*Ordonné*, que le bill soit maintenant lu la troisième fois."
